

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RÉINVENTER MONTRÉAL
UNE ARCHÉOLOGIE DU DISCOURS URBANISTIQUE DES
TRENTE GLORIEUSES

PAR FRÉDÉRIC MERCURE JOLETTE

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE
FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

THÈSE PRÉSENTÉE
EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE PHILOSOPHIÆ DOCTOR (PH. D.)
EN SCIENCE POLITIQUE

NOVEMBRE 2020

© FRÉDÉRIC MERCURE JOLETTE, 2020

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée

Réinventer Montréal
Une archéologie du discours urbanistique des Trente Glorieuses

Présentée par

Frédéric Mercure Jollette

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Christine Rothmayr Allison

Présidente du jury

Augustin Simard

Directeur de recherche

Raphaël Fischler

Membre du jury

Dominique Morin

Examineur externe

Michèle Dagenais

Représentante du doyen

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur le fonctionnement du discours urbanistique à Montréal durant les Trente Glorieuses. Contre l'interprétation dominante selon laquelle l'urbanisme des Trente Glorieuses serait démesurément technophile et confisquerait le pouvoir de parler de la ville, nous montrons qu'en dramatisant la décomposition de l'objet urbain et en faisant de la définition même de la ville un problème, l'urbanisme crée un espace discursif ouvert dans lequel la technique se présente à la fois comme un problème et une solution.

Dans un premier temps, nous analysons la prégnance de la critique de l'urbanisme technocratique (dont l'expression typique se trouve chez Jane Jacobs) dans la théorie politique contemporaine, au moyen d'une analyse du livre à succès *Seeing Like a State* de James C. Scott. Nous montrons que cette critique repose sur une hypothèse du surplomb dont le fonctionnement est analogue à ce que Michel Foucault appelle « l'hypothèse répressive ». Nous expliquons son succès en montrant qu'elle correspond à la vision dominante de la critique comme procès de la raison. Rejetant la réception qui en a été faite par les anti-planificateurs, nous montrons enfin que l'on retrouve dans la méthode archéologique de Foucault des éléments pour une analyse de l'urbanisme qui ne soit pas uniquement centrée sur les tares de l'idéologie moderniste et la croissance démesurée du pouvoir technocratique.

Dans un deuxième temps, nous forgeons une hypothèse quant à la structure du discours urbanistique au moyen d'une relecture d'Emmanuel Kant, Reinhart Koselleck et Hans Jonas. Plutôt que d'assimiler l'urbanisme à une forme démesurée (*hubris*) du rationalisme, il s'agit d'y trouver une réflexion particulièrement sophistiquée sur les limites du pouvoir de connaître, dont l'analytique de la finitude kantienne est la forme paradigmatique. Nous utilisons ensuite l'histoire des concepts de Koselleck pour éclairer le fonctionnement et les effets intradiscursifs de la remise en question du concept traditionnel de ville à laquelle procède l'urbanisme. Enfin, l'éthique de la technique de Jonas nous permet de montrer que la planification moderne s'appuie sur (et se justifie par) les dangers que pose un développement techno-industriel incontrôlé.

Dans un troisième temps, nous testons cette hypothèse au moyen d'une étude du discours urbanistique montréalais de 1941 à 1967. Analysant comment les premiers professionnels du Service d'urbanisme de la Ville se représentent Montréal, nous traitons de l'idée de « ville en mouvement », des modalités de représentation de l'espace urbain et de l'injonction à réinventer la ville que l'on retrouve dans le discours urbanistique. À partir de trois figures transversales, soit Hans Blumenfeld, Claude Robillard et Jean-Claude La Haye, nous montrons que le discours urbanistique montréalais des Trente Glorieuses est polyphonique, c'est-à-dire qu'on y retrouve différentes tactiques de légitimation qui forment toutes des variations d'une même grande stratégie discursive de décomposition et recomposition de l'objet urbain. Nous verrons ces tactiques à l'œuvre dans la rénovation urbaine (le plan Dozois et le projet pour le quartier de la

Petite-Bourgogne), l'organisation de l'expertise urbanistique (l'Institut d'urbanisme et la Commission provinciale d'urbanisme), et les vellétés de planification métropolitaine (*Horizon 2000*).

Mots clés : Archéologie, Discours, Emmanuel Kant, James C. Scott, Jane Jacobs, Trente Glorieuses, Michel Foucault, Modernisation, Montréal, Planification, Rénovation urbaine, Technocratie, Urbanisme, Ville.

ABSTRACT

This dissertation focuses on the structure of the urban discourse in Montreal during the *Trente Glorieuses* (Glorious Thirty). Against the dominant interpretation, according to which the urban planning of the Glorious Thirties was disproportionately *technophile* and had confiscated the power to speak of the city, we show that by dramatizing the decomposition of the urban object and by making the very definition of the city a problem, urban planning creates a discursive space in which technique presents itself as both a problem and a solution.

First, we analyze the significance of the critique of technocratic urban planning (the typical expression of which is found in Jane Jacobs) in contemporary political theory, by means of an analysis of the best-selling book *Seeing Like a State* by James C. Scott. We show that this critique is based on an “overhang hypothesis”, the operation of which is analogous to what Michel Foucault calls “the repressive hypothesis”. We explain its success by showing that it corresponds to the dominant view of criticism as the trial of reason. Rejecting the reception given to it by the anti-planners, we then show that one can find in Foucault's archaeological method elements for an analysis of urban planning that is not only centered on the flaws of modernist ideology and the disproportionate growth of technocratic power.

Secondly, we forge a hypothesis about the structure of the urbanistic discourse by means of a rereading of Immanuel Kant, Reinhart Koselleck and Hans Jonas. Rather than assimilating urban planning with a disproportionate form (*hubris*) of rationalism, it is a question of finding in it a particularly sophisticated reflection on the limits of the power to know, of which the analytic of Kantian finitude is the paradigmatic form. We then use the history of Koselleck's concepts to shed light on the functioning and the intradiscursive effects of the questioning of the traditional concept of city that is carried out by urban planners. Finally, Jonas's ethics of technology allows us to show that modern planning relies on (and is justified by) the dangers of uncontrolled techno-industrial development.

Thirdly, we test this hypothesis by means of a study of Montreal's urban planning discourse from 1941 to 1967. Analyzing how the first professionals of the City's Planning Department represented Montreal, we deal with the idea of a city in motion, the methods of representing urban space and the injunction to reinvent the city that we find in urban discourse. Based on three transversal figures—namely Hans Blumenfeld, Claude Robillard and Jean-Claude La Haye—we show that the urban planning discourse of the Glorious Thirties in Montreal is polyphonic, which is to say, we find different legitimization tactics that all form variations of the same great discursive strategy of decomposing and recomposing the urban object. We will see these tactics at work in urban renewal (the Dozois plan and the project for the Little Burgundy district (*Petite-Bourgogne*)), the organization of urban planning expertise (*l'Institut*

d'urbanisme et la *Commission provinciale d'urbanisme*), and metropolitan planning ideas (*Horizon 2000*).

Keywords: Archeology, Discourse, Immanuel Kant, James C. Scott, Jane Jacobs, Trente Glorieuses, Michel Foucault, Modernization, Montreal, Planning, Urban renewal, Technocracy, Urbanism, City.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	5
ABSTRACT	7
TABLE DES MATIÈRES.....	9
LISTE DES FIGURES	13
LISTE DES ABRÉVIATIONS	15
REMERCIEMENTS	17
INTRODUCTION.....	21
<u>PREMIÈRE PARTIE : L’histoire de l’urbanisme, de la dénonciation à l’archéologie</u>	<u>59</u>
CHAPITRE I Histoire et critique en urbanisme. De la haine de la ville à la haine du plan... 61	
1.1 L’hypothèse du surplomb.....	63
1.1.1 La subjectivité brimée ou le revers transcendantal de l’hypothèse du surplomb .66	
1.2 L’histoire de l’urbanisme et la révolte contre la planification	68
1.2.1 Jane Jacobs : la formation d’une nouvelle sensibilité	70
1.2.2 Françoise Choay : spécialisation du langage et dépossession anthropologique... 79	
1.3 Le nexus savoir-pouvoir : la réception de Michel Foucault en urbanisme	82
1.3.1 Le côté sombre de la planification.....	83
1.3.2 La raison politique de l’urbanisme : la discipline et le contrôle.....	87
1.4 James C. Scott : tendre l’oreille à l’insubordination	93
1.4.1 Le détour par les Highlands sud-asiatiques et l’anthropologie de la résistance ... 95	
1.4.2 Le regard de l’État	98
1.4.3 La <i>mêtis</i> ou la débrouillardise en danger	102
1.5 De Michel Foucault à James C. Scott : le malentendu de la critique.....	103
1.5.1 Deux manières d’exercer la critique.....	104
1.5.2 Le retour de l’irrationalité de la rationalité.....	108
1.5.3 La réduction de l’ambiguïté et la dévalorisation de l’expérimentation	110
1.6 Une archéologie de l’urbanisme	112

1.6.1	L’ <i>a priori</i> du regard urbanistique : la ville agonisante	118
1.7	Conclusion	123
CHAPITRE II Le langage philosophique de la planification. De l’analytique de la finitude à la fiction du plan		
2.1	Le plan d’urbanisme, un outil démiurgique?	126
2.2	Une perspective néo-kantienne : le plan comme idée régulatrice	132
2.2.1	Le corollaire de l’analytique de la finitude : la nécessité des idées de la raison	132
2.2.2	Hans Vaihinger : les fonctions pratique et heuristique des fictions	137
2.2.3	Le plan caché de la nature et la Terre comme ensemble de lieux ordonnés.....	140
2.3	La ville de la planification : dissolution et recomposition d’un idéal géographique	144
2.3.1	Technicisation et dispersion de l’expérience.....	146
2.3.2	La « vue de haut » et la reconstitution d’un idéal géographique.....	149
2.3.3	Répétition et déplacement du geste urbanistique	154
2.4	La planification, un devoir moral de la civilisation technique.....	158
2.4.1	Prométhée déchaîné : les conséquences morales de la technicisation de l’agir .	160
2.4.2	Contre l’utopisme et le productivisme, la persistance de la figure de la finitude	163
2.4.3	Le présent entre futur passé et anticipation	165
2.5	Conclusion : un langage fictionnel, futuriste et polysémique	167
<u>DEUXIÈME PARTIE : Montréal, un terrain d’étude privilégié.....</u>		
171		
CHAPITRE III Réaliser une ville consciente d’elle-même. Genèse et structure du discours urbanistique montréalais.....		
173		
3.1	L’expérience de la ville méconnaissable et déshumanisante	175
3.2	La mission du SUVM : faire comme si un plan directeur était en train de se réaliser..	183
3.2.1	L’usage du vocable « urbanisme » au milieu du XX ^e siècle	184
3.2.2	<i>Urbanisation de Montréal</i> : réaliser la ville qui advient	188
3.2.3	L’aspiration du plan directeur : devenir un horizon de référence.....	194
3.3	Hans Blumenfeld : le penseur de l’urbanisation en résidence	200
3.3.1	Un expert humble au parcours impressionnant	205
3.3.2	L’inévitable croissance urbaine et les illusions des premiers urbanistes.....	208
3.3.3	Faire comme si la ville s’était développée par elle-même.....	211
3.4	Soumettre la Ville à la ville.....	215
3.5	Conclusion : encore un petit effort de conceptualisation	217

CHAPITRE IV Habiter la modernité. L'enracinement de l'urbanisme dans la guerre aux taudis.....	221
3.6 Le discours du taudis dans la première moitié du XX ^e siècle.....	224
3.6.1 Division et unité de la scène politique locale : l'échec du laisser-faire.....	229
3.6.2 Enquêter : montrer la menace qui pèse sur la ville.....	230
3.6.3 Échanger : mesurer sa modernité	236
3.6.4 Proposer : inévitabilité et nécessité du plan d'ensemble	238
3.7 Le plan Dozois : une expérience de planification à grande échelle	239
3.7.1 La rationalité de la rénovation permanente : le regard urbanistique à l'œuvre ..	242
3.7.2 Controverse autour de la vision d'ensemble : une fiction qui fait parler	250
3.8 « Surtout pas un autre plan Dozois » : poursuivre la rénovation à l'aune de la critique.....	255
3.8.1 Modification et prolongement de la rénovation : la Petite-Bourgogne	257
3.8.2 Une critique externe? L'extension et la démocratisation du regard urbanistique.....	262
3.8.3 Le renversement de la critique : les limites du regard urbanistique	267
3.9 Conclusion	272
CHAPITRE V La critique inachevée des institutions territoriales. Jean-Claude La Haye et la professionnalisation de l'urbanisme au québec	277
4.1 Le langage futuriste d'un « Mickey Mouse jouant au tennis ».....	281
4.1.1 La formation et les ambitions réformistes de La Haye.....	284
4.2 Les premiers pas vers la professionnalisation.....	290
4.2.1 Prêcher dans le désert ou l'appel aux élus municipaux	290
4.2.2 La formation d'un escadron d'experts généralistes.....	294
4.3 Les ambitions vertigineuses de la Commission provinciale d'urbanisme	298
4.3.1 La mise en garde de Blanche Lemco van Ginkel : la polysémie des concepts ..	301
4.3.2 Les fondements langagiers des problèmes d'aménagement du territoire.....	303
4.3.3 La hiérarchie du savoir et la recherche en continu	310
4.4 Des contrecoups contrariants	312
4.4.1 Entre routinisation bureaucratique et critique immodérée de la technique	313
4.4.2 Le tournant participatif et le « dérapage » de l'Institut	316
4.5 Conclusion : conceptualisme et dialectique de la planification	318
CHAPITRE VI Élaboration et diffusion d'une idée du Grand Montréal. L'improbable aventure de <i>Horizon 2000</i>	321
5.1 Claude Robillard et la modernisation du SUVM	324
5.1.1 Un Service qui a « meilleure odeur »	330

5.1.2	<i>Horizon 2000</i> : une véritable pratique de l'urbanisme	332
5.2	L'idée de Montréal : mécanique et contenu de la synthèse des travaux du SUVVM.....	337
5.2.1	La révolution métropolitaine et les dangers de l'urbanisation non planifiée	342
5.2.2	Décrire la croissance et lui suggérer une forme	346
5.3	Les différents publics du plan d'urbanisme : diffusion et réception de <i>Horizon 2000</i> .	351
5.3.1	Des élus attachés à leurs institutions : le débat de structure	352
5.3.2	Une société civile dissipée et dépassée : la polysémie de la ville	356
5.3.3	Des experts enthousiastes : l'impossible décloisonnement	360
5.4	Conclusion	364
CONCLUSION		367
ANNEXE Cartes des transformations de Montréal.....		385
FONDS D'ARCHIVES.....		387
BIBLIOGRAPHIE		389

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1 Richard C. Lee.....	32
2 Jean Drapeau	42
3 Jane Jacobs lors d'une conférence en 1958	71
4 Plan du Panopticon	88
5 Vue aérienne du Grand Montréal en 1967	153
6 Fin de la construction de la Place Ville-Marie, 1961	178
7 Vue aérienne de la Place Ville-Marie et ses alentours au sud-ouest, 1965	180
8 Étude sur le lotissement, esquisse du plan directeur de 1944.....	192
9 Couverture du rapport du SUVVM, <i>Une autostrade Est-Ouest</i> , janvier 1948	195
10 Échangeur entre les avenues Parc et des Pins en 1959-1961	198
11 Esquisse préliminaire du plan directeur, 1944	200
12 Hans Blumenfeld	203
13 Représentation du taudis et de ses habitants en 1946.....	228
14 Couverture du plan Dozois	243
15 Cartes des secteurs visités par les membres du comité	245
16 Présentation du rapport le 7 septembre 1954	249
17 « La cité radieuse au centre de Montréal » - <i>La Patrie</i>	251
18 Couverture du projet Cité-Famille de Jean Drapeau	252
19 Programme de rénovation du quartier La Petite Bourgogne	262
20 Le triangle de la planification de Harry Lash.....	268
21 Jean-Claude La Haye.....	280
22 Composantes d'un plan d'urbanisme, CPU.....	300
23 Schéma d'une structure de planification au palier municipal.....	307

24	Région du Conseil métropolitain de Montréal - CPU	309
25	Claude Robillard et la Ligue de quilles du Service des parcs	327
26	Réception du SUVM 1963	333
27	Capture d'écran – <i>Horizon 2000</i>	338
28	Logo du SUVM	339
29	Capture d'écran – <i>Horizon 2000</i>	345
30	Capture d'écran – <i>Horizon 2000</i>	348
31	Capture d'écran – <i>Horizon 2000</i>	350
32	« Ville d'Anjou... où l'urbanisme protège votre placement »	359
33	Représentation de Montréal en galaxie polycentrique	363
34	Le Vieux-Montréal de Melvin Charney	382
35	La transformation du centre-ville de Montréal.....	385

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AVM : Archives de la Ville de Montréal
BAEQ : Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec
CIAM : Congrès internationaux d'architecture moderne
CPU : Commission provinciale d'urbanisme
CUQ : Corporation des urbanistes du Québec
FRAP : Front d'action politique
FLQ : Front de libération du Québec
LAC : Ligue d'action civique
LAU : Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
SCHL : Société canadienne d'hypothèque et de logement
SUVVM : Service d'urbanisme de la Ville de Montréal
UdeM : Université de Montréal
UMQ : Union des municipalités du Québec

REMERCIEMENTS

Cette thèse a été écrite en vélo et en ski de fond. Après les multiples séances de lecture et d'analyse des documents d'archives, c'est en pratiquant ces activités contemplatives que mes idées sont tombées en place et ont pris la forme d'une thèse. Si j'ai pu profiter sereinement de ces moments privilégiés, c'est notamment parce que j'ai reçu l'appui financier du FRQSC et du CRSH et ai été soutenu par mon employeur et mes collègues du cégep Saint-Laurent. J'aimerais donc remercier ces institutions publiques et exprimer le souhait que le Québec et le Canada continuent longtemps à valoriser et à subventionner la recherche. J'aimerais également remercier mes parents pour l'appui indéfectible que j'ai reçu de leur part; seuls eux peuvent pleinement témoigner que l'éducation n'est pas un long fleuve tranquille.

La rédaction de cette thèse a été l'occasion de créer et enrichir des relations d'amitié. D'abord avec mon directeur, Augustin Simard. Ce dernier m'a permis de poursuivre avec confiance et liberté les buts que je m'étais fixés. Les nombreuses discussions que nous avons eues furent non seulement utiles et relevées, mais agréables et humaines. Je tiens à le remercier de m'avoir soutenu tout au long de la rédaction et de m'avoir constamment rappelé la finitude de cet événement et l'importance d'en profiter pleinement. Lors de mon séjour à l'Université de Montréal, j'ai également eu la chance de rencontrer Éléna Choquette, Martin Beddeleem et Benoît Morissette, trois collègues qui sont rapidement devenus des amis avec lesquels j'ai eu et ai encore un très grand plaisir à échanger. Immédiatement, nous avons développé une grande complicité qui nous a permis de mettre en commun et d'apprivoiser l'expérience du doctorat.

Cette thèse a aussi profité d'échanges soutenus avec différents professeurs et chercheurs, la plupart étant devenus des amis, notamment Richard White, Clément Orillard, Fabien Desage, Harold Bérubé, André Boisvert et plus particulièrement Robert Sparling et Robert Petrelli qui ont gentiment relu et commenté des parties de la thèse. D'autres amis, Jean-François Bissonnette, Jean-Charles St-Louis, Jonathan Hardy et Jasmin Miville, ont aussi contribué, à leur manière, à ce que je mène à terme mon parcours doctoral. Ils doivent tous être remerciés chaleureusement. Un merci tout spécial va à Julie Perreault. Non seulement elle m'a accompagné dans quelques-unes de mes randonnées de ski de fond, mais elle a accepté de relire et de corriger l'ensemble de la thèse. J'aimerais aussi remercier le personnel des Archives de la Ville de Montréal pour la grande diligence dont il a fait preuve à chaque fois que je lui ai demandé un document ou une information.

Finalement, j'aimerais remercier ma compagne, Josianne Millette, pour l'incroyable soutien qu'elle m'a apporté depuis notre rencontre le soir de la proclamation de la loi spéciale en 2012. Sa présence passionnée et notre exceptionnelle complicité ont été déterminantes dans la réalisation de cette thèse. Non seulement Josianne a-t-elle accepté de négocier les effets secondaires de la rédaction sur mon tempérament déjà irascible, mais elle a offert son aide précieuse, relu les derniers chapitres et participé aux ajustements de dernière minute.

[...] l'impulsion qui nous pousse à élargir nos connaissances ne voit pas de limites. La colombe légère, quand, dans son libre vol, elle fend l'air dont elle sent la résistance, pourrait se représenter qu'elle réussirait encore mieux dans l'espace vide d'air. C'est ainsi justement que Platon quitta le monde sensible, parce que celui-ci impose à l'entendement de si étroites limites.

Emmanuel Kant

Il y a dans la conscience quelque chose qui en fait un piège pour elle-même.

Witold Gombrowicz

INTRODUCTION

It can be a creative adventure for modern men to build a palace, and yet a nightmare to have to live in it.

Marshall Berman¹

The 1960s will probably go down as the most disastrous decade in the history of human urbanization.

Eric J. Hobsbawm²

En août 1967, le Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUVVM) souhaite profiter de l'enthousiasme produit par l'Exposition universelle qui bat alors son plein et convie les élus et les différents acteurs publics du Grand Montréal à la toute nouvelle Place des Arts afin de dévoiler son plan témoin pour la région montréalaise. Intitulé *Montréal Horizon 2000*, ce plan se présente sous la forme d'une présentation audio-visuelle avant-gardiste procédant par superposition d'images et utilisant la technologie récente de l'écran divisé. Accompagnées d'une ambiance sonore suggestive, ces images visent à synthétiser et à communiquer l'ensemble des connaissances produites par le SUVVM. Conscients de la vanité d'un savoir qui ne serait pas entendu ni mis en pratique, les urbanistes considèrent important non seulement de développer une expertise sur la ville, mais aussi de la diffuser auprès des élus et de la population. Leurs pratiques incluent ainsi des études pointues sur le développement de l'urbanisation et ses conséquences, mais également une réflexion sur les nouveaux moyens de communication.

¹ Marshall Berman, *All That Is Solid Melts Into Air*, New York, Penguin Books, 1988, p. 7.

² Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle 1914-1991*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p. 262.

Planifier la ville, pensent-ils, c'est produire une ville consciente d'elle-même, c'est-à-dire une ville dans laquelle les habitantes et les habitants savent ce qui en advient.

S'il est aujourd'hui difficile de regarder ce diaporama sans sourire – avec des animations qui paraissent quelque peu enfantines, des effets sonores alarmistes et un montage futuriste, l'ensemble a quelque chose de foncièrement extravagant –, ce soir-là, les urbanistes du SUVVM ne sont pas peu fiers. Ils travaillent à ce plan depuis plus de quatre ans et leur présentation est saluée par tous les spectateurs pour sa grande qualité et son caractère innovateur. Cependant, dans les mois qui suivent, ils sont déçus de constater que leurs diverses propositions – qu'il s'agisse de la réalisation d'un train express régional, de la protection du territoire agricole de la rive sud ou de la consolidation de pôles secondaires en périphérie et de cellules urbaines le long des voies de transport collectif – n'ont pas trouvé preneur. Bien que la plupart des personnes présentes ont semblé convaincues de la nécessité d'une meilleure planification régionale, peu ont travaillé activement au projet métropolitain mis de l'avant dans le plan témoin. Plusieurs éléments échappant au pouvoir des urbanistes expliquent ces insuccès : division de la sphère politique locale et régionale, absence de leadership politique dans le domaine de l'aménagement, mégalomanie et incapacité du maire de faire des concessions, indifférence et ignorance du public, cupidité des promoteurs désirant conserver leur liberté d'action³.

Or, plusieurs considèrent que les urbanistes sont aussi responsables de leurs échecs, car ils se sont fiés uniquement et démesurément à leur expertise technique et n'ont pas su procéder de manière démocratique ni stimuler l'attention des citoyennes et des citoyens envers leur projet métropolitain. Pour Jean-Claude Marsan et Gérard Beudet, rares urbanistes montréalais s'intéressant à l'histoire, *Horizon 2000* est une manifestation de l'urbanisme moderniste et

³ Gérard Divay et Jean-Pierre Collin. *La Communauté urbaine de Montréal : de la ville centrale à l'île centrale*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, INRS-Urbanisation, 1977; Jean-Pierre Collin, « Les stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine : le cas de la Ville de Montréal entre 1910 et 1965 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 1994, vol. 23, n° 1, p. 19-31; Stéphane Pineault, *Rapports de pouvoir et enjeux métropolitains dans l'agglomération montréalaise, 1920-1961 : les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes*, Thèse de doctorat, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, 2000; Marie-Ève Lafortune et Jean-Pierre Collin, « Building Metropolitan Governance Capacity : The Case of the Communauté métropolitaine de Montréal », *Canadian Public Administration*, vol. 54, n° 3, 2011, p. 399-420; Mariona Tomàs, *Penser métropolitain? La bataille politique du Grand Montréal*, Montréal, PUQ, 2012.

technocratique typique des Trente Glorieuses⁴. Selon eux, les urbanistes de l'époque, aveuglés par l'idéologie moderniste et les perspectives de croissance, avaient une confiance démesurée dans le progrès scientifique et pensaient que l'urbanisme⁵, entendu en termes essentiellement techniques, allait permettre d'atteindre une disposition optimale des infrastructures, des services, des ressources et des personnes sur le territoire. En conséquence, ils se sont montrés sourds à la parole citoyenne et ils ont ignoré des dimensions importantes de la réalité urbaine – liées au monde vécu des citadines et citadins – ce qui les a empêchés d'obtenir l'assentiment de la population et de créer un consensus nécessaire autour de leurs propositions.

Si, à l'époque, les urbanistes du SUVVM avaient difficilement pu anticiper ce type de critique, de nos jours aucun groupe d'experts en aménagement ne peut y être insensible. Dans les cinquante dernières années, un ensemble d'expressions et de procédés, « consultation publique », « forum citoyen », « acceptabilité sociale », ont fait leur entrée dans le discours public et dans le catalogue des bonnes pratiques. Parallèlement, la figure du technocrate, cet expert sans émotion qui ne pense qu'en chiffres et s'exprime dans un langage spécialisé et hermétique, est devenue l'objet d'inlassables critiques, autant à gauche qu'à droite⁶. Ainsi, il apparaît maintenant impossible pour les experts de justifier leurs propositions uniquement en termes techniques; ils doivent nécessairement organiser des forums de discussion, stimuler la participation publique et parler en termes d'acceptabilité sociale, sans quoi ils seront montrés du doigt comme des technocrates autoritaires.

Par exemple, au début de l'été 2020, période marquée par la grave pandémie de Covid-19, les différentes mesures concernant la piétonnisation de certaines artères commerciales et la

⁴ Gérard Beaudet, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Éditions Nota Bene, 2000, p. 233; Gérard Beaudet, *Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*, Québec, Éditions Nota Bene, 2013, p. 110-111; Jean-Claude Marsan, *Montréal et son aménagement. Vivre la ville*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 228. Voir aussi : Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Laval, Les Éditions coopératives Saint-Martin, 1979; Michel Barcelo, « Urban Development Policies in Montreal, 1960-1978 : An Authoritarian Quiet Revolution », *Quebec Studies* n° 6, 1988, p. 26-40; Pierre-Yves Guay, « La dérive technocratique de l'urbanisme québécois » dans Pierre Delorme (dir.), *La ville autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 211-244.

⁵ Dans cette thèse nous utilisons les expressions « urbanisme » et « planification urbaine » comme des synonymes.

⁶ Ce n'est pas le moindre paradoxe qu'il existe une coïncidence entre le discours militant de gauche et le néolibéralisme dans la critique de l'État et de la planification. À ce propos, voir : Wendy Brown, « American Nightmare : Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », *Political Theory*, vol. 34, n° 6, 2006, p. 690-714. Sur la correspondance entre la critique de l'urbanisme moderniste de Jane Jacobs et la montée du néolibéralisme, voir Brian, Tochtermann « Theorizing Neoliberal Urban development: A Genealogy From Richard Florida to Jane », *Radical History Review*, vol. 112, 2012, p. 65-87.

création de nouveaux corridors cyclables à Montréal ont rapidement été critiquées parce qu'elles auraient été mises en place sans consulter ni informer convenablement la population. Un an auparavant, le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet pilote visant le retrait de la circulation de transit sur la voie Camillien-Houde/Remembrance, disait sensiblement la même chose : la Ville a procédé trop rapidement et n'a pas suffisamment consulté ni informé la population au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet. L'OCPM a donc recommandé aux décideurs et aux experts de revoir le réaménagement de cette voie de circulation et d'inclure l'ensemble des parties prenantes dans le processus décisionnel⁷. De même, dans les débats actuels concernant les grands projets immobiliers, on dénonce constamment le manque de participation et de consensus. Par exemple, militants et experts reprochent à Carbonleo, le promoteur de l'immense et très controversé projet montréalais Royalmount, d'aller de l'avant avec un projet pour lequel il n'existe pas d'« acceptabilité sociale »⁸. Remettant en question le pouvoir de consultation des instances officielles, les plus radicaux en appellent même à une mobilisation citoyenne afin de bloquer le projet⁹.

Un trait commun traverse donc aujourd'hui les débats sur l'aménagement des grandes villes occidentales comme Montréal : le désir de ne pas laisser ces questions aux seuls experts. La leçon principale que l'on retient habituellement de l'histoire de l'urbanisme des Trente Glorieuses est que, laissés à eux-mêmes, les experts ne peuvent produire une ville attrayante qui corresponde aux aspirations de la population. Au contraire, on pense qu'ils risquent de se transformer en dangereux technocrates imbus de leur pouvoir, et que leurs actions, si elles ne sont pas encadrées par des processus délibératifs, seront inefficaces ou, pire, contre-productives. Face à l'omniprésence de cette peur bleue du savant fou aux ambitions et aux pouvoirs démesurés qui organise le monde à partir d'une position de surplomb, c'est-à-dire qui décide de l'aménagement de l'espace de tous ses semblables comme on manipule des blocs Lego, les experts ont bien évidemment revu leurs manières de faire. Ainsi, afin de démocratiser les

⁷ *Les voies d'accès au mont Royal*, Rapport de consultation publique, Office de consultation publique de Montréal, 18 avril 2019, p. 93-95. https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P96/rapport_final_camillien-houde.pdf

⁸ Suzanne Lareau et Billy Walsh, « Mégaprojet Royalmount, consulter en construisant? », *La presse +*, 12 décembre 2019. https://plus.lapresse.ca/screens/05c9b4d2-2683-4b85-922e-f4777599860b__7C__0.html

⁹ Jonathan Durand Folco, « Debout Montréal, bloquons Royalmount! », *Le Devoir*, 11 mars 2019. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/549550/debout-montreal-bloquons-royalmount>

processus de planification de l'espace urbain, on invite maintenant les citoyennes et les citoyens à faire de la pâte à modeler ou à dessiner leur vision d'avenir avec les experts.

Il faut dire que, depuis la crise de l'État providence dans les années 1970, la critique des technocrates percole un peu partout dans l'espace public occidental. Par conséquent, une grande partie de la mobilisation politique contemporaine se base sur un rejet radical de la planification technocratique. Par exemple, en France, l'importante mobilisation des Gilets Jaunes à la fin de l'année 2018 contre, entre autres choses, la hausse de la taxe sur le carburant était traversée d'un discours anti-élite et anti-technocrate. Au moyen d'un récit un peu simpliste, mais efficace, plusieurs ont expliqué la situation en y voyant une opposition entre une France d'en bas, celle des travailleuses et travailleurs des régions périphériques et une France d'en haut, celle de Paris, de l'Élysée et des grands experts d'État. De même, la rhétorique anti-establishment de l'actuel président des États-Unis met constamment en scène une population dépossédée par des élites et des technocrates au pouvoir démesuré afin de diaboliser le programme politique de ses adversaires et de mobiliser son électorat. En contrepartie, les progressistes, autant aux États-Unis qu'ailleurs en Occident, tentent tant bien que mal de faire apparaître leurs propositions – que ce soient celles qui concernent les politiques environnementales, l'éducation, la fiscalité, la justice ou la sécurité publique – comme étant le fruit de demandes émanant de la population et non d'une expertise « top-down ».

Bref, que l'on soit n'importe où sur l'échiquier politique, le discours est le même : la planification technocratique représente une perspective terrifiante, illustrée par les différentes dystopies littéraires du XX^e siècle, tels *Le meilleur des mondes, 1984* et *Nous autres*. Afin de se convaincre, on se rappelle constamment que les différentes actions de ce qu'on a appelé la technocratie n'ont pas donné les résultats escomptés au cours des deux premiers tiers du XX^e siècle. Ainsi, on dira que le réaménagement des grandes villes durant la période d'après-guerre n'a pas produit un environnement sain et durable, mais plutôt un espace dominé par le transport automobile dont les émissions de gaz à effet de serre menacent la vie sur Terre, et que la croissance de l'État social et du pouvoir des experts d'État n'a pas permis l'émancipation des plus démunis, mais la mise en place d'une bureaucratie qui accroît le sentiment de dépossession. En somme, l'expression « technocrate » fonctionne aujourd'hui dans l'espace public comme un

anathème, c'est-à-dire que celle ou celui qui en est qualifié est considéré comme une personne dangereuse qui amènera l'humanité à répéter ses plus grandes erreurs.

Cependant, ce n'est pas seulement dans les discours militants et dans les domaines liés à l'urbanisme et à l'aménagement que l'image sombre de la planification technocratique s'impose comme une évidence. Au contraire, dans plusieurs autres domaines et plus particulièrement dans la théorie politique savante, on retrouve la même figure du technocrate sans âme, et la diabolisation de la planification moderniste y apparaît tout aussi hégémonique. Dans cette thèse, nous souhaitons interroger cette convergence et cette hégémonie de l'image sombre de la planification. Plus précisément, notre objectif est d'analyser ce que recouvre le personnage conceptuel du « planificateur technocrate », personnage qui est devenu un véritable *locus classicus* de la théorie politique et du discours politique en général, cela en prenant pour objet d'étude l'histoire de l'urbanisme montréalais des Trente Glorieuses. L'étude de cas que nous proposons est donc un moyen de problématiser ce qui apparaît comme une évidence pour une grande partie de la théorie politique contemporaine.

James C. Scott et la critique de la planification en théorie politique

La puissance libératrice de la technologie – l'instrumentalisation des choses – se convertit en obstacle à la libération, elle tourne à l'instrumentalisation de l'homme.

Herbert Marcuse¹⁰

Les termes « technocratie » et « technocrate », rappelle John G. Gunnell, n'ont pas toujours eu la connotation péjorative qu'ils ont aujourd'hui. Au contraire, Gunnell soutient que ces expressions ont été forgées aux États-Unis à la fin des années 1910, par un ingénieur, William Smith, qui voulait coaliser un ensemble de techniciens et de scientifiques afin de réaliser des réformes sociales¹¹. Ce mouvement se serait ensuite diffusé en réaction à la grande dépression

¹⁰ Ceci est en fait un résumé de la pensée de Marcuse réalisé par Habermas et placé en exergue de son livre *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973, p. 1.

¹¹ John G. Gunnell, « Theory of Technocracy » dans *The Controls of Technocracy*, Brésil, Conjunto Universitario Candido Mendes, 1979, p. 106-151.

des années 1930 et aurait pris des formes diverses un peu partout en Occident. Adossé aux idées des sociologues annonçant une rationalisation de la société par une élite d'experts, comme Saint-Simon, Auguste Comte et Thorstein Veblen, l'objectif de ce mouvement est d'abolir la corruption politique – notamment en réduisant l'exigence de représentation démocratique – et de réformer le système économique afin de favoriser une meilleure planification de la production industrielle, production dont l'efficacité et le progrès seraient handicapés par la mainmise des entrepreneurs et des propriétaires ignorants et inutiles. On trouverait donc au cœur du mouvement des technocrates une grande confiance dans la capacité de la technique et de la science moderne à améliorer les conditions de vie des humains.

Selon Gunnell, le terme change cependant de sens au sortir de la Seconde Guerre. Si la technique avait toujours revêtu un caractère ambigu dans la tradition philosophique occidentale – pensons notamment aux passages du *Phèdre* de Platon sur l'écriture¹² –, l'idée selon laquelle la croissance de la rationalité technique se ferait au détriment de la liberté humaine, que l'on trouve dans les écrits politiques de Max Weber, se généralise après 1945 dans la théorie politique et, plus précisément, dans la théorie politique à vocation critique. Après les horreurs de la Seconde Guerre, la réflexion sur la planification technocratique va s'inscrire dans la question du rationalisme et des excès de la raison. Rappelant certaines réactions conservatrices à la Révolution française, plusieurs théoriciens et théoriciennes politiques – dont une grande partie est formée d'émigrés allemands ayant été témoins de la montée du nazisme – entreprennent de décrire les dérives du rationalisme moderne et font de l'*hubris* de la raison (et de sa maîtrise) un des thèmes centraux de leurs théories¹³. Pour ces auteurs, il est évident que la raison humaine, armée d'un pouvoir technique accru, est sortie hors de ses gonds au XX^e siècle – surnommé l'âge des extrêmes par l'historien Eric J. Hobsbawm. En conséquence, la tâche de la théorie politique est de « réenchasser », si l'on peut dire, la pensée et les ambitions humaines dans les limites de l'acceptable, que ce soit en trouvant des critères et des principes limitant l'action du

¹² Platon, *Phèdre*, 274e-275b.

¹³ Outre Hayek, Habermas et Arendt dont il sera question ici, Léo Strauss, Zigmunt Bauman, Theodor W. Adorno, Max Horkheimer, Herbert Marcuse, Cornelius Castoriadis, Karl Popper et Isaiah Berlin ont tous réalisé, d'une manière ou d'une autre, une critique du rationalisme moderne et de la planification. Ce thème (à côté de celui de la justice) irradie littéralement dans le champ de la théorie politique.

gouvernement, en revalorisant des pratiques traditionnelles, ou en recréant un espace public dans lequel puissent émerger des positions communes.

D'abord, les néolibéraux comme Friedrich Hayek et Michael Oakeshott se sont opposés dès les années 1930 à la montée du « planisme » qui selon eux portait les germes d'un dangereux autoritarisme. Au sortir de la guerre, dans *La route de la servitude*, l'un des plus grands succès de la théorie politique au XX^e siècle, Hayek met en garde les États occidentaux contre l'attrait du socialisme et de la planification étatique de l'économie¹⁴. Selon lui, la planification mène à un empiètement toujours plus grand sur les libertés individuelles. Pensant bien faire, les intellectuels socialistes ne se rendent pas compte qu'ils ouvrent une boîte de Pandore qui mène à la centralisation bureaucratique et à l'accroissement du pouvoir administratif. Partisan d'un retour à une pensée libérale classique, Hayek soutient que le rôle du gouvernement doit être minimal et qu'il faut respecter l'ordre spontané du marché. De plus, il remet en question la prétention de savoir des agents de l'État. Selon lui, l'incroyable complexité des rapports humains qui caractérisent la société moderne rend toute prétention à la planification non seulement futile, mais aussi dangereuse, car la planification risque de détruire l'ordre spontané qui s'est sédimenté au sein de la société. Pour Hayek, les planificateurs technocrates font preuve d'un rationalisme bête et d'une illusion de savoir. Ils ne voient pas que le savoir le plus important (le seul vrai savoir) est le savoir des individus eux-mêmes, et que celui-ci leur demeurera toujours, au moins en partie, inaccessible¹⁵. Sous la plume des néolibéraux, le planificateur technocrate est donc présenté comme un être imbu de ses connaissances techniques et incapable de reconnaître la complexité du monde qui l'entoure et, pour cette raison, il est considéré comme extrêmement dangereux pour la liberté individuelle.

À l'autre bout du spectre idéologique, les théoriciennes et théoriciens néo-marxistes ne se sont pas montrés plus tendres envers la planification technocratique et, plus particulièrement, envers la planification urbaine. Reprenant les premières critiques émises par Engels, les marxistes de la seconde moitié du XX^e siècle, comme Henri Lefebvre et David Harvey, voient dans la planification urbaine un instrument de coordination et de régulation qui sert

¹⁴ Friedrich A. Hayek, *La route de la servitude*, Paris, PUF, 1993 [1946].

¹⁵ Friedrich A. Hayek, « The Use of Knowledge in Society » dans *Individualism and Economic Order*, Chicago, University of Chicago Press, 1948, p. 77-91.

l'urbanisation du capital, c'est-à-dire la poursuite de l'enrichissement des plus riches par la valorisation foncière¹⁶. Dans cette optique, les grands programmes de rénovation urbaine menés en Occident sont vus comme des moyens de faire fleurir les intérêts fonciers de la classe possédante, cela au détriment de la qualité de vie des plus démunis. Bref, pour les néo-marxistes, le discours technique des planificateurs sert de voile idéologique et cache une forme ou une autre de domination sociale.

Même un penseur jugé plus modéré comme Jürgen Habermas a des mots extrêmement durs à propos de la planification et de la rationalité technique. D'un côté, il reprend la critique idéologique des marxistes et soutient que, dans le capitalisme, la planification technocratique sert d'instrument au profit d'intérêts privés et, de l'autre, il reformule la théorie critique de ses prédécesseurs, Adorno et Horkheimer, et soutient que la rationalité technico-administrative ne peut garantir l'atteinte de la visée substantielle de la dignité humaine, tout autant qu'elle ne peut produire de nouvelles formes de vie. Selon Habermas, le XX^e siècle a placé des attentes démesurées dans la rationalité administrative et a transformé « des capacités planificatrices en potentiels parasites¹⁷ ». La planification technocratique produit ce qu'il appelle la « colonisation du monde vécu » et forme un obstacle face à la prise en charge démocratique des enjeux sociaux qui affligent les sociétés modernes. En réaction à cette situation, Habermas prône la reconstitution d'un espace public dans lequel puisse prendre place une forme de délibération démocratique qui aurait préséance sur la rationalité technique et qui servirait de guide pour la planification. L'objectif est de ne jamais perdre de vue le danger d'une autonomisation de la rationalité technique et de toujours exercer une forme de vigilance démocratique face aux dangers de la technocratie.

La très influente Hannah Arendt a elle aussi dénoncé la planification technocratique comme étant la cause d'un appauvrissement de l'expérience humaine et d'une perte de la liberté politique¹⁸. Selon elle, la vie humaine trouve sa richesse dans un espace public diversifié où se rencontrent des êtres différents qui ont le pouvoir, au moyen du partage des opinions et du sens

¹⁶ Friedrich Engels, *La question du logement*, Paris, Éditions sociales, 1976; Henri Lefebvre, *Le droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Éditions Anthropos, 1972; David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

¹⁷ Jürgen Habermas, « La crise de l'État-providence et l'épuisement des énergies utopiques » dans *Écrits politiques*, Paris, Flammarion/Cerf, 1990, p. 144.

¹⁸ Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972.

commun, d'entreprendre ensemble des actions spontanées et significatives. Pour Arendt, la planification technocratique déconstruit le sens commun, uniformise le discours public, centralise le pouvoir administratif et, ultimement, détruit les conditions de l'action politique. De même, le philosophe canadien Charles Taylor a fait de la rationalité instrumentale (ou technique) un thème essentiel de sa critique de l'atomisation de la société moderne, cette société dans laquelle les individus sont obnubilés par l'efficacité et jouissent d'une liberté individuelle factice; alors qu'en fait, ils se sentent dépossédés devant le monstrueux État bureaucratique qui contrôle leurs conditions d'existence¹⁹. Pour Arendt et Taylor, au nombre desquels on pourrait ajouter un auteur comme Sheldon Wolin, l'objectif de la théorie politique est de participer à la redécouverte des conditions qui rendent possible l'action politique, conditions qui ont été affaiblies par la montée en puissance de la planification et de la rationalité technique dans le monde moderne.

Ce panorama, qui pourrait encore être complété de diverses manières, suffit néanmoins à montrer qu'une grande partie de la théorie politique contemporaine dépeint la planification technocratique comme une pensée mortifère et vampirique. L'énorme succès du livre *Seeing Like a State* publié en 1998 par James C. Scott est un exemple probant de l'hégémonie de cette figure sombre de la planification en théorie politique²⁰. En puisant aussi bien chez des révolutionnaires comme Rosa Luxembourg que chez des conservateurs comme Michael Oakeshott, les écrits de Scott traversent allègrement les frontières idéologiques conventionnelles et représentent la version la plus synthétique et la plus achevée de la critique de la planification moderniste ou technocratique. Scott prend pour objet l'échec de l'ingénierie sociale et montre comment les grands projets de réformes modernistes, pourtant animés par de bonnes intentions, se sont transformés en cauchemar. De plus, à partir d'une interprétation de Foucault que nous remettons ici en question, Scott accentue la vision sombre de l'État planificateur, cela en mettant l'accent sur son caractère sournois et insidieux.

Mais surtout, Scott utilise abondamment l'exemple de l'urbanisme pour illustrer ses idées. En fait, dans *Seeing Like a State*, la planification urbaine apparaît comme l'incarnation par

¹⁹ Charles Taylor, *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin/Les Éditions Fides, 1997.

²⁰ James C. Scott, *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998

excellence de la rationalité technique et de l'État planificateur vampirique. On pourrait ainsi dire que Scott révèle de manière explicite la vision de la planification urbaine qui était en sourdine dans la critique de Hayek, Habermas et Arendt²¹. Appliquée à l'urbanisme, la critique sophistiquée du rationalisme moderne prend en effet tout son sens. Selon Scott, la planification moderniste et technocratique s'est imposée en raison de la conjonction de deux phénomènes concomitants : l'émergence d'un groupe d'experts et d'intellectuels obnubilés par l'idée de réformer la société à l'aide de la science et à partir d'une position de surplomb, et le développement d'un régime politique fonctionnant à partir d'un savoir abstrait et quadrillant l'espace, soit l'État moderne. Ensuite, il appuie cette thèse en analysant, entre autres, deux exemples classiques de grandes villes modernes planifiées, soit Brasilia et Chandigarh. Dans les deux cas, il montre que la planification urbaine a été dominée par un groupe de technocrates et rendue possible par un pouvoir d'État cherchant à affirmer sa puissance. Qui plus est, Scott fait amplement cas de Le Corbusier, le concepteur de Chandigarh, qu'il considère comme l'exemplification parfaite du dangereux planificateur moderniste. À partir de Le Corbusier, Scott orchestre une critique pour le moins englobante de l'urbanisme moderne et dresse un portrait sombre des différents projets de rénovation urbaine entrepris en Occident dans la seconde partie du XX^e siècle. Finalement, en s'appuyant sur la pensée de l'essayiste Jane Jacobs, il propose une série de règles (« rules of thumb ») afin d'éviter que se reproduisent les échecs causés par l'*hubris* de la raison.

Dans cette thèse, nous souhaitons prendre à rebrousse-poil l'image de l'urbanisme moderniste et de la planification technocratique forgée par la théorie politique post-45, tel qu'on la trouve exprimée de manière emblématique chez James C. Scott. Pour ce faire, nous allons contourner les grandes figures un peu caricaturales comme celle de Le Corbusier et nous attarder à des personnages mineurs de l'urbanisme des Trente Glorieuses. Ce faisant, notre objectif est de mettre en lumière la diversité discursive que recouvre la figure sombre de la planification et de la rénovation urbaine²².

²¹ Pour des exemples de transposition de la critique de la planification en théorie politique urbaine, voir Warren Magnusson, *Politics of Urbanism : Seeing like a City*, New York, Routledge, 2013; David Imbroscio, « The Perils of Rationalism in American Urban Policy », *Urban Affairs Review*, vol. 55, n° 1, 2019, p. 74-107.

²² Par diversité discursive, il ne faut cependant pas entendre une diversité d'énoncés disposés de manière arbitraire et contingente, mais un ensemble organisé constituant une formation discursive au sens de l'archéologie de Michel Foucault.



Représentant autrefois une forme de modernité et de progrès, cette photo de Richard C. Lee prise en 1958 dans le cadre d'un reportage du magazine *Life* représente aujourd'hui le caractère démesurément destructeur de la rénovation urbaine. © Robert W Kelley/*Life*/Getty Images. Reproduite dans Francesca Russello Ammon, *Bulldozer. Demolition and Clearance of the Postwar Landscape*, New Haven & London, Yale University Press, 2016, p. 141.

Interroger le grand récit de la planification moderniste

Dans les études en urbanisme, l'image sombre du modernisme et de la planification technocratique s'est développée dans les années 1960 en réaction au récit progressiste et héroïsant qui dominait alors la discipline. À la manière du mouvement des technocrates, les premiers urbanistes se sont construit un récit selon lequel l'accroissement des connaissances scientifiques et la rationalisation de la planification urbaine apparaissent inévitablement comme des facteurs de progrès. Or, en 1961, dans *Death and Life of Great American Cities*, un livre sur lequel nous reviendrons amplement dans le premier chapitre de cette thèse, Jane Jacobs

orchestre une attaque en règle contre l'urbanisme de son temps²³. À l'aide d'exemples tirés de la rénovation urbaine aux États-Unis et dans une prose incisive, Jacobs montre que l'urbanisme n'a pas produit les résultats escomptés : plutôt que d'améliorer les conditions de vie des habitantes et des habitants des villes, il les a empirés.

Si les grands mandarins de l'urbanisme ont initialement reçu *Death and Life of Great American Cities* avec réticence et ne se sont pas retenus d'en faire une critique extensive²⁴, personne aujourd'hui ne peut nier que ce livre est devenu un classique dont le rayonnement dépasse largement le monde fermé des urbanistes. En effet, non seulement ce livre est en tout ou en partie une lecture obligatoire de toute formation en urbanisme, mais il est étudié dans l'ensemble des disciplines qui s'intéressent à la ville, que ce soit l'économie, la science politique, la sociologie, la géographie ou l'architecture, et son autrice est célébrée dans toutes les villes où elle est passée et au-delà. La fascination est grande pour celle que l'on représente comme une mère de famille qui s'est tenue debout devant les bulldozers et qui a sauvé le Washington Square de New York et le quartier The Annex à Toronto. Plaques honorifiques, noms de rue, journées commémoratives, médailles, marches en son honneur, on ne compte plus les occasions de la célébrer. On lui consacre aujourd'hui non seulement des livres, mais aussi des bandes dessinées, des documentaires et des expositions²⁵.

Sur le plan de l'histoire des idées, Jacobs a accompli un geste théorique important, ce qui explique pourquoi ses écrits sont un objet d'intérêt pour la théorie politique et un auteur comme James C. Scott. En faisant la critique de ce qu'elle a appelé l'urbanisme orthodoxe (que l'on peut rapporter à l'urbanisme moderniste ou technocratique), elle a forgé un personnage conceptuel, au sens de Deleuze et Guattari²⁶, soit l'urbaniste-technocrate, un personnage dont le

²³ Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.

²⁴ Voir, par exemple : Lloyd Rodwin, « Neighbors are Needed », *New York Times*, November 5, 1961; Hans Blumenfeld « The Good Neighborhood », dans *The Modern Metropolis : Its Origins, Growth, Characteristics, and Planning*, Cambridge, MIT Press, 1971, p. 180-189; Lewis Mumford, « Home Remedies for Cancer », dans Donald Miller (dir.), *The Lewis Mumford Reader*, New York, Pantheon, 1986, p. 184-200 ; Herbert J. Gans, « Urban Vitality and the Fallacy of Physical Determinism » dans *People, Plans, and Policies*, Chichester : Columbia University Press, 1993, 33-43. Nous discutons de la réception du livre de Jacobs dans la section 1.2.1.

²⁵ Pierre Christin, et Olivier Balez, *Robert Moses, le maître caché de New York*, France, Glénat, 2014; *Citizen Jane : Battle for the City*, réalisateur Matt Tyrnauer, Altimeter Films, Los Angeles, 2017, 92 min; Timothy Mennel, Jo Steffens et Christopher Klemek (dir.) *Block by block : Jane Jacobs and the Future of New York*, Hudson, Princeton Architectural Press, 2007.

²⁶ Gilles Deleuze, et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie?* Paris, Éditions de Minuit, 2013.

manque de finesse et de complexité (aspects qui lui ont été souvent reprochés²⁷) est largement compensé par une puissance d'évocation inégalée. Plus ou moins consciemment, Jacobs a amalgamé dans la figure synthétique de l'urbaniste-technocrate celle de l'architecte, de l'ingénieur, du décideur et du promoteur, et l'a rendu responsable des torts qui affligent les villes américaines. Selon Dennis Harrow, président de l'American Society of Planning Officials au moment de la publication du livre, Jacobs a alors fait passer les urbanistes de « personnes relativement inoffensives » (« relatively harmless people ») à « vilains par excellence » (« arch villains »)²⁸.

Le livre de Jacobs offre en fait à qui est dans l'urgence d'agir sur les problèmes urbains un couple conceptuel simple et efficace : d'un côté, l'urbaniste-technocrate qui ne se rend pas compte qu'en tentant d'améliorer les choses il les empire et, de l'autre, le citoyen méprisé et dépossédé, dont le monde vécu n'est pas pris en compte. Faisant cela, elle a su cristalliser l'insatisfaction grandissante face à l'inefficacité des politiques de rénovation urbaine aux États-Unis et ailleurs dans le monde et a apporté une solution simple et claire à tous ceux et celles qui cherchaient des réponses. Pour la théorie politique, Jacobs a offert une illustration probante des torts du rationalisme moderne et elle a fait des pères de l'urbanisme – Le Corbusier en premier lieu – des exemples de technocrates ayant produit l'inverse de ce qu'ils désiraient produire. Par conséquent, elle est devenue le porte-étendard de ce mouvement que nous nommerons, à la suite de Robert Fishman, l'anti-planification, mouvement qui selon Fishman trouve ses racines dans la critique du rationalisme et dans la réaction conservatrice à la Révolution française²⁹.

Suite au succès du livre de Jacobs, le couple conceptuel technocrate/citadin opprimé a formé la base du discours d'une grande partie des groupes de réformistes urbains des deux derniers tiers du XX^e siècle. Dans plusieurs villes, l'opposition entre les groupes citoyens et les urbanistes-technocrates est devenue la base d'une série de nouvelles revendications, au point où on a pu y voir une nouvelle forme de mythologie politique. C'est notamment le cas à Toronto,

²⁷ Par exemple, dans la 4e édition de *Readings in Planning Theory*, Susan S. Fainstein et James Defilippis [Chichester, John Wiley & Son, 2016] écrivent : « This book arguably oversimplifies the evils of planning, while both neglecting the destructive role of the private sector in urban renewal and romanticizing the capabilities of small, competitive, neighborhood businesses. »

²⁸ Dennis Harrow, « Jacobin Revival » dans Max Allen (dir.), *Ideas That Matter. The Worlds of Jane Jacobs*, Owen Sound, Ginger Press, 1997, p. 9-10.

²⁹ Robert Fishman, « The Anti-Planners : the Contemporary Revolt against Planning and its Significance for the Modern World », dans Gordon Cherry (dir.), *Shaping an Urban World*, London, Mansell, 1980, p. 243-252.

où Jacobs a résidé dans la deuxième partie de sa vie et où les réformistes ont pris le pouvoir en 1972. Élevé au statut d'idole, Jacobs y est devenu une espèce de « power broker³⁰ » – son assentiment faisant office d'autorité – et le récit des programmes de rénovation urbaine qui y avaient été proposés dans les années 1950 et 1960 s'est grandement assombri.

Dans ses recherches sur l'histoire de la planification à Toronto, Richard White a montré que la résistance aux projets de rénovation urbaine est aujourd'hui beaucoup mieux connue que ces projets eux-mêmes. Pour cette raison, il laisse entendre que l'histoire populaire de cette période est biaisée et peut être qualifiée d'histoire écrite par une résistance victorieuse, car elle est interprétée de manière abusive en noir et blanc³¹. Le récit historique forgé par Jacobs (axé sur les erreurs et les errances des urbanistes) et ensuite approfondi par James C. Scott (qui ajoute l'idée de la dérive et de la démesure du rationalisme) souffre donc du même manque de nuance que le récit progressiste que ces auteurs désirent critiquer. En effet, la critique de l'urbanisme de Jacobs et Scott mène à un récit démesurément sombre dans lequel les premiers projets de planification et de rénovation urbaine apparaissent inéluctablement comme des échecs.

Ainsi, si plusieurs partagent encore la vision de Jacobs, d'autres remettent en question la valeur d'un récit aussi dichotomique. Par exemple, Raphaël Fischler soutient que si les urbanistes et les entrepreneurs politiques des deux premiers tiers du XX^e siècle ont tout fait pour rendre crédible cette vision – notamment en manifestant une grande confiance dans la science et un certain mépris pour la délibération démocratique –, l'image du passé en noir et blanc est excessive et mérite d'être nuancée³². Il existe donc, depuis plusieurs années déjà, des travaux qui, tout en prenant appui sur les acquis de la critique de la vision progressiste et angélique de l'urbanisme, prennent leurs distances par rapport au récit sombre de la planification.

Il existe, pour résumer schématiquement, deux grandes manières d'interroger le jeu entre la version moderniste (ou progressiste) et la version anti-moderniste (ou dystopique) du grand

³⁰ Christopher. Klemek, « From Political Outsider To Power Broker in Two “Great American Cities” Jane Jacobs and the Fall of the Urban Renewal Order in New York and Toronto », *Journal of Urban History*. vol. 34, n° 2, 2008, p. 309-332

³¹ Richard White, « Urban Renewal Revisited : Toronto, 1950 to 1970 », *The Canadian Historical Review*, vol. 97, n° 1, 2016, p. 1-33.

³² Raphaël Fischler, « Toward a Genealogy of Planning : Zoning and the Welfare State », *Planning Perspectives*, vol. 13, n° 4, 1998, p. 389; Raphaël Fischler, « Reflective Practice » dans Bishwapriya Sanyal et al. (dir.) *Planning Ideas That Matter: Livability, Territoriality, Governance, and Reflective Practice*, Cambridge, MIT Press, 2012, p. 315.

récit de la planification. On peut soit faire le pari de l'histoire et montrer la complexité sous-jacente et irréductible de ce qui apparaît comme des évidences, ou encore procéder de manière archéologique et reconstruire les conditions d'existence du discours, c'est-à-dire ses régularités propres et les règles de son fonctionnement.

1) La première méthode (qui est aussi la plus répandue) consiste à effectuer ce que l'on pourrait appeler une socio-génèse ou une généalogie historique de l'urbanisme. L'objectif de cette méthode est de déconstruire l'image monolithique de l'urbanisme moderniste au moyen d'une recherche historique qui met en lumière la contingence et les détails contextuels. Autrement dit, il s'agit de remettre en question la valeur historique des grands récits normatifs. Dans cette perspective, l'urbanisme est conçu comme un ensemble de relations contingentes, et ceux qui tentent d'y voir un grand récit englobant ou téléologique sont considérés comme des fétichistes ou des idéologues qui, trop attachés aux concepts, sont incapables de voir la réalité historique pour ce qu'elle est. Les chercheuses et chercheurs qui embrassent ce point de vue s'intéressent principalement au contexte d'émergence de l'urbanisme et à la diffusion subséquente des idées et des pratiques. Dans ce groupe, on compte notamment Daniel T. Rodgers, Christian Topalov, Pierre-Yves Saunier et une grande partie de chercheuses et chercheurs regroupés autour de l'IPHS et la SACRPH³³.

Dans les recherches de ce groupe, on peut voir comment l'urbanisme naît d'une réaction négative à l'urbanisation et à l'industrialisation durant la période allant de 1880 à 1930 et prend des formes différentes selon les contextes nationaux et locaux. Ces travaux montrent par exemple comment l'urbanisme s'est constitué au travers d'échanges entre plusieurs domaines et professions (médecine, ingénierie, architecture, arpentage, philanthropie, management) et a développé différents instruments tels le zonage, la réglementation du bâti et la collectivisation des services publics afin de mieux contrôler l'urbanisation. Plus récemment, plusieurs

³³ Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap/Harvard University Press, 1998; Christian Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999. Pierre-Yves Saunier, « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995, p. 33-46 Viviane Claude et Pierre-Yves Saunier, « L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 64, 1999, p. 25-40. L'International Planning History Society a été fondé en 1993 a pris le relai du Planning History Group fondé par un groupe de chercheurs britanniques, notamment Gordon Cherry et Anthony Sutcliffe, en 1974 et a poursuivi la publication de la revue *Planning Perspective* entreprise en 1986. La Society for American City and Regional Planning History a été fondée en 1986 et publie le *Journal of Planning History* depuis 2002.

recherches riches et pointues ont mis en lumière les réseaux transnationaux et les mécanismes qui ont facilité la diffusion de l'urbanisme un peu partout sur la planète.

Cette approche a aussi montré que l'histoire de l'urbanisme est traversée par des tensions idéologiques et est marquée par une grande diversité de courants. Par exemple, la valorisation foncière, l'embellissement des villes, l'accès à l'habitation de qualité pour toutes et tous, l'augmentation de la qualité de vie et la croissance de la productivité industrielle sont tous des aspirations que l'on retrouve à divers degrés dans les discours des premiers urbanistes. Si elles peuvent être cohérentes, elles sont cependant aussi en tension les unes avec les autres et, tout dépendant des origines et du statut socio-économique de la personne dont on étudie le discours, que ce soit un médecin, un architecte ou un industriel philanthrope, le contenu normatif de son discours est susceptible de varier grandement.

En somme, ce que l'on appelle la socio-génèse vise à mettre en lumière les origines, la diffusion, l'évolution diversifiée de l'urbanisme, et à montrer que les grands récits modernistes et antimoderniste ne correspondent pas à la réalité historique. Cette approche est donc caractérisée par une érudition historique hors du commun et par une volonté d'exhaustivité. Dans cette perspective, chaque détail compte, car chaque détail permet d'augmenter notre connaissance et de raffiner notre compréhension historique. Le meilleur exemple de ce type de recherches est le livre de Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossing*. Dans ce livre, Rodgers déconstruit la thèse de l'exceptionnalisme américain et montre que les politiques sociales (et notamment les politiques de planification urbaine) qui ont été mises en œuvre en réaction à la crise des années 1930 aux États-Unis ont été le fruit d'un long travail de réflexion, d'expérimentations et d'échanges entrepris des décennies auparavant. De manière rigoureuse et pointue, Rodgers reconstruit le parcours d'une série de progressistes américains et des différents voyages qu'ils ont effectués sur le Vieux Continent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La somme d'archives et de connaissances historiques mobilisée par Rodgers est fascinante et vertigineuse et suffit à elle seule à écarter tout récit qui ferait de l'urbanisme moderne un bloc monolithique³⁴.

³⁴ De même, Topalov soutient qu'une analyse sociologique de la population qui se réunit à chaque année à partir de 1909 dans la *National Conference on City Planning* « fait apercevoir les liens de la profession avec d'autres domaines de réforme sociale dont elle ne s'est pas encore autonomisée et, du même coup, se trouve mise en doute l'image officielle d'une histoire du *city planning* comme simple technique de la rationalisation urbaine. » Christian

2) La seconde approche, qui est celle qui nous embrassons dans la présente thèse, peut être appelée archéologique et s'inspire des travaux de Michel Foucault. Contrairement à la socio-génèse, elle porte sur la nature et sur la logique interne du discours urbanistique et remet en question les limites heuristiques des grands récits normatifs. Ainsi, l'archéologie ne vise pas à produire un exposé panoramique de toutes les formes historiques précises qu'a prises l'urbanisme ni à saisir tous les menus détails de sa diffusion et de son évolution, mais à éclairer le discours urbanistique sous l'angle de sa forme et de sa structure plutôt que sous l'angle de sa genèse et de ses origines prédiscursives. L'objectif n'est pas de dissoudre les grands récits dans l'analyse raffinée de l'histoire, mais plutôt d'étudier les conditions d'énonciation et la structure du discours urbanistique, cela en repérant des récurrences et des règles de coexistence³⁵. À l'opposé de la socio-génèse, cette méthode travaille donc de manière synchronique et cherche à établir des régularités de manière à saisir l'articulation profonde du discours urbanistique. De plus, l'accent n'est pas sur les acteurs, ni sur les luttes d'intérêts ou les rapports de force, mais sur la forme des énoncés, les types d'argumentation et les stratégies d'action. L'archéologie ne traite pas non plus des erreurs, des errances et des effets de domination (comme Jacobs et les anti-planificateurs), mais de la rationalité interne du discours³⁶.

Cette méthode est par exemple celle qu'embrasse Françoise Choay dans *La règle et le modèle*. Dans ce livre, Choay effectue une étude historique qui remonte aux premiers traités d'architecture au XIV^e siècle et aux utopies à la Thomas More, non pas pour dresser une généalogie historique et répertorier la diffusion des textes classiques, mais pour reconstruire la forme typique de ce qu'elle appelle les « théories d'urbanisme », forme qu'elle situe au confluent des sciences humaines modernes, des traités d'architecture et des récits utopiques. Elle écrit :

En dépit de leurs divergences, les textes ressortissants à la catégorie de la théorie d'urbanisme présentent trois ensembles de traits communs. D'abord, ils se désignent eux-mêmes comme

Topalov, « L'urbanisme comme mouvement social : Militants et professionnels du city planning aux États-Unis (1909-1917) ». *Annales de la recherche urbaine*, n° 44-45, 1989, p. 139.

³⁵ Dans *Naissance de la biopolitique*, Foucault affirme que son objectif n'est pas d'interroger les universaux en utilisant la méthode critique de l'histoire ou, autrement dit, de les passer à la « râpe de l'histoire », ce qui serait une forme d'historicisme. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 2004, p. 5.

³⁶ Pour plus de détails sur l'archéologie, voir la section « Méthodologie et cadre théorique » plus bas dans cette introduction.

discours scientifique [...] Ensuite, comme l'utopie, ces textes opposent deux images de la ville, l'une négative, qui dressent le bilan de ses désordres et de ses défauts, l'autre positive qui présente un modèle spatial ordonné. Enfin, comme le traité d'architecture, ils relatent une histoire dont le héros est un constructeur³⁷.

L'intérêt des travaux de Choay est l'accent placé sur les mots et sur la forme du discours urbanistique. Dans cette thèse, nous allons approfondir cette idée selon laquelle l'urbanisme oppose deux images de la ville, et montrer que l'on trouve dans ce discours une double stratégie de décomposition et de recomposition de la ville.

L'archéologie est aussi la méthode utilisée par plusieurs chercheurs réutilisant certains concepts et intuitions de Michel Foucault dans leur étude de la gouvernementalité. Par exemple, Nikolas Rose et Thomas Osborne ont analysé l'opération mentale qui caractérise l'urbanisme et qui permet de transformer le divers sensible propre à la ville en diagramme spatial gouvernable³⁸. Leur objectif est de montrer les récurrences entre les différentes stratégies utilisées pour faire de l'espace urbain un espace gouvernable. À la suite des travaux de Rose et Osborne, Patrick Joyce a montré le rôle clé du concept de liberté dans la gouvernementalité urbaine moderne. Il a notamment analysé comment l'urbanisme moderne produit, au moyen de différentes stratégies de gouvernement, les conditions dans lesquelles la liberté individuelle peut exister³⁹. Joyce, tout comme Rose et Osborne, cherche à établir des récurrences et mettre en lumière une manière paradigmatique de penser et d'agir sur l'espace urbain.

Dans l'optique de Rose, Osborne et Joyce, le caractère ingouvernable de la ville, c'est-à-dire la résistance inévitable des êtres humains et non humains face à leur mise en forme par l'urbanisme, est en soi une raison et un moyen de produire de nouvelles stratégies de gouvernement et de nouveaux savoirs. Selon eux, le discours urbanistique, c'est-à-dire le discours qui vise à mettre en forme l'espace urbain, se caractérise par une dialectique entre la mise en scène d'entités ingouvernables et la volonté d'inclure ces entités dans un diagramme gouvernable :

³⁷ Françoise Choay, *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 290.

³⁸ Thomas Osborne et Nikolas Rose, « Governing Cities : Notes on the Spatialisation of Virtue », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 17, n° 6, 1999, p. 737-760.

³⁹ Patrick Joyce, *The Rule of Freedom : Liberalism and the Modern City*, New York, Verso, 2003.

The liberal diagram presupposes the insanitary city; the eugenic diagram presupposes the degenerating city; the eudemonic diagram presupposes the city of deviant, antisocial culture; and so on. The forces of ungovernability are not then, to be romanticized as being somehow outside the urban diagram altogether. On the contrary, urban governability uses the insidious ungovernability of the city as a resource and an inspiration. The city, as a domain of immanence thus remains an open-ended provocation to government⁴⁰.

L'intérêt de cette perspective est qu'elle dépasse la conception romantique de la résistance que l'on retrouve chez plusieurs autrices et auteurs adeptes de l'anti-planification et qu'elle permet de mettre en lumière que l'ouverture et la fertilité du discours urbanistique. Le problème est cependant que les études foucaaldiennes ont tendance à ouvrir la porte au retour du grand récit de la planification vampirique. En effet, chez Rose, Osborne et Joyce, l'histoire de l'urbanisme apparaît finalement comme celle de la croissance indéfinie du gouvernement qui s'effectue de manière insidieuse au nom de la liberté, de la santé et de la sécurité. De même, Choay affirme, en conclusion de *La règle et le modèle*, que les urbanistes se sont approprié une sphère d'action en propre et ont ainsi réduit l'expérience et la capacité d'action du commun des mortels.

Dans cette thèse, notre objectif est de réaliser une étude archéologique de l'urbanisme moderniste sans retomber dans l'image sombre de la planification. Pour ce faire, nous reviendrons longuement dans la première partie sur l'interprétation et la fonction critique des écrits de Michel Foucault. À ce moment, nous montrerons qu'une lecture plus fine de Foucault permet d'éviter que l'archéologie ne retombe dans le récit sombre de la planification.

Les Trente Glorieuses montréalaises : justification de l'objet d'étude

Contrairement à plusieurs historiennes et historiens, notre projet ne vise pas à remonter aux origines de l'urbanisme moderne à la fin du XIX^e siècle, mais à analyser son fonctionnement discursif au moment où il atteint son apogée⁴¹. Reprenant ce que d'autres avaient suggéré avant lui, Daniel T. Rodgers soutient que l'interprétation des actions et des controverses ayant eu lieu durant les années 1960 est au moins aussi importante que ce qui s'y est produit réellement. Dans

⁴⁰ Thomas Osborne et Nikolas Rose, « Governing Cities: Notes on the Spatialisation of Virtue », *op. cit.*, p. 759.

⁴¹ Les modèles utilisés par les urbanistes après la Seconde Guerre remontent le plus souvent à des innovations intellectuelles datant de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Age of Fracture, Rodgers montre qu'une partie des transformations politiques mises en œuvre dans le dernier quart du XX^e siècle ont été façonnées au travers d'un débat d'interprétation concernant les années 1960⁴². Suivant ce constat, nous pensons que l'interprétation de l'urbanisme des Trente Glorieuses (et plus particulièrement des grandes entreprises de rénovation urbaine) est déterminante pour les politiques urbaines actuelles. En effet, très souvent, l'urbanisme moderniste d'après-guerre est utilisé comme contre-exemple pour justifier un changement de paradigme et de nouvelles actions. Par exemple, dans *Purging the Poorest*, Lawrence J. Vale a montré comment une grande partie des politiques de logement mises en œuvre aux États-Unis à la fin du XX^e siècle se sont appuyées sur une représentation négative des grands projets de rénovation urbaine d'après-guerre, à un tel point que plusieurs communautés ont tout simplement été rasées une deuxième fois (Vale forge l'expression « twice-clear community » pour parler de cette situation particulière)⁴³.

On peut aussi penser aux nombreux débats concernant les grandes figures de l'urbanisme moderniste des Trente Glorieuses et au rôle que ces figures jouent dans la mise en place des politiques actuelles. Par exemple, à New York, le spectre de Robert Moses plane sur une partie de la ville et est utilisé de différentes manières par les multiples acteurs de la planification urbaine. Honnie par certains pour avoir défiguré la ville en y faisant passer des autoroutes, célébrée par d'autres pour avoir su s'élever au-dessus des luttes d'intérêts et construire des infrastructures collectives de qualité, personne ne peut demeurer indifférent à cette figure⁴⁴. Au Québec, le BAEQ, le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec, joue un rôle semblable. Décrié par certains comme une dérive technocratique de l'État, d'autres y voient plutôt une expérience de planification riche sur laquelle un ensemble de spécialistes ont pu bâtir par la suite⁴⁵. Ces exemples nous montrent l'importance des débats entourant l'urbanisme des Trente Glorieuses.

⁴² Daniel T. Rodgers, *Age of Fracture*, Cambridge, Belknap/Harvard University Press, 2011.

⁴³ Lawrence J. Vale, *Purging the Poorest : Public Housing and the Design Politics of Twice-Cleared Communities*, Chicago, University of Chicago Press, 2013.

⁴⁴ Robert A. Caro, *The Power Broker : Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Vintage, 1975; Hillary Ballon, et Kenneth T. Jackson (ed.), *Robert Moses and the Modern City : The Transformation of New York*, New York, W. W. Norton & Company, 2008.

⁴⁵ Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Laval, Les Éditions coopératives Saint-Martin, 1979; et Jacques T. Godbout, *La participation contre la démocratie*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983; Jean François Simard, « L'influence du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec dans le développement de l'administration publique québécoise », *Administration publique du Canada*, vol. 52, n° 3,

2 Jean Drapeau



Jean Drapeau, maire de Montréal de 1954 à 1957 et de 1960 à 1986, est un des principaux acteurs de la modernisation de la ville. Photo tirée de la revue *Maclean's* 1963. Reproduit dans Charlebois, Catherine et Paul André Linteau (dir.), *Quartiers disparus : Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village*, Montréal, Éditions Cardinal, 2014, p. 273.

Nous avons aussi choisi de nous pencher sur un cas particulier, soit le cas montréalais, pour trois raisons. Tout d'abord, Montréal accuse un certain retard dans le développement des institutions dédiées à l'urbanisme. Avant les années 1950, peu de projets d'envergure ont été

septembre 2009, p. 457-483. Dominique Morin, « Le BAEQ, la légende et l'esprit du développement régional québécois » dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, p. 265-309.

réalisés et il n'existe que très peu d'experts des questions urbaines à l'emploi des pouvoirs publics, que ce soit à la Ville ou au gouvernement provincial. Or, durant les années 1950 et 1960, les choses se précipitent : de grands projets de modernisation sont mis en branle, un Institut d'urbanisme est fondé, un ordre professionnel des urbanistes est créé, une vaste entreprise de recherche sur la région métropolitaine est mise en branle par le Service d'urbanisme de la Ville et une Commission provinciale sur l'urbanisme est lancée. Bref, un groupe d'acteurs et des institutions ayant spécialement pour tâche de régler le problème de l'urbanisation se constituent à Montréal au moment même où, sur la scène internationale, l'autorité et l'expertise des urbanistes commencent à être contestées. Cette période se caractérise donc par une certaine richesse des discours et des débats.

Ensuite, Montréal est aussi un cas intéressant en raison du mélange de la culture anglophone et francophone qui s'y trouve. Si, au début du XX^e siècle, les premiers experts en urbanisme proviennent surtout, par l'entremise du Canada anglais, de l'Angleterre, les choses changent au cours des années 1950 et 1960. La force d'attraction du voisin du sud, et notamment des grandes universités de la côte est, est de plus en plus grande, tandis que l'affirmation de la spécificité de la culture canadienne-française en amène plusieurs à se tourner vers la France et la Belgique afin d'aller chercher une expertise en langue française. Loin d'être isolée, Montréal est alors au cœur d'échanges internationaux. Nous verrons que cette dynamique culmine avec l'Exposition universelle de 1967, occasion parfaite pour exprimer et échanger des idées dans le domaine de l'urbanisme.

Finalement, l'historiographie montréalaise, quoique moins volumineuse que celles de plus grandes villes comme Paris et New York, est marquée par la même controverse autour de l'héritage de l'urbanisme moderniste et technocratique que l'on retrouve ailleurs. En effet, il existe, dans la littérature savante, trois manières d'interpréter les Trente Glorieuses montréalaises. Tout d'abord, pour certains, cette période fut celle d'une rénovation destructrice marquée par l'idéologie moderniste et le règne d'une pensée technocratique⁴⁶. Richard White va même jusqu'à affirmer que Montréal fut beaucoup plus affectée que Toronto, et utilise cette comparaison pour soutenir que la situation ne fut pas aussi dramatique que l'on pourrait le

⁴⁶ Gérard Beaudet, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, op. cit. Jean-Claude Marsan, *Montréal et son aménagement. Vivre la ville*, op. cit.

penser à Toronto⁴⁷. Pour d'autres, les urbanistes montréalais n'ont jamais eu beaucoup de pouvoir et le développement de la ville se caractériserait plutôt par une forme heureuse de « planning by non-planning⁴⁸ ». À l'opposé de cette lecture, André Lortie affirme que, sans être le résultat d'une volonté unique, le développement de la ville a été aiguillé par l'existence d'un véritable projet métropolitain chez les experts de l'urbanisme dans les années 1960⁴⁹.

Ce débat est intéressant et montre, encore une fois, la fertilité de notre objet d'étude. Cependant, notre analyse ne se situe pas à ce niveau. Notre objectif n'est pas de déterminer le rôle des urbanistes dans l'évolution de Montréal, mais plutôt d'établir la formation discursive caractéristique de l'urbanisme. En ce sens, l'étude de l'urbanisme montréalais des Trente Glorieuses que nous allons réaliser est un moyen et non une fin en soi⁵⁰.

Problématique et projet de réponse

Notre problématique se déploie en deux questionnements. Il s'agit, en premier lieu, d'interroger le rôle qu'a joué (et joue encore) la figure sombre de la planification technocratique et de la rénovation urbaine dans la théorie politique, et, ensuite, de se demander comment on peut la dépasser sans lui refuser sa valeur heuristique. Notre première question est donc : *comment s'est*

⁴⁷ Richard White, *Planning Toronto*. Vancouver, UBC Press, 2016, p. 189.

⁴⁸ Annick Germain et Damaris Rose, *Montreal. The Quest for a Metropolis*. Chichester, John Wiley and Sons, 2000, p. 113.

⁴⁹ André Lortie, « Montréal 1960 : les singularités d'un archétype métropolitain » dans *Les années 1960 : Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, Montréal, 2004, p. 75-147.

⁵⁰ À notre connaissance, il n'existe qu'une seule recherche historique sur le Service d'urbanisme de Montréal. Il s'agit d'un mémoire de maîtrise publiée en 1973 par Jean-François Léonard, *L'évolution du rôle du service d'urbanisme de la ville de Montréal dans l'orientation de la politique d'aménagement de la ville de Montréal, 1941-1971*, Mémoire M.A., Science politique, Université du Québec à Montréal, 1973. Ce mémoire est une description des actions et du fonctionnement du service d'urbanisme entre 1941 et 1971 et ne contient que très peu d'éléments d'analyse théorique. Léonard souligne qu'une tension divise le service d'urbanisme entre ses tâches de gestion et ses tâches de conception. Deux autres thèses touchent aussi à cette question. Tout d'abord, Gabriel Rioux, dans *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*, Thèse de doctorat, Études urbaines et histoire, UQAM/Paris Sorbonne, 2013, analyse l'émergence de la planification urbaine et la constitution d'un « milieu de l'urbanisme » à Montréal dans la première moitié du 20^e siècle. Ensuite, Stéphane Pinault étudie les rapports de pouvoir et les problèmes relatifs à la planification métropolitaine dans *Rapports de pouvoir et enjeux métropolitains dans l'agglomération montréalaise, 1920-1961 : les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes*, Thèse de doctorat, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, 2000. Partant de problématiques forts différentes de la nôtre, ces deux thèses nous serviront de point de départ dans notre recherche documentaire.

foragée l'image négative de l'urbanisme des Trente Glorieuses (aussi appelé l'urbanisme de la « rénovation urbaine »), comment elle a acquis une telle évidence – notamment par le biais des lectures de Michel Foucault et du travail de James C. Scott – jusqu'à devenir un locus classicus de la théorie politique contemporaine, et comment elle en est venue à faire écran à une discussion posée des enjeux politiques de la planification urbaine?

Nous montrerons dans cette thèse que l'image sombre de l'urbanisme des Trente Glorieuses s'appuie sur l'idée, fort répandue en théorie politique, selon laquelle la raison peut, lorsqu'utilisée de manière excessive, se retourner contre l'humain. Ainsi, si elle apparaît aussi évidente, c'est, dirons-nous, parce qu'elle correspond à un des principaux rôles que s'est donné la théorie politique depuis la Seconde Guerre qui est de démasquer les dérives de la raison. Avec James C. Scott et sa lecture partielle de Michel Foucault, la théorie politique voit dans l'urbanisme des Trente Glorieuses ce qu'elle s'est habituée à voir chaque fois que l'exercice d'un pouvoir technique est contesté : une rationalité hors de ses gonds qui se retourne contre l'humain et qui, par les moyens de la critique, doit être ramenée dans les limites de l'acceptable.

Par conséquent, on peut supposer que c'est l'invention de la figure de l'urbaniste orthodoxe (ou technocrate) par Jane Jacobs qui a fait de l'histoire de l'urbanisme un objet d'intérêt pour la théorie politique. En effet, suite aux écrits de Jane Jacobs, la rénovation urbaine d'après-guerre est devenue, pour la théorie politique, un des exemples par excellence des ravages que peut causer l'*hubris* qui caractérise le rationalisme moderne occidental. De manière un peu caricaturale, on pourrait dire que l'image de la démolition du grand ensemble d'habitations Pruitt-Igoe aux États-Unis joue, pour la pensée politique, un rôle analogue à celles d'Hiroshima et des camps de concentration nazis, c'est-à-dire celui d'un rappel, d'une mise en garde : la rationalité peut devenir une force de déshumanisation.

Ainsi, nous soutiendrons que la vision négative et dominante de l'urbanisme des Trente Glorieuses correspond à l'idée selon laquelle la rationalité technique contient en elle-même un potentiel de démesure qui en fait un grave danger pour l'humanité et que, corollairement, elle repose sur une dichotomie, classique en théorie politique, opposant d'un côté la rationalité

technique, la position de surplomb et le savoir abstrait, et de l'autre, le sens commun, le vécu et le vernaculaire⁵¹.

Dans sa version la plus radicale, mais fort répandue, cette dichotomie amène à penser que le discours technique et spécialisé de l'urbanisme est essentiellement répressif et mène à un appauvrissement de l'expérience humaine et à une raréfaction des débats et des prises de paroles. De manière exemplaire et paradigmatique, Françoise Choay affirme que l'urbaniste technocrate « monologue et harangue » et qu'il prive le citoyen de toute activité dialectique. Selon elle, l'urbanisme s'est approprié la compétence fondamentale d'aménager l'espace, compétence qui était autrefois aussi partagée que celle de parler⁵². Comme plusieurs autres après elle, elle soutient que le langage spécialisé forgé par l'urbanisme technicien est hermétique et autoritaire, c'est-à-dire qu'il est étranger au sens commun et qu'il déshabilite les habitantes et les habitants ordinaires – ou autrement dit tous celles et ceux qui ne maîtrisent pas les codes de ce langage – de leur pouvoir d'agir.

On voit bien la fonction heuristique et politique de cette conception dichotomique. D'un côté, elle permet de s'attarder aux relations de pouvoir dans lesquelles les urbanistes sont imbriqués et au mépris dont plusieurs experts font preuve envers les habitantes et habitants ordinaires, et, de l'autre, elle stimule et légitime des revendications concernant l'accroissement de la participation citoyenne et le respect des traditions et du savoir-faire local. Elle a donc joué (et joue encore) une fonction polémique, voire idéologique, importante dans les débats sur la planification urbaine. Or, en raison de son caractère tranché et sans nuance, cette dichotomie, qui se présente pourtant comme le *nec plus ultra* du démasquage, caricature et voile autant qu'elle démasque. Toute nécessaire et pertinente qu'elle fut (et qu'elle soit), la critique de l'urbanisme est devenue un schibboleth qui appauvrit notre compréhension du discours urbanistique⁵³. Cette critique s'est transformée en passage obligé et en signe de reconnaissance

⁵¹ Dans certains écrits on fait même jouer l'opposition, classique en philosophie, entre l'idéalisme de Platon et l'empirisme d'Aristote.

⁵² À propos de Choay, voir section 1.2.2.

⁵³ Hans Blumenfeld écrit à propos de Jane Jacobs : « I had acknowledged that she had made acute observation which the "experts" should have made, but never did make, and hand debunked many wrong or obsolete planning theories. Unfortunately, though not surprisingly, her own recommendations have become equally harmful shibboleths. » Hans Blumenfeld, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987, p. 306.

pour les acteurs de l'urbanisme. On cesse alors d'interroger le fonctionnement du discours urbanistique et on tient pour acquis et évident ce qui devrait pourtant être expliqué.

Notamment, le récit sombre de la planification ne permet pas de comprendre les éléments internes à l'urbanisme qui en ont fait un discours productif et polyphonique. Cette vision amène en effet à penser que les transformations de l'urbanisme dans les années 1960 et 1970 viennent uniquement d'une réaction externe, c'est-à-dire d'individus « outsiders » et de groupes citoyens qui ont défendu leur manière d'être et d'agir et se sont opposés aux différents projets de rénovation urbaine. Or, plusieurs recherches ont montré que les « outsiders » qui, comme Jane Jacobs, ont transformé la vision de l'urbanisme, n'avaient pas une position de complète extériorité par rapport au discours urbanistique et que l'urbanisme était en fait un discours favorisant plusieurs formes de critiques et d'auto-critiques⁵⁴.

De même, au moment même où l'urbanisme s'institutionnalise dans le Montréal des Trente Glorieuses, on assiste à une prolifération et une diversification des débats sur l'avenir de la ville, que seule une caricature outrancière peut réduire à une opposition entre technocrates et résidents. Pour comprendre ces phénomènes, nous pensons qu'il faut se défaire de l'image, dominante au sein des approches critiques en théorie politique, de l'urbanisme technocratique monolithique; autrement dit, il faut se détourner des aspects proprement répressifs de l'urbanisme et porter attention à sa fertilité et à sa polyphonie. De plus, il faut non pas procéder simplement à une analyse des porteurs sociaux du discours, mais il faut réaliser une analyse de la formation discursive propre à l'urbanisme. Ce type d'analyse permet de rendre compte de la porosité et de l'ouverture d'un discours et ainsi d'expliquer pourquoi et comment certaines personnes ont pu se l'approprier et l'infléchir. Ce qui nous amène à notre seconde question : *comment expliquer la diversité et la fertilité du discours urbanistique durant les Trente Glorieuses à Montréal?*

Dans cette thèse, nous montrerons que la diversité et la fertilité politique du discours urbanistique s'expliquent par son mode de justification ou, autrement dit, par la stratégie discursive qui le caractérise. L'urbanisme se justifie et se légitime en se présentant comme une solution au problème de la décomposition moderne de la ville, c'est-à-dire en se présentant comme une pratique capable de recomposer un objet, la ville, dont il décrit lui-même la décomposition, voire la dissolution. Le discours urbanistique peut donc être compris comme

⁵⁴ Peter L. Laurence, *Becoming Jane Jacobs*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

une stratégie discursive de décomposition et recomposition de l'objet urbain. Or, en dramatisant la décomposition moderne de l'objet urbain et en faisant de la définition même de la ville un problème, l'urbanisme crée un espace discursif – ou un champ de problèmes – ouvert, c'est-à-dire polyphonique et fertile.

Polyphonique, parce que les tactiques utilisées par les experts pour procéder à la recomposition de la ville et légitimer leurs interventions sont diverses. Dans cette thèse, nous en ferons ressortir trois : l'enquête socio-économique, la mise en forme architecturale, et le récit collectif.

Fertile, parce qu'en déconstruisant le concept traditionnel de ville et en appelant à une redéfinition, l'urbanisme participe à faire de la ville un concept polysémique susceptible d'être utilisé dans des débats politiques. L'urbanisme contribue ainsi, bien involontairement, à la réception critique et aux controverses dont il est l'objet, car il favorise la prolifération des questionnements sur la nature et l'avenir de la ville.

En résumé, dans cette thèse, nous tenterons de montrer que l'on peut voir dans le discours urbanistique montréalais des Trente Glorieuses différentes tactiques de légitimation qui forment toutes des variations d'une grande et même stratégie de décomposition et recomposition de l'objet urbain.

Méthodologie et cadre théorique

Nous souhaitons ici remettre en question l'anti-planification au moyen d'une interprétation historique de rechange utilisant la méthode archéologique de Michel Foucault. Plus précisément, nous souhaitons montrer qu'un autre récit du discours urbanistique des Trente Glorieuses est possible. Il ne s'agit donc pas d'invalider le récit des anti-planificateurs, mais plutôt d'exposer la partialité, cela en proposant une analyse de l'urbanisme comme formation discursive. Si le récit sombre de la planification urbaine met l'accent sur le caractère répressif et aliénant de l'urbanisme, nous allons, pour notre part, exposer sa fertilité et sa polyphonie. Comme nous le montrerons dans le premier chapitre, on peut faire ici un parallèle avec les deux visions du pouvoir exposées par Michel Foucault. D'un côté, on peut, comme le font les anti-planificateurs,

considérer le pouvoir comme un principe de contrainte; mais, faisant cela, on escamote son rôle positif de multiplicateur. Afin de prendre le contrepois de cette approche, nous allons étudier l'urbanisme comme une formation discursive ouverte, tout en étant conscient que le portrait que nous dépeignons n'est pas exhaustif pour autant, dans la mesure où il se concentre uniquement sur la dimension proprement discursive de l'urbanisme.

La première étape de cette démarche consiste à déprendre Foucault de l'anti-planification, c'est-à-dire à montrer les limites de la lecture qu'en ont faite des auteurs comme James C. Scott et, incidemment, à recadrer les objectifs de l'archéologie foucauldienne. Contrairement à la lecture dominante, nous allons laisser de côté une partie des écrits de la période appelée généalogique (notamment *L'ordre du discours* et *Surveiller et punir*) pour nous concentrer plutôt sur les écrits archéologiques (plus particulièrement *L'archéologie du savoir*) et les derniers essais sur la critique. Sans entrer dans les débats pointus sur le découpage de l'œuvre de Foucault, il est aisé de remarquer que Foucault s'attarde davantage au début des années 1970 – la période dite généalogique – aux relations de pouvoir, aux principes de contrainte et aux procédures de contrôle extradiscursives, accent qui n'était pas aussi présent dans ses travaux antérieurs et qu'il laisse tomber dans ses recherches subséquentes sur le souci de soi en Grèce antique. Il n'est pas surprenant de constater qu'une trajectoire intellectuelle comme celle de Foucault soit ponctuée de plusieurs tentatives méthodologiques ayant des ambitions et des tonalités différentes. Dans cette thèse, nous souhaitons reprendre la méthode qui caractérise les travaux archéologiques, car nous pensons qu'elle peut permettre d'atteindre une compréhension subtile et nuancée de l'urbanisme⁵⁵.

L'objectif de l'archéologie foucauldienne est la reconstitution d'une formation discursive ou plus précisément la mise en lumière de ses conditions d'existence. Cette approche présuppose donc une certaine autonomie et une certaine consistance de la sphère discursive. Elle prend au sérieux le discours et se refuse catégoriquement à le rapporter à un sujet transcendantal ou à le réduire à des rapports de force « extradiscursifs ». Dans une entrevue précédant de quelques

⁵⁵ Nous nous positionnons donc contre l'idée développée par Dreyfus et Rabinow selon laquelle l'archéologie constituerait un échec méthodologique. Hubert L. Dreyfus, and Paul Rabinow, *Michel Foucault : Beyond structuralism and hermeneutics*. Chicago, University of Chicago Press, 1983, p. 79-100. Nous partageons plutôt l'avis de Ian Hacking qui soutient que l'archéologie est une méthode particulièrement appropriée pour établir les contours et l'existence historiquement déterminée des sciences immatures au rang desquelles on peut compter, nous pensons, l'urbanisme. Ian Hacking, *Historical Ontology*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 87-98.

mois la publication de *L'archéologie du savoir*, Foucault affirme qu'il a voulu, dans ses premières recherches, « lever la dénégation qui a porté sur le discours dans son existence propre⁵⁶ ». Selon lui, le discours « est constitué d'un nombre limité d'énoncés pour lesquels on peut définir un ensemble de conditions d'existence⁵⁷. » Reprenant à notre compte ce projet, nous allons ici supposer que l'urbanisme existe comme discours ou logique discursive et, conséquemment, qu'il est possible d'en reconstruire les contours et les conditions d'existence. Précisons cependant d'emblée que ces conditions d'existence ne font pas référence à des conditions psychologiques, sociales ou historiques – l'archéologie n'exclut pas leur prise en compte sur un autre plan, mais que ce n'est pas son projet. Dans sa tâche propre, l'archéologie vise à étudier un discours sans sujet, objet, ni origine.

Un discours sans sujet. Si, dans cette thèse, on parle des urbanistes, ce n'est pas pour expliquer le discours par la trajectoire sociobiographique de ceux et celles qui en sont les auteurs. Dans la description archéologique, le statut des porteurs du discours n'est pas complètement insignifiant, mais il est secondaire. L'archéologie renverse l'ordre habituel de l'analyse. Ce ne sont pas les auteurs qui produisent le discours, mais l'inverse : l'auteur est une fonction dans le discours. Une formation discursive comme l'urbanisme est « un champ anonyme dont la configuration définit la place possible des sujets parlants⁵⁸ ». Plutôt que d'expliquer le discours par ses auteurs, notre analyse vise donc à décrire comment le discours urbanistique structure les positions que peuvent occuper les urbanistes et comment parle celle ou celui que l'on appelle urbaniste.

Un discours sans objet. Si, dans cette thèse, on parle de la ville, ce n'est pas pour expliquer le discours urbanistique par l'état ou l'évolution de la ville. L'archéologie n'est pas une histoire du référent. Faire une archéologie, c'est, écrit Foucault : « Substituer au trésor énigmatique des “choses” d'avant le discours, la formation régulière des objets qui se dessinent en lui⁵⁹. » Ainsi, notre traitement de l'évolution de Montréal ou de l'expérience d'un Montréal en mouvement

⁵⁶ Michel Foucault, *Dits et écrits I (1954-1979)*, Paris, Gallimard, 2001, p. 713. En outre, il précise que cette dénégation prend la forme d'un « refus de reconnaître que dans le discours quelque chose est formé (selon des règles bien définissables); que ce quelque chose existe, subsiste, se transforme, disparaît (selon des règles également définissables) », *Ibid.*, p. 715.

⁵⁷ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 153.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 160. Le critique du sujet est un thème récurrent chez Foucault. Voir aussi *Ibid.*, p. 161, 221, 261 et 272; et surtout le texte « Qu'est-ce qu'un auteur? » dans *Dits et écrits I (1954-1979)*, *op. cit.*, p. 817-849.

⁵⁹ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, *op. cit.*, p. 65.

sert non pas à retrouver l'objet du discours, mais à mettre en lumière comment se présente la ville dans le discours urbanistique, comment on en parle et comment elle peut être objet de savoir. Plutôt qu'une histoire de la ville, nous proposons donc une analyse du fonctionnement de l'objet « ville » dans le discours urbanistique⁶⁰.

Un discours sans origine. Si, dans cette thèse, on traite de l'expérience de la désorientation et de la dissolution de la ville, de la fondation du SUVVM et des différentes pratiques ayant précédé la consolidation et la professionnalisation de l'urbanisme à Montréal, ce n'est pas non plus pour expliquer l'urbanisme par le contexte dans lequel il émerge ni pour établir son évolution ou sa source ultime. L'archéologie « ne guette pas le moment où, à partir de ce qu'ils n'étaient pas encore, ils [les discours] sont devenus ce qu'ils sont [...] Ce n'est pas le retour au secret même de l'origine; c'est la description systématique d'un discours-objet⁶¹. » Nous ne cherchons pas d'où vient le discours urbanistique, mais comment il fonctionne. Le travail de l'archéologie n'est pas diachronique, mais synchronique, car l'objectif n'est pas de retrouver le point d'origine d'une structure évolutive, mais au contraire, de restituer les conditions (stables) dans lesquelles les énoncés d'une même formation évoluent.

En somme, l'archéologie vise à « affranchir l'histoire de la pensée de sa sujétion transcendantale⁶² ». Mais que veut dire alors « conditions d'existence », si on ne parle pas des conditions de possibilités au sens du *transcendantal* de la philosophie occidentale? Pour Foucault, les conditions d'existence d'un discours sont un « ensemble de règles qui sont immanentes à une pratique et qui la définissent dans sa spécificité⁶³ ». Foucault parle des règles de coexistence des énoncés et utilise même parfois les expressions « style d'énonciation » et « performance verbale⁶⁴ » pour caractériser une formation discursive et décrire ce qui lie ensemble des énoncés différents. Il est important de préciser que ces règles de coexistence ne sont pas seulement des principes de contraintes qui agissent de manière à raréfier le discours. Au contraire, elles agissent comme multiplicateurs, et permettent la *dispersion* des énoncés dans

⁶⁰ Sur le nominalisme de Foucault, voir Paul Veyne, *Michel Foucault, sa pensée, sa personne*, Paris, Éditions Albin Michel, 2008.

⁶¹ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir, op.cit.*, p. 182-183.

⁶² *Ibid.*, p. 264.

⁶³ *Ibid.*, p. 63. Foucault ajoute que ce sont « les règles spécifiques qui le font exister comme tel. » *Ibid.*, p. 98.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 164.

une formation discursive. Foucault résume sa pensée en affirmant que l'archéologie cherche à établir la positivité ou l'*a priori* historique d'un discours :

[...] j'entends désigner par là un *a priori* qui serait non pas condition de la validité pour des jugements, mais conditions de réalité pour des énoncés. Il ne s'agit pas de retrouver ce qui pourrait rendre légitime une assertion, mais d'isoler les conditions d'émergence des énoncés, la loi de leur coexistence avec d'autres, la forme spécifique de leur mode d'être, les principes selon lesquels ils subsistent, se transforment et disparaissent⁶⁵.

En outre, l'archéologie prend pour objet le discours dans sa matérialité, c'est-à-dire qu'elle étudie des textes et des documents d'archives. Or, ces textes sont traités comme des *monuments* c'est-à-dire des entités pouvant faire l'objet d'une analyse autonome ou des pièces formant, par leur simple coexistence, un casse-tête. De cette manière, ils ne sont plus conçus comme de simples documents, c'est-à-dire comme des traces de quelque chose d'autre, d'une pensée, d'intentions ou de forces étrangères dont il faudrait retrouver la présence originare entre les lignes. L'archéologie n'est donc pas animée par la même volonté d'exhaustivité qui motive la recherche documentaire ou archivistique habituelle. L'objectif est de dégager une structure et non d'établir l'authenticité ou la complétude d'un document historique. « On ne cherche pas à passer du texte à la pensée [...] On demeure dans la dimension du discours, écrit Foucault⁶⁶. »

En résumé, l'archéologie analyse des énoncés, des pièces de discours, afin d'établir les conditions qui lient ensemble ces énoncés. Empruntant cette méthode, la recherche que nous proposons vise à faire ressortir la structure qui lie ce qu'on appelle les « documents d'urbanisme ». Nous étudierons ici cette littérature grise, ces écrits mineurs, souvent administratifs, qui, selon Françoise Choay, « constituent aujourd'hui, dans la société occidentale, la masse écrite de loin la plus importante visant la production directe du cadre bâti et pèsent d'un poids redoutable dans la problématique actuelle de l'architecture et de l'urbain⁶⁷ ». Nous montrerons que se joue là, dans ces textes, autre chose que la tentative d'une grande confiscation technocratique du pouvoir que décrivent les historiens et théoriciens critiques. Plus précisément, nous montrerons que ces textes coexistent dans une formation discursive ouverte et polyphonique.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 169. Voir aussi : p. 167, 171 et 237.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 101.

⁶⁷ Françoise Choay, *La règle et le modèle, op. cit.*, p. 46.

Pour ce faire, nous allons nous donner une grille de lecture en procédant par auteurs paradigmatiques. Dans un premier temps, nous traiterons de James C. Scott afin d'exposer la lecture de Foucault et de l'histoire de l'urbanisme à laquelle nous nous opposons. Ensuite, nous présenterons des aspects de la pensée d'Emmanuel Kant, Reinhardt Koselleck et Hans Jonas qui serviront d'outils analytiques afin de sortir de l'opposition entre le savoir abstrait (la position de surplomb) et l'expérience vécue (l'en bas) sur laquelle est fondée la vision sombre de l'urbanisme. Ce détour par la philosophie peut surprendre. Bien sûr, les urbanistes que nous étudions ne sont pas des lecteurs de Kant ou des kantien au sens fort; à notre connaissance, il n'existe aucune référence explicite à la philosophie de Kant dans les documents d'urbanisme montréalais des Trente Glorieuses. Néanmoins, nous faisons le pari que l'épistémologie kantienne (le conceptualisme) peut nous permettre de mieux comprendre comment se présente la planification dans le monde moderne. En outre, repartir de Kant, souvent associé à tort à une idéologie démesurément progressiste, nous permettra d'exposer une vision plus nuancée du discours des Lumières et du rationalisme moderne que celui forgé par les anti-planificateurs. Plus précisément, nous allons inscrire l'urbanisme dans la réflexion moderne sur les limites du pouvoir de connaître, dont l'analytique de la finitude kantienne est la forme paradigmatique, plutôt que dans l'histoire des ambitions démesurées du rationalisme⁶⁸.

Revenir à Kant et à la tradition néo-kantienne nous permettra surtout de mieux comprendre le statut, le rôle, et tout particulièrement la succession des plans dans le discours urbanistique. Nous montrerons que le plan d'urbanisme, loin d'être conçu comme une image exhaustive et une connaissance absolue de la ville, se présente comme une idée directrice kantienne, c'est-à-dire comme une fiction nécessaire qui doit guider à la fois l'action et la poursuite de l'activité cognitive. Nous souhaitons ici démontrer que la conception kantienne du plan rend visibles et explique mieux les liens qui unissent entre eux les documents d'urbanisme que la conception que l'on trouve dans l'anti-planification.

Ensuite, nous utiliserons l'histoire des concepts de Koselleck pour éclairer le fonctionnement et les effets intradiscursifs de la remise en question du concept traditionnel de ville à laquelle le discours urbanistique procède. Nous faisons l'hypothèse que la théorie de

⁶⁸ On pourrait dire que les urbanistes ne sont pas davantage des lecteurs de Kant que de Comte, Saint-Simon ou Veblen, mais cela importe peu, si l'objectif est de mettre en lumière une structure discursive.

Koselleck permet d'expliquer la polysémie et la multiplication des usages du concept de ville dans le discours urbanistique.

En dernier lieu, nous utiliserons l'éthique de la technique de Hans Jonas pour exposer le statut complexe de la technique dans le discours urbanistique. Pour Jonas, la planification moderne ne vient pas seulement de l'exaltation des nouveaux pouvoirs issus du progrès technique. Au contraire, la planification moderne s'appuie sur (et se justifie par) les dangers que pose un développement techno-industriel incontrôlé. Notre hypothèse est que ces idées de Jonas permettent de comprendre comment les urbanistes des Trente Glorieuses parlent de la technicisation de la ville et les images qu'ils forgent et utilisent.

Utiliser des idées d'un livre publié en 1979 pour analyser le discours des Trente Glorieuses apparaîtra peut-être aux yeux de certains, notamment aux partisans de la socio-génèse, comme une forme d'anachronisme. Or, rappelons que notre objectif n'est pas d'établir les origines, ou l'évolution historique du discours urbanistique, mais d'en établir l'*a priori* historique⁶⁹. La grille que nous formons à l'aide de Kant, Koselleck et Jonas ne doit donc pas être comprise comme une série de schèmes de pensée qui se trouverait dans la tête des urbanistes, mais comme des éléments permettant d'expliquer la structure et le fonctionnement du discours urbanistique.

Ces trois auteurs nous permettront d'exposer la positivité du discours urbanistique. Contrairement à la position de Scott et des anti-planificateurs, nous soutenons que le discours de la planification prend la forme d'une analytique de la finitude, c'est-à-dire d'une réflexion sur la finitude de la capacité de connaître et sur les dangers que pose un développement techno-industriel incontrôlé, et que ce discours est polyphonique, c'est-à-dire qu'il ne mène pas à une raréfaction des discours sur la ville, mais bien plutôt à une prolifération de ceux-ci. Dans le discours urbanistique, toute proposition de réformes est précédée et justifiée par une explicitation des maux et des dangers de l'urbanisation. Ultimement, nous montrerons que la ville comme entité en mouvement sur laquelle pèsent des dangers qui peuvent la mener jusqu'à

⁶⁹ L'expression « *a priori* historique » forgée par Michel Foucault [*L'archéologie du savoir, op.cit.*, 166-173] peut porter à confusion. Foucault l'utilise pour traiter de ce qui explique la coexistence des énoncés dans une formation discursive à un moment donné dans le temps (d'où l'adjectif « historique »). Cependant, il ne faut pas entendre « historique » dans le sens de quelque chose qui change au gré des temps ou de quelque chose qui trouve ses déterminations dans des conditions historiques externes. Au contraire, pour Foucault, l'*a priori* historique d'une formation discursive est stable, voire statique, et explique la dispersion des énoncés en son sein sur une période plus ou moins longue de l'histoire.

la mort constitue l'*a priori* historique de l'urbanisme et que cette formation discursive est caractérisée par une dramaturgie de la décomposition et de la recomposition de la ville.

Cette stratégie discursive peut cependant donner lieu à différentes tactiques de légitimation. Dans l'étude de cas, nous allons faire ressortir trois figures transversales, qui forment toutes des variantes du discours urbanistique. Une formation discursive est un champ de différences ou un « champ de possibilités stratégiques⁷⁰ ». Ainsi, face à la décomposition de Montréal mise en scène dans le discours urbanistique, Hans Blumenfeld, Jean-Claude La Haye et Claude Robillard offrent trois tactiques de recomposition différentes. Hans Blumenfeld, l'enquêteur-savant, propose de s'appuyer sur des régularités établies par des études statistiques afin de repenser les infrastructures collectives⁷¹. Jean-Claude La Haye, l'architecte-administrateur, propose de revoir la structure de l'autorité politique et de la soumettre à la forme du développement régional établie par des experts provinciaux. Claude Robillard, l'ingénieur-poète, propose quant à lui de reconstituer un récit collectif auquel l'ensemble des citoyennes et citoyens pourrait se rattacher. Sans être exclusives ou contradictoires, nous verrons que ces trois tactiques forment des polarités et des contrastes qui cohabitent au sein du discours urbanistique.

Il est aussi important de préciser que ces types de planificateurs ne sont pas des types sociaux, et de rappeler que notre analyse n'a pas la prétention de l'exhaustivité. Notre objectif est de tracer les contours du discours urbanistiques et d'en montrer la diversité et la fertilité. Même s'il se montre très critique envers certains de ses collègues, Hans Blumenfeld n'est pas un déviant qui occuperait une position d'extériorité. Au contraire, ses propositions coexistent parfaitement avec celles de Jean-Claude La Haye, dont personne ne remet en question la centralité dans l'urbanisme montréalais de l'époque. En un sens, nous faisons le pari que Blumenfeld n'est pas moins important ou représentatif que Le Corbusier, c'est-à-dire que ce type de figures moyennes que Carola Hein appelle « urbaniste de second ordre » (« second-tier planner⁷² ») peut nous en dire autant sur le fonctionnement et la structure du discours urbanistique que les grandes figures comme Le Corbusier.

⁷⁰ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, *op.cit.*, p. 746.

⁷¹ Sur Hans Blumenfeld, voir Frédéric Mercure-Jolette, « Hans Blumenfeld : a moderate defence of expertise in the controversial 1960s », *Planning Perspectives*, vol. 34, n° 4, 2019, p. 667-691.

⁷² Carolina Hein, « The Exchange of Planning Ideas From Europe to the USA After the Second World War : Introductory Thoughts and a Call for Further Research », *Planning Perspectives*, vol. 9, n° 2, 2014, p. 143-151.

Plan de la thèse et objectifs de recherche

La thèse est divisée en deux parties. La première, plus théorique, est consacrée aux débats d'idées qui sous-tendent les écrits en histoire de l'urbanisme et expose notre grille d'analyse plus en détail. Elle réfléchit au rapport entre histoire et critique en urbanisme en revenant sur les écrits de James C. Scott et Michel Foucault et présente ensuite les aspects de la pensée de Kant, Koselleck et Jonas qui seront mobilisés dans l'étude de cas. La seconde partie est une plongée archéologique dans l'urbanisme montréalais des Trente Glorieuses. Cette étude de cas est organisée selon les événements clés ponctuant l'évolution de l'urbanisme montréalais durant cette période. Nous traiterons successivement, dans quatre chapitres différents, de la création du Service d'urbanisme de la ville de Montréal, de la guerre au taudis (et plus précisément du plan Dozois et de la rénovation urbaine dans la Petite-Bourgogne), des actions de Jean-Claude La Haye pour institutionnaliser l'urbanisme au Québec, et du plan régional *Horizon 2000*. Nous avons choisi ces événements, car ils sont représentatifs des débats dans le champ de l'urbanisme montréalais.

Dans le premier chapitre de cette seconde partie, le troisième au total, nous présenterons un panorama des différents écrits sur la modernisation de Montréal et analyserons la naissance du Service d'urbanisme de la Ville. Nous montrerons à quel point l'objet « Montréal » est polysémique et nous analyserons comment celui-ci est devenu un objet de savoir pour le SUVM. Ensuite, dans le quatrième chapitre, nous traiterons du problème de l'habitation, des taudis et de la rénovation urbaine. Nous montrerons tout d'abord que l'existence d'habitations insalubres est la première justification utilisée pour démontrer la nécessité d'un meilleur urbanisme. Puis, nous analyserons comment la représentation du taudis s'est modifiée dans les années 1950 et 1960. Pour ce faire, nous comparerons deux grands projets, soit la construction des Habitations Jeanne-Mance à la fin des années 1950 et la rénovation urbaine dans la Petite-Bourgogne au milieu des années 1960. Nous analyserons comment, en quelques années, le discours du SUVM a changé et comment la place accordée aux revendications des groupes de citoyens a crû. Dans le cinquième chapitre, nous nous attarderons à l'institutionnalisation de l'urbanisme en nous concentrant sur le parcours et le travail de Jean-Claude La Haye. Nous montrerons que, malgré toutes ses ambitions, ce dernier a été beaucoup plus habile à ouvrir des problèmes qu'à trouver

des solutions. Nous traiterons de sa formation et analyserons ses trois grands projets : fonder un Institut d'urbanisme, créer un ordre professionnel et établir une loi-cadre. Nous soutiendrons que, si les actions de La Haye ont mené à une augmentation de la demande d'expertise, l'offre d'expertise par les urbanistes n'est en somme jamais apparue suffisante. Finalement, dans le sixième et dernier chapitre, nous analyserons en détail la conception de la planification et de l'urbanisation qui se dégage du plan témoin *Montréal Horizon 2000* et la réception qui en fut faite. Nous verrons que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le SUVVM ne désirait pas établir un plan fixe, mais plutôt faire de la planification une activité continue. Cependant, en utilisant un langage technique et spécialisé et en redéfinissant complètement l'objet urbain, ce qui apparaissait, aux yeux des urbanistes du SUVVM à la fois inévitable et nécessaire, le plan n'a pas su coaliser un vaste réseau d'acteurs.

Finalement, nous souhaitons à la fois contribuer à la réflexion en théorie politique et, dans une moindre mesure, en histoire de l'urbanisme. D'un côté, la thèse cherche à prendre position dans les débats en histoire des idées et en théorie politique concernant la place à accorder à la planification urbaine dans la modernité politique. De l'autre, elle veut également contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire de l'urbanisme à Montréal. Dans son ensemble, la thèse est motivée par l'ambition d'offrir une description et une analyse crédible de l'urbanisme des Trente Glorieuses.

Contrairement à Daniel T. Rodgers – ou encore Quentin Skinner –, nous ne sommes pas à la recherche d'une tradition oubliée qu'il serait souhaitable de réactualiser⁷³. Nous ne souhaitons pas, non plus, à la manière de Paul du Guay, sauver la figure wébérienne du bureaucrate, figure honnie par l'entrepreneur néolibéral⁷⁴. Notre objectif est plutôt de remettre en question les lignes de partage habituelles qui distinguent ce qui nous est familier de ce qui nous est étranger dans notre passé récent et, ainsi, défaire l'image convenue des Trente Glorieuses. Revenir sur les discours experts des années 1950 et 1960 est pour nous l'occasion d'interroger des idées reçues et de contribuer à l'histoire des systèmes de pensée. En somme, dans cette thèse, il faut moins

⁷³ Daniel T. Rodgers, *Age of Fracture*, Cambridge, Belknap/Harvard University Press, 2011; Quentin Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

⁷⁴ Paul du Guay, *In praise of Bureaucracy Weber. Organization. Ethic*, Denmark, Copenhagen Business School, Sage, 2000.

voir une défense kantienne de l'urbanisme, qu'une tentative de se défaire d'une image de l'urbanisme qui nous oblige à refaire sans cesse le procès de la raison.

PREMIÈRE PARTIE : L'HISTOIRE DE L'URBANISME, DE LA DÉNONCIATION À L'ARCHÉOLOGIE

Jusqu'au début des années 1960, les études historiques dans le domaine de l'urbanisme sont rares et visent à justifier le rôle de l'urbanisme et à établir une série d'exemples plus ou moins utiles pour le présent. Comme le mentionne Françoise Choay, les premiers grands traités d'urbanisme « relatent une histoire dont le héros est un constructeur⁷⁵ ». Dans ceux-ci, l'histoire a donc un rôle essentiellement instrumental et vise la légitimation d'une nouvelle pratique : elle donne des modèles négatifs et positifs permettant d'évaluer la situation de la ville et, conséquemment, elle justifie les ambitions et les actions des urbanistes. La situation change cependant drastiquement quand l'urbanisme devient lui-même objet de critique. Indignées des réalisations récentes, Jane Jacobs et Françoise Choay entreprennent au début des années 1960 une critique radicale des idées et des actions des urbanistes auto-proclamés. Leur objectif est d'analyser le discours urbanistique afin de montrer leurs effets potentiellement délétères sur la ville. En conséquence, sous leur plume, l'histoire de l'urbanisme se détache de l'histoire des villes et embrasse une fonction critique. Pour ces pionnières, tout comme pour leurs successeurs tels James C. Scott, le rôle de l'histoire est de saisir les causes des échecs, et, ainsi, de démasquer les dérives de la raison et de rappeler les limites de son pouvoir.

Dans cette première partie de la thèse, nous souhaitons interroger cette conception de l'histoire et de la critique afin d'en montrer les forces et faiblesses. Notre objectif est de dépasser

⁷⁵ Françoise Choay, *La règle et le modèle*, op. cit. p. 290.

l'alternative entre le récit progressiste et triomphaliste des premiers urbanistes et celui de la dépossession et de la chute anthropologique auquel aboutit l'entreprise critique de l'anti-planification. Nous ferons alors le pari qu'une relecture des écrits de Michel Foucault et un usage patient de la démarche archéologique permettent de sortir de ce faux dilemme. Cela n'apparaît cependant pas évident, car Foucault est habituellement associé à la perspective critique que nous souhaitons dépasser. Nous opposerons donc deux lectures de Foucault. Au Foucault de Scott et des théoriciens critiques, c'est-à-dire au penseur du côté sombre de la planification et de l'hyperinflation du pouvoir, nous opposerons un Foucault archéologue qui conçoit le rôle de la critique non pas comme une entreprise de limitation de la raison, mais comme un travail de dépaysement et de déprise de soi-même⁷⁶. En reprenant à notre compte l'analyse du lien entre l'analytique de la finitude kantienne et le discours des sciences humaines modernes contenue dans *Les mots et les choses*, nous proposerons alors une description archéologique de l'urbanisme⁷⁷.

En résumé, dans le premier chapitre, nous exposerons les différents récits concernant la naissance de l'urbanisme, et nous analyserons le rôle de la critique chez Foucault afin d'explicitier les présupposés théoriques et méthodologiques qui guident notre recherche. Dans le deuxième chapitre, le plus théorique et exploratoire, nous déploierons nos hypothèses concernant la structure et le fonctionnement du discours urbanistique. Nous reviendrons alors sur le tournant constructiviste inauguré par Kant et explorerons les principales justifications de la planification que l'on trouve dans la philosophie moderne. Nous soutiendrons alors qu'il est plus fertile de replacer l'urbanisme à l'intérieur du récit de l'analytique de la finitude et de la critique de la technique, que dans celui de l'idéologie moderniste et de l'hyperinflation du pouvoir.

⁷⁶ Revenant sur ces travaux, Foucault soutient qu'il a été poussé par la curiosité : « C'est la curiosité – la seule espèce de curiosité qui vaille la peine d'être pratiquée avec un peu d'obstination : non pas celle qui cherche à assimiler ce qu'il convient de connaître, mais celle qui permet de se déprendre de soi-même. » *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1994, p. 15.

⁷⁷ Michel Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966.

CHAPITRE I

HISTOIRE ET CRITIQUE EN URBANISME. DE LA HAINE DE LA VILLE À LA HAINE DU PLAN

Dans le présent chapitre, nous présentons un panorama des recherches en histoire de l'urbanisme et en théorie de la planification, cela afin de comprendre comment et pourquoi une image repoussante de l'urbanisme moderniste d'après-guerre s'est constituée et perpétuée dans les soixante dernières années. Notre thèse est que l'histoire de l'urbanisme est un champ de recherche qui a grandi avec la critique du rationalisme des années 1960, ce qui l'a amené construire un récit fondé sur ce que nous appelons l'« hypothèse du surplomb ».

Dès sa naissance à la fin du XIX^e siècle, l'urbanisme a une portée critique. Il vise en effet à interroger l'aménagement urbain désorganisé et s'attarde minutieusement à exposer les défauts de la ville industrielle et les conséquences désastreuses de l'absence de planification, que ce soit en termes d'hygiène, de santé, de confort, de moralité ou de productivité. Pourtant, ce n'est que dans les années 1960 que se produit un tournant critique, au sens kantien. À partir de ce moment, l'urbanisme – devenu une discipline et un champ d'action professionnel – se prend lui-même comme objet et accueille, à partir de ses marges et de disciplines connexes, des discours qui prennent la forme de bilan critique. Rapidement, Jane Jacobs devient la représentante de ce mouvement réflexif. Si pour les premiers urbanistes l'objet de la critique est la situation de la ville et l'absence de plan d'ensemble, Jacobs, elle, s'attaque aux idées, aux méthodes et aux plans façonnés par les urbanistes, qu'elles accusent d'être responsables de la dévitalisation des grandes villes américaines. Elle ouvre alors un nouveau domaine de recherche que nous appelons l'histoire critique, domaine qui repose sur une hypothèse du surplomb que nous souhaitons ici exposer.

Ensuite, nous analyserons comment les études critiques en urbanisme ont reçu et utilisé les écrits de Michel Foucault afin d'approfondir cette hypothèse du surplomb. Dans les années 1980 et 1990, fascinés par les concepts de « pouvoir disciplinaire » et de « savoir assujettissant », des lecteurs de Foucault ont proposé une vaste relecture des échecs de l'urbanisme d'après-guerre et approfondi la dénonciation de l'urbanisme dit technocratique. En gros, pour eux, ce n'est pas seulement en raison de ses résultats mitigés en matière d'aménagement urbain et de vie sociale que l'urbanisme doit être critiqué, mais en raison du type de domination qu'il produit. Leurs écrits, dont un grand nombre font partie de ce qui a été convenu d'appeler le « tournant communicationnel » ou « participatif » en planification, s'inscrivent dans une perspective où l'étude de la forme urbaine est délaissée au profit d'une analyse du processus de planification et des dynamiques d'exclusion qui le traversent.

Finalement, au tournant du XXI^e siècle, James C. Scott offre ce qui est considéré comme la synthèse la plus complète de la critique de la planification. Dans *Seeing Like a State*, il utilise explicitement les idées de Foucault pour approfondir la critique de l'urbanisme orchestrée par Jacobs. Pour Scott, l'urbanisme représente l'extension d'un rationalisme débridé qui assujettit les conduites humaines en phagocytant les pratiques traditionnelles. Nous montrerons que ce récit historique est fondé sur la même hypothèse du surplomb qui se trouvait dans les premières critiques de l'urbanisme et surtout qu'il est le fruit d'un malentendu concernant le rôle de la critique dans les écrits de Michel Foucault. Si, comme Jacobs et Scott, Foucault invite à douter du récit héroïsant des premiers urbanistes, sa perspective méthodologique diffère en cela qu'il tente de se déprendre de tout présupposé anthropologique. Contrairement à Jacobs et Scott, il ne se situe donc pas dans une perspective évaluative; il ne cherche pas à distinguer ou expliquer les échecs de l'urbanisme, mais plutôt à établir, au moyen d'une démarche archéologique, les conditions de possibilité du regard classificatoire. En reprenant à notre compte cette méthode, nous souhaitons ici remettre en question la ligne de partage entre l'urbanisme orthodoxe – expression qu'utilise Jane Jacobs pour qualifier ses prédécesseurs – et le courant critique qu'elle amorce et que reprend Scott. En fait, nous allons montrer en conclusion de ce chapitre que ces deux discours – orthodoxe et critique – ont le même fondement, soit l'expérience de la ville en perte et de l'inhumanité de l'habitat humain. Nous soutiendrons que dans cette expérience se trouve l'*a priori* du regard urbanistique.

1.1 L'hypothèse du surplomb

De nos jours, personne ne remet en question l'idée selon laquelle l'urbanisme moderniste n'a pas rempli ses promesses : les grands ensembles et les barres d'habitation n'ont pas résolu le problème du logement et se sont avérés, pour la plupart, des milieux de vie ennuyeux, voire pathogènes, les tentaculaires réseaux d'autoroutes n'ont pas réglé les problèmes de congestion et ont eu des effets désastreux sur l'environnement, et les villes nouvelles n'ont pas recréé un esprit communautaire, mais sont plutôt devenues, dans la majorité des cas, de mièvres banlieues consuméristes. Bref, malgré toutes les promesses et les transformations orchestrées par l'urbanisme moderniste, l'aménagement de l'espace urbain apparaît, à l'ère de la crise environnementale, plus problématique que jamais. En pareilles circonstances, le rôle imparti à l'histoire semble être d'expliquer les échecs et de faciliter la découverte de nouvelles manières de faire. C'est, à tout le moins, ce à quoi une grande partie des études en urbanisme se consacre depuis les années 1960. En effet, une série de recherches et de théories, plus ou moins sophistiquées, se sont développées afin d'expliquer les ratés de l'urbanisme : délire technicien, idéologie de la croissance, tout-à-l'automobile, regard de l'État, les explications sont multiples. Un jugement semble pourtant partagé : l'urbanisme moderniste aurait fait preuve de démesure. Cette idée a le mérite d'expliquer les échecs et de marquer une rupture; grâce à une prise de conscience des dérives de la raison technicienne, notre époque marque sa différence. Contrairement à nos prédécesseurs, nous savons maintenant que tout projet d'urbanisme comporte des risques, le premier et le plus important étant de se surimposer violemment au vécu et au vernaculaire.

Devant la récurrence de ces affirmations, il nous apparaît que la critique de l'urbanisme fonctionne de manière analogue à ce que Michel Foucault a appelé « l'hypothèse répressive »¹ et contient ce que nous nommons une « hypothèse du surplomb ». Cette dernière, tout comme « l'hypothèse répressive », est une construction rhétorique qui sert de grille interprétative à partir de laquelle s'écrit l'histoire. Elle suppose une dichotomie fondamentale entre une « vue d'en haut », qui serait le propre de l'urbanisme technicien et que l'histoire aurait pour tâche de déconstruire, et une « vue d'en bas » qui s'attacherait plutôt à l'expérience des usagers,

¹ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 23-67.

expérience qui serait à la limite du représentable et dont la fonction serait essentiellement critique. Selon l'hypothèse du surplomb, toutes les débâcles de l'urbanisme moderne trouvent leur source dans cette volonté illusoire de quitter le chaos de la ville afin d'occuper une position de hauteur, position par excellence de la condescendance et de la domination. Bien intentionnés peut-être, les urbanistes auraient construit un monde clivé, fondé sur une position de hauteur et un mépris des gens ordinaires.

Selon cette hypothèse, l'urbanisme orthodoxe viserait essentiellement à imposer la souveraineté du regard surplombant, c'est-à-dire qu'il chercherait à organiser l'espace afin qu'il soit lisible autant de l'extérieur, pour une rationalité gouvernementale, que de l'intérieur, pour les usagers dont les conduites seraient alors sagement réglées. Le présupposé anthropologique de cette hypothèse est que pour atteindre la position de surplomb il faut faire violence à l'expérience vécue et au vernaculaire. L'hypothèse du surplomb soutient que l'urbanisme orthodoxe fonctionne par confiscation et réduction, c'est-à-dire que l'urbanisme comme discipline scientifique et outil de pouvoir se serait imposé en confisquant aux habitants leur droit de parole au profit de technocrates insensibles les gouvernant à distance. Il aurait alors, par le fait même, réduit significativement leur expérience de la ville. En somme, selon l'hypothèse du surplomb, l'urbanisme est le symptôme d'une domination politique couplée à une démesure scientiste, le tout causant une irréversible réduction de l'expérience humaine.

Pour les théoriciens du surplomb, la mise en place de ce pouvoir « scopique » se serait effectuée en conjonction avec les nombreuses innovations technologiques qui ont ponctué les deux derniers siècles. Ainsi, ce que Paul-Henri Chombart de Lauwe a appelé la découverte aérienne du monde, découverte étroitement liée aux développements des techniques militaires dans la première moitié du XX^e siècle, serait un moment clé dans la mise en place de la vue de surplomb. En 1939, Le Corbusier, le moderniste des modernistes, écrit :

L'avion nous a renseignés. L'avion a vu. L'avion accuse. Nous avons maintenant, par lui, la preuve enregistrée par la plaque photographique qu'il faut à tout prix sauver les villes. Il est un degré d'erreur qui ne peut plus être dépassé. Il est un moment où il faut secouer les êtres et la société de la torpeur, de la tristesse, du malheur. [...] L'avion découvre que des hommes ont bâti des villes non pas pour satisfaire les hommes, les rendre heureux, mais pour gagner de l'argent à leurs dépens. [...] L'avion instaure au suprême degré un état de conscience nouveau, un état

de conscience moderne. Il faut arracher les villes à leur malheur; il faut en détruire la part pourrie; il faut reconstruire d'autres villes².

Pour les partisans de l'hypothèse du surplomb, une telle affirmation démontre que l'urbanisme orthodoxe priorise la vision à distance obtenue par les médiations de la technique et en tire des ambitions démesurées. Assoiffé de connaissances, il serait engagé dans la course folle du progrès technologique. Telle une théologie négative, l'hypothèse du surplomb permet de réinterpréter toute innovation technologique comme le signe d'un asservissement et d'une mécanisation du comportement humain. De nos jours, la ville intelligente (« *smart city* ») dans laquelle des drones permettent d'obtenir un point de vue entièrement séparé de l'œil humain et des algorithmes enregistrent une réalité décomposée en données pour mieux faire fonctionner des machines est le nouveau cauchemar des théoriciens du surplomb³.

Dans la suite de ce chapitre, nous allons étudier la compréhension de l'urbanisme qui découle de cette hypothèse pour ensuite en montrer les limites. Cependant, notre objectif n'est pas d'affirmer que cette hypothèse a tout faux, comme si l'urbanisme n'avait jamais fait preuve d'une fascination pour les grands plans et les vues synoptiques et que ceux-ci n'avaient pas d'effets sur les relations de pouvoir. Nous nous opposons plutôt à cette tentation de faire du surplomb le point de départ et d'arrivée de toute histoire et de toute étude de l'urbanisme. Nous reprenons ainsi les idées de Foucault concernant l'hypothèse répressive : « Je ne dis pas que l'interdit du sexe est un leurre; mais que c'est un leurre d'en faire l'élément fondamental et constituant à partir duquel on pourrait écrire l'histoire de ce qui a été dit à propos du sexe à partir de l'époque moderne⁴. » Foucault affirme qu'il existe quatre manières de remettre en doute l'hypothèse répressive. Nous pouvons interroger sa valeur historique, sa valeur politique, la rupture qu'elle suppose entre le discours orthodoxe et la critique et le bénéfice qu'elle procure au locuteur. Procédant de cette manière, nous souhaitons ici démontrer que l'hypothèse du surplomb ne correspond pas exactement à la réalité historique du discours urbanistique, qu'elle ne décrit pas correctement son fonctionnement dans les structures de pouvoir dans l'après-

² Le Corbusier, *Sur les 4 routes*, Paris, Éditions Denoël, 1970, p. 150-151.

³ Les exemples de dénonciation de la ville intelligente sont nombreux. Mentionnons ici seulement la conférence *Smart City and Instrumental Rationality in the 21st Century* donnée par une des premières lectrices de Foucault en études urbaines, Christine Boyer, le 18 décembre 2015 à l'Université Européenne de St-Petersburg.

⁴ Michel Foucault, *La volonté de savoir*, *op. cit.* p. 20-21.

guerre, qu'elle surévalue la rupture entre l'urbanisme orthodoxe et le discours critique et qu'elle apporte une importante prime à ceux qui l'utilisent.

1.1.1 La subjectivité brimée ou le revers transcendantal de l'hypothèse du surplomb

Dans de très élégants passages, Georges Didi-Huberman soutient que la tradition philosophique se divise en deux groupes. D'un côté, il y aurait ceux qui s'élèvent pour mieux penser et qui s'éloignent pour mieux voir, et de l'autre, ceux qui acceptent de se pencher sur le réel. D'un côté, l'orgueil du Concept qui prétend tout saisir, de l'autre, une conceptualisation humble et risquée, qui tente de se rapprocher de l'expérience sensible. Reprenant les idées des phénoménologues Erwin Strauss et Maurice Merleau-Ponty, Didi-Huberman soutient que la pensée surplombante n'implique pas nécessairement une distance physique, mais une distance comme mode d'interaction, comme manière de saisir les objets du monde. La *vue surplombante* « suppose un sujet établi dans la posture de dominer ce qu'il considère. » Elle « fixe le monde et l'*objectivise* en coordonnées mesurables, explicitables (géographiques ou géométriques, par exemple) qui transforment l'objet vu en quelque chose de "mieux vu"⁵. » Ainsi, elle tient toutes les choses vues à distance stable afin de les replacer sur un même plan. À l'opposé, la *vue embrassante*, celle qui accepte de se pencher, « se soumet à un monde mouvant et se *subjectivise* en expériences intérieures.⁶ » Elle s'ouvre aux imprévus et aux distances friables et incertaines, et laisse remonter les objets inconnus et les souvenirs. En bref, le regard penché serait le seul à même de dévoiler la complexité et la richesse de l'existence humaine.

Selon nous, le geste de Didi-Huberman est tout à fait typique de l'hypothèse du surplomb : la dénonciation du mépris et de la condescendance de la vue d'en haut sert toujours, ultimement, à démontrer les qualités de ceux qui se penchent. Au sujet abstrait et délié s'oppose toujours un sujet vivant et engagé, un sujet plus riche et plus vrai, sujet qui est brimé par la vue de haut. L'hypothèse du surplomb se situe donc résolument dans la perspective du dévoilement. Selon celle-ci, l'urbanisme orthodoxe souhaite réorganiser la ville à partir d'un sujet abstrait, c'est-à-

⁵ Georges Didi-Huberman, « Penser perché », dans Angela Lampe (dir.), *Vues d'en haut*, Paris, Centre Pompidou-Metz, 2013, p. 202.

⁶ *Ibid.*

dire d'une projection illusoire des besoins humains. Que ce sujet prenne la forme du modulator de Le Corbusier, cette « mesure harmonique à l'échelle humaine applicable universellement à l'architecture et à la mécanique », ou d'une demande agrégée et anticipée établie à partir d'enquêtes de terrain et de sondages, l'ambition dénoncée est la même : reconstruire la ville en fonction d'un sujet établi par des procédures techniques. Selon l'hypothèse du surplomb, ce sujet est un fantasme abstrait de la raison et pour le démontrer, elle propose une plongée dans le vécu. La tâche de la critique est ainsi de mettre en lumière ce qui a été violenté ou laissé pour contre par l'action planificatrice. Cette découverte joue le rôle d'un rappel anthropologique : l'objectif de la critique est de montrer que la capacité du regard planificateur à saisir le réel est finie et incomplète.

Or, en refusant d'établir les limites du regard et de la connaissance *a priori*, l'hypothèse du surplomb se condamne à une régression *ad infinitum* de la description empirique. Le dévoilement de l'illusion planificatrice est une tâche toujours à refaire. Tant que l'on continuera à penser que le rôle de la critique est de dévoiler une distinction entre l'« en haut » et l'« en bas » elle n'aura jamais dit son dernier mot. Ainsi, bien loin de mettre un terme à la volonté de savoir, l'hypothèse du surplomb la fait tomber dans une régression anthropologique où chaque résidu d'expérience vécue peut servir à montrer les effets du pouvoir de la rationalité planificatrice sur la subjectivité humaine. L'importance de l'enquête de terrain est alors redoublée : elle doit retrouver le sujet blessé, résistant, qui lui seul permet une connaissance réelle des effets et limites de l'action planificatrice. Or, penser qu'un sujet fini, retraçable dans l'expérience, offre la vérité des limites du pouvoir de connaître, voilà ce que Michel Foucault, dans *Les mots et les choses*, appelle le « sommeil anthropologique ». Pour Foucault, l'idée selon laquelle il serait possible, à partir d'une description fine de la réalité humaine, de dévoiler les méprises de la raison constitue une manière de valoriser les sciences humaines et surtout un signe de la persistance du discours kantien de la finitude. En reprenant Foucault, nous souhaitons montrer que l'hypothèse du surplomb demeure prise dans une analytique de la finitude et un discours instituant et que, par le fait même, elle partage beaucoup plus avec le discours urbanistique qu'elle dénonce qu'il n'y paraît à première vue.

1.2 L'histoire de l'urbanisme et la révolte contre la planification

Dans un article clé de 1981 intitulé « Why Planning History? », Anthony Sutcliffe prend pour exemple les écrits de Patrick Abercrombie et Patrick Geddes et écrit : « Planning history has been around as long as planning⁷. » Pourtant, il ajoute qu'une nouvelle forme de réflexivité historique émerge dans les années 1960 et 1970, suite à la crise de confiance qui affecte l'urbanisme. D'une histoire dominée par ce qu'il appelle le paradigme libéral-progressiste, on assiste alors à l'émergence de ce que nous appelons l'histoire critique, une histoire qui vise explicitement à critiquer les mythes que colportaient les premiers urbanistes et à contextualiser leurs actions⁸. Avant les années 1960, l'histoire de l'urbanisme est écrite principalement par des praticiens, des architectes ou des historiens généralistes, et elle se confond, en partie du moins, avec l'histoire des villes. Dans les premiers écrits produits à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'urbanisme est présenté comme une compétence concomitante à l'existence de toute une ville. Bien sûr, ces écrits ne vont pas jusqu'à affirmer qu'il y aurait eu, dans toute ville, des spécialistes urbanistes, comme si l'existence de soins du corps impliquait *ipso facto* l'existence de médecins. L'explication avancée alors est moderniste et fonctionnaliste : la complexification de l'habitat humain à la suite de l'industrialisation aurait produit des problèmes tels qu'une classe de spécialistes issus de différentes professions – notamment l'architecture, l'arpentage, la médecine et l'ingénierie – aurait eu pour spontanément la tâche de les régler. En somme, avant les années 1960, l'urbanisation, perçue comme incontrôlable et dangereuse, explique et justifie à elle seule l'avènement des urbanistes, ces spécialistes de la planification et de l'aménagement des villes qui, grâce à leur savoir, viennent sauver la ville industrielle de ses maux.

La perspective historique sur l'urbanisme change cependant complètement avec ce que Robert Fishman a appelé la « révolte contre la planification⁹ ». La décennie qui suit la fin de la Seconde Guerre est marquée par le discours du déclin des villes et par celui de la reconstruction,

⁷ Membre fondateur du Planning History Group, Sutcliffe est un acteur essentiel dans l'institutionnalisation de l'histoire de l'urbanisme au niveau mondial. Anthony Sutcliffe, « Why planning history? », *Built Environment*, vol. 7, n° 2, 1981, p. 65-67.

⁸ Anthony Sutcliffe (dir.), *The Rise of Modern Urban Planning 1800-1914*, London, Mansell, 1980.

⁹ Robert Fishman, « The Anti-Planners : the Contemporary Revolt against Planning and its Significance for the Modern World », dans Gordon Cherry (dir.), *Shaping an Urban World*, London, Mansell, 1980, p. 243-252.

discours qui permet de mettre de côté les vieux conflits et qui laisse toute la place à l'expérimentation et aux grands projets. Or, rapidement, il apparaît que la rénovation urbaine donne des résultats mitigés. Émerge alors, à partir de la fin des années 1950, dans les marges de la critique architecturale, de la sociologie, de l'analyse des politiques publiques et de la politique locale, un discours qui vise à interroger la valeur, les présupposées et les conséquences de l'urbanisme d'après-guerre. Ouvertement critique, ce discours remet en question le récit rationaliste et progressiste selon lequel l'urbanisme serait une force essentiellement positive.

La problématisation de la planification urbaine change alors complètement de ton : de « comment la ville devrait-elle être réaménagée? » le questionnement devient « pourquoi l'urbanisme échoue-t-il? ». Les anti-planificateurs – terme que Fishman utilise pour nommer cette nouvelle génération d'intellectuels qui se saisissent du problème de la planification urbaine dans une perspective critique – soutiennent que l'urbanisme d'après-guerre a échoué à améliorer la ville. C'est dans ce contexte que la distinction conceptuelle entre urbanisme et ville se creuse; cela est important, car c'est uniquement une fois cette distinction pleinement réalisée qu'est possible une analyse et une histoire critique de l'urbanisme comme pratique spécialisée.

Cela dit, loin d'être complètement sourds à la critique, plusieurs urbanistes ont en fait – et souvent à leur grand désarroi – favoriser l'émergence de ces remises en question radicales. Habités à critiquer et à discourir sur les échecs, les urbanistes cherchent depuis la fin du XIX^e siècle des explications à l'état lamentable des villes industrielles. Ainsi, quand Jane Jacobs remarque des failles dans les projets de rénovation urbaine, sa critique est saluée par de nombreux acteurs du milieu. Son idée de « lien manquant » et sa description fine de la vie urbaine font grand bruit¹⁰. En 1958, après avoir publié dans *Fortune* « Downtown is for People », un article qui deviendra rapidement un classique, elle reçoit une bourse de la fondation Rockefeller afin d'écrire un livre sur la ville (*Death and Life of Great American Cities*). Chadbourne Gilpatric, directeur associé à la fondation Rockefeller, octroie cette bourse à Jacobs après avoir reçu de nombreux commentaires élogieux la concernant, notamment de la part de

¹⁰ « *The missing link in city Redevelopment* » est le titre d'un article de Jacobs publié dans le *Architectural Forum* en 1956 dans lequel elle présente le rôle sous-estimé des petits commerces de quartier dans la vie urbaine. Voir Jane Jacobs, *Vital Little Plans. The Short Works of Jane Jacobs*, New York, Random House, 2016, p. 70-75.

Lewis Mumford et Catherine Bauer¹¹. Or, ces deux mêmes urbanistes seront passablement écorchés dans les premiers chapitres du livre de Jacobs, ce qui laisse penser, à tort, que le tournant critique en urbanisme est l'œuvre d'*outsiders* sans ressources. Afin de nuancer cette perspective et de montrer les tenants et aboutissants du tournant critique en histoire de l'urbanisme, nous allons nous attarder sur cet ouvrage essentiel qu'est *Death and Life of Great American Cities*.

1.2.1 Jane Jacobs : la formation d'une nouvelle sensibilité

Essayiste formée sur le tas, sans formation directement dans le domaine de l'architecture ou de l'urbanisme, Jane Jacobs n'a pas un parcours typique¹². Après avoir grandi à Scranton, une petite ville de Pennsylvanie, elle déménage à New York à l'âge de 16 ans, en 1934, où elle trouve quelques contrats d'écriture à la pige. Elle fait aussi un bref passage à Columbia University lors duquel elle rédige une dissertation sur les propositions rejetées lors de la convention constitutionnelle de 1787. Puis, elle travaille au United States Office of War Information pendant la guerre. Cette expérience l'amène par la suite à écrire pour *Amerika*, une revue de propagande américaine distribuée en URSS au début de la guerre froide.

Quoique son intérêt pour les questions urbaines puisse être retracé dès ses premiers écrits¹³, c'est au *Architectural Forum* où elle est engagée en 1952 qu'elle développe son regard sur l'aménagement des villes et les politiques urbaines. En 1955, elle se voit confier le sujet de la rénovation urbaine, ce qui lui permet de réaliser une série de visites de sites en rénovation et des entretiens avec les architectes et les urbanistes impliqués dans ces projets. Loin d'énoncer un jugement négatif sur la rénovation urbaine, les premiers textes de Jacobs y sont plutôt favorables. Par exemple, elle se montre enthousiaste face au travail de Ed Bacon à Philadelphie, qu'elle décrit comme un « *pavement pounder* » et face à celui de Victor Gruen – un architecte qui

¹¹ Peter L. Laurence, *Becoming Jane Jacobs*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 256. L'interprétation de *Death and Life of Great American Cities* que nous présentons dans la prochaine section doit énormément à l'excellent travail de Peter L. Laurence, qui montre bien à quel point Jacobs était intégrée dans le milieu de l'urbanisme américain à la fin des années 1950.

¹² Précisons cependant qu'en 1944 Jacobs épouse un architecte, Robert Hyde Jacobs Jr., ce qui lui a probablement donné accès à certaines connaissances.

¹³ Jane Jacobs, *Vital Little Plans*, *op. cit.*

travaille au même moment à la création et la diffusion du modèle des « *shopping malls* » – qui, selon elle, a présenté un magnifique plan pour le réaménagement favorisant la piétonnisation du centre-ville de Fort Worth¹⁴. Engagés dans l'amélioration des conditions de vie en milieux urbains, ces urbanistes démontrent une sensibilité et une créativité admirables écrit-elle.

3 Jane Jacobs lors d'une conférence en 1958



Photo prise lors de la conférence à l'Université de Pennsylvanie sur « Urban Design Criticism » en 1958. On retrouve de gauche à droite : William C. Wheaton, Lewis Mumford, Ian McHarg, John B. Jackson, David A. Crane, Louis Kahn, G. Holmes Perkins, Arthur C. Holden, Leslie Cheek Jr., Catherine Bauer, Chadbourne Gilpatric, Eleanor Larrabee, Jane Jacobs, Kevin Lynch, Gordon Stephenson, Nanine Clay, I.M. Pei. Image prise par Grady Clay. Reproduite dans Peter L. Laurence, *Becoming Jane Jacobs*, *op. cit.*, p. 259.

Le ton des articles de Jacobs change cependant rapidement. En juin 1956, elle écrit « The Missing Link in City Redevelopment », un article dans lequel elle appelle les urbanistes à être plus attentifs à ce qui fait la vitalité de la vie sociale et commerciale des villes et, conséquemment, à cesser d'être fascinés par la banlieue et la reconstruction *tabula rasa*. Un des moments clés de ce tournant est sa visite du projet de rénovation urbaine de East Harlem, à New York, en compagnie du travailleur social William Kirk. Elle remarque alors que la disparition de petits commerces jugés insignifiants par les urbanistes risque de détruire toute la vitalité du quartier. Elle s'indigne que l'on n'ait été capable de reconnaître l'importance de ces commerces qu'une fois qu'ils ont disparu¹⁵. À partir de ce moment, une série de nouvelles questions émergent : comment se fait-il que l'urbanisme échoue à la tâche? Que lui manque-t-il? Le

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*, p. 70.

problème du regard et des conditions de possibilité de la visibilité devient alors central, et Jacobs se lance dans une grande entreprise : démontrer que ses prédécesseurs n'ont pas réussi à saisir, par l'observation, ce qui fait la grandeur et la vitalité des villes. Ses articles obtiennent alors de plus en plus de visibilité et elle est invitée par William H. Whyte à écrire pour un dossier spécial dans *Fortune*, revue qui appartient au même groupe que le *Architectural Forum*. Suite à cela, supportée par une grande partie du milieu de l'urbanisme américain, elle obtient une bourse de la fondation Rockefeller, fondation très impliquée dans la recherche sur les questions urbaines, notamment dans la création du *urban design*, une nouvelle discipline avec laquelle Jacobs a plusieurs atomes crochus.

En gros, *Death and Life of Great American Cities*, a deux objectifs : analyser les erreurs des premiers urbanistes et montrer la voie à suivre pour ne pas les reproduire. Dans un ouvrage récent, Peter L. Laurence soutient que Jacobs peut être comprise comme une « néofonctionnaliste », car elle demeure attachée au projet de comprendre le fonctionnement de la ville¹⁶. En effet, Jacobs ne remet pas en cause l'ambition d'améliorer et d'embellir les villes grâce à une meilleure connaissance de leur fonctionnement, mais plutôt la méthode et les représentations qui ont guidé les premiers urbanistes. En fait, le livre de Jacobs se présente comme un ensemble de prolégomènes à un bon usage de l'urbanisme, ou, autrement dit, comme une critique de l'urbanisme au sens kantien. *Death and Life* cherche à établir les conditions de possibilité d'un savoir sur la ville et à montrer que le savoir des premiers urbanistes n'était que de la pseudo-science. Pour ce faire, Jacobs commence par exposer ce qui cloche dans la planification urbaine et utilise à cette fin l'histoire récente. La recherche historique dans *Death and Life* conserve donc une parenté avec ce que l'on retrouve dans les premiers traités d'urbanisme : elle vise à montrer les vicissitudes et les erreurs du passé. La différence se trouve dans la thèse expliquant ces erreurs. Pour Jacobs, le problème n'est pas l'absence de planification, mais le dégoût pour la grande ville moderne que manifestent ceux qui en planifient la réorganisation. Ce constat rappelle l'idée de Walter Benjamin qui a écrit, dans les années 1930, que la foule urbaine a dégoûté les premiers à l'avoir prise en considération. C'est le cas, exemplaire, de Friedrich Engels, qui soutient que « la cohue des rues a déjà, à elle seule, quelque

¹⁶ Peter L. Laurence, *Becoming Jane Jacobs*, op. cit., p. 11.

chose de répugnant, qui révolte la nature humaine¹⁷. » De même, dans *The Intellectual Versus the City*, un livre publié un an après celui de Jacobs et ayant obtenu le soutien du Joint Center for Urban Studies du M.I.T., Morton et Lucia White soutiennent que la grande tradition intellectuelle américaine, de Franklin et Jefferson jusqu'à William James et John Dewey, est marquée par une haine de la grande ville et un idéal de la communauté basé sur le monde agricole et les petites villes. Selon eux, les urbanistes les plus connus de l'époque, tels Frank Lloyd Wright et Lewis Mumford, seraient les héritiers d'une longue tradition de rejet de la grande ville, idée tout à fait compatible avec l'analyse de Jacobs.

Pour Jacobs ce qui pose problème n'est donc pas l'état de la ville comme tel, mais les idées et les structures perceptives des urbanistes. Dans cette perspective, l'émergence de l'urbanisme professionnel ne s'explique alors plus par l'évolution de la ville et de l'urbanisation, mais bien par l'évolution des représentations et des perceptions de la ville, une idée relativement nouvelle, mais qui se diffuse rapidement. En bref, la thèse de Jacobs est que l'urbanisme tel qu'il se pratique à l'époque provient d'un dégoût pour la grande ville moderne et d'une volonté démesurée de la réaménager réformer, ce qui expliquerait ses échecs récurrents. Elle soutient que la conception de la ville des premiers urbanistes, Ebenezer Howard et Le Corbusier en tête, est erronée. Aveuglés par le dégoût, ceux-ci n'ont pas su saisir ce qui fait la vitalité d'une ville et en favorise la croissance. Ils ont, pour reprendre les mots d'André Corboz, fui la grande ville et se sont réfugiés dans des modèles abstraits¹⁸. Pour Jacobs, la profession d'urbaniste s'est constituée sur cette base en orthodoxie dont les idées directrices n'ont pas beaucoup évolué. Par un tour de passe-passe, les deux modèles apparemment antithétiques de la petite ville jardin entourée d'une ceinture verte de Howard et de la grande ville radieuse construite en hauteur de Le Corbusier se sont fondus dans le même modèle, assez flexible, d'une grande ville construite en hauteur au centre et ceinturée en périphérie par de petites communautés suburbaines.

Telle l'image de la colombe qui préférerait voler dans un espace libre d'air que Kant utilise pour illustrer les dérives de la raison, Jacobs soutient que les urbanistes préféreraient planifier

¹⁷ Friedrich Engels, « Les grandes villes », dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions Sociales, 1975, p. 60.

¹⁸ André Corboz, « L'urbanisme du XX^e siècle : esquisse d'un profil », dans *De la ville au patrimoine urbain : histoires de forme et de sens*, Montréal, PUQ, 2009, p. 245-255.

dans un espace où il n'y a pas de ville¹⁹. Volant vers les hauteurs de l'abstraction, ceux-ci se forgent une idée complètement théorique et utopique des besoins humains. Le tort fondamental des urbanistes est qu'ils préfèrent leurs plans surplombant à la ville réelle, celle d'en bas, qui s'observe et s'expérimente à hauteur d'homme. Se confortant dans cette position de surplomb, ils entreprennent de faire des plans uniquement pour la qualité et la beauté intrinsèques de ceux-ci. Jacobs affirme : « planning done for the sake of planning itself is deadly stuff²⁰. » Selon elle, les grands plans synoptiques, quoique très élégants d'un point de vue strictement théorique, produisent, dans la pratique, la centralisation du pouvoir, la standardisation de l'espace et, finalement, l'ennui. Ces plans relèvent de l'utopie et accordent une importance et une autorité démesurées au créateur : « As in all Utopias, the right to have plans of any significance belonged only to the planner in charged²¹. » Devant cette démesure démiurgique, les habitants, qui se voient privés de leur pouvoir de planifier, ne peuvent que ressentir une dépossession et un profond ennui, soutient-elle.

En somme, on pourrait dire que tout le discours critique de Jacobs se fonde sur l'opposition entre le point de vue surplombant de l'urbaniste orthodoxe et le point de vue d'en bas de l'habitant. Selon elle, il faut ramener les urbanistes sur terre et les obliger à ancrer leurs idées dans des observations concrètes. Jacobs s'attarde à montrer que les idées qui justifient les grands projets de rénovation urbaine n'ont aucun fondement empirique ou scientifique. Elle remet en question l'ensemble des principes qui guident les projets de rénovation urbaine, que ce soit la séparation fonctionnaliste des usages, la réduction de la densité du bâti au sol, ou le retrait des enfants de la rue. Tous ces principes sont erronés, car ils s'attaquent à la nature même de la ville. Selon elle, l'urbanisme peut améliorer la ville, mais pas en changer la nature. Les urbanistes doivent saisir cette limite, c'est-à-dire qu'ils doivent s'appuyer sur une observation concrète de la ville afin d'entreprendre des actions susceptibles de réussir.

Mais plus important encore, dans *The Death and Life of Great American Cities* Jane Jacobs fabrique littéralement un personnage conceptuel au sens de Deleuze et Guattari, soit celui du

¹⁹ Voir citation de Kant en exergue de la thèse, p. 17.

²⁰ Jane Jacobs, *Vital Little Plans*, op. cit., p. 239.

²¹ Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961, p. 17. Ce rejet de l'utopie peut sembler assez typique dans le contexte de la guerre froide et, quoiqu'en dise Peter L. Laurence, cette position n'est pas très loin de celles défendues par les libéraux comme Karl Popper. Voir Peter L. Laurence, *Becoming Jane Jacobs*, op. cit., p. 289-296.

vilain urbaniste – aussi appelé urbaniste orthodoxe ou urbaniste technocrate. Dans une des premières recensions du livre, le directeur de l’American Society of Planning Officials, Dennis Harrow écrit : « Within the past few months, planners have been transformed from relatively harmless people who really didn’t bother anyone very much to a group of arch villains who are callously and systematically destroying civilization in this country²². » Dans un même mouvement, Jacobs rend visible un « en haut » où des urbanistes conçoivent des plans surplombants et un « en bas » toujours en danger parce que mécompris par ces derniers. Jamais auparavant la figure de l’urbaniste n’était apparue sous un tel éclairage.

Pour cette raison, Jane Jacobs devient rapidement le nom propre du dispositif historiographique, maintenant dominant, qui consiste à focaliser sur les erreurs des urbanistes afin de proposer une nouvelle manière de faire, plus proche du vernaculaire et plus respectueuse des habitantes et des habitants. En effet, si le livre de Jacobs a été initialement reçu avec beaucoup de réticence par le milieu de l’urbanisme, il est aujourd’hui considéré comme un monument incontournable²³. Il a engendré d’innombrables commentaires et reprises et est

²² Dennis Harrow, « Jacobin Revival », dans Max Allen (dir.), *Ideas That Matter. The Worlds of Jane Jacobs*, Owen Sound, Ginger Press, 1997, p. 9.

²³ Si les grands mandarins de l’urbanisme ont initialement reçu *Death and Life of Great American Cities* avec réticence et ne se sont pas retenus d’en faire une critique extensive – ceux-ci il va sans dire se sentaient attaqués par ce pamphlet incendiaire – il faut cependant ajouter qu’ils ont pour la plupart reconnu dans ce livre une œuvre originale, qui avait le potentiel de transformer leur discipline. Lewis Mumford, alors un des essayistes les plus en vue aux États-Unis, fut de loin le plus vindicatif. Dans « Mother Jacobs Home Remedies » publié dans le *New Yorker* le 1^{er} décembre 1962, il écrit : « Some of her boldest proposals, indeed, rest on faulty data, inadequate evidence, and startling miscomprehensions of views of hers. » [Reproduit sous le titre « Home Remedies for Cancer », dans Donald Miller (dir.), *The Lewis Mumford Reader*, New York, Pantheon, 1986, p. 187] Malgré tout, il affirme : « Mrs. Jacobs’ criticism established her as a person to be reckoned with. Here was a new kind of “expert,” very refreshing in current planning circle. » [*Ibid.*] Ce jugement fait écho à celui énoncé quelque mois plus tôt dans le *New York Times* par le très en vue professeur du MIT Lloyd Rodwin. Ce dernier affirme que *Death and Life of Great American Cities* a le potentiel de devenir le livre le plus influent dans le domaine de l’urbanisme depuis *Culture of Cities* de Mumford, même s’il est truffé d’erreurs : « In short, except to the miscellaneous victims and the academic purists, it won’t matter that what this author has to say isn’t always fair or right or “scientific.” » [« Neighbors are Needed », *New York Times*, November 5, 1961] Ajoutant aux critiques, le grand sociologue de Columbia spécialisé dans les questions urbaines, Herbert Gans, soutient que, si sa description des quartiers ouvriers est salutaire, Jacobs accorde une importance démesurée au bâti et à sa visibilité, ce qui la rend aveugle aux autres dimensions des problèmes urbains, notamment aux enjeux liés aux iniquités économiques et à la discrimination raciale [Herbert J. Gans, « Urban Vitality and the Fallacy of Physical Determinism », dans *People, Plans, and Policies*, Chichester, Columbia University Press, 1993, p. 33-43.]. Hans Blumenfeld, un expert européen immigré en Amérique dont il sera abondamment question dans cette thèse, affirme quant à lui que Jacobs mésestime l’importance du plan d’ensemble. Cependant, comme les autres grandes pointures du monde de l’urbanisme, il reconnaît l’importance de son travail et soutient qu’elle fait preuve de quelque chose qui manquait aux urbanistes : « a sensitive understanding of human beings ». [Hans, Blumenfeld, *The Modern Metropolis: Its Origins, Growth, Characteristics, and Planning. Selected Essays*, Cambridge, MIT Press, 1971, p. 189] Sur la réception

maintenant présenté dans tous les manuels et tous les cours d'introduction à l'urbanisme²⁴. Ainsi, avec Jacobs, une manière de raconter l'histoire de l'urbanisme s'est constituée et une image du passé s'est figée. Il suffit de regarder n'importe quelle périodisation de l'histoire de l'urbanisme pour se rendre compte que la dénonciation du caractère fonctionnaliste et technocratique de l'urbanisme d'après-guerre est une convention bien établie. Dans la plupart des grands récits concernant l'histoire de l'urbanisme, la description critique de l'urbanisme d'après-guerre de Jane Jacobs est reprise. Le fait qu'elle se soit impliquée activement dans la défense du Washington Square et du quartier Greenwich Village où elle habite au moment où elle a écrit son grand livre, a évidemment contribué à en faire une figure légendaire. Ses batailles contre les projets autoroutiers soutenus par Robert Moses, souvent présenté comme un entrepreneur politique tout puissant, ont marqué le monde de l'urbanisme et force est d'admettre que la manière dont on raconte aujourd'hui les batailles contre la rénovation urbaine reflète une victoire quasi totale de la perspective historiographique de Jacobs²⁵.

Il est important de noter que les idées de Jacobs entrent en résonance avec le travail de plusieurs sociologues, historiens et politologues des années 1950 et 1960, ce qui explique en grande partie leur succès. En effet, Jacobs prononce sa charge contre les idéaux réformateurs de l'urbanisme fonctionnaliste au moment même où la représentation des quartiers ouvriers centraux en espaces déshumanisants et anomiques auxquels personne n'est attaché commence à être contestée. Dans différents contextes nationaux, plusieurs recherches sociologiques montrent, au contraire, que les quartiers ouvriers sont des lieux riches en interactions sociales²⁶. Conséquemment, on commence à voir que les travaux de rénovation urbaine peuvent avoir des effets disruptifs imprévus sur la vie sociale. Ainsi, suite à ces enquêtes, l'écart entre les représentations surplombantes des premiers urbanistes et la réalité sociale d'en bas ne devient, pour les théoriciens critiques, que plus manifeste.

mitigée du livre de Jacobs dans les cercles d'experts voir Robert Kanigel, *Eyes on the Street. The Life of Jane Jacobs*, New York, Alfred A. Knopf, 2016. p. 223.

²⁴ Pour un aperçu des débats voir Max Page et Timothy Mennel (dir.), *Reconsidering Jane Jacobs*, Chicago, American Planning Association, 2011.

²⁵ Preuve que ce récit fait maintenant partie de la culture populaire, il fait fréquemment l'objet de livres et de représentation culturelle. Par exemple, il a été le sujet, en 2016, d'un documentaire grand public, *Citizen Jane. Battle for the City*, et, en 2017, d'un roman graphique, *Robert Moses. Le maître caché de New York* [Pierre Christin et Olivier Balez, Grenoble, Glénat].

²⁶ Christian, Topalov, « "Traditional Working-Class Neighborhoods": An Inquiry Into the Emergence of a Sociological Model in the 1950s and 1960s », *Osiris*, vol. 18, n° 1, 2003, 212-33.

Dans le même mouvement d'idées, des historiens de gauche voulant prendre leur distance du marxisme orthodoxe, tel E. P. Thompson – un auteur auquel James C. Scott empruntera plusieurs idées, notamment celle d'économie morale –, s'attardent à décrire la richesse morale du monde ouvrier et les conséquences perturbantes et irréversibles du modernisme, qu'ils associent à un mode de vie individualiste et petit-bourgeois. Conséquemment, comme l'a montré Becky Nicolaidis, on assiste, en urbanisme et en sciences sociales, à un véritable déplacement de l'enfer. Autrefois située au centre des grandes villes industrielles considérées impersonnelles et crasseuses, l'image de l'enfer migre alors vers la banlieue petite-bourgeoise²⁷. Dans les années 1960, une nouvelle sensibilité théorique se développe chez les penseurs de gauche, selon laquelle la banlieue planifiée évoquerait un monde individualiste et productiviste et le quartier ouvrier, peuplé de gens modestes, d'immigrants, d'étudiants et d'artistes, une communauté authentique, vivante et tolérante²⁸. En fait, on pourrait même dire que les principes que valorise Jacobs trouvent leurs origines dans l'expérience des quartiers ouvriers au centre des villes américaines et se construisent dans une opposition frontale avec les nouvelles banlieues bourgeoises. Par exemple, contre la ségrégation des usages typiques de nouveaux secteurs résidentiels, elle soutient qu'il est préférable de stimuler la mixité des usages et de varier l'âge des bâtiments et, contre l'idée largement défendue selon laquelle il faudrait multiplier et ségréger les espaces verts afin que les enfants puissent jouer en toute sécurité dans les parcs, elle affirme qu'il faut plutôt faire de la rue un espace de vie, de jeu et de rencontres afin de favoriser la vie communautaire et l'auto-surveillance dans les quartiers résidentiels. En somme, si la pensée des premiers urbanistes trouve ses origines dans le dégoût que produit la

²⁷ Becky Nicolaidis, « How Hell Moved From the City to the Suburbs », dans Kevin M. Kruse, et Thomas J. Sugrue (dir.), *The new suburban history*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, p. 80-98.

²⁸ Par exemple, selon Mike Davis, l'expérience de l'exil à Los Angeles, cette ville-banlieue par excellence, aurait été déterminante dans le parcours des théoriciens critiques de l'école de Francfort. Selon lui, sous la plume des exilés européens : « Los Angeles became increasingly symbolized as an « anti-city », a Gobi of suburbs. [...] their collective melancholia was also a reaction to the landscape. With few exceptions they complained bitterly about the absence of a European (or even Manhattan) *civitas* of public places, sophisticated crowds, historical auras and critical intellectuals. » Voir *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles (New Edition)*, New York, Verso Books, 2006, p. 47. De même, dans le plan témoin *Montréal Horizon 2000*, que nous analyserons dans le dernier chapitre de la thèse, les villes américaines ultra-étendues servent de contre-exemples à éviter.

foule urbaine bigarrée des centres-villes, celle de Jacobs et des anti-planificateurs trouve sa genèse dans l'expérience ennuyante, voire mortifère, des espaces planifiés en périphérie²⁹.

De plus, il faut aussi voir qu'il existe une parenté d'idées entre la critique de l'urbanisme de Jacobs et la critique du rationalisme qui se développe au même moment dans le domaine de l'analyse des politiques publiques et qui donne naissance au courant dit de la « rationalité limitée ». À ce moment, plusieurs auteurs, notamment Herbert Simon, James March et Charles Lindblom, s'attardent à montrer qu'une vue synoptique d'un problème politique est irréaliste. Selon eux, il est impossible de connaître l'ensemble des déterminants d'un problème et d'évaluer l'ensemble des solutions possibles. Toute décision est biaisée par des limites cognitives, temporelles, sociales ou matérielles. Or, l'illusion fréquente chez les experts et professionnels des politiques publiques consiste à croire qu'il n'existe pas de limites à la rationalité et au pouvoir de connaître et conséquemment à penser que les problèmes politiques se règlent avec plus de rationalité et de connaissances. Pour cette raison, les planificateurs sont accusés de faire preuve d'ambitions démesurées et de dramatiser outrageusement l'absence de rationalité des politiques publiques. Pour Lindblom, la plupart des politiques publiques ne se justifient que par des croyances, des conventions, des conflits, des compromis ou des règles dont la valeur ne dépend que de leur usage traditionnel. Et cela n'est pas, selon lui, une raison de s'indigner et de tout réformer. Au contraire, que la politique relève de la négociation et de la tradition facilite selon lui le débat démocratique et empêche les dérives technocratiques³⁰.

²⁹ À ce propos Susan Fainstein écrit : « Thus, just as in the nineteenth century, when revulsion against the squalor of the manufacturing city stimulated the modern planning movement, distaste for the form the city had taken and an idealized image of a desirable future city spurred efforts at reform. The reform movement was attacking the prevailing rational or quasi-rational model on two grounds : first, it was a misguided process; and second, it produced a city that no one wanted. », « Planning Theory and the City », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 25, n° 2, 2005, p. 124.

³⁰ James C. Scott reprend plusieurs idées de Lindblom qu'il couple avec celles de Jacobs, produisant une synthèse inédite et transdisciplinaire.

1.2.2 Françoise Choay : spécialisation du langage et dépossession anthropologique

Dans les années subséquentes, la critique de l'urbanisme se diffuse rapidement, autant dans les cercles militants que dans le monde de la recherche spécialisée et de la pratique professionnelle³¹. Par exemple, Françoise Choay, une des premières historiennes de l'urbanisme en France, présente une virulente critique du langage spécialisé de l'urbanisme dans *L'urbanisme, utopies et réalités*, une anthologie des textes importants de cette discipline qu'elle publie en 1965³². De son propre aveu, ce livre visait à dénoncer « l'imposture d'une discipline qui, dans une période de construction fiévreuse, imposait son autorité sans condition » et à montrer que les textes de théorie de l'urbanisme « s'attribuent un statut scientifique auquel ils n'ont pas droit, que leurs propositions sont, en fait, sous-tendues par des idéologies non dites et non assumées³³. »

Mais Choay ne se contente pas de reprendre la critique de Jacobs, elle déplace celle-ci sur le terrain de l'anthropologie. En effet, elle soutient que le langage spécialisé de l'urbanisme orthodoxe a des effets néfastes sur l'expérience quotidienne de la ville et mène, ultimement, à une dépossession anthropologique. De plus, elle s'attarde à retracer les origines de la critique en urbanisme, chose qui n'avait pas été faite jusqu'alors. Selon elle, ses balbutiements se trouvent chez les marxistes, notamment dans *La question du logement* de Engels. Dans ce livre, Engels montre les ratées et les dysfonctions de l'urbanisme bourgeois. Cependant, elle considère qu'en le rabattant immédiatement sur les conditions économiques et la lutte des classes, Engels et les marxistes n'ont pu reconnaître ce qu'il y a de spécifique dans l'émergence et la spécialisation de l'urbanisme dans le monde moderne. C'est seulement à la fin des années 1950, grâce à des auteurs comme Jacobs, qu'on a vu ce qu'il se jouait de fondamental dans l'aménagement de l'espace. Reprenant les idées de cette dernière, la critique de l'urbanisme que propose Choay met en lumière une dépossession d'une nature complètement différente de la

³¹Résumant l'état d'esprit des urbanistes à la fin des années 1960, John L. Hancock écrit : « In such fluid times a "plan" is tyranny and no planning is madness. ». « Planners in the Changing American City, 1900-1940 », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 33, n° 5, 1967, p. 291.

³² Elle réalise ce travail simultanément à la rédaction d'une thèse de doctorat sur la forme littéraire des premiers traités d'urbanisme.

³³ Françoise Choay, *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 16.

dépossession du travail mis en lumière par les marxistes. Dans *La règle et le modèle*, un livre tiré de sa thèse qu'elle soutient en 1978, elle écrit :

Il fut un temps où l'acte de bâtir était accompli avec la même compétence spontanée que l'acte de parler. Mais, dans les sociétés urbaines contemporaines, la pratique a cessé d'être fondamentale, ses procédures nous sont devenues étrangères, inintelligibles, par manque d'expérience et du fait des écrans culturels montés par les spécialistes³⁴.

Choay critique ainsi l'urbanisme non pas seulement en raison de ces résultats tangibles, comme le faisait Jacobs, mais aussi et surtout en fonction d'une supposée dépossession, voire d'une dénaturation de l'humain. Selon elle, les urbanistes technocrates de la période d'après-guerre ont confisqué une activité qui, non seulement devrait être partagée entre tous les humains, mais qui, jusqu'à ce que ceux-ci s'en saisissent, l'était *de facto*. Elle soutient alors que la planification de l'espace a de tout temps fait partie de la vie humaine et est, au fond, une compétence spontanée et partagée que les urbanistes professionnels, à l'aide d'un langage spécialisé et abstrait, ont arrachée aux communs des mortels : « l'urbaniste monologue ou harangue; l'habitant est forcé d'écouter, sans toujours comprendre. Bref, il est frustré de toute l'activité dialectique que devrait lui offrir l'établissement humain, écrit-elle dans *L'urbanisme, utopies et réalités*³⁵. »

En somme, avec Choay, le point de vue de surplomb qui caractérise l'urbanisme orthodoxe devient le signe d'une dépossession anthropologique fondamentale que la critique, en plongeant dans l'« en bas », doit chercher à conjurer. Autrement dit, selon elle, l'histoire critique doit déconstruire les prétentions démesurées de l'urbanisme orthodoxe tandis que la recherche de terrain en milieu urbain doit restituer à la réalité urbaine sa complexité réprimée.

Ces idées seront rapidement reprises et popularisées par Michel de Certeau, un chercheur hétérodoxe faisant la navette entre la France et les États-Unis avec lequel Choay collaborait étroitement à l'époque³⁶. En 1980, de Certeau publie *L'invention du quotidien I. Arts de faire* dans lequel se trouve un texte clé : « Marches dans la ville ». Dans cet texte, qui sera abondamment cité dans le monde anglophone, Certeau synthétise l'opposition entre la vue d'« en

³⁴ *Ibid.* p. 345.

³⁵ Françoise Choay, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 80.

³⁶ François Dosse, *Michel de Certeau. Le marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002.

haut » des urbanistes et planificateurs et la perception d'« en bas » des habitants de la ville. Décrivant ce qu'il voit du sommet du World Trade Center, il montre que la vue d'en haut implique une illusoire déprise de la ville. Il en arrive alors à soutenir que le concept de ville développé par l'urbanisme orthodoxe est un fantasme entièrement détaché du réel :

La ville-panorama est un simulacre « théorique » (c'est-à-dire visuel), en somme un tableau, qui a pour conditions de possibilité un oubli et une méconnaissance des pratiques. [...] C'est « en bas » au contraire (*down*), à partir des seuils où cesse la visibilité, que vivent les pratiquants ordinaires de la ville³⁷.

Certeau oppose ainsi l'espace habité et l'inventivité du quotidien, qu'il étudie au travers des chemins piétons, à la fiction du savoir surplombant et de l'espace planifié. Selon lui, la ville d'en bas est toujours là, mais l'opacité du discours urbanistique la rend invisible : « Une ville *transhumante*, ou métaphorique, s'insinue ainsi dans le texte clair de la ville planifiée et lisible³⁸. »

De plus, et cela est un tournant majeur, Michel de Certeau est un des premiers à transposer les idées de Michel Foucault dans le domaine de l'urbanisme afin de décrire la forme de pouvoir qui le caractérise. De Certeau utilise en effet la figure du panoptique développée par Foucault pour décrire la « vue d'en haut » des urbanistes et soutient que celle-ci se caractérise par une volonté de tout voir et de tout savoir. En gros, selon lui, les grands plans d'urbanisme visent à aménager l'espace de manière à rendre lisible l'ensemble des pratiques humaines. Or, pour de Certeau, ce véritable *désir de surplomb* n'est pas nécessairement nouveau. Au contraire, il précède les moyens de le réaliser : « Les peintures médiévales ou renaissantes figuraient la cité en vue perspective par un œil qui pourtant n'avait encore jamais existé³⁹. » Ainsi, pour de Certeau, l'urbanisme représente la réalisation d'une « pulsion scopique » qui lui préexiste. Mais il est surtout le signe d'une condition anthropologique marquée par la division et la blessure, car, en dessous du fantasme panoptique et de la fiction du plan, comme en dessous de tout pouvoir qui se prétend totalisant, prolifère toujours un ensemble de pratiques imprévisibles de

³⁷ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard 1990, p. 141

³⁸ *Ibid.*, p. 142.

³⁹ *Ibid.*, p. 140.

ruse ou de braconnage que les recherches ethnographiques peuvent et devraient permettre de réhabiliter.

De Certeau ne sera cependant pas le seul à utiliser Foucault pour critiquer l'urbanisme. Bien au contraire, comme dans d'autres domaines des sciences humaines, la lecture de Foucault devient de plus en plus populaire dans les études urbaines américaines dans les années 1980, au point où l'image du panoptique et l'idée du pouvoir disciplinaire deviennent rapidement des éléments incontournables de la critique de l'urbanisme⁴⁰. Des grands modèles et des ambitions démesurées des premiers urbanistes, la critique se déplace alors vers la forme de pouvoir qui s'est construite au travers de la mise en place des politiques de planification urbaine dans les deux premiers tiers du XX^e siècle.

1.3 Le nexus savoir-pouvoir : la réception de Michel Foucault en urbanisme

Tel que nous venons de l'évoquer, dans les années 1960 et 1970, au moment même où elle achève son institutionnalisation à peu près partout en Occident, la profession d'urbaniste entre dans une période de profondes remises en question. On assiste alors à une série de changements importants. En architecture et en théorie de la forme urbaine, l'approche fonctionnaliste et la théorie des cercles concentriques sont délaissées au profit d'une approche post-moderniste; en analyse des politiques publiques et en théorie de la planification, on tourne le dos au rationalisme et on embrasse de plus en plus la théorie de la rationalité limitée et l'approche communicationnelle; et, finalement, en histoire de l'urbanisme, on délaisse peu à peu l'étude des grands modèles au profit de la sociologie historique et des études de la diffusion.

Qui plus est, durant cette période marquée par le traumatisme des échecs, l'urbanisme professionnel, tourné vers la pratique et animé par la volonté de répondre à la demande, se redouble d'un urbanisme académique qui se consacre de plus en plus librement à la critique et

⁴⁰ Nous passons ici sous silence une série d'autres écrits qui auraient pu, voire auraient dû, si l'espace nous l'avait permis, faire partie de cette généalogie de la critique de l'urbanisme. Nous pensons en premier lieu à Henri Lefebvre, au Cerfi et à l'Internationale Situationniste. Au tournant des années 1960 et dans les 1970, la critique de l'urbanisme foisonne aussi en France.

à l'érudition. C'est dans ce contexte que les études historiques se diffusent⁴¹. L'histoire de l'urbanisme et de la planification urbaine devient alors un champ de recherche à part entière. Bien que la virulence de la dénonciation de l'urbanisme d'après-guerre s'estompe au profit d'une prose plus analytique, l'image repoussante qui en avait été donnée subsiste de différentes manières; elle sert notamment à justifier la nécessité d'un changement de paradigme pour une profession en quête d'identité et de légitimité. Ainsi, dans les années 1980, plusieurs chercheurs américains s'attardent, à la manière de Choay, à montrer que l'urbanisme d'après-guerre a fait preuve d'une illusoire prétention à la neutralité et a échoué à démocratiser l'exercice de la planification. Leur objectif est clair : en plaçant l'accent sur la méthodologie plutôt que les idées, ils veulent montrer que les solutions aux problèmes urbains ne se trouvent pas dans l'élaboration savante de nouveaux modèles de ville, mais uniquement dans une nouvelle méthode suivant laquelle la délibération et la recherche du consensus deviennent les objectifs premiers, ce qu'on appelle communément, suite aux travaux de Jürgen Habermas, l'approche communicationnelle.

La perspective est alors assez différente de celle que l'on retrouve chez Jacobs, elle qui, bien que sensible aux idéaux démocratiques, demeure attachée à la connaissance des villes et à l'idée que c'est grâce à cette connaissance que la condition de vie des citoyens peut être améliorée. C'est donc par d'autres auteurs, plus sceptiques face aux idéaux de la modernité, que la critique de l'urbanisme se renouvelle dans les années 1980, en tête desquels on retrouve Michel Foucault. Les idées de ce dernier font l'effet d'un deuxième réveil pour les urbanistes. Après que Jacobs eut pointé des erreurs, Foucault expose les effets de pouvoir qui demeurent implicites dans l'exercice de la profession et ajoute que, même motivé par les meilleures intentions, un urbaniste peut produire involontairement de la domination. Les écrits de Foucault sont alors reçus comme le dernier clou dans le cercueil des ambitions de l'urbanisme moderniste.

1.3.1 Le côté sombre de la planification

En gros, la lecture de Foucault fait entrer un élément nouveau dans les écrits en urbanisme : les relations de pouvoir, jusque-là étonnement peu étudiées, sinon dans les courants marxistes et

⁴¹ Stephen V. Ward, *Planning the Twentieth-Century City. The Advanced Capitalist World*, Chichester, John Wiley & Sons, 2002, p.13.

dans le domaine de l'animation sociale. Bent Flyvbjerg, un théoricien de la géographie urbaine et de la planification devenu une référence mondiale grâce à son livre *Making Social Science Matter*, soutient que, grâce à Foucault, les urbanistes ont enfin pu comprendre que la principale tare du rationalisme moderne est de faire fi du pouvoir⁴². De la fin du XIX^e siècle jusque dans les années 1960, les urbanistes ont pensé que les problèmes d'aménagement de l'espace existaient en raison d'un manque de savoir et que, conséquemment, ils se régleraient grâce à une augmentation et une meilleure application de celui-ci. Les urbanistes ont alors recherché le pouvoir sans voir les effets involontaires et indésirables de cette quête, ce que montre Foucault selon Flyvbjerg.

La situation commence cependant à changer dans les années 1960, avant même que les urbanistes américains ne s'intéressent à Foucault, avec les écrits des mouvements communautaires et militants, comme en témoigne alors la popularité grandissante de l'organisateur communautaire Saul Alinsky. Aux États-Unis, ces années sont marquées par les violences urbaines, les émeutes raciales et l'émergence du « black power »; dans ce contexte, le problème de la participation citoyenne et de l'« empowerment » des communautés défavorisées, souvent les plus touchées par les politiques de rénovation urbaine, acquiert de plus en plus d'importance. Par le biais de ces enjeux pressants, la question du pouvoir fait son entrée dans les recherches en urbanisme et notamment dans les pages du *Journal of the American Institute of Planners*. Un texte, « Advocacy and pluralism in planning » publié en 1965 par Paul Davidoff, devient rapidement une référence⁴³. Davidoff soutient qu'il faut politiser l'urbanisme, car, en dernière analyse, la planification de l'espace urbain relève, comme toutes les autres décisions qui sont débattues dans les instances représentatives, de la volonté collective. Le problème est selon lui que les premiers urbanistes ont pensé qu'il était possible de régler le sort de la ville grâce à un plan unitaire forgé par des technocrates. Davidoff rappelle que les premières agences gouvernementales d'urbanisme ont été mises en place au début du siècle par des réformistes s'opposant au clientélisme des leaders populistes qui, plombait alors la gestion des affaires municipales de l'époque. Motivés par une vision négative de la politique, ces réformistes ont

⁴² Bent Flyvbjerg, « The Dark Side of Planning : Rationality and "Realrationalität" », dans S. Mandelbaum, L. Mazza and R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996. p. 383-394.

⁴³ Paul Davidoff, « Advocacy and pluralism in planning », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 31, n° 4, 1965, p. 331-38.

conçu des agences dépolitisées dont l'objet principal est la planification physique, cela au détriment des questions sociales. Contre cette vision technocratique, Davidoff soutient que les urbanistes doivent expliciter les valeurs qui les guident et présenter à l'ensemble de la population la pluralité des moyens techniques qui permettent de les réaliser tout en œuvrant à dénouer les blocages sociaux qui empêchent leur réalisation. Leur travail devrait donc être de clarifier les possibles et de travailler activement à l'inclusion de l'ensemble des voix dans les débats concernant l'aménagement de l'espace. De cette manière, dans l'« advocacy planning », l'urbanisme devient autant une question de pouvoir qu'une question de savoir. Peter Hall caricature ainsi le changement de paradigme qui s'effectue avec Davidoff :

In 1955, the typical newly graduated planner was at the drawing board, producing a diagram of desired land uses; in 1965, she or he was analyzing computer output of traffic patterns; in 1975, the same person was talking into the night with community groups, in the attempt to organize against hostile forces in the world outside⁴⁴.

Cela dit, Davidoff, n'offre pas d'explications théoriques approfondies ou de grand récit historique qui expliqueraient les échecs des urbanistes en termes de démocratisation; ce récit, les urbanistes le trouveront plutôt, quelques années plus tard, chez Michel Foucault⁴⁵. En effet, les urbanistes américains trouvent chez ce dernier une explication historique et théorique de l'échec de l'urbanisme à obtenir des résultats en termes de démocratisation du pouvoir. La lecture de Foucault dans le domaine de la critique en urbanisme est donc fortement orientée par cette problématique sous-jacente de la démocratisation du pouvoir et s'effectue au moyen d'une retraduction des idées de Foucault dans un débat qui lui était étranger. L'idée du nexus savoir-pouvoir développée par Foucault devient alors l'explication des débâcles d'une profession vacillante. Pour les urbanistes, Foucault montre que le problème n'est pas la qualité des modèles de ville, mais le fait que la volonté de savoir soit toujours imbriquée dans une volonté de pouvoir.

⁴⁴ *Ibid.* p. 366.

⁴⁵ Il faut cependant spécifier que la critique marxiste de l'idéologie planificatrice était déjà connue de plusieurs. Ainsi, il serait peut-être plus précis de dire que les critiques de l'urbanisme trouvent chez Foucault une théorie beaucoup plus subtile des imbrications entre le pouvoir et le savoir que l'explication marxiste en termes de lutte des classes. Certains, telle Christine Boyer, utilisent même l'approche foucauldienne pour renouveler et approfondir la perspective marxiste. Voir Christine Boyer, *Dreaming the Rational City. The Myth of American City Planning*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1983.

Ainsi, avec Foucault, les urbanistes sont amenés à s'interroger sur les conditions politiques de la production du savoir, c'est-à-dire aux rapports de pouvoir qui le conditionnent et en résultent, et aux rapports de force au travers desquels se forment les sujets de connaissance. Le questionnement n'est donc plus « qu'est-ce qu'une bonne ville et comment la réaliser? », mais « quelles sont les relations de pouvoir induites par le savoir? » et « qui tire pouvoir du savoir sur la ville? » Et la thèse, fortement simplifiée, que plusieurs critiques de l'urbanisme trouvent chez Foucault est que le savoir *sur* la ville et les citoyens s'est traduit en pouvoir *de* la bureaucratie étatique. En pensant libérer les individus de conditions de vie intolérable, l'urbanisme aurait, en fait, asservi ceux-ci au pouvoir de l'État et à son système contrôlant de classification. Plus ou moins inconsciemment, les urbanistes auraient donc participé à la constitution d'un régime politique dans lequel les citoyens se voient contraints d'obéir à un nexus pouvoir-savoir dont ils sont essentiellement les objets, régime qu'il faudrait maintenant déconstruire afin de démocratiser réellement l'exercice de l'urbanisme.

Suivant ce constat, la perspective foucauldienne en urbanisme oscille entre, d'un côté, le récit de combat et, de l'autre, l'analyse des origines prenant la forme du dévoilement des illusions. La première approche, qui est celle par exemple de Bent Flyvbjerg et Judith Allen, est assez proche de l'« advocacy planning » et des auteurs du tournant communicationnel et vise à raconter des cas précis de la lutte urbaine en analysant comment le savoir est toujours à la fois instrument de lutte et objet de contestation⁴⁶. L'objectif est de montrer, à partir d'une immersion dans la pratique, que le savoir n'est jamais neutre, mais toujours construit au travers de situations sociales précises. La leçon habituelle de ces études est que les urbanistes qui embrassent une position de surplomb et refusent de prendre part aux luttes sociales risquent de n'obtenir aucun résultat en termes de justice sociale ou, pire encore, de participer à la reproduction des inégalités, du pouvoir d'État et de l'ensemble de ses biais : « classistes », racistes, masculinistes, « agistes », « capacitistes », etc.

L'autre approche, plus historique, vise à reconstruire le contexte d'émergence de l'urbanisme comme pratique technocratique et disciplinaire. On assiste alors à un retournement

⁴⁶ Bent Flyvbjerg, « The Dark Side of Planning : Rationality and "Realrationalität" », *op.cit.*; Judith Allen, « Our Town : Foucault and Knowledge-based Politics in London », dans S. Mandelbaum, L. Mazza and R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996. p. 328-344.

complet du récit progressiste et moderniste qui en avait justifié l'avènement au profit d'un récit qui met l'accent sur le côté sombre de la planification étatique, c'est-à-dire sur ses effets de domination⁴⁷. Les lecteurs de Foucault dénoncent la fonction de contrôle que joue l'urbanisme : quadrillage, standardisation et zonage produiraient un espace de liberté hautement contrôlé et une logique aménagiste avec laquelle nous n'aurions jamais complètement fait rupture.

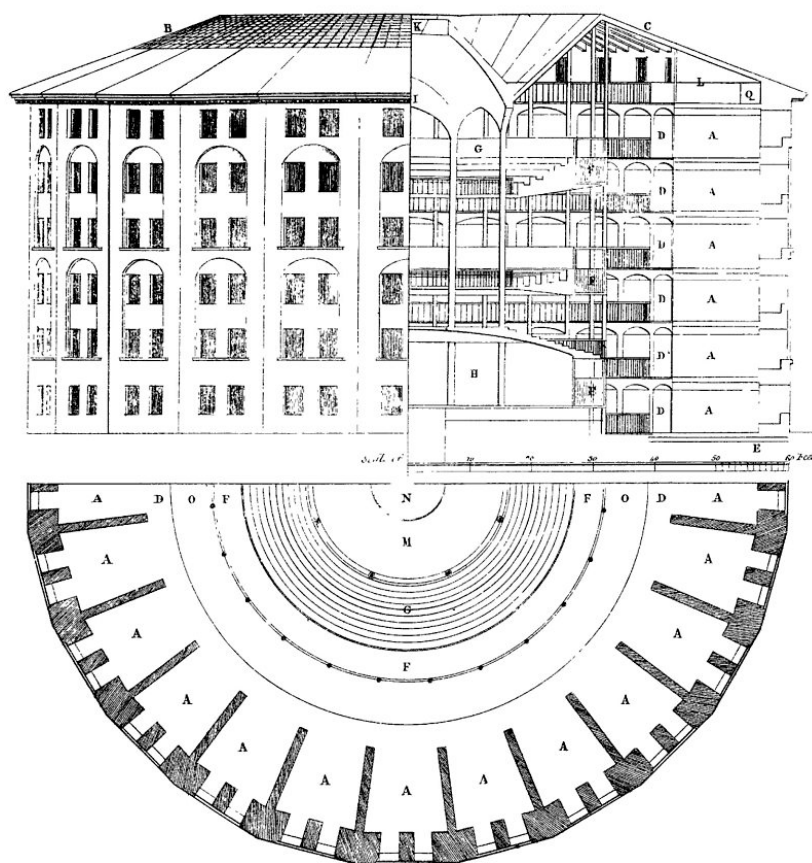
1.3.2 La raison politique de l'urbanisme : la discipline et le contrôle

Pour les lecteurs de Foucault en quête de trouver une manière de décrire la forme de pouvoir qui se met en place avec l'urbanisme moderniste, une image devient incontournable : le panoptique. À elle seule, pensent-ils, elle synthétise toutes les ambitions démesurées de l'urbanisme et permet une représentation précise des relations de pouvoir qui sont induites entre le planificateur démiurgique et les habitants de la ville. À la base, le panoptique est un projet de prison élaborée par le philosophe réformateur britannique Jeremy Bentham à la fin du XVIII^e siècle. Foucault en propose analyse dans *Surveiller et punir*, un livre sur la naissance de la prison publié en 1976, et va même jusqu'à extrapoler, à partir de celui-ci, la forme du pouvoir qui se généralise au XIX^e siècle, soit la discipline. Foucault en retrace les origines dans les pratiques qui avaient cours quand une ville pestiférée était mise en quarantaine : la ville est fermée, ses espaces quadrillés et séparés, et ses habitants surveillés dans leurs moindres déplacements. Selon lui, le *Panopticon* de Bentham reprend une composition semblable et pousse à son paroxysme la logique de la surveillance. Le panoptique est un espace clos caractérisé par une tour centrale entourée de petites cellules, c'est-à-dire un aménagement dissociant le couple « voir/être vu » et instituant la souveraineté du regard surplombant. Sans entrer dans les détails, Foucault soutient que cette prison est le paradigme du pouvoir disciplinaire qui, au moyen d'un quadrillage de l'espace et d'un découpage du temps, transforme la foule, cette masse compacte et opaque, en une multiplicité dénombrable et contrôlable d'individus. De plus, on aurait, selon lui, assisté, tout au long du XIX^e siècle, à une disciplinarisation de la société : « Quoi d'étonnant si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux hôpitaux, qui tous ressemblent aux prisons,

⁴⁷ Oren Yiftachel, « Planning and Social Control : Exploring the Dark Side », *Journal of planning literature*, vol. 12, n° 4, 1998, p. 395-406.

demande-t-il?⁴⁸ », comme si la prison et le panoptique avaient été le croquis sur lequel toutes les institutions modernes avaient été calquées. Foucault laisse ainsi une très grande place à l'interprétation.

4 Plan du Panopticon



Jeremy Bentham. Plan du *Panopticon*. Reproduit en avant-propos de Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

Qui plus est, simultanément à cette évolution, Foucault soutient, dans une série d'entrevues, que la ville prend une importance politique renouvelée⁴⁹. Depuis la fin du XVII^e, on cesse, nous dit-il, de la considérer comme une enclave juridique. Elle devient alors un lieu à partir duquel le pouvoir s'exerce et un espace à gouverner proprement dit. Selon Thomas Osborne et Nikolas

⁴⁸ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p. 229.

⁴⁹ Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, Paris, Gallimard, 2001, p. 1089.

Rose, deux auteurs clés dans la diffusion de la pensée de Foucault et de ce qui est maintenant appelé les études de la gouvernementalité, la modernité dans la perspective de Foucault impliquerait un processus de spatialisation du pouvoir et des concepts moraux⁵⁰. En gros, selon eux, Foucault montre que dans la modernité la ville devient un espace à planifier en raison des exigences du pouvoir et des transformations dans la production industrielle. La croissance de la production agricole et la centralisation démographique ont produit un espace urbain et une population mouvante de plus en plus difficiles à gouverner. En réaction, une multitude de techniques se seraient développées suivant une logique disciplinaire afin d'aménager l'espace urbain de telle manière qu'il soit lisible pour le pouvoir. En somme, pour les lecteurs de Foucault, la rationalité politique de l'urbanisme, ou son utilité, serait essentiellement liée au contrôle et à la surveillance; cette fonction serait ainsi le moteur occulte de son émergence et de sa diffusion.

Dans cette perspective, les premiers modèles de ville forgés par les urbanistes deviennent des espaces disciplinaires évoquant le monde carcéral et le grand rêve de contrôle et de productivisme qui gît au cœur de la modernité et qui trouve ses origines dans l'hygiénisme et les pratiques de gestion des maladies contagieuses. C'est à tout le moins la thèse que développe *Dreaming the Rational City*, le premier livre américain d'histoire de l'urbanisme se réclamant explicitement de Foucault, publié par Christine Boyer en 1983. En gros, Boyer soutient que l'urbanisme provient de la quête de contrôle disciplinaire ayant animé les réformistes sociaux de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Elle reprend de Jacobs l'idée de la peur et du dégoût, mais – et c'est probablement là la principale innovation des lecteurs de Foucault – elle se détourne de l'étude des grands modèles théoriques pour s'attarder à une analyse de la mise en place des premières politiques d'urbanisme, comme la création des parcs publics ou les politiques concernant la salubrité des logements, des préludes à l'élaboration des premiers plans d'urbanisme comme tel. Derrière ceux-ci, elle dévoile une mentalité planificatrice actualisant les idéaux hygiénistes et disciplinaires de la fin du XIX^e siècle. Selon elle, les deux objectifs de l'urbanisme du début du XX^e siècle sont de discipliner les masses urbaines qui risquent, si rien n'est fait, de sombrer dans la révolte, la dépravation morale et la maladie, et d'aménager l'espace

⁵⁰ Thomas Osborne et Nikolas Rose, « Governing Cities : Notes on the Spatialisation of Virtue », *Environment and planning D : society and space*, vol. 17, n° 6, 1999, p. 737-760.

de manière à ce que la civilisation industrielle puisse poursuivre sa croissance⁵¹. À la suite de Foucault, elle met en lumière un double mouvement d'adoucissement et d'intensification. Grâce à l'imposition d'une distribution spatiale préétablie et d'un système de visibilité favorisant le sentiment de surveillance, l'urbanisme permet de contrôler la plèbe tout en faisant l'économie de la violence physique et de la répression directe, c'est-à-dire qu'il permet d'exercer un pouvoir à la fois plus intense et plus doux.

Ne s'en tenant pas seulement à Foucault, Boyer emprunte aussi plusieurs éléments au marxisme afin de montrer que l'urbanisme a été partie prenante de la marchandisation du sol urbain, sans en être la cause directe. Au contraire, une partie des idées des premiers urbanistes, notamment en ce qui a trait au contrôle strict des usages du sol, entraient en contradiction avec les intérêts des grands propriétaires terriens. Paradoxalement favorable aux effets de cette résistance bourgeoise, Boyer considère que ce fut le principal obstacle à la réalisation intégrale des rêveries modernistes des urbanistes. Malgré tout, l'évolution des villes américaines et de l'urbanisme est, selon elle, déplorable. Son récit se termine sur le devenir anti-urbain et anti-historique de la profession d'urbaniste. Elle est particulièrement critique de ce qu'elle appelle la planification technocratique d'après-guerre qui, au nom d'une conception universaliste de l'être humain et de ses besoins, est en passe de détruire toute la complexité et la profondeur historique de la ville, qu'elle appelle, en guise de résistance, à retrouver.

Un peu plus de cinq ans après le livre de Boyer, Paul Rabinow, un proche collaborateur de Foucault, publie *French Modern*, un livre érudit et subtil sur les origines coloniales et militaires de l'urbanisme français. Lui aussi délaisse l'étude des grands modèles pour se consacrer à ce qu'il appelle « les techniciens en idées générales⁵². » Rabinow commence par présenter les différents mouvements de pensée qui ont favorisé la constitution de la ville et de l'aménagement de l'espace en problème scientifique et politique, soit principalement la biologie évolutionniste, la médecine épidémiologique et la sociologie réformiste, et montre ensuite comment l'espace colonial a servi à la fois de justification et de terrain d'expérimentation pour l'urbanisme naissant. Au début du XX^e siècle, les besoins tout comme les opportunités sont énormes dans

⁵¹ Christine Boyer, *Dreaming the Rational City. The Myth of American City Planning*, op. cit., p. 9.

⁵² Paul Rabinow, *French Modern : Norms and Forms of the Social Environment*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

les colonies françaises, notamment au Maroc, dernière conquête française transformée en protectorat en 1912. Rabinow fait grand cas du travail du général Hubert Lyautey, premier commissaire résident général de France au Maroc, qui cherche à utiliser l'urbanisme à des fins de pacification et s'entoure de Henri Prost, un architecte et urbaniste qui vient tout juste de participer à la fondation en 1911 de la Société française des urbanistes. Lui-même s'adjoit Albert Laprade, un jeune architecte qui connaîtra ensuite une longue carrière dans la fonction publique française. Rabinow montre comment ces urbanistes ont étudié la culture et le territoire marocain afin de proposer des plans d'aménagement qui favorisent la modernisation et le développement des villes marocaines. Gwendolyn Wright, une collaboratrice de Rabinow, qui publie deux ans après *French Modern, The Politics of Design in the French Colonial Urbanism*, fait le lien entre l'urbanisme colonial et l'idée de « tradition inventée » d'Éric Hobsbawm afin de montrer que, voulant améliorer les conditions de vie dans les colonies, les urbanistes instrumentalisent un mode de vie et une culture qui leur demeurent fondamentalement étrangers⁵³.

En outre, afin de mettre en lumière la pratique des premiers urbanistes au Maroc, Rabinow différencie deux modernismes. Le premier, qu'il appelle « techno-cosmopolitisme », cherche à adapter les infrastructures modernes aux spécificités des différents contextes culturels; il fut celui de Lyautey et Prost. Le deuxième, qu'il nomme « middling modernism » (modernisme de la moyenne), cherche plutôt des formes universelles qui seraient adaptées à tous les êtres humains et permettraient une cohabitation sans ségrégation des cultures ou des classes. Pour Rabinow, ce modernisme de la moyenne est autant celui de Michel Écochard, un admirateur de Le Corbusier nommé directeur des Services d'urbanisme au Maroc en 1946 qui rêve d'y aménager un territoire décentralisé et harmonieux, que celui des socialistes français comme Henri Sellier qui, dès le début du XX^e siècle, rêvent de transformer Paris en agglomération de villes jardins où chaque ouvrier fatigué pourrait trouver repos et ressourcement. En somme, on trouve chez Rabinow un récit assez fin centré sur l'émergence de la société des individus et de la catégorie de « besoin » qui retrace le passage de la philanthropie paternaliste axée sur la prévoyance à la prise en charge par l'État providence de la question sociale, État dans lequel la

⁵³ Gwendolyn Wright, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, University of Chicago Press, 1991.

prévision devient une fonction administrative impliquant la surveillance constante de la population.

Comme le souligne avec justesse Raphaël Fischler, Rabinow offre un portrait beaucoup plus nuancé et modéré de l'histoire de l'urbanisme que Boyer, car il ne réduit pas celui-ci à l'application de techniques disciplinaires à l'ensemble de la ville, mais montre plutôt comment, avec l'urbanisme, une nouvelle problématisation de l'espace urbain émerge⁵⁴. Selon Fischler, l'approche foucauldienne utilisée par Rabinow permet de dépasser le débat sur le rationalisme au profit d'un questionnement sur la polyphonie et la multiplicité des formes de rationalité, et sur l'universalisation des catégories d'analyse, par exemple celle de « besoin » qui est au cœur de l'urbanisme moderne, avis que nous partageons totalement. Pourtant, tout comme Boyer, Rabinow demeure attaché au vocabulaire du contrôle et de la surveillance et, pour cette raison, il ouvre la porte à une lecture réductrice de ses travaux. En fait, malgré les mises en garde de Fischler, la conclusion que l'on retient habituellement de Foucault et des historiens foucauldien est que, dans la modernité, les mailles du pouvoir se resserrent sur l'individu.

Par exemple, pour Michel de Certeau, Foucault est le penseur de la vampirisation des idéaux progressistes par les appareils de pouvoir et leur logique technicienne⁵⁵. Martin Jay, quant à lui, considère que Foucault est le théoricien de l'empire du regard et du dénigrement de la vue, qui serait un sens essentiellement assujettissant ayant servi la mise en place du pouvoir moderne⁵⁶. De même, Charles Hoch soutient qu'il y a chez Foucault un conte apocalyptique de la modernité :

Under Foucault's scrutiny, the practice of professionals serves a perverse modernity that promises security as it ensnares individuals in the categories of need. Foucault's critique cuts to the very heart of any theoretical effort to justify planning as a privileged moral and scientific practice in the service of a public interest. Foucault uses his work to illustrate the terrifying danger that the rationality of modernity has unleashed—terrifying because the relations of power he uncovers seem otherwise so benign⁵⁷.

⁵⁴ Raphaël Fischler, « Pasteurized and Homogenized : Modern Urbanism and Human Needs », *Berkeley Planning Journal*, vol. 5, n° 1, 1990.

⁵⁵ Michel de Certeau, « Microtechniques et discours panoptique : un quiproquo », *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, 1987, p. 203-218.

⁵⁶ Martin Jay, « In the Empire of the Gaze : Foucault and the Denigration of Vision in Twentieth-Century French Thought », dans David Couzens Hoy (dir.), *Foucault : A Critical Reader*, Cambridge, Blackwell, 1986, p. 175-204.

⁵⁷ Charles Hoch, « A Pragmatic Inquiry about Planning and Power », dans S. Mandelbaum, L. Mazza et R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996, p. 33 et 35.

En résumé, à la lecture de Foucault, l'image repoussante de l'urbanisme moderniste s'est approfondie et cristallisée dans une vue de surplomb panoptique emprisonnant toutes les pratiques humaines dans des catégories fixes et des rapports de pouvoir hiérarchiques. La version la plus actuelle de cette interprétation se trouve dans le très populaire livre *Seeing Like a State* de James C. Scott. Or, nous pensons tout comme Fischler que cette lecture de Foucault repose sur un malentendu, ce que nous montrerons après avoir fait une analyse détaillée du livre de Scott⁵⁸.

1.4 James C. Scott : tendre l'oreille à l'insubordination

Au tournant du XXI^e siècle, au moment où la critique du modernisme et du rationalisme a pénétré tous les pores du milieu de l'urbanisme et où la critique de l'État techno-bureaucratique traverse sans encombre la frontière entre la gauche et la droite, le livre *Seeing Like a State* connaît un succès inégalé et est particulièrement apprécié par les libertariens de tout horizon. En effet, on ne compte plus les recensions et commentaires de cet ouvrage de James C. Scott, professeur d'anthropologie et de science politique à Yale. Puisant autant chez la socialiste révolutionnaire Rosa Luxembourg que chez le conservateur Michael Oakeshott et reprenant à son compte l'inlassable critique de Le Corbusier, qu'il place aux côtés de Lénine dans la catégorie des « planificateurs modernistes », Scott multiplie les références à Jane Jacobs et à Michel Foucault et développe l'argumentation la plus aboutie contre les grands plans et l'urbanisme moderniste. À la manière des anti-planificateurs, la démarche de Scott est double. D'un côté, il dénonce l'avènement d'une rationalité planificatrice délétère et, de l'autre, il rend visible une série de gestes de résistance. En fait, on pourrait dire que l'ensemble de sa démarche vise à tendre l'oreille à l'insubordination qui se cache constamment entre les lignes du langage du pouvoir. Pour Scott, les gestes d'insubordination qui sont posés en réaction aux différentes tentatives de la planification moderniste doivent être considérés comme des réflexes de survie de la part d'individus et de communautés qui se sentent dépossédés. Il raffine ainsi l'argumentation anti-

⁵⁸ À propos de la réception de Foucault en urbanisme, voir Raphael Fischler, « Communicative Planning Theory: a Foucauldian Assessment », *Journal of planning education and research* vol. 19, n° 4, 2000, p. 358-368.

planification développée par Jacobs en accentuant la dichotomie entre le point de vue d'en haut et le point de vue d'en bas.

Signe que ce livre est rapidement devenu un classique de la théorie de la planification, une place de choix a été faite à l'extrait « Authoritarian High Modernism » dans la seconde édition de l'imposant *Readers in Planning Theory* de Susan S Fainstein et Scott Campbell publié en 2003, un des rares textes, avec ceux de Jacobs, Fishman et Davidoff, conservés dans les deux rééditions subséquentes de 2012 et 2016. De plus, Scott est une des seules références théoriques que l'on retrouve dans l'introduction du *Routledge Handbook of Planning History* de 2018, écrite par Carola Hein. Pour cette dernière, faire référence à Scott est une manière de montrer qu'il est nécessaire d'interroger les concepts de modernité et de modernisation, cela afin de ne pas reproduire l'histoire héroïque des premiers urbanistes. En ne prenant pas en compte les angles morts du progrès, cette histoire reproduirait constamment le provincialisme européen-américain et les structures de genres⁵⁹.

Qui plus est, Lucas Paltrinieri considère que les écrits de Scott sur la résistance et l'infra-politique constituent un remède aux lectures réductrices de Foucault qui en font un théoricien de l'histoire téléologique du pouvoir tentaculaire. Pourtant, si nous partageons entièrement l'objectif de Paltrinieri de retourner aux textes de Foucault afin de dénouer les nombreux contresens dans leur réception, nous pensons qu'il fait fausse route en affirmant que les idées de Scott offrent une piste fertile à partir de laquelle relire Foucault⁶⁰. À l'opposé, nous pensons que, bien qu'elle fasse une place bienvenue aux gestes de résistance, la théorie de Scott mène à une méfiance statutaire envers les formes modernes de pouvoir, une réduction de l'ambiguïté du savoir technique, une survalorisation du vernaculaire et une dévalorisation de l'expérimentation; bref, à ce que nous avons appelé l'hypothèse du surplomb. En fait, selon nous, la grande popularité de *Seeing Like a State* s'explique par le fait que l'histoire de l'urbanisme demeure marquée par cette hypothèse qui justifie et explique la diabolisation du passé récent. En bref, nous pensons que ce livre peut être conçu, pour le meilleur et pour le pire, comme l'aboutissement théorique de la révolte contre la planification.

⁵⁹ Carola Hein, « The What, Why, and How of Planning History », dans *The Routledge Handbook of Planning History*, New York, Routledge, 2017, p. 1-10.

⁶⁰ Luca Paltrinieri, *L'expérience du concept. Michel Foucault entre épistémologie et histoire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

1.4.1 Le détour par les Highlands sud-asiatiques et l'anthropologie de la résistance

Pendant que les écrits de Jane Jacobs se diffusent, James C. Scott fait son entrée dans le monde des études asiatiques et de l'anthropologie de la domination. Originaire de la côte Est américaine, Scott manifeste très tôt un intérêt particulier pour l'Asie du Sud-Est et, après des recherches en Birmanie, il entreprend en 1961 des études supérieures en science politique à Yale où il étudie l'idéologie politique en Malaisie. Il devient ensuite professeur de science politique à l'Université du Wisconsin, avant de retourner à Yale en 1976. Dans le contexte tendu de la guerre du Viêt Nam, un spécialiste des résistances et des rébellions en Asie du Sud-Est ne passe évidemment pas inaperçu : ses cours à l'Université du Wisconsin deviennent rapidement très populaires, il s'implique dans les mouvements étudiants contre la guerre et il est même l'objet d'une surveillance de la CIA. Scott se forge alors une forte réputation de chercheur engagé.

Au début de sa carrière, rien ne semblait le prédestiner à écrire une contribution majeure à la théorie de la planification et à l'histoire de l'urbanisme. Cependant, *a posteriori*, il nous est plus facile de voir ce qui l'a mené des Highlands sud-asiatiques à la critique de l'État moderne et de la planification. À la manière de l'anthropologue Pierre Clastres, il trouve dans les collines sud-asiatiques, et plus particulièrement cette région qu'il nomme Zomia, des peuples insubordonnés qui ont développé une série de stratégies afin de résister à l'oppressif processus de construction de l'État moderne. Dans ses premiers écrits, Scott expose des pratiques et des discours de résistance et dénonce les méprises de la pensée d'État, incapable de saisir les spécificités de ces communautés. Ainsi, il existe des liens évidents entre ces recherches et les écrits de Rabinow et Wright sur l'urbanisme colonial, ainsi qu'avec les recherches sociologiques qui, au même moment, mettent en lumière la richesse de la vie sociale des quartiers ouvriers des grandes villes. En gros, on retrouve dans les premiers écrits de Scott une critique équivalente du rationalisme et des tentatives de recréer *ex nihilo* une communauté humaine à partir de critères abstraits. Scott partage avec les sociologues un présupposé anthropologique selon lequel la solidarité humaine et l'entraide sont des comportements qui ne se développent que de manière organique au travers d'habitudes de vie et de langages vernaculaires et qui, pour cette raison, ne peuvent être réduits aux catégories de la science moderne. Scott est particulièrement marqué par l'idée d'économie morale développée par E. P. Thompson, tout comme par l'affirmation avec

lequel ce dernier termine son fameux article de 1967 « Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism » : « The growth of social consciousness, like the growth of a poet's mind, can never, in the last analysis, be planned⁶¹. »

En 1990, Scott publie un premier livre essentiellement théorique, *Domination and the Arts of Resistance*, dans lequel il dresse un bilan de ce qu'il a appris dans ses études de terrain⁶². On y trouve une charge contre toutes les approches qui visent à expliquer l'intériorisation et la naturalisation de la norme des dominants par les dominés et, notamment, une critique de la théorie de l'idéologie. Pour Scott, ces approches participent à l'occultation du comportement et de la parole des dominés. Selon lui, les dominés ne consentent jamais complètement au pouvoir des dominants. Cependant, la résistance est souvent cachée dans des gestes et des paroles réprimées et assourdies. Reprenant des idées de de Certeau, il affirme qu'il faut savoir lire entre les lignes afin de mettre en lumière les textes cachés (« *hidden transcripts* ») des subalternes, c'est-à-dire qu'il faut comprendre le vernaculaire et entrer dans l'intimité des personnes dominées. Parfois, un même geste, que ce soit une réponse ou une manière d'obéir, peut revêtir deux sens bien différents, selon le point de vue à partir duquel il est observé. Scott oppose les textes cachés aux textes publics (« *public transcripts* ») qui eux s'expriment toujours dans le langage standardisé du pouvoir. Il élabore ainsi une méthode et un cadre théorique afin d'étudier ce qu'il appelle l'infra-politique des groupes subalternes.

De plus, dans ce livre, on trouve déjà en germe les éléments clé de sa théorie de la planification : nature humaine récalcitrante et irréductible, importance du vernaculaire et division de l'analyse entre les vues d'en bas et d'en haut. Malgré tout, Scott affirme ne pas s'être attardé à la domination scientifique de l'État moderne, car la parole des dominés et la relation personnalisée entre dominant et dominé est ce qui l'intéressait en premier lieu. Or, selon lui, tous ceux qui se sont intéressés à la domination scientifique, ou à la domination légale-rationnelle pour parler comme Weber, en tête desquels il place Foucault, ont eu tendance à focaliser sur la forme de pensée et les médiations par lesquelles elle s'exerce, cela en laissant dans l'ombre les comportements et les textes cachés des dominés, comme si expliquer l'État

⁶¹ Edward P. Thompson, « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past & Present*, vol. 38, 1967, p. 97.

⁶² James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

impliquait nécessairement de rendre ceux-ci invisibles. Afin de remédier à cette insuffisance de la théorie de l'État, Scott emprunte, dans son deuxième livre théorique, *Seeing Like a State*, le chemin inverse et transpose les acquis de l'anthropologie de la domination à l'étude de la planification et de l'État moderne. À cette occasion, il reprend la lecture de Michel Foucault, avec lequel il entretient un rapport complexe qu'il résume dans un entretien à la revue *Vacarme* :

[...] je dois réellement beaucoup à Foucault, il m'a influencé sur de nombreux sujets. Je pense que, même s'il disait qu'il était tout autant intéressé par l'étude de la résistance que par celle des structures d'hégémonie, il a consacré le plus clair de son temps aux structures de l'hégémonie. Foucault évoque l'idée que tout pouvoir appelle, en réaction, une certaine forme de résistance; il évoque également les formes de résistance par l'association de savoirs assujettis et de savoirs savants. Mais il ne développe pas de réelle théorie de la résistance. Il est clair selon moi qu'il comprenait fondamentalement la manière dont pouvoir et résistance vont de pair, comme en une sorte de mariage banal. Il aurait pu produire le type d'analyse que j'aurais aimé qu'il produise, mais il était occupé à d'autres tâches⁶³.

Scott tire donc de Foucault cette idée selon laquelle tout pouvoir implique une résistance. Cependant, il reprend les idées de de Certeau et de Ginzburg selon lesquelles Foucault ne se serait pas suffisamment attardé aux micro-pratiques de résistance : « Ce qui intéresse surtout Foucault, ce sont les critères de l'exclusion : les exclus, un peu moins, écrit notamment Guizburg⁶⁴. » Afin de remédier à la situation, Scott tente de coupler les idées de Foucault sur le pouvoir à une analyse des pratiques de résistance. Son objectif est d'étudier la domination étatique de manière à montrer les effets délétères de l'occultation de la parole des dominés. Si certaines de ses critiques de Foucault peuvent être considérées comme valables et importantes, le problème est que Scott retombe lui-même dans un grand récit de la domination⁶⁵. En se concentrant exclusivement sur les effets disruptifs de la planification urbaine Scott résume l'histoire de l'urbanisme à l'avènement d'une grande force de domination et à une perte anthropologique, ce qui, à notre avis, est difficilement conciliable avec les idées de Foucault.

⁶³ James C. Scott, Gilles Chantraine et Olivier Ruchet, « Dans le dos du pouvoir. Entretien avec James C. Scott », *Vacarme*, n° 42, 2008, p. 10.

⁶⁴ Carlo Ginzburg, *Le fromage et les vers*, Paris, Flammarion, 2019, p.16.

⁶⁵ Cette critique est développée dans Mariana Valverde, « Seeing like a city: the dialectic of modern and premodern ways of seeing in urban governance », *Law & Society Review*, vol. 45, n° 2, 2011, p. 277-312

1.4.2 Le regard de l'État

Seeing Like a State reprend mot pour mot la problématique de *Death and Life of Great American Cities*, soit : pourquoi les grands plans échouent-ils constamment à améliorer la condition humaine? Cependant, Scott reprend aussi le geste des lecteurs de Foucault et déplace l'attention de l'évaluation des grands modèles vers une mise en accusation de la volonté de savoir et élargit le spectre de la critique à tous les grands projets de réforme sociale. Néanmoins, il ne se plonge pas dans l'analyse détaillée des politiques publiques et demeure attaché aux idées et aux théories. Il souhaite démontrer que la planification moderniste emprisonne les habitants dans des simplifications étatiques qui nient leur inventivité et leur intelligence et qui ne font aucune place au savoir pratique ordinaire, à l'improvisation et aux pratiques informelles, éléments qui sont pourtant essentiels à la réussite des projets humains selon lui. Les échecs catastrophiques proviendraient donc non pas d'un mauvais modèle de ville, mais d'une rationalité tronquée qui tente de réduire ce qui, par nature, est d'une complexité irréductible. Scott reprend donc le thème de la complexité, un leitmotiv de toute la critique de la planification moderniste, et récupère à son compte autant les idées de Jacobs sur la complexité organisée de la ville que celles des néolibéraux sur la complexité des rapports économiques et celles des écologistes sur la complexité des écosystèmes. Il écrit dans *Two Cheers for Anarchism*, un recueil de textes écrits en marge de *Seeing Like a State* :

Where such [large-scale modernist] schemes run into trouble, sometimes, catastrophic trouble, is when they encounter a recalcitrant nature, the complexity of which they only poorly comprehend, or when they encounter a recalcitrant human nature, the complexity of which they also poorly comprehend⁶⁶.

Selon Scott, l'idéologie moderniste-avancée (« *high modernism* ») explique la mauvaise compréhension de la nature humaine et l'ignorance de la complexité au cœur des grands projets d'urbanisme. Il est cependant quelque peu surprenant que Scott utilise ici le concept d'idéologie, lui qui consacre pourtant de longs passages de *Domination and the arts of Resistance* à démontrer que l'approche en termes d'idéologie ne permet pas de rendre compte des gestes de

⁶⁶ James C. Scott, *Two Cheers for Anarchism. Six Easy Pieces on Autonomy, Dignity, and Meaningful Work and Play*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 36-37. Pré

résistance des dominés. Or, dans *Seeing Like a State*, son objectif est tout autre. Il se place plutôt du côté des dominants et il cherche à expliquer pourquoi ceux-ci sont incapables de voir la complexité de la réalité. Le concept d'idéologie, qui signifie une manière de penser empreinte d'illusion, apparaît alors fertile, car pour Scott les réformateurs sociaux et planificateurs modernistes s'illusionnent et surévaluent leur capacité de transformer la nature et la société au moyen du savoir technique. Selon lui, l'idée selon laquelle il serait possible de réorganiser l'ensemble de la nature et de la société grâce au savoir technique, idée qui est au cœur de l'idéologie moderniste-avancée, est une dangereuse illusion liée à un désir de pouvoir et une fascination pour la technique. La conséquence la plus grave est la destruction du vernaculaire, du sens commun et du savoir pratique traditionnel ce qui, pour les individus moyens, produit une augmentation de la dépendance envers la technique et l'État administratif, et donc une perte de liberté et un sentiment de dépossession.

La majeure partie de *Seeing Like a State* vise à décrire cette idéologie, les contextes dans lesquels elle s'est mise en place et diffusée et les conséquences désastreuses que cela a eues pour la condition humaine. En ce sens, ce livre est assez proche des différentes critiques du rationalisme et du modernisme qui ont ponctué le XX^e siècle. En fait, Scott n'hésite pas à puiser dans des courants de pensée assez différents, que ce soit la théorie critique, la rationalité limitée ou le conservatisme moral, ni à enfoncer des portes ouvertes. Par exemple, il dénonce l'enthousiasme démesuré devant la technique, qui mène à se laisser dominer par celle-ci, il montre que la foi dans le progrès technologique mène à des désastres écologiques et il soutient que l'idéologie moderniste-avancée est extractiviste et capitaliste et implique une réification de la société et de la nature et un bannissement de la politique au profit de l'administration des choses. Sur le plan historique, plusieurs idées de Scott sont aussi relativement convenues. Il explique par exemple que les expérimentations sociales les plus catastrophiques ont été réalisées avec le soutien d'un État autoritaire, là où la société civile, pour différentes raisons, était prostrée et incapable de résister.

De plus, n'hésitant pas à brosser l'histoire à gros traits, Scott propose des images frappantes. En effet, en guise d'exemples, il évoque les tentations autoritaires dans l'Allemagne du début du XX^e siècle et s'attarde au volontarisme ayant présidé à la construction de la ville de Brasilia et à la collectivisation des terres sous Lénine. Aussi, tout comme Jacobs, il voit dans les idées

de Le Corbusier le paroxysme du modernisme-avancée. Pour lui, Le Corbusier incarne l'idéal-type du planificateur qui est fasciné par le progrès technique, les vols d'avions et la vue de haut et qui est incapable de reconnaître une quelconque liberté aux destinataires des aménagements qu'il conçoit sinon que d'en être indisposé.

La grandeur du livre de Scott se trouve ainsi moins dans la nouveauté des idées qu'il contient que dans la synthèse qu'il propose et les extrapolations qu'il rend possibles. Son modèle se prête en effet à des applications diverses et extensives. En gros, il s'agit, à la manière de la méthode de Michel de Certeau, de dénoncer, au cœur des grands projets politiques et économiques de la modernité, une volonté moderniste de tout voir et de tout prévoir (l'idéologie moderniste-avancée) et de réhabiliter une nature humaine rétive et irréductible, c'est-à-dire des pratiques de braconnage et de résistance. Cela dit, malgré ce caractère un peu simpliste, la théorie de Scott a le mérite de porter l'attention sur le problème de la visibilité et de la lisibilité (« legibility »), qui serait au cœur de l'idéologie moderniste-avancée, car, soutient-il, la lisibilité de la nature et de la société est la condition de possibilité de toutes actions réformistes, interventions de l'État ou transactions économiques. Scott approfondit ainsi l'idée énoncée par Richard Sennett dans *Conscience of the Eye* publié en 1990 selon laquelle le problème fondamental de l'urbanisme moderne serait l'idéal de lisibilité. Pour Sennett, les urbanistes orthodoxes, animés par une peur immature du désordre, produisent des espaces entièrement lisibles, c'est-à-dire fermés et entièrement ordonnés. Or, ces espaces où tout est à sa place et immédiatement lisible ne peuvent être qu'ennuyeux et insignifiants. Sennett écrit : « Good intentions, however, blind the planners to a truth that novelist knows : you cannot begin something significant by creating immediate fullness⁶⁷. » Cela dit, avec cette idée d'ennui, Sennett demeure proche de Jacobs tandis que Scott va, quant à lui, beaucoup plus loin et soutient que l'idéal moderniste de lisibilité amène un renforcement du pouvoir d'État et une dépossession anthropologique.

Pour ce faire, Scott reprend les idées de la vue panoptique et de la « pulsion scopique » développées respectivement par Foucault et de Certeau et forge deux nouveaux concepts, soit

⁶⁷ Richard Sennett, *The Conscience of the Eye : The Design and Social Life of Cities*, New York, WW Norton & Company, 1990, p. 196. Scott partage aussi avec Sennett cette idée de la ville comme terrain de jeux. Voir *Two Cheers for Anarchism*, *op. cit.*, p. 41.

ceux de simplification étatique et de regard de l'État. Simplification, dit Scott, parce que les faits observés impliquent une sélectivité et une mise en forme qui réduisent la complexité du réel, et étatique parce que ces simplifications présupposent un point de vue surplombant et centralisé. Pour Scott, l'idéologie moderniste-avancée repose principalement sur la mise en place agressive d'une autorité centralisée, c'est-à-dire d'un point de vue à partir duquel l'entièreté du monde serait visible et lisible. Or, ce point de vue surplombant à partir duquel sont construites toutes les simplifications étatiques est sans lien direct avec l'expérience quotidienne des habitants. Ces simplifications ne peuvent donc être compréhensibles et utiles pour les habitants que par le biais d'une retraduction dans le vernaculaire. Mais comme l'idéologie moderniste avancée a comme objectif explicite de conquérir tous les espaces illisibles, elle cherche à éviter cette retraduction et procède plutôt à un arraisonnement autoritaire des consciences afin d'imposer ses catégories : « The categories used by state agents are not merely means to make their environment legible; they are an authoritative tune to which most of the population must dance⁶⁸. » En résumé, pour Scott, les simplifications servent d'abord et avant tout, la pensée abstraite et le pouvoir de ceux qui maîtrise celle-ci, c'est-à-dire l'État, les fonctionnaires et les commerçants, et mène à une inflation dangereuse des technologies de pouvoir : « State simplifications [...] are designed to provide authorities with a schematic view of their society, a view not afforded to those without authority⁶⁹. »

Finalement, Scott soutient que la mise en place de l'urbanisme moderne s'explique principalement par une conjonction entre une élite éclairée qui développe des outils afin de rendre la nature et la société lisibles et des institutions dont le pouvoir repose sur une rationalisation des pratiques et un quadrillage de l'espace, soit l'État et les organisations de l'économie marchande. Il reprend alors la généalogie de l'État et y fait entrer de nouveaux éléments. Il fait notamment commencer celle-ci avec la foresterie scientifique en Allemagne et la régularisation des noms propres en Angleterre et fait ensuite une place de choix à la mise en place des cadastres en France et la standardisation des unités de mesure. Pour les urbanistes

⁶⁸ James C. Scott, *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998, p. 83.

⁶⁹ *Ibid.*, p 79.

lecteurs de Scott, tous ces événements deviennent des préalables à la planification urbaine moderniste dont l'histoire se résume alors à la mise en place du regard de l'État.

1.4.3 La *mètis* ou la débrouillardise en danger

Le constat général qui ressort des écrits de Scott est ainsi plutôt sombre. Le regard de l'État se présente comme un rouleau compresseur produisant une standardisation du langage, un quadrillage de l'espace et une ségrégation des fonctions qui empêchent de voir les pratiques humaines dans toute leur complexité. À un tel point que Scott se demande si l'État moderne ne fera pas ultimement disparaître toutes les formes de vernaculaire et ainsi toutes les possibilités d'auto-organisation humaine⁷⁰.

Ainsi, dans la perspective de Scott, il faut à tout prix chercher à inverser ou réfréner le mouvement de la rationalité technique et du regard de l'État. En conclusion de *Seeing Like a State*, il offre donc des règles de méthode afin de pratiquer une planification qui soit moins susceptible de produire des désastres. En gros, il dit deux choses : il faut changer notre conception du savoir et abaisser les attentes. Pour Scott, non seulement plus les attentes sont grandes, plus les risques d'échec sont grands, mais plus les projets de réformes sont imposants, plus l'imaginaire qui les sous-tend est illusoire et opaque. Il faut donc rabaisser les ambitions de la raison et reconnaître les limites de son pouvoir et, pour ce faire, il propose de reconsidérer notre conception de la nature humaine et de retrouver une dimension oubliée du savoir, qu'il nomme la *mètis*. Concept grec étudié par les hellénistes français Marcel Détiéne et Jean-Pierre Vernant et utilisé par de Certeau, la *mètis* est une forme d'intelligence pratique proche de la ruse. Elle est la faculté que l'être humain utilise dans l'expérience quotidienne afin de tirer profit du monde qui l'entoure. Elle est ainsi une forme de savoir-faire, mais plus oblique et moins noble que la *phronesis*, la sagesse pratique d'Aristote. Elle implique parfois l'arnaque et se transmet de manière informelle par la tradition et la pratique artisanale, ce qui la rend insaisissable par le pouvoir. De plus, à l'opposé de la rationalité technique, la *mètis* est une forme de débrouillardise, c'est-à-dire un savoir local et incarné qui ne vaut que dans la pratique.

⁷⁰ *Ibid.*, p. XXI–XXIII; *Two Cheers for Anarchism*, *op. cit.*, p. 53.

Afin de protéger la *métis*, Scott propose quatre règles : faire des petits pas, favoriser la réversibilité, planifier en fonction des surprises, planifier en fonction de l'inventivité humaine⁷¹. Pour Scott, si nous suivons ces règles, nous allons permettre à tout un chacun de s'approprier et de transgresser les modèles d'aménagement, c'est-à-dire de mettre à profit son intelligence et son inventivité, ce qui, selon lui, est la seule manière d'éviter des désastres.

De plus, dans *Two Cheers for Anarchism*, il affirme être en faveur, tout comme Jacobs, d'une revalorisation des petits propriétaires-habitants⁷². Jacobs, on le sait, affirme une telle chose, car elle pense, contrairement aux promoteurs de la rénovation urbaine, que la « détaudification » d'un quartier ne peut provenir que de l'action de la communauté et des habitants, ce que le modèle du propriétaire-habitant favorise. De même, Scott soutient ce modèle, car il favorise la capacité autonome du citoyen moyen, le sentiment d'appartenance et le savoir-faire local, bref, une certaine forme de *métis*.

En résumé, ce qui est important pour nous, c'est que Scott complète le renversement orchestré par Jacobs. De la haine de la ville des premiers urbanistes, on aboutit, avec la révolte contre la planification, à la haine du plan.

1.5 De Michel Foucault à James C. Scott : le malentendu de la critique

La relation entre la rationalisation et les excès du pouvoir est évidente. Et nous ne devrions pas avoir à attendre la bureaucratie ou les camps de concentration pour reconnaître l'existence de relations de ce type. Mais le problème qui se pose est le suivant : que faire d'une telle évidence? Faut-il faire le procès de la raison? À mon avis rien ne saurait être plus stérile. [...] parce qu'un tel procès nous condamnerait à jouer le rôle arbitraire et ennuyeux du rationalisme ou de l'irrationalisme.

Michel Foucault⁷³

Comme annoncé, nous souhaitons maintenant montrer que, loin de contenir un remède aux lectures simplistes de Foucault, la pensée anti-planification de Scott reproduit un malentendu

⁷¹ James C. Scott, *Seeing Like a State*, *op. cit.*, p. 344-345. Ces règles sont bien sûr très proches des leçons que tire Jacobs de ses observations de la vie urbaine relatées dans Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, *op. cit.*

⁷² James C. Scott, *Two Cheers for Anarchism*, *op. cit.*, p. 85

⁷³ Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, *op. cit.*, p. 1044 et 953-954.

important concernant le rôle de la critique. Pour ce faire, nous allons revenir sur les écrits de Foucault portant sur la critique et nous exposerons comment Scott fait basculer la critique dans le procès de la raison et l'hypothèse du surplomb, ce que Foucault voulait pourtant éviter. Ultimement, nous souhaitons montrer qu'il y a chez Foucault, contrairement à ce que l'on trouve chez Scott et les anti-planificateurs, une manière de faire une histoire critique de l'urbanisme qui évite de tomber dans l'hypothèse du surplomb.

1.5.1 Deux manières d'exercer la critique

À partir de la fin des années 1970, dans un ensemble disparate de cours, d'entretiens et de conférences, Foucault revient sur sa conception de la critique. Étonnamment, du moins pour tous ceux qui avaient vu dans ses œuvres une dénonciation unilatérale des Lumières, Foucault se revendique alors de l'héritage kantien de l'*Aufklärung*. Cependant, il le fait en le distinguant d'une autre compréhension de la critique, qui serait aussi présente chez Kant. En effet, dans la conférence « Qu'est-ce que la critique? » prononcée en 1978 à la Société française de philosophie et dans « Qu'est-ce que les Lumières? », un article publié d'abord en anglais en 1984, Foucault propose une relecture de Kant et expose deux manières d'exercer la critique. Nous pensons qu'une relecture minutieuse de ces textes clés où Foucault se prête à une forme d'auto-interprétation permet de détricoter le tandem Foucault-Scott et ainsi de reconsidérer l'histoire de l'urbanisme.

Tout d'abord, dans « Qu'est-ce que la critique? », Foucault soutient que l'attitude critique naît en réaction à ce qu'il appelle la *gouvernementalisation* de la société et des individus, un mouvement qui proviendrait de la sécularisation de la pastorale chrétienne, c'est-à-dire du déplacement du thème de l'art de gouverner vers la société civile, et dans lequel devrait être inscrite la naissance de la police. Bref, parallèlement à toute une série de techniques et de pratiques visant explicitement le gouvernement des hommes qui se sont développées depuis le XVI^e siècle, dans cette même « inquiétude autour de la manière de gouverner », se serait développée, nous dit Foucault, une attitude critique. À la fois « partenaire et adversaire » des

arts de gouverner, il la définit comme « l'art de n'être pas tellement gouverné » et soutient qu'elle a pour fonction essentielle le « désassujettissement »⁷⁴.

À ce stade-ci, la pensée de Scott apparaît tout à fait cohérente avec la définition générale de la critique en ce qu'elle peut être conçue, en effet, comme le revers de l'inflation des techniques de gouvernement dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Or, la différence apparaît au moment où Foucault retrace, à l'intérieur de l'œuvre de Kant, une bifurcation quant à la manière de comprendre et d'exercer la critique. Foucault souligne qu'il existe une grande différence, voire une tension, entre le projet de la *Critique de la raison pure*, qui est d'établir les limites de la faculté de connaître, et celui énoncé dans « Qu'est-ce que l'*Aufklärung*? », qui est plutôt d'interroger courageusement le présent de manière à sortir de l'état de minorité. Pourtant, cette différence tend à être occultée autant par Kant que par ses lecteurs et continuateurs parce que, plutôt que d'y voir un décalage ou une tension, Kant y a vu un lien de nécessité : « Kant a fixé à la critique dans son entreprise de désassujettissement par rapport au jeu du pouvoir et de la vérité, comme tâche primordiale, comme prolégomènes à tout *Aufklärung* présente et future, de connaître la connaissance, écrit Foucault⁷⁵. » Or, selon lui, cette liaison fait tomber la critique dans un questionnement qui est en fait l'inverse de l'*Aufklärung*. Car si l'*Aufklärung* cherche un usage de la raison qui soit libérateur, la critique qui se développe dans la lignée de Kant aboutit finalement à une méfiance face à la raison et à sa tendance à s'illusionner; son objectif est d'établir des limites et de la tenir en bride. Selon Foucault, le développement conjoint de la science positiviste, des forces productives et de l'État gouvernemental a offert une prise historique à cette critique kantienne; en effet, devant les formes excessives de pouvoirs technicisées qui en furent la conséquence, c'est la raison qui s'est retrouvée au banc des accusés. Ainsi, la question critique est devenue : « comment se fait-il que la rationalisation conduise à la fureur du pouvoir?⁷⁶ »

Or, l'objectif de Foucault est de remettre en question cette préséance accordée à la critique entendue comme une « enquête en légitimité des modes historiques du connaître⁷⁷ », cela en

⁷⁴ Michel Foucault, « Qu'est-ce que la critique? », *Bulletin de la Société Française de Philosophie*, n° 84, 1990, p. 38-39.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 41

⁷⁶ *Ibid.*, p. 44

⁷⁷ *Ibid.*, p. 47.

revenant à la question de l'*Aufklärung*. Bien qu'il demeure évasif sur les raisons précises qui justifient ce retour, on peut retracer, entre les lignes et ailleurs dans ses écrits, des pistes expliquant pourquoi il se refuse à pratiquer la critique à la manière de la *Critique de la raison pure*. En gros, pour Foucault, faire le procès de la raison implique d'établir des critères qui distinguent le savoir de l'illusion ou le savoir légitime du savoir illégitime, ou encore, pour parler comme James C. Scott, la *mêtis* de la rationalité technique. Cette forme de critique tente ainsi d'arbitrer la connaissance et bascule dans une anthropologie, c'est-à-dire qu'elle érige la description de la finitude humaine en solution à tous les problèmes philosophiques⁷⁸. Cette aporie, Foucault l'a identifiée dès ses premiers écrits. Henri Gouhier, président du jury qui a évalué ses recherches doctorales en 1961, affirma à cette occasion : « La critique tombe dans l'anthropologie et Nietzsche l'en tire⁷⁹. » Foucault, en effet, ne peut se satisfaire d'une critique dont le rôle serait d'instituer, au moyen d'une anthropologie, les limites du connaissable. Pourquoi? Parce que, selon lui, le rôle de la critique doit être d'interroger les limites, voire de les destituer, et non de les instituer.

Voilà pourquoi il cherche une autre manière d'exercer la critique et en revient à la question de l'*Aufklärung*. Interroger le présent implique pour Foucault de partir des formes actuelles de pouvoir et d'analyser leur imbrication historique avec des formes particulières de savoir. En bref, interroger le présent c'est se demander : de quelles rationalités les formes actuelles du pouvoir se réclament-elles? L'objectif de cette critique est alors non pas d'établir les conditions d'un savoir légitime, mais plutôt de transformer la liaison pouvoir-savoir en événement historique. Foucault parle de procédure d'*événementialisation* afin de montrer qu'il s'agit de transformer le présent en une série d'événements, c'est-à-dire en succession improbable d'articulations de savoir et pouvoir. Il utilise aussi l'expression « ontologie historique », expression qui sera reprise abondamment, notamment par l'historien des sciences Ian Hacking⁸⁰. Dans une formule un peu difficile, tout à fait typique de son style particulier, Foucault résume le questionnement qui devrait guider une telle critique :

⁷⁸ « [...] par anthropologie, j'entends cette structure proprement philosophique qui fait que maintenant les problèmes de la philosophie sont tous logés à l'intérieur de ce domaine que l'on peut appeler celui de la finitude humaine. » Michel Foucault, *Dits et écrits I (1954-1979)*, Paris, Gallimard, 2001, p. 467.

⁷⁹ Didier Eribon, *Michel Foucault 1926-1984*, Paris, Flammarion, 1989, p. 188.

⁸⁰ Ian Hacking, *Historical Ontology*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

Comment l'indissociabilité du savoir et du pouvoir dans le jeu des interactions et des stratégies multiples peut-elle induire à la fois des singularités qui se fixent à partir de leurs conditions d'acceptabilité et un champ de possibles, d'indécisions, de retournements et de dislocations éventuelles qui les rend fragiles, qui les rend impermanentes, qui font de ces effets des événements, rien de plus que des événements⁸¹?

En résumé, la première manière d'exercer la critique vise à réhabiliter un sujet limité, blessé ou oublié afin de faire contrepoids à un pouvoir-savoir potentiellement totalitaire, ce qui permet de « réenchâsser » le pouvoir dans les limites de l'acceptable. La seconde, quant à elle, vise plutôt à raconter le présent de manière à ce que les formes actuelles de pouvoir-savoir apparaissent fragiles, impermanentes et destituables. Dans « Qu'est-ce les Lumières? » Foucault affirme que si la critique demeure toujours une réflexion sur les frontières, « on doit échapper à l'alternative du dehors et du dedans » et transformer la question kantienne, qui « était de savoir quelles limites la connaissance doit renoncer à franchir » en question positive et se demander : « dans ce qui nous est donné comme universel, nécessaire, obligatoire, quelle est la part de ce qui est singulier, contingent et dû à des contraintes arbitraires⁸² ». L'attitude critique (la seconde, celle que Foucault valorise) vise en somme à expérimenter les limites de notre situation historique.

On voit mieux maintenant les lignes de faille entre la pensée de Scott et celle de Foucault. Quoique les deux conçoivent qu'il n'y a pas de pouvoir sans rétivité, leur manière de comprendre la résistance est foncièrement différente. Pour Scott, la résistance passe par une défense du vernaculaire et du savoir-faire traditionnel, tandis que chez Foucault, elle passe plutôt par la promotion de « nouvelles formes de subjectivité⁸³ ». Ainsi, contrairement à Scott, Foucault ne propose pas une stratégie défensive de réduction des attentes, mais plutôt une manière d'expérimenter les limites de l'espace discursif dans lequel il se trouve. En ce sens, sa fascination pour les mémoires du parricide Pierre Rivière ou pour ceux de l'hermaphrodite Herculine Barbin ne s'explique pas parce que ceux-ci contiendraient des paroles cachées ou un vernaculaire réprimé, mais plutôt parce qu'ils exposent des expériences limites qui fragilisent les articulations pouvoir-savoir qui constituent notre présent.

⁸¹ Michel Foucault, « Qu'est-ce que la critique? », p. 53.

⁸² Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, op. cit., p. 1393.

⁸³ *Ibid.*, p. 1051.

1.5.2 Le retour de l'irrationalité de la rationalité

Foucault développe ces réflexions concernant la critique en partie en réaction à des interprétations de ses écrits qu'il trouve abusives; comme quoi Scott n'est pas le seul à avoir vu chez Foucault un procès de la raison. En effet, à la fin des années 1970, Foucault s'évertue à montrer que cette lecture fréquente qui fait de ses œuvres des dénonciations de la rationalisation et de la normalisation de la société et que partage par exemple le philosophe Jürgen Habermas repose en fait sur un malentendu. Il doit notamment s'expliquer lors d'une table ronde organisée autour de *Surveiller et punir*, un livre particulièrement propice aux malentendus. Il répond alors aux critiques de Jacques Léonard qui l'accuse de soutenir une thèse indéfendable, soit celle de la normalisation de la société : « On pourrait continuer ainsi longtemps, en soulevant la poussière des faits concrets, contre la thèse de la normalisation massive, soutient Léonard⁸⁴. » En guise de réponse, Foucault reconnaît qu'on tente souvent de surimposer sur son travail les idées « d'hyper et d'hyporationalisme⁸⁵ ». Or, cette interprétation, dit-il, repose sur une mauvaise compréhension de ce qu'il entend par société disciplinaire :

Quand je parle de société « disciplinaire », il ne faut pas entendre « société disciplinée ». Quand je parle de la diffusion des méthodes de la discipline, ce n'est pas affirmer que « les Français sont obéissants »! Dans l'analyse des procédés mis en place pour normaliser, il n'y a pas « la thèse d'une normalisation massive ». Comme si, justement, tous ces développements n'étaient pas à la mesure d'un insuccès perpétuel⁸⁶.

Cette réponse semble donner raison à Paltrinieri concernant le fait que le récit de la résistance que l'on trouve chez Scott pourrait être un remède aux lectures réductrices de Foucault. Or, ce serait oublier que Foucault se refuse à parler en termes généraux, comme Scott, de rationalisation et de vernaculaire, mais surtout, il refuse de qualifier d'échecs, comme le fait Scott, les projets des réformateurs sociaux⁸⁷. En effet, il poursuit sa réponse à Jacques Léonard en affirmant :

⁸⁴ Jacques Léonard, « L'historien et le philosophe », dans Michelle Perrot, *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle*, Éditions du Seuil, 1980, p. 9-28.

⁸⁵ Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, op. cit., p. 844.

⁸⁶ Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, op. cit., p. 835.

⁸⁷ Dans « Le sujet et le pouvoir », il écrit : « Je pense que le mot « rationalisation » est dangereux. Ce qu'il faut faire, c'est analyser des rationalités spécifiques plutôt que d'invoquer sans cesse les progrès de la rationalisation en général. » Voir *Dits et écrits II (1976-1988)*, op. cit., p. 1044.

Ces programmations de conduite, ces régimes de juridiction/véridiction ne sont pas des projets de réalité qui échouent. Ce sont des fragments de réalité qui induisent ces effets réels si spécifiques qui sont ceux du partage du vrai et du faux dans la manière dont les hommes se « dirigent », se « gouvernent », se « conduisent » eux-mêmes et les autres⁸⁸.

L'angle d'analyse que propose Foucault est donc très différent de celui proposé par Scott. Pour Foucault, l'analyse en termes d'échecs est tout à fait contraire à la critique entendue comme une ontologie historique. Ce qu'il faut faire, nous dit Foucault, quand on analyse les projets des réformateurs sociaux – ou, dans notre cas, l'histoire de l'urbanisme –, c'est, non pas tracer une ligne de partage entre les réussites et les échecs afin d'établir des règles de conduite pour le futur, mais étudier comment ces projets sous-entendent et induisent un partage entre le vrai et le faux. Bien sûr, cela ne veut pas dire que ce type d'évaluation des politiques publiques en termes de réussite et d'échec soit totalement impertinent en soi, mais seulement que le projet foucauldien se trouve ailleurs, en marge de l'analyse habituelle des politiques publiques.

De même, face aux questions de Gérard Raulet, qui tente de l'amener sur le terrain de la théorie critique (et incidemment de le faire entrer dans un dialogue avec Habermas qui voit dans ses écrits un récit de la « bifurcation de la raison » qui « sous l'effet de sa propre force, se transforme et se réduit à un type de savoir qui est le savoir technicien ») il répond :

[...] je ne parlerais pas moi d'une bifurcation de la raison, mais en effet plutôt d'une bifurcation multiple, incessante, une sorte d'embranchement foisonnant. Je ne parle pas du moment où la raison est devenue technicienne [...]. Il n'y a pas de loi générale disant quels sont les types de rapports entre les rationalités et les procédures de domination qui sont mises en œuvre⁸⁹.

Bien sûr, dit Foucault, la rationalisation a mené à des excès du pouvoir et, bien sûr, l'augmentation des capacités techniques ne s'est pas traduite, comme on l'aurait pensé ou voulu, en une augmentation de la liberté, mais cela ne veut pas dire que ces projets étaient irrationnels ou motivés par une rationalité technique tronquée, handicapante ou vampirique. En fait, pour Foucault, cette piste d'analyse ne peut rien nous apprendre sur les effets réels et spécifiques des différents programmes de rationalisation des conduites. Elle ne peut que reproduire un découpage (plus ou moins arbitraire) entre le légitime et l'illégitime.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 848.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 1258, 1259 et 1268.

Il est difficile de dire exactement ce qui explique cet important malentendu dans la réception des travaux de Foucault. Paul Veyne, un historien très proche de ce dernier soutient qu'un des plus grands problèmes vient du fait que certains ont cherché, dans Foucault, le moyen de justifier leurs luttes politiques⁹⁰. Ils ont alors trouvé des mots et des concepts qu'ils ont réduits à des armes politiques. En suivant cette piste, on pourrait dire que ce malentendu provient d'une lecture superficielle, impatiente et intéressée, principalement faite par des militants, des praticiens et des chercheurs de terrain. Mais pour arriver à soutenir une telle thèse, il faudrait procéder à une étude rigoureuse des différents contextes de réception de l'œuvre de Foucault, ce qui n'est pas l'objet de notre recherche. Ce que nous pouvons affirmer cependant, c'est qu'il est clair que la lecture de Foucault dans le domaine des recherches en urbanisme a été faite dans un contexte de remise en question des modèles modernistes et a servi à expliquer les dérives du passé. On peut ainsi remarquer un déplacement important quant à la problématique qui guidait Foucault, déplacement qui en a mené plusieurs à voir chez Foucault une diabolisation et un rejet unilatéral de l'urbanisme moderniste d'après-guerre, quand il a pourtant affirmé explicitement ne pas vouloir faire un tel jugement.

1.5.3 La réduction de l'ambiguïté et la dévalorisation de l'expérimentation

Réalisée par Paul Rabinow et initialement publiée en anglais en 1982, l'entrevue intitulée « Espace, savoir, pouvoir » est le seul texte dans lequel Foucault traite explicitement d'architecture et d'histoire de l'urbanisme. Ce qui en ressort montre bien, que Foucault ne partage ni l'attitude critique des anti-planificateurs ni leur rejet unilatéral de l'urbanisme d'après-guerre.

Tout d'abord, à la question de savoir si certains projets architecturaux lui paraissent représenter des forces de libération ou de résistance, Foucault offre une réponse surprenante et tout à fait à l'opposé du tournant critique en urbanisme : « Eh bien, il y a Le Corbusier, que l'on décrit aujourd'hui – avec une certaine cruauté, que je trouve parfaitement inutile – comme une sorte de crypto-stalinien⁹¹. » Le choix de Foucault est ici, peut-on penser, tout à fait délibéré.

⁹⁰ Paul Veyne, *Michel Foucault, sa pensée, sa personne*, Paris, Éditions Albin Michel, 2008.

⁹¹ *Ibid.*, p. 1095.

En prenant pour exemple le plus polarisant des urbanistes, il s'attaque directement à l'idée selon laquelle il serait possible d'établir des critères permettant de différencier une architecture de l'oppression et une architecture de la liberté. Foucault soutient qu'aucune règle générale ne peut déterminer l'influence de la distribution spatiale sur les rapports sociaux et la pratique effective de la liberté. Les jeux de liberté varient selon des contextes et des pratiques plus larges. Afin de montrer l'ambivalence de l'architecture, il prend l'exemple du familistère de Jean-Baptiste Godin dans lequel chaque personne qui entre ou sort peut être vue par toutes les autres. Selon lui, ce modèle peut être soit tout à fait oppressant, s'il est mis au service d'une surveillance autoritaire, ou libérateur, s'il est mis au service de pratiques sexuelles illimitées. La position de Foucault est donc à l'opposé de celle de Jacobs et de Scott, car il soutient que ni l'architecture utopiste ni les plans de Le Corbusier ne sont pas en soi la marque d'une oppression autoritaire. Selon lui, présupposer que ces expérimentations seraient, de par leur nature, prédestinées à être dévoyées en machine d'oppression implique de s'ériger en juge de la liberté et de dévaloriser l'expérimentation, deux choses qu'il cherche à éviter⁹².

Dans le même ordre d'idées, Foucault prend position contre les idées selon lesquelles les architectes seraient porteurs d'un grand pouvoir, et le plan de construction, un marqueur de pouvoir reproduisant les hiérarchies sociales. L'architecte, « n'est pas comparable à un médecin, à un prêtre, à un psychiatre ou à un gardien de prison⁹³. » Non seulement son expertise est plus floue, mais je peux détruire la maison qu'il m'a construite, précise-t-il. Finalement, il prend aussi ses distances face aux discours qui font des Trente Glorieuses une période désastreuse pour l'humanité, et affirme que la diabolisation du passé récent ne sert en rien la critique : « Je pense qu'il y a une tendance assez générale et facile, contre laquelle il faut lutter, de faire de ce qui vient de se produire l'ennemi numéro un, comme si c'était toujours la principale forme d'oppression dont on a eu à se libérer⁹⁴. »

Ultimement, nous pensons que Foucault indique une voie de rechange pour la critique en urbanisme. En effet, plutôt que de nous demander ce qui, dans la pensée planificatrice des Trente

⁹² Pour une démonstration de l'impossibilité de tirer un lien causal entre forme urbaine et type de relations sociales, voir Jill Grant, « The Dark Side of the Grid : Power and Urban Design », *Planning Perspectives*, vol. 16, n° 3, 2001, p. 219-241.

⁹³ Michel Foucault, *Dits et écrits II (1976-1988)*, op. cit., p. 1097.

⁹⁴ *Ibid.*

Glorieuses est néfastes pour l'humain, il nous enjoint d'analyser son fonctionnement et ses conditions d'existence, ce que la présente thèse se propose de faire. Certes, cela ne veut pas dire que nous pensons que la première approche soit incorrecte ou illégitime. Au contraire, il peut être opportun de décrire les effets délétères d'un pratique et d'essayer de la corriger, seulement on ne peut en même temps se réclamer de l'archéologie foucauldienne, car sa visée est tout autre.

1.6 Une archéologie de l'urbanisme

Et, après tout, c'est bien cela la tâche d'une histoire de la pensée, par opposition à une histoire des comportements ou des représentations : définir les conditions dans lesquelles l'être humain « problématise » ce qu'il est, ce qu'il fait et le monde dans lequel il vit. [...] La dimension archéologique de l'analyse permet d'analyser les formes mêmes de la problématisation.

Michel Foucault⁹⁵

D'entrée de jeu, il est important de noter que le tournant critique en histoire de l'urbanisme a permis plusieurs avancées importantes. En plaçant l'accent sur les idées, le langage et la pratique quotidienne des urbanistes, les anti-planificateurs ont conçu l'enquête historique non comme le repérage de réalisations plus ou moins grandioses servant d'exemples pour le présent, mais comme un détour nécessaire pour comprendre les spécificités de la pratique urbanistique. En cela, leur démarche fut apparentée à celle de l'archéologie foucauldienne. Or, plutôt que de demander comment le discours et le regard urbanistique sont structurés, les anti-planificateurs, de Jacobs à Scott, se sont attachés à les dénoncer, en exposant ce qu'ils escamotent. Ils ont demandé : qu'est-ce que le discours n'a pas saisi ou plus précisément qu'est-ce que le regard urbanistique n'a pas vu et pourquoi ne l'a-t-il pas vu? Par conséquent, ils aboutissent à un questionnement normatif, soit : comment parler et exercer le regard différemment, de manière à rendre visible toute la richesse de l'expérience humaine? Plutôt que d'en interroger l'*a priori* historique, la critique en urbanisme demeure ainsi prise dans la quête du « bon regard ». Pour cette raison, cette approche est assez éloignée de la démarche archéologique. Elle n'a pas la distance que nécessite la description archéologique. En effet, si archéologie vise à étudier les

⁹⁵ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1994. p.18-19.

discours à partir d'une position d'extériorité, la critique de l'urbanisme des anti-planificateurs, fait sienne l'objectif de décrire les forces qui affectent (positivement et négativement) la vitalité de l'environnement urbain. Cette critique demeure donc, d'une certaine manière, dans le discours urbanistique.

De plus, en les accusant de démesure, d'illusion et d'erreur, les anti-planificateurs présentent les urbanistes modernistes comme des idéologues illuminés et intéressés qui persistent à croire en l'efficacité de grandes politiques d'aménagement qui, dans les faits, ne fonctionnent jamais. Selon nous, cette posture théorique ne peut expliquer la pérennité du discours urbanistique ni la forme actuelle dans laquelle se posent les problèmes d'aménagement du territoire. Elle ne peut qu'exiger, à la manière de Jane Jacobs, un changement de paradigme. Voilà pourquoi nous souhaitons, dans la suite de cette thèse, explorer une autre voie, en prenant comme point de départ la relecture de Michel Foucault que nous venons d'esquisser. Nous voulons suivre son idée de la critique comme ontologie historique et appliquer la démarche archéologique développée dans ses premiers écrits au problème de l'émergence et de la diffusion du regard urbanistique.

En établissant quelques points de comparaison avec certaines méthodes apparentées, telles l'histoire contextualiste de l'école de Cambridge et la sociologie wébérienne, il est possible de résumer à gros traits les particularités de la démarche archéologique que nous désirons ici emprunter⁹⁶. Tout d'abord, selon cette dernière, l'étude historique ne doit pas porter sur des auteurs ou des œuvres, mais sur des modes de problématisation et des discours. L'archéologie s'oppose ainsi à la manière dominante de faire l'histoire des idées – du moins celle qui fut dominante jusque dans les années 1960 et même au-delà – c'est-à-dire à une méthode qui fait de l'auteur le point d'appui à partir duquel se découpe l'histoire, et de l'œuvre un ensemble de textes dans lequel existe nécessairement une certaine cohérence. Pour cette raison, on peut voir dans les écrits de Foucault une grande convergence avec ceux de Quentin Skinner, pionnier de

⁹⁶ Notre interprétation de l'archéologie foucauldienne doit beaucoup à l'excellent livre de Béatrice Han, *L'ontologie manquée de Michel Foucault* [Grenoble, Éditions Jérôme Millon, 1998], un livre écrit dans le sillage des travaux marquants d'Hubert Dreyfus et Paul Rabinow [*Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*, New York, Routledge, 1982]. Ceci dit, si Han est plus proche du philosophe Hubert Dreyfus et cherche à montrer comment le questionnement de Foucault est traversé par des tensions philosophiques qui l'amènent à une reformulation constante et comment on peut y voir un dialogue implicite et inachevé avec la pensée post-métaphysique de Heidegger, nous nous plaçons plutôt dans la perspective de Paul Rabinow qui cherche davantage à étendre la démarche foucauldienne à l'étude de nouveaux objets tels la planification urbaine.

l'école de Cambridge, car les deux sont opposés à la méthode classique en histoire des idées politiques⁹⁷.

Cependant, l'archéologie ne cherche pas à commenter la pensée d'un auteur pas plus qu'elle ne cherche à reconstruire son intention (comme chez Skinner). Elle s'attarde plutôt à reconstruire la structure et les conditions d'existence des formations discursives, par exemple le discours psychiatrique ou le discours pénal. Ainsi, la démarche archéologique se caractérise par un mélange particulier entre la cueillette d'archives et l'interprétation philosophique – Foucault ayant lui-même longtemps hésité entre le statut d'historien et de philosophe. Foucault n'a cependant jamais fait d'histoire sociale. L'archéologie ne s'intéresse pas aux conditions sociales du discours, mais plutôt au discours en lui-même, c'est-à-dire aux conditions qui structurent la coexistence des énoncés dans une même formation discursive. L'analyse et le pistage des traces matérielles ont pour but de décrire la logique interne ou le mode de problématisation d'un discours particulier et non de dévoiler une vérité historique. L'archéologie suppose une consistance propre au discours et refuse les explications externes (sociales, économiques ou politiques). Dans *L'archéologie du savoir*, Foucault écrit :

Il ne s'agit pas de retrouver ce qui pourrait rendre légitime une assertion, mais d'isoler les conditions d'émergence des énoncés, la loi de leur coexistence avec d'autres, la forme spécifique de leur mode d'être, les principes selon lesquels ils subsistent se transforment et disparaissent⁹⁸.

De plus, contrairement à la méthode de l'école de Cambridge, la question de l'anachronisme demeure secondaire pour l'archéologie⁹⁹. L'objectif de l'archéologie est d'établir des régularités, des tensions, des circularités, voire des contradictions, dans la constitution même des formations discursives. Pour cette raison, l'analyse implique souvent des comparaisons, des superpositions et des retours dans lesquels l'attention à la chronologie est accessoire, ce qui a pu agacer certains historiens. Empruntant ce procédé, nous tenterons dans le prochain chapitre de reconstruire les différents arguments en faveur de la planification au XX^e siècle. Pour ce faire, nous reviendrons

⁹⁷ À ce propos voir un des premiers articles de Quentin Skinner, « Meaning and Understanding in the History of Ideas », *History and Theory*, vol. 8, n° 1, 1969, p. 3-53.

⁹⁸ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 167.

⁹⁹ Personne n'a mieux exposé cette différence que Richard Rorty dans « The Historiography of Philosophy : Four Genres » dans Richard Rorty, Jerome B. Schneewind et Quentin Skinner (dir.), *Philosophy in History : Essays on the Historiography of Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 49-75.

aux sources de la philosophie moderne chez Kant, puis ferons un bond dans le temps afin de traiter de la conception de la technique dans la deuxième moitié du XX^e siècle, cela en nous attardant sur les écrits de Hans Jonas. L'analyse proprement historique sera alors mise de côté au profit d'une étude des conditions d'existence du discours urbanistique procédant par figure paradigmatique.

Par ailleurs, le choix des objets est un autre élément différenciant la démarche archéologique de celle de l'école de Cambridge. En effet, si Skinner et ses collègues se sont attardés à préciser, voire à réécrire, l'histoire du canon de la pensée politique et sont demeurés, pour cette raison, attachés à l'étude de textes classiques comme ceux de Machiavel et de Hobbes, Foucault s'est quant à lui détourné de ce type de textes au profit d'une littérature grise à mi-chemin entre la science, la philosophie, l'art et le réformisme politique. Selon Richard Rorty, cette différence s'explique par le fait que l'archéologie vise explicitement à remettre en question le canon de la philosophie occidentale, tandis que l'école de Cambridge dénonce plutôt le traitement magnifiant qui en est fait – traitement qui en empêcherait une description historique rigoureuse¹⁰⁰. En prenant pour objet la folie, la prison et la sexualité, Foucault veut déplacer la focale et ouvrir des brèches dans l'histoire classique de la pensée. Par exemple, dans son cours intitulé *La société punitive*, il soutient qu'il est essentiel, pour comprendre la moralité occidentale, d'étudier le mouvement moderne de moralisation de la pénalité. Conséquemment, il se désole que l'on connaisse si peu les écrits de Patrick Colquhoun, ce marchand de Glasgow inventeur de la police anglaise. Il fait alors cette affirmation irrévérencieuse : « malheureusement, quand on enseigne la morale, quand on fait l'histoire de la morale, on explique toujours les *Fondements de la métaphysique des mœurs* et on ne lit pas ce personnage, fondamental pour notre moralité¹⁰¹. » Cette position que l'on pourrait considérer comme volontairement polémique est significative à plusieurs égards. Nous avons ici un spécialiste de Kant – la thèse complémentaire de Foucault, faut-il le rappeler, a impliqué la traduction et le commentaire d'un texte de Kant – qui affirme qu'on accorde habituellement trop d'importance à ce penseur dans l'histoire de la moralité moderne. C'est que, selon lui, on concentre toute

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Michel Foucault, *La société punitive. Cours au Collège de France 1972-1973*. Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 2013, p. 111.

l'attention sur des idées comme celle des droits de la personne, et à peu près aucune à l'évolution de la pénalité et de la police, phénomènes pourtant essentiels. Pour cette raison, la vision de la moralité moderne est partielle.

Afin de défaire cette image, la stratégie de Foucault est assez différente de celle de l'école Cambridge. Foucault ne tente pas de réinterpréter Kant en approfondissant le contexte et les dialogues dans lesquels ce dernier s'inscrit intentionnellement. S'il choisit d'étudier les écrits de Colquhoun, ce n'est pas parce que ceux-ci seraient dans un dialogue explicite avec le kantisme ou auraient reçu une large réception. Au contraire, l'objectif de Foucault est de déplacer l'attention vers un problème, celui de la pénalité et de la prison, qui n'est à peu près pas traité dans les écrits contemporains en philosophie morale. Or, si on accordait un tant soit peu d'importance à cette question, on n'aurait d'autre choix, selon Foucault, que de revoir notre conception lénifiante de la philosophie morale moderne. On voit bien ainsi comment le choix des objets de recherche, dans la démarche archéologique, vise toujours une remise en question plus large du récit de soi que la civilisation occidentale se fait d'elle-même. Notre décision de nous pencher sur le discours urbanistique des Trente Glorieuses, un objet peu commun en théorie politique, va dans le même sens.

Par ailleurs, si plusieurs ont vu, avec raison, des recoupements entre la démarche archéologique et la méthodologie wébérienne fondée sur la neutralité axiologique, Paul Rabinow souligne que l'importance accordée à la redécouverte et à l'analyse d'objets délaissés, tels les écrits de Patrick Colquhoun ou le projet de la prison panoptique de Bentham, est spécifique aux écrits de Foucault. Selon Rabinow, l'étude de ces objets ne vise pas la formation d'un idéal-type wébérien, c'est-à-dire d'une catégorie sociologique générale, ou d'un tableau général d'une époque. Au contraire, selon lui : « Foucault suggested finding real schemas and tracing their strategic uses and transformations, as well as the resistances they provoked¹⁰². » Le panoptique n'est pas un idéal-type peint par Foucault : ce plan de prison a d'abord une existence empirique dans les archives de la connaissance, ce que n'ont pas les idéaux-type wébériens. L'archéologie a ainsi un goût plus prononcé pour les exemples stratégiques – expression qu'utilise Rabinow –, ce qui pourrait s'expliquer, en suivant Rorty, par sa volonté de remettre en question le canon.

¹⁰² Paul Rabinow, *French Modern, op. cit.*, p. 212.

Plusieurs des grands livres de Foucault s'ouvrent en effet avec une fine description d'un objet précis : un portrait, une représentation ou un événement. Dans *L'histoire de la folie*, la nef des fous incarne le traitement étrangement hospitalier de la folie qui a précédé au grand renfermement caractéristique de l'âge classique; dans *Les mots et les choses*, les Ménines de Vélasquez donnent les clés du paradigme de la représentation propre à ce même âge classique; et, dans *Surveiller et punir*, l'exécution du parricide Damien en 1757 et un règlement de 1838 concernant l'emploi du temps dans une maison de jeunes détenus exposent l'incroyable fossé entre le supplice et la discipline. Ces exemples stratégiques, dirait Rabinow, frappent le lecteur et pointent vers une nouvelle grille d'intelligibilité. Il y a donc là, peut-on penser, autant une technique d'écriture qu'une technique de recherche. L'objectif est d'utiliser des exemples frappants, cela afin d'ensuite remettre en question les récits conventionnels. C'est dans cet esprit que nous avons introduit cette recherche en présentant le plan témoin *Horizon 2000*. Cet exemple permet selon nous de remettre en question le portrait habituel qui est fait de l'urbanisme des années 1960 et qui le présente comme une pratique technocratique, autoritaire et exclusivement tournée vers l'automobile. Cet exemple nous amène à remettre en question l'image de l'urbanisme modernisme qui nous oblige à faire le procès de la raison. Nous tenterons ici de forger un autre récit du modernisme, moins monolithique et plus polyphonique.

Nous n'en resterons cependant pas à la description d'un cas exemplaire. Nous procéderons à une analyse de la structure du discours urbanistique montréalais auquel appartient *Horizon 2000*. Dans la conclusion de la thèse, nous reviendrons même à une forme de sociologie wébérienne et ferons ressortir différentes variantes du discours urbanistique des Trente Glorieuses. Tout comme Paul Veyne, nous pensons qu'il existe une grande correspondance entre les travaux de Foucault et ceux de Weber. Foucault ne se contente pas de présenter des exemples choquants, il cherche, tout comme Weber, à forger des catégories qui permettent une meilleure compréhension de la réalité historique. Veyne se désole que Foucault ait vu chez Weber une forme d'essentialisme sociologique. Selon lui, les idéaux-types wébériens ne sont pas des essences, comme a pu le croire à un certain moment Foucault, mais des réductions analytiques augmentant l'intelligibilité de la réalité historique, un peu comme le sont les trois

formes de pouvoir décrites par Foucault (le pouvoir souverain, le pouvoir disciplinaire, et le biopouvoir)¹⁰³.

Il ne faudrait cependant pas comprendre que notre recherche se caractérise par le niveau de généralité et la même exhaustivité qui caractérisent les grands travaux de Weber et Foucault. Notre étude se situe au niveau méso, et ne prétend donner le dernier mot sur l'urbanisme moderniste. Nous souhaitons participer à une remise en question la vision monolithique de l'urbanisme des Trente Glorieuses. Par exemple, dans le chapitre sur la rénovation urbaine, nous comparerons deux exemples paradigmatiques, soit le plan Dozois et le projet de rénovation de la Petite-Bourgogne, afin de montrer l'évolution rapide des sensibilités et des méthodes au sein des cercles d'expert et ainsi reconsidérer l'hypothèse selon laquelle les transformations des politiques urbaines de l'époque auraient été causées uniquement par la résistance et l'implication citoyenne. Nous souhaitons montrer que ces changements n'étaient pas seulement le fruit d'une pression externe, mais qu'ils ont pu exister en raison de la structure interne du discours urbanistique. Nous nous attarderons aussi sur Hans Blumenfeld, une figure peu connue, mais dont le parcours et les idées illustrent une variante importante du discours urbanistique des Trente Glorieuses. Nous contrasterons ensuite sa démarche avec celle de Jean-Claude La Haye et de Claude Robillard. Cette analyse nous amènera à réévaluer l'image uniforme de l'expert des Trente Glorieuses conçu comme un technocrate pro-croissance.

En résumé, nous allons emprunter une démarche archéologique afin de défaire certaines certitudes concernant l'histoire de l'urbanisme. De plus, nous allons reprendre ici la thèse développée par Foucault concernant les origines du discours médical et faire le pari qu'il est possible de la transposer, du moins en partie, dans le domaine de l'urbanisme.

1.6.1 *L'a priori* du regard urbanistique : la ville agonisante

Cet a priori, c'est ce qui, à une époque donnée, découpe dans l'expérience un champ de savoir possible, définit le mode d'être des objets qui y apparaissent,

¹⁰³ Paul Veyne, *Michel Foucault, sa pensée, sa personne, op. cit.*, p. 60-62. Sur les trois types de pouvoir voir : Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 2004.

arme le regard quotidien de pouvoirs théoriques, et définit les conditions dans lesquelles on peut tenir sur les choses un discours reconnu pour vrai.

Michel Foucault¹⁰⁴

Dans *Naissance de la clinique*, Foucault soutient que le regard clinique naît au moment où la mort est intégrée à l'expérience médicale. Selon lui, l'*a priori* de la clinique se trouve dans une articulation particulière entre l'espace, le langage et la mort, articulation qui rend possible un discours positif sur le corps malade. De même, nous pensons que le regard urbanistique naît au moment où la ville agonisante ou la non-ville est intégrée à l'expérience de la ville. Selon nous, l'image de l'urbaniste en médecin soignant la ville malade n'est pas seulement une métaphore abondamment utilisée par les premiers urbanistes, mais une idée qui permet de comprendre la structure même du discours urbanistique ou, pour parler comme Foucault, son *a priori* historique. En effet, sur quoi porte le savoir urbanistique sinon sur la ville malade, c'est-à-dire, sur le danger de mort qui pèse sur elle? Dans la présente thèse, nous souhaitons montrer que l'urbanisme naît au moment où la non-ville – cette ville (ou ce morceau de ville) métamorphosé en son contraire, c'est-à-dire en espace inhabitable et déshumanisant – est intégrée à l'expérience de la ville et entre dans le champ du visible et du dicible.

La confrontation de l'être humain avec un environnement qui lui apparaît hostile n'est bien sûr pas nouvelle. Or, la grande nouveauté de l'ère techno-industrielle est que l'habitat humainement produit peut se retourner contre son créateur. La grande ville moderne apparaît non seulement hostile à la survie de l'être humain, mais elle apparaît hostile à ce qui constitue son essence : la personnalité, la solidarité, la liberté. George Simmel a été un des premiers à analyser les effets de la métropole capitaliste sur la psyché humaine. Selon lui, l'environnement mécanisé de la métropole moderne est le fruit et de la centralisation de l'économie monétaire et de la compétition capitaliste et, pour cette raison, il se caractérise par un « rigoureux schéma temporel supra-subjectif », une intensification des stimulations nerveuses, des rapports sociaux froids et une dévaluation du rôle de la personnalité. En réaction, l'être humain tend à se sentir déshumanisé. Pour Simmel, « il est décisif que la vie en ville ait changé le combat avec la nature

¹⁰⁴ Michel Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, p. 171.

en un combat avec l'homme, et que le bénéfice pour lequel on combat ne soit pas ici accordé par la nature, mais par les hommes¹⁰⁵. »

Selon nous, l'urbanisme naît exactement au moment où cette expérience de l'espace bâti déshumanisant (ou la non-ville) intègre le champ du visible, du dicible et du connaissable. Plus précisément, notre hypothèse est que « l'anthropologie de l'habiter » (ou l'idée selon laquelle certains espaces sont plus bénéfiques à la vie humaine que d'autres) prend la forme d'un *a priori* pour l'urbanisme : le regard urbanistique présuppose toujours qu'il est possible de distinguer, dans le réel, une différence entre la ville saine et la ville malsaine ou plus précisément entre la ville en santé dans laquelle les êtres humains s'épanouissent et la ville agonisante où les êtres humains se perdent et se dénaturent. Le discours urbanistique transforme l'expérience de l'inhabitable et de la déshumanisation en positivité, c'est-à-dire en objet repérable dans l'expérience. En somme, l'idée selon laquelle il est possible d'établir des pathologies urbaines ou des tendances qui mènent la ville à se retourner en non-ville (ou en espace de mort) forme selon nous l'*a priori* du discours urbanistique.

Françoise Choay est une des premières à avoir exposé que le discours urbanistique se caractérise par une opposition entre une ville repoussoir caractérisée par le désordre et les défauts et une ville idéale, ordonnée et harmonieuse¹⁰⁶. Nous souhaitons ici faire un pas de plus afin de comprendre comment l'urbanisme prétend saisir ces deux villes dans l'expérience. En reprenant certaines intuitions de Rabinow, on pourrait dire que le discours urbanistique cherche, au moyen d'observations, d'études et de spéculations, à établir le mode de vie de l'objet urbain¹⁰⁷. L'objectif n'est pas de forger un idéal transcendant, mais de saisir les règles qui déterminent le développement de la ville. Le discours urbanistique considère ainsi la ville comme un objet naturel, ou plus précisément comme un objet ayant des principes immanents qui en déterminent la vie et la mort. Le but du discours urbanistique est de retrouver, dans le réel, les tendances qui annoncent un déclin de la ville, cela afin de les endiguer (et ainsi de justifier ses interventions). Bien sûr, tous les documents d'urbanisme ne prédisent pas la mort de la ville. La mort de la ville est une virtualité, c'est-à-dire une possibilité si certaines tendances

¹⁰⁵ Georg Simmel, « Métropoles et mentalité », dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1984, p. 73.

¹⁰⁶ Françoise Choay, *La règle et le modèle*, op. cit., p. 290.

¹⁰⁷ Paul Rabinow, *French Modern*, op. cit.

sont poussées à l'extrême. Ce n'est que certains documents qui vont jusqu'à parler de mort de la ville. La plupart se contentent de parler de « problèmes », de « tendances néfastes » ou de « secteurs dysfonctionnels ». Pourtant, nous souhaitons ici montrer que sauver la ville est la justification dernière de l'urbanisme et que tout discours urbanistique s'inscrit dans un horizon où la mort de la ville est posée comme un possible.

L'archéologie que nous proposons vise à analyser comment le discours urbanistique présente la ville de manière à ce que la menace d'un déclin ou d'un dévoiement (qui pourrait virtuellement la mener à la mort) plane sur elle. L'objectif de l'analyse archéologique n'est pas d'établir la correspondance du discours au réel, mais son fonctionnement. Ainsi la question de savoir si la ville est réellement en dissolution n'est pas importante, du moins pour ce type d'analyse. Du point de vue de l'archéologie, la dissolution de la ville ne précède pas le discours urbanistique. Elle est un ressort interne au discours urbanistique, ou plus précisément sa principale stratégie de légitimation.

En outre, on voit maintenant mieux ce qui unit le discours des anti-planificateurs et celui des urbanistes. Ce n'est pas seulement, comme l'a souligné Herbert Gans, le déterminisme physique¹⁰⁸, mais aussi la présupposition qu'il existe une ligne de partage visible et dicible entre la ville et la non-ville. Jane Jacobs, en parlant de la mort potentielle des grandes villes américaines, réalise une virtualité du discours urbanistique et reprend cette idée essentielle : si certaines tendances sont poussées à l'extrême, la ville mourra. La logique sous-jacente à son discours est en quelque sorte la même que celle du discours urbanistique qu'elle critique : elle cherche à différencier, dans la réalité urbaine, les tendances qui favorisent la vitalité de la ville (mixité des fonctions et des usages, diversité démographique, ouverture, innovation, etc.) des tendances qui la rendent malade et en causent la mort (séparation des fonctions, grande quantité de main-d'œuvre non qualifiée employée dans des secteurs mono-industrielle, espaces ennuyants, etc.). De même, James C. Scott partage beaucoup plus qu'on pourrait le penser avec le grand défenseur de la cité-jardin aux États-Unis, l'essayiste Lewis Mumford, une des plus importantes cibles des critiques de Jane Jacobs. Dans les deux cas, leur discours prend la forme d'une grande lamentation sur la ville anonyme, la rationalité technique et le pouvoir

¹⁰⁸ Herbert J. Gans, « Urban Vitality and the Fallacy of Physical Determinism », dans *People, Plans, and Policies*, Chichester, Columbia University Press, 1993, p. 33-43.

déshumanisant des machines. De plus, leur histoire respective de la civilisation technique débouche sur une même expérience de l'aliénation et leur analyse vise à en chercher les causes, cela afin d'inverser le phénomène. En somme, les deux portent un regard analytique sur la ville, dans le but de la « réhumaniser ».

Bien sûr, les anti-planificateurs comme Jacobs et Scott perçoivent différemment le soin de la ville et l'inversion du mouvement de déshumanisation qui l'afflige, mais ils reproduisent la même logique du regard classificatoire qu'a instauré l'urbanisme qu'ils dénoncent. Leur objectif est de « réenchâsser » le développement de la ville dans les limites de ce qui est proprement humain. L'utilisation des idées de Jacobs dans les mouvements contemporains faisant la promotion d'un « nouvel urbanisme » et d'une ville à échelle humaine montre bien que sa pensée est marquée par cette volonté de faire le tri entre la ville et la non-ville qui caractérise tout regard urbanistique.

Ce diagnostic concernant les idées des anti-planificateur est, de surcroît, cohérent avec une série de travaux récents qui remettent en question la rupture incarnée par les théoriciens critiques des années 1960. Nous avons déjà évoqué la thèse de Peter L. Laurence selon laquelle Jane Jacobs serait en fait une néofonctionnaliste. À cela, il faut ajouter le travail Brian Tochtermann sur l'imaginaire de la mort et de l'enfer dans les discours sur New York durant les Trente Glorieuses et celui de Jeanne Haffner sur Henri Lefebvre, cet anti-planificateur français dont, faute de temps et d'espace, nous n'avons pu traiter. Dans *The Dying City. Postwar New York and the Ideology of Fear*, Tochtermann montre l'omniprésence de la figure de la mort dans les discours sur New York après la Seconde Guerre. Il soutient que ces discours sont traversés par une antinomie entre la « cosmopolis », soit la ville ouverte et diversifiée où les immigrants trouvent une terre d'accueil, et la « necropolis », soit la ville anonyme dangereuse et déshumanisante dans laquelle les rapports humains sont froids et souvent violents. À partir de cette grille de lecture, Tochtermann réinterprète notamment le débat entre Robert Moses et Jane Jacobs et montre qu'au cœur du discours de ces deux auteurs se trouve l'image d'un New York mourant¹⁰⁹. Dans *The View From Above*, Haffner montre que la pensée de Lefebvre est fondée

¹⁰⁹ Brian Tochtermann, *The Dying City: Postwar New York and the Ideology of Fear*, Chapel Hill: University of North Carolina Press Books, 2017. Il est à noter que Tochtermann reprend certaines idées déjà évoquées dans Robert Beauregard, *Voices of Decline: The Postwar Fate of US Cities*, New Jersey, Wiley-Blackwell, 1993

sur le concept d'espace social, un concept pourtant forgé initialement par les auteurs qu'il s'évertue à critiquer, notamment Paul-Henri Chombart de Lauwe¹¹⁰. De plus, elle ajoute que, contrairement à ce que les anti-planificateurs ont laissé entendre, la vue à vol d'oiseau rendue possible par la photographie aérienne n'est pas conçue par les premiers urbanistes comme une manière de s'extraire du chaos et des aléas de la quotidienneté ni comme une vision autonome, mais comme un élément essentiel d'une pratique cognitive qui, en multipliant les points de vue, permettrait de saisir toute la complexité de la ville. Suivant cette idée, nous soutiendrons, dans le prochain chapitre, que la vue de surplomb promue par l'urbanisme d'après-guerre se présente en fait dans une dialectique inextricable avec la vue à échelle humaine, et vise à suppléer à la finitude de celle-ci.

1.7 Conclusion

En résumé, le présent chapitre a montré que l'histoire et la critique en urbanisme qui se sont développées dans les années 1960 en réaction à un urbanisme moderniste jugé délétère ont, dans un même mouvement, diabolisé démesurément les formes du passé et surévalué la rupture qu'elles incarnaient. Contrairement à ce qu'affirme les anti-planificateurs, depuis que l'expérience de la ville agonisante est devenue l'objet d'un regard analytique et d'un discours spécialisé, les discours sur la ville n'ont cessé de proliférer et la description de la réalité urbaine est devenue un enjeu de luttes politiques constantes. En suivant la leçon de Foucault sur l'histoire de la médecine, nous pensons que l'urbanisme est un discours qui produit une réalité qu'il tente de décrire. Mais son objet, loin de se trouver enfermé dans la clinique, échappe à tout cloisonnement. En effet, la révolte contre la planification montre bien que la non-ville (ou la ville comme espace déshumanisant) n'est pas localisée dans un seul lieu et peut être décrite de diverses manières; du centre-ville crasseux et dangereux, elle est passée à la banlieue aseptisée et homogène. Depuis cent cinquante ans, le discours portant sur l'agonie de la ville et les torts du développement urbain n'a cessé de se renouveler. Pour cette raison, nous pensons que la thèse défendue par les anti-planificateurs selon laquelle le pouvoir de parler de la ville aurait été

¹¹⁰ Jeanne Haffner, *The View From Above. The Science of Social Space*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2013.

confisqué par des urbanistes-technocrates est intenable. L'analyse de cas à laquelle nous procéderons dans la deuxième partie de cette thèse vise précisément à mettre en lumière comment le mode de problématisation propre à l'urbanisme a favorisé une prolifération des discours sur la ville dans la deuxième moitié du XX^e siècle à Montréal.

Qui plus est, nous avons montré que l'hypothèse du surplomb qui caractérise les approches critiques ne peut expliquer les conditions d'existence du discours urbanistique, car elle demeure prise dans le même *a priori* historique. Tout comme le discours urbanistique, l'hypothèse du surplomb suppose l'existence d'une ligne de partage entre l'humain et l'inhumain dans le champ du visible et du dicible. Selon nous, il est essentiel d'analyser, à partir d'une position d'extériorité, le fonctionnement de cette ligne de partage et de l'injonction conséquente à repenser l'aménagement urbain. Pour ce faire, nous proposons, dans le prochain chapitre, de remonter aux origines de la figure anthropologique de la finitude chez Kant, car nous pensons que cette ligne de partage suppose une anthropologie particulière que l'on peut rapporter à la philosophie de Kant.

CHAPITRE II

LE LANGAGE PHILOSOPHIQUE DE LA PLANIFICATION. DE L'ANALYTIQUE DE LA FINITUDE À LA FICTION DU PLAN

Dans ce chapitre, nous allons procéder à une analyse des principaux arguments philosophiques en faveur de la planification afin de saisir les conditions d'existence du discours urbanistique. Notre objectif est de montrer que le discours urbanistique repose sur une analytique de la finitude et contient un rapport ambivalent à la technique, c'est-à-dire que la technicisation grandissante de l'espace urbain s'y présente à la fois comme une cause de problèmes et comme une opportunité pour procéder à un réaménagement bénéfique de l'espace urbain. Ainsi, contrairement à l'opinion commune selon laquelle la planification moderne serait fondée sur une confiance naïve et démesurée dans le progrès technologique, nous souhaitons montrer que la planification s'appuie sur (et se justifie par) la description des dangers que contient la grande ville moderne, cet environnement dispersé, chaotique et hyper technicisé. Au cœur du discours urbanistique se trouverait donc la description d'une menace à conjurer, soit la possibilité que la somme des actions humaines non planifiées et du progrès technique entraîne la réalisation d'un habitat irréprésentable et inhabitable (une non-ville).

Nous nous attarderons ici sur ce que nous considérons comme les deux inquiétudes constitutives du discours urbanistique : la désorientation dans un divers sensible débordant et déroutant et l'auto-destruction du monde technicisé. Nous analyserons comment l'urbanisme met en scène ces dangers pour ensuite justifier la nécessité de les conjurer dans des plans. Nous montrerons que c'est à partir de ces deux menaces que se tissent les deux grands argumentaires en faveur de la planification urbaine : le premier, de nature anthropologique et épistémologique, soutient qu'il est nécessaire de se donner des idées générales (ou des plans) afin de traduire le

divers sensible en pensée proprement dite, tandis que le second, de nature morale, soutient que la planification est nécessaire afin de préserver la vie humaine face aux dangers que posent le développement technologique. Loin de rejeter complètement la science moderne et la technicisation du monde qui en découle, la planification se propose d'en faire un usage réfléchi afin de prévenir les maux causés par la croissance urbaine incontrôlée.

En outre, nous faisons ici le pari que les idées d'Emmanuel Kant, Reinhart Koselleck et Hans Jonas, trois penseurs d'horizons forts différents, mais qui partagent une certaine critique de l'idéalisme platonicien, permettent de mieux comprendre comment ces argumentaires en faveur de la planification prennent appui sur une affirmation de la finitude du pouvoir de connaître. Avec Kant, nous montrerons que le besoin d'idées régulatrices et de plans d'ensemble est lié à l'affirmation de la finitude du sujet humain et de ses capacités cognitives. Ensuite, avec Koselleck, nous verrons que les transformations radicales du monde physique (conséquentes du développement technique moderne) rendent les connaissances transmises par l'expérience passée caduque et justifient l'anticipation et la redéfinition constante du concept de ville. Finalement, avec Jonas nous constaterons que la finitude du savoir prévisionnel par rapport à l'élargissement technique du pouvoir d'agir permet de justifier la mise en place de dispositifs contraignants de planification.

En utilisant ces différents courants de pensée, nous souhaitons montrer que l'urbanisme vise moins la réalisation de modèles fixes tirés de l'esprit des planificateurs que la réorientation d'un développement urbain jugé dangereux. Cette différence peut paraître subtile, mais elle est essentielle, car elle permet de dépasser le récit catastrophiste forgé par la critique de l'urbanisme et d'arriver à une explication plus fine de la persistance de l'urbanisme dans le monde contemporain. Pour cela, il faut cependant se défaire de cette conception un peu simpliste qui fait de l'urbanisme d'après-guerre une forme de platonisme débridé, conception fort répandue chez les anti-planificateurs.

2.1 Le plan d'urbanisme, un outil démiurgique?

Pour les anti-planificateurs, nous l'avons vu, le plan est le symptôme d'une manière de penser potentiellement dommageable pour la condition humaine. Cette analyse a le mérite d'avoir

ouvert les esprits à l'idée selon laquelle le plan n'est pas seulement un instrument neutre, mais l'incarnation d'une manière de penser spécifique. Nous allons ici reprendre ce présupposé, mais cela non pas afin d'évaluer la valeur de la pensée en plan, mais afin d'en faire une analyse archéologique. Trois questions guident notre entreprise : qu'est-ce que présuppose l'idée moderne de plan? Comment se fait-il que la pensée de la ville s'exprime, depuis plus d'un siècle et demi, en plan? Et, comment la planification a-t-elle pu acquérir une valeur morale? Ainsi, nous allons interroger non pas la dangerosité du discours urbanistique, mais ses conditions d'existence. Pour commencer, nous allons tenter de saisir la manière dont se présente un plan d'urbanisme dans le monde contemporain.

Le plan d'urbanisme doit d'abord être différencié du plan d'architecte. Bien qu'ayant des racines connexes, notamment en raison des histoires professionnelles croisées, ces deux formes de plan n'ont pas la même vocation ni la même prétention d'exhaustivité. Le plan d'architecte relève principalement de la technique et se présente comme un mode d'emploi pour réaliser un bâtiment. Il n'a pas, pourrait-on dire, une vocation externe et heuristique aussi explicite; il sert en premier lieu aux professionnels dont la tâche est de construire. À l'opposé, le plan d'urbanisme prétend offrir un portrait global du développement d'une ville et revêt un caractère proprement expérimental et exotérique. En effet, il s'adresse à un public plus large. Plus explicitement politique, il vise habituellement à rallier un ensemble d'acteurs derrière une vision commune de l'avenir. Pour cette raison, il utilise très souvent une langue teintée de lyrisme. De plus, il ne se limite pas à la présentation d'un modèle et d'une marche à suivre. Au contraire, il contient d'ordinaire un préambule présentant l'état des lieux et récapitulant les actions passées, et ce n'est qu'une fois ce rappel effectué qu'il expose une série d'objectifs, d'orientations ou d'aspirations, voire, phénomène plus récent, de valeurs. Finalement, en dernière instance seulement, il établit la méthode, les règles et les actions qui permettront de réaliser les objectifs exposés.

En outre, bien qu'un plan d'urbanisme contienne habituellement un schéma d'affectation des sols et des propositions de règlements, notamment concernant le zonage et la disposition des bâtiments, il ne se réduit jamais à une simple somme d'instruments et de règlements. Pour la plupart des urbanistes, le plan doit d'abord être l'expression d'une vision d'ensemble du développement de la ville et de sa région. Selon ceux-ci, sans cette vision, qui vise à être

partagée et mise en pratique par l'ensemble des parties prenantes, les différentes politiques publiques liées à l'aménagement du territoire sont inutiles. Par exemple, dès les années 1970, Réjane Charles a démontré de manière convaincante comment un zonage sans vision d'ensemble partagée est inefficace, voire contre-productif, un jugement dont les premiers urbanistes québécois avaient déjà l'intuition, comme nous le verrons dans notre analyse des idées de Jean-Claude La Haye dans le chapitre cinq¹.

Sur le plan matériel, les plans d'urbanisme peuvent prendre différentes formes mais ils privilégient habituellement un mélange d'écrit et d'image (que ce soit des graphiques, des représentations cartographiques, des photos ou des dessins); cette combinaison étant une autre spécificité par rapport aux planches architecturales. Historiquement, une place importante a été accordée aux innovations technologiques en matière de représentation et de communication; photographies, films, site web et modélisation en trois dimensions ont ainsi rapidement intégré la pléiade d'outils utilisés par les urbanistes, parmi lesquels on compte encore les traditionnels croquis, dessins, maquettes, brochures et expositions. De nos jours, la carte interactive mise en ligne est de plus en plus populaire. Riche en information et facile d'accès, elle permet de passer du réel à l'anticipé et du détail à la vue d'ensemble en un clic, ce qui correspond tout à fait à l'esprit du plan d'urbanisme.

Sur le plan légal, depuis l'adoption de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en 1978, le gouvernement du Québec a fait du plan d'urbanisme l'un des principaux outils décisionnels dont disposent les villes québécoises en matière d'aménagement du territoire et soumis celui-ci au schéma d'aménagement et de développement élaboré par les municipalités régionales de comté ou les communautés métropolitaines. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le définit ainsi : « Le plan d'urbanisme est le document de planification qui établit les lignes directrices de l'organisation spatiale et physique d'une municipalité tout en présentant une vision d'ensemble de l'aménagement de son territoire². » L'idée essentielle et récurrente est que le plan doit contenir une vision d'ensemble. La Ville de Montréal ajoute, quant à elle, que son plan d'urbanisme est dynamique et évolutif :

¹ Réjane Charles, *Le zonage au Québec : un mort en sursis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.

²Ministère des Affaires municipales et Habitation, *Guide La prise de décision en urbanisme*, Gouvernement du Québec, 2010, Section Planification, Plan d'urbanisme.

Le Plan d'urbanisme constitue un contrat social entre la Ville, les gouvernements, les partenaires privés et communautaires et l'ensemble de la population. La vision soutenue par le Plan, sur un horizon de planification de 10 ans, s'appuie sur l'analyse du contexte et des enjeux actuels. Toutefois, cette vision ne se veut pas statique. Par conséquent, le Plan d'urbanisme doit être considéré comme dynamique et évolutif³.

Cette conception est tout à fait cohérente avec la position de Hans Blumenfeld, un des urbanistes les plus respectés ayant œuvré à Montréal durant la période qui nous intéresse et dont nous traiterons en détail dans les deux prochains chapitres. Selon ce dernier, le plan doit être compris comme une image directrice servant à orienter et coordonner les multiples actions impliquées dans la production de la ville. Blumenfeld fait cette affirmation en réponse à ceux qui pensent que l'aménagement des villes peut se passer de grands plans (ou plans synoptiques), notamment Jane Jacobs et Harry Lash, un de ses collègues et un pionnier du tournant participatif en planification au Canada. Pour Blumenfeld, Jacobs et Lash font fausse route en affirmant que la rénovation des quartiers défavorisés et la planification régionale peuvent s'effectuer sans plan d'ensemble, de manière entièrement procédurale, seulement grâce à la concertation des habitants et à l'action spontanée des propriétaires-occupants. Ceux-ci, selon Blumenfeld, ont construit un homme de paille, c'est-à-dire une conception caricaturale du plan selon laquelle celui-ci serait un instrument autoritaire et démiurgique. À l'opposé, il croit que le plan est le fruit d'une synthèse imparfaite et en partie illusoire des connaissances et des aspirations d'une collectivité territoriale, synthèse sans laquelle l'appréhension cognitive du territoire comme unité – et donc l'action collective dans et sur celui-ci – est impossible. Pour cette raison, le plan est un guide inévitable. Ainsi, malgré ce qu'ils en disent, Blumenfeld soutient que Jacobs et Lash, parce qu'ils se font une idée du devenir de la ville, pensent en plan. La planification est pour ce dernier une activité spontanée inhérente à l'action humaine qui s'est complexifier et spécialiser dans le monde moderne.

De manière schématique et quelque peu grossière, on peut expliquer ce malentendu par le fait que les anti-planificateurs voient dans la pensée en plan une forme de platonisme. Pour ces derniers, le grand plan serait une Idée platonicienne, c'est-à-dire un modèle fixe tiré de l'esprit du planificateur et auquel il faudrait adapter la réalité au risque de lui faire violence. L'ascendant de Platon – et surtout de son grand livre *La République* – sur la philosophie occidentale, dénoncé

³ Ville de Montréal, *Plan d'urbanisme de Montréal*, novembre 2004, Introduction, p. 2.

avec fracas au sortir de la Seconde Guerre par Karl Popper comme un germe de totalitarisme, serait ainsi répété dans la planification et l'urbanisme. Plusieurs éléments de la révolte contre la planification concordent en effet avec l'argumentation de Popper dans *La société ouverte et ses ennemis* : le plan, tout comme l'Idée platonicienne, incarnerait une pensée utopiste, élitiste et autoritaire, et les planificateurs seraient, comme les platoniciens, des êtres vaniteux qui s'arrogent des pouvoirs démiurgiques et qui veulent imposer une forme parfaite à la cité, forme dans laquelle la liberté individuelle est soumise à la collectivité et les arts et les discours scrupuleusement contrôlés. En somme, les planificateurs seraient allergiques à la démocratie et désireraient s'approprier en exclusivité l'action fondamentale de bâtir. Conséquemment, la critique du plan est double : elle est cognitive et politique. Selon Popper, les planificateurs sont inconscients des limites de leur savoir, et s'arrogent le droit de décider unilatéralement de l'aménagement de la ville.

Dans *La République*, Platon ne dit-il pas, après tout, que Socrate a façonné une cité parfaite et des dirigeants excellents à la manière d'un sculpteur, le tout à partir d'un modèle dans le ciel disponible pour qui veut le contempler, c'est-à-dire, à partir d'une vue de l'esprit⁴? George Leroux, auteur de la plus récente traduction de Platon en langue française, soutient, contrairement à des interprétations plus métaphoriques, qu'il faut prendre au sérieux cette affirmation, c'est-à-dire que Platon a littéralement voulu réaliser une cité idéale, comme le prouve, selon lui, son séjour malheureux à Syracuse qu'il relate dans la Lettre VII⁵. Le platonisme supposerait donc qu'un modèle de cité parfaite existe, qu'il est accessible par la seule raison et qu'il peut être réalisé si la raison – ou le philosophe – est placée dans la position du législateur. Pour les anti-planificateurs, cette pensée démiurgique est l'archétype de la pensée en plan. Tout comme Popper, ils pensent que cette dernière vise à arrêter le mouvement du monde sensible et lui imposer une forme parfaite, cela au risque de faire preuve d'un autoritarisme violent⁶.

⁴ Platon, *La République*, Paris, Flammarion, 2004, p. 399 [540c] et p. 480 [592b].

⁵ Leroux fait cette affirmation dans une série de conférences et d'entretiens réalisés à l'occasion de la parution de sa traduction. Voir Antoine Robitaille, « Platon un taliban avant la lettre? », *Le Devoir*, 17 août 2002.

⁶ Bien sûr, l'interprétation de Popper est sujette à débat. Cependant, celle-ci fit suffisamment de bruit durant la période de la guerre froide pour que l'on puisse la considérer comme une symptomatique d'un rejet de la planification moderniste. En effet, dans le discours de l'anti-planification, la dénomination « platonicien » joue le rôle d'un anathème.

Or, concevoir ainsi le plan comme un modèle suprasensible à partir duquel les planificateurs voudraient sculpter la ville implique de faire l'impasse sur l'importance pourtant centrale que joue l'investigation du sensible dans le discours urbanistique. Quoiqu'on ait souvent affirmé l'inverse, la grande majorité des plans produits par l'urbanisme moderne, même les plus ambitieux projets de Le Corbusier, sont précédés d'une étude de terrain scrupuleuse. En fait, si le plan était une Idée platonicienne, la vue de haut, qui n'est, doit-on le rappeler, non pas orientée vers le monde des Idées, mais entièrement tournée vers le sensible, ne devrait en rien servir son élaboration. Pourtant c'est l'inverse qui se produit. L'extrême popularité de la vue aérienne chez les premiers urbanistes, comme nous allons le montrer dans ce chapitre, s'explique par le fait qu'elle permet d'augmenter la perception sensible et de dresser un état des lieux plus exhaustif. Comme le dit Jean-François Tribillon dans son petit manuel pour étudiants, « le premier travail de l'urbanisme est de fournir un système de lecture de la ville⁷. » Le plan a donc un double statut : aboutissement et point de départ, il est à la fois le produit et le producteur d'une lisibilité renouvelée.

Nous pensons qu'il est important de prendre au sérieux et d'élucider ce statut en apparence contradictoire. Pour ce faire, il faut tout d'abord reconnaître que le plan d'urbanisme n'est pas le fruit d'une pensée platonicienne dans laquelle le modèle à réaliser est une forme intelligible immuable, mais plutôt le support d'une pensée qui vise à élucider une réalité urbaine qui n'apparaît pas immédiatement lisible ou intelligible. Le point de départ est que le devenir de la ville est recouvert d'un voile d'opacité qui ne peut être percé que par une instrumentation particulière de la perception humaine. Ainsi, dans le discours urbanistique, le plan est au point jonction d'un renouvellement de la perception de la ville : aboutissement d'une recherche, il ouvre vers un nouveau mode de perception et de construction de la ville.

Conséquemment, on voit que le plan d'urbanisme sous-entend une pensée constructiviste, c'est-à-dire une pensée dans laquelle la perception de la réalité est médiée par des idées et des instruments dont l'existence n'est pas indépendante du sujet. Pour cette raison, nous pensons que le discours urbanistique s'appuie sur l'épistémologie constructiviste moderne, que l'on peut rattacher, pour poursuivre notre présentation schématique, à la philosophie d'Emmanuel Kant. Ce dernier est en effet l'un des premiers à soutenir que la connaissance n'est pas réductible à

⁷ Jean-François Tribillon, *L'urbanisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2009, p.10.

des formes intelligibles ni à une simple question de réceptivité passive. Elle est plutôt construite, de manière active, par le sujet humain. Par conséquent, sa philosophie peut être utilisée comme point de départ pour expliquer ce qu'est un plan d'urbanisme et à quel problème il répond.

2.2 Une perspective néo-kantienne : le plan comme idée régulatrice

Le plan, comme le dit Blumenfeld, doit être considéré comme une image directrice orientant la perception et l'action. Prenant cette affirmation à la lettre, nous pensons que la philosophie la plus à même de rendre compte du statut du plan dans le discours urbanistique est celle de Kant. Notre hypothèse est que, dans le discours urbanistique, le plan agit à la manière d'une idée régulatrice kantienne. Tel un planificateur, Kant soutient que pour s'orienter et progresser dans la connaissance l'entendement a besoin d'idées régulatrices produites par la raison – notamment une idée du *tout* –, idées cependant illusoire, car elles ne réfèrent à rien dans l'expérience. Ces idées agissent comme des principes qui organisent les concepts de l'entendement et donc indirectement les données du sensible. Dans les pages qui suivent, nous allons reprendre la démonstration de Kant concernant la nécessité et le rôle des idées de la raison, que nous allons interpréter avec Hans Vaihinger comme étant ni plus ni moins que des fictions.

La conception kantienne du plan que nous proposons permettra en outre de mettre en lumière que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, planification et finitude ne s'opposent pas. Bien au contraire, dans cette perspective, la planification peut être vue comme une conséquence de l'affirmation de la finitude du pouvoir de connaître. Après avoir rappelé dans les grandes lignes les idées de Kant, nous allons revenir sur l'interprétation fictionaliste qu'en a donnée Hans Vaihinger. Nous terminerons en discutant du rôle des idées régulatrices dans la conception de l'histoire et de la géographie de Kant.

2.2.1 Le corollaire de l'analytique de la finitude : la nécessité des idées de la raison

Dans la *Critique de la raison pure*, texte phare de la philosophie moderne publié pour la première fois en 1781, Kant cherche à circonscrire les limites du pouvoir de connaître. Kant

soutient que la connaissance légitime doit être précédée d'un examen de la raison; il inaugure ainsi le criticisme, cette manière de concevoir la critique comme un procès de la raison dont nous avons déjà parlé dans le premier chapitre. Kant affirme que l'entendement est une faculté active ayant une forme déterminée et, pour cette raison, il en conclut que la connaissance du monde est finie et constituée par et dans le sujet connaissant; ce sont là, selon nous, deux présupposés essentiels du langage de la planification.

En guise de vulgarisation, Kant compare son projet en philosophie de la connaissance à la révolution copernicienne en cosmologie, car il cherche à démontrer que le sujet connaissant n'est pas un être passif autour duquel les objets à connaître tourneraient. Au contraire, il soutient que le sujet a son activité et ses schèmes propres et que seul peut être connu ce qui peut être synthétisé par l'entendement. Renvoyant dos à dos le dogmatisme caractérisant le platonisme et la grande tradition de la métaphysique allemande et le scepticisme de Hume, Kant soutient que toute connaissance commence avec l'expérience, c'est-à-dire avec des objets qui affectent nos sens. Il ajoute toutefois, et cela est essentiel, que le divers sensible ne peut faire l'objet d'une expérience sans les concepts de l'entendement. Ainsi, il affirme que si l'expérience est possible, c'est qu'elle est déjà une « liaison synthétique des intuitions⁸ » réalisée par les concepts de l'entendement. Connaître ce n'est donc pas seulement recevoir passivement des témoignages sensibles dans l'intuition. D'autant plus que pour Kant le travail de l'entendement est spontané; la mise en forme de l'intuition par l'entendement est constitutive de l'acte même de connaître. Kant résume sa pensée dans une formule abondamment citée : « Sans la sensibilité, nul objet ne nous serait donné, et sans l'entendement, aucun ne serait pensé. Des pensées sans contenu sont vides, des intuitions sans concepts sont aveugles⁹. »

Ainsi, pour Kant, la connaissance n'est possible qu'à l'intérieur de certaines limites, c'est-à-dire que nous ne connaissons que la réalité telle qu'elle se conforme à notre entendement et à nos concepts. La chose en soi est hors du domaine du connaissable; Kant l'appelle *noumène*, inversant alors complètement le sens que la tradition platonicienne donnait à ce terme. Selon Kant, l'être humain n'a accès qu'à ce qui correspond aux limites de son pouvoir de connaître, c'est-à-dire à ce qu'il appelle les *phénomènes*. Kant procède ainsi à ce que Foucault appelle une

⁸ Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure*, Paris, Flammarion, 2001, p. 102. Dorénavant CRP.

⁹ CRP, p. 144.

analytique de la finitude, c'est-à-dire qu'il analyse et établit les conditions dans lesquelles une connaissance est possible – conditions qu'il nomme « transcendantales » – et rejette tout ce qui outrepassé ces limites dans le domaine l'illusion ou, autrement dit, dans le domaine de ce qui ne peut faire l'objet d'une connaissance véritable.

Kant ne s'en tient cependant pas à cette analytique. Dans la « Dialectique transcendantale », qui est quantitativement la partie la plus imposante de la *Critique de la raison pure*, il expose les origines et le rôle de certaines idées fictives que contient l'esprit humain. Il soutient que la raison, motivée par cette même spontanéité qui caractérise l'esprit humain, ne peut s'empêcher de quitter les limites de l'entendement et de chercher une connaissance de l'inconditionné et de la totalité, ce qui la fait inéluctablement basculer dans l'illusion et ouvre la porte à la méprise et la fausseté. L'idée, qui est le fruit de ce mouvement naturel, n'a donc aucune valeur objective extérieure au sujet, ni aucune adéquation avec un donné expérimentiel : « J'entends par Idée, écrit Kant, un concept nécessaire de la raison auquel aucun objet qui lui corresponde ne peut être donné dans les sens¹⁰. »

Or, et c'est cela qui est important pour nous, Kant soutient que ces idées de la raison, qui ont le statut de fiction¹¹, ont en fait un rôle positif en ce qu'elles permettent d'orienter et de stimuler de travail de synthèse du sensible réalisé par l'entendement. Il les appelle *idées transcendantales*, car elles rendent possible la représentation finie de l'expérience. En fait, Kant soutient que la représentation du fini et du conditionné qui se trouve dans l'entendement suppose une représentation de l'infini et de l'inconditionné par la raison, car, pour situer l'expérience finie, l'entendement a besoin d'une idée de totalité produite par la raison, d'où l'idée d'une dialectique. Il écrit : « si le conditionné est donné, c'est aussi la série entière des conditions, subordonnées les unes aux autres qui est donnée [...] laquelle série est par conséquent elle-même inconditionnée¹² ». Kant soutient que les idées de la raison servent à rassembler et situer les raisonnements produits de l'expérience : « ils concernent une connaissance à laquelle nulle

¹⁰ CRP, p. 350. Kant utilise de manières équivalentes les expressions « idées de la raison », « idées transcendantales », « idées régulatrices » et « concepts transcendantsaux ».

¹¹ Une fiction ici ne veut pas dire une fantaisie ou un objet imaginaire, mais seulement, comme le dit Kant, un concept auquel aucune expérience sensible ne correspond. Selon Hans Vaihinger, dont nous parlerons plus loin, les fictions peuvent être tout à fait rationnelles, à condition qu'elles soient parties d'un discours dont l'objectif est l'action.

¹² CRP, p. 338.

expérience effective ne parvient jamais, mais, dont elle fait pourtant toujours partie¹³. » L'expérience est ainsi toujours partie d'un tout, c'est-à-dire intégrée à une totalité par la raison. De l'affirmation de la finitude, Kant tire donc le besoin et la nécessité d'idées régulatrices qui dépassent celle-ci. L'analytique de la finitude devient ainsi une position d'énonciation à partir de laquelle la création de fictions est justifiée comme un acte compensatoire inévitable et spontané.

Qui plus est, Kant soutient non seulement que les idées de la raison sont nécessaires à la représentation de l'expérience, mais aussi à l'avancement des connaissances, un élément que Hans Vaihinger analyse plus en détail. Ces idées forment selon Kant un « foyer imaginaire ». Elles poussent l'entendement à poursuivre son travail de synthèse du divers sensible et orientent celui-ci : « les concepts purs que la raison se forge de la totalité dans la synthèse des conditions sont nécessaires au moins comme problèmes, pour faire progresser l'unité de l'entendement¹⁴. » En résumé, comme Blumenfeld l'affirme à propos des plans, Kant soutient que les concepts transcendants de la raison sont de *simples idées*, mais dont le rôle est essentiel :

[...] ils sont simplement des Idées, nous n'aurons pourtant nullement à les considérer pour superflus et vains. Car si aucun objet ne peut être déterminé uniquement par eux, ils peuvent en tout cas, de façon fondamentale et sans que l'on s'en rende compte, servir à l'entendement de canon en vue d'élargir son usage et de le rendre plus cohérent¹⁵.

Les idées de la raison de Kant ont ainsi un tout autre statut que ce qui a été convenu d'appeler les Idées ou les formes intelligibles chez Platon. Kant lui-même prend ses distances avec Platon, en affirmant que ce dernier procède à une « déduction mystique » des idées et s'en fait des « conceptions excessives¹⁶ ». À l'opposé de Platon, Kant soutient que les idées de la raison demeurent des illusions et tirent leur origine d'une extrapolation infondée des synthèses de l'entendement. Cependant, elles ne sont pas pour autant de simples conventions fortuites comme aurait tendance à le penser Hume. Elles forment plutôt un horizon idéal avec lequel la finitude du pouvoir de connaître entretient une relation dialectique.

¹³ CRP, p. 340.

¹⁴ CRP, p. 348.

¹⁵ CRP, p. 351.

¹⁶ CRP, p. 342.

Pour cette raison la philosophie kantienne peut être considérée comme une forme de *conceptualisme*. Nous entendons ici par le terme *conceptualisme* une pensée qui accorde une importance déterminante aux concepts qui orientent la perception et l'action. Contrairement au réalisme (par exemple le réalisme platonicien) qui affirme que les idées existent en soi indépendamment de l'action humaine et au nominalisme (ou au scepticisme) qui affirme que les concepts se réduisent à des dénominations conventionnelles (des conventions de langage) dont le lien avec la réalité est instrumental et contingent, le conceptualisme considère que, tout en étant le fruit de l'activité humaine, les concepts ont un mode d'existence propre sur lequel le pouvoir humain est limité.

De plus, selon Kant, le mouvement de la connaissance s'effectue de manière dialectique dans un constant va-et-vient entre, d'un côté, la finitude du pouvoir de connaître qui rappelle à la raison le caractère illusoire de ses idées générales, et de l'autre, l'horizon d'une science achevée, qui pousse l'entendement à élargir constamment les connaissances. Par ce mouvement, Kant ouvre la philosophie à une théorie du progrès : l'affirmation de la finitude pousse à un mouvement dialectique d'accroissement des connaissances dans lequel l'idéal fictif joue, comme nous le verrons dans sa théorie de l'histoire, un rôle constructif et moteur. Nous pensons que cette ouverture constitue une clé importante pour comprendre le discours urbanistique. En effet, en transposant le rôle que Kant fait jouer aux idées de la raison aux plans, le paradoxe apparent entre, d'un côté, la valorisation du plan comme modèle à réaliser et, de l'autre, une vision progressiste de la connaissance et de l'histoire dans laquelle la planification est une activité continue, s'éclaire. En interprétant le discours urbanistique avec le conceptualisme kantien, le plan devient une représentation fictive qui rend possible et situable l'expérience finie du sujet situé avec lequel elle entretient une relation dialectique, c'est-à-dire une relation critique et évolutive. Ainsi, Kant nous permet de comprendre que la critique du caractère illusoire du plan n'implique pas nécessairement un rejet de la planification. Bien au contraire, cette critique peut être considérée comme un moment nécessaire dans une dialectique qui ouvre à l'accroissement des connaissances et la réalisation de plans toujours plus féconds. Pour cette raison, nous pensons que la philosophie de Kant permet d'expliquer la succession des plans dans le discours urbanistique, c'est-à-dire comment les plans s'emboîtent dans un processus évolutif. Bien sûr, cela ne veut pas dire que les urbanistes sont tous des kantien, mais plutôt que

l'archéologue qui cherche à reconstruire la logique du discours urbanistique peut trouver chez Kant et les néo-kantiens une clé de lecture fort utile.

2.2.2 Hans Vaihinger : les fonctions pratique et heuristique des fictions

Au début du XX^e siècle, Hans Vaihinger, un philosophe encore peu connu dans le monde francophone, a offert une interprétation fort éclairante, quoique quelque peu hétérodoxe, du statut et du rôle des idées de la raison chez Kant. Dans *La philosophie du comme si*, Vaihinger soutient que Kant incarne un point tournant dans l'histoire de la pensée, car il a montré que la conduite humaine, autant dans sa quête de moralité que dans sa recherche de connaissance, se fonde sur des fictions¹⁷. Pour Vaihinger, Kant représente le zénith des grands esprits modernes, ces esprits qui ont su s'élever dans un espace éthéré inaccessible à la masse et ont réalisé que « les aspects supérieurs de la vie reposent sur de nobles fictions¹⁸ ». Dans cette lignée, il place Nietzsche, pourtant un grand pourfendeur du kantisme. Pour Vaihinger, Nietzsche, comme plusieurs autres, n'a pas su apprécier la philosophie de Kant à sa juste valeur, car il y a sous-estimé le rôle des fictions. Afin de remédier à cette situation, Vaihinger procède simultanément à une relecture de Kant et à l'élaboration d'une théorie de la fiction. Afin de montrer la part importante de fiction dans le langage de la planification, nous proposons de revenir sur le livre de Vaihinger.

En suivant Kant, Vaihinger cherche à démontrer que les fictions sont des créations de l'esprit humain qui, étant donné son imperfection et sa finitude, a besoin de celles-ci pour accomplir ses fins : « Ce sont des constructions psychiques qui non seulement nous donnent l'illusion de comprendre ce qui arrive, mais qui de plus rendent possible notre orientation pratique dans le monde, écrit-il¹⁹. » Ainsi, les fictions ne sont pas des descriptions de la réalité, mais des outils, c'est-à-dire que leur fonction est résolument pratique. Il est donc essentiel selon Vaihinger de différencier fiction et hypothèse. Contrairement à une hypothèse, une fiction n'est pas vérifiable et sa valeur n'est pas entièrement déterminée par sa correspondance à la réalité.

¹⁷ Hans, Vaihinger, *La philosophie du comme si*, Paris, Éditions Kimé, 2008, p. 260.

¹⁸ *Ibid.*, p. 91.

¹⁹ *Ibid.*, p. 74.

La fiction est un outil et sa valeur est déterminée par l'action qu'elle rend possible : « elle ne peut jamais servir à *expliquer*, mais seulement à faciliter la pensée et à favoriser des fins pratiques et éthiques²⁰. » Devant un groupe d'hypothèses diverses, on choisit, nous dit Vaihinger, la plus vraisemblable, c'est-à-dire celle qui semble la plus fidèle à la réalité, tandis qu'une fiction est toujours choisie en fonction de son caractère opportun, c'est-à-dire des opérations qu'elle permet d'effectuer. En résumé, « la *vérification* est à l'hypothèse ce que la *justification* est à la fiction²¹. »

Or, selon Vaihinger, les fictions sont très souvent confondues avec des hypothèses et, faute de pouvoir être vérifiées, elles deviennent, pour qui les utilise, des dogmes. Réitérant le geste de Kant, la philosophie du *comme si* rejette à la fois le dogmatisme qui considère les idées comme des réalités et le scepticisme qui ne voit aucune valeur à celles-ci, cela au profit d'un positivisme critique, c'est-à-dire d'une philosophie réflexive qui vise à un usage conscient et raisonné des idées de la raison. « Ce qui est réel et ce qui le reste, écrit Vaihinger, c'est la constance que nous pouvons observer dans les phénomènes et leurs relations; tout le reste n'est qu'une illusion avec laquelle joue la psyché²². »

Sur le plan historique, Vaihinger soutient que le jugement fictionnel conscient, c'est-à-dire celui qui utilise consciemment la fiction afin de se réaliser, est apparu au seuil du monde moderne en raison d'un développement significatif de l'esprit humain. Ce jugement, écrit-il :

ne peut survenir qu'à un haut degré de développement de l'esprit humain [et] ne s'est développé, pour l'essentiel, qu'à l'époque moderne [...] avec la prise de conscience du fait suivant : les modes de réflexions subjectifs s'accordent fréquemment, quant à leur résultat final, avec les événements objectifs, avec l'être, sans pour autant coïncider avec lui. L'Antiquité, en dépit de son scepticisme, était encore prisonnière d'une théorie naïve de la connaissance²³.

Pour Vaihinger, la psyché humaine, mue par un désir de stabilité et de concrétude, souffre du caractère illusoire des idées de la raison – idées pourtant inévitables, comme l'a montré Kant. Pour cette raison, il soutient que la psyché a tendance à prendre celles-ci pour des réalités; en

²⁰ *Ibid.*, p. 141.

²¹ *Ibid.*, p. 95.

²² *Ibid.*, p. 130.

²³ *Ibid.*, p. 102.

conséquence, ce n'est qu'à un haut degré de maturité et de développement que le jugement fictionnel conscient est possible.

Selon Vaihinger, l'exemple le plus frappant d'un usage pratique conscient d'une idée fictive se trouve dans la philosophie morale de Kant. L'idée de liberté ou d'autonomie mise de l'avant par Kant, est, selon Vaihinger, une pure fiction dont la fonction est de rendre possible l'action morale. Indépendamment du fait qu'elle soit réellement libre ou non, une personne doit se comporter, pour agir moralement, comme si elle était entièrement libre et responsable de ses actes. Elle doit faire abstraction de tous les déterminants extérieurs à sa volonté ou, du moins, faire comme si elle pouvait s'abstraire de ceux-ci. De même, selon Vaihinger, tout le système du droit pénal est fondé sur cette fiction de l'autonomie du criminel. Bien que la liberté humaine n'ait jamais été démontrée dans l'expérience, nous demandons aux juges, afin de déterminer la peine à donner aux coupables, de faire comme si elle existait.

Cependant, les fictions ne jouent pas seulement un rôle important en éthique et dans la vie pratique, elles sont aussi cruciales en science. Selon lui, le fulgurant développement scientifique moderne est fondé sur l'utilisation de plus en plus consciente et raisonnée des fictions, la première et la plus importante étant fort probablement celle de l'atome. Cette fiction a rendu possible le développement de la physique moderne, tout comme la fiction du point a rendu possible le développement des connaissances dans le domaine de la géométrie.

En outre, un peu comme Foucault faisant apparaître deux Kant jouant l'un contre l'autre, Vaihinger laisse entendre qu'il existe deux manières de comprendre la *Critique de la raison pure* et le kantisme en général. La première considère que Kant suppose l'existence de la chose en soi et de la liberté et s'attarde à dévaloriser toute forme d'illusion (indigne d'être appelée connaissance), tandis que la seconde voit plutôt en Kant un penseur fictionaliste, qui assume la nécessité de l'illusion et l'instabilité de la pensée qu'elle implique²⁴. Selon cette deuxième interprétation que Vaihinger défend, la fiction n'est pas une maladie dont il faudrait se guérir,

²⁴ Selon l'interprète et traducteur de Vaihinger, Christophe Bouriau, la position de Kant se trouverait plutôt dans un entre-deux agnostique, c'est-à-dire que, selon lui, Kant soutient que l'existence tout autant que l'inexistence de la chose en soi, ou encore de Dieu, sont indémontrables. Christophe Bouriau, *Le « comme si ». Kant, Vaihinger et le fictionalisme*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2013.

mais un outil immanent à l'activité humaine et dont le dénigrement unilatéral relève de l'immaturation²⁵.

Ultimement, la philosophie du *comme si* de Hans Vaihinger débouche sur une perspective plus large dans laquelle le rôle de la pensée n'est plus de correspondre à la réalité objective, mais de rendre possible des actions et des expériences : « la fin de la pensée, soutient-il, n'est pas de refléter un monde externe dit "objectif", mais de rendre possible le traitement des événements et notre action sur eux²⁶ ». Autrement dit, la pensée vise « l'élaboration et l'ajustement du matériau sensoriel, en vue d'atteindre une vie sensitive plus riche et plus complète²⁷. » Pour cette raison, Vaihinger est souvent considéré comme un proche parent du pragmatisme, quoique la distinction qu'il maintient entre les énoncés empiriques vérifiables (le vrai) et les jugements fictionnels (l'utile) semble le placer dans une classe à part²⁸.

Selon nous, le langage de la planification embrasse pleinement cette perspective pragmatiste et fictionaliste. Le plan n'est jamais seulement ni principalement une description de la réalité. Il est plutôt un supplément à l'expérience finie qui rend celle-ci situable et favorise son extension et son intensification. Le plan contient toujours une part de fiction sans laquelle, pense-t-on, l'espace serait irréprésentable. Plus précisément, le discours urbanistique implique de faire « comme si » la ville était une entité cohérente, bien définie et observable et dont le développement peut être orientée par l'action humaine. Il forme ainsi un discours conditionnel et suggestif fondé sur un idéal formé par la raison.

2.2.3 Le plan caché de la nature et la Terre comme ensemble de lieux ordonnés

Le meilleur exemple d'idée régulatrice tel que nous l'entendons avec Vaihinger est exposé dans le bref essai « Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolite », publié par Kant trois ans après la *Critique de la raison pure*. Dans celui-ci, Kant soutient que le rôle du

²⁵ Arthur Fine, « Fictionalisme », *Midwest Studies in Philosophy*, vol. 18, no. 1, 1993, p. 1-18.

²⁶ Hans Vaihinger, *op. cit.*, p. 22. Cette affirmation en a mené plusieurs à tisser des liens entre la philosophie de Vaihinger et le pragmatisme. Voir Christophe Bouriau, *Le « comme si ». Kant, Vaihinger et le fictionalisme*, *op. cit.*

²⁷ *Ibid.*, p. 23

²⁸ Christophe Bouriau, *Le « comme si ». Kant, Vaihinger et le fictionalisme*, *op. cit.*

philosophe en histoire est de dévoiler le plan caché de la nature, c'est-à-dire de montrer que la destination de l'espèce humaine est la réalisation d'une Société des Nations administrant le droit de manière universelle. Or, Kant reconnaît que cette idée peut apparaître en contradiction avec plusieurs éléments du comportement humain – ce qui en fait une fiction au sens fort selon Vaihinger – et que sa volonté de composer une histoire « d'après l'idée de la marche que le monde devrait suivre » peut être considérée étrange et extravagante²⁹. Malgré tout, il soutient que cette idée « pourrait nous servir de fil conducteur pour nous représenter ce qui ne serait sans cela qu'un *agrégat* des actions humaines comme formant, du moins en gros, un *système*³⁰. » Celle-ci a donc une double fonction heuristique et pratique, car non seulement elle permet d'orienter les actions humaines en fonction d'un but pratique, mais elle permet aussi une organisation systématique des connaissances qui sinon resteraient une compilation anecdotique de faits et d'observations. Grâce à celle-ci, il est possible de donner sens aux petits événements comme les mariages et les naissances. À ce niveau de pensée, soutient Kant, ces aléas apparaissent aussi stables que des phénomènes météorologiques³¹.

En outre, dans un des passages clés du texte, Kant affirme que cette idée permet une réinterprétation positive des conflits marquant l'histoire humains. Il soutient que du point de vue cosmopolitique, la conflictualité peut être considérée comme la motivation première ayant justifié la mise en place d'un système juridique favorisant la paix. Pour résumer sa pensée, Kant utilise l'expression « insociable sociabilité » de l'humain. Selon lui, s'il n'y avait pas d'antagonisme au sein du genre humain, les institutions politiques ne se seraient jamais pleinement développées : « Sans cela, écrit-il, toutes les dispositions naturelles excellentes de l'humanité seraient étouffées dans un éternel sommeil. L'homme veut la concorde, mais la nature sait mieux que lui ce qui est bon pour son espèce : elle veut la discorde³². »

Dans les deux dernières propositions de l'essai, Kant soutient que faire comme si l'histoire humaine correspondait à un plan caché de la nature visant la réalisation de la paix perpétuelle est une manière d'en faciliter l'avènement. Ce fil conducteur *a priori* offre « une perspective

²⁹ Emmanuel Kant, « Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique » dans *La philosophie de l'histoire*, Aubier Éditions Montaigne, 1947, p. 76.

³⁰ *Ibid.*, p. 77.

³¹ Avec Foucault, cette fiction heuristique permet de voir l'humanité comme une population qui se reproduit dans le temps. Mais cela ouvrirait un tout autre pan de réflexion.

³² *Ibid.*, p. 65.

consolante sur l'avenir³³ » qui permet de ne pas désespérer quant au destin de l'humanité. Les êtres humains peuvent, grâce à celui-ci, se raconter une histoire qui leur permet de garder confiance en l'avenir. En résumé, une idée régulatrice est donc essentielle, selon Kant, pour appréhender l'histoire comme un système cohérent dans lequel se réalise la destinée humaine et garder confiance dans le caractère positif de celle-ci³⁴.

Quoique de manière moins explicite, Kant fait une affirmation semblable dans l'introduction de ses cours de géographie physique, discipline qu'il a, doit-on le rappeler, la plus fréquemment enseignée après la logique et la métaphysique³⁵. Kant fut le premier philosophe à introduire la géographie à l'Université et à en rédiger un manuel. Selon lui, la géographie est d'une importance cruciale, car elle est « cette propédeutique de la connaissance du monde³⁶ » qui est « au fondement de l'histoire car il faut bien que l'histoire se rapporte à quelque chose³⁷. » Kant laisse même entendre que la connaissance géographique est un préalable à tout le mouvement des Lumières. Pour lire les journaux avec intérêts, mentionne-t-il, il faut être capable de situer dans l'espace les événements qui y sont traités. La géographie sert ainsi à « enrichir nos conversations en société³⁸ »; sans celle-ci, la sortie de l'état de minorité et la prise en charge de son destin politique apparaissent impossibles.

Kant soutient que la géographie est une connaissance descriptive qui provient de l'expérience du monde. Or, conformément à sa philosophie de la connaissance, il affirme que pour pouvoir classer les expériences du monde et en tirer des connaissances ordonnées, il faut faire comme si l'espace physique était un ensemble cohérent de lieux, c'est-à-dire un *monde* (ou un tout cohérent et compréhensible). Ainsi, il écrit que pour tirer profit de l'exploration de la Terre ou d'un simple voyage, il faut « s'en être esquissé un plan par avance et non se contenter de regarder le monde comme un objet du sens externe³⁹. » Autrement dit, pour décrire

³³ *Ibid.*, p. 78

³⁴ Qui plus est, selon Reinhart Koselleck, Kant a « sans doute été l'inventeur de l'expression "progrès" ». Sa conviction, écrit Koselleck, était que « dans le futur les choses seraient meilleures parce qu'elles devaient être meilleures. » Avec Kant « un pronostic pragmatique sur un futur possible devient une attente à long terme d'un futur nouveau. » *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions des EHESS, 1990, p. 319.

³⁵ Emmanuel Kant, *Géographie*, Paris, Aubier, 1999, p. 10.

³⁶ *Ibid.*, p. 66.

³⁷ *Ibid.*, p. 2.

³⁸ *Ibid.*, p. 74.

³⁹ *Ibid.*, p. 66.

systématiquement l'espace, il faut faire comme si chaque chose avait une place dans celui-ci. Le rôle de la géographie est ainsi de synthétiser toutes les connaissances disponibles concernant ces différents lieux dans lesquels les différentes formes de vie cohabitent et d'offrir une image cohérente de la Terre.

Bien sûr, probablement en partie parce qu'il enseignait celle-ci à partir de quelques textes secondaires, la géographie de Kant apparaît insatisfaisante à plusieurs égards. Oscillant entre des récits anecdotiques et une systématisation dépassée, elle colporte une série de préjugés racistes et discriminatoires. N'empêche, pour le géographe Guy Mercier, elle met de l'avant une perspective qui a révolutionné la discipline, car elle a permis de passer d'un système de la nature ordonnée en fonction des espèces – l'histoire naturelle de Linné – à une théorie du lieu dont l'objectif est de décrire et d'expliquer la coexistence des espèces et la concomitance des phénomènes naturels⁴⁰. Ainsi, on trouverait dans la géographie de Kant une dialectique entre des catégories géographiques (notamment celle de *monde* et de *lieu*) sans lesquelles la connaissance systématique serait impossible et une expérience du monde sans laquelle la connaissance tout court serait impossible. Kant écrit :

Ici le *tout* est le monde, la scène sur laquelle nous allons engager toutes les expériences. La fréquentation des hommes et les voyages élargissent le champ de toutes nos connaissances. Cette fréquentation nous apprend à connaître l'homme, mais elle exige beaucoup de temps avant que le but final soit atteint. En revanche, si nous sommes déjà préparés et instruits, nous disposons d'un tout, d'une somme de connaissances, qui nous apprennent à connaître l'homme. Nous sommes alors en mesure d'assigner sa classe et sa place à chaque expérience accomplie⁴¹.

Ce passage montre bien que, pour Kant, l'appréhension du monde physique s'effectue à partir d'idées régulatrices ou de plans, ou autrement dit, que l'expérience du monde est toujours structurée en fonction de préconceptions dans le sujet. Pour les urbanistes, la plus importante de celles-ci est bien sûr l'idée de ville, c'est-à-dire l'idée selon laquelle les êtres humains cohabitent, travaillent et se rassemblent dans des lieux précis. Avec Kant, la ville (comme entité ayant une logique propre) peut être conçue comme une fiction géographique qui permet de classer les humains selon leurs lieux d'habitation.

⁴⁰ Guy Mercier, « Géographie (Emmanuel Kant). La question Kantienne un lieu ou le passage d'une Géographie à l'autre », *J-Reading Journal of Research and Didactics in Geography* vol. 4, n° 1, 2015, p. 99-113.

⁴¹ Emmanuel Kant, *Géographie, op. cit.*, p. 67.

En somme, nous pensons que chez Kant se trouve un présupposé anthropologique en faveur de la planification qui se trouve répété dans le discours urbanistique, soit que l'être humain a besoin d'idées générales (ou de plans) pour se représenter son expérience du monde et se situer dans celui-ci. Avec Kant, il est clair que nous habitons un territoire fictif, c'est-à-dire un territoire dont les catégories d'appréhension sont produites par un sujet actif.

Cependant, pour que la nécessité du plan comme fiction consciente émerge au grand jour dans le discours, il a fallu que les conséquences potentielles de son absence, soit la désorientation et la déroute, deviennent visibles et dicibles. Tant que la récurrence de l'usage du concept de ville offrait les mêmes résultats pratiques, celui-ci n'apparaissait pas nécessairement comme une fiction. Au contraire, l'habitude, dit Vaihinger, fait oublier aux humains le caractère fictif des concepts qu'ils inventent. Or, quand le territoire habité s'est transformé d'une manière telle que le concept habituel de ville ne permettait plus les mêmes actions qu'auparavant, son caractère fictif a réémergé à la conscience. Il fallait dès lors trouver de nouvelles fictions pour agir. Une nouvelle image de la ville est ainsi devenue nécessaire : l'élaborer et la mettre en œuvre est le rôle que se donne l'urbanisme.

2.3 La ville de la planification : dissolution et recomposition d'un idéal géographique

N'est-il donc pas temps d'admettre, sans états d'âme, la disparition de la ville traditionnelle et de s'interroger sur ce qui l'a remplacée, bref, sur la nature de l'urbanisation et sur la non-ville qui semble être devenue le destin des sociétés occidentales avancées?

Françoise Choay⁴²

Depuis le milieu du XIX^e siècle, les discours sur le caractère monstrueux et irréprésentable de la grande ville moderne ne cessent de se diffuser et de se renouveler. Du récit de voyage à l'enquête journalistique, en passant par le roman, la recherche sociologique, le montage photographique et le film, aucun médium ne semble avoir échappé à ceux qui voulaient montrer le caractère insaisissable et effroyable de l'espace urbain moderne. De nos jours, la « suburbia » à l'américaine, les « strips » commerciales mégalo-manes, les aéroports aseptisés et

⁴² Françoise Choay, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, p. 167.

hypercontrôlés et les nouvelles métropoles futuristes des Émirats arabes font les frais d'analyses phénoménologiques et anthropologiques visant à montrer que s'éprouvent, dans ces espaces, des expériences limites qui remettent en question l'ensemble des schèmes cognitifs habituels. De ces analyses, fort différentes en apparence des reportages de la fin du XIX^e siècle, ressort pourtant le même constat, sans cesse répété, de la désuétude du concept classique de ville; l'idée d'un espace dense, centralisé et clairement circonscrit où se rassemble et l'ensemble des activités humaines, celui que décrit avec éloquence Max Weber dans son essai sur la ville de l'antiquité à la renaissance, ne correspondrait tout simplement plus à la réalité de la grande ville industrielle moderne⁴³. En conséquence, l'espace urbain serait en défaut d'intelligibilité et la nature de la vie humaine et sociale y serait en danger.

Selon Hubert Damisch, la question de la lisibilité de la ville commence à se poser au moment où se consomme le divorce entre la forme et la fonction et se dessoudent les liens communautaires au sein de la masse des habitants⁴⁴. Autrement dit, au moment où, dans la modernité, la ville cesse d'apparaître avec toute l'évidence qu'elle revêtait tant sur le plan de la forme matérielle que des relations sociales qui sont y prennent place, sa lisibilité devient un problème. Reprenant cette hypothèse, nous pensons que la planification urbaine – en tant que pratique visant à assurer la lisibilité et la durabilité de l'espace urbain – s'appuie sur une inquiétante incertitude quant à la nature et la perception de la ville et ne conserve sa pertinence qu'aussi longtemps que celle-ci se fait sentir. La déréalisation de la ville est la justification par excellence en faveur de la mise en œuvre de pratiques d'urbanisme. Afin d'affirmer la nécessité de reconstituer, au moyen du plan, un nouvel idéal géographique, le discours urbanistique met constamment en scène la dissolution des référents traditionnels. Il se caractérise ainsi par un double mouvement : d'un côté, on s'indigne de l'extension et de l'éclatement de la ville, tandis que, de l'autre, on invente de nouveaux termes et de nouvelles techniques d'observation et d'intervention afin d'en saisir et d'en réorienter le développement. En nous attardant à cette

⁴³ Weber réduit la commune urbaine du Moyen-âge aux caractéristiques suivantes : « 1) des fortifications, 2) un marché, 3) un tribunal qui leur doit propre et, au moins partiellement, leur propre droit, 4) le caractère d'association et, lié à cela, 5) une autonomie et une autocéphalie au moins partielles, donc aussi une administration par des pouvoirs publics auxquels les citoyens en tant que tels participaient de quelque manière. » Max Weber, *La ville*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 43.

⁴⁴ Hubert Damisch, *Skyline. La ville narcissique*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, p. 31.

dynamique, nous pensons pouvoir montrer que l'idée de ville à partir de laquelle s'effectue la planification urbaine prend la forme d'une fiction ou d'une idée régulatrice au sens de Kant.

2.3.1 Technicisation et dispersion de l'expérience

L'événement machiniste a plongé la ville dans le désarroi.

Le Corbusier, 1939⁴⁵

Dans les années 1970 et 1980, l'historien Reinhart Koselleck s'est attardé à exposer comment, sous le poids du développement technique propre à la modernité, les référents des concepts politiques primaires sont passés d'expériences passées et reproductibles à des attentes singulières tournées vers le futur⁴⁶. Nous allons ici reprendre ses propositions afin d'expliquer comment, dans discours urbanistique, la ville prend la forme d'une fiction semi-consciente.

Koselleck soutient que, dans la modernité, les idées transmises (par exemple celle de ville dont parle Weber) perdent leur emprise immédiate dans le réel et laissent place à des anticipations potentiellement plurivoques, car l'écart entre le champ de l'expérience (les événements passés remémorés dans le présent) et l'horizon d'attente (ce qui ne s'est pas encore produit et n'est qu'aménageable) se creuse progressivement. Parallèlement, nous dirons que, dans la métropole moderne, la « *Großstadt* » si importante dans la culture allemande du début du XX^e siècle, mais dont Weber étonnamment ne traite pas, la technique a ouvert le champ des possibles, délié l'horizon d'attente et fait advenir un avenir incertain⁴⁷. Pour le dire avec les termes de Koselleck, depuis l'avènement de la civilisation techno-industrielle, la réalité urbaine et les aspirations des habitants changent à un rythme tel que le futur de la ville (l'attente) apparaît toujours plus différent de son passé (l'expérience); en conséquence, il est de plus en plus difficile de dire précisément ce qu'est une ville. Ainsi, le concept de ville, dont l'usage habituel avait fait

⁴⁵ Le Corbusier, *Sur les 4 routes*, Paris, Éditions Denoël, 1970, p. 61.

⁴⁶ Reinhart Koselleck, *Le futur passé*, op. cit.

⁴⁷ À cette époque, Berlin est en train de passer d'une ville moyenne de 700 000 habitants (en 1867) à une métropole de 4 millions d'habitants (au début des années 20). C.f. Stéphane Jonas, « La Métropole européenne dans la sociologie des pères fondateurs allemands », dans Jean Rémy (dir.), *Georg Simmel : Ville et modernité*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 20.

oublier le caractère fictionnel, perd sa force indicative, gagne en incertitude et réapparaît pour ce qu'il est, c'est-à-dire une fiction servant à faciliter l'appréhension cognitive et l'action.

Dès lors, parce qu'il n'est plus attaché à un contenu expérientiel partagé ou une action récurrente, le concept gagne en polysémie, ce qui ne signifie pas que ce concept soit devenu inutile et inutilisable. Koselleck dirait plutôt que la polysémie d'un concept augmente son potentiel de diffusion et ses usages. Le présupposé anthropologique, conforme à la pensée de Kant, est ici que l'être humain ne peut se passer de concepts pour faire sens de son expérience du monde et pour agir politiquement. Ainsi, ce n'est pas parce qu'un concept cesse d'être indexé à une réalité univoque grâce à la reproduction de l'expérience passée qu'il cesse d'être utile et utilisé; au contraire, dirait Koselleck, cela implique que les limites de son usage se brouillent et deviennent un enjeu de lutte politique.

En nous basant sur ces idées, nous pensons que c'est au moment où la ville cesse d'être prise pour une évidence du sens commun qu'elle peut devenir l'objet d'une pratique spécialisée dont la tâche est d'en retrouver la nature et d'en reconstruire les frontières. Notre thèse est ainsi que l'urbanisme naît au moment où la ville cesse d'être considérée comme une réalité évidente et univoque, c'est-à-dire au moment où, dans le discours, on commence à parler de l'écart entre la définition conceptuelle de la ville (issue de l'expérience passée) et l'expérience actuelle qu'on peut en faire. La séparation progressive du champ de l'expérience et de l'horizon d'attente décrite par Koselleck produit une situation dans laquelle la ville s'avère ne jamais être exactement ce que l'on pense qu'elle est, situation qui ouvre la voie à une pratique spécialisée dont l'objectif est de remédier à cette ignorance nouvelle. Cependant, pour se perpétuer, cette pratique doit constamment remettre en scène la désuétude et l'ignorance du sens commun.

Ainsi, le discours urbanistique prend la forme d'une dramatisation dans laquelle les idées et les schèmes qui servent à l'appréhension du territoire apparaissent constamment dépassés par la rapidité des changements techniques. On affirme, par exemple que, dans la grande ville moderne, l'être humain se retrouve face à un monde de machines qui lui semble étranger et dans des interactions sociales qui lui apparaissent incompréhensibles, car ce monde et ces interactions ne réfèrent à rien dans son expérience passée. À la limite, ce discours présente un récit dans lequel l'humanité court le risque d'être engloutie dans un environnement irréprésentable et de

sombrer dans une confusion tel que sa capacité de s'orienter et d'agir serait complètement atrophiée.

Inlassablement, l'urbanisme met en scène cette déroute, c'est-à-dire l'inefficience du concept traditionnel de ville, cela afin d'affirmer sa pertinence comme pratique spécifique. Des premiers réformateurs urbains jusqu'aux urbanistes professionnels d'aujourd'hui, une assertion demeure fondamentale : la planification urbaine est nécessaire parce que l'humanité ne peut qu'être en perdition dans une ville non-planifiée, informe et tentaculaire. Le premier geste de l'urbanisme est alors de rendre visibles le désordre et la confusion latente dans la grande ville. Prenons, par exemple, le rapport de la Commission provinciale d'urbanisme soutient d'un ton péremptoire, en faisant appel aux images de taudis et d'avenues commerciales désordonnées, que la dispersion de l'expérience de la ville suffit à elle seule à démontrer la nécessité d'une meilleure planification; quiconque porte attention au développement urbain, affirme-t-on d'entrée de jeu, y voit des signes de dangereuse confusion⁴⁸. Ou encore, pensons aux urbanistes de la Ville de Montréal qui, au même moment, affirment que l'urbanisation récente remet en cause l'essence même de la ville et suggèrent que si l'éparpillement se poursuit, Montréal sera altérée et éclatera en plusieurs morceaux dont le remembrement sera toujours plus difficile et plus coûteux⁴⁹. L'urbanisme se justifie toujours et encore en montrant que, sans lui, la ville est un chaos irréprésentable, une confusion totale qui risque de causer la perte de l'humanité.

À première vue, cette thèse peut sembler une reprise des idées de Jane Jacobs qui, nous l'avons vu, soutient que l'urbanisme moderne provient d'un profond dégoût pour la grande ville. Or, nous proposons une interprétation quelque peu différente des origines et des conséquences de cette aversion. Pour Jacobs, le dégoût des premiers urbanistes s'expliquerait par le fait que la ville moderne entre en conflit avec leur conception figée, rationaliste et idéaliste des besoins humains et de la beauté. Or, selon nous, c'est plutôt l'incapacité de penser la ville, c'est-à-dire l'inadéquation entre un divers sensible déroutant et des schèmes cognitifs finis qui motivent les urbanistes à chercher de nouveaux modèles en fonction desquels repenser et réaménager l'espace. Par conséquent, nous pensons que la mise en lumière de la dispersion de l'expérience

⁴⁸ Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, chap. 1, p. 10. Nous analyserons cette commission dans le cinquième chapitre.

⁴⁹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques*, 1967. Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Urbanisation, Bulletin technique n°5*, 1968.

ne se traduit pas nécessairement par une volonté de rebâtir à neuf selon un modèle fixe, comme l'affirme Jacobs, mais par la mise en place d'un dispositif d'observation et d'objectivation de la ville fondée sur la fiction du plan. Autrement dit, la première chose que fait l'urbanisme, c'est d'investiguer la ville de manière à montrer qu'il est nécessaire d'en réorienter le devenir au moyen d'un plan.

Par exemple, pour un chercheur comme Kevin Lynch, dont les idées seront explicitement reprises par les urbanistes montréalais dans les années 1960, la planification urbaine doit travailler simultanément sur la disposition physique de la ville et sur les processus internes d'apprentissage et de représentation, cela afin de reconstituer une expérience cohérente de la ville. Il écrit : « we must learn to see the hidden forms in the vast sprawl of our cities⁵⁰. » Il invite donc les urbanistes à faire comme s'il y avait une ville (ou une forme d'habitation cohérente) là où, en raison de la technicisation, de la dispersion ou de l'anonymisation, cela n'apparaît pas évident. C'est seulement en fonction de ce présupposé (ou de cet idéal régulateur), laisse entendre Lynch, que l'action des urbanistes peut être efficace. Autrement dit, la fiction fondamentale de la planification est de faire comme si la ville avait une cohérence et un devenir qui peut être saisi dans le langage et représenté dans un plan.

2.3.2 La « vue de haut » et la reconstitution d'un idéal géographique

Il est maintenant possible de réinterpréter la fascination et l'enthousiasme des premiers urbanistes pour la vue de haut et pour les formes technicisées du regard. Nombreux en effet sont ceux qui, comme Le Corbusier, ont pensé que « l'avion instaure au suprême degré un état de conscience nouveau, un état de conscience moderne⁵¹. » Explorant le territoire à une nouvelle échelle, la vue à vol d'oiseau permettrait selon ce dernier de rendre visibles les défaillances de l'aménagement urbain moderne et donnerait des outils afin de procéder à une réorganisation radicale et bénéfique.

Dans un récent et fascinant ouvrage sur le rôle crucial joué par l'aviation dans l'histoire de la planification urbaine, Nathalie Roseau soutient que la vue aérienne a été utilisée par les

⁵⁰ Kevin Lynch, *The Image of the City*, Cambridge, MIT Press, 1960, p. 12.

⁵¹ Le Corbusier, *Sur les 4 routes*, *op. cit.*, p. 141.

premiers urbanistes, notamment l'américain Hugh Ferriss, car elle « favorise une relecture plastique et conceptuelle de l'urbain [...] dont la lisibilité s'était perdue du fait de ses extensions répétées⁵². » La motivation derrière le développement de cette technique serait donc double : d'un côté, une prise de conscience de la désuétude des idées conventionnelles par lesquelles l'espace urbain est appréhendé et, de l'autre, la supposition qu'il y a plus, dans la grande ville moderne que ce que l'on y voit à première vue à hauteur d'homme. Roseau cite ce long passage particulièrement évocateur écrit par Ferriss à la fin des années 1940 :

Maintenant, supposez que vous vous trouviez à bord d'un avion, volant à basse altitude, disons à 1200 pieds. Vous voyez encore nettement les bâtiments, mais ce qui apparaît plus clairement, c'est leur intégration dans l'environnement immédiat, avec le système viaire, les routes, les voies d'eau, les trames vertes. Vous êtes entrés dans le monde de l'aménagement du territoire. [...] Lorsque l'avion vole plus vite et plus haut, à plus de 5 000 pieds d'altitude [...] vous devenez un planificateur urbain. À plus de 5 miles, vous vous transformez en planificateur régional! Juste au-dessous de vous se déploie la région en entier, et vous ne pouvez vous empêcher de la dessiner ou de la redessiner⁵³.

En somme, pour les premiers urbanistes, s'élever dans les airs et prendre une distance par rapport au divers sensible immédiat permettrait de prendre conscience du changement d'échelle qui résulte de la technicisation moderne de l'habitat humain, ce qui, par conséquent, ferait naître de nouvelles possibilités de réaménagement du territoire. Embrassant cette perspective de manière tout à fait exemplaire, Paul-Henry Chombart de Lauwe, un important sociologue de l'urbain dans la France d'après-guerre, a dirigé un collectif intitulé *La découverte aérienne du monde* publié en 1948 dans lequel il affirme que « la vision aérienne nous fait prendre plus largement conscience de la nouvelle phase dans laquelle nous sommes entrés avec la civilisation de la machine⁵⁴. » Selon lui, cette vision technicisée permet de saisir la nouvelle échelle dans laquelle se produit l'urbanisation et ainsi de se donner un nouvel idéal géographique. À vol d'oiseau, il est possible d'établir des principes organisateurs, c'est-à-dire de découvrir les tendances du développement et les interactions entre les différentes parties du territoire.

⁵² Nathalie Roseau, *Aerocity. Quand l'avion fait la ville*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2012, p. 74. Sur l'importance de la vue de haut dans la naissance de la sociologie urbaine en France voir aussi Jeanne Haffner, *The View From Above. The Science of Social Space*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2013.

⁵³ Cité dans Nathalie Roseau, *op. cit.*, p. 285.

⁵⁴ Paul Chombart de Lauwe, (dir.), *La découverte aérienne du monde*, Paris, Horizon de France, 1948, p. 243. Sur Chombart, voir Jeanne Haffner, *op. cit.*

De plus, suivant Le Corbusier et Ferris, Chombart soutient que la vue aérienne permet de mettre en lumière « les marques d'erreurs techniques ou d'erreurs d'organisation dont l'échelle va croissant avec les perfectionnements modernes⁵⁵. » Chombart entend ici le désordre des infrastructures des grandes villes occidentales, les coupes excessives des forêts et le développement des cultures industrielles. Selon lui, les conséquences néfastes de ces phénomènes récents ne sont jamais autant visibles qu'à vol d'oiseau. Le passage à cette échelle de perception se justifie ainsi par l'émergence de problèmes d'un nouvel ordre. La vue de haut est la vue technicisée qui permet de prendre conscience et de régler les problèmes d'aménagement du territoire engendrés par le développement techno-industrielle. Elle joue donc un double rôle : elle montre le désordre et la confusion dans le développement urbain tout en ouvrant la possibilité de les dépasser, c'est-à-dire qu'elle permet de saisir la dispersion pour mieux la réorganiser. Trope fondamental du langage de la planification, elle appelle et incarne un renouvellement de la perception humaine.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, l'hypothèse du surplomb des anti-planificateurs repose sur l'idée selon laquelle la vue de haut serait motivée par une pulsion de domination et mènerait à une aliénation par rapport à la vue à ras le sol (ce qui revient aux deux critiques exposées plus haut : cognitive et politique). Faisant preuve d'une certaine forme de déterminisme technique, l'anti-planification considère que le regard technicisé surplombant est nécessairement aveugle aux détails les plus significatifs de la vie quotidienne et ne peut, pour cette raison, donner accès à une expérience pleine et entière de la ville. À l'opposé, nous pensons qu'il faut prendre au sérieux l'affirmation des urbanistes selon laquelle la vue de haut sert à augmenter l'affectivité et la perception de la ville, d'autant plus que, contrairement aux anti-planificateurs, nous ne pensons pas qu'une expérience non médiée de la réalité soit possible. Ce désaccord reprend en partie celui qui oppose la tradition néo-kantienne, dans laquelle nous nous plaçons, à la phénoménologie, courant philosophique qui est une source essentielle pour les approches critiques en études urbaines et en géographie⁵⁶.

⁵⁵ Paul Chombart de Lauwe, *op. cit.*, p. 244

⁵⁶ Pour un exemple d'usage de la phénoménologie dans l'anti-planification voir Jean-François Augoyard, *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Éditions du Seuil, Paris, 1979. Il est à noter que ce livre a eu une influence déterminante sur les travaux de Michel de Certeau et Françoise Choay.

Reprenant Kant à notre compte, nous pensons que le besoin de voir de haut est la conséquence de l'affirmation de la finitude de la vue d'en bas, autrement dit, qu'il se justifie par l'affirmation de l'incapacité de faire sens de la ville expérimentée à ras le sol et par la nécessité de suppléer à celle-ci. Ainsi, selon nous, le penchant vers la vue de haut manifeste bien plus une incertitude quant à la nature exacte de la ville qu'une certitude face à ce qu'elle est et devrait être. En outre, toujours avec Kant, nous pensons que cette ambition de voir de haut répond au besoin de la raison de considérer l'habitat comme une totalité cohérente, car elle permet de retrouver, dans l'espace urbain éclaté, un lieu géographique cohérent. La vue aérienne permet à l'esprit humain de se séparer de ses vieilles idées et de s'ouvrir à la reformulation d'un idéal géographique qui ne se donne pas directement dans l'expérience.

Nathalie Roseau rappelle une étude datant des années 1960 qui avait mis en lumière les effets contradictoires que provoque la vue aérienne chez les passagers : « [elle] replace l'homme face à sa véritable dimension... minuscule [...]. L'ascension [provoque] chez les individus une explosion de sentiments contradictoires : sentiment de puissance et d'émerveillement, sentiment d'impuissance et d'anéantissement⁵⁷. » Le vertige de la vue de haut peut s'expliquer de manière kantienne : c'est seulement en dépassant la finitude de son point de vue qu'on en prend conscience. La vue de haut se présente ainsi comme la fiction tout à fait contradictoire d'un point de vue sans point de vue, fiction à partir de laquelle se dévoile la finitude humaine, et plus précisément, l'incomplétude de la vue d'en bas. Elle apparaît alors comme le point illusoire à partir duquel se forge une image idéale de la totalité et se construit l'idéal géographique. D'en haut, il apparaît possible de situer l'ensemble des détails géographiques dans un grand plan, dans une image d'ensemble. Et, selon Kant, ce n'est qu'ensuite, au moyen de cette idée de la totalité, que l'expérience finie est possible et situable, c'est-à-dire que chaque chose et chaque personne peuvent trouver sa place dans le monde.

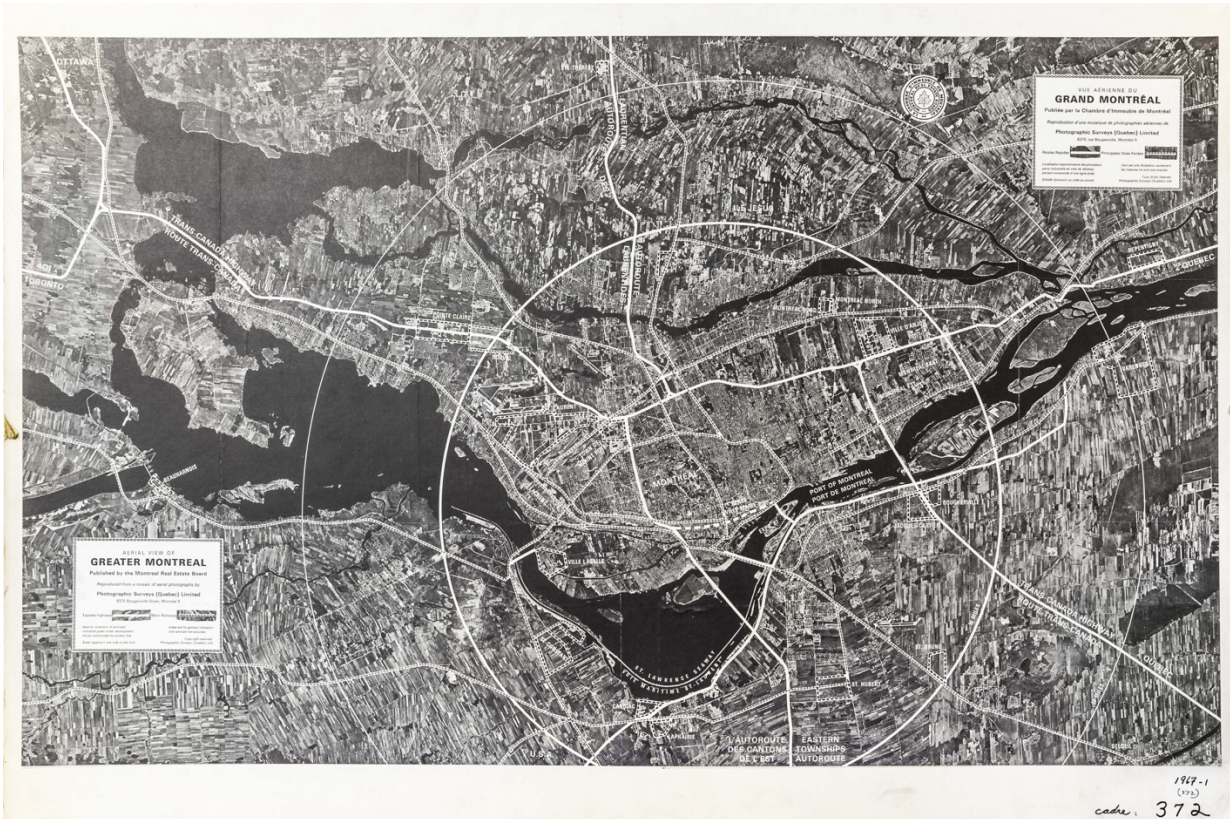
Qui plus est, le développement des nouvelles technologies de représentation de l'espace – et plus particulièrement la photographie aérienne – semble suivre un mouvement analogue au développement des institutions cosmopolitiques mises en lumière par Kant. En effet, c'est seulement parce que de prime abord l'habitat moderne apparaît irreprésentable (ou les représentations habituelles illusoires) que se sont développés un ensemble complexe de

⁵⁷ Nathalie Roseau, *op. cit.*, p. 287. L'étude citée a été mandatée par Aéroport de Paris en 1965.

dispositifs servant à l'observation et la représentation de celui-ci; ainsi, on pourrait parler de l'« irreprésentable représentabilité » de l'habitat humain.

En résumé, nous pensons que l'urbanisme contient inéluctablement un jeu d'échelles qui peut être compris comme une dialectique kantienne dans laquelle la vue de haut est un point de vue totalisant qui doit être critiqué pour son caractère illusoire, mais qui, en même temps, est utile et inévitable. Dans le langage de la planification, la ville est donc une réalité en devenir qui ne peut être appréhendée que par le moyen de plans : en soi, elle est inconnaissable. Dans cette perspective, nous dirons que le plan est une fiction heuristique et pratique qui motive le développement constant de nouvelles techniques d'appréhension et d'organisation du territoire. Le dévoilement de l'illusion est ainsi un moment essentiel dans le langage de la planification, car celui-ci se caractérise par une quête perpétuelle de re-substantialisation des concepts servant à l'appréhension cognitive du territoire.

5 Vue aérienne du Grand Montréal en 1967



Vue aérienne du Grand Montréal doublée d'une représentation des principaux axes de transport et réalisée à partir d'une mosaïque de photographies aériennes prises par Photographics Surveys Limited (Québec). Publiée par la Chambre d'Immeuble de Montréal. 1967. AVM 66-S7P035.

2.3.3 Répétition et déplacement du geste urbanistique

Au moment où l'urbanisation triomphe dans le monde, la ville comme entité n'existe plus, au moins pas de manière directe et évidente. Peut-être faut-il y voir une raison de notre attrait pour les villes historiques qui donnent au moins l'illusion d'être restées des entités singulières, totales et fortes. Désormais, la « réalité urbaine » ne s'impose plus comme un « ça va de soi », elle devient « nécessairement secondaire ». On la construit en utilisant des artefacts.

Alain Bourdin⁵⁸

Le concept de ville a acquis au XX^e siècle une grande polysémie, à un point tel que, de nos jours, la ville représente des aspirations extrêmement diverses et semble virtuellement partout. Au même moment où Françoise Choay, suivant Melvin Webber, soutient qu'il faut laisser tomber le concept de ville afin de penser l'urbanisation du territoire, d'autres, comme Gérard Fortin, un des premiers sociologues de l'urbain au Québec, font le chemin inverse et soutiennent que l'idée de ville peut être utile pour penser le territoire de la province de Québec comme une totalité. Mais, dans les faits, on trouve dans ces deux approches le même constat : le concept traditionnel de ville est dépassé, maintenant la ville est partout. En 1968, alors qu'il effectue un premier bilan des études urbaines au Québec, Fortin affirme que le Québec est une « ville à inventer », c'est-à-dire que le Québec doit s'inventer des catégories d'appréhension du territoire qui lui permettent une emprise plus grande sur son devenir⁵⁹. Parce qu'un processus d'urbanisation totale est en cours, Fortin propose de laisser tomber l'opposition ville-campagne afin de concevoir le territoire habité québécois comme un vaste tissu urbain dans lequel les concentrations varient graduellement selon la centralité des pôles et des régions. Comme nous le verrons, ce diagnostic est largement partagé par les premiers professionnels de l'urbanisme. Eux aussi soutiennent que pour penser le Québec comme une société moderne, c'est-à-dire pour penser le Québec réel, il faut momentanément prendre un point de vue surplombant et faire *comme s'il* formait un grand tissu urbain cohérent.

⁵⁸ Alain Bourdin, « La ville se dit par évaluations », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 128-129, 2010, p. 117-134. Preuve de la répétition constante du constat de mort de la ville (de la désuétude du concept traditionnel de ville), cette citation aurait pu être écrite dans les années 1970 par Françoise Choay.

⁵⁹ Gérard Fortin, « Québec : une ville à inventer », dans Marc André Lessard et Jean Paul Montminy, *L'urbanisation de la société canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1967, p. 265-275.

Depuis l'avènement de la révolte contre la planification, la manière dominante de pratiquer la critique en urbanisme est de dénoncer le caractère illusoire des plans modernistes et de leur opposer – à l'instar de la phénoménologie – la réalité du monde vécu et la parole immédiate des habitants. L'objectif de cette critique est de démontrer que les fictions planificatrices ne correspondent pas au monde vécu et lui font violence. Pour ce faire, les anti-planificateurs cherchent à s'affranchir des concepts théoriques (posés comme des concepts-écrans qui obscurcissent le réel) et proposent une plongée dans l'expérience vécue primitive. Comme nous l'avons présenté dans le premier chapitre, les anti-planificateurs font preuve d'une forme d'anti-théorie et s'opposent à la vue de surplomb qui tient l'expérience vécue à distance. Reprenant Husserl, on pourrait dire que pour l'anti-planification : « Le début, c'est l'expérience pure et, pour ainsi dire, muette encore, qu'il s'agit d'amener à l'expression pure de son propre sens⁶⁰. »

Cependant, pour arriver à saisir le vécu urbain, la critique de la planification à la Jane Jacobs est inévitablement amenée à développer un nouveau vocabulaire et de nouvelles techniques d'observation du réel. Ainsi, contrairement à ce qu'ils disent et à ce qui apparaît à première vue, les théoriciens critiques s'appuient sur la même dialectique (ou la même stratégie) que l'on trouve au cœur du discours urbanistique. Leur critique repose en effet sur la même idée selon laquelle certaines conceptions de la ville sont désuètes et incapacitantes (ou forment un écran qui rend invisibles certaines pratiques), tandis que d'autres sont plus adaptées au monde actuel et, pour cette raison, plus utiles pour mener à terme certaines actions. De plus, tout comme le discours urbanistique moderniste ou orthodoxe, cette critique vise à transformer les mécanismes de perception de l'espace urbain, que ce soit en proposant un renouvellement de la vue d'en bas (Jacobs), une nouvelle sémiotique de l'espace (Choay) ou un approfondissement de l'étude des modes de production de l'espace (Lefebvre). En somme, avec Koselleck, on peut voir que déclarer la mort de la ville (ou affirmer que certains concepts de ville font écran à la réalité urbaine), n'entraîne pas la fin des discours sur la ville, ni même leur raréfaction, mais, au contraire, leur prolifération : déclarer la mort de la ville traditionnelle, c'est en fait une manière pour le discours urbanistique de laisser parler la ville réelle, celle qui se cache derrière les illusions des idées déchuës. De même, dire que les idées théoriques des planificateurs

⁶⁰ Edmund Husserl, *Méditations cartésiennes: introduction à la phénoménologie*, Paris, Vrin, 1966, p. 33.

modernistes font écran est une manière pour les anti-planificateurs de faire parler l'expérience primitive de la ville.

Chez les modernistes comme Ferris, Le Corbusier et Chombart de Lauwe, le constat de la désuétude du concept de ville se veut un appel au renouvellement de la perception et, par le fait même, un appel au renouvellement des fictions qui orientent à la fois la perception et l'action. Penseurs perchés dirait Didi-Huberman, ces planificateurs soutiennent qu'il faut s'affranchir de l'expérience vécue afin de comprendre ce qui advient de la ville, et, pour ce faire, ils proposent un usage intensif des nouvelles techniques de vue aérienne. De la fenêtre de l'avion, affranchis des préjugés du quotidien, ils pensent être capables de saisir les structures profondes qui font de la ville une ville. Or, du point de vue de Jacobs et des anti-planificateurs, ces planificateurs auraient fait preuve d'*hubris* et commis l'erreur de prendre leur réinvention fictive du territoire pour la vérité ultime. Par conséquent, leur remède se serait transformé en poison. Partant du présupposé inverse, Jacobs propose, quant à elle, de s'affranchir des concepts théoriques afin de retrouver l'expérience primitive de la ville. Pour ce faire, elle suppose que l'essence de la ville peut se réduire à ce qu'elle observe de son balcon.

Pourtant, plusieurs, tel Hans Blumenfeld, ont vu dans la ville décrite par Jacobs (cette ville dense, diversifiée faite de quartiers semi-autonomes où se côtoient le neuf et l'ancien) une fiction érigée en dogme⁶¹. Malgré qu'elle prétende le contraire, la ville « vivante » dont parle Jacobs, celle qui n'apparaît qu'à ras le sol, peut être comprise comme une fiction autant que la ville-région idéalisée des grands plans modernistes. Dans plusieurs de ses écrits, Jacobs laisse entendre que sa vision de la ville est issue d'une meilleure observation de la réalité urbaine et qu'elle correspond davantage à la réalité que les modèles fonctionnalistes des planificateurs modernistes. Or, Jon C. Teaford, reprenant certaines intuitions déjà présentes chez Herbert Gans, a bien montré que la ville de Jacobs représente davantage une aspiration (ou un idéal normatif) que la réalité de son époque. À la fin des années 1950, la révolution métropolitaine a fait son œuvre et l'assemblage de petits quartiers centralisés et semi-indépendants dont parle Jacobs est en fait une extrapolation d'une expérience extrêmement parcellaire qui ne correspond en rien à la réalité urbaine parsemée de centres d'achat et de communautés suburbaines qui se développe

⁶¹ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987, p.306.

à vue d'œil⁶². Bref, l'image proposée par Jacobs peut être comprise comme une fiction ou un modèle normatif. Sa valeur serait ainsi non pas dans sa plus grande correspondance à la réalité, mais dans sa plus grande fertilité heuristique et pratique, entendons, dans sa capacité à faire parler et agir.

Ultimement, on pourrait dire que tous les discours qui, depuis plus de cent cinquante ans, proposent de repenser la ville et la réalité urbaine entrent dans un débat dans lequel ce qui importe ce n'est pas tant la correspondance au réel que la capacité d'action; en cela, les anti-planificateurs ne sont pas différents. Avec Kant, nous avons vu que ce n'est pas parce qu'on réalise qu'une idée est une fiction (par exemple l'idée de ville) que l'on peut s'en passer et que l'on cesse d'en parler. Dans le discours urbanistique, on ne cesse de parler de la déréalisation de la ville et du caractère illusoire de telle ou telle conception. Corollairement, on appelle constamment à la transformation des techniques de perception et des catégories d'appréhension du territoire. Avec Koselleck, nous avons vu que la volonté d'adapter les concepts politiques à la réalité moderne technicisée et changeante rend ces concepts polysémiques et en multiplie les usages potentiels. En ce sens, dire que la ville traditionnelle est morte (ou que telle ou telle idée de ville fait écran à la réalité urbaine), comme le fait le discours urbanistique, c'est ouvrir l'espace discursif.

Pour l'analyse archéologique que nous proposons, il n'y a pas d'un côté les concepts fictifs et de l'autre la réalité du territoire vécu. Notre objectif n'est pas d'évaluer la vérité de cette séparation ou d'établir la correspondance des concepts au réel, mais d'analyser comment ces deux pôles (concepts fictifs et vérité du territoire vécu) fonctionnent dans un même dispositif discursif. Notre recherche ne vise donc pas à dénoncer le caractère fictionnel des idées qui ont motivé les politiques urbaines des Trente Glorieuses, mais à montrer comment la représentation de l'espace urbain implique un travail de « fictionnalisation » qui peut être à la fois objet d'expertise et objet de luttes politiques. De même, notre travail sur le Grand Montréal des années 1960 vise à montrer que les débats en urbanisme et en aménagement du territoire reposent

⁶² Jon C. Teaford, *The Metropolitan Revolution*, New York, Columbia University Press, 2006, p. 124. Voir aussi Herbert J. Gans, « Urban Vitality and the Fallacy of Physical Determinism », dans *People, Plans, and Policies*, Chichester, Columbia University Press, 1993, p. 33-43.

essentiellement sur des fictions, cela non pas afin d'en dénoncer le caractère frivole ou idéologique, mais pour retrouver toute l'importance de la fiction pour l'activité humaine.

Notre présentation du kantisme et des idées de Koselleck a ainsi pour but de montrer comment, à l'intérieur même d'une formation discursive, peuvent cohabiter une critique de l'illusion et une ambition d'offrir une vision cohérente du territoire, ambition qui ne peut culminer que dans une représentation fictive du territoire. En mobilisant Kant, nous avons tenté de montrer qu'il est possible de comprendre le discours urbanistique comme une forme de procès de la raison qui vise à distinguer les bonnes des mauvaises représentations du territoire, entendons celles qui permettent d'aménager le territoire en lieux cohérents et celles qui, fruit de l'errance de la raison ou d'un passé révolu, ont un effet incapacitant.

Dans le monde actuel, la fiction de la crise écologique et de l'extinction de l'humanité fait parler et agir. Si celle-ci apparaît nouvelle, ou disons commence à se diffuser à grande échelle seulement dans les années 1970 et 1980, nous aimerions montrer dans la dernière partie de ce chapitre que déjà le langage de la planification des décennies précédentes accordait déjà une place cruciale aux dangers inhérents à la civilisation techno-industrielle. Ainsi, dans une certaine mesure, on peut considérer que la fin de l'humanité était une virtualité latente du langage de la planification que le discours écologique a pleinement réalisée.

2.4 La planification, un devoir moral de la civilisation technique

Avec Koselleck, nous avons considéré que la question de la modernité technique est au centre du langage de la planification. Pourtant, contrairement à ce que James C. Scott et les anti-planificateurs laissent entendre, l'imagerie moderniste mobilisée pour justifier la planification ne se focalise pas exclusivement sur les possibilités enthousiasmantes qu'ouvre le progrès. Bien au contraire, au cœur des représentations de la ville produite par l'urbanisme se trouvent des images effrayantes et des anticipations catastrophistes. En fait, l'urbanisme s'attarde à rendre visible la possibilité que la ville se retourne contre son créateur et se transforme en enfer, tel que l'a fait le monstre du docteur Frankenstein. Pour l'urbanisme, la technicisation de l'espace ne se présente pas seulement comme une solution; au contraire, elle revêt un caractère ambivalent et se présente comme un nouveau champ de problématisation dans lequel la planification

acquiert un caractère moral. Dans cette section nous tenterons de montrer, à l'aide de la philosophie de Hans Jonas, que l'on peut considérer l'urbanisme comme une formation discursive vouée à faire le procès de la raison et de la technique.

Tel que mentionné précédemment, la plupart des recherches historiques s'entendent sur le fait que l'urbanisme comme domaine d'action spécialisé émerge d'une réaction négative face à la croissance désordonnée de la ville industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle. À ce moment, la ville apparaît, pour la première fois dans l'histoire humaine, non seulement comme une cause de dépravation morale (telle l'immémoriale Babylon), mais aussi comme une cause de maladie et de mortalité; bref, comme un danger pour la vie humaine. Ainsi, au moment où les conséquences délétères du développement technique débridé sont devenues visibles, le besoin de planifier a pu s'affirmer comme une nécessité morale et vitale.

Pour cette raison, contrairement à James C. Scott, nous ne pensons pas que la planification des Trente Glorieuses soit le fruit de l'intensification technique d'un désir de contrôle de la nature et de la société dont les manifestations originelles se trouveraient dans les premières grandes réformes agraires et forestières. Nous sommes plutôt d'avis qu'entre le milieu du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale se consolide et se diffuse l'idée selon laquelle le progrès technique, parce qu'il est dangereux pour la vie humaine, doit être contrôlé et pris en charge. Conséquemment, nous pensons que le discours urbanistique peut se comprendre comme une tentative pour mettre en place une « éthique pour la civilisation technologique ». À la fin des années 1970, le philosophe Hans Jonas a élaboré une fine argumentation en faveur de la prévision et de la planification. Nous proposons ici de l'utiliser comme outil analytique afin de mieux comprendre le statut ambivalent du progrès technique et l'importance cruciale de la prévision dans le discours urbanistique.

En outre, analyser le discours urbanistique à l'aune de cette théorie permet aussi mettre en lumière ses liens avec le discours environnementaliste qui s'est diffusé depuis les années 1970. De notre point de vue, l'environnementalisme reprend en grande partie les tropes et la structure du discours urbanistique d'après-guerre : d'un côté, l'évocation des catastrophes qui guettent la poursuite du progrès technique immodéré et incontrôlé, et, de l'autre, le développement d'un savoir prévisionnel visant à « réenchâsser » le progrès dans des limites acceptables. Dans les deux cas, la planification apparaît comme un devoir moral.

2.4.1 Prométhée déchaîné : les conséquences morales de la technicisation de l'agir

La philosophie morale d'Hans Jonas prend appui sur les transformations de l'agir corollaires de l'accélération moderne du développement technique. Il soutient qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'humanité vit une situation entièrement inédite qui bouscule la conception de la morale qui eut cours depuis l'Antiquité. Le drame d'Hiroshima a achevé l'inversion du rêve prométhéen qui avait débuté au milieu du XIX^e siècle dans la poussière des villes industrielles, c'est-à-dire qu'il a rendu crédible la possibilité qu'une action technique cause l'extinction de l'espèce humaine. L'agir technique revêt dès lors une forme complètement nouvelle qui rend caduques autant les éthiques classiques que les rêveries utopistes qui s'inscrivent dans le sillage de Platon. Selon Jonas, les éthiques classiques supposent que l'humanité est une entité stable et permanente (c'est-à-dire que sa nature ne peut être l'objet d'une transformation technique) et sont entièrement centrées sur les interactions humaines et les effets à court terme des actions. Pour ces raisons, elles ne peuvent servir la civilisation techno-industrielle.

Comme plusieurs autres, Jonas soutient que « jamais une époque n'a disposé d'une telle puissance⁶³ ». Or, tout son objectif est de montrer qu'« avec la puissance s'accroît aussi la responsabilité⁶⁴ » et que, dorénavant, en raison de l'omnipotence de la technique, l'avenir et l'intégrité de l'humanité dans sa totalité entre dans le domaine de la responsabilité humaine. L'augmentation technique du pouvoir d'agir a complètement changé le commerce entre l'homme et la nature. Jamais dans l'histoire, soutient-il, la nature n'a été autant vulnérable face aux actions humaines. Les conséquences de l'agir technicisé sont étendues dans le temps et l'espace, mais aussi cumulatives et irréversibles. Ainsi, l'anéantissement de l'humanité peut être causé non seulement par une action directe, comme une déflagration nucléaire, mais aussi de manière indirecte, par des actions cumulatives déclenchant une chaîne causale qui déstabiliserait irrémédiablement l'équilibre symbiotique entre les espèces. Sans le savoir, et de manière complètement irresponsable, l'être humain pourrait donc, par son activité technique, causer sa propre perte. Cette possibilité est le fondement de toute la philosophie morale de Jonas. Dans *Le principe responsabilité*, il soutient que l'ignorance des effets à long terme des actions

⁶³ Hans Jonas, *Pour une éthique du futur*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1998, p. 70.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 82.

techniques est la nouvelle forme d'immoralité propre à la civilisation technologique : « Le gouffre entre la force du savoir prévisionnel et le pouvoir du faire engendre un nouveau problème éthique, écrit-il⁶⁵. »

Un des aspects essentiels que Jonas met de l'avant est le caractère irréversible de l'action technique. Selon lui, on ne peut revenir en arrière. L'être humain doit assumer que la modernité l'a jeté dans le futur de la technique; il doit maintenant exercer son pouvoir et suivre l'adage de Descartes, c'est-à-dire agir *comme s'il était* « maître et possesseur de la nature ». Or, pour Jonas, cela ne signifie pas qu'il a pleine liberté face à celle-ci, bien au contraire. Cela signifie plutôt que l'être humain est dorénavant responsable de l'entière du monde naturel et de l'équilibre des espèces. Sa survie dépend de sa capacité à prendre soin du monde naturel et de doser ses actions.

Pour Jonas, planifier n'implique pas d'étendre indéfiniment le pouvoir humain sur la nature et la société, mais d'acquérir un « pouvoir sur le pouvoir⁶⁶ ». Conformément au nouvel impératif de la civilisation technologique, la planification vise selon lui à « préserver pour l'homme l'intégrité de son monde et de son essence contre les abus de son pouvoir⁶⁷ ». Elle cherche donc la limitation ou plus précisément la maîtrise du progrès technique. La démesure est ainsi posée comme un possible qui met en danger la vie. L'objectif est de « réenchâsser » l'agir technique dans des limites acceptables, c'est-à-dire dans un cadre qui ne mette pas en danger l'harmonie des formes de vie. Pour ce faire, Jonas soutient qu'il faut soumettre l'agir au savoir prévisionnel. Or, ce savoir n'est pas un savoir abstrait de type platonicien, ni un savoir empirique, il est plutôt une extrapolation incertaine – voire fictive – de données empiriques. En fait, le savoir prévisionnel dont parle Jonas porte sur les catastrophes qui pourraient advenir et prend, de ce fait, la forme d'idées régulatrices inversées. Plutôt qu'un idéal fictif qu'il faudrait viser, le scénario catastrophe est une idée fictive dont la réalisation doit être évitée à tout prix. Jonas énonce deux tâches pour l'éthique du futur :

- 1) maximaliser la connaissance des conséquences de notre agir, dans la mesure où elles peuvent déterminer et mettre en péril la destinée de l'homme; et 2) élaborer à la lumière de ce savoir, c'est-à-dire de la nouveauté sans précédent qui pourrait advenir, une connaissance elle-même

⁶⁵ Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion Éditions du Cerf, 1990, p.33.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 271.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 18.

nouvelle de ce qui convient et de ce qui ne convient pas, de ce qu'il faut admettre et de ce qu'il faut éviter⁶⁸.

Ainsi, pour Jonas, la planification vise moins à réaliser un bien qu'à éviter un mal. Paradoxalement, il soutient qu'il est essentiel de formuler une représentation crédible de comment pourrait se produire la fin de l'humanité : « Seule la prévision de la déformation de l'homme, écrit-il, nous fournit le concept qui nous permet de nous en prémunir⁶⁹. »

Si, de nos jours, cette manière de penser et d'argumenter apparaît fort répandue – nous n'avons qu'à penser aux nombreux rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui à partir d'extrapolation des dangers environnementaux conseillent aux gouvernements d'agir –, on sous-estime souvent comme elle était déjà présente dans le discours urbanistique des années 1960. Comme nous le verrons, dans le plan témoin *Horizon 2000*, bien que le danger ne se présente pas comme cette catastrophe ultime qu'est l'extinction de l'humanité, les urbanistes forment néanmoins des scénarios catastrophes et présentent les conséquences potentiellement dommageables d'une urbanisation non-planifiée de la grande région montréalaise. Dans le discours urbanistique, la mise en scène des dangers du développement technique non planifié – donc de dangers futurs et fictifs – justifie, sur le plan moral, la nécessité de la planification. Le plan d'urbanisme entendu comme un idéal positif à réaliser projette bien sûr d'un avenir meilleur (la ville salubre, la ville fluide, la ville sécuritaire, etc.), mais il s'accompagne habituellement de son envers, soit la description d'une ville infernale, en acte ou en potentiel (la ville polluée, la ville congestionnée, la ville violente, etc.). Constamment, le discours urbanistique s'attarde, grâce à un ensemble de dispositifs et d'étalons de mesure, à rendre visible et à calculer le caractère potentiellement mortifère et inhumain de la ville, entendons ici sa pollution, son insalubrité, sa congestion, sa criminalité, son surpeuplement, son anonymat, son infectiosité, sa mortalité, etc., cela afin de former une fiction catastrophiste et revendiquer une autorité dans la prise de décision.

En résumé, considérer le discours urbanistique comme une éthique du futur au sens de Jonas permet de voir comment il vise non pas à exalter le développement technologique comme l'ont affirmé les anti-planificateurs, mais à le tenir en bride à l'aide d'une nouvelle forme de savoir

⁶⁸ Hans Jonas, *Pour une éthique du futur*, op. cit., p. 85.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 16.

prévisionnel. De plus, cela permet de montrer que la revendication d'autorité des urbanistes se nourrit de la représentation des pires échecs et désastres techno-industriels, trope que les anti-planificateurs et les écologistes ont manifestement repris à leur compte. Finalement, elle mène aussi à une remise en question du lien que font les anti-planificateurs entre l'utopisme, le productivisme et la naissance de la planification urbaine.

2.4.2 Contre l'utopisme et le productivisme, la persistance de la figure de la finitude

Dans la dernière partie de son grand livre, Hans Jonas s'attaque à la pensée utopiste et indirectement au platonisme. Selon lui, l'utopisme contient un optimisme naïf et irresponsable avec lequel l'éthique du futur doit faire rupture. Cette argumentation permet selon nous de défaire la filiation souvent répétée entre la planification et l'utopie. On la retrouve autant chez Jacobs que chez Choay et Scott. Or, nous croyons que l'accent mis sur celle-ci empêche de comprendre le rôle primordial de la finitude et de la critique du progrès dans le discours urbanistique.

Le premier argument de Jonas contre l'utopisme, assez convenu, a quelque chose de profondément malthusien. Jonas soutient que les ressources terrestres sont finies et que, pour cette raison, la réalisation d'une utopie de l'abondance est impossible. Le risque de pénurie est à lui seul suffisant selon Jonas pour montrer qu'il est impossible d'arriver à une disposition spatiale parfaite dans laquelle les dangers matériels n'existeraient plus. Jonas prend aussi position contre toute forme de productivisme. Selon lui, la planification doit contenir les dangers inhérents au productivisme et à l'idéologie de la croissance, c'est-à-dire qu'elle doit prévenir les conséquences négatives d'une croissance immodérée. James C. Scott, on se souvient, soutient qu'en réduisant le monde sensible à des simplifications étatiques la planification sert l'extraction des ressources et la croissance des États. Nous ne voulons pas ici dire que Scott et les anti-planificateurs ont tout faux. Cependant, nous pensons qu'une telle explication productiviste (expliquer l'histoire de la planification moderne par les besoins des États capitalistes) ne peut rendre compte de la structure et des conditions d'existence du discours urbanistique, car celui-ci se présente plutôt, à la surface du moins, comme une réaction à la croissance aveugle. Selon nous, les idées de Jonas sont plus à même de montrer comment, à l'intérieur du langage de la

planification, la croissance et le productivisme sont posés comme des comportements qui doivent être gouvernés.

Le second argument de Jonas contre l'utopie fait resurgir la figure kantienne de la finitude, c'est-à-dire la finitude du pouvoir de connaître. Plus subtil, il remet en question les mots du premier, car Jonas nous dit qu'en fait on ne peut savoir avec certitude et précision où se situe la limite des ressources terrestres. L'utopie est immorale selon Jonas parce qu'elle fait le pari optimiste (« l'humain peut réaliser un monde parfait »), plutôt que de faire le pari inverse (« le monde est limité et la perfection est irréalisable »). Le pari optimiste, qui implique de fermer les yeux sur les possibilités de catastrophe, est foncièrement immoral selon lui, car il implique d'accepter consciemment de mettre en danger l'humanité. Bref, c'est parce que les capacités humaines en termes de savoir prévisionnel sont limitées, c'est-à-dire qu'il est impossible de savoir avec certitude que les actions techniques ne mettent pas en danger la survie de l'humanité, que nous devons faire preuve d'une prudence planificatrice. Autrement dit, parce qu'il nous est impossible de prévoir entièrement les conséquences de nos actions, nous ne pouvons jamais, selon Jonas, être en paix avec la technique. Ainsi, la planification doit être comprise comme une activité continue visant à contenir l'action technique et non la réalisation d'un modèle fixe.

Malgré tout, Jonas accorde une importance cruciale à l'utopisme, car il considère que ce courant de pensée a été un des premiers à reconnaître l'importance des transformations de l'action technique. Les utopistes ont reconnu le changement d'échelle dans l'action humaine qui s'effectuait au XIX^e siècle. Les grandes infrastructures de la ville moderne en sont le parfait exemple. Celles-ci manifestent l'incroyable pouvoir humain. Or, elles ont aussi nécessairement des effets cumulatifs difficilement contrôlables, à la fois sur l'humain et sur la nature. Pour Jonas, il est maintenant nécessaire non seulement de prévoir l'obsolescence de ces objets techniques, mais de prévoir leur futur dans un schéma d'avenir plus large dans lequel l'ensemble des actions techniques prend place. En somme, il faut élaborer des scénarios fictifs et faire *comme si* on savait comment la ville va se développer.

2.4.3 Le présent entre futur passé et anticipation

Pour Paul Rabinow, les racines de la planification moderne se trouvent dans le discours moral de la prévoyance⁷⁰. Or, si des liens semblent évidents, il est important de différencier la planification de la prévoyance pour deux raisons : l'ordre de grandeur et le champ d'application y sont décuplés. En effet, si la prévoyance se présente au XIX^e siècle comme une vertu individuelle qui permet de pallier les imprévus et les risques de l'existence matérielle (par exemple la maladie et le chômage) et se confond alors avec la « bonne gestion » – être prévoyant, c'est avoir le « sens des sous » et ne pas tout dépenser ses avoir – la planification devient au XX^e siècle une activité collective et systématique qui s'appuie sur un savoir d'ordre prévisionnel. Au tournant du XX^e siècle, le solidariste Léon Bourgeois popularisa l'expression « prévoyance sociale » afin de mettre de l'avant la nécessité que la société joue ce rôle d'être prévoyant auprès des individus⁷¹. L'objectif est alors de passer d'une vertu individuelle à une pratique sociale. Or, cette pratique ne devient de la planification proprement dite que quand elle commence à s'effectuer à partir d'une projection systématique des effets cumulatifs à long terme des actions humaines les unes sur les autres et sur la nature.

Qui plus est, selon Bourgeois, les obstacles à la mise en place de la prévoyance sociale sont principalement l'égoïsme et l'intérêt marginal ressenti par les individus. Ainsi, la prévoyance ne s'intéresse pas en premier lieu aux externalités indésirables et involontaires du développement technologique. Elle demeure un discours axé sur la moralité des intentions et vise à opposer une pensée réfléchie du bien-être à long terme à l'égoïsme du plaisir individuel à court terme. L'enjeu principal de la planification se trouve quant à lui plutôt dans les risques liés aux externalités de la technique. Planifier implique de replacer les actions techniques dans des séries causales et cumulatives. La planification urbaine en fonction de tendances volontaires et involontaires, visibles et analysables. Le langage de la planification est ainsi toujours un pas en avant par rapport à l'action au présent; il est, pourrait-on dire, le langage des effets de la technique moderne sur l'avenir de l'humanité. En ce sens, il ne peut prendre forme et se diffuser

⁷⁰ Paul Rabinow, *French Modern : Norms and Forms of the Social Environment*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

⁷¹ Léon Bourgeois, *La politique de la prévoyance sociale I. La doctrine et la méthode*, Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1914.

qu'au moment où les risques associés au développement techno-industriel sont devenus tels que l'existence même de l'humanité semble être en jeu.

Hans Jonas est conscient du caractère paradoxal de sa défense du savoir prévisionnel. Dans son éthique tout comme dans le discours urbanistique, la technique apparaît à la fois un problème, parce qu'elle met en danger la vie, et une solution, parce que c'est seulement par le développement technologique que le savoir prévisionnel peut se développer. Dans cette perspective, la planification prend la forme d'un procès de la technique; tout le problème, en effet, est celui du dosage de la technique. Encore une fois, c'est la figure de la finitude qui revient : la planification est la quête de la mesure de la technique. Pour cette raison, les villes ultra-modernes jouent habituellement un rôle de champs de projection. Par exemple, les urbanistes québécois des années 1960 ont un rapport aux grandes villes américaines analogue à celui de Le Corbusier à New York à la fin des années 1930, c'est-à-dire un rapport de fascination et de répulsion. Ils y voient à la fois des tendances inévitables avec laquelle l'humanité doit composer et des tendances délétères qui se doivent d'être réorientées. Comme nous le montrerons dans notre étude de cas, la comparaison transnationale sert une temporalité de progrès.

Par ailleurs, Jean-Pierre Dupuy a mis l'accent sur le rôle prépondérant du futur antérieur dans la théorie de Jonas. Selon lui, dans l'éthique du futur qu'appelle Jonas, on doit toujours faire comme si l'action était déjà posée. Le domaine de la planification n'est donc pas seulement celui des accidents imprévisibles, mais de tous les risques entourant le non-encore-advenu⁷². En outre, Jonas nous dit que si toute action technique est irréversible, la conception du futur mobilisée dans chacune de ces actions, elle, est réversible. Selon lui, la conception du futur est l'enjeu majeur de la civilisation techno-industrielle, car c'est parce que les externalités du progrès n'ont pas été prises en compte dans sa représentation du futur qu'elle court à sa perte. L'étude du futur passé, pour reprendre le vocabulaire de Koselleck, est donc un élément majeur de l'éthique de Jonas. En fait, selon lui, le fait que le présent n'est pas tel qu'il fut anticipé par les générations antérieures et qu'il contienne de graves menaces imprévues pour la survie de l'humanité devrait être suffisant pour justifier une meilleure planification.

⁷² Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, op. cit., p. 403.

En résumé, l'étude de la théorie de Jonas montre que le langage de la planification met en place une dramaturgie dans laquelle le futur passé est pris pour cause des malheurs du présent, cela afin de revendiquer une plus grande autorité pour la prévision dans le présent. Autrement dit, dans ce langage, l'étude du passé fait émerger un type de problématisation dans laquelle l'étude du futur devient inévitable. Le paradoxe essentiel sur lequel il repose devient alors d'autant plus manifeste : pour assurer la permanence de l'humanité, il faut supposer l'impermanence de ses représentations et de son horizon d'attente, c'est-à-dire qu'il faut transformer radicalement la manière dont elle se projette dans l'avenir. De même, les urbanistes diront que, pour sauver la ville, il faut changer complètement notre manière de concevoir et d'anticiper son développement.

La conséquence de cette injonction proprement moderne au renouvellement et à la temporalisation des représentations est, selon Koselleck, une plus grande polysémie des concepts. Conformément à ce constat, l'analyse de la mise en place du langage de la planification à Montréal que nous proposons dans les prochains chapitres montrera que les premières tentatives des professionnels de l'urbain pour renouveler la manière dont on se représente la ville se sont soldés non pas par une confiscation de la parole, comme le soutiennent les anti-planificateurs, mais par une explosion des discours sur la ville et la diversification des significations et des usages du concept de ville. Cela, pour Koselleck, est la conséquence inévitable d'un langage qui se tourne radicalement vers l'étude du futur.

2.5 Conclusion : un langage fictionnel, futuriste et polysémique

Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre, pour les anti-planificateurs, l'idéologie moderniste-avancée, c'est-à-dire une certitude démesurée dans la science et un excès de confiance dans les moyens techniques, expliquerait la diffusion et les déboires de la planification urbaine durant les Trente Glorieuses. Dans le présent chapitre, nous nous sommes attardé à développer une perspective autre, tournée vers l'analyse des idées et des arguments utilisés pour justifier la planification dans le monde moderne. Avec Kant, nous avons montré qu'il est possible de voir dans la planification urbaine une analytique de la finitude ou plus précisément un discours qui oscille constamment entre la critique des illusions produites par la raison et

l'ambition d'offrir une vision englobante et cohérente du territoire. S'appuyant sur la nouveauté que représente la technicisation de l'espace habité et dénonçant l'inefficacité des idées du passé, le discours urbanistique appelle à un renouvellement des schèmes d'appréhension du territoire. En utilisant Jonas, nous avons proposé de comprendre l'urbanisme comme un espace discursif traversé par une inquiétude quant aux formes technicisées de l'habiter ou plus précisément comme un discours dans lequel la technique se présente à la fois comme un problème et une solution. Avec Koselleck, nous avons aussi exposé les effets intradiscursifs potentiels de la critique du sens commun qu'orchestre le discours urbanistique. Pour Koselleck, la critique du concept traditionnel de ville mène à l'affaiblissement du contenu indicatif de ce concept. Involontairement, l'urbanisme fait ainsi de la ville un concept polysémique dont les différents usages deviennent de plus en plus difficiles à contrôler.

En somme, ce chapitre a construit une hypothèse selon laquelle le discours urbanistique viserait à rendre visible et lisible la nouveauté que représente la ville moderne afin de conjurer les dangers que pose son développement incontrôlé. Selon cette hypothèse, le point de départ du discours urbanistique est que la ville de demain sera différente de la ville d'hier et d'aujourd'hui et que ce devenir est porteur de dangers. Pour cette raison, ce discours se caractérise par la multiplication des images et des projections d'avenir. D'un côté, des images du pouvoir technique déchaîné et de la dispersion incontrôlable, et de l'autre, des représentations unifiées du territoire dans lequel le développement technique est maîtrisé. La planification vise à résoudre l'écart entre ces deux séries : suivre un plan est ce qui permet de passer d'un état à l'autre, c'est-à-dire de passer d'un présent porteur de menaces à un avenir radieux. Or, cette entreprise est marquée par un paradoxe constitutif, car, plus l'écart entre ces deux séries est grand, plus la situation est urgente et nécessaire, mais plus la réussite de la planification apparaît improbable. Les experts sont donc pris dans une situation paradoxale où, plus ils mettent en scène des inquiétudes et des attentes (afin de se justifier), moins ils risquent d'être efficaces. Comme nous l'exposerons dans l'analyse qui suit, la dramaturgie des menaces qui guettent la ville sur laquelle les urbanistes fondent leur revendication d'autorité s'avère en fait un cercle vicieux, car tous les efforts qui sont mis à démontrer l'existence des problèmes urbains ne garantissent en rien une entente quant aux solutions à mettre en œuvre. À l'inverse, on peut supposer que plus il y a accord sur le fait que l'existence même de la ville est un problème, plus

il y a de désaccords potentiels sur la forme qu'elle devrait prendre dans l'avenir. Suivant cette hypothèse, nous souhaitons maintenant montrer que l'urbanisme montréalais des Trente Glorieuses peut être compris comme une formation discursive ouverte et polyphonique.

DEUXIÈME PARTIE : MONTRÉAL, UN TERRAIN D'ÉTUDE
PRIVILÉGIÉ

CHAPITRE III

RÉALISER UNE VILLE CONSCIENTE D'ELLE-MÊME. GENÈSE ET STRUCTURE DU DISCOURS URBANISTIQUE MONTRÉALAIS

Entre la fin des années 1950 et la fin des années 1960, le paysage montréalais se transforme considérablement et la ville devient, aux yeux de plusieurs, tout à fait méconnaissable. Un vaste réseau d'autoroutes est bâti, des tours d'habitations sont construites et un nouveau centre des affaires se constitue à la suite de l'érection de nombreux et massifs immeubles de bureaux légèrement à l'ouest de l'ancien centre des affaires du Vieux-Montréal. Selon plusieurs – des chercheurs sérieux ou tribuns, autant d'hier que d'aujourd'hui – cette transformation aurait été motivée par une ravageuse idéologie modernisatrice et une croyance immodérée dans le progrès et l'automobile. Corollairement, les experts d'après-guerre sont fréquemment présentés comme des idéologues du progrès et des apologues de l'automobile et de la croissance.

Au moyen d'une analyse de la manière dont les urbanistes d'après-guerre ont saisi les changements qui affectaient Montréal et argumenté en faveur de la mise en place d'un plan directeur, c'est-à-dire par une étude du discours urbanistique des Trente Glorieuses, ce chapitre vise à montrer les limites de ce diagnostic largement partagé. Contrairement à ce que l'on affirme fréquemment, nous montrerons que le discours urbanistique se caractérise par un mode de problématisation du développement urbain qui ne peut être réduit à une valorisation aveugle du progrès. Il se caractérise plutôt par ce que nous appelons une stratégie de réinvention de l'objet urbain.

Pour les urbanistes, l'urbanisation non planifiée mène à des conséquences désastreuses à la fois au niveau économique, écologique et social et met en danger l'existence même de la ville. Afin de le démontrer, ils sont amenés à rendre visibles les défauts et les incohérences du

développement urbain, bref à montrer que l'urbanisation de Montréal échappe à une mise en forme volontariste et que la ville devient quelque chose de méconnaissable et immaîtrisable, ou, autrement dit, que la ville ne correspond plus à l'idée que l'on s'en faisait. Partant de ce constat, les urbanistes cherchent à retrouver ce qui, dans cette évolution, peut servir de point d'appui afin de mettre en œuvre un plan directeur qui puisse recomposer une forme urbaine cohérente.

Nous verrons que les urbanistes cherchent en fait à établir une ligne de partage entre le possible et l'impossible, c'est-à-dire entre, d'un côté, ce qui est inéluctable et, de l'autre, ce qui peut et doit être transformé, et qu'à partir de cette ligne de démarcation, ils procèdent à une réinvention de la ville. Dans les rapports d'experts réalisés durant les Trente Glorieuses, un ensemble de phénomènes observables tels l'expansion suburbaine, la croissance du transport automobile et la diminution des ménages multifamiliaux sont considérés comme des données ou des faits sur lesquels le pouvoir de la planification est limité, cela parce que ces tendances correspondent aux préférences de la population et apportent de nombreux bénéfices quant au confort, à la productivité et à la qualité de vie. Si les urbanistes cherchent à endiguer certains effets de ces transformations qui mettent en danger l'existence même de la ville, le caractère implacable de ces changements les amène à revoir la définition de la ville. L'idéal d'une ville concentrée et dense qui avait cours en Occident depuis au moins le Moyen Âge laisse place à celui d'une région urbaine en croissance dans laquelle se trouvent différents degrés de densité et des différences fonctionnelles importantes.

Dans le discours urbanistique, la motorisation des transports et la technicisation des moyens de production et de communication apparaissent autant comme des menaces risquant de dissoudre l'objet urbain que des opportunités laissant entrevoir la possibilité de recréer une forme urbaine cohérente. Effrayés aussi bien que fascinés par les nouveaux moyens technologiques, les urbanistes cherchent non pas seulement à en exalter la puissance, mais surtout à en établir un juste dosage. Leur discours – discours qui vise à redéfinir la ville et en analyser le développement de manière à ce que la planification apparaisse à la fois nécessaire et possible – contient ainsi une dramaturgie tout à fait particulière, qui n'est pas sans rappeler la philosophie morale de Jonas et la théorie de l'histoire de Koselleck que nous avons présentées dans le chapitre précédent. Nous nous attardons ici à reconstruire la genèse (entendons le récit de soi) et la structure du discours des urbanistes montréalais des Trente Glorieuses.

Après avoir présenté les diagnostics les plus fréquents concernant la modernisation de Montréal durant les Trente Glorieuses, nous analyserons les arguments ayant justifié la mise en place d'un service d'urbanisme permanent à la Ville et reviendrons sur la première esquisse de plan directeur élaborée par ce dernier en 1944. Cela nous amènera ensuite à nous pencher sur le parcours et les écrits de celui qui fut le maître à penser plusieurs jeunes urbanistes montréalais des années 1950 et 1960, soit l'urbaniste de renommée internationale Hans Blumenfeld.

Finalement, nous mettrons en lumière certains écueils et problèmes inhérents à l'exercice regard urbanistique. Nous montrerons que, dans le discours urbanistique, la ville est un concept géographique et donc quelque chose de foncièrement différent de la Ville, c'est-à-dire du gouvernement local¹. Enfin, nous soutiendrons que l'écart entre le discours urbanistique et le langage juridique est insoluble, parce que le premier fait de la ville une entité en mouvement et fonctionne à partir d'une remise en question constante du second.

3.1 L'expérience de la ville méconnaissable et déshumanisante

Les transformations profondes que subit Montréal durant les années 1960 entraînent de nombreux questionnements. Plusieurs habitants affirment se sentir déroutés dans cet environnement méconnaissable où se côtoient ruines et chantiers et nombreux sont ceux qui cherchent les causes et les finalités de ces changements soudains. Plusieurs hypothèses contradictoires sont évoquées, parfois dans une même prise de parole. Afin de se représenter le changement urbain et ses causes, et surtout afin de le maîtriser, nombreux sont ceux qui se tournent vers un discours spéculatif et tentent de l'expliquer et de le réorienter au moyen d'une remise en question des idéaux qui guident le comportement humain. Si certains prennent aujourd'hui pour acquis que ce qui se passe dans les années 1960 ne peut être que le fruit de la représentation fantasmée d'une Montréal moderniste – et donc que les idées jouent un rôle central dans le développement urbain –, à l'époque, on s'interroge sur la manière de faire sens des transformations en cours et sur la possibilité même de rassembler la somme des changements qui affectent Montréal dans une idée de ville uniforme et cohérente.

¹ Pour distinguer la ville comme concept géographique de la Ville comme administration locale, nous écrivons « Ville » avec une majuscule pour parler de cette dernière.

Les changements dont on veut faire sens et que l'on veut synthétiser dans une même idée de Montréal sont alors nombreux. Tout d'abord, dans le domaine de l'habitation, la guerre aux taudis (à laquelle le prochain chapitre est entièrement consacré) entraîne la destruction de nombreuses habitations ouvrières et la construction de nouveaux immeubles à logement, l'exemple le plus important étant les Habitations Jeanne-Mance construites entre 1957 et 1963 sur les ruines de l'ancien Red Light. Pendant ce temps, en périphérie, les maisons unifamiliales construites à faible coût par les promoteurs attirent les jeunes familles de classe moyenne qui aspirent à former un ménage unifamilial et à posséder un terrain séparé et une intimité qui jusqu'alors était réservée à l'élite. Simultanément, l'automobile devient plus accessible et prend davantage de place dans l'espace urbain. En conséquence, afin de lui permettre de circuler partout autour et dans la ville, des percées centrales et de grandes autoroutes sont construites. Le premier chantier d'envergure est celui de l'élargissement du Boulevard Dorchester, aujourd'hui renommé René-Lévesque, réalisé entre 1954 et 1955. Ce chantier est suivi de près par la construction du boulevard Métropolitain, cette première grande route est-ouest traversant l'ensemble de l'île de Montréal, route qui avait été envisagée dès le début du siècle et qui prendra finalement la forme d'une autoroute surélevée dans les zones centrales².

Puis, en 1962, une série d'événements entre en conjonction, ce qui produit une embellie irréversible. Tout d'abord, l'ouverture du pont Champlain favorise l'expansion de la ville vers la rive sud. De petites bourgades comme Brossard, La Prairie et Candiac entrent alors dans un processus d'urbanisation et de croissance rapide. Situé au pied du pont, Brossard voit sa population passer de 2 500 personnes au milieu des années 1950 à plus de 50 000 à la fin des années 1970. Ensuite, l'annonce de la tenue d'une Exposition universelle à Montréal accélère la réalisation de plusieurs grands projets routiers : le pont-tunnel Louis-Hyppolite-Lafontaine, l'autoroute Décarie et l'échangeur Turcot sont tous les trois inaugurés dans les semaines précédant l'ouverture de l'Expo au printemps 1967, tandis que le métro, dont le projet, après de

² Pour une étude relatant les événements ayant mené à la réalisation du boulevard Métropolitain voir Stéphane Pineault, *Rapports de pouvoir et enjeux métropolitains dans l'agglomération montréalaise, 1920-1961 : les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes*, Thèse de doctorat, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, 2000.

multiples tâtonnements, avait été annoncé au début des années 1960, voit aussi sa construction accélérée en raison de l'Expo³.

En outre, à la même époque, Montréal vit de nombreuses transformations liées à la tertiarisation de son économie. La construction de l'impressionnante tour Ville-Marie entre 1958 et 1962 sur l'immense tranchée de la gare du CN est symbolique à plusieurs égards. Non seulement incarne-t-elle, avec sa forme cruciforme et son volume imposant, des ambitions modernistes évidentes, mais elle confirme le déplacement de l'activité du monde des affaires et de la finance des édifices néo-classiques de la rue Saint-Jacques, dans le Vieux-Montréal, vers de nouveaux bâtiments de style international plus à l'ouest, et, en cachant les rails de chemin de fer, elle rend invisible une part importante de l'histoire montréalaise⁴. Parallèlement, la culture et le divertissement de masse prennent de plus en plus de place, ce que manifeste bien sûr la tenue de l'Exposition universelle, mais aussi la construction de la Place des Arts et de l'immense Tour de Radio-Canada, deux grands projets ayant nécessité la destruction massive d'habitations ouvrières.

Tous ces changements agissent comme des ressorts pour le discours urbanistique qui se propose de repenser la ville. L'ambition de l'urbanisme entrent alors en résonance avec les témoignages de nombreux écrivains montréalais qui affirment ne plus reconnaître leur ville et manquer de mots pour décrire ce qui en advient. Par exemple, en 1963, lors d'un entretien avec la rédaction de la revue *Liberté* dont il fait partie, l'essayiste, romancier et militant indépendantiste Hubert Aquin fait part de son mépris pour l'expansion unifamiliale et de ses inquiétudes quant aux transformations que subit Montréal :

[...] je constate que Montréal se transforme à un rythme fantastique. Absentez-vous un an (ou même moins), et revenez : trois quartiers ont poussé, des rues ont été percées [...] Ce que je déteste, moi, c'est qu'il n'y ait pas de législation pour protéger et rationaliser une ville que j'aime⁵.

³ Sur la construction du métro voir Dale Gilbert, « Penser la mobilité, penser Montréal. La planification du tracé du réseau initial de métro, 1960-1966 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 68, n° 1-2, 2014, p. 57-83.

⁴ À ce propos, Hubert Aquin écrit : « La Place Ville-Marie est une concentration exceptionnelle de néant. Ou plutôt, elle reflète le néant urbain encore mieux que la maison unifamiliale pour familles désunies qui prolifère dans nos banlieues. » Dans « Essai cruciforme » [1963] dans *Blocs erratiques*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1977, p. 179. Voir aussi Don Nerbas, « William Zeckendorf, Place Ville-Marie, and the Making of Modern Montreal », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 2, 2015, p. 5-25.

⁵ « L'équipe de *Liberté* devant Montréal : (essai de situation) », *Liberté*, vol. 5, n° 4, 1963, p. 278 et 281.

6 Fin de la construction de la Place Ville-Marie, 1961



Photo tirée de la *Revue Architecture, Bâtiment, Construction*, n° 186, octobre 1961.

De même, quatre ans plus tard, revenant à Montréal après plusieurs années passées à New York, l'écrivain Mordicher Richler, qui est par ailleurs tout à fait opposé aux velléités indépendantistes

défundues par Aquin, témoigne lui aussi d'un sentiment de dépaysement profond et d'un inconfort devant les transformations de la ville :

I rode into the city on multi-decked highways, which swooped here, soared there, unwinding into a pot of prosperity, a downtown of high rise apartments and hotels, the latter seemingly so new they could have been uncrated the night before. Place Ville Marie. The metro. Expo. Ile Notre Dame. Habitat. Place des Arts. This cornucopia certainly wasn't the city I had grown up and quit⁶.

Deux ans plus tard, le romancier et philosophe Pierre Gravel fait un pas de plus et s'interroge sur la manière de nommer la réalité urbaine qui advient : il se demande si, suite aux transformations que subit Montréal, on peut encore parler d'une ville.

Du béton, du verre et des poutres d'acier. Vingt, trente, cinquante étages. À vrai dire, la ville n'existait pas. À sa place une grosse chose, énorme, monstrueuse, qui n'avait pas été nommée, se déployait autour d'une montagne et se terminait en s'amenuisant en banlieues [...] On pouvait difficilement, dans ces conditions, parler d'une ville. Et effectivement, on n'en parlait pas : on y vivait⁷.

Pour Gravel, devant l'importance des changements, le langage apparaît dépossédé de son contenu indexical. La ville, c'est-à-dire la ville telle qu'on l'avait connue et vécue auparavant, n'existe plus; à la place advient quelque chose qui n'a pas encore trouvé de nom ni de conceptualisation. Pour les écrivains, les changements qui affectent Montréal dans les années 1960 ont des répercussions essentielles dans le langage. Comme nous l'avons exposé dans le chapitre précédent, pour Reihard Koselleck, la modernité techno-industrielle fait disparaître le contenu indexical des concepts au point où le lien entre ceux-ci et le champ de l'expérience apparaît de plus en plus tenu. C'est ce qu'exprime Aquin, Richler et Gravel : l'expérience de Montréal ne correspond plus à l'idée familière et habituelle que l'on s'en faisait. Dès lors, comme on ne peut plus définir Montréal à partir de l'expérience passée et des représentations transmises par les générations antérieures, ou encore par la notion classique de « ville » qui a

⁶ Mordecai Richler, *The Street* [1969], Toronto, New Canadian Library, 2002, p. 5. Cité dans André Lortie, « Montréal 1960 : les singularités d'un archétype métropolitain », dans *Les années 1960, Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, 2004, p. 75.

⁷ Pierre Gravel, *À perte de temps*, Montréal, Éditions parti pris/Anansi, 1969, p. 26. Cité dans André Lortie, *op. cit.* p. 113.

cours en Occident depuis le Moyen Âge, on se voit devant la nécessité de réinventer le concept de ville, cela en se tournant vers l'avenir.

7 Vue aérienne de la Place Ville-Marie et de ses alentours au sud-ouest, 1965



Archives de la Ville de Montréal, AVM 94-B010-003.

C'est du moins ainsi qu'une grande partie des urbanistes comprennent leur tâche : anticiper ce qui advient de la ville et, par le fait même, redonner une profondeur au langage, cela, ultimement, afin que l'humain puisse retrouver une emprise sur son environnement et son habitat. Le discours urbanistique s'insère explicitement sur la brèche ouverte par la modernisation : il prend la forme d'une réaction. L'expérience de la dépossession du langage décrite par Aquin, Richler et Gravel représente selon nous la genèse ou le point de d'appui de tout le discours urbanistique des Trente Glorieuses à Montréal. L'urbanisme de l'époque se présente comme une réponse aux transformations récentes de la ville, cela en y reconstituant du

sens et en y retrouvant des potentialités positives. Ce n'est, en effet, que lorsque la ville n'apparaît plus comme quelque chose de stable et de familier que le potentiel et la nécessité de la planification peuvent s'exprimer pleinement; la dramaturgie de l'urbanisme implique ainsi toujours un double mouvement de dissolution et de reconstitution de l'objet urbain

Tout l'enjeu du discours urbanistique est de montrer qu'il est nécessaire et possible de s'appuyer sur les changements en cours pour réaliser une nouvelle idée de ville. Autrement dit, les urbanistes cherchent à montrer que d'une Montréal méconnaissable peut émerger une Montréal idéale, c'est-à-dire une Montréal qui correspond à l'idée que l'on se fait de ce que devrait être une ville. Les urbanistes entretiennent ainsi un rapport ambigu au changement inhérent à la modernité : d'un côté, ils affirment que la modernité est porteuse de dangers et potentiellement d'une dépossession anthropologique tandis que, de l'autre, ils soutiennent qu'elle offre la possibilité de réaliser une nouvelle ville, plus humaine et plus cohérente.

Cependant, comme nous l'avons présenté dans le premier chapitre, les urbanistes des Trente Glorieuses seront l'objet d'importantes critiques et certains considéreront même leurs idées comme étant la cause de la déroute de la ville. Par exemple, pour Jean-Claude Marsan et Gérard Beudet, les idées de progrès et de rattrapage auraient aveuglé les décideurs et les urbanistes des années d'après-guerre, ce qui expliquerait les changements radicaux et destructeurs qu'a subis Montréal⁸. Marsan s'appuie notamment sur les écrits de Marcel Rioux, un des premiers sociologues à offrir une critique de l'idéologie ayant motivé la Révolution tranquille et la modernisation du Québec d'après-guerre⁹. Selon ce dernier, les intellectuels québécois de la fin des années 1950 et des années 1960 auraient été motivés par une idéologie du rattrapage, idéologie qui aurait permis le passage de la société traditionnelle tournée vers le passé et la préservation de la culture à une société techno-industrielle se projetant dans l'avenir. Cherchant à rattraper le niveau de développement du reste du Canada et des autres pays développés, le Québec serait alors entré dans une fuite en avant menant à l'avènement de la technocratie d'État et à une certaine forme d'américanisation. Marsan reprend cette explication et soutient que la

⁸ Jean-Claude Marsan, *Montréal et son aménagement. Vivre la ville*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 228. Gérard Beudet, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2000.

⁹ Marcel Rioux, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 1, 1968, p. 95-124.

modernisation de Montréal dans les années 1960 s'est effectuée au nom d'une idéologie du rattrapage et a mis en danger ses spécificités culturelles. D'autres essayistes et chercheurs contemporains, moins subtils, soutiennent que le développement urbain de l'époque a tout simplement été motivé par une ravageuse idéologie du tout-à-l'automobile, c'est-à-dire par l'idée selon laquelle l'ensemble des solutions au problème du transport se trouverait dans l'augmentation du débit de voiture¹⁰.

Comme nous l'avons montré au premier chapitre, la révolte contre la planification a inversé la perspective sur le développement urbain. Si, pour les premiers urbanistes, la cause des maux de la ville se trouve dans l'absence de planification, pour les critiques de la planification, les idées, ou la croyance illusoire en certaines idées, en seraient plutôt responsables. En gros, on soutient que la croyance dans le modernisme et le progrès aurait détruit l'architecture vernaculaire et produit des quartiers ternes et uniformes tandis que l'idéologie du tout-à-l'automobile aurait produit des autoroutes congestionnées et polluantes et favorisé l'expansion suburbaine. Ce type d'explication et de récit historique tient donc pour acquis que le développement urbain des années 1950 et 1960 fut le fruit des idées de la classe dirigeante et des experts.

Or, dans les documents d'urbanisme de cette période (autant les plans et les études produits par les services d'urbanisme que les essais et conférences réalisés par les professionnels), le rapport entre les idées et le développement urbain est un problème et non une évidence ou un donné. En effet, loin de croire naïvement à la puissance immédiate de leurs idées, les urbanistes des années 1960 ont cherché à comprendre comment le développement de la ville pouvait être soumis à une idée directrice, c'est-à-dire à un plan. Autrement dit, leur problème ne fut pas seulement, ni même principalement, « quelle doit être la forme de la ville? », mais plutôt : « comment le développement urbain peut-il correspondre à une forme idéale? » En ce sens, nous pensons que les critiques de l'urbanisme qui se concentrent uniquement sur les modèles élaborés par les urbanistes passent à côté de ce qui est le propre du discours urbanistique, c'est-à-dire son mode de problématisation et de mise en visibilité du développement urbain.

¹⁰ Laurent Turcot, « Le tout-à-l'automobile des années 1960 », *La Presse +*, 4 février 2018; Alexandre Wolford, « Le choix du tout-à-l'automobile à Montréal (1953-1967) : un contexte propice à l'aménagement de l'échangeur Turcot », *Mémoire, Histoire, Université de Montréal*, 2015.

Dans le présent chapitre, nous souhaitons montrer que ce discours met en scène l'expérience de la ville méconnaissable et représente le développement urbain de manière à ce que la réalisation d'un plan apparaisse à la fois nécessaire et possible. Plus précisément, nous souhaitons montrer que les urbanistes ne s'attardent pas seulement à élaborer une nouvelle idée de ville, mais qu'ils cherchent aussi à montrer que cette idée est nécessaire, parce que la ville du passé a été dépassée, et qu'elle est réalisable, c'est-à-dire que l'on peut voir, dans le développement urbain récent et l'histoire de la ville, des points d'appui qui permettent de croire à sa réalisation prochaine. Dans cette analyse, nous considérerons que la dissolution de la ville ne précède pas le discours urbanistique, mais qu'elle est un ressort (ou une virtualité) interne au discours.

3.2 La mission du SUVM : faire comme si un plan directeur était en train de se réaliser

Dans la grande majorité des documents produits par le Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUVM) durant la période à l'étude se trouve cette même affirmation, qui prend la forme d'une grande aspiration : le plan directeur est en cours d'élaboration, voire en train de se réaliser. Cela peut apparaître tout à fait normal qu'un Service dont la tâche est de produire un plan directeur affirme que celui-ci est en train de se réaliser; certains pourraient même y déceler l'expression de l'intérêt d'un acteur bureaucratique qui, pour se légitimer et persister dans le temps, doit, en toutes circonstances, faire comme si sa tâche était en train de se réaliser. Pourtant, il nous apparaît qu'il y a là plus que l'expression d'un intérêt. Conformément à ce que nous avons montré dans le chapitre précédent avec Kant, nous pensons que cette affirmation s'inscrit dans la manière tout à fait particulière de voir et de parler du développement urbain que promeuvent les urbanistes.

En effet, nous pensons que, tout comme Kant propose aux philosophes politiques d'étudier l'histoire en faisant comme si dans celle-ci se dévoilait un dessein de la nature favorisant l'avènement d'une paix perpétuelle, les urbanistes se proposent d'étudier le développement urbain en supposant qu'il est possible de trouver dans celui-ci des tendances qui favorisent la réalisation d'une ville harmonieuse où règne le bien-être. Ainsi, quand ils affirment qu'un plan directeur est en train de se réaliser, ils ne veulent pas seulement dire qu'ils sont en train de

produire un document dans lequel se trouve un modèle auquel il faudrait ensuite faire correspondre la ville, ils affirment aussi que des tendances et des actions dans le développement de la ville laissent croire que celle-ci correspondra un jour à un plan directeur. Le plan directeur, c'est-à-dire l'idée de ville que cherchent à réaliser les urbanistes, ne doit donc pas être pensé dans un rapport d'extériorité par rapport au développement urbain. Au contraire, l'objectif des urbanistes est de faire *comme si* l'idée qu'ils cherchent à imposer au développement urbain émergeait en fait de celui-ci. En somme, on pourrait dire que leur objectif n'est pas d'imaginer une ville parfaite, mais de réaliser une ville rationnelle et consciente d'elle-même, cela à partir d'une compréhension renouvelée et synthétique des phénomènes existants.

3.2.1 L'usage du vocable « urbanisme » au milieu du XX^e siècle

La création du SUVM en 1941 répond à une série de revendications et de réformes administratives dont on peut dater les premières manifestations au début du siècle. Relatés dans la thèse de doctorat de Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941). Histoire d'une « refondation »*, les événements qui mènent à cette création relèvent autant de la constitution d'un milieu et d'un discours spécialisé sur la ville que de la joute entre experts, de la division entre échelles de gouvernement et de la querelle intermunicipale. Soucieux de sa propre histoire, le Service rappelle, dans sa première esquisse pour un plan directeur réalisée en 1944, que « c'est en 1921 qu'il fut question pour la première fois d'organiser un comité municipal d'urbanisme¹¹. » Ce n'est cependant qu'en 1930 qu'est constitué un comité d'urbanisme à la Ville. En 1935, la Commission métropolitaine¹² prend le relai et crée un Service d'urbanisme et de recherches. Cependant, en 1939, suite à de multiples désaccords entre les municipalités qui composent la Commission, le Service est aboli. Deux ans plus tard, après que de nombreuses associations en faveur de l'urbanisme aient fait pression sur la Ville et le

¹¹ Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*, Thèse de doctorat en études urbaines et histoire, UQAM/Paris Sorbonne, 2013, p. 17.

¹² Créée en 1921, la Commission métropolitaine est le premier organisme de coordination intermunicipale à Montréal. Elle regroupe quinze municipalités, soit un peu moins de la moitié des municipalités de l'île à l'époque.

gouvernement provincial, une loi provinciale permet la création du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUVVM).

Qui plus est, la mise sur pied de ce service permanent accrédite le passage dans l'usage d'un terme, celui d'urbanisme, qui au début du XX^e siècle était encore à peu près inexistant. Selon Gabriel Rioux, l'expression « urbanisme » se diffuse dans les cercles de réformateurs et de philanthropes montréalais dans les années 1920 et remplace celles d'embellissement et d'amélioration urbains¹³. Ayant une connotation plus scientifique, ce terme impliquerait une prise en charge plus rigoureuse et systématique de l'aménagement urbain. Selon André Lortie, la création du SUVVM marque aussi le passage d'un urbanisme de correction à un urbanisme de prévision, passage qui se confirmerait selon lui avec la croissance du Service et l'importance de ses travaux de recherche dans les années suivantes¹⁴. En fait, selon Lortie, la période des Trente Glorieuses se caractériserait par une prise de conscience progressive des difficultés entourant la régulation des nuisances et les processus d'homologation et d'expropriations. L'expérience douloureuse d'une action publique à la traîne du développement urbain porterait en elle des arguments en faveur de la mise en place d'un processus de planification guidé par la prospective. Si nous sommes tout à fait d'accord avec cette affirmation de Lortie, nous pensons que la distinction qu'il trace entre un urbanisme de correction et un urbanisme de prévision ne correspond pas à l'usage qui est fait du terme urbanisme au milieu du XX^e siècle. À ce moment, ce terme sert essentiellement à revendiquer la mise en place d'une réflexion sur le futur de la ville et une meilleure planification urbaine. Pour cette raison, nous pensons que la création du SUVVM marque plutôt la consolidation d'un type de discours qui fait du devenir de la ville un problème, discours qui était déjà présent dans les pratiques d'embellissement et d'amélioration urbains qui eurent cours à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

En effet, pour les réformateurs au milieu du XX^e siècle, l'objectif n'est pas de remplacer un type d'urbanisme par un autre, mais de transformer l'urbanisation non planifiée en urbanisation planifiée, cela au moyen de la mise en place d'un plan directeur. Pour eux, l'urbanisme entendu comme une pratique prospective et réflexive visant à donner une forme rationnelle au

¹³ L'Institut canadien d'urbanisme a organisé dès 1921 son premier congrès « d'urbanisme » à Montréal. Elle est la première organisation à regrouper ses activités sous le nom d'urbanisme. Voir Gabriel Rioux, *op. cit.*

¹⁴ André Lortie, *op. cit.* p. 76

développement urbain n'a jamais été pleinement mis en place à Montréal, car, jusqu'à tout récemment, les effets indésirables et involontaires de l'urbanisation non planifiée apparaissaient, aux yeux des décideurs, insignifiants, et la ville quelque chose de stable et durable¹⁵. Ainsi, il n'apparaissait pas nécessaire de prévoir et de planifier son développement. Or, avec l'industrialisation et la motorisation des transports, la situation a complètement changé et l'urbanisation est devenue un problème en soi.

Dans le discours de l'urbanisme, c'est-à-dire dans le langage parlé par tous ceux qui se revendiquent de ce vocable, l'urbanisation se présente comme champ de problèmes nouveaux au cœur duquel se trouve le problème de la nature de la ville elle-même. Porteuse de technologies favorisant le confort et le bien-être, l'urbanisation peut, de prime abord, être considérée comme un progrès. Or, ce progrès produit des effets involontaires et indésirables, par exemple, le surpeuplement et la congestion des transports. De plus, si, au sens propre, l'urbanisation signifie l'extension de la ville ou la transformation d'un territoire rural ou inhabité en zone d'habitat densément peuplé, l'urbanisation récente a des effets de rétroaction tels qu'elle transforme la ville, voire la rend méconnaissable et la met en danger.

Dans un cours donné en 1942 à l'Université de Montréal et publié deux ans plus tard dans le recueil *Montréal économique* d'Esdras Minville, l'architecte Marcel Parizeau déclare de manière péremptoire : « Montréal d'aujourd'hui est donc un vaste problème. Il n'est pas un seul aspect sous lequel il est possible de l'envisager autrement¹⁶. » Et il ajoute qu'à ce nouveau problème répond une nouvelle pratique, celle de l'urbanisme. C'est que, selon lui, ce problème de « Montréal » est causé par le développement aveugle, l'imprévision et l'ignorance et ne peut être résolu que par la mise en place d'une vision d'avenir commune et réfléchie. Ainsi, il se montre tout à fait enthousiaste face au nouveau Service d'urbanisme de la Ville et affirme que ce dernier travaille à la « préparation de toutes les données nécessaires à l'étude d'ensemble du

¹⁵ Bien sûr, cette affirmation est contredite par la plupart des travaux en histoire de l'urbanisme qui montrent que la conscience des effets involontaires du progrès technique et des transformations irréversibles que subit la ville remonte au milieu XIX^e siècle. Bref, il faut moins voir ici un constat historique juste qu'une modalité d'argumentation et mode de légitimation propre au discours urbanistique. Plusieurs éléments du discours des réformateurs montréalais du milieu du XX^e siècle ne sont pas nouveaux. Or, l'objectif n'est pas ici d'établir la spécificité historique ou l'originalité de ce discours, mais d'en faire ressortir la structure.

¹⁶ Marcel Parizeau, « Urbanisme », dans Esdras Minville (dir.), *Montréal économique*, Montréal, Éditions Fides, HEC, 1943, p. 383.

problème montréalais » et s'affaire à élaborer un plan directeur « sans lequel il semble impossible de ne rien entreprendre, du moins en ce qui regarde l'avenir¹⁷. »

Vingt plus tard, dans le quotidien *La Presse*, l'intellectuel indépendantiste Pierre Bourgault, visiblement fasciné par cette nouvelle discipline qu'est l'urbanisme, reprend le même type de discours dans une série d'articles écrits pour mousser le nouvel Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. Dans le premier article, intitulé « Urbanisme : un mal nécessaire! », Bourgault soutient que les problèmes induits par l'urbanisation incontrôlée du territoire sont tels que les solutions feront mal¹⁸. Mais celles-ci, dit-il, ne sont pas moins nécessaires, au contraire, car si rien n'est fait, la ville court littéralement à sa perte. De même, l'imposant rapport de la Commission provinciale d'urbanisme déposé en 1968 fait de l'opposition entre urbanisation et urbanisme le thème central de toute son introduction. On y lit notamment que : « à la spontanéité de l'urbanisation, nous serons amenés à opposer la rationalité de l'«urbanification», que Gaston Bardet définit comme l'aménagement «d'un territoire selon les principes de l'urbanisme»¹⁹. » Quoique le terme d'«urbanification» forgé par Bardet ne soit jamais passé dans l'usage, ce passage du rapport résume parfaitement la polarité qui se déploie dans le discours urbanistique entre, d'un côté, une urbanisation incontrôlée jugée dangereuse, et de l'autre, une urbanisation soumise à la mise en forme consciente par l'urbanisme.

Dans le discours urbanistique, l'urbanisation est présentée comme une croissance semi-formée et potentiellement dangereuse et, l'urbanisme, comme une pratique réflexive qui permet à l'urbanisation de trouver une forme rationnelle et consciente, c'est-à-dire une forme dans laquelle ses effets indésirables et involontaires peuvent être endigués. Ce discours sous-entend donc une forme d'auto-critique du progrès, et présente le développement techno-industriel comme un problème qui se règle par la prospective et la planification. Plus précisément, il vise à rendre visibles les impacts de l'urbanisation et à instituer le souci du plan d'ensemble dans toutes les actions publiques, des plus banales aux plus significatives. En somme, durant les deux premières décennies d'après-guerre, le vocable «urbanisme» implique toujours une forme d'aspiration et une revendication de changement.

¹⁷ *Ibid*, p. 392.

¹⁸ Cette série d'articles a été rééditée dans *L'Institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. Un urbanisme ouvert sur le monde*, Gérard Beudet (dir.), Montréal, Éditions Trames, 2004, p. 87-122

¹⁹ Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, Tome I, p. 25.

Avant la diffusion de la révolte contre la planification dans la deuxième moitié des années 1960, l'idée selon laquelle la mise en forme de l'urbanisation par l'urbanisme serait elle-même la cause des problèmes de la ville est bien sûr inexistante. Toutefois, cela ne veut pas dire que les solutions proposées par les urbanistes ne sont pas débattues ou remises en question, au contraire. En effet, déjà dans les années 1940, les premiers défenseurs de l'urbanisme sont conscients du caractère expérimental de cette pratique et, incidemment, des dangers du dogmatisme. Ainsi, Marcel Parizeau soutient que l'urbanisme est un « mot évocateur, mais enveloppé de mystère [qui] donne à croire que la beauté sortira instantanément triomphante de ses soins. Si on a le courage de ne pas le promettre à coup sûr, c'est une contrariété. Pourtant, il faut voir ce courage²⁰. » Car, laisse-t-il entendre, sans ce courage, il est impossible de procéder à cette auto-critique constante de l'urbanisation qui est le propre de l'urbanisme.

Dans le même sens, dans le deuxième de sa série d'articles, Bourgault définit l'urbanisme comme un champ de problèmes et une méthode d'enquête, et non comme une série de solutions prédéterminées. Bourgault établit six questionnements qui vont du rapport que la ville doit entretenir avec la campagne, à l'habitation unifamiliale, à la densification par la construction en hauteur, à la circulation automobile au centre, au rôle des villes nouvelles et à la capacité de lutter contre les tendances actuelles. Dans tous les cas, il laisse entendre qu'une réponse définitive est difficilement envisageable et qu'il faut plutôt valoriser des études de terrain permettant d'établir un certain dosage et conserver une grande vigilance par rapport à l'évolution de la ville. Ainsi, si on peut dire qu'une chose n'est pas remise en question dans le discours urbanistique du milieu du XX^e siècle, c'est la valeur positive de la prévision et du savoir, c'est-à-dire de l'urbanisme comme méthode d'enquête et domaine d'action permettant de répondre aux problèmes posés par l'urbanisation et de réaliser une ville consciente d'elle-même.

3.2.2 *Urbanisation de Montréal* : réaliser la ville qui advient

Nous n'inventons rien de toutes pièces. Nous ne ferons que préciser et mettre au point de rendement un état de fait actuellement contrarié, ralenti, engorgé, dont le rendement, par aveuglement, est lamentablement enchevêtré et bloqué.

Marcel Parizeau, 1942

²⁰ Marcel Parizeau, *op. cit.*, p. 378.

En tenant compte des tendances exprimées dans cette esquisse, nous nous acheminons vers l'accomplissement de notre tâche principale : diriger logiquement l'évolution de notre ville en utilisant tous les facteurs de progrès. C'est le début de l'urbanisation rationnelle de Montréal.

*L'urbanisation de Montréal, 1944*²¹

En novembre 1944, le SUVM publie une première esquisse du plan directeur. Le titre, *Urbanisation de Montréal*, est en lui-même évocateur et laisse penser que ce plan n'est pas une modélisation abstraite, mais une projection à partir de tendances existantes. La première section du document expose l'évolution récente de la ville. En prenant l'année 1880 comme point de départ et à l'aide d'études chiffrées synthétisées dans des graphiques, le document montre que la ville est en pleine croissance tant sur le plan de la superficie que de la population, de la valeur totale des immeubles et de la production manufacturière. Cette section introductive se conclut avec l'affirmation suivante : « Tous ces faits démontrent bien clairement que Montréal est devenue une grande métropole. Il importe de maintenir ses étonnants progrès par son urbanisation²² », ce qui montre bien que l'urbanisation est conçue à la fois comme une source de progrès et un nouveau champ de problèmes.

Le document divise ensuite l'analyse de manière fonctionnaliste en quatre parties : circulation, zonage, habitation et espaces verts. Dans chaque domaine, le SUVM remarque que des progrès significatifs ont été accomplis, mais que, faute d'une vision d'ensemble, ces progrès risquent d'être bafoués et contrariés. Il faut donc, chaque fois, étudier l'imbrication des phénomènes et proposer des solutions qui puissent permettre d'aménager et de fluidifier cette croissance. Tout d'abord, en circulation, la croissance du transport automobile permet des déplacements plus rapides. Or, faute d'un système d'artères principales reliées à un réseau provincial en périphérie, le centre-ville risque de souffrir d'une congestion toujours plus grande et de ne pouvoir jouir des avancées technologiques. Pourtant, la planification d'un tel système est loin d'être facile et les problèmes se posent sur plusieurs plans. Tout d'abord, il doit s'arrimer aux travaux en cours sur le système des grandes routes provinciales, c'est-à-dire que ses artères doivent déboucher sur un réseau provincial, sans quoi il demeurera congestionné. Ensuite, il

²¹ Marcel Parizeau, *op. cit.*, p. 396. Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Urbanisation de Montréal*, Plan directeur (rapport préliminaire), novembre 1944, p. 47.

²² *Ibid.*, p. 28.

doit prendre en compte l'état du réseau ferroviaire et de l'évolution des installations portuaires aux abords desquelles sont situées plusieurs industries, dont les besoins en termes de transport routier sont importants. De plus, il doit évoluer en fonction des futurs projets domiciliaires et de la croissance du nombre d'automobiles, sans quoi son tracé et sa largeur seront rapidement insuffisants. Finalement, il doit s'arrimer au futur métro, projet envisagé depuis les années 1930 et que le SUVVM considère comme la meilleure solution au problème du transport des masses à l'intérieur de la ville, car le métro viendra influencer la demande et nécessitera des travaux publics importants. Bref, la multiplicité des facteurs et des parties prenantes rend difficile d'imaginer comment un plan commun peut se réaliser.

Or, le SUVVM montre que la planification urbaine ne part pas de zéro. Non seulement il y a déjà un système de routes à Montréal, mais l'interconnexion et l'interdépendance entre celles-ci, les autres systèmes de transport et les autres fonctions urbaines ont déjà produit certaines formes parcellaires de planification. L'objectif du SUVVM est de prendre appui sur les points d'interconnexion entre les multiples systèmes techniques et les différentes fonctions urbaines afin d'élaborer un plan d'ensemble réaliste. De plus, afin de convaincre ses interlocuteurs de la fertilité du plan directeur, le SUVVM cherche à montrer que la planification existe déjà et qu'elle est présente dans les moindres objets techniques et tous les services publics. En 1945, lors d'une conférence devant la chambre de commerce du district de Montréal, le directeur du SUVVM, Aimé Cousineau, affirme :

Disons, en passant, qu'il est naturel de circuler sur une chaussée unie et propre, pourvue de signalisation mécanique et de passages supérieurs et inférieurs, de tourner le commutateur pour avoir de la lumière, de décrocher l'appareil téléphonique pour régler une affaire, de n'avoir qu'à ouvrir le robinet pour en faire jaillir de l'eau pure. Ces opérations sont très simples [...], mais il est utile de rendre compte du travail immense qui a été accompli pour les rendre possibles, et des efforts incessants qui doivent être réalisés pour assurer sans défaillance aucune le fonctionnement de ces services et des travaux d'édilité. Leur arrêt, même momentanément, cause dans la vie des habitants d'une grande agglomération les plus graves perturbations. Il y a donc là une technique et un problème d'organisation des plus importants qui intéressent la population, les autorités municipales et ses différents services²³.

²³ Aimé Cousineau, « Le plan directeur de la Ville de Montréal. Ses relations avec l'industrie et les services publics », conférence donnée le 12 septembre 1945 devant la Chambre de commerce du district de Montréal à Laval-sur-le-lac, p. 3.

Pour Cousineau, le plan directeur doit être conçu comme l'extension d'une planification à laquelle tous les services de la Ville participent déjà et qui vise à en garantir la qualité et l'amélioration. En ce sens, l'esquisse de 1944 souligne que plusieurs compagnies privées œuvrant sur le territoire montréalais profitent de la bonne planification publique et gagneraient à ce qu'un plan directeur soit mise en place. Par exemple, « les compagnies de chemin de fer ont élaboré un plan d'ensemble de leurs voies, gares et cours, fondé sur leurs besoins respectifs et sur ceux de la ville²⁴. » Le SUVM aspire alors à travailler en étroite collaboration avec elles.

De toute façon, le SUVM ne peut ignorer la présence des infrastructures lourdes comme le train sur le territoire de la ville, car celles-ci limitent les possibles et représentent ce que les politologues appellent une dépendance au sentier, un phénomène qui ne sera nommé ainsi que beaucoup plus tard, mais dont la compréhension semble déjà bien présente dans les premiers plans d'urbanisme d'après-guerre. En effet, selon le SUVM, le plan directeur doit permettre une meilleure intégration des infrastructures existantes avec celles qui se développent afin de maximiser leur potentiel respectif. Ainsi, l'esquisse propose de poursuivre le travail d'amélioration du réseau d'artères principales en prolongeant et en élargissant certaines rues²⁵. À moyen terme, il propose cependant des actions plus importantes, par exemple « l'étagement des voies aux intersections des artères principales » et la construction de deux voies de circulation rapide « l'une le long du port et du canal Lachine, l'autre entre l'avenue du Parc et le Boulevard Saint-Laurent²⁶. » Le SUVM reconnaît cependant que ces projets d'envergure nécessiteront davantage d'études avant d'être mis en branle.

Dans le domaine de l'habitation, l'esquisse soutient que la croissance et le mouvement de décentralisation actuellement observables à Montréal comme dans plusieurs autres grandes villes sont inéluctables et entraînent de nombreux problèmes liés à l'insalubrité et à la qualité des milieux de vie. En réaction, le SUVM propose de revoir le code du bâtiment et d'établir une réglementation plus serrée du lotissement, notamment à l'aide du zonage, cela, afin de s'assurer

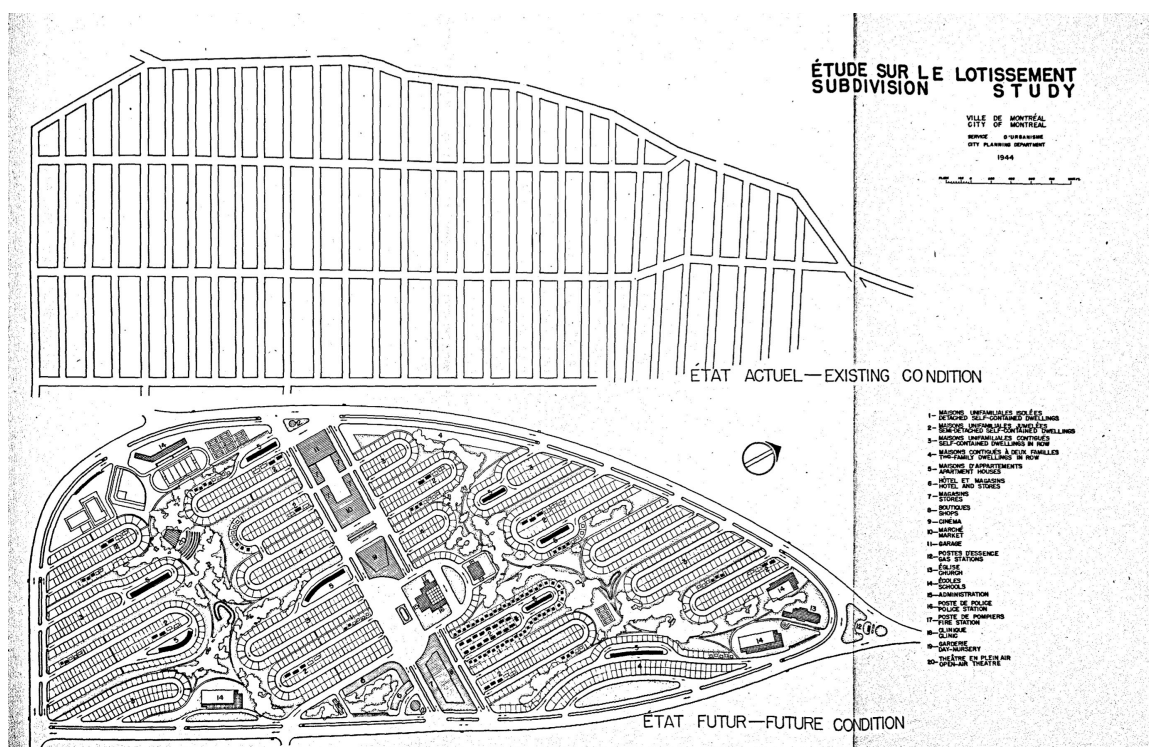
²⁴ *Urbanisation de Montréal, op. cit.*, p. 32.

²⁵ Le Service considère aussi essentiel de continuer à travailler en étroite collaboration avec le Service de Police qui veille à une meilleure régulation de la circulation. En fait, la coordination des Services de la Ville est un thème central dans les écrits du SUVM, comme la coordination des différents ministères sera un enjeu essentiel du rapport de la CPU. Pour les urbanistes, le plan doit guider l'action de l'ensemble des acteurs publics.

²⁶ *Urbanisation de Montréal, op. cit.*, p. 34. Les projets d'autostrades sont une reprise d'idées mises en place à New York et qui ont eu beaucoup de succès selon Aimé Cousineau [*op. cit.*, p. 10].

que toute nouvelle construction soit de bonne qualité et réalisée sur un terrain d'au moins trente pieds de largeur. Le SUVM veut ainsi éviter une subdivision abusive des lots pouvant causer des problèmes de surpeuplement ou un déficit d'espace vert. En ce qui a trait à la grille des rues résidentielles, le SUVM est d'avis qu'il faudrait parfois revoir le modèle orthogonal et préférer des quartiers résidentiels en forme de cité-jardin²⁷. Le SUVM reprend alors des idées qui ont cours dans plusieurs autres villes en Europe et en Amérique du Nord et inclut dans son plan des illustrations qui rappellent ce que l'on trouve dans les documents d'urbanisme produits un peu partout aux États-Unis depuis les années 1920.

8 Étude sur le lotissement, esquisse du plan directeur de 1944



Cette étude manifeste la préférence du SUVM pour une révision de la grille de rues dans les quartiers résidentiels. Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Urbanisation de Montréal*, Plan directeur (rapport préliminaire), novembre 1944.

²⁷ À l'époque, le mouvement des cités-jardins a le vent en poupe à Montréal. Au début du siècle, Ville Mont-Royal s'est construite selon ce modèle, tandis que la Cité du tricentenaire est inaugurée en 1942. Selon Jean-Pierre Collin ce type d'habitation et de lotissement était promu non seulement par les experts, mais aussi par des groupes ouvriers et par l'action catholique. Voir Jean-Pierre Collin, « Crise du logement et action catholique à Montréal, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 41, n° 2, 1987, p. 179-203.

De plus, afin de contrer la pénurie de logements de qualité et à bon marché, le SUVVM propose de favoriser la construction de logements pour petits salariés, sujet sur lequel nous reviendrons plus en détail dans le prochain chapitre²⁸. Parallèlement, le SUVVM veut aussi profiter de la mise en œuvre d'un nouveau système d'évaluation foncière par le Service des estimations afin de raffiner l'inventaire des immeubles bâtis.

Finalement, en ce qui a trait aux espaces libres, le plan procède de la même manière et jette les bases d'un inventaire détaillé qui puisse établir l'état des ressources et les besoins actuels et futurs. L'objectif général est de multiplier les espaces libres, soit par l'homologation de nouveaux parcs, soit en agrandissant certains parcs existants. Encore une fois, le SUVVM inscrit l'élaboration de son plan dans la perspective d'un inventaire complet et d'une amélioration des conditions existantes.

Le zonage, quant à lui, est présenté comme l'outil par excellence pour mettre en œuvre le plan directeur. S'il est bien appliqué et couvre l'ensemble du territoire, il « permet [écrit-on] de préparer la croissance ordonnée d'une ville [...] Sans zonage, le jeu de l'offre et de la demande aboutit, dans le domaine de la propriété foncière, à des abus spéculatifs, au surpeuplement et, partant, à l'insalubrité²⁹. » Or, le problème est que la Ville compte actuellement plusieurs règlements de zonage, plus ou moins définitifs, variant de quartier en quartier. Le SUVVM reconnaît ainsi que les règlements de zonage ne reflètent pas toujours une vision d'ensemble cohérente, mais sont très souvent des « mesures préventives intérimaires³⁰ ». Ces règlements sont en quelque sorte les premières manifestations d'une volonté planificatrice, et l'objectif du SUVVM est de faire émerger une politique globale de leur révision complète³¹.

Par ailleurs, quoiqu'il y soit clairement établi que la ville est en croissance, le plan ne pose pas encore explicitement le problème de la régionalisation, thème qui sera central dans les

²⁸ Par exemple, il a entrepris des études sur les terrains vagues afin d'établir un programme de construction de maisons à prix modiques.

²⁹ *Urbanisation de Montréal, op. cit.*, p. 35.

³⁰ *Ibid.*, p. 37.

³¹ À propos de l'histoire des règlements de zonage à Montréal, Raphaël Fischler écrit : « nous pouvons dire que le règlement produit de l'administration tout autant que l'administration produit le règlement. De règlement en règlement se constitue un dispositif de savoir et de pouvoir qui, dans le cas qui nous concerne, vise à gérer les actions privées dans l'utilisation du sol et la construction d'immeubles. » Voir « Émergence du zonage à Montréal, 1840-1914 », dans *La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*. Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.). Montréal, Éditions MultiMondes, 2014, p. 82.

années 1960. Comme le mentionne André Lortie, les différentes études réalisées par le SUVM dans les années 1940 et 1950 se concentrent essentiellement sur les problèmes de la Ville-centre, et si l'hinterland y est représenté, il apparaît « figé dans son aspect rural, sans connexion nouvelle avec l'île³². » Bref, l'idée de ville que l'on retrouve dans ces documents est encore assez conventionnelle, c'est-à-dire qu'elle est basée sur un modèle concentré et centralisé assez loin du modèle polycentrique qui sera au cœur du plan témoin *Horizon 2000*³³.

Néanmoins, en soumettant la définition de la ville aux études chiffrées, l'esquisse de 1944 ouvre la porte à une redéfinition plus large, d'autant plus que, dans les années subséquentes, grâce au travail de statistiques Canada, le SUVM aura accès à de plus en plus de données concernant l'urbanisation dans la grande région montréalaise³⁴. Ainsi, déjà dans cette esquisse, on sent que la définition de la ville échappe au sens commun et au langage purement administratif et, même si plusieurs des données et représentations sont cloisonnées aux limites de la municipalité centrale, on trouve une série de cartes qui représentent la quasi-totalité de l'île et une partie de sa périphérie. Bref, on sent déjà en 1944 une certaine porosité des limites géographiques du problème « Montréal ».

3.2.3 L'aspiration du plan directeur : devenir un horizon de référence

L'esquisse de 1944 contient aussi plusieurs propositions, notamment la création d'un réseau d'autoroutes intra-urbaines, qui seront remises en question dans les années subséquentes, à la fois dans les cercles d'experts et dans la société civile. Le projet d'autoroute est-ouest devant passer près du canal Lachine, puis sur le bord du fleuve, dans l'axe de la rue de la Commune et de la rue Notre-Dame aura, par exemple, un destin pour le moins tumultueux. D'abord promue par le SUVM et par un rapport d'ingénieurs, la formule d'une autoroute surélevée aux abords du port sera délaissée au profit d'un tracé en tranchée dans le fossé Viger/Saint-Antoine en

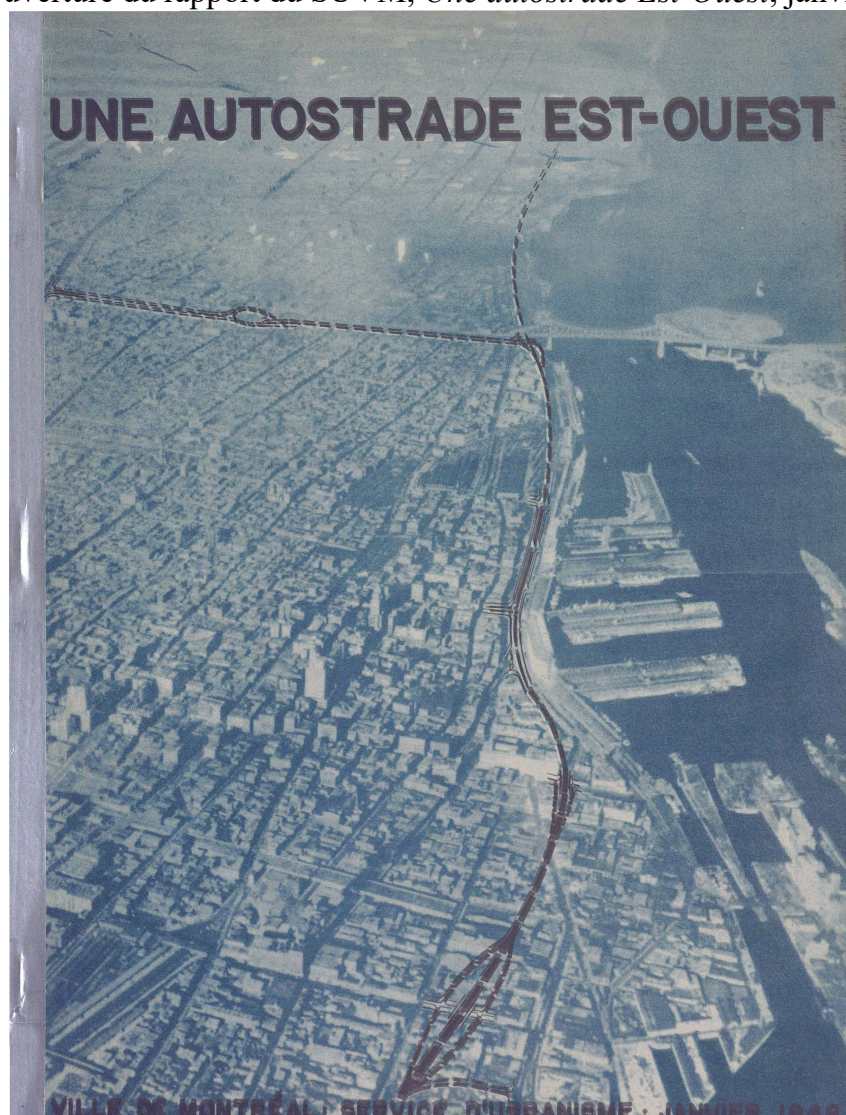
³² André Lortie, op. cit., p. 87.

³³ Gilles Sénécal et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine : Vers une polycentricité assumée », dans Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région, Tome II 1930 à nos jours*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 867-898.

³⁴ Henry Puderer, « Perspectives et mesures de l'urbain », Série de documents de la géographie, Statistique Canada, Division de la géographie, 2009.

contrebas du Champ-de-Mars, à la suite d'un rapport commandé par le SUVM à la firme d'urbanisme Van Ginkel au début des années 1960³⁵. Puis, les nombreuses expropriations réalisées afin de terminer la portion est de l'autoroute soulèveront un tollé et cette dernière sera finalement abandonnée à la suite de l'élection du Parti Québécois en 1976.

9 Couverture du rapport du SUVM, *Une autoroute Est-Ouest*, janvier 1948



Archives de la Ville de Montréal, AVM CA M001 XCD00-P6892.

³⁵ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Une autoroute Est-Ouest*, janvier 1948 ; Jean-Paul Lalonde et Roméo Valois, *Autostrade Est-Ouest en bordure du fleuve Saint-Laurent*, Montréal, Lalonde & Valois ingénieurs conseils, décembre 1958. Ce type d'autoroute en autoroute près du port et en bordure du centre-ville fut réalisé au même moment à Toronto.

Si on peut, avec justesse, considérer que cette proposition d'autoroute est-ouest fut malheureuse, tout comme l'idée de multiplier les échangeurs en étage au centre-ville – l'échangeur des Pins en sera l'exemple le plus funeste³⁶ – il demeure important de rappeler que l'esquisse du plan directeur ne peut être décomposée en une série de propositions précises qu'au risque de la dénaturer. En effet, il se trouve dans ce document, comme dans toute tentative d'élaboration d'un plan directeur, quelque chose de plus fondamental, c'est-à-dire une manière d'argumenter dans laquelle la valeur des projets et des actions est déterminée par l'idée de ville à laquelle ils participent. C'est cette prétention à la validité qui est essentielle dans le discours urbanistique : tous les énoncés sont évalués en fonction de l'idée de ville qu'ils sous-entendent et tous les débats autour de l'aménagement urbain sont rapportés à la construction de la ville comme totalité idéale. En ce sens, l'argumentation que développe la firme van Ginkel contre l'autoroute est-ouest en autostrade dans l'axe de la rue de la Commune est significative. Leur rapport soutient que ce projet sera néfaste pour la bonne marche des activités portuaires en raison du trafic externe que cela apportera, mais surtout pour la ville comme totalité, car cela coupera l'accès au fleuve et au port, et endommagera un espace historique important dont le potentiel est énorme³⁷. Bref, l'enjeu ici n'est pas seulement de savoir si cette autoroute réussira à fluidifier la circulation, mais surtout si elle s'inscrit dans une vision globale et cohérente de la ville. Le SUVM, alors dirigé par Claude Robillard, un proche de Sandy van Ginkel, se rangera rapidement derrière la position du rapport.

En résumé, pour l'urbanisme, la ville n'est pas seulement un état de fait, mais quelque chose qui advient et qui se construit dans l'action, et chaque action et projet devrait être évalué en fonction des effets qu'il produit sur l'ensemble. L'esquisse de 1944 se présente comme une première synthèse des connaissances sur Montréal permettant de rendre visibles les

³⁶ Construit en 1959, l'échangeur des Pins a été détruit au début des années 2000 suite à des années de revendications des résidents du quartier. Peu efficace et obstruant considérablement la vue sur le Mont-Royal, cet échangeur fut considéré comme une erreur monumentale.

³⁷ Jacques Simard et H. P. Daniel & Blanche van Ginkel Associates, *Étude Préliminaire du Port*, Montréal, Conseil du Port de Montréal, décembre 1960. Dans une entrevue donnée plus de cinquante ans après la réalisation du rapport, la coauteur Blanche Lemco van Ginkel affirme que le premier argument était en fait une supercherie. Convaincus de la validité du second argument, c'est-à-dire de la valeur de l'accès au fleuve et de la conservation des édifices historiques le long de la rue de la Commune pour la ville, elle et son mari ont ajouté cet argument afin d'obtenir l'accord des autorités portuaires, des acteurs incontournables dans l'aménagement montréalais. Cela leur a valu rien de moins qu'une poursuite pour pratique illégale de l'ingénierie. Voir *Infoman*, émission du 22/12/2016 <https://ici.radio-canada.ca/infoman/emission/2016/12/23/la-sauveuse-du-vieux-montreal/>

interrelations entre les différents éléments et les différentes actions qui participent à la production de la ville. Or, le SUVVM est conscient qu'il est impossible d'en obtenir un portrait absolument exhaustif. S'il veut faire de la ville un objet d'investigation continue, c'est précisément parce qu'il considère que le pouvoir de connaître, et surtout le pouvoir de synthétiser les connaissances dans un même plan, est limité. Son objectif est d'intégrer toujours plus de connaissances et de multiplier les techniques d'enquête, cela afin d'obtenir une idée plus juste de ce qu'est en train de devenir la ville et de pouvoir mieux évaluer les actions à entreprendre. L'aspiration du plan directeur n'est donc pas d'être appliqué tel quel, mais de soumettre les décisions publiques à une vision d'ensemble synthétique et prospective, vision qui demeure sujette « aux modifications que pourront entraîner les études en cours et les conditions futures. » Ainsi affirme-t-on dans la conclusion : « Il faut remarquer que ce plan directeur ne peut en aucun cas se cristalliser. Il est essentiellement vivant et doit guider sans cesse l'évolution urbaine³⁸. »

Le plan directeur ne doit donc pas être conçu comme un modèle à réaliser, c'est-à-dire un modèle sur lequel tous les projets et actions devraient se calquer, mais un horizon de référence auquel tout discours sur la ville devrait se référer et qui pourrait ainsi resubstantiliser le langage de la ville. L'importante cartographie qui accompagne le plan et qui accompagnera la plupart des études subséquentes du SUVVM manifeste bien cette volonté d'offrir une représentation synthétique de la ville à laquelle tous les débats portants sur celle-ci pourraient se rapporter. Deux éléments sont à noter dans cette représentation. Tout d'abord, le SUVVM demeure attaché à une conception concentrique de la ville. Sur les cartes de l'esquisse, l'hôtel de ville est considéré comme le centre de la ville, et celle-ci est entouré de cercles placés à un mile de distance les uns des autres. Ce type de schéma permet de mieux représenter le caractère évolutif de la ville. De plus, ces cartes contiennent une superposition entre l'état actuel et les constructions anticipées, ce qui appuie l'idée d'évolution et permet de voir comment le futur s'imbrique dans le présent.

Par ailleurs, dans les années qui suivent la réalisation de l'esquisse, toutes les études et les interventions publiques des membres du SUVVM sont l'occasion de rappeler qu'un plan directeur est en voie de réalisation. Le Service souhaite que toutes les actions de la Ville servent la

³⁸ *Urbanisation de Montréal, op. cit.*, p. 38 et 47.

réalisation de ce plan, tant sur le plan pratique que théorique, c'est-à-dire que chaque action devrait être conforme aux lignes directrices énoncées de l'esquisse et être saisie comme une occasion d'accumuler davantage de données concernant le futur de la ville, et donc de bonifier et réviser le plan au besoin. Le discours du SUVVM revêt alors un caractère fortement autoréférentiel. Ses études s'emboîtent les unes dans les autres et réfèrent toutes au plan directeur en cours d'élaboration. Par exemple, l'imposante étude sur les besoins et les ressources en termes d'espaces libres réalisée en 1954 suit les recommandations de l'esquisse et servira de cadre pour l'action de rénovation urbaine lancée en 1965 dans la Petite-Bourgogne, celle-ci devant elle-même servir de référence pour les actions de rénovation future³⁹.

10 Échangeur entre les avenues Parc et des Pins en 1959-1961



Pine-Park Square: grade separation between Pine and Park Avenues – Park Avenue shown in the left background carries more than 40,000 vehicles per day.

Canadian Good Roads Association, *Urban Transportation Developments in Eleven Canadian Metropolitan Areas*, 1966, p. 8. Récupéré dans Claire Poitras, *La ville en mouvement : les formes urbaines et architecturales du système automobile, 1900-1960*, Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), 2015, p. 5.

³⁹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Plan directeur des espaces libres*, 1954; Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme préliminaire de rénovation urbaine, Bulletin spécial n° 1*, mars 1965.

Le caractère autoréférentiel des études du SUVVM, et plus largement de tout document d'urbanisme professionnel, amènera plusieurs auteurs, notamment Jane Jacobs et Françoise Choay, à considérer le langage de l'urbanisme comme un langage hermétique issu d'un monde clos de spécialistes. En cela, elles n'ont pas complètement tort. Cependant, nous pensons que Jacobs et Choay, tout comme l'ensemble des anti-planificateurs qui s'inscrivent dans leur sillage, font fausse route quand elles affirment que cet hermétisme est causé par une forme d'*hubris* technocratique et une volonté de s'approprier en exclusivité la fonction de planification. Au contraire, si le discours urbanistique prend une forme autoréférentielle, c'est justement parce que les urbanistes ne considèrent pas leurs idées comme étant toutes puissantes et parce qu'ils ne pensent pas que la planification s'effectue *ex nihilo*. En effet, s'ils se réfèrent constamment aux études précédentes, c'est justement parce qu'ils estiment que leurs capacités cognitives sont limitées. Se référer aux études et plans passés leur permet de mesurer l'évolution des connaissances, et situer chaque action à la suite des précédentes leur permet d'établir les réussites et les échecs et d'estimer la marge de manœuvre de la planification.

De plus, s'il peut y avoir une certaine prime à l'ésotérisme – cela en effet accentue l'apparence d'expertise et donc potentiellement les privilèges qui viennent avec cette position –, cet aspect du discours urbanistique entre en contradiction avec des éléments de contenu essentiels et explicites, entendons la volonté de publicisation des problèmes urbains et la dénonciation incessante de l'ignorance du public par rapport à ceux-ci. En effet, depuis le premier comité d'urbanisme de la Ligue du progrès civique au début du XX^e siècle, l'ignorance et l'indifférence publiques sont présentées comme des obstacles importants empêchant la mise en place d'une planification efficace. En conséquence, les urbanistes veulent « éveiller l'attention publique » aux problèmes liés à l'urbanisation et au mode de vie moderne⁴⁰. Pourtant, le langage spécialisé qu'ils utilisent apparaît avoir peu d'emprise à l'extérieur des cercles d'experts. Afin de remédier à cette situation, les urbanistes seront de plus en plus soucieux de

⁴⁰ La Ligue affirme : « Notre ambition n'a d'autre objet que d'éveiller l'attention publique à quelques-unes des difficultés inhérentes au développement de notre ville ainsi qu'à quelques-uns des remèdes que peut-être nous pourrions y apporter. » Cité dans Jean-François Léonard, *L'évolution du rôle du service d'urbanisme de la ville de Montréal dans l'orientation de la politique d'aménagement de la ville de Montréal, 1941-1971*. Mémoire M.A., Science politique, Université du Québec à Montréal, 1973, p. 40.

la communication publique de leurs idées dans les années subséquentes, comme nous le verrons dans l'analyse du plan témoin *Horizon 2000*.

11 Esquisse préliminaire du plan directeur, 1944



Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Urbanisation de Montréal*, Plan directeur (rapport préliminaire), novembre 1944, plan 48a, Archives de la ville de Montréal, AVM XCD00-P5399.

3.3 Hans Blumenfeld : le penseur de l'urbanisation en résidence⁴¹

Malgré ses ambitions, le SUVM est rapidement rattrapé, dans les années 1940 et 1950, par le travail routinier et prosaïque d'émission des permis⁴². Les choses changent cependant en 1961

⁴¹ Sur Blumenfeld, voir notre article Frédéric Mercure-Jollette, « Hans Blumenfeld : a moderate defence of expertise in the controversial 1960s », *Planning Perspectives*, vol. 34, n° 4, 2019, p. 667-691.

⁴² *Ibid.*

avec l'arrivée de Claude Robillard à la tête du Service et avec l'annonce, l'année suivante, de la tenue d'une Exposition universelle à Montréal. Dans la foulée, le Service des permis est séparé du SUVM, qui avait déjà été délesté de la gestion de la circulation en 1956⁴³. Le SUVM peut alors se consacrer entièrement au travail de recherche et de prospective et se lance dans le grand projet *Montréal Horizon 2000*. Afin d'approfondir son expertise et son rayonnement, le SUVM tente alors de recruter des experts de renommée internationale.

Pour cette raison, en 1962, deux jeunes employés du SUVM, Guy Legault et Paul Laliberté, se rendent à Toronto afin d'offrir le poste de directeur adjoint à Hans Blumenfeld, tout juste retraité de son emploi à Metro Toronto, le gouvernement métropolitain de type fédéral mis en place à Toronto en 1954. En raison de son parcours et de son expérience, il apparaît à leurs yeux comme la personne la plus qualifiée dans le domaine de l'urbanisme au Canada et la plus à même de conseiller le SUVM dans son entreprise de recherche. Qui plus est, Blumenfeld avait tenu, quelques années plus tôt, à s'exprimer en français lors d'un colloque du Town Planning Institut au Lac Beauport, ce qui n'était pas passé inaperçu pour les francophones qui sentaient que leur langue n'était pas valorisée par les décideurs canadiens et plus particulièrement par les dirigeants de la SCHL, l'organisme public le plus important en urbanisme dans les deux premières décennies d'après-guerre au Canada. Alors âgé de 70 ans et sollicité de toute part – il sera notamment enseignant à l'Université de Toronto et à l'Université de Montréal, en plus de faire plusieurs voyages à l'étranger à titre de consultant spécial, en particulier en Israël – Blumenfeld refuse le poste de directeur adjoint, mais accepte d'agir à titre de conseiller temporaire. Ce rôle, qu'il remplira pendant près de dix ans, consiste à commenter l'ensemble des dossiers importants pilotés par le SUVM, cela en faisant de courts séjours de deux ou trois jours à Montréal, une à deux fois par mois.

Ce statut de conseiller spécial, voire de vieux sage, lui sied parfaitement. Bien qu'il ait défendu la place du technocrate dans les démocraties libérales, Blumenfeld n'était pas très friand de la routine bureaucratique et préférait le travail de recherche et le débat d'idées. Eli Comay, un de ses anciens collègues du Metropolitan Toronto Planning Board, a notamment confié à l'historien Richard White : « Hans Blumenfeld was full of ideas but could do little practical

⁴³ *Ibid.*, p. 131.

work and had no capacity for managing the office – to make use of him the planning board created the position of “internal consultant”⁴⁴. »

Représentant de la nébuleuse réformatrice, c’est-à-dire de ce groupe d’intellectuels généralistes ayant précédé la professionnalisation de l’urbanisme, Blumenfeld incarne l’idéal de l’urbaniste cosmopolite ayant appris sur le tas, côtoyé les pionniers de la profession et fait les quatre cents coups. Polyglotte et voyageur invétéré, Blumenfeld est porteur d’une culture générale et d’une expérience hors du commun qui lui permet de multiplier les exemples historiques et les références aux villes étrangères et lui assure l’admiration de ses jeunes collègues moins expérimentés et moins cultivés. Ainsi, sa présence dans le milieu de l’urbanisme québécois des années 1960 ira beaucoup plus loin que son seul travail au SUVVM. Il a par exemple été pressenti par Jean-Claude La Haye pour être le premier directeur de l’Institut d’urbanisme de l’Université de Montréal, poste qu’il n’a pu occuper en raison de son passé communiste dont il était loin de se cacher. Il a en effet écrit lui-même au recteur de l’époque, Mgr Lussier, pour s’assurer que cela ne poserait pas problème, ce qui ne fut pas le cas, au grand dam de La Haye⁴⁵. Malgré tout, il a pu y enseigner sans problèmes. De plus, il fut l’un des principaux conseillers à la Commission provinciale d’urbanisme présidée par ce même La Haye au milieu des années 1960. Bref, son ascendant sur les urbanistes de l’époque ne fait aucun doute, ce qu’a souligné en 2003 l’Ordre des urbanistes du Québec à l’occasion de son 40^e anniversaire, en nommant « Hans Blumenfeld » le prix qu’elle a octroyé à vingt urbanistes pour souligner leur contribution au développement et au rayonnement de la profession. Résumant dans une élégante formule l’avis de la plupart des jeunes urbanistes l’ayant côtoyé dans les années 1960 et 1970, Ron Rice écrit : « to return to Hans’s statement “all men are planners, but some are more planners than other”, I think that the fact that any of us are even marginally more planners than others is due in no small measure to the teachings and writings of Hans Blumenfeld⁴⁶. »

⁴⁴ Richard White, « Eli Comay and Toronto Planning », *Toronto Planning Historian*, Consulté en ligne juin 2017 : <https://torontoplanninghistorian.com/2016/03/16/eli-comay-and-toronto-planning/>

⁴⁵ Événement rapporté par La Haye dans André Boisvert, *op. cit.*, Québec, Éditions GID, 2014, p. 79.

⁴⁶ Dans John R. Hitchcock, (ed.), *The Metropolis. Proceeding of a Conference in Honour of Hans Blumenfeld*, Toronto, University of Toronto, 1985, p. 115.

12 Hans Blumenfeld



Photo par Jeff Goode pour le *Toronto Star*, 1970 © Getty Images.

Cependant, si plusieurs ont considéré avec la plus haute admiration les actions et les écrits de Blumenfeld – par exemple, l'historien et théoricien de l'urbanisme Sir Peter Geoffrey Hall écrit que les urbanistes britanniques « need to learn Blumenfeld's kind of humility⁴⁷ », tandis

⁴⁷ Peter Hall, *Urban Studies*, vol.18, n° 1, 1981, p. 130.

que le pionnier du *urban design* américain, Kevin Lynch écrit dans les dernières lignes de son livre de 1981 *The Good City Form* que Blumenfeld « is still the wisest head in the planning profession⁴⁸ » – l'historien Christopher Klemek l'a plutôt rangé dans la catégorie des infâmes technocrates autoritaires. S'appuyant principalement sur sa prise de position en faveur de la construction de l'autoroute Spadina – projet qui peut rappeler le projet d'autoroute est-ouest à Montréal et dont l'annulation en 1971 marque un tournant dans la politique torontoise⁴⁹ – Klemek soutient : « Blumenfeld's life story reads like the apotheosis of the transatlantic urban renewal order⁵⁰ ». Ainsi, selon lui, Blumenfeld correspondrait exactement à la figure de l'urbaniste autoritaire contre laquelle les anti-planificateurs se sont révoltés. Dans *The Transatlantic Collapse of Urban Renewal*, Klemek fait du désaccord entre Jane Jacobs et Hans Blumenfeld au sujet de l'autoroute Spadina l'incarnation d'une opposition frontale entre deux manières d'agir et de penser incompatibles :

Jacobs and Blumenfeld embodied contrary impulses. Blumenfeld was a socialist but also a believer in professional, objective planning, and as such he worked diligently for a pro-development metropolitan authority whose greatest aspiration was transportation efficiency as a means to capitalist growth. Jacobs idealized small-scale capitalism at the level of neighbourhood stores and opposed the decentralization implicit in the Metro authority's vision⁵¹.

Ce constat montre que l'interprétation de la pensée et des actions de Blumenfeld est cruciale pour le débat autour de l'anti-planification. Une grande partie de ce débat porte sur la pensée et les actions de cette catégorie d'acteurs que Carola Hein a nommé « “second-tier” migrant planner⁵² » dans laquelle on peut classer Blumenfeld. Cette catégorie regroupe des personnes clés dans la diffusion des idées et des pratiques liées à l'urbanisme, mais demeurant peu connues à l'extérieur des cercles d'initiés, parce que peu ou aucune idée phare ou réalisation spectaculaire n'est rattachée à leur nom propre. En fait, on pourrait même dire que Blumenfeld incarne ce que Friedrich Hayek appelle un « secondhand dealer in ideas⁵³ ». Intellectuel peu

⁴⁸ Kevin Lynch, *Good City Form*, Cambridge, MIT Press, 1985, p. 491.

⁴⁹ Richard White, *Planning Toronto*. Vancouver, UBC Press, 2016.

⁵⁰ Christopher Klemek, *The Transatlantic Collapse of Urban Renewal. Postwar Urbanism from New York to Berlin*, Chicago, University of Chicago Press, 2011, p. 46.

⁵¹ *Ibid.*, p., 220.

⁵² Hein, Carolina, « The Exchange of Planning Ideas From Europe to the USA After the Second World War : Introductory Thoughts and a Call for Further Research », *Planning Perspectives*, vol. 9, n° 2, 2014, p. 146.

⁵³ Friedrich A. Hayek, « The intellectuals and socialism », *The University of Chicago Law Review*, vol. 16, n° 3, 1949, p. 417-433.

intéressé par le travail monotone et la routine bureaucratique, il s'enthousiasme pour les idées et les réformes. De tendance socialiste, il est passé par l'URSS avant de revenir en Occident où il a été reconnu comme un planificateur admirable, affable et convaincant. Hayek y aurait probablement vu un ennemi du libéralisme. Les critiques de l'urbanisme des Trente Glorieuses, comme Klemek, y voient quant à eux un partisan de l'idéologie moderniste-avancée.

Ce qui est important pour nous, c'est que le récit des anti-planificateurs fonctionne en transformant les intellectuels qui sont en faveur de la planification urbaine d'après-guerre en technocrates obnubilés par la vue de surplomb et la supériorité du savoir technique. Or, si l'on peut débattre de certaines positions de Blumenfeld – tout porte à croire qu'il fut du mauvais côté de l'histoire dans le débat autour de l'autoroute Spadina – ce dernier considérait essentiel de réfléchir aux limites du pouvoir de la planification et d'ancrer tout travail de modélisation dans l'étude du devenir des villes. Pour cette raison, nous pensons que l'historiographie critique à laquelle adhère Klemek et dans laquelle Blumenfeld apparaît comme un partisan de l'idéologie moderniste-avancée oblitère une dimension importante de l'urbanisme des Trente Glorieuses. Voilà pourquoi il est important de revenir sur cette figure.

3.3.1 Un expert humble au parcours impressionnant

Né à Hambourg en 1892, Blumenfeld est formé comme architecte avant et après la Grande Guerre. Il parcourt ensuite l'Europe et se rend aux États-Unis où il vit ses premières expériences professionnelles. Dès ce moment, il prend conscience que l'architecture n'est pas le domaine qui lui convient. Il s'intéresse davantage à ce qu'on appelle à l'époque le « city planning ».

I was not made to be an architect. I lack the essential of the creative artist : to *be innerlich voller figur* – internally full of shape, or form, as Albrecht Dürer had put it. [...] City planning is a different calling. The three main interests which I had developed since childhood converged in it : art and architecture, geography, and socioeconomic problems. Also, virtually important for a city planner is the ability to express himself clearly in speech and writing. [...] But I laid no store on verbal skills; I wanted to do things, not talk or write about them⁵⁴.

⁵⁴ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987, p. 118.

Ces mots que l'on retrouve dans son autobiographie, qu'il publie moins d'un an avant sa mort en 1987 et dont le titre, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, est particulièrement évocateur, sont évidemment de nature rétrospective. N'empêche, ils contiennent une conception du travail de l'urbanisme qui, peut-on penser, fut celle qu'il a promue tout au long de sa carrière. Blumenfeld considère que la compétence première d'un urbaniste est langagière, contrairement à celle de l'architecte, qui se spécialise dans les formes matérielles. En parlant de la ville et du territoire d'une certaine manière, il tente d'en réorienter le développement. Son domaine d'action se trouve donc d'abord et avant tout dans la sphère du discours. Cependant, la finalité de l'urbanisme n'est pas interne aux représentations et au langage : comme le dit Blumenfeld, sa visée est pratique, c'est-à-dire qu'il veut transformer la fabrique de la ville avec le langage et les idées, présupposant donc que ceux-ci ont une importance cruciale. Pourtant, comme nous le verrons, Blumenfeld ne croit pas à la toute-puissance des idées, il pense plutôt que la capacité d'action des urbanistes est limitée et il appelle ses collègues à faire preuve de réflexivité, un peu comme Kant critiquait les limites du pouvoir de connaître.

En 1930, motivé par des idéaux de justice sociale et fasciné par les réformes induites par la révolution bolchévique, Blumenfeld quitte les États-Unis pour se rendre en Union soviétique, où il travaille dans le domaine de la planification du territoire jusqu'en 1937. Bien qu'il en gardât de bons souvenirs et qu'il combattit, tout au long de sa vie, la diabolisation de l'URSS faite par l'Occident, il est, dans le contexte des purges staliniennes, forcé de fuir⁵⁵. Juif, pacifiste et communiste, Blumenfeld considère à ce moment impossible de retourner dans son Allemagne natale, alors sous le règne des Nazis. Il décide plutôt d'émigrer aux États-Unis où il lui apparaît clair que sa seule manière de s'établir professionnellement est d'écrire et de publier des articles⁵⁶. Après un séjour à New York, il est engagé par la Ville de Philadelphie en 1941 pour seconder Ed Bacon à la Commission sur le logement, où il jouera un rôle essentiel dans la mise en place d'une nouvelle méthode de rénovation urbaine qui sera saluée par *The Architectural Forum* – le magazine qui lança la carrière de Jane Jacobs – dans un article de 1952 intitulé « The

⁵⁵ On trouve, dans les archives personnelles de Blumenfeld, une série de « Letter to the Editor » dans lesquels il écrit aux différents quotidiens américains afin de rectifier plusieurs erreurs factuelles concernant la situation en URSS. City of Toronto Archives Fonds 14 – Hans Blumenfeld Fonds.

⁵⁶ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65, op. cit.*, p. 187.

Philadelphia Cure : clearing slums with penicillin not surgery ». Bien qu'apprécié par ses collègues, Blumenfeld se forge alors une réputation de spécialiste des idées peu intéressé par la pratique prosaïque et journalière de l'urbanisme. Par exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'Ed Bacon, alors dans la Navy, apprend que Blumenfeld a été nommé planificateur en chef de la Philadelphia City Planning Commission, un poste auquel il aspirait, il écrit à sa femme : « Now I hope he gets off his high horse and does something concrete⁵⁷. »

En 1951, dans le contexte du maccarthysme, Blumenfeld, comme plusieurs autres immigrants ou personnes soupçonnés d'affinités communistes travaillant dans la fonction publique américaine, se voit imposer la signature d'un serment de loyauté. Il décide de signer le serment, mais, ne voulant pas être relégué au statut de citoyen de second ordre, dans un geste symbolique, il démissionne et envoie une lettre dans les journaux dans laquelle il affirme que les États-Unis sont en train de renier leur passé de terre d'accueil et de se priver de grands talents au profit d'une chasse aux sorcières.

Après un moment d'hésitation, il émigre au Canada en 1955, où, grâce à la recommandation du directeur de l'American Society of Planning Officials, Walter H. Blucher, il est engagé au Metropolitan Toronto Planning Board, l'organe de planification du gouvernement métropolitain de Toronto créé un an auparavant. Ce type de gouvernement, une première en Amérique, permet aux urbanistes de faire un travail innovant portant sur un large territoire qui s'urbanise à vue d'œil. Blumenfeld participe alors à l'élaboration du plan de 1959, qui dresse les grands principes qui ont guidé le développement de Toronto dans les années subséquentes. Puis, alors âgé de plus de soixante-cinq ans et pouvant profiter du régime de pension du Canada, il prend sa retraite. Il se consacre alors entièrement à la recherche et à la diffusion de l'urbanisme et devient le maître à penser de toute une génération d'urbanistes canadiens, notamment ceux du SUVM.

57 The Architectural Archives of the University of Pennsylvania, Ed Norwood Bacon Fonds, Coll. 292, Correspondence Boxes, Correspondence to Ruth H. Bacon, 3/11/1945. Merci à Gregory Heller pour cette citation.

3.3.2 L'inévitable croissance urbaine et les illusions des premiers urbanistes

Pour Klemek, Blumenfeld aurait été un farouche partisan de la modernisation et de la croissance. Ainsi, il aurait fait preuve de cette croyance naïve dans le progrès à laquelle à peu près tous les gens adhéraient dans les années 1940 et 1950, selon Gérard Beudet, ce qui expliquerait selon lui pourquoi le patrimoine des villes a alors subi des transformations destructives désolantes et irréversibles⁵⁸. Or, quand on se penche sur les écrits de Blumenfeld, on se rend compte que celui-ci est loin de considérer que la croissance est bonne en soi, comme Klemek le laisse entendre. Au contraire, Blumenfeld soutient que celle-ci est une caractéristique fondamentale de la ville qui se trouve exacerbée dans la métropole moderne. Sur ce point, il est en parfait accord avec Jane Jacobs. En effet, quatre mois après l'annulation du projet d'autoroute Spadina, des photos de Blumenfeld et de Jacobs sont placées côte à côte dans un reportage du *Toronto Daily Star* intitulé « Experts say Metro can't limit growth » et dans lequel il y est écrit que les deux experts partagent les mêmes idées, soient que la population des villes ne peut être limitée et qu'il n'existe aucune taille idéale à la ville⁵⁹.

Pour Blumenfeld, la croissance est une tendance observable et analysable qui pose des problèmes fondamentaux qui sont à la base du discours urbanistique. La croissance de la ville industrielle moderne apparaît, dans le discours urbanistique, comme la cause de nombreux problèmes dont les solutions sont sujettes à débat. Et la position que Blumenfeld développe dès les années 1940 contre les politiques anti-croissance (« *anti-growth policies* ») l'amène à une redéfinition de l'urbanisme en porte-à-faux avec l'image monolithique qu'en donnent les anti-planificateurs.

En 1947, lors d'un rassemblement de l'American Society of Planning Officials organisé en l'honneur du cinquantième anniversaire de la publication du fameux livre d'Ebenzer Howard, *To-Morrow*, dans lequel est élaboré le modèle de la cité-jardin autosuffisante, Blumenfeld

⁵⁸ Dans un documentaire récent, Beudet affirme : « Dans les années 1950, il y a un idéal de progrès qui est partagé par à peu près tous les gens dans la société. » *Centre-ville, l'âge des lumières*, documentaire réalisé par Paul Carvalho, Les Films Perception, 2015, citation à 27m 41s.

⁵⁹ Martin Dewey, « Experts say Metro can't limit growth », *Toronto Daily Star*, 26 octobre 1971. Pour les lecteurs de Klemek, cet amalgame entre Jacobs et Blumenfeld peut apparaître étonnant. Or, ces deux penseurs de la ville moderne partagent beaucoup plus que celui-ci le laisse entendre. Ainsi, on trouvera dans les remerciements au début du livre de Jacobs, *The Economy of Cities* [New York, Random House, 1968], une mention dans laquelle elle remercie Blumenfeld pour ses commentaires et ses critiques.

affirme s'être senti comme le seul Thomas, car, contrairement aux autres experts présents, il doutait de la possibilité que la construction de villes nouvelles à croissance déterminée soit la solution aux problèmes de la métropole moderne⁶⁰. Blumenfeld soutient que la grande majorité des tentatives allant en ce sens ont échoué et que cela s'explique tout simplement par le fait qu'il est dans la nature même de la ville d'être attractive et donc de croître. En fait, dans son premier essai publié aux États-Unis en 1943, Blumenfeld définit la ville au moyen d'un principe de mouvement. Selon lui, les villes croissent de deux manières : « from inside out, by addition, with a definite interior pattern, but with indefinite outer limits [and] from the outside in, by division, with a definite outer limit, and in an irregular pattern. » Il ajoute que la ville n'existe réellement que lorsque ces deux tendances sont réunies : « Only where both of these elements are present, may we talk of cities or town⁶¹. » Ces deux tendances correspondent à ce que l'on appelle communément la *concentration* et la *décentralisation* : « concentration from the country – in all countries – into relatively few metropolitan areas; and decentralisation within these areas⁶². » En somme, pour Blumenfeld, une ville est par nature une entité nécessairement attractive et donc en croissance.

Fort de cette conception, Blumenfeld critique fermement les modèles à croissance déterminée forgés par les premiers idéologues de l'urbanisme, critique qui anticipe celle qu'énoncera Jacobs dans les premières pages de *Death and Life of Great American Cities*. Dans « Alternative Solutions for Metropolitan Development », un texte écrit à la suite de son passage au colloque tenu en l'honneur du livre de Howard, Blumenfeld soutient que la fixation de plusieurs de ses collègues sur l'idéal des villes nouvelles s'explique par un désir de quitter la complexité de la métropole moderne.

The fixation on the "New Town," it seems to me, is rooted in a conscious or unconscious desire to escape from the complexities of our rapidly changing times into a simpler and stabler world that probably never existed and certainly cannot exist today⁶³.

⁶⁰ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65*, *op. cit.*, p. 200. Sur l'importance du mouvement des villes nouvelles, voir Rosemary Wakeman, *Practicing Utopia. An Intellectual History of the New Town Movement*, Chicago, The University of Chicago Press, 2016.

⁶¹ Hans, Blumenfeld, *The Modern Metropolis: Its Origins, Growth, Characteristics, and Planning. Selected Essays*, Cambridge, MIT Press, 1971, p. 8.

⁶² *Ibid.*, 44.

⁶³ Hans Blumenfeld, *The Modern Metropolis*, *op. cit.*, p. 49.

De même, ces mêmes experts font preuve, selon Blumenfeld, d'une confiance démesurée dans le pouvoir de leurs idées. Selon lui, il est tout simplement impossible d'anticiper l'ensemble des fonctions que remplira une ville donnée; ainsi, le développement d'une ville ne peut jamais être entièrement planifié. Pour Blumenfeld, trop d'urbanistes perçoivent encore leur travail comme étant celui d'un architecte. Or, une ville n'est pas comme un édifice, une structure fixe à usage déterminé : « the city, écrit Blumenfeld, consists of a multitude of social units with ever-changing relations⁶⁴. » Il est donc tout à fait illusoire de penser planifier entièrement une ville. La croissance et la complexité qui caractérisent la ville limitent, pour Blumenfeld, le pouvoir des urbanistes; ainsi, jamais il n'existera une adéquation parfaite entre leurs idées et le développement réel de la ville.

Or, cela ne veut pas dire que les villes se développent sans planification, bien au contraire. Blumenfeld est d'avis que l'opposition entre « plan city » et « grown city » est aussi illusoire. Si aucune ville ne correspond exactement à un plan, aucune ville ne se développe spontanément, sans intentions ou volonté de mise en forme. La différence, soutient Blumenfeld, se trouve dans le degré de conscience des bâtisseurs, dans leur capacité d'anticiper l'évolution des besoins et des ressources⁶⁵. Or, cette capacité est toujours partielle et pour cette raison, les plans élaborés par les urbanistes seront toujours incomplets et en partie illusoires, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient superflus, bien au contraire. Cependant, cela implique une révision des ambitions des urbanistes.

En effet, selon Blumenfeld, les urbanistes doivent délaisser l'élaboration de modèles idéaux et désincarnés. Ils doivent se consacrer plutôt à l'étude des tendances actuelles et futures qui caractérisent la ville, et s'attarder à la critique des idées héritées du passé qui tronquent la vision de celles-ci. Par exemple, selon Blumenfeld, l'idéal de la ville concentrique et close ne correspond plus à la réalité urbaine moderne. Les personnes qui demeurent attachées à un tel idéal ne peuvent donc comprendre ce qui advient de la ville ni élaborer un plan qui soit réaliste et efficace. Selon Blumenfeld, la forme adéquate de la ville ne peut être inventée *ex nihilo*; elle ne peut qu'être découverte, c'est-à-dire extrapolée à partir d'une étude rigoureuse des tendances qui animent la société. Certaines tendances, liées à l'évolution des désirs humains et des

⁶⁴ *Ibid.*, p. 17.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 3 et 18.

capacités technologiques, sont inévitables et irréversibles; celles-ci forment en quelque sorte un plan objectif ou factuel qui peut être l'objet d'une enquête, mais non d'une remise en forme radicale. Tout le travail de l'urbanisme est d'étudier ces tendances fondamentales afin de voir quels problèmes elles amènent et comment ceux-ci peuvent être résolus. Contrairement aux architectes qui inventent des formes, les urbanistes sont des détectives qui découvrent comment la ville évolue.

I do not believe that any planner can invent the good city : it must be discovered as the adequate form of the existing and developing of society. It can only be developed by understanding the fundamental trends that determine our way of life. Trends, let us remember, are the composite results of human actions, born from human desires⁶⁶.

Blumenfeld rabaisse ainsi énormément les ambitions des premiers urbanistes, c'est-à-dire les Howard et Le Corbusier qui font l'objet de la critique de Jacobs. Selon lui, probablement encore attachés à l'idéal de l'architecte, ceux-ci se sont mépris sur leur rôle et leur pouvoir et ont produit des modèles peu adaptés à la métropole moderne. Ultimement, pour Blumenfeld, l'urbanisme moderne pratiqué dans les Services municipaux devrait être beaucoup plus modeste et plus ancré dans l'étude de terrain que ce qu'ont laissé entrevoir les Howard et Le Corbusier. Selon lui, les urbanistes ne peuvent qu'être des accompagnateurs et non des procréateurs : « Growth by accretion will remain the rule, and growth by procreation the exception, écrit-il⁶⁷. » En somme, du point de vue de Blumenfeld, l'urbanisme devrait prendre la forme d'une auto-critique de l'urbanisation et servir à aménager la croissance, ce que précisément la division du plan directeur du SUVM a tenté de faire durant les Trente Glorieuses.

3.3.3 Faire comme si la ville s'était développée par elle-même

La raison pour laquelle le SUVM s'est adjoint Hans Blumenfeld n'est évidemment pas seulement parce que ce dernier a critiqué le mouvement des villes nouvelles et les ambitions démesurées de certains de ses collègues; ce qui intéresse le SUVM, ce sont ses idées concernant la métropole moderne et le rôle de la planification dans celle-ci. Surnommé « M. Métropole »,

⁶⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 49.

Blumenfeld offre en effet des pistes pour redéfinir la ville à l'aune de ses transformations récentes⁶⁸.

En gros, Blumenfeld soutient que le problème principal de la ville moderne est qu'elle n'a pas eu le temps de grandir et a été, en quelques décennies, recouverte d'infrastructures lourdes difficilement modifiables ou adaptables. Le progrès techno-industriel a induit une croissance fulgurante dont les conséquences quasi irréversibles n'ont pu être évaluées et sous-pesées au fur et à mesure. En réaction, il soutient que la planification sert à amoindrir les effets potentiellement négatifs de la croissance. Il faut donc d'abord étudier le mode de développement de la ville et retrouver dans celui-ci des tendances sur lesquelles les urbanistes peuvent s'appuyer afin d'anticiper les besoins en termes d'infrastructures publiques. Ultimement, le plan directeur doit être la conséquence d'une enquête de terrain. Ainsi, la position de Blumenfeld est pour le moins paradoxale et semble reposer sur un procédé hautement fictionnel : il faut faire comme si le plan correspondait à un développement sans planification. « We must learn to plan a city in the way it would have grown if it had not been planned – if it could have time to grow, écrit-il⁶⁹. » Bref, les urbanistes doivent faire comme si leur plan correspondait à la forme qui émanent des tendances actuelles, cela en élaguant ce qui, dans celles-ci, apparaît intenable, obstruant et délétère.

Par exemple, dans « The Tidal Wave of Metropolitan Expansion », un article de 1954 qui détaille les résultats d'une vaste recherche sur le développement de la ville de Philadelphie dont le cadre théorique sera réutilisé par les urbanistes montréalais à l'occasion d'*Horizon 2000*, Blumenfeld prend position contre les tenants de l'idée selon laquelle nous assistons à une explosion de la ville⁷⁰. Pour Blumenfeld, la ville n'est pas en train de se détruire et les transformations ne sont pas aussi soudaines qu'on le laisse paraître. Depuis la fin du XIX^e siècle, soit depuis l'invention des moyens de communication à distance comme le téléphone et la motorisation des transports, le mode d'habitation du territoire a changé. Les lieux de travail et de résidence peuvent maintenant être éloignés l'un de l'autre et l'espace urbain s'est distendu.

⁶⁸ Lorainne Thellier-Cohen, et Patrick G. Déoux, « Rencontre avec Hans Blumenfeld », *Urbanité*, vol. 2, n° 3, novembre 2003, p. 44-46.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 16.

⁷⁰ Hans Blumenfeld, « The Tidal Wave of Metropolitan Expansion », *Journal of American Institute of Planners*, vol. 20, n° 1, 1954, p. 3-14.

Depuis, la ville croît et se transforme, bien sûr, mais selon un rythme et des tendances qui permettent de conserver une emprise rationnelle sur celle-ci, si seulement on accepte de revoir certaines idées à son propos.

À l'aide d'un modèle concentrique, Blumenfeld montre que la combinaison de la concentration et de la décentralisation crée un certain équilibre dans la distribution de la population dans une région urbaine donnée. À partir du centre, les différentes zones concentriques évoluent selon un processus de croissance lente, puis rapide, suivie d'un moment de stagnation et parfois d'un déclin. Plus on s'éloigne des zones centrales densément peuplées, plus le taux de croissance tend à augmenter, pour atteindre une crête et décliner par la suite. Cette modélisation peut, selon Blumenfeld, servir à mieux prévoir le développement urbain et faciliter l'aménagement et la distribution des services publics.

Pour ce faire, il faut cependant laisser tomber l'idée de la ville concentrique, close et auto-suffisante héritée de l'histoire européenne et des villes du Moyen Âge. Pour Blumenfeld, les concepts de « ville et campagne » ou de « ville et banlieue » ont complètement perdu leur sens dans la métropole moderne.

The static concept of the city is no longer valid. It is constantly changing and growing, and as it grows it girdles and overflows into the countryside. [...] the old static patterns dissolve. If any pattern can be discerned, it can only be the pattern of flux. This apparent chaos can no longer be grasped as formation but only as transformation, as the historical process⁷¹.

Blumenfeld milite ainsi pour une redéfinition du concept de ville et pour un usage rigoureux du terme métropole qu'il définit comme un territoire où habitent plus de 500 000 personnes dans un rayon d'environ 45 minutes de temps de transport – ce à quoi correspond exactement Montréal⁷². Ainsi, Blumenfeld soumet la définition de la ville et de ses limites à l'état de développement des technologies de transport. De plus, afin de rendre visible cette nouvelle forme de ville, il soutient qu'il est nécessaire de prendre un pas de recul, et de faire une analyse synthétique du développement urbain; en somme, il faut embrasser une vue de haut. Si les formes du passé semblent s'être dissoutes, c'est que le développement urbain a changé d'échelle. Pour comprendre ce qui se passe dans la métropole moderne et recomposer un idéal de ville, il

⁷¹ Hans Blumenfeld, *The Modern Metropolis*, *op. cit.*, p. 50. Voir aussi p. 63-64.

⁷² *Ibid.*, p. 50 et 65.

faut embrasser un point de vue englobant. Pour Blumenfeld, ce point de vue sert à donner à voir la forme du développement urbain moderne et en faciliter l'avènement, et non à lui en imposer une de l'extérieur.

En fait, de ce point de vue, Blumenfeld soutient qu'il est possible d'esquisser une « histoire naturelle » de la métropole moderne menant à une forme durable, un peu comme Kant soutient que d'un point de vue cosmopolitique, il est possible d'esquisser une histoire universelle menant à une paix perpétuelle. Cependant, pour ce faire, il faut accepter que ce point de vue soit fondé sur une illusion d'exhaustivité et que le plan qu'il permet de former soit une fiction, sans quoi l'urbanisme risque de toujours retomber dans un dogmatisme handicapant.

Finalement, conformément à sa conception de la métropole moderne, Blumenfeld se montre en faveur d'un gouvernement métropolitain. Selon lui, les vieilles structures administratives sont trop grosses pour réellement stimuler la participation citoyenne et trop petites pour mettre en œuvre des politiques adaptées aux nouveaux problèmes de l'urbanisation. Ainsi, il croit que les administrations locales doivent être intégrées dans des organisations régionales. Pour cette raison, il a toujours été un grand défenseur de l'expérience torontoise et suggère aux urbanistes du SUVM de militer pour la mise en place d'une structure semblable à Metro Toronto.

En somme, Blumenfeld n'était pas d'avis qu'il fallait combattre à tout prix l'expansion suburbaine. Considérant celle-ci inéluctable, il pensait plutôt qu'il fallait l'aménager de manière à en réduire les effets négatifs. Cette solution, somme toute plutôt modeste, ne peut être qu'insatisfaisante à la fois pour les tenants des villes nouvelles, comme Lewis Mumford et la New York Regional Plan Association, que pour les partisans de la grande métropole dense et hétéroclite comme Jane Jacobs. Ceux-ci trouveraient probablement que Blumenfeld ne va pas assez loin, voire qu'il baisse pavillon. Or, la réponse de ce dernier est simple : ni les villes nouvelles à croissance déterminée ni la grande ville hyper dense ne correspondent aux tendances actuelles de l'urbanisation. Ainsi, il est fort peu probable que de tels modèles se réalisent, et si certains veulent malgré tout tenter de les réaliser, il leur faudra mettre en place des politiques extrêmement autoritaires et contraindre les comportements individuels, ce que Blumenfeld veut justement éviter.

3.4 Soumettre la Ville à la ville

Davantage intéressé par le devenir de l'urbanisation que par les actions et les intérêts étroits et conflictuels des gouvernements locaux, Blumenfeld déplace l'attention et élargit la focale des recherches du SUVM. Si la dimension régionale était déjà en germe dans les premières recherches du SUVM⁷³, c'est seulement sous l'influence de ce conseiller externe, véritable intellectuel sans attaches, que les employés du SUVM entreprennent de redéfinir la ville de manière à ce que l'autonomie et les frontières de leur employeur, la Ville, soient remise en question. En effet, les recherches réalisées dans le cadre d'*Horizon 2000* porteront sur l'urbanisation au-delà des limites de la Ville et même de l'île de Montréal, et le plan témoin prendra un parti fortement régionaliste, contrairement à l'esquisse de 1944, qui demeurerait majoritairement circonscrite dans les limites de la Ville.

Ainsi, au moment même où Montréal se transforme, les urbanistes découvrent l'énorme polysémie du concept de ville. Contrairement à la majorité des concepts politico-juridiques, notamment celui d'État, le concept de ville est redoublé d'un sens géographique en décalage par rapport à son sens juridique. En effet, la ville définit non seulement une entité administrative ou un type de gouvernement (on aura alors tendance à écrire la Ville), mais elle définit aussi un mode d'établissement humain (la ville). Selon Blumenfeld, dans les premières villes du Moyen Âge, le territoire délimité par la ville au sens géographique et la Ville au sens juridique était exactement le même, car la revendication d'autonomie politique impliquait alors un mode d'organisation du territoire spécifique, c'est-à-dire une délimitation claire, la plupart du temps marquée par une palissade ou des remparts⁷⁴. Or, depuis le choc de l'industrialisation, les villes ont crû hors de leurs limites ancestrales et ont cessé de correspondre au territoire couvert par les gouvernements locaux, les Villes. En conséquence, le concept de ville est devenu hautement polysémique et ses usages multiples.

Pour les urbanistes, la raison principale qui explique cette polysémie est que les catégories de la pensée et du droit n'ont pas évolué au même rythme que la ville : la rapidité de l'urbanisation « a eu pour effet de gruger les anciennes catégories et de les vider de leur contenu

⁷³ « Rappelons que la Ville n'est pas une entité indépendante; elle est partie vitale de la région montréalaise », Aimé Cousineau, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁴ Cette définition de la ville correspond à celle de Weber dont nous avons parlé au chapitre deux.

effectif⁷⁵ », affirme par exemple le rapport de la CPU. Ainsi, « à la notion de ville tend de plus en plus à se substituer celle d'espace urbain dont les limites sont fluctuantes⁷⁶ ». Pour la CPU, le concept de municipalité est, dans sa forme actuelle, archaïque et désuet, car « il n'y a pas de concordance entre le territoire juridique et le territoire réel⁷⁷. » C'est là un présupposé essentiel du regard des urbanistes : derrière des concepts archaïques, les urbanistes affirment qu'il existe un territoire réel qu'il faut retrouver à l'aide d'études et de prospective. Bref, la ville qu'étudient et découvrent les urbanistes est toujours en décalage par rapport à la Ville, celle qui correspond aux institutions et à l'image habituelle qu'on s'en fait.

Ainsi, le discours urbanistique fonctionne à partir d'une remise en question du sens commun et surtout des fondements géographiques des institutions territoriales héritées du passé. Cependant, et c'est là où se trouve tout le paradoxe du discours urbanistique, la plupart des urbanistes ne rejettent pas entièrement le concept de ville. Au contraire, c'est au nom d'une ville plus vraie, plus concrète et plus actuelle, c'est-à-dire une ville qui correspond aux indicateurs et instruments de mesure les plus sophistiqués, que les urbanistes critiquent le concept archaïque de Ville.

De plus, les urbanistes québécois et canadiens restent attachés à la Ville comme institutions politiques pour des raisons pragmatiques : la planification urbaine est, dans le système politique canadien et québécois, une compétence qui revient *de facto* au gouvernement local. En effet, même si le Québec n'a toujours pas de loi sur l'urbanisme durant les années d'après-guerre, les Villes et les municipalités ont malgré tout à leur disposition un ensemble d'outils réglementaires leur permettant de mettre en œuvre un plan directeur⁷⁸. De plus, en tant que pourvoyeur de nombreux services publics – voirie, traitement des eaux et des matières résiduelles, gestion des parcs, etc. – les Villes sont des acteurs déterminants dans l'aménagement du territoire. Or, pour le SUVVM du début des années 1960, tout comme pour la CPU, le principal obstacle à la mise œuvre de l'urbanisme est l'idée que les Villes se font d'elles-mêmes. Attachées à leur autonomie, une autonomie qui, pour les urbanistes, devient de plus en plus illusoire en raison de

⁷⁵ CPU, *op. cit.*, chap. 2, p. 12.

⁷⁶ *Ibid.*, chap. 3, p. 3.

⁷⁷ *Ibid.*, chap. 2, p. 12.

⁷⁸ Voir la conférence du directeur des Services publics de Montréal, Honoré Parent, « L'urbanisme et la loi », causerie dans le cadre du congrès annuel de l'Union des municipalités de la province de Québec, Montebello, 5 octobre 1943.

l'interdépendance des différentes municipalités dans une même région métropolitaine, les Villes sont très souvent réticentes à mettre en place des politiques de coopération intermunicipale, ce que démontre la réception timorée du plan témoin *Horizon 2000* que nous analyserons dans le chapitre six⁷⁹.

En contrepartie, les urbanistes comme Blumenfeld ne sont pas dupes. Ils savent bien qu'une pure adéquation entre la Ville et la ville, c'est-à-dire une ville entièrement consciente d'elle-même, est un horizon idéal quasi irréalisable, cela en raison de l'évolution constante de l'urbanisation. En un certain sens, on pourrait dire que les urbanistes rêvent d'un monde où les mots veulent dire quelque chose, comme dans le passé, au moment où les mots furent inventés et avaient un usage bien précis et un sens unique et partagé. La ville au Moyen Âge avait un sens précis et délimité, sens qu'elle a perdu à la suite de sa croissance massive et aux nombreux changements infrastructurels induits par l'industrialisation. Corollairement, la ville est devenue un concept polysémique dont le sens ne peut se trouver que dans une anticipation du futur. Pourtant, en constant changement, le futur ne semble garantir aucune stabilité. En somme, les urbanistes posent un problème, celui de l'écart entre la Ville et la ville, dont la solution ne peut être que la poursuite *ad infinitum* d'études et d'anticipations qui s'avèreront toujours insuffisantes.

3.5 Conclusion : encore un petit effort de conceptualisation

Dans ce chapitre nous avons montré que le discours du SUVVM durant les Trente Glorieuses ne correspond pas exactement au portrait qu'en dressent les critiques de la planification urbaine. Loin d'être obnubilé par la réalisation de modèles simplistes ou de faire preuve d'une valorisation aveugle du progrès et de la croissance, le SUVVM a entrepris de vastes recherches sur Montréal et sa région, cela afin de mieux en saisir les transformations et de prévenir les problèmes causés par celles-ci. Dans cette entreprise, il s'est adjoint, au début des années 1960,

⁷⁹ Pour une perspective contemporaine sur ces questions voir Andrew Sancton, *Governing Canada's City-Regions : Adapting Form to Function*, Ottawa, Institute for Research on Public Policy, 1994; Andrew Sancton, *The limits of boundaries: Why city-regions cannot be self-governing*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008.

un des plus grands spécialistes de la question de la « métropolisation », Hans Blumenfeld. Ce dernier, connu pour ses critiques des villes nouvelles et des modèles de ville à croissance déterminée, a poussé le SUVM à poursuivre ses études et à ne pas chercher à arrêter la croissance, mais à mieux l'aménager au moyen d'une planification prospective. Selon lui, la ville concentrique, close et auto-suffisante est un idéal du passé. La métropole moderne est un objet en mouvement et ne peut être saisie que comme un processus historique. Bref, durant les Trente Glorieuses, sous le regard des urbanistes du SUVM, Montréal se présente comme un processus d'urbanisation dont les frontières sont toujours repoussées, c'est-à-dire comme un objet dont l'identité même pose problème.

Or, plusieurs tendent à penser que les experts des Trente Glorieuses avaient une idée claire de ce que devait être la ville, voire même que ce sont leurs idées qui en ont causé la déroute. Pourtant, notre analyse montre que le propre du discours urbanistique est de faire de la ville un problème. Sa genèse se trouve dans l'expérience de la ville méconnaissable ou de la non-ville. Ainsi, sous ce regard, l'avenir apparaît toujours différent du passé, et, face à cette nouveauté, les idées convenues et héritées du passé semblent dépassées. La ville apparaît en constant changement et toujours en déficit de conceptualité. En réaction, l'objectif de l'urbanisme est de combler ce déficit et de réinventer la ville au moyen d'une étude incessante de son devenir. Pour ce faire, on suppose qu'il est possible de retracer, dans le développement urbain, des tendances qui indiquent qu'un plan est en train de se réaliser; Blumenfeld parle d'une « histoire naturelle » de la ville, ce qui n'est pas sans rappeler l'histoire universelle de Kant. En fait, c'est seulement en supposant l'existence de cette histoire naturelle de la ville que l'esprit humain peut comprendre ce qui advient de la ville et s'en forger une idée claire. Le discours des urbanistes à la Blumenfeld peut donc être compris comme une forme de conceptualisme kantien.

En effet, la forme urbaine que propose Blumenfeld est à la fois forgée par la pratique urbanistique et posée comme immanente au développement historique de la ville. Le concept de ville tout en étant le fruit de l'activité humaine, a donc, pour Blumenfeld, un mode d'existence propre sur lequel le pouvoir humain est limité. De même, la critique de l'urbanisation à laquelle se prête l'urbanisme doit prendre la forme d'une auto-critique, c'est-à-dire qu'elle doit déterminer, à partir d'études et d'observations, ce qui, dans l'urbanisation actuelle, pose problème et ce qui peut en garantir une poursuite harmonieuse. L'urbanisme doit tracer, dans la

réalité urbaine, des lignes de démarcation entre des possibles souhaitables et des possibles néfastes. L'objectif est d'arriver à produire une ville consciente de ce qu'elle devient, c'est-à-dire une ville consciente du poids de son passé et des limites de son avenir.

Une grande partie du travail de recherche des urbanistes est donc un travail de représentation. Graphiques, cartes, dessins, photographies, les urbanistes multiplient les médiums afin d'arriver à une représentation juste du devenir de la ville. Selon eux, le plan, fruit d'une étude à la fois historique et prospective et élaboré à partir d'un point de vue d'ensemble permettant une synthèse exhaustive des connaissances, est l'outil par excellence qui permet à la fois de représenter la ville et d'en guider le développement. Le plan est une nouvelle fiction, un nouvel horizon de référence qui permettrait de « resubstantialiser » le langage; le plan montre de quoi on parle quand on parle de la ville. Ainsi, il peut permettre au langage de la ville de retrouver une emprise sur le cours des choses. Cependant, pour ce faire, cette nouvelle représentation de la ville doit être partagée. Or, comme le plan est le fruit d'un langage spécialisé, il semble avoir peu d'emprise à l'extérieur des cercles d'experts. Conscients de ce problème, les urbanistes intégreront de plus en plus dans leur réflexion la communication publique et la publicisation du plan. Cet aspect sera en effet essentiel dans l'aventure *Horizon 2000* dont nous parlerons dans le sixième et dernier chapitre.

En outre, en mettant l'accent sur la différence entre le passé et l'avenir, l'urbanisme présente la ville comme une forme expérimentale et ouvre la porte à une réinvention permanente du langage de la ville. Dans les trois prochains chapitres, nous montrerons que la stratégie de décomposition et de recomposition de l'objet au cœur de l'urbanisme a été particulièrement fertile. Bien loin d'avoir produit une raréfaction des discours sur la ville, le mode de problématisation propre à l'urbanisme a été le corollaire d'une incroyable prolifération des discours sur la ville. Comme en font foi les débats récents sur le Grand Montréal, encore aujourd'hui, nous sommes à la recherche d'une idée d'ensemble qui nous permettrait de guider le développement de la ville. Au cœur des débats ayant précédé la grande danse des fusions et défusions dans les années 2000, Gilles Sénécal et Claude Mazagol affirment : « en proie aux tensions centrifuges, aux rivalités intermunicipales, le Grand Montréal est encore une fiction.

Une image, une vision et une unité d'action : tout cela reste à bâtir⁸⁰. » Ils reformulaient ainsi ce problème du passage de l'illusion sans prise dans le réel à la fiction qui guide l'action, problème que nous ont légué les premiers urbanistes et qui semble encore faire partie de notre actualité politique.

⁸⁰ Gilles Sénécal, et Claude Manzagol, « Montréal ou la métamorphose des territoires », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, n° 101, 1993, p. 367.

CHAPITRE IV

HABITER LA MODERNITÉ. L'ENRACINEMENT DE L'URBANISME DANS LA GUERRE AUX TAUDIS

Fruit de la démolition d'un quartier ouvrier, l'ensemble d'habitations en rangée et de barres modernistes que forment les Habitations Jeanne-Mance représente tout ce qui a été pourfendu par la révolte contre la planification dont nous avons analysé les linéaments dans le premier chapitre. Or, la destinée du plan Dozois, nom donné à ce grand projet de rénovation urbaine réalisé à Montréal en l'honneur du conseiller municipal l'ayant porté, est loin de correspondre au récit d'échec élaboré par les anti-planificateurs. En effet, contrairement à plusieurs autres projets du même genre, qui ont terminé leur existence comme ils l'ont commencé, c'est-à-dire sous le pic des démolisseurs, notamment son proche cousin torontois Regent Park, les Habitations Jeanne-Mance trônent encore aujourd'hui dans le ciel montréalais. Juchées au cœur du Quartier des spectacles, un secteur faisant l'objet de forte spéculation immobilière, elles occupent un espace convoité; ce n'est donc pas sans devoir se justifier qu'elles ont réussi à rester debout. En fait, contrairement aux présupposés des anti-planificateurs, ce projet est considéré par plusieurs de ses habitants comme un vif succès devant être défendu. Pour Pierson Christopher Nettling, la place qu'ont prise avec le temps les locataires dans la gestion des bâtiments et le sentiment d'appartenance qui a pu émerger de cette participation active expliquent en partie cette réussite¹. En 2004, à la suite de nombreuses revendications et

¹ Pierson Christopher Nettling, *It Took a Tenants' Movement : Tenants and the Making of Habitations Jeanne-Mance (1959-1994)*, Thèse de doctorat, Department of Geography, Planning and Environment, Concordia University, 2017.

mobilisations, débutait un vaste programme de rénovation, d'amélioration et de rénovation qui a permis l'ajout de murales décoratives, fort appréciées des résidents et des passants, et la modernisation d'un terrain de soccer, ce qui répondait à un besoin important pour les jeunes habitants. Ensuite, en 2011, soit cinquante ans après la fin de la construction et au cœur d'une recrudescence de la spéculation immobilière dans l'est du centre-ville, un important cycle de rénovation intérieur des logements était lancé, garantissant ainsi une certaine pérennité aux Habitations Jeanne-Mance.

Notre objectif n'est cependant pas de statuer sur le bien-fondé de ce réinvestissement ni de cette décision qui, au milieu des années 1950, a mené à la destruction de plus de 800 logements, dont certains, faits de pierres grises, seraient sûrement très prisés aujourd'hui. Nous voulons plutôt analyser le langage et les concepts qui structurent notre regard sur la ville et accompagnent de telles décisions. En raison de son caractère iconique et du rôle structurant qu'il a joué dans les débats sur l'avenir de Montréal, nous allons nous attarder sur le plan Dozois en le considérant comme un moment clé dans la mise en place du discours urbanistique à Montréal. L'objectif de ce chapitre est de montrer que le plan Dozois ne peut être considéré comme étant exclusivement, ni même principalement, le fruit de l'idéologie moderniste-avancée. Bien qu'il soit possible de retracer dans les documents qui ont mené à sa réalisation les marques d'une grande confiance dans le progrès et une volonté de saisir le monde à partir de catégories simplifiées, ce plan n'a pas mené à un appauvrissement ou une raréfaction des discours, ce qui aurait pourtant dû se produire selon le modèle explicatif des anti-planificateurs. Au contraire, ce plan a été et demeure l'objet de grandes controverses et de multiples débats publics. Qui plus est, l'évaluation critique de celui-ci a été l'occasion pour les experts de l'urbanisme de revoir leurs méthodes et mieux circonscrire les limites de leur savoir. Plus précisément, nous souhaitons ici montrer que la guerre au taudis et la rénovation urbaine ont permis la mise place d'un nouveau champ de problématisation extrêmement fertile dans lequel l'urbanisme s'est avéré beaucoup plus ouvert à la critique que les anti-planificateurs le laissent paraître.

Au cœur des débats autour du plan Dozois se trouve le problème de l'habitation dans le monde moderne, un monde en perpétuel changement. Avec ce plan, l'habitation prend la forme d'une expérimentation, c'est-à-dire qu'elle acquiert un caractère instable, dynamique et réflexif. Partant de l'idée selon laquelle la déchéance de certaines parties de la ville risque, si elle n'est

pas maîtrisée, d'en entraîner d'autres avec elle, le plan Dozois milite en faveur d'une reconstruction consciente et d'une vigilance publique accrue et constante; il fait ainsi de l'étude de la ville et de l'action publique urbaine une occupation permanente. Qui plus est, rapidement, pour la plupart des acteurs impliqués dans la production de la ville, le plan Dozois se révèle être moins un modèle à répéter qu'une expérience dont il faut tirer des leçons; ainsi on voit se consolider un langage dans lequel l'action s'évalue et se détermine en fonction d'une rétrospective du passé et d'une projection de l'avenir. Cependant, l'évaluation critique du passé amène aussi une remise en question de la position de l'expert. Nous verrons alors apparaître un débat, à l'intérieur même du milieu de l'urbanisme, sur la place à donner à la participation citoyenne et sur les limites du savoir et de la capacité de monsieur et madame tout le monde à exercer l'urbanisme. La mise en lumière de ces questionnements renforcera notre thèse quant à l'ouverture et la porosité du discours urbanistique.

Notre analyse sera divisée en trois parties. En premier lieu, en reprenant en partie le cadre théorique utilisé par Daniel T. Rodgers pour analyser le New Deal, nous allons situer les origines du plan Dozois dans l'imaginaire de menace et de déshumanisation qui s'est sédimenté avec la multiplication de discours sur le taudis pendant la première moitié du XX^e siècle². Cela nous permettra de montrer que le regard urbanistique dont il est porteur vise d'abord à rendre visibles et à documenter les défauts et les pathologies de la ville. En second lieu, en nous attardant plus spécifiquement sur le rapport du comité présidé par Paul Dozois et nous montrerons que la rénovation urbaine proposée alors se présente comme une action finie, insuffisante en soi, et qui, pour cette raison, doit être inscrite dans une série plus large formant un plan global pour l'ensemble de la ville. Nous analyserons ensuite l'importante querelle qui enflamme alors les décideurs et montrerons qu'elle porte précisément sur la fiction planificatrice qui devrait guider l'action, ce qui met en évidence que l'urbanisme n'a pas eu pour effet de faire taire les discours, mais les a structurés, orientés, déplacés et stimulés. Finalement, nous nous pencherons sur la manière dont le référent « plan Dozois » a été mobilisé dans les discours subséquents sur l'habitation et la rénovation urbaine, et plus particulièrement dans les débats entourant le projet de rénovation du quartier de la Petite-Bourgogne. Nous verrons alors que les urbanistes sont très

² Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap Harvard Press, 1998.

loin d'avoir été complètement fermés à la critique; au contraire, afin d'intégrer les leçons du passé dans les actions présentes, dimension essentielle du langage de la planification, la critique du plan Dozois est rapidement devenue incontournable. Cependant, nous monterons que le contenu précis des leçons qu'il faut en tirer est l'objet d'un débat qui divise les experts et la classe politique et qui fait ressortir la fertilité et les limites du regard urbanistique.

3.6 Le discours du taudis dans la première moitié du XX^e siècle

[...] le terme de taudis, qui réapparaît au début du 20^e siècle est tout de même chargé d'une autre épaisseur. Même s'il ne désigne qu'une seule échelle (le logement, la famille), il évoque une plus grande diversité de thèmes (surpopulation, saleté, alcoolisme, instabilité résidentielle et immigration). Il s'avère donc, plus que le terme « d'insalubrité », particulièrement armé pour défendre l'idée que la « gangrène urbaine » ne saurait être stoppée sans une amputation, conforme aux doctrines de la « tabula rasa ». Les années qui ont suivi l'après-guerre semblent avec leur alternance de politiques urbaines (aides à la pierre notamment) et du logement (aides à la personne) avoir expérimenté toutes les formes de traitement du mauvais logement³.

À une échelle réduite, le discours du taudis suit à Montréal une trajectoire analogue à celle que retrace Yankel Fijalkow à Paris⁴. Dans les deux villes, le taudis est un topos fondamental du discours urbanistique dans la première moitié du XX^e. Autour du taudis et à partir d'une pluralité de voix se construit un imaginaire qui justifiera ensuite une série d'interventions publiques visant à prévenir et pallier les problèmes de l'habitation insalubre. Faisant le pont entre le visible et le dicible, le taudis inquiète et fait parler. Dans son étude des premiers milieux de l'urbanisme à Montréal, Gabriel Rioux souligne que « taudis » est un terme peu utilisé avant 1910; c'est, soutient-il, seulement dans le contexte de la peur des maladies contagieuses, et plus spécifiquement pendant la crise de la tuberculose, que les termes « taudis » et « insalubrité » se diffusent⁵. Moment marquant, le *Rapport de la commission royale de la tuberculose* réalisé

³ Yankel Fijalkow, « Taudis, habitat insalubre, logement indigne : évolution et enjeux des stratégies de désignation, 19^e-20^e siècle », dans Depaule, J.-C. (dir.), *Les Mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éditions UNESCO/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006, p.

⁴ Sur le discours du taudis au XIX^e siècle, voir PJ Smith, « Planning as Environmental Improvement: Slum clearance in Victorian Edinburgh », dans Anthony Sutcliffe (dir.), *The Rise of Modern Urban Planning 1800-1914*, London, Mansell, 1980, p. 99-133; Andrew Lees, *Cities Perceived : Urban Society in European and American Thought, 1820-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1985.

⁵ Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*, Thèse de doctorat en études urbaines et histoire, UQAM/Paris Sorbonne, 2013, p. 73.

entre 1909 et 1910 déclare que la tuberculose est une « maladie d'habitation insalubre⁶ », ce qui correspond tout à fait aux idées qui avaient cours ailleurs dans le monde à la même époque, comme le montrent les travaux de Fijalkow sur les îlots insalubres parisiens⁷. La pratique du « casier sanitaire des maisons », qui a été essentielle à Paris, sera notamment importée à Montréal. Produit à partir de statistiques répertoriant et compilant l'ensemble des défauts des habitations (ventilation et luminosité insuffisante, installations sanitaires inadéquates ou absentes, surpeuplement, etc.), le casier sanitaire promu par le docteur français Paul Juillerat vise à démontrer le lien entre la mauvaise qualité du logement et les taux élevés de morbidité, cela afin de proposer des solutions qui puissent mettre fin à la propagation des maladies contagieuses. Il est ainsi le fruit d'une rationalisation statistique des premières enquêtes hygiénistes du milieu du XIX^e siècle dans lesquelles l'objectif était d'établir comment la ville moderne produit des malades et des criminels⁸.

Cela dit, si les experts lui préfèrent habituellement le terme d'insalubrité, considéré plus précis et plus opérationnel, l'usage du mot de taudis se diffuse de manière parallèle à l'émergence des pratiques expertes. La circulation et la multiplication des usages du mot taudis manifestent l'incapacité des intervenants de l'époque à imposer dans l'espace public un mot plus scientifique et une définition précise de ce qui cause le caractère mortifère d'une habitation. Rioux montre bien que la diffusion du terme taudis dans la première moitié du XX^e siècle ne provient ni ne mène à une précision du vocabulaire. Bien au contraire, celui-ci conserve toujours un caractère instable et ne se normalise que par la fréquence d'usage⁹.

Dans les années 1960, au moment où les démolitions à grande échelle sont remises en question au profit d'une réflexion sur le patrimoine bâti, le regard porté sur le taudis se transforme, ce que montre bien Martin Drouin dans ses recherches sur l'émergence de la patrimonialisation à Montréal¹⁰. Or, il ne faudrait pas en conclure, comme ce dernier tend à le faire, que le taudis avait, dans la période qui précède, un sens précis et partagé, soit celui d'une

⁶ *Ibid.* p. 83.

⁷ Yankel Fijalkow, *La construction des îlots insalubres Paris 1850-1945*, Paris, l'Harmattan, 1998.

⁸ Martin Dufresne, « Ville et prison : discours d'hygiénistes réformateurs à Montréal au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Criminologie*, vol. 28, n° 2, 1995, p. 109-130.

⁹ Gabriel Rioux, *op. cit.*, p. 81-82.

¹⁰ Martin Drouin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 22-36.

habitation irrécupérable qui doit être démolie. Bien sûr, plusieurs acteurs importants colportent ce type d'idées. Néanmoins, autant au début du siècle dernier qu'aujourd'hui, le terme taudis revêt un ensemble divers et irréductible de significations, ce qui favorise les désaccords et la prolifération des discours. De manière tout à fait exemplaire, le *Rapport de la Commission d'enquête sur le problème du logement du Québec* de 1952 soutient que « l'état de taudis dépend de la nature de l'immeuble et de son état incurable », tout en ajoutant par la suite qu'il existe aussi des « taudis d'occupation » et des « taudis neufs », les premiers étant définis par le mode de vie et la négligence des occupants ou du propriétaire, et les seconds par le surpeuplement et l'inadéquation aux besoins des occupants¹¹. On voit ici l'oscillation mise en lumière par Fijalkow entre une définition axée sur les caractéristiques matérielles et une autre centrée sur les conditions de vie des habitants, oscillation qui permet au discours du taudis de recouvrir une réalité extrêmement large et d'être la source d'interminables débats.

Dans la suite de ce qui a été présenté dans le second chapitre, nous pensons que c'est précisément en raison de cette polysémie que le discours du taudis s'est diffusé tout au long du XX^e siècle. Dans le discours urbanistique qui, comme nous l'avons montré, fait de la ville un devenir, le taudis n'est pas seulement une habitation ou un groupe d'habitations clairement circonscrit, il est aussi (et surtout) une pathologie qui menace de s'étendre. En ce sens, si le taudis et l'habitation insalubre sont des concepts qui semblent référer à une réalité matérielle précise et facilement identifiable, ils contiennent aussi une dimension temporelle et une injonction à l'action. Nous pensons que ces concepts représentent la négativité nécessaire à partir de laquelle se justifie ce nouveau domaine d'intervention et d'expertise qu'est l'urbanisme.

Par ailleurs, il est important de noter que ce n'est pas l'absence de propositions ou l'invisibilité du problème qui expliquent qu'il faille attendre les années 1950 pour qu'un premier grand projet de rénovation urbaine ne soit réalisé à Montréal, ni même une urgence matérielle moins grande. Bien au contraire, les effets de la crise des années 1930 ont été accentués par l'effort de guerre qui, malgré qu'il ait favorisé la reprise économique et attiré de nouveaux habitants, a maintenu les mises en chantier à un niveau très bas. En conséquence, au sortir de la

¹¹ Commission d'enquête sur le problème du logement, *Rapport de la Commission chargée de faire enquête sur le problème du logement*, Gouvernement du Québec, 1952, p. 104. Cité dans Éveline Favretti, *Montréal fait la guerre au taudis : démolitions et expropriations 1950-1966*, Rapport de recherche, histoire, UQAM, 2014, p. 41-42.

guerre, les quartiers centraux sont en mauvais état et Montréal souffre d'une pénurie de logements à un point tel que des familles trouvent refuge dans des postes de police pendant que certains vétérans organisent des occupations afin d'exiger de meilleures conditions de logement¹². Dans ce contexte tendu, le gouvernement fédéral, qui sera le principal argentier de la rénovation urbaine, élargit la vocation de la *War Time Housing* et crée la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

À ce moment, un ensemble de discours qui visent à documenter cette situation intolérable se constituent et un véritable imaginaire du taudis se sédimente. Il se produit alors un phénomène semblable à celui décrit par Daniel T. Rodgers dans *Atlantic Crossings*, c'est-à-dire un processus d'accélération de la circulation des idées. Contre un fonctionnalisme simpliste – qui doit être rapproché de ce que nous avons appelé, dans le premier chapitre, l'histoire triomphaliste des premiers urbanistes –, Rodgers soutient que les idées et les catégories d'action ayant servi à la mise en place des politiques sociales du New Deal américain n'émergent pas magiquement en réaction à la mise en lumière de problèmes sociaux. Au contraire, il montre de manière convaincante que l'innovation conceptuelle, l'expérimentation et les échanges internationaux ont précédé l'action publique à grande échelle :

The framers of solutions do not come into the act at the last minute. They are present at the moment of creation, transforming a tragic but incurable condition into a politically solvable problem and, by that very act, defining the field within which legislators and executives will ultimately maneuver¹³.

De même, durant la première moitié du XX^e siècle à Montréal, en l'absence de ressources importantes et d'une fonction publique appréciable et bien coordonnée (deux conditions nécessaires, mais non suffisantes à la rénovation urbaine), on voit à l'œuvre un ensemble d'acteurs – médecins, réformateurs, élus, journalistes, travailleurs sociaux catholiques, jeunes professionnels, etc. – qui travaillent à la mise en place du discours de l'insalubrité. Se normalise alors non seulement l'usage de certains mots et de certaines idées, mais toute une manière de regarder et de parler de la ville. Dès ce moment, une place prépondérante est accordée aux

¹² Bernard Vallée, « Prélude aux luttes urbaines », *À bâbord*, été 2008. Choko, Marc H., Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960. Première partie », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 15, n° 2, 1986, p. 127-136.

¹³ Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings*, *op. cit.*, p. 6.

statistiques, à la comparaison transnationale et aux nouvelles formes technicisées de représentation de l'espace. Une nouvelle image de la ville qui ne peut se réaliser que dans la planification prend alors forme.

13 Représentation du taudis et de ses habitants en 1946



XV

FAMILLE DU QUARTIER STE-CUNEGONDE
vivant dans un taudis à démolir. Dans ce foyer il manque du
strict nécessaire.

Page tirée de Berthe Fortin, *Le problème du logement à Montréal. Le taudis, facteur de délinquance et de tuberculose*, Maîtrise en Service social, Université de Montréal, 1946.

3.6.1 Division et unité de la scène politique locale : l'échec du laisser-faire

Dans ce chapitre, nous utilisons l'expression « discours du taudis » pour traiter de la manière dont le taudis fait parler, c'est-à-dire, la manière dont le taudis est imaginé et problématisé. Initialement, pour la plupart des observateurs de la première moitié du XX^e, le taudis représente les failles de la civilisation moderne et industrielle, ou autrement dit, l'incapacité de celle-ci à produire un habitat sain pour tous. Tous les signes pointent alors vers l'échec du laisser-faire. En effet, à l'époque, on s'explique la présence des taudis dans la ville par l'ignorance publique et l'incapacité de l'entreprise privée à prendre en charge le logement ouvrier. En conséquence, les solutions mises de l'avant impliquent à peu près toujours une certaine forme d'action publique. Cet angle d'analyse permet de modérer l'importance de l'opposition entre les populistes et les réformistes, omniprésente dans l'historiographie montréalaise du tournant du XX^e siècle comme dans celle de la plupart des grandes villes nord-américaines¹⁴.

Durant la période qui va de 1883 à 1914, une série de réformes (notamment l'instauration du vote secret et l'élargissement du suffrage) et d'annexions (surtout de villages et petites villes francophones de l'est de l'île) font passer le nombre de personnes se prévalant de leur droit de vote aux élections municipales d'à peine 6 000 à plus de 75 000¹⁵. La politique électorale gagne alors en importance et certains, qu'on nommera populistes, en font une véritable profession. Valorisant la représentation territoriale, les politiciens populistes centrent leur discours sur la misère ouvrière, les questions ethniques et leur vécu personnel afin d'obtenir la faveur du plus grand nombre. À l'opposé, un groupe d'élite du monde des affaires versé dans les nouvelles techniques de gestion considère que l'exigence de représentation est un facteur favorisant le clientélisme et la corruption, ou, autrement dit, un obstacle à une saine gestion de la Ville. Or, afin de battre les puissantes machines électorales des populistes, ces élites n'ont d'autres choix

¹⁴ Michel Gauvin, « The Reformer and the Machine : Montréal Civic Politics from Raymond Préfontaine to Médéric Martin », *Revue d'études canadiennes*, vol. 13, n° 2, 1978; Harold Kaplan, *Reform, Planning and City Politics. Montréal, Winnipeg, Toronto*, Toronto, University of Toronto Press, 1982; Annick Germain, « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvement de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983; Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992; Michèle Dagenais, *La démocratie à Montréal de 1830 à nos jours*, Montréal, Ville de Montréal, 1992.

¹⁵ Pendant ce temps la population totale de la Ville est passée d'environ 200 000 à 600 000 personnes.

que de s'unir. Ils fondent alors le parti réformiste dont l'objectif est de couper l'herbe sous le pied des populistes et de réaliser une gestion non partisane de la Ville.

Cette mésentente cache pourtant un accord sur l'urgence de prendre en charge le devenir de la ville et le problème des taudis. En effet, dans les deux camps, on s'attarde à mettre en scène la misère urbaine et les carences de l'administration municipale et on en appelle à une action renouvelée du gouvernement local. Dans les deux camps, on prend acte d'un certain échec du laisser-faire et on aspire à transformer la gestion de la Ville. Populistes et réformistes développent deux manières d'argumenter en faveur de la prise en charge de l'espace urbain qui ne sont pas mutuellement exclusives. D'un côté, les populistes visent l'intégration des masses au moyen du privilège, de la personnalisation et de l'identification au chef, tandis que les réformistes valorisent la prise en charge technique et bureaucratique des problèmes infrastructurels et sociaux. Néanmoins, dans les deux cas, on valorise l'action de la Ville dans l'octroi des services aux citoyens. On pourrait même dire que ce débat a favorisé l'intégration, dans la scène politique, du discours du taudis, qui émerge d'abord d'enquêtes réalisées à l'extérieur de l'administration municipale. Qui plus est, preuve du caractère non exclusif de ces deux discours, Jean Drapeau (un opposant de la première heure au plan Dozois) se présentera comme une figure hybride, reprenant à la fois le discours des réformistes sur la moralité publique et la saine gestion et celui des populistes sur le destin frustré des Canadiens français. Afin de contourner cette opposition, nous n'utiliserons que très peu le nom « réformiste », que nous réserverons aux sympathisants du mouvement réformiste du début du XX^e siècle, et lui préférerons la catégorie plus large de « réformateur », que nous utiliserons pour nommer tous ceux qui soutiennent que l'existence des taudis est un problème public qui se résout par l'instauration de nouvelles formes d'action publique.

3.6.2 Enquêter : montrer la menace qui pèse sur la ville

L'habitation insalubre ou taudis reste la question la plus actuelle et la plus dramatique de notre civilisation moderne. [...] il existe à Montréal des maisons qui tuent leurs habitants.

Le père Gonzalve Poulin, alias Jean Rolliou, 1936¹⁶

¹⁶ Jean Rolliou (Gonzalve Poulin), *Le taudis*, Montréal, Coll. La Croisade nationale, n° 2, 1936, p. 1 et 6.

En 1917, le docteur Joseph Albert Baudouin, un des principaux acteurs du mouvement hygiéniste montréalais, alors assistant inspecteur général du Conseil supérieur d'hygiène du Québec et directeur du Bureau d'hygiène de Lachine, déclare que, davantage que la cupidité des propriétaires, l'insouciance des pouvoirs publics et la cherté de la vie, la cause des ravages de l'insalubrité est l'ignorance¹⁷. Partisan du casier sanitaire des maisons, Baudouin affirme qu'il appartient à « la science moderne de connaître les relations qui existe entre l'habitation et la morbidité¹⁸. » Il met alors la table pour une série d'enquêtes sur l'habitation insalubre qui ponctuent cette époque hantée par la misère urbaine. À partir des années 1910, une véritable pulsion documentaire se constitue et se diffuse; il faut, pense-t-on alors, documenter la réalité urbaine, car ce n'est qu'une fois les causes des pathologies clairement établies qu'elles pourront être réglées. La cartographie, la statistique, la photographie, et, dans une moindre mesure, les récits de vie sont alors utilisés afin de montrer les tares de l'aménagement urbain. En ressort l'image d'une ville malade et à reconstruire. En fait, cette véritable accumulation documentaire couplée aux perspectives incroyables d'amélioration qu'ouvre la technique moderne – notamment les nouveaux modes de construction industrialisée – cristallise l'idée, qui sera partagée autant par les promoteurs que les opposants au plan Dozois, selon laquelle il faut « reconstruire une ville coquette et harmonieuse sur l'emplacement d'anciennes laideurs¹⁹. »

Différents groupes aux frontières poreuses et différents types de prise de parole se superposent et traversent cette période. Tout d'abord, des réformateurs sociaux – c'est-à-dire des professionnels de la santé, de la gestion ou du bâtiment la plupart du temps proches ou faisant partie de l'élite économique locale – s'organisent en « think tank » afin de faire pression sur les gouvernements locaux. Le plus important est la Ligue du progrès civique. Dès 1909, elle organise différentes rencontres privées et publiques afin de réfléchir au devenir de la ville et diffuser ses idées concernant son assainissement et son embellissement. En 1935, en compagnie du Montréal Board of Trade, elle publie un important rapport intitulé *A Report on Housing and Slum Clearance* qui demeurera une référence essentielle pour tous les acteurs du milieu de

¹⁷ Joseph-Albert Baudouin, « Hygiène du logement et casier sanitaire des maisons », *L'École sociale populaire*, n° 69-70, 1917, p. 3-4.

¹⁸ *Ibid.*, p. 9.

¹⁹ Jean Drapeau cité dans Martin Drouin, *op. cit.*, p. 26.

l'urbanisme jusque dans les années 1950²⁰. Utilisant les données du recensement fédéral de 1931, ce rapport classe la population en fonction du revenu, de l'occupation et de la race²¹, présente les indices de mortalité, de tuberculose et mortalité infantile en fonction des secteurs, expose des données relatives à la densité du bâti et au surpeuplement, et, finalement, croise l'ensemble de ces indicateurs afin d'en arriver à une carte des taudis (*slum*) de Montréal, reprenant ainsi l'idée de la carte de la pauvreté de Charles Booth²², méthode qui avait déjà été utilisée par Herbert Ames dans son étude du sud-ouest de Montréal en 1897, *The City Below the Hill*. Des plans architecturaux et financiers sont aussi mis de l'avant afin de réaliser de nouvelles habitations pour les personnes défavorisées.

Parallèlement, bien au-delà des premiers cercles réformateurs, la voix qui porte le plus durant cette période demeure celle du clergé catholique, qui lui aussi fait de la guerre au taudis un de ses chevaux de bataille et avec lequel les politiciens populistes n'hésitent pas à s'aligner. Le surpeuplement encourage la promiscuité et l'immoralisme et met en danger la famille et l'obéissance aux valeurs chrétiennes, soutient-on alors. Valorisant la propriété individuelle, les organisations catholiques, par exemple la Ligue ouvrière catholique fondée en 1939, organisent leurs actions autour du slogan : « À chaque famille sa maison ». Notons aussi la création en 1934 d'un des ancêtres de Centraide, le Conseil des œuvres, organisme chapeauté par la Fédération des œuvres de charité canadienne-française, qui, appuyée par d'autres organisations affiliées au clergé, comme l'école de travail de social de l'Université de Montréal, joue un rôle essentiel dans la promotion de la prise en charge publique du problème des taudis. Finalement, les journaux de l'époque jouent aussi un rôle important dans la représentation de la misère urbaine. De la fin des années 1910 jusque dans les années 1950, le problème des taudis est un des enjeux principaux traités par les quotidiens montréalais, qui n'hésitent pas à utiliser la photographie afin d'illustrer leurs chroniques des horreurs de la vie urbaine.

Face à cette prolifération des énoncés et des prises de parole, les élus et la fonction publique locale sont quelque peu à la traîne. Se constituant littéralement durant cette période,

²⁰ Joint Committee of the Montreal Board of Trade and The City Improvement League of Montreal, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935.

²¹ Les différentes catégories étant : francophone, anglophone, juif, chinois, mixe.

²² Sur l'enquête de Booth, voir Christian Topalov, « La ville, "terre inconnue". L'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891 », *Genèses*, vol. 5, n° 1, 1991, p. 4-34.

l'administration municipale ne dispose pas encore de grandes ressources. Bien qu'une Commission du logement salubre soit créée par la Ville et siège de 1934 à 1940, la documentation produite par la Ville demeure mince, et les actions concrètes encore plus. Tout de même, le Département d'urbanisme et de recherche de la Commission métropolitaine de Montréal, appuyé par le Service de santé de la Ville, réalise en 1937 une enquête intitulée *Les vieux logements de Montréal*²³ dans laquelle on retrouve des explications sur la sémantique du taudis, ce qui montre que, déjà à l'époque, les acteurs publics sont conscients du flou entourant ce concept.

Ce terme est si souvent employé pour désigner certains quartiers des villes modernes, qu'il est bon de savoir exactement ce qu'on entend quand on en fait usage. Car il est bien inutile de vouloir décrire une chose à l'aide d'un mot qui pourrait en donner un faux aperçu. D'autre part on ne gagne rien à vouloir éviter un terme, si désagréable soit-il, quand c'est le seul qui convienne à ce que l'on veut dépeindre²⁴.

L'enjeu, essentiel pour les intervenants, est de savoir s'il existe ou non des taudis à Montréal. L'enquête de 1937, comme la plupart des autres études similaires, défend un oui conditionnel, c'est-à-dire un « oui, mais »²⁵. En gros, selon les enquêteurs, il n'existe pas de taudis à Montréal, si par ce terme on entend la même chose que le mot anglais *slum*, qui désigne un vaste quartier rempli de maisons vétustes, délabrées et insalubres, mais il existe ça et là plusieurs logements impropres à l'habitation. Reprenant la définition du Central Housing Committee de Washington, le document soutient que les taudis, tel qu'ils existent à Montréal, sont des habitations « préjudiciables à la sûreté, à la santé, aux mœurs, au confort et au bien-être de leurs occupants²⁶. »

²³ Le rapport décrit ainsi le contexte de réalisation et les personnes ayant participé à l'enquête : « Les investigateurs étaient au nombre de quatorze, dont dix étudiants de l'École Polytechnique, de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'Université McGill, et quatre anciens élèves de l'École des Sciences Sociales de l'Université de Montréal. Ils étaient répartis en trois groupes dirigés chacun par un chef d'équipe, qui avait déjà pris part à l'enquête de l'hiver 1936-37 », Réal Bélanger, George S. Mooney, et Pierre Boucher, *Les vieux logements de Montréal*, Rapport d'une étude faite pendant l'été 1937, Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, janvier 1938, p. 4.

²⁴ *Ibid.*, p. 19

²⁵ Cette position rappelle celle que défendait la Ligue du progrès civique et le Board of Trade deux ans plus tôt. Ceux-ci écrivaient en effet dans leur rapport : « the slums of Montréal are relatively small even taken as a whole, but they are scattered throughout a dozen of ward. » Joint Committee, *op. cit.*, p. 5.

²⁶ Réal Bélanger, *op. cit.*, p. 20

En outre, les auteurs écrivent que les renseignements compilés dans l'enquête « furent complétés par les observations personnelles des investigateurs sur des faits qui échappent à la statistique²⁷. » Or, ces observations ont peu de place dans le rapport écrit. C'est là probablement une des principales évolutions dans les écrits des réformateurs et des fonctionnaires : de moins en moins de place est faite à l'expérience immédiate des taudis. Par exemple, l'odorat, qui était pourtant un indicateur important de la présence de miasmes pour les hygiénistes du milieu du XIX^e siècle, est complètement délaissé²⁸. De plus, on trouve peu de descriptions visuelles dites subjectives (aspect intérieur, répulsion, apparence des habitants), éléments qui demeurent pourtant essentiels dans les articles de journaux. Ainsi, on voit dans ces enquêtes documentaires se constituer une position d'observateur qui se place à distance de l'expérience immédiate des habitants afin de saisir de manière réflexive, au moyen de la statistique et de critères objectifs, les conditions de l'habitabilité moderne. Contrairement à ce qu'affirment les anti-planificateurs, cette position que l'on pourrait assimiler à une vue de surplomb ne se construit pas nécessairement au détriment d'un savoir vernaculaire, mais ouvre de nouveaux possibles et de nouveaux problèmes. De plus, loin de rendre impossible la participation citoyenne, nous montrerons dans la dernière section de ce chapitre que la question de la participation s'est posée en réaction aux premiers projets de rénovation urbaine, à l'intérieur même du discours urbanistique.

Cela dit, malgré les différences qui distinguent les divers discours sur le taudis (hygiéniste, morale, sécuritaire, politique et économique), une idée traverse l'ensemble et demeure, à chaque fois, le motif premier : le taudis est une menace, un grave danger qui pèse non seulement sur ses habitants, mais aussi sur l'ensemble de la ville. Or, et c'est probablement ce qui explique la grande fertilité et la pérennité de ce topos, cette menace est sujette à une interprétation extensive. Bien sûr, le premier danger est sanitaire : le taudis est mortifère, car il contribue à la propagation des maladies contagieuses et, de ce fait, il met en danger la vie de l'ensemble des citoyens. Cependant, bien que cette idée soit largement partagée, elle n'est pas la seule qui a cours²⁹. En

²⁷ *Ibid.*, p. 4

²⁸ Martin Dufresne, *op. cit.*

²⁹ Preuve de sa relative autonomie, le discours du taudis survit à la crise de la tuberculose. En effet, après avoir atteint des sommets en 1940, les cas de tuberculose et de décès liés à celle-ci chutent drastiquement dans les deux décennies qui suivent. Pourtant, l'imaginaire du taudis, lui, persiste.

effet, au moins jusque dans les années 1960, l'argument sanitaire se redouble habituellement d'un argument moraliste. Très présent dans les écrits catholiques, mais aussi dans certains rapports d'experts et articles de journaux, la vision moraliste fait du taudis un facteur de dépravation morale. Le Père Gonzalve Pilon écrit par exemple en 1936 : « La santé morale de ceux qui vivent dans ces appartements est gravement compromise. Le surpeuplement entretient une promiscuité énervante qui conduit souvent aux pires anomalies sexuelles [...] C'est surtout l'enfance qui est livrée aux influences du taudis. [...] Elle s'instruit dans la rue et s'initie souvent aux pires dépravations³⁰. » Le plan Dozois reprendra explicitement cette idée.

Mais encore, la menace est aussi, aux yeux des différents intervenants, sécuritaire et politique. En effet, plusieurs études, que ce soit le *Report* de 1935 ou la première version du plan Dozois, dénotent, chiffres à l'appui, une présence accrue de la criminalité et de la délinquance juvénile dans les secteurs de taudis. De plus, on laisse aussi entendre que le taudis est un lieu fertile pour la prolifération de groupuscules révolutionnaires et des idées communistes, ce qui, non seulement met en danger la sécurité du reste de la population, mais celle de la nation toute entière³¹.

Finalement, le taudis est aussi une menace économique, car la proximité au taudis fait baisser la valeur foncière³². De plus, l'existence de taudis tire vers le haut les dépenses publiques (liées aux secours directs), ce qui affecte négativement la productivité et la compétitivité de l'ensemble de la ville. Le *Report* de 1935 affirme notamment :

[...] the slum is a direct burden upon the city. On the one hand, expenditures on public health and hospitals, social agencies, police services, reformatories, jails, fire prevention, and mental institutions, are greatest for the population of bad areas; on the other, the share of tax revenues

³⁰ Jean Rollieu, *op. cit.*, p. 4.

³¹ Cette menace effraie et fait parler autant les réformistes que les populistes. En ce sens, Engels – et tous les marxistes qui l'ont suivi – avait tout à fait raison de voir dans l'urbanisme une forme de réformisme fondamentalement opposé à la révolution prolétarienne. Cependant, les réformateurs ne sont pas aveugles au problème de la reformation des taudis, après leur démolition, retour qu'Engels considérait inévitable en l'absence de révolution. Au contraire, ce problème est posé dans plusieurs documents de l'époque. Le *Report* de 1935 du Board of Trade et de Ligue du Progrès civique propose notamment, afin d'éviter que se recréent de nouveaux taudis ailleurs dans la ville, que les habitants les plus dégénérés soient, avec l'aide du travail social, pris en charge dans des habitations supervisées.

³² Pour cette raison, plusieurs marxistes, Engels le premier, ont vu dans la guerre au taudis une tentative bourgeoise d'augmenter la valeur de leurs propriétés foncières.

which such areas contribute to the city is disproportionately small. It costs governments, and society generally, more to maintain slum areas than any other parts of the city³³.

En somme, le concept de taudis est à la fois hyper connoté et suffisamment vague pour que sa seule utilisation permette d'évoquer à peu près l'ensemble des dangers qui pèsent sur la ville, qu'ils soient d'ordre sanitaire, moral, sécuritaire, politique ou économique. La malléabilité et la polysémie de ce concept le rendent aussi attrayant qu'inévitable.

Qui plus est, le discours du taudis ouvre sur l'avenir et l'action : il pointe vers une expérience intolérable à laquelle il faut mettre fin. Enfin, dans celui-ci, la ville apparaît comme une réalité instable et traversée par un ensemble de ruines et de chantiers, tandis que les formes modernes de l'habiter semblent pour le moins incertaines.

3.6.3 Échanger : mesurer sa modernité

Depuis plus de trente ans, une portion considérable de la recherche en histoire urbaine et en histoire des politiques publiques s'attarde à mettre en lumière le rôle prépondérant des échanges transnationaux dans l'élaboration et l'évolution des politiques urbaines. Or, au-delà de la recherche des meilleures pratiques, de la construction du capital symbolique ou réputationnel et de l'importance de la concurrence entre les villes, ces échanges s'inscrivent dans une volonté explicite de saisir le devenir de la ville. La comparaison transnationale permet en effet aux réformateurs et aux villes de mesurer leur modernité et de faire de la ville une entité en changement. La recherche de modèles et de contre-modèles qui les occupent depuis maintenant plus de 150 ans ne doit pas être comprise simplement comme une évaluation des outils disponibles, mais aussi comme une volonté de comprendre ce que la ville devient et peut devenir.

Dans les différents discours sur l'état des logements montréalais pendant la première moitié du XX^e siècle, on trouve habituellement deux types de références aux villes étrangères. Tout d'abord, la comparaison avec les pires taudis des grandes villes américaines et européennes

³³ Joint Committee, *op. cit.*, p. 22.

permet aux autorités locales, d'atténuer l'importance du phénomène³⁴. Dans une telle confrontation, Montréal sort gagnant et peut redorer son image. Or, cette figure rhétorique a une autre utilité : en mettant en scène les pires effets de la modernité urbaine, elle montre ce que pourrait devenir la ville. Montréal, quoique grande métropole, n'a pas ni le niveau de concentration et d'industrialisation de Chicago ou New York, ni le passé des grandes métropoles européennes. Au moyen de la comparaison, le développement historique de Montréal apparaît plus clairement; on peut, par exemple, affirmer que Montréal a subi moins brutalement le choc de l'industrialisation et de la concentration ouvrière. Or, si rien n'est fait, la « taudification », entendue comme un potentiel inhérent à la modernité urbaine, guette malgré tout la ville.

Montréal doit donc se tourner vers l'étranger afin d'évaluer comment les taudis et l'avenir misérable dont ils sont porteurs peuvent être pris en charge et conjurés. Ce deuxième type de référence aux villes étrangères est toujours mobilisé dans un discours modernisateur résolument tourné vers l'avenir. En effet, quand les réformateurs ou les journaux évoquent les actions entreprises ailleurs, il y a constamment, exprimé plus ou moins explicitement, l'idée que Montréal souffre d'un retard par rapport à ce qui est fait ailleurs en termes d'assainissement et d'embellissement. On lira, par exemple, dans *La Presse* du 20 mai 1955, au cœur du débat sur le plan Dozois, que « Montréal occupe la première place parmi les villes arriérées qui n'ont pas encore reconnu la nécessité d'éliminer les taudis³⁵. » Bref, porter le regard vers l'étranger permet à la ville d'être de son temps, de ne pas souffrir d'arriération et de mieux comprendre les dangers qui la guettent. Par exemple, au sein du SUVM, Hans Blumenfeld joue un rôle clé dans la mise en place d'une réflexion comparative durant la période qui nous intéresse. Grâce à son expérience et ses nombreux contacts, il peut montrer à ses jeunes collègues l'importance et la richesse d'un point de vue transnational et diachronique. Selon Blumenfeld, ce point de vue est le seul à partir duquel les tendances profondes qui animent une ville se dévoilent.

³⁴ Par exemple, la Commission de 1952 fait grand cas de l'affirmation de l'Anglais Raymond Unwin, qui, lors de son séjour à Montréal en 1937, avait affirmé qu'il n'y avait pas de vrai taudis à Montréal. Sur l'absence de taudis à Montréal voir Commission d'enquête sur le problème du logement, *op. cit.*, p. 105.

³⁵ Éveline Favretti, *op. cit.*, p. 65.

3.6.4 Proposer : inévitabilité et nécessité du plan d'ensemble

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'idée selon laquelle la ville moderne est inévitable, c'est-à-dire que la civilisation moderne est résolument urbaine, a conquis la plupart des esprits. Quoique plusieurs propositions marquantes, de la cité-jardin d'Ebenezer Howard à la *Broadacre City* de Frank Loyd Wrigth, ont été interprétées comme des manières de fuir la ville, dans les faits, dans la première moitié du XX^e siècle, la majeure partie de l'attention et de l'énergie des réformateurs sont consacrées à la reconstruction de la ville. La question qui traverse les discours de l'époque n'est pas comment empêcher l'urbanisation ni comment revenir à un monde agraire, mais comment gérer l'inévitable devenir urbain du monde moderne. La concentration démographique concomitante de l'industrialisation produit un monde dans lequel la ville est inévitable. Or, peuplée de taudis, celle-ci est malade. Elle doit donc être repensée et reconstruite.

Menaçant de se reproduire et de se répandre, le taudis joue un rôle essentiel dans la production d'une image de la ville agonisante. Il est le symptôme d'un mal qui s'étend et peut potentiellement affecter l'ensemble. En conséquence, pour les réformateurs, les solutions doivent prendre en considération la ville dans sa totalité, c'est-à-dire que, selon eux, la ville doit être reconstruite en fonction d'un plan global fondé sur une connaissance approfondie du milieu, sinon les actions risquent d'être inefficaces et les taudis de réapparaître.

Bien qu'elle soit une production humaine, les processus qui transforment la ville en habitat malsain contiennent de larges parts d'inconnu, inconnu que les urbanistes tentent de percer. Pour ce faire, ils s'attardent à observer et à réfléchir à ce qui fait le caractère habitable ou inhabitable d'un milieu urbain. En fait, dans la première moitié du XX^e siècle, on remarque que le discours urbanistique tente d'autonomiser les critères de l'habitabilité, tendance qui s'achèvera dans les années 1960 lorsque tous les relents de moralisme s'effaceront au profit d'un discours essentiellement axé sur les besoins humains minimaux et les conditions matérielles permettant de les satisfaire. Encore une fois, le taudis ou l'habitat défectueux sera défini dans une interaction avec son environnement. Vétusté des bâtiments, pollution, manque d'espaces verts, absence de commerces et de services communautaires, déficience du réseau de transport seront autant d'indicateurs permettant de saisir les défauts de l'habitat. Dans tous les cas, on retrouvera cette même idée : l'action publique dans le domaine du logement doit être pensée en

fonction d'un plan d'ensemble. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il faille tout réaliser d'un coup, au contraire, et cela les premiers réformateurs l'avaient bien compris. Ce qu'il faut, c'est plutôt penser les différentes actions concernant le logement dans une série ouverte, structurée en fonction d'un plan, et maintenir une vigilance constante.

Finalement, et c'est un élément sur lequel nous reviendrons dans les prochaines sections et plus particulièrement dans le dernier chapitre de la thèse, proposer des plans implique d'utiliser les plus récentes méthodes de relations publiques afin de convaincre et rallier l'ensemble de la communauté et des gouvernements. Cela aussi les premiers réformateurs l'ont bien compris. Par exemple, durant la première moitié du XX^e siècle, la Ligue du progrès civique se fait groupe de pression et organise un ensemble d'actions afin de se faire entendre, autant par les élus que par les gens d'affaires. De plus, les premiers plans visant à lutter contre les taudis à Montréal sont élaborés par des réformateurs à l'extérieur de l'appareil d'État avant d'être soumis à celui-ci. Bref, entre les années 1930 et 1950, la pression sur la Ville afin que des actions de lutte aux taudis soient entreprises croît à un rythme accru. De plus en plus, il apparaît inévitable que celle-ci se dote d'un plan d'embellissement et de lutte à l'insalubrité.

3.7 Le plan Dozois : une expérience de planification à grande échelle

Au début des années 1950, trois éléments nouveaux viennent favoriser la prise en charge publique du problème des taudis. Tout d'abord, comme nous l'avons exposé dans le chapitre précédent, Montréal, métropole canadienne incontestée au début du XX^e siècle, souffre de plus en plus de la comparaison avec les autres grandes villes nord-américaines; elle est notamment lentement dépassée par Toronto comme métropole économique du Canada, ce qui amène certains décideurs à promouvoir de grands projets d'envergure internationale afin d'endiguer ce fléchissement³⁶. L'idéologie du « rattrapage » dont nous avons parlé s'incarne alors dans la question du logement. À la fin des années 1940, Toronto entreprend le projet d'habitation sociale Regent Park North et, avant même qu'il ne soit terminé, une deuxième phase encore plus

³⁶ Jean-Claude Marsan, *Montréal et son aménagement. Vivre la ville*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 228.

ambitieuse profitant d'une participation accrue de la SCHL est annoncée. Devant cette situation, Montréal est pressé de faire de même et de s'attaquer au problème des taudis qui la grugent.

Parallèlement, un autre dossier occupe de plus en plus Montréal : la corruption et le crime organisé. À la suite de la fracassante série d'articles, *Montréal sous le règne de la pègre*, publiée dans *Le Devoir* entre novembre 1949 et février 1950 par Pax Plante, un ancien enquêteur du Service de police renvoyé dans des circonstances nébuleuses et des demandes répétées de plusieurs groupes, notamment le Comité de moralité publique, une importante commission royale d'enquête sur la moralité publique et la police de Montréal présidée par le juge François Caron est lancée en 1950³⁷. Plante et Jean Drapeau en sont nommés procureurs. Faisant quotidiennement la manchette, la commission interroge 373 témoins, dont des prostituées, des propriétaires de maison de jeu, des membres du Conseil de Ville et des agents de police, et dévoile au grand jour les nombreux stratagèmes de corruption qui lient les autorités publiques au crime organisé. Dans son rapport accablant déposé tout juste avant les élections de 1954, le juge Caron recommande notamment la destitution du chef de police³⁸. Dans cette foulée, plusieurs agents de police sont condamnés à des amendes tandis que Jean Drapeau, qui se présente alors comme un jeune réformateur vertueux, remplace à la mairie Camillien Houde qui, au cœur de la tourmente, a décidé de se retirer de la vie publique.

À ce moment, la croisade pour la moralité publique entre en résonance parfaite avec le discours du taudis. Pour les réformateurs comme Plante et Drapeau, le concept de corruption revêt le double sens de corruption morale et de corruption politique. La prostitution et le jeu ne peuvent fleurir, pensent-ils, que dans une société dans laquelle les dirigeants manquent de probité et faillissent à leur tâche de gardiens des bonnes mœurs. Mais plus important pour nous, de leur point de vue, l'absence de prise en charge du problème des taudis, lesquels sont considérés comme des repères du crime organisé, ne peut être que le symptôme d'une tolérance abusive de la part d'autorités complaisantes. En bref, la visibilité médiatique du problème de la moralité publique accentue celle des taudis et renforce l'idée selon laquelle il est nécessaire de les éradiquer.

³⁷ Sur le comité de moralité publique voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014.

³⁸ Ce qui sera fait par Jean Drapeau avant qu'il soit réinstitué par Paul Dozois une fois ministre.

Dans ce contexte, un comité formé de cinquante-cinq associations montréalaises, appelé alternativement le Comité des citoyens pour l'habitation à loyer modique ou « Comité des 55 », se constitue et fait pression sur la Ville afin qu'elle prenne acte de l'urgence et agisse. En réaction, le 26 novembre 1952, la Ville met sur pied un comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique composé de huit membres du Conseil de Ville, incluant le maire Camillien Houde, et de quatre représentants du Comité des citoyens, dont l'objectif est double : présenter un portrait général et documenté du logement à Montréal et élaborer un projet qui puisse obtenir le financement fédéral.

Parallèlement, le gouvernement fédéral annonce une série de changements à ses politiques qui culmineront, en 1954, dans une nouvelle loi nationale d'habitation qui augmente significativement les ressources allouées à la rénovation urbaine. À la suite des multiples pressions des associations de charité, des groupes de réformateurs et des villes, le gouvernement fédéral offre à ces dernières un financement accru et, par le biais de la SCHL, un appui technique important, cela afin de réaliser le déblaiement et le réaménagement des « zones à l'abandon ou autrement impropres à l'habitation », comme les appelle le texte de loi. Ces actions demeurent cependant la responsabilité principale des municipalités, ce qui montre que l'urbanisme est considéré comme une compétence municipale. En gros, pour obtenir le financement, une municipalité doit démontrer l'existence d'une ou de plusieurs zones de taudis et élaborer un plan qui permette de les remplacer par de nouvelles habitations.

En résumé, au début des années 1950, il se produit une conjonction entre un discours urbanistique qui se précise et se consolide et une situation politique dans laquelle de nouvelles ressources sont disponibles et des gestes d'éclats sont attendus, ce qui favorise la réalisation de la première expérience de planification à grande échelle à Montréal. Si l'expérience ne se réalise sans critiques, bien au contraire (Jean Drapeau sera notamment un farouche opposant), le plan Dozois demeurera malgré tout un point de référence essentiel dans le discours urbanistique à Montréal. Depuis plus de soixante ans, il semble impossible, en effet, de traiter du devenir de la ville sans offrir son opinion sur ce qui est advenu du plan Dozois.

3.7.1 La rationalité de la rénovation permanente : le regard urbanistique à l'œuvre

Entre décembre 1952 et novembre 1953, les membres du Comité consultatif se réunissent onze fois, arpentent plusieurs secteurs vétustes de la ville et visitent Regent Park à Toronto. Ils reçoivent aussi l'aide de membres de la division du plan directeur du Service d'urbanisme; Charles-Édouard Campeau, futur directeur du Service et député fédéral, agit à titre de conseiller technique. Le rapport final intitulé *Projet de rénovation d'une zone d'habitat défectueux et de construction d'habitation à loyer modique* est dévoilé durant l'été 1954. Ce rapport occupe une place importante dans l'histoire montréalaise, car, pour la première fois, une publication gouvernementale fait état de l'évolution des besoins dans le domaine de l'habitation, dresse un état général de l'immobilier dans les secteurs les plus défavorisés et propose un projet de construction d'habitations à loyer modique. Le plan Dozois innove ainsi autant dans le travail de collecte et de synthèse des données, que par l'envergure de la proposition et le dirigisme public qui en est à l'origine.

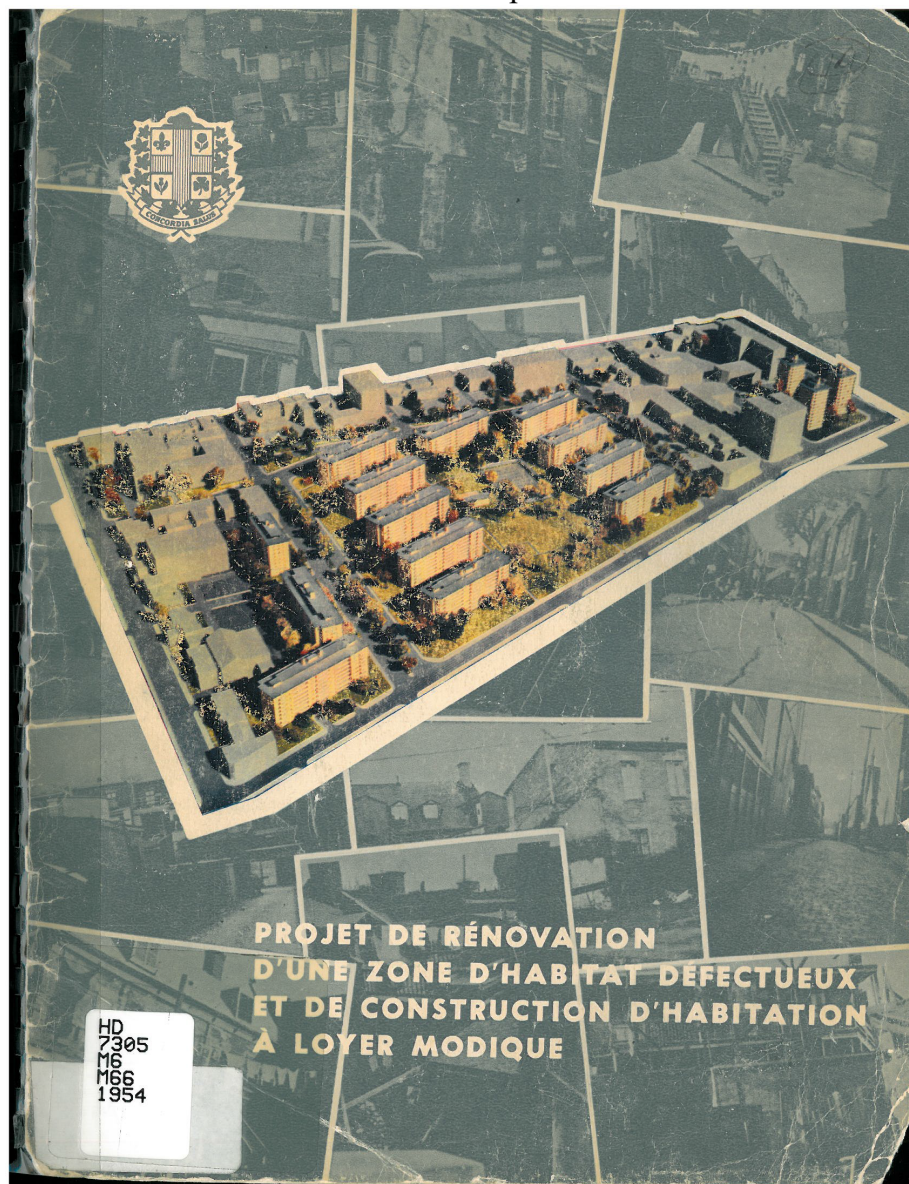
La couverture, à elle seule, donne le ton. On y retrouve, à l'arrière-plan, des photographies d'habitations considérées comme des taudis et à l'avant-plan, en superposition, la maquette moderniste du projet d'habitation qui devrait les remplacer³⁹. Ces images cristallisent un imaginaire largement partagé : les taudis sont une plaie et doivent être remplacés par des habitations modernes et confortables. Ainsi, dans les jours qui suivent le dépôt du rapport, la presse se montre majoritairement favorable et ne manque pas d'ailleurs de noter avec enthousiasme les références internationales et modernistes; ce projet d'envergure, affirme-t-on, ne peut que redorer l'image de la ville⁴⁰. Cependant, dans les mois qui suivent, les questions liées à la forme de la ville à reconstruire et au relogement de la population enflamment les esprits. On remarque alors que le large consensus sur lequel semblait s'appuyer le plan Dozois reposait en fait sur l'usage de concepts polysémiques. Si la démonstration du caractère malade de la ville apparaît probante et convaincante, les solutions proposées, elles, sont sujettes à débat. Autrement dit, on s'entend sur le fait que la ville doit être réaménagée, mais on ne s'entend pas sur ce qu'elle devrait être ni sur les maux précis dont elle souffre. Voilà pourquoi la position

³⁹ Voir figure 2, p. 26.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 33.

selon laquelle « il faut procéder à des actions de rénovation urbaine » peut être partagée par un très grand nombre tout en étant la source de multiples désaccords.

14 Couverture du plan Dozois



Page couverture du rapport publié en 1954 par le comité spécial de la Ville de Montréal sur l'élimination des taudis et la construction d'habitation à loyer modique, communément appelé le « plan Dozois ».

Afin de justifier la rénovation, le rapport commence par dresser, en quelques lignes, un portrait d'ensemble de l'habitation à Montréal. Grâce aux statistiques du recensement fédéral

de 1951 et à celles des services municipaux, on soutient que le problème du logement à Montréal n'est pas lié au nombre total de ceux-ci, qui semble suffisant, mais plutôt à leur âge, leur vétusté et leur coût moyen. Les problèmes du surpeuplement et de la dé-densification n'apparaissent donc pas centraux. Pour cette raison, le rapport ne propose pas de modifier le nombre d'habitants au centre, mais d'améliorer leurs conditions de vie et la qualité générale de la trame urbaine. 35 000 locataires payent un loyer trop élevé pour leur revenu sans pouvoir bénéficier d'habitations à loyer modique, écrit-on.

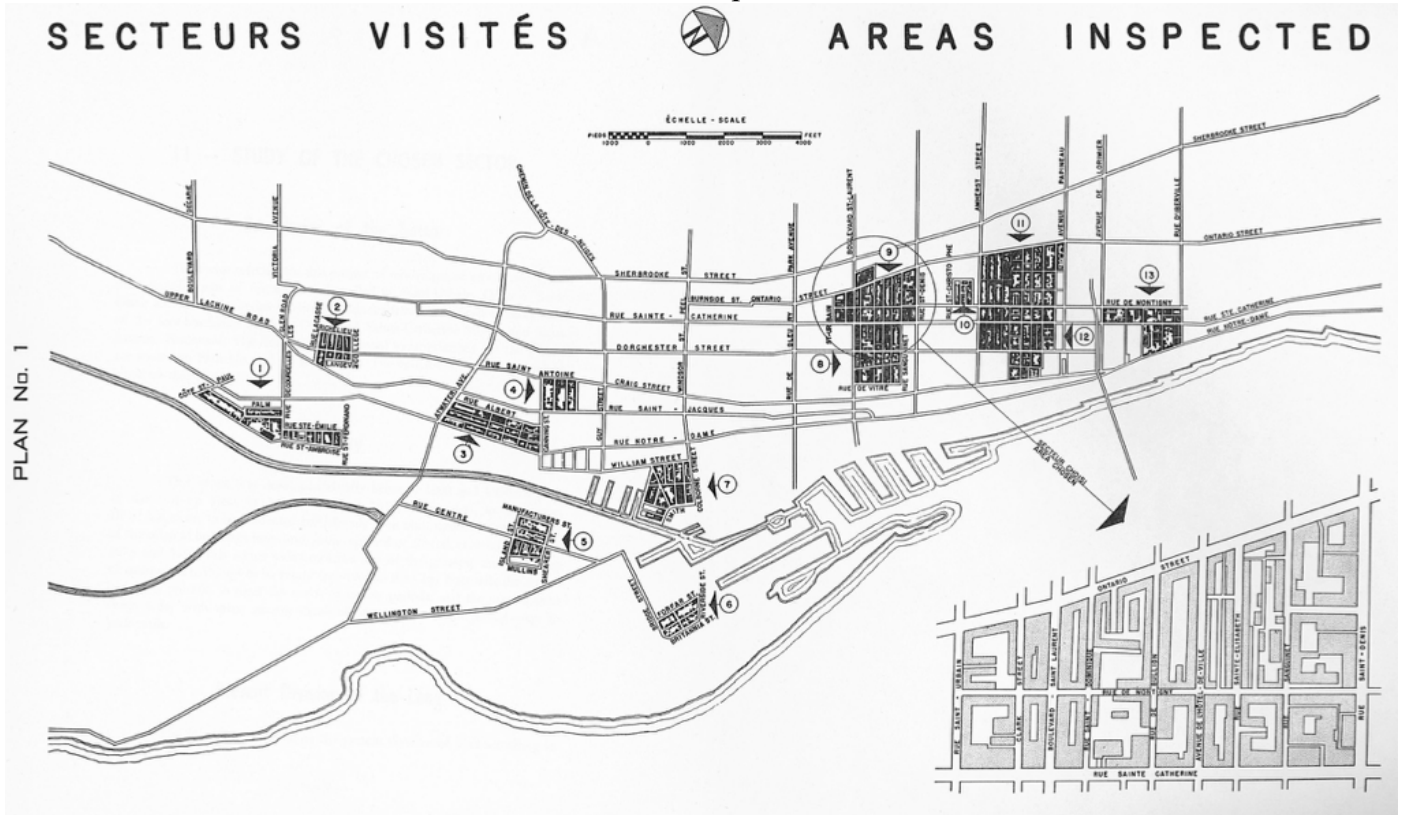
Reprenant à peu près tous les éléments du discours du taudis, le rapport énonce quatre facteurs qui contribueraient à déprécier un secteur d'habitation : *l'âge des bâtiments, les conditions sanitaires (évaluées principalement en fonction de la présence ou non de baignoire ou de douches dans les logements), l'absence de services communautaires et la congestion de la circulation*. Dès qu'un secteur est affecté par l'un de ces problèmes, il peut *ipso facto* être classé dans la grande catégorie « zone d'habitat défectueux », jusqu'alors peu utilisée. Or, le choix des mots n'est pas anodin. Étendant l'appellation plus usuelle de « taudis » à tout un secteur, la catégorie « zone d'habitat défectueux » se rapproche de l'expression anglaise « *slum* » ou de celle, française, d'îlot insalubre⁴¹. De plus, en évitant d'utiliser le concept de taudis, le rapport souhaite se tenir à distance du sens commun et traiter la question urbaine dans un vocabulaire spécialisé et, ainsi, accentuer la scientificité apparente des conclusions.

La première partie du rapport débouche sur une cartographie identifiant treize zones d'habitat défectueux. Sans y faire explicitement référence, le rapport reprend en partie la carte du *Report* de 1935. C'est cependant la première fois qu'une publication gouvernementale officielle identifie explicitement plusieurs sites pouvant faire l'objet d'une rénovation; parmi ceux-ci on trouve notamment trois secteurs qui seront l'objet d'importantes opérations, soit le Faubourg à m'lasse, Goose Village et la Petite-Bourgogne. Il est important de noter qu'en identifiant plusieurs zones, le rapport sous-entend que le problème des taudis est répandu et menace l'ensemble de la ville. De plus, dans cette perspective, l'action ci-proposée doit être

⁴¹ Yankel Fijalkow laisse entendre que la catégorie d'habitat défectueux, étant plus descriptive et faisant une place plus importante aux enjeux relatifs au confort de la vie moderne, remplace celle d'îlot insalubre dans la deuxième moitié du XX^e siècle en France (« Taudis, habitat insalubre, logement indigne : évolution et enjeux des stratégies de désignation, 19^e-20^e siècle », *op. cit.*). De même, si à Paris au début du XX^e siècle la question de l'insalubrité est étroitement liée aux épidémies de tuberculose ou au taux de mortalité, dans le plan Dozois, l'insalubrité est réduite à l'absence d'installations sanitaires de qualité : toilette, bain, plomberie.

située dans une série plus large et ne peut en aucun cas être considérée comme suffisante pour venir à bout du problème des taudis à Montréal.

15 Cartes des secteurs visités par les membres du comité



Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique, *Projet de rénovation d'une zone d'habitat défectueux et de construction d'habitation à loyer modique*, rapport soumis au comité exécutif de la cité de Montréal, 1954, plan n° 1.

Concernant le choix du secteur délimité par les rues Saint-Urbain, Ontario, Saint-Denis et Sainte-Catherine le rapport laisse entendre que des considérations économiques et sociales l'ont motivé; cependant il ne contient aucune donnée comparant l'état de la zone choisie à celle des autres zones identifiées, ce qui apparaît comme une lacune importante liée à un manque de moyens évident. Pour le comité, ce secteur occupe un espace clé du centre-ville et il leur apparaît évident, pour des raisons économiques, qu'il gagnerait à être modernisé. Plus précisément, le rapport soutient que c'est un secteur dans lequel la circulation devrait être fluidifiée. Faisant sienne une affirmation récurrente du discours urbanistique du XX^e siècle, les auteurs considèrent la congestion comme un obstacle à la productivité et au développement économique et

soutiennent qu'améliorer la circulation grâce à l'urbanisme, c'est améliorer la productivité et l'économie⁴². En effet, selon le rapport, la congestion routière et le manque de stationnement participeraient grandement à la dévaluation du secteur et incidemment de la ville dans son entier. Ainsi, on fait comme si la productivité dépendait directement de la bonne condition des infrastructures de transport ou, autrement dit, que le flux de capitaux vers le centre était conditionné par la fluidité de la circulation des biens et des personnes. Pour résoudre ce problème, la solution proposée est la construction en hauteur et une meilleure coordination des rues, ce qui permettrait de conserver une grande concentration de travailleurs dans un centre « aéré et fluidifié ».

L'autre raison justifiant le choix de cette zone est liée aux activités illicites qu'on y trouve⁴³. Le rapport soutient que le niveau de délinquance juvénile y est près de dix fois plus élevé que dans le reste de la ville. Afin d'appuyer cette affirmation, on présente un tableau dressant le « casier judiciaire du secteur », une variation du casier sanitaire des maisons, cela à partir d'un inventaire des plaintes et des arrestations de 1952. Le résultat est sans appel : « la présente étude démontre qu'une fois de plus la désintégration sociale d'un secteur est liée à sa désintégration physique⁴⁴ ». De cette affirmation, on tire l'idée qu'en rénovant l'espace d'habitation, la vie sociale s'en trouvera améliorée ou, autrement dit, que dans un habitat ensoleillé, aéré, entouré de verdure et avec des équipements sanitaires modernes, les mœurs y seront plus civilisées. On voit bien qu'à l'époque la pensée urbanistique s'arrime non seulement au discours économique, mais aussi aux vellétés d'éradication du « vice » et du « crime », ce qui a pour effet de lui donner une plus grande légitimité dans le débat public. Le discours sur la moralité publique trouve dans l'urbanisme une série de moyens pour assainir les mœurs urbaines. Cette

⁴² Sur le rôle central de l'idée de congestion dans les discours de la réforme urbaine au début du XX^e siècle, voir Christian Topalov, « La ville "congestionnée". Acteurs et langage de la réforme urbaine à New York au début du XX^e siècle », *Genèses*, n° 1, 1990, p. 86-111.

⁴³ Il existe probablement d'autres raisons, implicites, liées aux tractations de pouvoir entre propriétaires et élus à l'Hôtel de Ville qui expliquent le choix de ce site. Cependant, nous n'étudierons pas cette dimension ici, car l'objectif de la présente recherche est d'analyser le contenu explicite et la structure du discours urbanistique. Bien que nous soyons conscients des limites d'une telle étude, nous demeurons convaincus de sa pertinence. En effet, quoiqu'il ait pu être instrumentalisé par certains, nous pensons que le discours expert, en raison du caractère incontournable qu'il a acquis durant la période à l'étude, détermine au moins en partie le champ des possibles.

⁴⁴ Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique, *Projet de rénovation d'une zone d'habitat défectueux et de construction d'habitation à loyer modique*, rapport soumis au comité exécutif de la cité de Montréal, 1954, p. 11.

conjoncture discursive permet de traiter certains problèmes sociaux par le biais de problèmes d'aménagement de l'espace.

Cependant, le rapport passe sous silence le fait que le secteur choisi est une plaque tournante de la prostitution et du jeu illégal. On y retrouve en effet une concentration élevée de « maisons closes », ce qui entraîne une suractivité policière et explique en partie les chiffres qui sont présentés. Mais le rapport n'a pas l'objectif de faire dans la nuance et n'a pas besoin, non plus, de répéter ce que tout le monde sait de toute façon.

L'omniprésence de ces considérations économiques et sociales dans le rapport donne en quelque sorte raison à ceux qui veulent voir dans la rénovation urbaine une entreprise qui se fait sur le dos des personnes marginalisées et vise exclusivement à fluidifier la circulation des capitaux et augmenter la valorisation du foncier. Pourtant, une telle affirmation ne peut se faire qu'en gommant tout le reste du rapport, dans lequel on voit s'institutionnaliser un véritable regard urbanistique et une nouvelle forme de problématisation de l'espace urbain qui persistera, malgré plusieurs modifications, jusqu'à nos jours.

L'objectif premier du rapport, il est important de le rappeler, est d'arriver à une représentation juste du problème de l'habitation à Montréal afin d'informer l'action publique à l'aide d'un savoir spécialisé. Selon nous, cette volonté de savoir n'est ni l'expression idéologique de finalités externes qui seraient essentiellement économiques, ce que le marxisme aurait tendance à soutenir, ni l'expression d'un modernisme-avancé destructeur comme l'affirmeraient les anti-planificateurs. Bien sûr, le savoir élaboré dans le rapport ne fait pas de place à la voix des habitants, ce qui viendra cependant dans des projets subséquents, et il apparaît être produit à partir d'une position de surplomb. Or, le projet proposé ne se présente pas comme une création *ex nihilo* pour autant. Au contraire, l'objectif est de faire émerger, à travers le matériau urbain, des tendances qui justifient une prise en charge publique de l'habitation et qui en garantissent l'efficacité. Les auteurs font apparaître, dans le secteur choisi, à la fois des conditions favorables et défavorables à l'habitation; c'est ce couplage qui justifie l'affirmation fondamentale sur laquelle est basé tout le rapport : ce secteur est actuellement impropre à l'habitation, mais on y trouve des conditions qui permettent d'inverser cette situation. Le regard urbanistique investigue le sensible, découvre des tendances et cherche à stimuler des éléments existants et à en éradiquer d'autres, le tout afin d'améliorer les conditions de vie des habitants.

Sur le plan des « déficiences », le rapport nous apprend que ce secteur, bâti pour l'essentiel dans la première moitié du XIX^e siècle, comprend une des plus fortes concentrations de bâtiments vétustes de la ville, que son système de rues est « inadapté et enclavé », que l'occupation du sol y est saturée, qu'il ne dispose que de très peu de parcs et de terrains de jeux et que certains commerces et industries sont difficilement conciliables avec la fonction résidentielle de ce secteur. Or, de l'autre côté, on nous dit que ce secteur jouit d'une situation géographique enviable, qu'il est très bien desservi en transports en commun, qu'il est proche des écoles, des lieux de culte et des plus importantes artères commerciales de la ville et qu'on y trouve à proximité une bibliothèque, deux bains publics, un poste de police et une caserne de pompier. Bref, la majeure partie du rapport s'attarde à décrire la ville existante et à montrer comment celle-ci pourrait bénéficier d'une opération de rénovation.

Qui plus est, une des grandes nouveautés de ce plan est qu'il revendique une cohérence avec le plan directeur de la ville établi de manière provisoire en 1944; la distribution des usages et surtout le réaménagement du système de rues qu'il propose s'arriment parfaitement, affirme-t-on, aux autres interventions menées ou prévues dans la ville. Ce mode de justification de l'action publique dont nous avons parlé est essentiel et implique une temporalité particulière : toute action est pensée en fonction d'un plan général ou d'une vision globale de la ville préalablement établie à l'aide d'enquêtes de terrain et de prévisions, et repose sur une connaissance de l'évolution générale de la ville. Ce mode de justification ne fera que prendre plus de place dans les actions subséquentes de la Ville.

En résumé, le regard urbanistique mis de l'avant dans le plan Dozois établit simultanément, à partir d'une enquête de terrain, d'une étude de l'histoire du lieu et d'une projection d'avenir, des éléments pathologiques à détruire et des éléments sains à stimuler. Dans les prochaines sections nous montrerons que ceux qui critiqueront le projet, que ce soit en raison du type d'habitation qu'il propose, de son manque de prise en considération de la trame urbaine ou de l'absence de la participation citoyenne dans la prise de décision, œuvreront à modifier ce regard, mais reprendront, pour la plupart, l'idée selon laquelle la ville est un devenir contenant des tendances à endiguer et d'autres à encourager, c'est-à-dire qu'elle doit être réaménagée en fonction d'une enquête de terrain ou d'une mise en commun des expériences vécues.

Ainsi, nous pensons que rabattre le regard urbanistique et l'approfondissement des connaissances que l'on trouve dans le plan Dozois sur un désir de domination ne permet pas d'apprécier ce qui se joue, sur le plan conceptuel, quand la ville est conçue comme un objet de savoir et de rénovation permanente. Cette conception ouvre des possibles autant, sinon plus, qu'elle n'en referme. La controverse qui émerge dans les mois qui suivent la publication du rapport montre en effet que cette vision de la ville rend possible un ensemble de propositions extrêmement diversifiées.

16 Présentation du rapport le 7 septembre 1954



Présentation officielle du rapport au conseil. On voit en arrière-plan les membres du comité et à l'avant-plan la maquette du projet, Archives de la Ville de Montréal VM94-Z534-2.

3.7.2 Controverse autour de la vision d'ensemble : une fiction qui fait parler

La controverse autour du plan Dozois prend forme quelques mois après la victoire de Jean Drapeau en 1954. Ce dernier, jusque-là plutôt silencieux, se révèle être en total désaccord avec le projet. Pourtant, il n'est pas contre la démolition des taudis. Au contraire, il votera même en faveur de celle-ci. Ce qui déplaît à Drapeau et aux divers groupes d'opposants qui se coalisent autour de lui, c'est que l'on veuille reconstruire de grandes tours de petits logements à loyer modique au cœur de la ville.

La dernière section du plan propose en effet un projet de tours d'habitation modernistes. Afin de reloger les 1 305 familles dont le logement serait démoli, seize immeubles d'une architecture « simple et fonctionnelle » sont programmés, totalisant 1 388 logements. Des parallèles avec les Congrès internationaux d'architecture moderne se sont visibles dans les nombreux croquis de cette proposition qui adhère pleinement à l'idée qu'il faut mettre fin à la cohabitation des ménages et offrir un logement de qualité à tous⁴⁵. Cela dit, les promoteurs du projet sont bien conscients que ce rapport est une esquisse destinée à être modifiée en fonction du financement et des demandes de la SCHL. L'objectif est d'abord d'obtenir la faveur des gouvernements et les subventions du fédéral; ensuite, les détails architecturaux pourront être reconsidérés⁴⁶. Cependant, c'est bien plus que des détails que remet en question la nouvelle administration municipale; elle remet en question la vision du centre-ville et de l'habitation sur laquelle s'appuie le rapport.

On assiste alors à une querelle proprement fonctionnaliste, car le désaccord porte précisément sur la fonction du centre-ville et sur la forme que devrait prendre l'habitation familiale moderne. De plus, le débat s'effectue principalement au futur antérieur; on se demande quels seront les effets de ce projet sur l'ensemble, c'est-à-dire que deviendra la ville une fois qu'il sera réalisé, et on essaie d'évaluer comment cette action s'insère dans une série d'actions plus larges. En fait, le plan Dozois, quoiqu'écrit dans une langue spécialisée, fait l'objet d'un des plus importants débats publics de l'histoire de Montréal. Plutôt que d'avoir confisqué la parole, ce projet a littéralement fait parler. À la suite de sa publication, la question de

⁴⁵ Marc H. Choko, *op. cit.*, p. 13.

⁴⁶ *Ibid.*, p.71.

l'éradication des taudis et de la construction de logements sociaux est au cœur des débats municipaux, au point où l'élection de 1957 se transforme en véritable plébiscite.

17 « La cité radieuse au centre de Montréal » - *La Patrie*

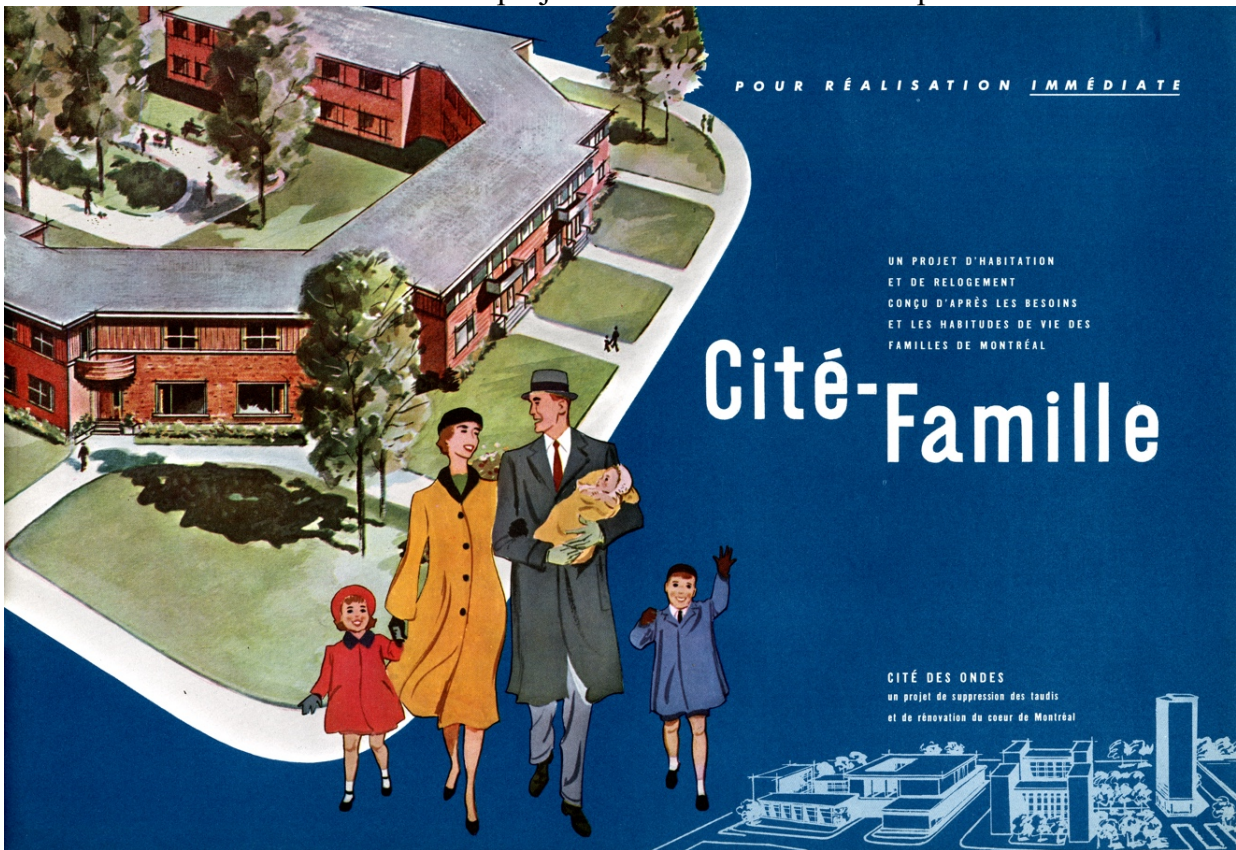


Une du journal *La Patrie* du 18 juillet 1954. Reproduit dans Marc H. Choko, *Les Habitations Jeanne-Mance : un projet social au centre-ville, Montréal*, Éditions Saint-Martin, 1995, p. 33.

Drapeau, maire entre 1954 et 1957, utilise tous ses pouvoirs pour bloquer le projet. Il présente deux principaux arguments contre celui-ci. Tout d'abord, il considère qu'il n'est pas fondé sur une vision juste et moderne de la ville, car il ne correspond pas à l'usage qui devrait être fait des terrains centraux. Selon lui, le centre des villes modernes doit être dédié au monde

des affaires, des services et des communications. En ce sens, il voit dans le plan Dozois une erreur de conception. Selon lui, les terrains sur lesquels ont lieu les démolitions (auxquelles ils ne s'opposent pas) devraient plutôt être utilisés pour relancer l'économie de l'est de la ville. Il propose, dans un dépliant aux allures pré-électorales, d'y implanter une Cité-des-Ondes. Simultanément, il essaie de convaincre le diffuseur public Radio-Canada d'y construire sa nouvelle maison mère et espère que le projet d'un complexe de salle de spectacle projeté non loin (la future Place des Arts) se réalisera, ce qui attirerait inévitablement, selon lui, d'autres membres de l'industrie culturelle et repositionnerait favorablement le centre-ville de Montréal dans l'économie nord-américaine en transformation.

18 Couverture du projet Cité-Famille de Jean Drapeau



Archives de la Ville de Montréal, AVM 1-0-061-001.

En ce qui a trait à l'habitation, Drapeau est d'avis que les familles seront mieux servies par des demeures plus spacieuses en marge du centre. Pour cette raison, conjointement au projet de

Cité-des-Ondes, il propose de construire une Cité-Famille sur les terrains des Sulpiciens au nord de la ville. Cela répond au deuxième grief qu'il énonce contre le plan Dozois. Il considère que celui-ci ne contient pas suffisamment de grands logements pour les familles nombreuses et sous-estime les désagréments liés au partage d'une entrée commune et à l'absence d'une cour privée. Contrairement au plan Dozois, le projet Cité-Famille contient un ensemble de maisons unifamiliales jumelées et de logements en rangée, mais aucune tour d'habitation. S'alliant à la rhétorique de l'Action catholique, Drapeau propose ainsi un modèle axé sur la propriété unifamiliale en périphérie.

De plus, suite à des visites dans des villes américaines abritant des grands ensembles de logements sociaux – c'est l'époque de la construction des « *projects* » dans nombre de grandes villes – Lucien Saulnier, le bras droit de Drapeau, affirme que « presque partout on trouve les traces d'un vandalisme permanent : carreaux brisés, portes endommagées, ascenseurs bloqués sciemment, etc. » et que ceux-ci se transforment presque inéluctablement en « super taudis »⁴⁷. La comparaison avec les autres grandes villes est un aspect essentiel du débat et, pour l'équipe Drapeau, les résultats mitigés des premiers grands projets nord-américains justifient la conservation d'un modèle traditionnel de maison unifamiliale⁴⁸. Qui plus est, on remarque ici un usage particulier du concept de taudis qui n'est en rien lié avec la vétusté. Pour Saulnier, le taudis est une habitation mal entretenue abritant une vie sociale pathologique, ce qui en élargit grandement le sens et montre à quel point ce concept est malléable. En fait, dans ses mots, l'expression « super taudis » veut surtout dire « énorme échec ».

Le clan Drapeau lance aussi deux anathèmes au plan Dozois : on l'accuse d'être un projet « communisant » et un « complot anglais ». Derrière ces figures rhétoriques en apparence circonstancielle se cachent d'importants débats qui persisteront sous d'autres formes. Quand Drapeau et Saulnier déclarent que ce projet est communiste, ils soutiennent que les gouvernements ne devraient pas se substituer au marché et être propriétaires de logements sociaux. Ils se montrent plutôt en faveur de la propriété privée et des allocations-logement pour les plus démunis, approche qui deviendra de plus en plus populaire dans les années 1980⁴⁹. De

⁴⁷ « Il ne faut pas remplacer les taudis par des super-taudis », *La Patrie*, 24 février 1957.

⁴⁸ On ne trouve cependant aucune mention concernant ce qui se passe au même moment en Europe et en France.

⁴⁹ Marc H. Choko, *Les Habitations Jeanne-Mance : un projet social au centre-ville*, op. cit., p. 98-100.

plus, quand ils parlent d'un complot anglais, ils mettent en évidence les écarts de richesses importants entre l'ouest anglophone et l'est francophone et affirment que le centre-ville devrait être un lieu de valorisation qui puisse percoler des deux côtés de la ville. Or, selon eux, le plan Dozois risque de faire l'effet d'un « mur de béton » qui freinera l'activité économique et la croissance dans l'est.

Au début de l'année 1956, un changement à la loi fédérale permet d'obtenir du financement sans conserver la fonction résidentielle des secteurs déblayés, ce qui galvanise l'équipe Drapeau. Celle-ci choisit alors de pratiquer l'« opposition constructive »⁵⁰, c'est-à-dire qu'elle appuie les résolutions favorisant l'expropriation et la démolition, mais poursuit son opposition au projet. Cependant, Drapeau perd les élections en 1957 et le projet va de l'avant, modifié à la suite des recommandations de la SCHL et soutenu par le gouvernement Duplessis et son nouveau ministre des affaires municipales, Paul Dozois. L'intervention du « chef » a sans doute été un facteur important dans l'issue de cette élection et de ce projet.

On tranchera alors en faveur d'un compromis pragmatique priorisant une solution imparfaite au problème du logement abordable au centre-ville⁵¹. La construction des Habitations Jeanne-Mance est lancée dans les mois qui suivent l'élection de Sarto Fournier à la mairie. L'urgence d'agir justifie, pour les promoteurs du projet, une action incertaine qui s'appuie sur un savoir fini. Personne ne dit alors que ce projet est *la* solution au problème des taudis, mais *une* action qui devra nécessairement être suivie par d'autres interventions dans d'autres secteurs de la ville.

Si certains ont vu dans les critiques de Drapeau contre les tours d'habitation un relent de moralisme catholique, d'autres ont mis en lumière le paternalisme avec lequel le plan Dozois traite les habitants des taudis⁵². Dans les deux cas, on voit que le débat sur la rénovation urbaine dans les années 1950 se fait à partir de critères moraux portant sur les modes d'habitation. En effet, les différents diagnostics justifiant l'éradication des taudis sous-entendent tous une perspective morale sur l'habiter. Dans les années subséquentes, les urbanistes tenteront de se

⁵⁰ *Ibid.*, p. 47

⁵¹ *Ibid.*, p. 42.

⁵² *Ibid.*, p. 103.

défaire de celle-ci afin d'argumenter uniquement en fonction de données vérifiables et de projections d'avenir crédibles.

Or, ce qui se dégage de la controverse autour du plan Dozois, c'est que la ville que tente de reconstruire l'urbanisme, cette véritable fiction planificatrice, engendre de la mésentente. Bien qu'il ait proposé de traiter la ville dans un langage précis et fonctionnaliste, le plan Dozois n'a pas fait taire les débats, bien au contraire. Ainsi, on voit que le discours urbanistique a amené avec lui une réflexion sur le devenir de la ville qui a ouvert un champ de problématisation. Qui plus est, en dépit des diverses tentatives pour arriver à des actions plus consensuelles, les désaccords n'iront qu'en s'intensifiant dans les années qui suivent.

3.8 « Surtout pas un autre plan Dozois » : poursuivre la rénovation à l'aune de la critique

L'inauguration des premiers édifices des Habitations Jeanne-Mance en 1959 – les derniers seront terminés en 1963 – ne marque pas la fin de la polémique autour du plan Dozois. Au contraire, l'évaluation de cette première expérimentation devient rapidement un élément clé dans les débats sur la modernisation de Montréal, qui, tout au long des années 1960, contient encore plusieurs logements considérés comme des taudis. Pour plusieurs, les Habitations Jeanne-Mance représentent des habitations modernes et de grande qualité, ce qui, par comparaison, renforce l'image négative des habitations vétustes. Or, pour d'autres, cet environnement froid, anonyme et aux allures disciplinaires représente plutôt une dérive de la technocratie d'État.

Dans un passage clé de l'étude ethnographique qu'elle a réalisée en 1968 et 1969 auprès d'une famille pauvre du Centre-Sud ayant eu la chance d'être parmi les premiers locataires des Habitations Jeanne-Mance, Marie Letellier rapporte que les Bouchards gardent d'excellents souvenirs du beau et grand logement pourvu de commodités modernes – poêle, réfrigérateur, eau chaude, baignoire – qu'ils y ont occupé. À leur corps défendant, ils ont cependant dû le quitter dès que le père a réussi à faire un meilleur salaire; en raison de l'échelle des loyers, le prix est devenu beaucoup plus élevé que le marché⁵³. Pour les Bouchards, l'image du plan

⁵³ Marie Letellier, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Éditions Parti-pris, 1971, p. 48-49.

Dozois accrédié l'idée que leur situation matérielle pourrait être différente, eux qui, peu de temps après l'avoir quitté, se sont encore retrouvés dans un taudis sans eau chaude ni baignoire.

Pourtant, au même moment où les Bouchards rêvent de jours meilleurs, des opposants au projet de rénovation de la Petite-Bourgogne affirment ne rien vouloir d'un autre plan Dozois. Ces opposants mettent alors l'accent sur les aspects négatifs des Habitations Jeanne-Mance notamment la discipline qui y règne et les règles favorisant l'augmentation des loyers et l'expulsion des résidents, deux éléments relevés par les Bouchards, mais aussi et surtout sur le peu de place qui a été faite à la participation citoyenne dans l'élaboration du projet et dans la gestion des habitations. Pour eux, le plan Dozois représente un contre-modèle ou, autrement dit, une expérience de laquelle il faut tirer des leçons.

Les professionnels de l'urbanisme sont tout à fait d'accord avec ce dernier point. Certains comme Harry Lash et Hans Blumenfeld partagent même plusieurs des critiques énoncées contre le plan Dozois, notamment concernant son caractère démesurément destructeur. Néanmoins, pour la grande majorité des experts, cette opération demeure une importante démonstration de la capacité d'action des pouvoirs publics, et il ne faudrait surtout pas, en raison des erreurs du passé, cesser d'expérimenter des politiques de rénovation urbaine. En 1967, devant un groupe d'experts réunis en congrès, le ministre Paul Dozois précise ce qui l'a amené, dix ans plus tôt, à maintenir son appui au projet et à ne pas lui préférer celui de Cité-des-Ondes :

Je n'ai pas voulu abandonner ce projet parce que je l'avais vécu, j'avais contribué à l'aplanissement de ses difficultés au cours d'une période de 4 à 5 ans et parce qu'à mon avis sa réalisation démontrerait que l'élimination des taudis et la construction de logements à loyer modique est une chose possible et non pas une aventure trop onéreuse pour nos municipalités. [...] Et je ne me suis jamais fait d'illusions : ce projet que nous préconisons n'était peut-être pas parfait, mais je n'avais aucune assurance qu'un autre projet, exécuté 5 ou 10 ans plus tard, serait celui-là parfait⁵⁴.

Dozois prend ainsi position contre ceux qui font du projet auquel il a involontairement donné son nom une évaluation unilatéralement négative, car, un tel discours se rend selon lui aveugle aux acquis du passé et tend à une dépréciation abusive de l'action publique. Pragmatiste, Dozois

⁵⁴ Paul Dozois, « Un programme pour le logement et la rénovation urbaine », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, p. 243. Afin d'expliquer son engagement dans la guerre aux taudis, Dozois évoque aussi son expérience personnelle, lui qui, à un très jeune âge, a été exposé à la misère urbaine lorsqu'il a servi de gardien de voiture à un propriétaire de maisons dans le Faubourg-Québec.

soutient qu'il faut plutôt considérer ce projet comme une étape nécessaire dans une chaîne ouverte d'actions et d'expérimentations, c'est-à-dire comme « une expérience valable qui va nous permettre de faire mieux ailleurs »⁵⁵.

« Faire mieux ailleurs », voilà précisément le mandat que se donne le SUVM dans les années subséquentes. Pour ce faire, il modifie son approche, étend son domaine de connaissance et essaie, dans la mesure du possible, d'être plus attentif aux critiques. De nouvelles questions, concernant la participation citoyenne, émergent alors dans le champ de l'urbanisme. Cela sera l'occasion pour le conseiller Hans Blumenfeld de rappeler les spécificités et les limites du regard urbanistique.

3.8.1 Modification et prolongement de la rénovation : la Petite-Bourgogne

Les ensembles immobiliers gigantesques des HLM qui avaient été construits dès après la guerre étaient sinistres et asociaux.

Guy Legault, premier directeur du Service de l'habitation créé en 1967 et PDG de l'Office municipale d'habitation entre 1969 et 1979⁵⁶

En septembre 1959, la Ville crée le Comité de rénovation urbaine, dans le but de poursuivre et de coordonner les nouvelles opérations visant l'éradication des taudis, comité qui sera actif jusqu'en 1967, année de création du Service de l'habitation, fruit d'une subdivision du Service d'urbanisme. Comme dans les différents rapports réalisés depuis les années 1930, les études du début des années 1960 menées par la Ville soutiennent que les problèmes liés au logement à Montréal se trouvent dans leur mauvaise qualité et leur cherté, et non pas dans leur nombre. D'autant plus que la Ville fait maintenant face à une nouvelle dynamique, soit la fuite d'une partie de ses habitants vers la banlieue, ce qui contribue à l'appauvrissement des quartiers ouvriers et rend la rénovation de ceux-ci encore moins attrayante pour l'entreprise privée. En réaction, les urbanistes soutiennent que la Ville doit utiliser l'ensemble des outils à sa portée,

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Guy R. Legault, *La ville qu'on a bâtie. Trente ans au service de l'urbanisme et de l'habitation à Montréal 1956-1986*, Montréal, Liber, 2002, p. 143.

que ce soit le zonage, le code du bâtiment, l'expropriation, etc., et se doter d'un plan global afin de structurer ses actions.

Dans le discours du SUVM, le plan directeur prend la forme d'un mantra; à chaque action, on revendique la cohérence avec un plan directeur dont les grandes lignes ont été énoncées dans différents documents, mais qui, dans les faits, n'a jamais été adopté par le Conseil de Ville. Chaque action est alors l'occasion de rappeler que le plan directeur est en voie de réalisation. Or, pour différentes raisons sur lesquelles nous reviendrons dans le dernier chapitre, cette réalisation est constamment différée.

N'empêche, malgré la volonté avouée de poursuivre le travail, l'approche de la Ville en matière de rénovation urbaine change drastiquement à un tel point que le plan Dozois est le seul du genre jamais réalisé à Montréal. En fait, au moment même où il est construit, des experts proches du SUVM formulent une série d'arguments contre les destructions à grande échelle. Le premier, de nature économique, est développé par Hans Blumenfeld. Dès son arrivée aux États-Unis à la fin des années 1930, il a été à la fois fasciné et rebuté par les démolitions à grande échelle qui étaient proposées et réalisées dans les grandes villes comme New York⁵⁷. À l'opposé d'une grande partie des décideurs et experts de l'époque, il développe un plaidoyer contre celles-ci qu'il présente, vingt ans plus tard, à ses collègues montréalais, alors prêts à revoir les méthodes de la rénovation urbaine d'après-guerre.

En gros, selon Blumenfeld, l'existence des taudis est causée par l'état du marché du logement : les logements défectueux existent, car ils correspondent à une demande ou, autrement dit, cette offre existe, car elle est attrayante pour une partie de la population qui ne désire pas ou ne peut payer davantage pour se loger. En conséquence, il soutient que la seule manière de combattre efficacement les taudis est de réduire l'attrait qu'ils exercent sur leurs habitants et cela ne peut être fait qu'en augmentant le nombre de logements à bon marché. Il faut donc éviter à tout prix les démolitions, car, en réduisant l'offre, elles ne peuvent qu'augmenter l'attrait des taudis.

Ainsi, à partir d'une analyse macroéconomique, Blumenfeld argumente en faveur de la construction de logements à loyer modique et contre les démolitions massives. Il soutient qu'à

⁵⁷ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987, p. 188-208. Sur Blumenfeld voir la section 3.3.

moyen terme cela permettra une reprise à faibles coûts par la Ville des habitations vétustes désertées par les habitants ou obligera les propriétaires à les rénover afin de continuer à attirer des locataires. En fait, selon lui, les coûts faramineux liés à l'acquisition et la démolition devraient être suffisants pour amener les pouvoirs publics à procéder à des constructions sur des terrains vacants moins dispendieux.

Or, pour Blumenfeld, si les villes s'engagent dans de telles opérations onéreuses et peu efficaces, c'est principalement en raison du sentiment de répulsion que causent les taudis aux citadins mieux nantis. Pour ceux-ci, la présence de telles habitations dans la ville moderne est indécente et révoltante. L'acte de démolition répond ainsi à une émotion négative bien plus qu'à une argumentation rationnelle. Elle permet de calmer le regard outré du bourgeois, mais ne garantit en rien une meilleure habitation pour les moins nantis. Devant les urbanistes montréalais, Blumenfeld reprend des idées énoncées par Patrick Geddes au début du siècle et déclare :

La guerre aux taudis est devenue, en effet, une guerre contre les victimes des taudis. [...] Démolir les taudis, ce n'est pas les abolir, c'est les élargir. Ce n'est pas une mesure de progrès social, c'est une folie criminelle. [...] Logique étrange! Si un homme est mal vêtu, on ne l'aide pas en lui ôtant son pantalon; on lui achète un pantalon ou on répare celui qu'il a⁵⁸.

Attentif aux mots et aux idées, Blumenfeld soutient qu'il faut changer complètement d'approche et éviter à tout prix de refaire un autre plan Dozois, qu'il surnomme avec un jeu d'esprit le plan « Bulldoizois »⁵⁹. Selon lui, il faut débarrasser le discours du taudis et la rénovation urbaine de toute forme d'émotivité irrationnelle. Pour ce faire, il faut cesser de parler de guerre aux taudis et arrêter de penser qu'il existe en soi des habitations irrécupérables ou totalement corrompues. Pour Blumenfeld, la rénovation urbaine est une tâche continue de mise à niveau de la ville en fonction des besoins présents et anticipés. Selon lui, une ville est un ensemble de fonctions dont la forme précise évolue suivant les moyens techniques et les besoins humains⁶⁰. Ainsi, inévitablement, certaines parties deviennent obsolètes, car elles ne

⁵⁸ Hans Blumenfeld, « Est-il possible de loger convenablement tout le monde », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, p.18. Repris dans *Metropolis... and Beyond*, New York, Wiley, 1979, p. 197-204.

⁵⁹ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65.*, *op. cit.*, p. 264.

⁶⁰ Dans le même sens, le collègue de Blumenfeld, Harry N. Lash, remet en question l'idée d'un cycle de vie des villes et ouvre la porte à des pratiques innovantes comme un régime des rentes pour les maisons. Voir « Le vieillissement des villes », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, p. 175-191.

correspondent plus aux attentes ou aux besoins du moment. Les pouvoirs publics doivent donc à la fois tenter de prévoir cette obsolescence afin d'en diminuer les effets soudains et mettre en place des politiques de réhabilitation dans les zones les plus affectées, tout en sachant que ce travail de réhabilitation est toujours potentiellement à refaire.

En outre, par le biais de la lecture de Kevin Lynch et du *urban design* américain, les urbanistes du SUVM en viennent aussi à accorder de plus en plus d'importance à la conservation du patrimoine bâti et à l'intégration des projets modernistes dans la trame urbaine existante⁶¹. Une argumentation esthétique contre les démolitions massives et les grands projets modernistes s'ajoute alors à celle de nature économique. En évaluant le plan Dozois avec cette nouvelle sensibilité aux formes urbaines, les urbanistes se rendent compte que celui-ci représente un modèle d'habitation incapable de se fondre harmonieusement dans le paysage montréalais. Pour cette raison, ils soutiennent qu'il faut éviter autant que possible de refaire ce type de projet et privilégier plutôt une approche curative qui minimise les démolitions et vise la reconstruction de plus petits bâtiments, rappelant davantage le modèle montréalais des habitations à deux ou trois étages. Conséquemment, plusieurs, dont le premier directeur du Service d'habitation Guy Legault, prennent position en faveur de la restauration des vieux logements. À la fin des années 1960, le SUVM est donc amené à revoir ses critères d'action et à mettre en place des politiques d'aide à la rénovation⁶².

Ainsi, on voit bien qu'une grande partie de la critique contre la guerre aux taudis est énoncée par les urbanistes eux-mêmes. Par exemple, dans un Bulletin du SUVM de 1965 qui annonce les premières actions à entreprendre dans le projet de la Petite-Bourgogne, la critique du « complexe du bélier mécanique » (ou « complexe du bulldozer ») est explicitement discutée à l'intérieur d'une argumentation qui sert à justifier davantage de planification⁶³. Le SUVM laisse alors entendre que si les premiers projets de rénovation urbaine en Amérique du Nord ont été trop destructeurs, c'est parce qu'ils ont été réalisés dans la hâte et n'ont pas été intégrés à une planification globale. Sans surprise, les urbanistes expliquent les échecs du passé de manière à ce que la solution apparaisse comme étant une meilleure planification des actions futures.

⁶¹ Sur l'influence de Lynch voir Guy Legault, *op. cit.*

⁶² Ces transformations s'effectuent parallèlement à la mise en place de la Société d'habitation du Québec.

⁶³ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole, Cahier d'urbanisme* n° 3, octobre 1965, p. 43-55.

Cela dit, de tous les projets qu'entreprend la Ville dans les années 1960, le plus important et le plus controversé est celui de la rénovation de la Petite-Bourgogne, un secteur qui avait été identifié comme une zone à rénover dans le rapport du Comité consultatif de 1954. Annoncé en grande pompe par l'administration Drapeau-Saulnier, ce projet apparaît de prime abord comme un geste d'éclat motivé par la répulsion déraisonnable identifiée par Blumenfeld. Cependant, contrairement au plan Dozois, qui avait été réalisé par un comité temporaire appuyé par la SCHL, le plan pour la Petite-Bourgogne est élaboré et mis en œuvre par le SUVM, puis par le nouveau Service de l'habitation, c'est-à-dire par une fonction publique municipale dont les ressources ont significativement augmenté. Les études préparatoires sont en conséquence plus nombreuses et plus étoffées, et elles sont effectuées conformément à une démarche réflexive dans laquelle les experts accumulent des données et des connaissances sur leur terrain d'action.

Qui plus est, cette opération se présente explicitement comme un projet pilote qui est appelé à être répété dans d'autres secteurs de la ville. Pour le SUVM, cette conception expérimentale et étagée de l'action publique implique une grande ouverture face à la critique. L'objectif est de tirer le plus de connaissances de cette première expérience dont il est le maître d'œuvre. Les résultats des premières études sont publiés en 1965. Le SUVM propose de commencer la rénovation par le déblaiement de trois zones afin d'y aménager des parcs⁶⁴. Le rapport général est publié un an plus tard⁶⁵. État du bâti, commodité du réseau de transport, caractéristique du milieu social, ambiance, tout est passé au peigne fin afin d'arriver à une cartographie précise et exhaustive qui permette une action informée. L'âge et l'état des bâtiments sont utilisés afin d'établir trois catégories d'action : conservation, rénovation et réaménagement. Dans la dernière catégorie, qui, on le comprendra, fait l'objet des plus âpres débats, un projet, celui des Îlots Saint-Martin, soulève les passions. En gros, on propose la démolition d'une large zone contenant une forte concentration d'habitations vétustes afin d'y reconstruire un ensemble de HLM en rangée qui suivrait la trame urbaine existante. Malgré les différences architecturales évidentes, plusieurs y voient la possibilité que se répètent les erreurs du plan Dozois. Un dialogue s'ouvre alors entre des résidents, qui demandent à ce qu'on s'assure que leur sort sera réellement

⁶⁴ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme préliminaire de rénovation urbaine, Bulletin spécial n° 1*, mars 1965.

⁶⁵ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme de rénovation urbaine, Rapport général*, septembre 1966.

amélioré, et des experts, qui semblent prêts à revoir leur manière de faire, mais qui ne peuvent renoncer à l'idée qu'en dernière instance le savoir doit guider l'action publique.

19 Programme de rénovation du quartier La Petite Bourgogne



Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme de rénovation urbaine*, Rapport général, septembre 1966. Archives de la Ville de Montréal AVM CA M001 VM097-Z-D026.

3.8.2 Une critique externe? L'extension et la démocratisation du regard urbanistique

Malgré toutes les modifications apportées à son programme de rénovation urbaine, le SUVM fait face à de nouvelles critiques. D'une part, ces critiques viennent de l'intérieur du milieu de l'urbanisme. Peter Hall a bien montré comment, dans plusieurs grandes villes, la critique de la rénovation urbaine a émergé des urbanistes eux-mêmes et favorisé une autonomisation du

champ de la recherche universitaire par rapport à l'action publique. Ne faisant pas exception, les recherches menées à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal prennent de plus en plus leur distance par rapport aux actions de la Ville, ce qui permet l'émergence d'une nouvelle génération d'experts faisant preuve d'une sensibilité esthétique et d'un intérêt pour les questions sociales fort différents de leurs prédécesseurs⁶⁶.

Mais la critique provient aussi de plus en plus du milieu de l'animation sociale et des sciences sociales, milieu qui est en ébullition à la fin des années 1960⁶⁷. À partir de sources aussi diverses que Saul Alinsky, Jane Jacobs et le marxisme révolutionnaire, se diffuse une critique radicale des premières expériences de rénovation urbaine, critique qui nourrit l'opposition aux nouveaux projets du SUVM et plus particulièrement celui de la Petite-Bourgogne. À l'intérieur de ces discours, on trouve une idée nouvelle, qui ne pouvait apparaître avec autant de force qu'après la réalisation des premiers projets de rénovation urbaine : la situation de dépossession que vivent les habitants les plus défavorisés des villes peut être renforcée, voire causée, par l'action publique. Autrement dit, à l'échec du laisser-faire, s'ajoute celui de la technocratie. Cette perspective ouvre un nouveau champ de recherche dans lequel l'injonction à se justifier qui pèse sur les pouvoirs publics se redouble. Ceux-ci sont enjoint à écouter davantage la voix des plus vulnérables. Or, la réponse est loin d'être immédiatement positive. Par exemple, en 1967, la SCHL envoie un mémo aux administrateurs de HLM leur disant de se méfier des comités de locataires⁶⁸.

Ces nouveaux acteurs de l'animation sociale reprochent donc aux premières expériences de rénovation urbaine non seulement de faire preuve d'une vision étriquée de la ville, mais aussi de ne manifester que du mépris pour les habitants défavorisés et d'être autoritaires et anti-démocratiques. Appuyés par le Conseil des œuvres et son service d'animation sociale, des comités de citoyens se forment alors et revendiquent, dès les premières étapes du projet de la

⁶⁶ Hall, Peter, *Cities of Tomorrow. An Intellectual History of Urban Planning and Design in the Twentieth Century*, third ed., Oxford, Blackwell Publishing, 2002, p. 366-367.

⁶⁷ Cette conjoncture entre une critique interne et une critique externe est tout à fait typique de la révolte contre la planification que nous avons décrite dans le premier chapitre. Voir notamment Robert Fishman, « The Anti-Planners : the Contemporary Revolt against Planning and its Significance for the Modern World », dans Gordon Cherry (ed.), *Shaping an Urban World*, London, Mansell, 1980, p. 243-252, et Christopher Klemek, *The Transatlantic Collapse of Urban Renewal. Postwar Urbanism from New York to Berlin*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.

⁶⁸ Marc Choko, *Les Habitations Jeanne-Mance : un projet social au centre-ville*, op. cit., p.89.

Petite-Bourgogne, une plus grande place dans l'organisation de la rénovation urbaine. Si ces groupes d'opposants partagent avec les experts du SUVVM la critique architecturale adressée à l'endroit des massives et modernistes tours de HLM, ils y ajoutent une dimension beaucoup plus sociale. Décrites comme étant froides et impersonnelles, ces tours sont considérées comme des éléments déstructurant le tissu social des communautés défavorisées. Cependant, la manière de raffermir les liens sociaux et d'améliorer les conditions de vie des personnes vivant dans des habitations inadéquates pose de nouveaux problèmes dont les solutions sont loin d'être évidentes. Ainsi, dans la critique de la rénovation urbaine, on assiste à l'émergence de nouveaux problèmes, de nouveaux discours et de nouveaux publics.

En effet, de la critique de la technocratie et de la nécessité de mieux comprendre les conditions de vie des habitants défavorisés, émergent de nouvelles manières de voir et de parler de l'espace urbain. Au Conseil des œuvres et dans certains milieux militants autonomes, on cherche à documenter la vie sociale oubliée et les dérives de la raison technocratique. En reprenant Jane Jacobs à leur compte, des animateurs sociaux soutiennent qu'en réduisant la rénovation urbaine à un travail sur l'espace on laisse de côté une part importante de ce qui est à faire. À la fin de l'année 1966, le Conseil des œuvres publie un vaste rapport intitulé *Opération : Rénovation sociale. Stratégie en vue de réduire les inégalités socio-économiques dans les zones défavorisées de Montréal*. L'objectif explicite est de déplacer l'attention des conditions physiques vers les conditions sociales et de montrer que la rénovation doit non seulement s'accompagner d'une transformation des rapports sociaux, mais se concentrer d'abord sur celle-ci. Le Conseil des œuvres milite aussi en faveur d'une meilleure planification sociale du relogement. Celui-ci effectue plusieurs recherches dans lesquels il montre les difficultés que vivent les familles déplacées et notamment le stigmate qui vient avec le fait d'être chassé d'une zone déclarée inhabitable par la Ville. Par exemple, on nous apprend que certaines personnes sont amenées à mentir sur leur passé, afin d'éviter d'être refusées par de nouveaux propriétaires méfiants ou tout simplement afin de ne pas subir le regard réprobateur des habitants des autres quartiers.

Malgré une volonté explicite de rompre avec le mépris et la condescendance du discours du taudis, le Conseil d'œuvres est cependant loin de laisser tomber l'idéal documentaire qui le caractérisait. Au contraire, on voit dans ses publications la même ambition statistique et

cartographique; en effet, une importance centrale est accordée à la documentation et la représentation des inégalités et des conditions de vie des personnes les plus défavorisées. Sauf qu'ici, le regard documentaire a une nouvelle visée : il doit servir l'éveil et, ultimement, une certaine forme d'auto-organisation des communautés défavorisées. Conséquemment, on critique le mode de gestion des HLM et on y exige plus de place pour les habitants. Les échelles de loyers (qui l'indexent au revenu des locataires) et les politiques facilitant l'expulsion d'une personne dont le conjoint vient de mourir sont notamment dénoncées comme étant insensibles, inadaptées et contre-productives.

Les expropriations entreprises dans le cadre de la réalisation des Îlots Saint-Martin sont alors l'occasion d'organiser de vastes mobilisations citoyennes et de mener des recherches collaboratives. Un documentaire suivant les actions des personnes relogées est même réalisé par Maurice Bulbulian grâce aux subventions de l'ONF. L'objectif avoué est de montrer les conséquences de la rénovation urbaine sur les habitants relogés, les difficultés qu'ils vivent, et leur lutte pour être mieux traités par l'administration municipale.

À la suite de ces importantes contestations, le SUVVM et le milieu de l'urbanisme sont amenés à réagir. D'un côté, des rencontres sont organisées entre les représentants des comités citoyens et de la Ville tandis que, de l'autre, les experts, entre eux, tentent de trouver de nouvelles manières de faire. Ils se réunissent notamment en 1967 à l'occasion d'un colloque de l'Institut canadien des affaires publiques sur l'habitat urbain afin de discuter de la question de la participation citoyenne dans la rénovation urbaine⁶⁹. Si la plupart des experts reconnaissent que la participation peut être une solution à plusieurs erreurs du passé, les questions de l'autorité des experts et de la capacité pour un citoyen lambda d'exercer un regard urbanistique divisent les esprits. S'opposent notamment Harry Lash, partisan de l'élargissement de la participation, et Hans Blumenfeld, défenseur de la prépondérance des experts.

Les urbanistes offrent ainsi deux types de réponses (non exclusives) aux nouvelles questions qui leur sont posées : les premières visent à élargir le domaine de la connaissance et favoriser l'interdisciplinarité, tandis que les secondes visent la démocratisation du processus décisionnel. Partisan de la première approche, Jean-Claude La Haye, dont les actions

⁶⁹ C'est lors du même colloque que Paul Dozois prêche en faveur de l'expérimentation et Blumenfeld en faveur d'un changement de paradigme.

structurantes pour la professionnalisation de l'urbanisme au Québec seront analysées dans le prochain chapitre, soutient que la situation actuelle doit être considérée comme une occasion de multiplier et diversifier les sources et les formes de la connaissance. L'objectif de l'urbanisme a toujours été de favoriser l'avènement d'un milieu de vie agréable au moyen d'une augmentation des connaissances humaines et, corollairement, du pouvoir technique. Or, La Haye, formé en architecture, se proclame spécialiste de l'aménagement des pierres et en appelle à d'autres spécialistes afin de mieux connaître les conditions psycho-sociales de l'habiter. La Haye, qui dirige à l'époque le premier cabinet d'urbanisme multidisciplinaire au Québec, affirme que l'urbanisme doit s'ouvrir aux nouvelles pratiques en sciences sociales et en animation sociale, et, inversement, il enjoint ces disciplines à montrer comment elles peuvent contribuer au processus de rénovation de la ville.

Une partie de la solution viendra alors de la remise en question du fonctionnalisme utilisé pour élaborer le plan Dozois. Dans ce projet, seule la fonction résidentielle a été prévue. En conséquence, les Habitations Jeanne-Mance ont peu d'autonomie sociale et commerciale et sont dépendantes de l'évolution de leur environnement. Afin d'assurer une vie sociale plus riche et une plus grande autonomie du milieu de vie reconstruit, les urbanistes vont tenter de raffiner leur connaissance de ce qui fait l'habitabilité d'une unité de voisinage, cela en collaborant davantage avec des sociologues et des animateurs sociaux. L'attachement au quartier et l'offre de services communautaires prendront alors de plus en plus de place dans la réflexion des urbanistes, qui tenteront d'ouvrir leur regard à un ensemble plus vaste de phénomènes sociaux. En somme, cette piste de solution impliquera une extension et une complexification du savoir sur la ville.

Harry Lash, alors adjoint à la direction du SUVVM chargée de l'élaboration du plan directeur, met quant à lui de l'avant la nécessité de démocratiser la pratique de l'urbanisme. Selon Lash, si la rénovation urbaine a suscité l'hostilité et la méfiance auprès des personnes qui auraient dû y voir, selon ce que prétendaient les experts, une occasion d'améliorer significativement leur qualité de vie, c'est parce que ce projet n'était pas *le leur*, mais justement celui d'experts et de représentants des pouvoirs publics qui leur apparaissaient étrangers. De plus, il reconnaît que l'identification d'un secteur comme une zone à rénover produit de la stigmatisation et un sentiment de mépris envers les habitants, ce qui rend encore plus difficile d'entrevoir comment

ceux-ci pourraient apprécier le projet qu'on leur propose. Afin d'éviter ces écueils, Lash recommande de mettre en œuvre la rénovation urbaine par la base, en créant d'abord une corporation communautaire grâce à laquelle les habitants pourraient participer aux décisions. Cette corporation réunirait des résidents, des représentants des pouvoirs publics et du monde des affaires et des experts, et aurait comme objectif premier d'impliquer l'ensemble des parties prenantes dans le processus de planification, afin de produire un plan qui corresponde aux ambitions de tout un chacun.

La proposition de Lash anticipe ce qu'il mettra en place quelques années plus tard dans le cadre de la planification régionale dans le grand Vancouver. Précurseur de l'approche communicationnelle, Lash écrira pour le compte du ministère fédéral des Affaires municipales en 1976 un traité visant à démontrer les vertus d'une approche participative dans laquelle l'idée de plan est remplacée par celle de processus, et où les experts se transforment en facilitateurs sociaux⁷⁰.

3.8.3 Le renversement de la critique : les limites du regard urbanistique

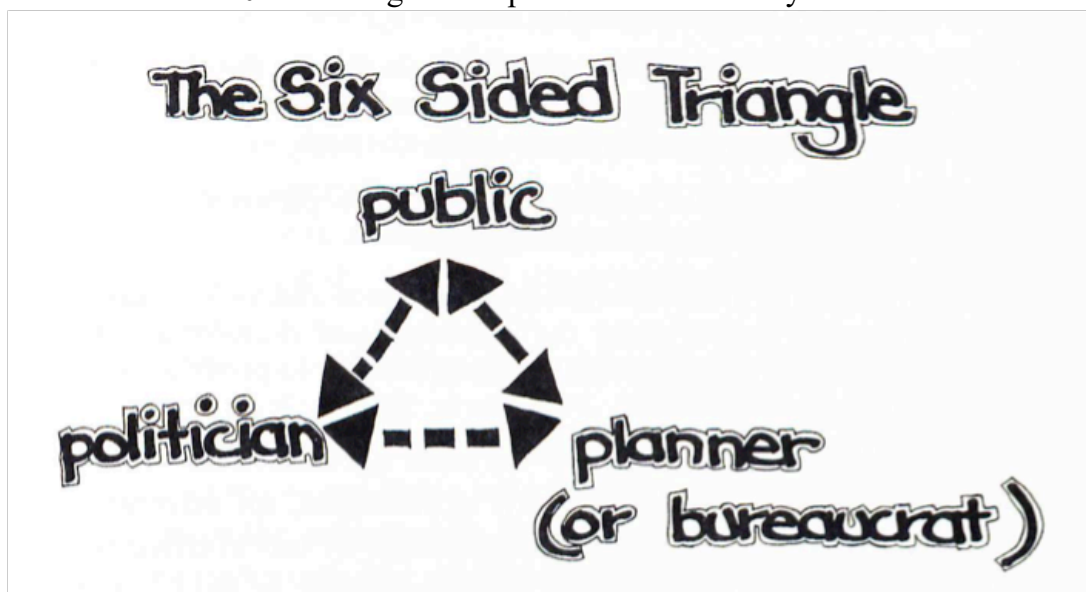
La proposition de Lash est cependant loin de faire l'unanimité au sein des experts. Il serait facile de voir dans cette réaction réticente une volonté de défendre certains privilèges. Pourtant, ce n'est pas comme si les urbanistes jouissaient, à l'époque, d'une grande autorité. En fait, on peut même penser que la stratégie de Lash est une manière de répondre au déficit de reconnaissance et de légitimité dont souffre l'urbanisme. Mais plus important encore, l'argumentation que développent certains experts, notamment Hans Blumenfeld, contre la position de Lash met en lumière les difficultés inhérentes à la démocratisation du processus décisionnel ainsi que la surprenante réversibilité de l'accusation de démesure. En effet, dans sa réponse à Lash, Blumenfeld retourne complètement la critique de la technocratie et soutient que celle-ci est nécessaire afin de contenir l'expression démesurée des intérêts des acteurs privés.

En fait, Blumenfeld laisse entendre que les idées de son collègue Lash frôlent l'hypocrisie. Selon, lui, remplacer le *plan* par un *processus* et refuser toute forme de *cooptation* au profit

⁷⁰ Harry Lash, *Planning in a Human Way*, Canada, Macmillan, Ministry of State for Urban Affairs, 1976.

d'une *collaboration* entièrement horizontale est autant impossible qu'indésirable. L'identification des problèmes et la mise en œuvre du processus de planification relèvent toujours majoritairement d'une pratique experte, ce que reconnaît Lash. Pour cette raison, un rapport entièrement horizontal entre les experts et les citoyens qu'ils se proposent d'aider ou avec lesquels ils veulent travailler est, pour Blumenfeld, impossible. Selon lui, la différence entre collaboration et cooptation ne peut être au mieux qu'un exercice rhétorique visant à rassurer la population concernée. Bien sûr, un des principaux objectifs dans l'élaboration d'un plan d'urbanisme doit être est d'obtenir l'aval des publics touchés. Cependant, selon Blumenfeld, l'élaboration du plan ne peut être entièrement soumise à la négociation entre les parties prenantes. Les experts doivent garder une prépondérance, car eux seuls sont capables de la distanciation et de la neutralité qui caractérisent la poursuite du bien commun et l'exercice du regard urbanistique. En somme, la mobilisation est importante, car elle peut servir à créer une demande publique et un engouement, mais la solution aux problèmes d'urbanisme se trouve toujours, pour Blumenfeld, dans la réalisation d'un plan d'ensemble fondé sur un savoir prévisionnel.

20 Le triangle de la planification de Harry Lash



Harry Lash, *Planning in a Human Way*, Canada, Macmillan, Ministry of State for Urban Affairs, 1976, p. 6.

Dans un bref essai intitulé « The Role of the Technocrat », Blumenfeld soutient que les experts (ou technocrates) sont les seuls dont le rôle premier est de réfléchir au futur en fonction de connaissances objectives⁷¹. Ni les élus qui doivent penser à leur réélection, ni les propriétaires qui désirent voir leurs avoirs fructifier, ni même les habitants trop prompts à laisser parler leur intérêt personnel ne peuvent faire preuve de la même neutralité. En fait, selon lui, si la rénovation urbaine était laissée à la seule initiative citoyenne, tout porte à croire que les plus riches, profitant de plus grands moyens afin de réaliser leurs intérêts, se désaffilieraient et laisseraient les plus désavantagés s'occuper seuls de leurs problèmes. Blumenfeld anticipe ici les ghettos de riches qui deviendront monnaie courante au tournant du XXI^e siècle.

Derrière la position de Blumenfeld se trouve en fait une conception particulière de l'intérêt individuel. Selon lui, l'intérêt individuel contient toujours un potentiel de démesure irrationnelle. Pour Blumenfeld, on ne peut présumer qu'un individu qui est amené à exprimer ses idées sur le devenir de la ville saura mettre de côté ses intérêts et envisager une pluralité de points de vue. Au contraire, s'il ne s'est pas entraîné à le faire, c'est-à-dire s'il n'a pas reçu une formation et étudié le devenir des villes, on peut penser qu'il aura toutes les difficultés à prendre une distance par rapport à ce qu'il vit et qu'il se montrera incapable d'entrer dans un débat raisonné portant le devenir de la ville. Pour Blumenfeld, les urbanistes, grâce à leur formation et leur détachement, ont une plus grande capacité à évaluer les conséquences des actions humaines sur l'aménagement du territoire que le commun des mortels :

I have proudly proclaimed myself a universal dilettante and often annoyed my colleagues who strive for recognition as professionals by saying, "there ain't no such animal as a planner; man is a planning animal". I do not retract that statement but I have to admit that while all men (and women) are planners, some are more planners than others. Like any other human ability, the ability to plan is developed by study and practice⁷².

Pour Blumenfeld, la position de surplomb dont fait preuve l'urbaniste lui permet de prendre une distance par rapport aux luttes d'intérêt et de modérer celles-ci. Selon lui, si les décisions dans le domaine de l'urbanisme étaient prises en fonction d'une simple agrégation des opinions individuelles, il serait fort probable qu'elles seraient faites sur la base de l'expression démesurée

⁷¹ Dans Hans Blumenfeld, *Metropolis.... and Beyond*, New York, Wiley, 1979, p. 153-156.

⁷² *Ibid.*, p. v.

d'un intérêt particulier ayant su rallier le plus grand nombre. Lash, à l'opposé, considère que le savoir technique, s'il n'est pas accompagné d'un large consensus démocratique, se retrouve désarmé et risque sans cesse d'être dévoyé. Il suggère donc aux experts de se concentrer à produire un accord. Dans cette perspective, le sujet du regard urbanistique doit être la collectivité ou, disons, une communauté idéale de communication au sens d'Habermas.

La réponse de Blumenfeld ressemble énormément à celle que fera Hans Jonas à Habermas. Jonas soutient que « le contenu du consensus n'est pas le juste » et affirme qu'Habermas présuppose naïvement les bonnes intentions des différents interlocuteurs⁷³. De même, Blumenfeld soutient que la ville juste et durable n'est pas nécessairement celle qui réussit à obtenir l'aval du plus grand nombre et que l'on ne peut présumer que tous les citoyens sont capables de prendre une distance par rapport à leur expérience finie et leurs intérêts afin de réfléchir de manière neutre et ouverte au devenir de la ville. De plus, il soutient que la supériorité morale des technocrates se trouve dans le fait que ceux-ci peuvent parler au nom des habitants qui sont absents, soit les immigrants et les générations futures. Pour des raisons semblables à celles énoncées par Hans Jonas, c'est-à-dire parce que les actions présentes mettent en danger les conditions de vie des générations futures, Blumenfeld soutient qu'il est essentiel que l'aménagement de la ville soit pensé en fonction du futur et donc d'habitants qui ne peuvent avoir voix dans les débats présents. « I am not advocating a return to theocracy, monarchy or aristocracy [écrit Blumenfeld]. But the need for a long time horizon continues to exist. [...] In fact, there is only one group in government who can afford to take a longer view: the technocrats⁷⁴. »

Blumenfeld ne dit cependant pas que les urbanistes doivent être sourds à la critique et aux revendications des citoyens. Au contraire, il y voit une occasion de réaffirmer les limites de l'urbanisme. Selon lui, la principale erreur de la critique de l'urbanisme, que ce soit celle de Jane Jacobs ou des militants de la Petite-Bourgogne, est de surestimer le pouvoir de l'urbanisme. Pour Blumenfeld, il faut différencier les problèmes *de* la ville des problèmes *dans* la ville. Par exemple, il soutient qu'il ne faut pas rendre responsables les urbanistes du fait qu'ils sont

⁷³ Hans Jonas, « De la gnose au *Principe responsabilité* » (Entretien avec Hans Jonas), *Esprit*, n° 5, mai 1991, p. 21.

⁷⁴ Hans Blumenfeld, *Metropolis.... and Beyond*, New York, Wiley, 1979, p. 154-155.

incapables, à eux seuls, de résoudre la pauvreté : il faut savoir différencier ce qui relève de l'aménagement urbain et ce qui, de manière contingente, prend place dans la ville. Les taudis, en tant que conséquence de la pauvreté, sont un problème dans la ville, mais qui ne relève pas entièrement de l'aménagement et de la planification de celle-ci. Pour cette raison, les taudis ne peuvent être entièrement éradiqués par un seul réaménagement de l'espace. Une telle action peut atténuer certains effets matériels de la pauvreté et des inégalités, mais, pour régler complètement ces problèmes, il faudrait, dit Blumenfeld, une véritable révolution. Sympathisant communiste ayant passé près de sept ans en URSS, Blumenfeld n'est certainement pas contre cette idée. Cependant, en attendant que celle-ci se réalise, il est d'avis que les experts doivent, aux meilleures de leurs connaissances, faire des plans afin d'améliorer l'avenir de la ville. En contrepartie, il espère que la population et les décideurs sauront reconnaître une autorité à ces plans non pas en raison de « qui » les a élaborés, mais en raison de la valeur des connaissances dont ils sont le reflet.

Dans sa recension de *Death and Life of Great American Cities*, Blumenfeld rappelle l'importance cruciale du plan, importance que sous-estiment selon lui Jacobs et Lash. Afin de remplacer les énormes subventions fédérales et ce qu'elle appelle l'argent « cataclysmique », cet argent qui vient nécessairement détruire le tissu existant, Jacobs propose des crédits fiscaux afin d'aider les propriétaires à rénover leur maison. Blumenfeld n'est pas contre cette proposition, mais il considère que, pour être efficace, elle doit s'effectuer dans le cadre d'un processus de planification bien étudié et être accompagnée d'un contrôle des sols par les pouvoirs publics.

Necessary as these aids are, they may do as much harm as good if not guided by a plan for a step-by-step transformation of the area. Implementation of such a plan will hardly be possible without public ownership. [...] it is a vastly more difficult task than clearing an area from all existing life and planning something else on a *tabula rasa*. It will require continuing painstakingly detailed work, unending patience, and most of all that sensitive understanding of the life of human beings that Mrs. Jacobs shows in her discoveries of aspects of city life that planners and sociologists have overlooked⁷⁵.

Selon Blumenfeld, pour améliorer l'espace urbain tout en étant respectueux des habitants et attentif au vernaculaire, comme Jacobs l'exige, un plan est nécessaire, non pas un plan strict

⁷⁵ Hans Blumenfeld, *The Modern Metropolis*, *op. cit.*, p. 189.

inflexible, mais une image directrice constamment bonifiée. Ainsi, selon lui, le rôle des experts est non seulement de supporter les initiatives des propriétaires et des habitants, comme le laisse entendre Jacobs et Lash, mais aussi de les forcer à situer leurs actions dans une vision plus large de la ville et de son futur.

En résumé, la stratégie utilisée par Blumenfeld pour défendre le rôle des experts est double. Tout d'abord, il abaisse les attentes et soutient que si on voit autant d'échecs dans leurs actions, c'est que les exigences à leur égard sont trop élevées. Ensuite, il affirme qu'un plan est un élément nécessaire pour mener à bien une rénovation urbaine consciencieuse et que, pour cette raison, les urbanistes, entendus comme des experts du plan, sont toujours pertinents. Bref, selon lui, les experts doivent demeurer les maîtres d'œuvre du processus de planification et celui-ci doit viser l'élaboration d'un plan qui servira de guide et contraindra l'action de tous et toutes.

Pour cette raison, Blumenfeld est taxé de technocrate autoritaire par l'historien Christopher Klemek⁷⁶. Or, comme nous l'avons montré, sa position ne représente pas une méfiance de principe envers les comités de locataires ou une défense immodérée des grandes démolitions modernistes. Blumenfeld craint en fait un retour du laisser-faire et une perte d'autorité pour le savoir. Malgré toutes les dérives auxquelles a mené la guerre aux taudis, il croit possible de tirer profit des expériences du passé. En cela, sa position n'est pas fondamentalement différente de celles des opposants à la rénovation de la Petite-Bourgogne; tout l'enjeu est en fait de déterminer quelles leçons précisent et quel savoir doivent être tirés de l'expérience du plan Dozois.

3.9 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons mis en lumière la manière dont l'urbanisme montréalais entendu comme une manière spécifique de voir et de parler de la ville se forge dans la guerre aux taudis et est amené, par la critique des premières opérations de rénovation urbaine, à se raffiner et se complexifier. Au moyen d'une analyse des origines du plan Dozois et de la controverse qu'il a créée, nous avons montré que, dans la guerre au taudis, la ville devient un objet d'investigation sur lequel plane la menace du déclin. Les multiples enquêtes réalisées par les réformateurs dans

⁷⁶ Christopher Klemek, *op. cit.*, p. 46-47. À ce propos voir section 3.3.

la première moitié du XX^e siècle visent à documenter la réalité des taudis et à rendre visible le fait que, laissée à elle-même, la ville court à sa perte. Afin de conjurer ce destin, ils proposent des actions de rénovation organisées selon un plan d'ensemble : la planification est alors posée comme étant la seule solution aux perspectives de déclin et elle acquiert ainsi une valeur morale essentielle. Corollairement, le concept de ville devient à la fois incontournable et hautement polysémique, car discourir sur l'existence des taudis et identifier des menaces ou des puissances mortifères, c'est nécessairement sous-entendre que la ville, en tout ou en partie, est à repenser.

Or, l'image de la ville à reconstruire, qui demeure toujours une fiction, est l'objet d'inépuisables désaccords et de mésententes. Cette image, malgré ce que les énoncés techniques laissent parfois entendre, ne se trouve pas directement dans l'expérience, mais provient d'une projection de l'avenir jouant le rôle d'une idée régulatrice de la raison. Le regard urbanistique cherche, à partir d'enquêtes de terrain et d'échanges transnationaux, à établir ce qui peut et doit être fait à un moment donné afin de rendre la ville plus humaine et plus vivable. Dans ce travail, l'évaluation de l'expérience passée est un guide essentiel. En effet, comme nous l'avons vu avec l'analyse du référent « plan Dozois », une grande partie de la crédibilité de la planification repose sur sa capacité à expliquer les résultats des actions passées; dans ce langage, le futur s'établit en fonction des résultats des attentes passées, résultats pourtant difficiles à évaluer avec précision.

Nous avons aussi établi que la plupart des intervenants de l'époque s'entendent sur le fait que la ville à reconstruire doit correspondre aux besoins et ambitions des habitants, être réalisable sur le plan technique et être durable; or, étant donné que les moyens techniques et les connaissances quant à la durabilité des formes de l'habiter sont en constante évolution et que les besoins des habitants peuvent toujours être remis en question, l'image de la ville qui devrait guider la rénovation demeure toujours instable et sujette à débat. Ainsi, nous pensons avoir démontré que l'urbanisme a ouvert un champ de problématisation portant sur la ville à reconstruire qu'il ne maîtrise pas entièrement ou, autrement dit, que l'urbanisme a été beaucoup plus habile à faire apparaître la ville comme entité menacée qu'à produire un consensus sur la manière de la reconstruire. Si, dans les années 1950 et 1960 un large consensus se constitue dans la population et dans les cercles d'experts autour de la nécessité de s'attaquer au problème des taudis et de l'habitat insalubre, la solution, elle, demeure sujette à débat. Dans un premier temps,

le mode de financement et la forme des habitations à reconstruire fut l'objet de débats acrimonieux tandis qu'ensuite c'est mode de gestion des opérations de rénovation urbaine qui fut remis en question en profondeur.

À la lumière de ces controverses, il apparaît d'autant plus évident que l'urbanisme est un domaine d'expertise flou et ouvert qui doit constamment se justifier auprès des pouvoirs publics, mais aussi auprès des citoyens dont il pense pouvoir améliorer la situation. Les critiques qui leur ont été adressées ont amené les urbanistes des années 1960 à revoir leur capacité d'action, à complexifier le processus de planification et à élargir leurs publics. Ils ont alors dû réaffirmer que l'action de la planification ne se réduit pas à la réalisation d'un modèle fixe et que la réussite de la rénovation urbaine demeure toujours incertaine, car une grande partie des problèmes sociaux qui prennent place dans la ville leur échappent. Afin de maximiser leur chance de réussir, les urbanistes ont néanmoins été amenés à intégrer de nouveaux savoirs et de nouveaux partenaires dans la planification, ce qui les a dessaisis en partie du processus qu'ils mettent en œuvre et en rendu l'issue encore plus incertaine.

Ultimement, nous avons démontré que, bien plutôt qu'avoir occasionné une confiscation de la parole, la guerre au taudis et la rénovation urbaine ont été, dans la Montréal des années 1950 et 1960, des sources intarissables de discours et de discordes. Le discours urbanistique s'est ainsi révélé beaucoup moins opaque et imperméable à la critique que les anti-planificateurs le laissent apparaître. D'un côté, des militants, des animateurs sociaux et des comités citoyens ont utilisé les termes mêmes des urbanistes afin de montrer que les projets proposés par ceux-ci ne donnaient pas les résultats escomptés et n'amenaient pas le progrès tant espéré, tandis que, de l'autre, des urbanistes de profession se sont attardés à dialoguer avec ces critiques afin d'intégrer, en partie du moins, leurs revendications dans leurs projets. Bref, si, dans l'analyse sociologique on peut considérer qu'une partie des critiques venait de l'extérieur du champ de l'urbanisme, notre description archéologique a tenté de faire ressortir une structure commune au discours du taudis et à celui de la critique de la rénovation urbaine. Ce qui paraissait un discours provenant des marges, tenu par des *outsiders*, entretient donc une solidarité souterraine avec celui des soi-disant technocrates.

En somme, la rénovation urbaine et la destruction du vernaculaire ouvrier ont entraîné dans leur sillage une prolifération de discours critiques et d'expérimentations visant la prise en charge

citoyenne et démocratique du devenir de la ville. L'objectif n'est pas ici de soutenir que la parole experte fut nécessaire à l'émergence de ce qu'on a appelé les pratiques d'auto-organisation, ou que, sans les expropriations parfois brutales, un éveil citoyen aux questions urbaines ne se serait jamais produit. Ce que nous avons voulu mettre en lumière, c'est que le discours urbanistique et le regard analytique et documentaire qui se sont façonnés avec la guerre au taudis ont été largement réutilisés par les critiques de la rénovation urbaine, ce qui montre qu'ils ne sont pas, en soi, porteurs d'une domination ou d'un autoritarisme débilisant, mais qu'ils sont ouverts à de multiples usages.

CHAPITRE V

LA CRITIQUE INACHEVÉE DES INSTITUTIONS TERRITORIALES. JEAN-CLAUDE LA HAYE ET LA PROFESSIONNALISATION DE L'URBANISME AU QUÉBEC

Parallèlement au débat sur la rénovation des quartiers ouvriers de Montréal, les urbanistes se dotent d'institutions leur permettant d'obtenir en 1963 le statut officiel de profession au Québec, une reconnaissance hors du commun pour ces spécialistes de l'idée de ville. Cependant, cela est loin de clore le débat sur l'autorité et le rôle des experts dans les décisions liées à l'aménagement des villes et du territoire. Au contraire, encore aujourd'hui, nombreux sont les urbanistes qui reprennent le bâton de pèlerin et dénoncent le manque de vision des élus et le peu d'écoute qu'ils reçoivent. En 2015, trente-cinq ans après l'adoption de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), l'Alliance Ariane, une association qui regroupe des professionnels de l'architecture, de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'environnement, a été créée pour faire pression sur le gouvernement provincial afin qu'il se dote d'une nouvelle politique nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. On peut lire dans la déclaration de principe :

[...] les dernières décennies nous ont laissé des milieux de vie peu résilients, qui nous coûtent trop cher et génèrent un mode de vie dommageable pour notre environnement. Nous pouvons et devons faire mieux. En ce sens, une vision forte et cohérente de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, portée et assumée par l'État, s'impose. [...] Plus de rigueur et de cohérence doivent être au rendez-vous¹.

Peu reconnaissant envers les actions du passé, ce bilan mitigé contraste considérablement avec l'enthousiasme que démontrait Jean-Claude La Haye devant l'ampleur du travail accompli

¹ Déclaration disponible en ligne, consulté en mars 2019 : <http://www.ariane.quebec/declaration/>

par la première génération d'urbanistes dont il a fait partie. Manifestant une grande fierté, il affirme dans une entrevue réalisée en 1997 qu'il a accompli les trois grands buts qu'il s'était donnés : « mon premier but consistait à fonder une école d'urbanisme; mon deuxième à faire de l'urbanisme une profession reconnue. Mon troisième était de créer une loi-cadre d'urbanisme. Et j'ai atteint les trois². » Entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, le Québec s'est en effet doté d'un ensemble de lois et d'institutions afin de stimuler et d'encadrer la pratique de l'urbanisme. Pourtant, quelques décennies plus tard, les urbanistes semblent avoir toujours autant de difficulté à se faire entendre par les gouvernements. Plusieurs d'entre eux affirment même que les solutions du passé – trop techniques et proautomobiles – sont la cause des problèmes actuels. Bref, pour ceux-ci, les problèmes qui affligent aujourd'hui les villes seraient inédits, urgents et n'auraient jamais été correctement traités.

Or, pendant que plusieurs professionnels et chercheurs s'attardent à montrer les échecs du passé et à élaborer de nouveaux modèles d'action, l'étrange parenté entre leur langage et celui des premiers urbanistes est souvent laissée dans l'ombre. La raison est simple : l'accent placé sur la rupture entre le paradigme techniciste des Trente Glorieuses et l'actuelle promotion de la démocratie participative permet d'expliquer les erreurs du passé et laisse croire à un avenir meilleur. Toutefois, une telle interprétation axée sur la rupture tend à occulter la continuité qui existe entre le discours des premiers urbanistes et celui de la génération actuelle. De plus, nous pensons qu'elle voile les raisons conceptuelles (ou intra-discursives) qui expliquent la position ambiguë qu'occupent les urbanistes d'hier et d'aujourd'hui dans les débats publics. Au moyen d'une analyse des idées et des actions de Jean-Claude La Haye, nous souhaitons ici montrer que le désir de réforme et de rupture est un trait essentiel de l'urbanisme et que, pour cette raison, le discours urbanistique se caractérise par un langage futuriste et polysémique qui ne peut faire l'objet d'une institutionnalisation complète et stable. Plus précisément, nous voulons démontrer qu'en redéfinissant constamment les concepts qu'ils utilisent et les problèmes auxquels ils répondent, les urbanistes se condamnent, pour le meilleur et pour le pire, à une renégociation constante de leur autorité.

Ainsi, nous souhaitons poursuivre notre remise en question de l'interprétation dominante de l'urbanisme des Trente Glorieuses et montrer que, quoiqu'en faveur d'une forme de

² André Boisvert, *Aménagement et urbanisme au Québec*, Québec, Éditions GID, 2014, p. 77.

gouvernement des experts, les premiers urbanistes professionnels québécois ne conçoivent pas l'urbanisme uniquement comme une technique au sens d'un instrument visant à répondre à un problème préétabli. Au contraire, pour La Haye et ses collègues, l'urbanisme est un domaine d'intégration des connaissances et un champ d'action nécessitant un difficile équilibre entre les connaissances techniques, la prudence et la créativité. À leurs yeux, l'urbanisme transpose les idéaux humanistes de la philosophie des Lumières dans le domaine de l'aménagement du territoire. Dans ce chapitre, nous souhaitons montrer que La Haye, loin de penser qu'il soit possible de reconstruire *tabula rasa* des villes modèles, conçoit l'urbanisation comme un processus évolutif et propose de mettre en place des institutions hiérarchiques et flexibles afin que soit mise en œuvre planification qui évolue au gré des connaissances et de l'urbanisation.

Même s'il est souvent considéré comme le père de l'urbanisme au Québec³, les idées et actions de Jean-Claude La Haye n'ont pas fait l'objet de recherches exhaustives. Si les réalisations phares de sa firme d'urbanisme et d'architecture comme le Complexe Desjardins et le réaménagement du campus de l'Université de Montréal ont été étudiées en histoire de l'architecture⁴, son travail d'entrepreneur politique auprès de l'État québécois demeure peu connu⁵. Trois facteurs expliquent cette situation. Premièrement, selon Gérard Beaudet, l'urbanisme et l'aménagement du territoire n'ont jamais été des priorités au Québec ce qui expliquerait que, contrairement à la Commission Parent et la Commission Castonguay-Nepveu, la Commission provinciale d'urbanisme (CPU) n'a pas reçu beaucoup d'attention, que ce soit des dirigeants politiques, du public ou des chercheurs⁶. Deuxièmement, les experts et chercheurs en urbanisme, en études urbaines et en architecture s'intéressent peu aux discours et préfèrent se pencher sur des réalisations concrètes et palpables, comme le Complexe Desjardins ou le

³ Cette image ressort du livre de André Boisvert, *op. cit.* Voir aussi Harold Bérubé, *Unité, autonomie, démocratie. Une histoire de l'Union des municipalités du Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2019, p. 183.

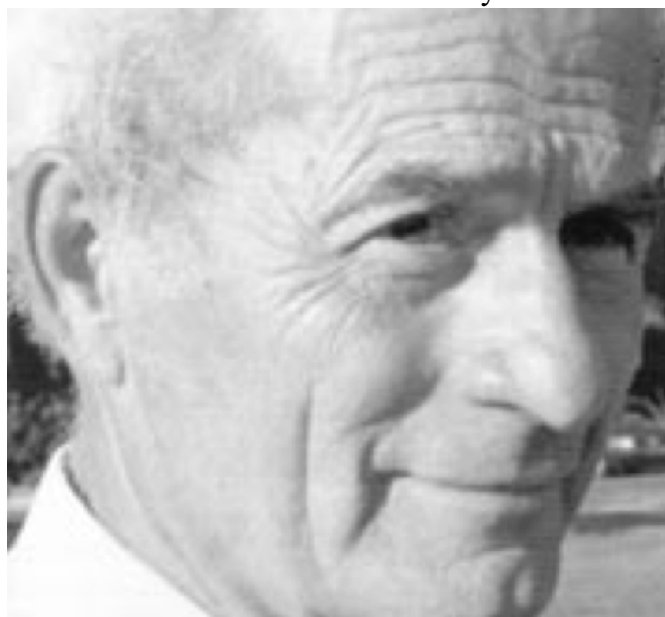
⁴ Nicole Valois, « L'architecture de paysage moderne du campus de l'Université de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n° 158, 2012, p. 343-372; Lou-Anne Tétrault-St-Ong, Eva Novoa, and Mira Haidar, « La terrasse du Complexe Desjardins », Université de Montréal, 2015.

⁵ Sur la notion de « *policy entrepreneur* » voir John W Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.

⁶ Pourtant, avec l'éducation, l'aménagement du territoire, aurait pu, voire aurait dû, être considéré comme un grand chantier de la Révolution tranquille. Gérard Beaudet écrit : « plusieurs parallèles peuvent être établis entre ces deux documents phares de la Révolution tranquille que constituèrent les rapports Parent et La Haye [...] Le sort réservé aux recommandations du Rapport La Haye montre toutefois que l'urbanisme et l'aménagement du territoire n'ont pas eu autant d'écho dans les milieux politiques et dans la population que l'éducation. » *Les dessous du printemps étudiant*, Québec, Éditions Nota Bene, 2013, p. 109-110.

campus de l'UdeM, ce qui explique qu'ils ont peu étudié les réformes politiques proposées par La Haye et surtout le discours dans lequel ces projets se sont été énoncés. Troisièmement, l'histoire et la science politique s'intéressent aux grands événements, aux élus et aux lois marquantes. Pour cette raison, ces disciplines n'ont pas accordé beaucoup d'attention aux actions et idées de La Haye, car ces dernières n'ont pas eu les retombées politiques espérées⁷.

21 Jean-Claude La Haye



Urbanité. La revue officielle de l'ordre des urbanistes du Québec, vol. 2, n° 3, novembre 2003.

Néanmoins, nous pensons qu'une analyse détaillée des idées et des actions de Jean-Claude La Haye peut être fertile à maints égards, en particulier pour comprendre la structure et la dynamique du discours urbanistique des Trente Glorieuses. Basé sur une analyse des archives personnelles de La Haye et des nombreuses entrevues qu'il a données – il était un fondateur conscient de son héritage et aimait manifestement se raconter –, ce chapitre se veut moins une enquête sociobiographique qu'une analyse de la manière de penser et de parler typique de

⁷ En effet, quoique La Haye en dise, sa commission d'urbanisme n'a pas débouché directement sur une loi-cadre structurante. Au contraire, la LAU a été adoptée plus de douze ans après le dépôt du rapport de la CPU et son contenu était assez différent. Ainsi, en science politique, la LAU a obtenu beaucoup plus d'attention que la CPU et La Haye demeure un personnage plutôt méconnu.

l'urbanisme des Trente Glorieuses. Nous pensons qu'en éclairant la manière dont La Haye a conçu et pratiqué l'urbanisme, nous pourrions mieux comprendre le caractère conceptualiste de l'urbanisme⁸, les paradoxes entourant le tournant participatif et le statut ambigu de cette profession.

Ce chapitre est divisé en quatre parties. Tout d'abord, nous allons présenter le parcours, la formation et les ambitions de Jean-Claude La Haye. Ensuite, nous exposerons la façon dont il problématise le développement urbain de manière à convaincre les pouvoirs publics de mettre en place des institutions et des politiques dédiées à l'urbanisme. Nous analyserons alors ses premières interventions publiques et la manière dont il conçoit la formation et le rôle des urbanistes, cela en nous attardant sur la création de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal et de l'Ordre des urbanistes du Québec. Par la suite, nous analyserons l'accent placé sur le langage dans le rapport de la CPU et montrerons que La Haye fait preuve d'une certaine forme de conceptualisme, car il croit que les problèmes d'aménagement du territoire se règlent en transformant les concepts avec lesquels il est appréhendé. Ce dernier considère en effet qu'un concept cohérent de ville est nécessaire pour agir sur le territoire, ou autrement dit que l'être humain ne peut se passer d'une représentation unifiée et cohérente du territoire qu'il habite. Finalement, nous terminerons en analysant les conséquences des actions de La Haye et les déceptions auxquelles il a fait face.

4.1 Le langage futuriste d'un « Mickey Mouse jouant au tennis »

Dans le contexte québécois, Jean-Claude La Haye est l'exemple par excellence du planificateur moderniste. Formé à l'étranger et manifestant une grande confiance dans le progrès et plus particulièrement dans la possibilité d'aménager un monde sain et durable au moyen de la connaissance scientifique, La Haye livre une série de plaidoyers emphatiques en faveur de l'urbanisme entre le milieu des années 1950 et la fin des années 1960. Rare spécialiste francophone de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, il devient rapidement un interlocuteur privilégié des gouvernements. Profitant de ce que Françoise Choay a appelé une

⁸ Le conceptualisme considère que, tout en étant le fruit de l'activité humaine, les concepts ont un mode d'existence propre sur lequel le pouvoir humain est limité. Ce mode de pensée a été présenté dans la section 2.2.

« période de construction fiévreuse⁹ », La Haye cherche alors à transformer la manière dont on parle de la ville et du territoire, car, selon lui, les problèmes qui affligent les villes et l'aménagement du territoire ne pourront être résolus tant et aussi longtemps qu'ils seront appréhendés avec des concepts archaïques qui ne correspondent plus au territoire réel. En fait, il cherche littéralement à construire et à diffuser un nouveau langage spécialisé qui permette de saisir et de résoudre les problèmes posés par l'urbanisation en cours.

Afin de convaincre les décideurs de la nécessité d'embrasser ce nouveau langage et de mettre en place des politiques d'urbanisme, La Haye n'hésite pas à accentuer et dramatiser les problèmes auxquels les villes font face et à présenter l'urbanisme comme une solution quasi miraculeuse. En ce sens, il reprend les topos du traité d'architecture mis en lumière par Choay et construit un récit dans lequel la figure de l'urbaniste apparaît comme un sauveur¹⁰. Afin de dénoncer les prétentions et les effets de ce type de récit idéaliste et héroïsant, l'histoire critique s'est développée dans le sillage des écrits de Jane Jacobs. Et, comme nous l'avons présenté dans le premier chapitre, cette remise en question du récit des fondateurs de l'urbanisme a transformé la manière d'étudier cette discipline. En conséquence, de nos jours, plus personne ne veut croire au récit moderniste. En effet, les approches dominantes en histoire et en sciences sociales nous amènent à mettre en doute les discours emphatiques, à contextualiser les idées des acteurs, à situer la science et à déconstruire – ou à sociologiser, c'est tout comme – les prétentions à l'universalité et à la neutralité.

Par exemple, en sociologie des professions, on étudie les lieux de formation, les concurrences entre groupes d'experts, les effets de génération et les jeux de pouvoir qui structurent les champs professionnels. En analyse de la diffusion, on étudie comment les idées circulent dans les différents réseaux d'experts et sont constamment retraduites dans les contextes locaux au gré des expérimentations structurées en fonction de ressources limitées. Tandis qu'en histoire sociale, on traque ce que cachent les idées et les discours, c'est-à-dire quels sont les supports matériels, les dialogues sous-jacents et les enjeux sociaux et politiques structurants. En bref, on cherche constamment la trace du non conceptuel, c'est-à-dire des échanges, des outils,

⁹ Françoise Choay, *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 19. Cette fièvre de la construction, comme nous l'avons mentionné au début du troisième chapitre, fut particulièrement vive au tournant des années 1960 à Montréal.

¹⁰ *Ibid.*, p. 290.

des luttes et des problèmes politiques, dans les concepts et dans les discours des acteurs. Par le fait même, on fait souvent comme si les concepts et les idées étaient une réalité de second ordre ou un épiphénomène qui se rapporte, voire se réduit, à une infrastructure sociale ou matérielle.

Or, c'est précisément le présupposé inverse qui structure le discours La Haye et les premiers urbanistes montréalais. Ces derniers, en effet, pensent que les concepts déterminent la capacité d'action humaine et, conséquemment, que c'est seulement si l'on se donne une idée juste de la ville que l'on peut agir efficacement dans et sur celle-ci. La Haye aurait donc été d'accord avec l'hypothèse du groupe de recherche de Christian Topalov sur les mots de la ville selon laquelle : « Les mots ne font donc pas que décrire, ils constituent des formes de l'expérience du monde et des moyens d'agir dans et sur celui-ci¹¹. » Toutefois, contrairement au sociologue Topalov qui se montre en faveur d'une forme de neutralité axiologique, La Haye défend une perspective normative, c'est-à-dire qu'il recherche la terminologie juste, celle qui maximise à la fois la cognition et la capacité d'action. En ce sens, il fait preuve d'une forme de conceptualisme qui correspond à ce que nous avons présenté avec Kant et Vaihinger. Il croit au pouvoir des idées et considère nécessaire que l'être humain se dote d'une vision d'ensemble systématique et cohérente du territoire qu'il habite. Qui plus est, La Haye part du constat moderniste exposé dans le troisième chapitre selon lequel les concepts hérités du passé ne permettent plus de saisir les formes actuelles de l'urbanisation. Dépossédée de son pouvoir d'action dans un monde qu'elle ne comprend plus, l'humanité urbanisée risque les pires maux, voire, dirait Hans Jonas, sa survie. En conséquence, La Haye tente de réinventer le vocabulaire conceptuel avec lequel le territoire habité est appréhendé et, pour ce faire, il se tourne vers la prévision ou, pour reprendre l'expression de Koselleck, vers l'horizon d'attente. La Haye cherche à saisir le devenir de la ville, et il croit que ce devenir peut et doit se synthétiser dans une idée générale. Selon lui, cela n'est rien de moins qu'une nécessité vitale de la civilisation techno-industrielle.

Contrairement aux approches dominantes en sciences sociales, nous proposons ici de prendre au sérieux ce discours conceptualiste – dont nous avons exposé les contours dans le second chapitre – et d'étudier ce qu'il pousse à faire. Notre analyse des actions et idées de La Haye tentera ainsi de répondre à la question suivante : qu'est-ce qui se passe quand on se laisse

¹¹ Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule et Brigitte Marin (dir.), *L'aventure des mots de la ville*. Paris, Robert Laffont, 2010, p. XVIII.

porter par un conceptualisme futuriste? Ou, plus précisément, qu'est-ce qu'on fait quand on pense qu'il est possible et nécessaire de réaménager la ville à l'aide d'une idée générale de son devenir? Autrement dit, plutôt que de considérer les présupposées et les idées des urbanistes des Trente Glorieuses comme étant étriquées ou illusoires, nous allons ici prendre au sérieux la volonté de savoir et les ambitions réformistes de La Haye afin d'analyser ce que fait faire le langage de la planification et sa focalisation sur l'horizon d'attente. Nous commencerons par exposer brièvement le parcours de La Haye et le contexte dans lequel il a exprimé ses idées, pour ensuite reconstruire la structure de son discours et en montrer les paradoxes.

4.1.1 La formation et les ambitions réformistes de La Haye

Le récit de La Haye, qui a tout du « self-made-man », est pour le moins romanesque; lui-même n'hésite pas à mettre l'accent sur l'adversité à laquelle il a dû faire face en tant que pionnier et fondateur quand il se raconte en entrevue. Né en 1923 à Kapuskasing en Ontario et originaire d'un milieu modeste, La Haye déménage à Montréal à un jeune âge et réussit à avoir accès « quasiment par charité¹² », dit-il, au cours classique au Collège Sainte-Marie. Dès la fin de l'enfance, il rêve de devenir architecte. Or, il lève le nez sur la gratuite École des Beaux-arts, car l'enseignement lui apparaît trop vieillot et déconnecté des tendances et problèmes actuels. Typique de l'époque, La Haye apprécie le modernisme et espère sortir les quartiers ouvriers de la misère qui les ronge. Il aime dessiner des paquebots et des automobiles et est fasciné par le Bauhaus, le style international et surtout les travaux de Le Corbusier¹³. Pour cette raison, il chérit le rêve d'étudier à la prestigieuse Graduate School of Design de Harvard, porte d'entrée de l'architecture contemporaine et de l'urbanisme en Amérique du Nord, là où les immigrants allemands du Bauhaus tel Walter Gropius ont trouvé refuge. Ayant peu de moyens, il doit cependant passer son tour. À l'époque, les places sont rares et souvent réservées aux vétérans. Entretemps, il étudie sans succès à la Polytechnique et au département de commerce de

¹² La Haye affirme aussi avec humour que le fait qu'il soit né dans une des premières villes industrielles planifiées au Canada est de l'ordre de la « coïncidence prophétique ». Voir André Boisvert, *op. cit.*, p. 65-66.

¹³ En 1963, en entrevue à l'émission *Orientation* à Radio-Canada, il affirme même : « Aujourd'hui, je dois le reconnaître, c'est celui [Le Corbusier] qui est à la base de tout ce que je peux avoir fait. » Archives de Radio-Canada V009-802.

l'Université McGill. À propos de son passage à Polytechnique, il affirme : « J'aurais voulu les inventer les problèmes, pas me les faire imposer¹⁴. » Voilà qui montre bien l'état d'esprit qui le caractérise et le rôle qu'il tentera d'insuffler aux urbanistes.

En 1949, frondeur, il décide d'aller rencontrer personnellement George Holmes Perkins, le directeur du département de « planning » de Harvard. Le jeune homme fait alors une forte impression, au point où il est non seulement accepté au département, mais obtient aussi un contrat de dessinateur au bureau d'architecte de Perkins. Son passage à Harvard est décisif pour deux raisons : parce que côtoyer les figures les plus importantes et les plus charismatiques du modernisme en architecture et en planification le conforte dans ses ambitions réformistes et ses goûts architecturaux, et parce que son diplôme de planning de Harvard lui ouvre des portes et lui assure une reconnaissance particulière dans le Québec francophone de l'époque, un monde dans lequel les études de deuxième et troisième cycle universitaire sont encore rares¹⁵.

Un an après son arrivée à Harvard, il est toutefois à court de ressources et doit quitter Boston. Il revient alors au Québec et occupe différents emplois, avant de retourner terminer son diplôme. Dans cet intermède, il obtient un emploi déterminant pour la suite de son parcours : il est engagé au ministère des Affaires municipales (MAM) et décroche un contrat au Service d'urbanisme provincial qui compte alors seulement deux employés. Il y tisse des liens et, à son retour de Harvard, il retourne y travailler. En 1954, il devient conseiller du ministre en matière d'urbanisme. Il est alors un proche de Jean-Louis Doucet, influent sous-ministre des Affaires municipales. Ayant comme mandat de faire la promotion de l'urbanisme dans la province, La Haye se crée tout un réseau de contacts dans la fonction publique et à l'extérieur de celle-ci, notamment en étant un membre actif de l'Association canadienne d'urbanisme, un groupe de concertation formé majoritairement d'élus, et de l'Institut canadien d'urbanisme, un lieu de diffusion et de formation pour les praticiens.

Fort de son expérience à Harvard, La Haye veut travailler à la modernisation du Québec et réformer la manière dont s'y effectue le développement urbain. Si plusieurs de ses proches remettent en question son choix de travailler dans la fonction publique québécoise, alors sous la

¹⁴ En entrevue au *Sel de la semaine* le 6 août 1970, Archives de Radio-Canada V003610.

¹⁵ Cela est d'autant plus vrai dans ces nouveaux domaines que sont l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Avec Blanche Lemco van Ginkel et Benoît Bégin, La Haye est un des premiers au Québec à avoir un tel diplôme.

chape de plomb de Maurice Duplessis, La Haye est quant à lui persuadé que les changements doivent provenir de l'intérieur de l'État. Il leur rétorque ainsi : « Continuez vos affaires avec *Cité Libre* et tout ça, frappez par dehors et moi je vais pousser par dedans¹⁶. » Pourtant, si La Haye veut pousser de l'intérieur, il est aussi assez évident qu'il veut pousser d'en haut, c'est-à-dire à partir du ministère des Affaires municipales et du gouvernement du Québec et non à partir des municipalités. Selon La Haye, dans les années 1950, l'urbanisme au Québec, « c'est le désert¹⁷! » À cette époque, les services municipaux sont selon lui un vacuum. Ils n'ont pas de ressources ni de compétences et se contentent de délivrer des permis et de répondre aux doléances des élus et des élites locales. Ils n'ont aucun pouvoir et sont donc tout à fait impuissants devant les maux qui affligent les villes et le développement du territoire. La Haye veut saisir ce vide comme une opportunité pour instituer de nouvelles pratiques.

Toutefois, à la même époque, Claude Robillard, un brillant ingénieur dont nous reparlerons dans le prochain chapitre, entre dans la fonction publique montréalaise avec la ferme intention de rénover et d'embellir la métropole. De plus, comme nous l'avons vu, le SUVM a déjà élaboré une vision globale de la ville en 1944 et tente à de multiples reprises de la mettre en œuvre. Le milieu municipal n'est donc pas aussi désertique que La Haye l'entend. Néanmoins, plutôt que de tabler sur ce qui se fait au niveau municipal et plus particulièrement à la Ville de Montréal, La Haye met l'accent sur les insuffisances et les carences des services municipaux. Son objectif est clair : il veut convaincre le gouvernement québécois que les institutions locales sont déficientes et qu'il est nécessaire de mettre en place une réforme majeure de l'urbanisme. Si cette stratégie apparaît compréhensible au milieu des années 1950, elle est plus difficile à défendre au milieu des années 1960, lorsque le SUVM travaille à la réalisation d'*Horizon 2000*. Pourtant, La Haye conserve la même approche dans les travaux de la CPU. À ce moment, certains membres du SUVM jugeront condescendante son attitude face aux institutions municipales. Sans nécessairement produire des conflits ouverts, ce manque de collaboration affecte l'unité du milieu de l'urbanisme québécois et affaiblit, peut-on penser, sa capacité d'action¹⁸.

¹⁶ André Boisvert, *op. cit.*, p. 72.

¹⁷ Émission *La science et vous* du 19 juillet 1975, Archives de Radio-Canada CDR38703, fichier 003EFF.

¹⁸ Cela ressort notamment des entrevues avec Guy Legeault et Paul Laliberté dans André Boisvert, *op. cit.*

La Haye ne va pourtant pas rester très longtemps dans la fonction publique provinciale, car celle-ci, comme ces amis le lui avaient dit, offre assez peu d'ouverture. Tout en demeurant attaché au MAM, surtout grâce aux liens qu'il a tissés avec le sous-ministre Doucet, il se tourne vers la pratique privée. En 1953, La Haye se joint à la firme de l'ingénieur Marc Gilbert basée à Québec qui reçoit, à l'époque, de nombreuses demandes de plan de lotissement de la part de petites et moyennes villes. La Haye réalise alors des plans pour Sainte-Foy et Courville, deux villes de banlieue en expansion. Ensuite, en 1958, il fonde son propre cabinet d'urbanisme et d'architecture, auquel vient rapidement se joindre l'architecte Jean Ouellet¹⁹.

Un an plus tard, soit dans les mois qui suivent la mort de Duplessis, La Haye, fort de son expérience et de son expertise, est appelé en renfort par le sous-ministre Doucet pour proposer des modifications au Code municipal et à la Loi sur les cités et les villes. Ses recommandations amènent rapidement des changements aux règles concernant le lotissement et une augmentation du pouvoir des Villes dans ce domaine. Par le fait même, La Haye œuvre aussi à augmenter le pouvoir des urbanistes. En fait, à ce moment, La Haye travaille simultanément à organiser l'offre et la demande d'expertise. Il agit ainsi comme Charles S. Ascher, l'un des fondateurs de la « *public administration* » américaine, qui s'imaginait lui-même « tel Mickey Mouse jouant au tennis », c'est-à-dire frappant des deux côtés du filet. Comme l'a élégamment exposé Pierre-Yves Saunier : « Juge un jour, il [Archer] est parti le lendemain, il crée la demande et assure l'offre [...] Tant par stratégie que par conviction, et dans un mélange souvent paradoxal, ils [Archer et ses complices] parlent et agissent au nom de l'universel qu'ils tentent d'édifier²⁰. » De même, La Haye offre une expertise au moment même où il tente d'en produire la demande et il se réclame de l'autorité qu'il construit. D'un côté, il offre ses services aux municipalités afin de les aider à prévoir et planifier leur développement et, de l'autre, il agit au sein de la fonction publique et du gouvernement provincial afin de s'assurer que les Villes demanderont ses services et auront le pouvoir de mettre en œuvre ses recommandations. Qui plus est, La Haye fait aussi pression sur le gouvernement du Québec et sur les municipalités afin que soient lancés de grands projets de rénovation urbaine, cela pendant que sa firme s'offre pour les aider à

¹⁹ Sur l'association avec Jean Ouellet, voir André Boisvert, *op. cit.*, p. 80-84.

²⁰ Pierre-Yves Saunier, « "Tel Mickey Mouse jouant au tennis..." Note de recherche : Charles S. Ascher et l'internationalisation de la *public administration* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1-2, n° 151-152, 2004, p. 55.

réaliser ces projets²¹. La Haye profite notamment du classement en « zone à rénover » du territoire entre les rues Jeanne-Mance, Ontario, Saint-Urbain et le boulevard René-Lévesque pour réaliser un de ses plus importants projets : le Complexe Desjardins²².

Cette dynamique montre bien que pour les urbanistes réformistes des Trente Glorieuses les problèmes urbains ne préexistent pas à l'offre de solutions. Si chaque habitant des villes peut percevoir que quelque chose cloche dans son environnement, la vision d'ensemble et le langage conceptuel qui permettent de rassembler les impressions, formuler des problèmes clairs et établir des pistes de solution leur font défaut. En effet, rares sont ceux qui, à l'époque, voient la nécessité de se donner un plan directeur. Or, convaincre les élus et les habitants que leur vision et leur langage font défaut n'est pas chose simple; il faut, au moment même où l'on met en lumière les carences, proposer des solutions compréhensibles. Pour cette raison, au tournant des années 1960, dans un très court laps de temps, La Haye travaille sur les deux fronts, celui des problèmes et celui des solutions.

Le chemin qu'il parcourt est cependant différent de celui de Ascher. Ce qui intéresse La Haye, ce n'est pas d'internationaliser une pratique localisée, comme Ascher l'a fait avec la « *public administration* » américaine, mais bien de concrétiser dans un contexte local une pratique que partagent – ou devraient partager – toutes les sociétés développées. La Haye se réclame d'une modernité occidentale en marche, c'est-à-dire d'un idéal progressiste lié à l'humanisme et aux Lumières, et enjoint le Québec à entrer dans la danse du progrès. Il profite alors du désir de réforme qui anime le Québec et du caractère relativement restreint du monde de la Révolution tranquille pour effectuer un impressionnant va-et-vient entre les associations d'urbanisme, son cabinet privé, le monde universitaire et la fonction publique, en plus de multiplier les actions de mise en valeur de l'urbanisme. Au moment de la venue du Parti Libéral et de son programme politique ambitieux à la tête de la province en 1960, La Haye utilise tous

²¹ En 1963, au moment du déclenchement de la CPU, seul le projet des Habitations Jeanne-Mance a su pleinement utiliser la loi fédérale sur l'habitation et les ressources mises en place par la Société d'hypothèques et de logement (SCHL). Pour La Haye, il est important que ce projet ne soit pas le seul. Sans le reproduire, il faut apprendre de celui-ci et montrer la voie aux Villes. Sinon, les fonds fédéraux risquent tout simplement d'échapper au Québec.

²² Pour Melvin Charney, le Complexe Desjardins représente le point de bascule de la Révolution tranquille dans l'architecture montréalaise. Voulant rivaliser avec la Place Ville-Marie, « conçue et financée par des investisseurs et des architectes new-yorkais le Complexe Desjardins fut planifié comme une entreprise locale et canadienne-française. » *Ville métaphore projet: architecture urbaine à Montréal, 1980-1990*, Éditions du Méridien, Montréal, 1992, p. 26. En ce sens, il n'est pas anodin que Jean-Claude La Haye en soit le concepteur principal.

ses contacts pour attirer l'attention du gouvernement sur les questions d'urbanisme. Cultivant de bonnes relations avec plusieurs ministres importants, La Haye réussit à occuper une place enviable dans les coulisses du pouvoir. En effet, non seulement agit-il à titre de conseiller spécial sur des sujets ponctuels chers au gouvernement – il raconte par exemple qu'au début des années 1960, il effectue un voyage en hélicoptère avec des ministres, des sous-ministres et des ingénieurs pour discuter des tracés d'autoroutes à Montréal et notamment du prolongement de la 40 – mais il met aussi de l'avant son propre programme. Il réussit alors à obtenir les fonds nécessaires à l'implantation d'un Institut d'urbanisme à l'Université de Montréal et, dans le même mouvement, il convainc le gouvernement de créer un titre professionnel d'urbaniste.

Appelé à se remémorer les circonstances dans lesquelles a été créé l'Institut d'urbanisme, l'ancien ministre de l'Éducation Paul Gérin-Lajoie affirme que La Haye lui a fait part de son projet lors d'une discussion nocturne, comme il en avait plusieurs à l'époque, et l'a facilement convaincu en mettant de l'avant la nécessité de rationaliser le développement du territoire au moyen d'une pratique multidisciplinaire²³. Et pourquoi un rattachement à l'Université de Montréal et non à l'Université Laval, là où l'avant-gardiste Faculté des sciences sociales avait pourtant déjà manifesté une volonté à ce sujet? Probablement, dit Gérin-Lajoie, parce que La Haye travaillait déjà au plan de réaménagement du campus. Il avait dû, suggère Gérin-Lajoie, profiter de ce contrat pour convaincre les dirigeants de l'Université du bien-fondé de son projet. D'ailleurs, il faut rappeler qu'un des plans initiaux de La Haye pour le campus de l'Université de Montréal prévoyait la construction d'un pavillon de « planisme » sur le flanc de la montagne, construction qui ne s'est jamais réalisée.

En résumé, La Haye sait placer ses pions et ses demandes sont ambitieuses. Au fond, il ne croit ni plus ni moins que les humains doivent réapprendre à parler du territoire et ses premières cibles sont les élus municipaux. Attachés à des institutions archaïques ne correspondant plus au territoire réel, ces derniers reproduisent un langage vide qui les empêche d'embrasser une vision d'ensemble cohérente et à long terme. Si les plaidoyers qu'il leur déclame du milieu des années 1950 n'ont pas les résultats escomptés, La Haye espère que la nouvelle classe d'experts

²³ Gérard Beudet (dir.), *L'Institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. Un urbanisme ouvert sur le monde*, Montréal, Éditions Trames, 2004, p. 8-9.

qui sortira de l'Institut d'urbanisme pourra leur tenir tête et imposera un nouveau langage qui mènera à une rationalisation du développement urbain.

4.2 Les premiers pas vers la professionnalisation

Dans la deuxième moitié des années 1950, Jean-Claude La Haye cherche, d'un côté, à convaincre les Villes de se doter d'un plan directeur, et, de l'autre, à créer un lieu de formation et de recherche afin qu'existe un groupe de professionnels capables de réaliser de tels plans. Ainsi, au moment même où il tente de convaincre les décideurs publics de faire appel à des urbanistes afin de régler les problèmes d'aménagement du territoire qu'ils peinent eux-mêmes à nommer et à reconnaître, il organise la formation des urbanistes de manière à ce qu'ils soient capables d'anticiper ces problèmes et d'y répondre. Cela dit, il est tout à fait remarquable que les arguments qu'il utilise afin de convaincre ses interlocuteurs changent assez peu avec le temps. En effet, de la conférence qu'il donne en 1955 lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) au rapport de la Commission provinciale qu'il dépose en 1968, ses arguments demeurent sensiblement les mêmes et apparaissent d'une étrange actualité : caractère inédit des problèmes, interdépendance des phénomènes et urgence de la situation, ces trois idées reviennent constamment afin de décrire le développement urbain et d'exiger des Villes et du gouvernement provincial des réformes importantes.

4.2.1 Prêcher dans le désert ou l'appel aux élus municipaux

En 1955, alors âgé d'à peine 32 ans, La Haye participe au nom du MAM au congrès de l'UMQ afin de faire la promotion de l'urbanisme. Son intervention vise à convaincre les élus de mettre en place des plans directeurs dans chacune de leurs municipalités respectives. Pour ce faire, il commence par rectifier un malentendu selon lequel l'urbanisme serait un art dédié exclusivement à l'embellissement des villes. Au contraire, il montre que l'urbanisme est une méthode d'administration qui met de l'avant l'interdépendance des problèmes publics et il soutient que cette nouvelle méthode est la seule capable de contenir l'explosion des dépenses publiques à la suite de l'industrialisation et de l'accroissement démographique qui en est le

corollaire. En prenant l'exemple du lotissement, problème d'urbanisme par excellence s'il en est un, il montre que, sans plan directeur, les Villes seront toujours à la merci des promoteurs, s'exposeront constamment à un dangereux gaspillage et ne pourront jamais contrôler l'augmentation de leurs dépenses. À la manière de Blumenfeld, La Haye considère que la croissance et l'urbanisation du territoire sont irréversibles et qu'elles mettent en danger la ville lorsqu'elles s'effectuent de manière incontrôlée. En conséquence, il soutient qu'il faut cesser de soumettre le développement urbain à la lutte des intérêts, cela en mettant en place une administration prévoyante, c'est-à-dire une administration qui pratique l'urbanisme. Sinon, la ville elle-même, autant sur le plan de la forme que sur le plan de l'administration, risque d'imploser. Bref, pour La Haye, l'existence de la ville ne va pas de soi; non seulement elle se transforme avec le temps, mais la modernité techno-industrielle la place dans une situation de danger irréversible.

Bien sûr, La Haye reconnaît que les municipalités ont peu de pouvoir pour tenir tête aux promoteurs, d'autant plus que ces derniers ont plus d'un tour dans leur sac pour contourner les règles et obtenir ce qu'ils veulent. Il sympathise donc avec les élus et affirme souhaiter voir leurs pouvoirs et leurs ressources augmenter – ce qui est la principale revendication de l'UMQ. Mais, dans le même mouvement, il leur montre que même le peu de pouvoir qu'ils ont, ils l'utilisent mal, car ils traitent les problèmes séparément et n'inscrivent pas leurs actions dans une vision d'ensemble et à long terme. Ainsi, il laisse entendre que les élus municipaux pensent avec des concepts du passé et ne savent pas utiliser à bon escient les outils à leur disposition.

Près de vingt ans avant la publication du livre-choc de Réjane Charles, *Le zonage au Québec : un mort en sursis*, La Haye avance notamment que sans plan directeur le zonage est absurde et inutile. Spécialiste de l'histoire du zonage, Raphaël Fischler a montré comment les règlements de zonage se mettent en place au début du XX^e siècle sous l'influence de demandes émanant du public et, « par manque de connaissances scientifiques ou par désir de flexibilité », au gré d'un pouvoir discrétionnaire de la part des élus ou des fonctionnaires²⁴. En conséquence, les nombreux règlements de zonage qui existent à l'époque de La Haye sont partiels et négatifs,

²⁴ Raphaël Fischler, « Émergence du zonage à Montréal, 1840-1914 », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, Éditions MultiMondes, 2014, p. 83

c'est-à-dire qu'ils ont été adoptés pour éviter des nuisances ou contrecarrer certains abus et ils ne concernent que certaines parties des villes ou des régions urbaines. Ils ne reflètent donc pas une vision d'ensemble, pas plus qu'ils ne manifestent une pratique réellement prévoyante. En conséquence, ce n'est, selon La Haye, qu'en raison d'un malentendu que ces règlements sont appelés des règlements d'urbanisme.

On trouve donc dans le discours de La Haye la distinction que fait Fischler entre la réglementation, qui « consiste en l'adoption et la mise en œuvre de mesures de contrôle de l'utilisation du sol et de la construction d'immeubles », et la planification, qui implique d'élaborer et de mettre en œuvre un plan directeur qui prévoit « la répartition spatiale des principaux éléments de la ville, ses espaces et équipements publics, ses voies de circulation, ses quartiers commerciaux, résidentiels et industriels²⁵ ». Tout le problème, selon La Haye, est que les élus municipaux ne comprennent pas cette distinction et croient que les problèmes urbains se règlent à coup de règlements isolés. En effet, selon lui, pour être efficaces, ces règlements doivent s'inscrire dans un plan d'ensemble.

Plus que jamais il nous faut réaliser que pour être efficace, l'administration municipale ne peut plus tabler sur une simple application d'onguent faite au jour le jour sur une foule de problèmes soignés un à un et indépendamment les uns des autres, mais qu'il faut chercher des solutions à long terme à tous les problèmes et cela en fonction de leur interdépendance²⁶.

La Haye soutient néanmoins qu'il est normal que les élus municipaux aient de la difficulté à traiter l'interdépendance des problèmes liés à l'urbanisation du territoire, car ils n'ont ni les méthodes et les techniques, ni les concepts et le langage qui leur permettraient de voir et d'exprimer cette interdépendance. Pour pallier ce défaut, il soutient que les Conseils de ville doivent s'adjoindre un urbaniste-conseil ou se doter d'un service d'urbanisme permanent :

[...] cette vue d'ensemble, un Conseil de ville ne pourra l'acquérir seul, car les exigences imposées par l'industrialisation et l'urbanisation sont devenues trop complexes pour être entièrement maîtrisables par un corps législatif constamment assailli par des problèmes tout aussi urgents les uns que les autres²⁷.

²⁵ *Ibid.*, p. 72.

²⁶ Jean-Claude La Haye, « L'urbanisme et l'administration municipale », *Rapport du 34^e congrès de l'Union des municipalités de la province de Québec*, 29 juin – 4 juin 1955, p. 98.

²⁷ *Ibid.*, p. 99

Durant la période d'après-guerre, comme plusieurs autres décideurs publics, les élus municipaux sont de plus en plus sensibles au discours expert, ce qui explique la présence de La Haye lors des assises de l'UMQ²⁸. Désirant augmenter leur rapport de force avec le gouvernement provincial, les élus locaux sont charmés par un discours expert qui montre qu'ils font face à de graves problèmes et ont besoin de plus de ressources et de pouvoir. Cependant, ils sont beaucoup plus réticents face à l'idée d'une remise en question approfondie des frontières municipales et du mode d'action des gouvernements locaux. Les élus ne voient pas ce qu'ils ont à gagner à court terme d'une vaste réforme du monde municipal ou de la mise en place d'un plan directeur contraignant. Pris dans des luttes d'intérêts et travaillant d'abord à leur réélection, ils veulent des résultats immédiats. Or, l'urbanisme ne répond pas à un problème précis. Il voit à long terme et, pour cette raison, il apparaît incompréhensible pour les élus qui doivent résoudre des problèmes *hic et nunc*, et qui, pour cette raison, demeurent prisonniers de schémas de pensée attachés aux formes de l'expérience passée.

Ultimement, La Haye soutient que la clé de l'urbanisme se trouve non pas dans l'acte de bâtir ni dans une série d'outils réglementaires, mais bien dans la mise en place d'une nouvelle pensée qu'il appelle, probablement en raison de son passage à Harvard, « A Planning Attitude of Mind ». Il conclut son intervention avec cette formule :

Pour que ce type d'administration à base de planification s'enracine dans nos corporations municipales, il n'est qu'une chose qui soit essentielle : une attitude d'esprit, « A Planning Attitude of Mind ». Le reste n'est rien. Que l'urbanisme coûte cher, que nos lois soient inadéquates, qu'il n'y ait pas de techniciens qualifiés... voilà des alibis que ne sauraient invoquer ceux qui ont réellement à cœur d'administrer leur patelin avec efficacité.²⁹

En résumé, ce qui fait défaut dans les administrations municipales, c'est un état d'esprit et un langage qui mettent l'accent sur l'interdépendance des problèmes et qui place le savoir et la planification avant tout. Le rôle des urbanistes est de mettre en place cette nouvelle pensée prévoyante. En s'appuyant sur des recherches synthétiques, ils ont pour tâche d'élaborer un plan d'ensemble qui montre l'interdépendance des problèmes et établit des solutions communes. Or, La Haye précise qu'un plan d'urbanisme « ne sera jamais définitif [...] il est un instrument de

²⁸ Harold Bérubé, *Unité, autonomie, démocratie*, *op. cit.*, p. 167-229.

²⁹ Jean-Claude La Haye, « L'urbanisme et l'administration municipale », *op. cit.*, p. 102.

travail indiquant la direction générale à suivre et non quelque chose de permanent et définitif³⁰. » Tout comme Blumenfeld, il soutient que l'urbanisation est en constant changement et qu'en conséquence le travail de recherche des urbanistes ne sera jamais achevé; la synthèse des connaissances doit constamment être améliorée et le langage adapté. Pour cette raison, La Haye enjoint les élus de développer une déférence envers le travail de prévision et de synthèse qu'effectuent les experts-urbanistes.

Cet appel ne sera cependant que peu entendu. Selon La Haye, l'urbanisme municipal demeure à la fin des années 1950 au Québec une pratique fragmentée fonctionnant majoritairement à la va-comme-je-te-pousse au gré de la bonne volonté et de la détermination des élus et des fonctionnaires³¹. La firme de La Haye réalise bien plusieurs plans, mais elle est une des seules à exécuter de telles tâches et rares sont les Villes qui se dotent d'un service d'urbanisme permanent digne de ce nom. Afin de remédier à cette situation, La Haye se tourne vers le gouvernement provincial et souhaite qu'il oblige les Villes à agir. Mais auparavant, encore faut-il former des spécialistes reconnus qui maîtrisent le langage de la planification.

4.2.2 La formation d'un escadron d'experts généralistes

Avec quelques collègues pour la plupart formés à l'étranger³², La Haye forme en 1957 la Société professionnelle des urbanistes du Québec. Affiliée à l'Institut canadien d'urbanisme, cette association ne possède aucun pouvoir ni reconnaissance officielle. La Haye la conçoit comme une étape préliminaire, c'est-à-dire comme un groupe de pression qui permettra d'obtenir davantage. À l'époque, l'urbanisme n'a pas de statut officiel au Québec – le Québec, faut-il le rappeler, souffre d'un important retard par rapport aux autres provinces dans ce domaine³³ – et

³⁰ *Ibid.*, p. 100

³¹ Ce constat sera répété par des générations ultérieures d'urbanistes qui considèrent que l'urbanisme n'a toujours pas reçu une reconnaissance suffisante au Québec. Voir par exemple Gérard Beaudet, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2000.

³² Mentionnons les plus importants selon André Boisvert, *op. cit.* : Rolf Latté, David K. Linden, Charles-Édouard Campeau, Blanche Lemco van Ginkel et Benoît Bégin.

³³ Sept des neuf provinces canadiennes se dotent de lois d'urbanisme entre 1912 et 1918. Au Québec ce n'est qu'en 1941 que la Loi sur les Cités et les Villes est modifiée afin de permettre l'adoption de plans d'urbanisme et il faut attendre en 1979 avant que ne soit adoptée la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Voir Jeanne M. Wolfe, « Retour sur le passé : un survol historique de l'urbanisme canadien », *Plan Canada* 6, 1994, p. 2-36.

il n'existe aucun lieu de formation en urbanisme en langue française. Le seul enseignement lié à l'urbanisme au Québec est le diplôme en « *physical planning* » donné au département d'architecture de l'Université McGill depuis 1948³⁴. Le projet de La Haye gagne cependant en visibilité grâce à la recrudescence du nationalisme canadien-français au tournant des années 1960. En effet, pour plusieurs, notamment le journal *La Patrie*, la création d'un institut francophone d'urbanisme est considérée comme un élément essentiel pour favoriser la francisation de Montréal³⁵. Néanmoins, quoique favorable à la lutte des Canadiens français, La Haye se garde bien de présenter explicitement la professionnalisation de l'urbanisme comme une condition de l'émancipation des francophones et de la réalisation d'un Grand Montréal français. Au-delà des effets bénéfiques indéniables que cela pourrait avoir sur la valorisation de la culture francophone et sur la protection du patrimoine, La Haye est d'abord et avant tout intéressé par la forme urbaine et la rationalisation des environnements bâtis et il cherche à obtenir un statut officiel pour ceux qui font de ce problème une profession³⁶.

Or, pour obtenir ce statut, l'urbanisme doit d'abord se doter d'une institution d'enseignement en bonne et due forme. Ainsi, La Haye commence par travailler à la création d'un institut d'urbanisme, ce qu'il réalise en 1961. Parallèlement, La Haye négocie avec la Corporation des ingénieurs, l'Association des architectes et la Corporation des arpenteurs-géomètres afin que ceux-ci ne s'opposent pas à la création d'un ordre professionnel des urbanistes du Québec. Il s'adjoit ensuite Yves Pratte, un avocat proche de Jean Lesage, afin d'élaborer un projet de loi à soumettre au gouvernement. Malgré quelques réticences des ingénieurs, en 1963, une loi provinciale crée la Corporation professionnelle des urbanistes et le titre réservé d'urbaniste³⁷.

Conformément à la vision de La Haye, ce titre ne vient avec aucun acte réservé. Un champ d'action exclusif aurait peut-être été une manière d'accroître l'autorité des urbanistes, mais cela les aurait encastrés dans des actes précis et les aurait empêchés d'inventer de nouveaux

³⁴ Gérard Beaudet (dir.), *L'Institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. op. cit.*, p. 23.

³⁵ *Ibid.*, p. 26.

³⁶ Nommé par Denis Vaugeois, La Haye fera à la fin des années 1970 un bref et assez peu réussi passage à la présidence de la Commission des biens culturels du Québec, un organisme consultatif qui ne correspond pas au mode d'action qu'il privilégie.

³⁷ Quelques années plus tard, la Corporation sera renommée Ordre professionnel des urbanistes du Québec.

problèmes et de nouvelles solutions³⁸. Or, pour La Haye, la sphère d'action des urbanistes n'est jamais entièrement fixée, ceux-ci doivent anticiper la demande et constamment redéfinir les problèmes auxquels ils répondent. Pour cette raison, La Haye conçoit l'urbanisme comme un domaine de spécialisation pour professionnels cultivés et créatifs. Essentiellement multidisciplinaire, la formation en urbanisme doit être un lieu d'intégration des savoirs et l'action de l'urbanisme doit évoluer avec le temps. En fait, pour La Haye, l'urbanisme se présente comme un supplément de savoir qui décloisonne les domaines d'expertise et permet aux professionnels d'embrasser une vue synoptique et surplombante.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, La Haye ne défend donc pas une conception purement technicienne de l'urbanisme et si certains ont voulu faire de lui le représentant d'un courant de pensée technocratique, cela ne peut se faire qu'au prix d'une réduction caricaturale de sa pensée. En effet, selon La Haye, les urbanistes ne sont pas de simples exécutants, c'est-à-dire des techniciens au sens étroit. Leur rôle n'est pas, comme celui des ingénieurs, de répondre à une demande publique ou d'exécuter des tâches précises données par une autorité extérieure. Au contraire, les besoins auxquels répondent les urbanistes ne sont pas clairement exprimés par la population ni par les élus. Les urbanistes anticipent et formulent eux-mêmes les problèmes auxquels ils répondent, c'est-à-dire qu'ils doivent imposer leur problématisation du développement urbain aux élus et aux citoyens. Ainsi, La Haye soutient que l'urbaniste doit :

[...] avoir son nez partout. Il doit avoir une solide formation de base, c.-à-d. un diplôme de premier cycle en architecture, en génie civil, en droit ou en toutes autres disciplines compatibles. Le cycle de la maîtrise quant à lui devrait mettre l'accent sur l'intégration de ces connaissances et de ces techniques de manière à permettre à l'urbaniste de jouer avec compétence son rôle de chef d'orchestre dans sa tâche d'aménagiste fonctionnel et esthétique de la Cité³⁹.

En conséquence, pour La Haye, le rôle de l'Institut d'urbanisme devrait être de former des experts généralistes en offrant exclusivement une formation de deuxième cycle pour des personnes détenant déjà un baccalauréat dans une discipline connexe – l'architecture, l'ingénierie, le droit, la géographie ou la science sociale –, ce qu'il fit jusqu'à la fin des

³⁸ Le débat sur les actes réservés revient sporadiquement. Par exemple, en se positionnant contre les actes réservés et en faveur d'une conception humaniste et généraliste de la profession, Gérard Beudet défend actuellement une position semblable à celle de Jean-Claude La Haye. Voir Gérard Beudet, *Le pays réel sacrifié*, *op. cit.*, p. 313-326.

³⁹ André Boisvert, *op. cit.*, p. 81

années 1970⁴⁰. L'idée est de faire de l'urbaniste un chef d'orchestre, c'est-à-dire une figure tutélaire qui, grâce à un mélange de connaissances générales et de compétences techniques, peut prescrire une vision d'ensemble. En ce sens, si technocratie veut tout simplement dire élitisme fondé sur le savoir expert, La Haye avait certainement une vision technocratique de l'urbanisme. Cependant, une telle conception de la technocratie gomme les différences entre les types de savoir et laisse de côté la manière dont La Haye argumente en faveur de la supériorité de l'expertise urbanistique sur les expertises proprement techniques comme celle des ingénieurs. Selon lui, l'urbanisme devrait guider les décisions d'aménagement et avoir préséance sur les autres disciplines techniques impliquées dans la fabrication de la ville en raison de son regard synthétique et englobant.

Dans la vision de La Haye, l'Institut a un double rôle : il doit former des experts généralistes, et favoriser une émulation et une amélioration des pratiques chez les experts techniciens. Il doit leur permettre de se défaire de leurs œillères et de voir comment les problèmes auxquels ils font face participent d'une problématique commune. L'Institut doit donc être un lieu de recherche où sont développées de nouvelles méthodes pour étudier l'urbanisation et pour synthétiser les connaissances dans des plans ou des idées générales. Dans cet esprit, certains des premiers enseignants comme La Haye utilisent la classe pour tester et améliorer leurs pratiques privées⁴¹.

En outre, conscient du peu d'autorité dont disposent les urbanistes, La Haye accorde une importance cruciale au rayonnement et à la réputation de l'Institut. C'est par l'exemple, la réputation et les résultats, pense-t-il, que les urbanistes réussiront à s'imposer. Par conséquent, La Haye aurait aimé dénicher un directeur avec une grande réputation et une longue feuille de route. Dans les mois qui précèdent l'ouverture de l'Institut, La Haye part en France pour le compte du gouvernement du Québec et offre le poste de directeur à son maître à penser, Le Corbusier, mais celui-ci, au cœur de plusieurs grands projets – notamment celui de la ville nouvelle de Chandigarh –, décline l'offre, tout comme Robert Auzelle, le numéro deux sur la

⁴⁰ À ce moment, à l'encontre de la volonté de La Haye, un programme de baccalauréat est créé et accrédité par l'Ordre professionnel.

⁴¹ Dans sa série d'articles écrits pour mousser l'urbanisme au Québec, Pierre Bourgault rapporte que La Haye fait travailler ses étudiants sur le plan de Saint-Jérôme que sa firme est en train de réaliser. Questionné à savoir si cela n'est pas une manière de se servir de ses étudiants, La Haye répond qu'il ne peut empêcher les gens de penser ce qu'ils veulent. Dans son cas, il préfère se concentrer sur la pratique. Il veut offrir des expériences significatives à ses étudiants tout en favorisant l'amélioration des pratiques. Voir dans Gérard Beaudet (dir.), *L'Institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. op. cit.*, p. 23. p. 111.

liste de La Haye. À la suite de ces revers⁴², La Haye n'a d'autre choix que de se rabattre sur son collègue et ami Benoît Bégin, formé en architecture du paysage à Cornell.

Après la création de l'Institut et de la Corporation professionnelle, c'est-à-dire une fois l'offre d'expertise constituée, La Haye s'attarde à l'élaboration d'une grande loi-cadre qui obligerait les municipalités à se doter de plans directeurs. L'idée est que les spécialistes en idées générales formés à l'Institut soient rapidement employés afin de rationaliser l'aménagement du territoire au Québec.

4.3 Les ambitions vertigineuses de la Commission provinciale d'urbanisme

Considérant que la population du Québec sera à 90 % urbaine d'ici la fin du siècle et que notre avenir sera conséquemment déterminé à brève échéance par notre aptitude à organiser notre urbanisation, nous recommandons que soient considérées comme prioritaires la nécessité et l'extrême urgence d'une prise de décision collective du défi culturel majeur posé à nos institutions et nos mentalités particulières par l'urbanisation rapide du Québec.

Commission provinciale d'urbanisme⁴³.

Proche des libéraux, La Haye bâtit rapidement une relation de confiance avec Pierre Laporte, un jeune réformiste recruté par Jean Lesage pour devenir le nouveau ministre des Affaires municipales en 1962. À peine deux ans plus vieux que lui, La Haye partage plusieurs atomes crochus avec Laporte. Ancien journaliste politique au *Devoir*, Laporte s'est fait connaître par ses articles et enquêtes dénonçant la corruption du gouvernement Duplessis et a milité auprès de Jean Drapeau lors de l'importante élection municipale de 1957, au cœur de laquelle se trouve la question de la rénovation urbaine dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. Ardent défenseur d'une modernisation des institutions municipales, Laporte déclare en janvier que « 1963 sera l'année de l'urbanisme⁴⁴ ». Quelques mois plus tard, il lance la Commission provinciale d'urbanisme et nomme Jean-Claude La Haye président. Loin de chômer, il met

⁴² À ceux-ci s'ajoute le refus du recteur de l'Université d'accepter la nomination de l'ancien communiste Hans Blumenfeld.

⁴³ Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, chap. 10, p. 26. Dorénavant CPU.

⁴⁴ UQÀM, Archives, Fonds Jean-Claude La Haye 63P-P3-2.

simultanément en branle la Commission Bélanger sur la fiscalité et, l'année suivante, les Commissions Sylvestre et Blier devant respectivement étudier les problèmes intermunicipaux sur l'île Jésus et l'île de Montréal.

L'idée initiale de Laporte est de faire de la Commission d'urbanisme une grande commission d'enquête, comme ce fut le cas en éducation avec la commission Parent. Cependant, La Haye ne considère pas comme nécessaire le pouvoir d'assigner des personnes à témoigner et préfère agir seul. Cette décision a probablement nui à la visibilité de la CPU qui en aura, somme toute, assez peu⁴⁵. Confiant, La Haye veut avoir les coudées franches. Une fois cela acquis, il utilise les ressources de la commission pour faire les études qu'il juge pertinentes et se donne une grande liberté dans la composition du rapport qu'il coordonne avec son assistant et ami l'avocat Alain Nantel. En conséquence, la tâche des autres commissaires signataires – Guy Beaugrand-Champagne, spécialiste de l'action collective, Yves Dubé, professeur d'économie, Charles Langlois, ingénieur, Paul Sauriol, journaliste au *Devoir*, et Blanche Lemco van Ginkel, une des urbanistes les plus en vue au Canada – restera somme toute assez modeste⁴⁶. La Haye est le maître d'œuvre et fait fonctionner la CPU comme son groupe de recherche. Il utilise son réseau de contacts international et commande plusieurs études, notamment aux Américains Charles Abrams sur l'habitation et Lloyd Rodwin sur l'aménagement régional. Hans Blumenfeld élabore quant à lui la section sur l'urbanisation et Robert Auzelle, avec lequel La Haye entretient des contacts étroits, offre un avis général.

Établi par un arrêté en conseil le 8 avril 1963, le mandat de la CPU est triple. Elle doit : 1) identifier les objectifs généraux de toute action de l'État en matière d'urbanisme, 2) élaborer le schème d'une législation d'urbanisme appropriée au Québec, et 3) faire enquête et rapport, à la demande du ministre, sur toute question d'urbanisme qui peut avoir des implications d'ordre général, notamment la rénovation urbaine⁴⁷. La CPU se donne donc pour objectif d'établir les formes administratives qui devraient correspondre à l'urbanisation en cours et ainsi permettre de mieux l'organiser, un peu comme *Horizon 2000*, dont nous traiterons dans le prochain

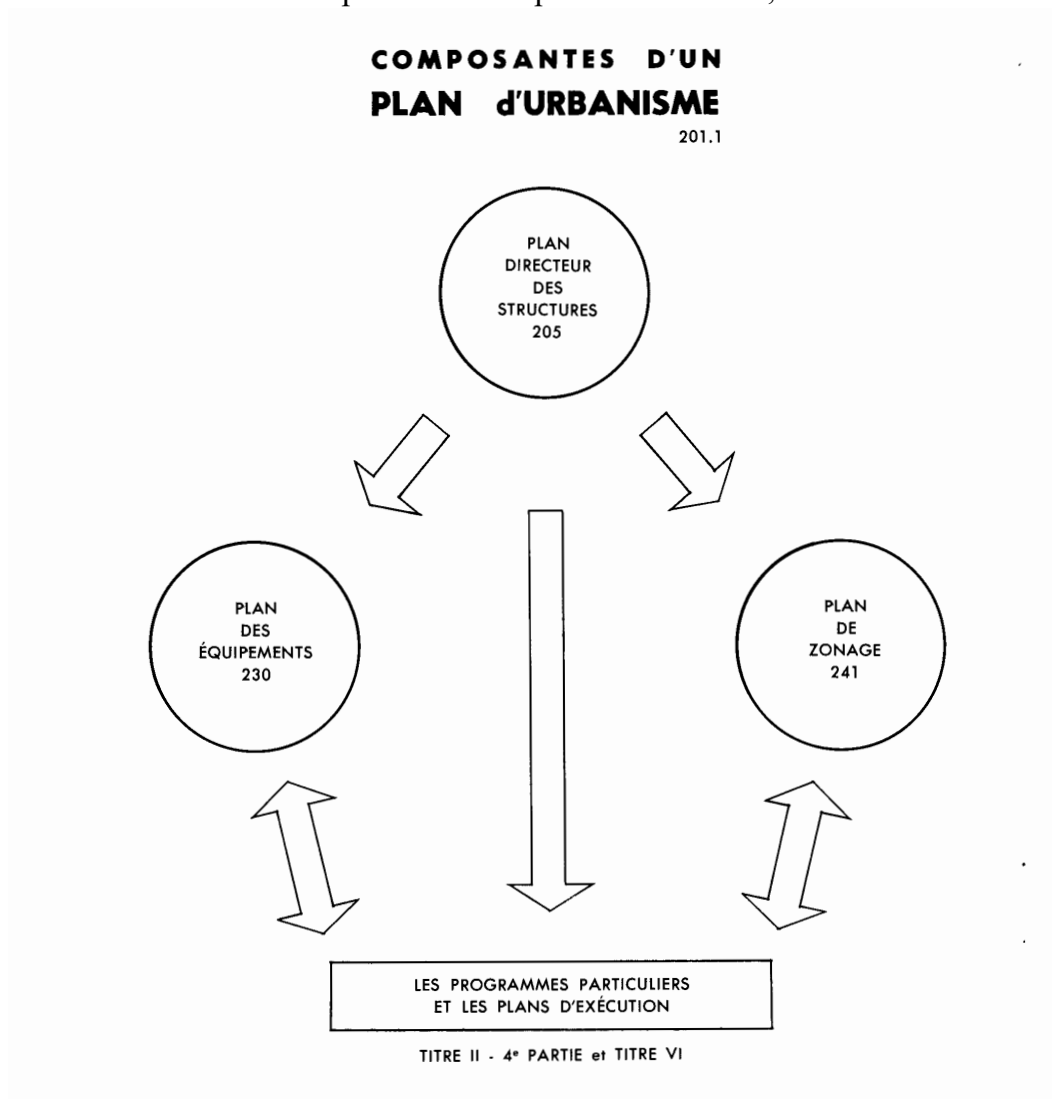
⁴⁵ Cette erreur, si l'on peut dire, est en partie liée à la personnalité de La Haye. Afin d'expliquer cette décision, il affirme avoir un « maudit caractère » et n'être pas du « genre consultatif », André Boisvert, *op. cit.*, p. 82.

⁴⁶ Trois des membres initiaux, soient Byron T. Kerr, Armand Turpin et Alain Nantel, ont démissionné en cours de route.

⁴⁷ CPU, chap. 1, p. 4.

chapitre, tente d'établir le schéma de développement de Montréal. Or, dans les deux cas, une étape préliminaire est nécessaire : il leur faut déconstruire les catégories sclérosées qui bloquent l'entendement et empêchent de saisir les problèmes posés par l'évolution des villes. Ensuite, les urbanistes supposent qu'un nouveau langage axé sur le devenir de la ville émergera de l'étude du territoire réel et permettra de guider une réforme rationnelle de l'aménagement du territoire.

22 Composantes d'un plan d'urbanisme, CPU



Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, chapitre 8, p. 39.

4.3.1 La mise en garde de Blanche Lemco van Ginkel : la polysémie des concepts⁴⁸

Dans une note du mois de mars 1963 écrite en réponse à la demande de La Haye de se joindre à l'équipe de la CPU, Blanche Lemco van Ginkel évoque son scepticisme face au bien-fondé d'une telle entreprise en raison des dangers entourant l'utilisation inévitable de nouveaux concepts encore mal compris du grand public et des élus.

It is extremely important in this case to initiate studies and public discussion on the right basis. The matter is complicated by the fact that our terminology is not common knowledge and there is even misunderstanding of words in ordinary use, e.g. "region", "metropolis" and even the word "planning" itself. Our vocabulary, at least, should be clear before the matter is taken up by laymen. In fact, a great deal of work will have to be done to clear up current misunderstanding and misuse of words⁴⁹.

Selon van Ginkel, il sera très difficile pour la CPU de formuler des recommandations compréhensibles pouvant être mises en œuvre, car les termes qu'utilisent les urbanistes ne réfèrent pas, aux yeux du grand public, à une réalité clairement circonscrite et facilement identifiable. Pire encore, en l'absence d'un consensus fort concernant les concepts du langage urbanistique, le travail de la commission risque de devenir la proie des groupes d'intérêts et d'être instrumentalisé dans des luttes politiques et électoralistes qui ne sont pas les siennes. Pour cette raison, van Ginkel s'interroge à savoir si le contexte se prête bien à une telle commission. Peut-être serait-il préférable, pense-t-elle, de poursuivre le travail de terrain et la discussion publique et d'attendre avant de procéder à l'élaboration d'une grande loi-cadre.

Les archives ne disent pas comment La Haye a pu convaincre van Ginkel de se joindre à l'équipe de la CPU, cependant, on peut voir que cette mise en garde a fait son chemin dans le rapport. En effet, les remarques préalables aux recommandations formelles se terminent par cette observation essentielle : « il ressort que le vice fondamental de la législation d'urbanisme en vigueur au Québec réside dans l'absence d'une définition adéquate de ce qu'est précisément l'urbanisme et, par la suite, dans l'impossibilité pratique de l'intégrer à la gestion urbaine⁵⁰. »

⁴⁸ Cette idée a été développée dans Frédéric Mercure-Jolette, « La planification de l'urbanisation ou le Montréal en devenir des premiers urbanistes professionnels », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 161-196

⁴⁹ Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents. Fonds d'archives Jean-Claude La Haye 63P-P3-1.

⁵⁰ CPU, chap. 10, p. 17.

En fait, déjà en septembre 1963, Pierre Laporte reconnaît que l'absence d'une définition claire de l'urbanisme pose problème. Dans une allocution au congrès de l'UMQ, il affirme :

Je suis convaincu que, si je demandais à chacun d'entre vous s'il est en faveur de l'urbanisme, il ne s'en trouverait probablement pas un seul pour dire non. On est en faveur de l'urbanisme un peu comme on est en faveur de la vertu et contre le péché ou sans trop s'en rendre compte, un peu comme monsieur Jourdain, dans Molière qui faisait de la prose sans le savoir⁵¹.

Pourtant, il ajoute que plusieurs, voire une grande majorité des municipalités, rechignent encore à se doter d'un plan directeur, car elles pensent que cela aura un effet négatif sur leur développement. Ainsi, elles sont en faveur de l'urbanisme, mais n'en appliquent pas les principes, cela en raison d'un malentendu quant à sa nature et à ses effets. En effet, selon Laporte, un plan directeur qui établit clairement les zones industrielles, commerciales et résidentielles et indique le positionnement des voies de circulation est le meilleur moyen d'attirer les industries et les promoteurs dans une communauté, car ceux-ci aiment savoir ce qui les attend et veulent pouvoir prévoir leur développement. C'est donc seulement en raison de leur étroitesse d'esprit, de leur ignorance et de leur courte vue que les élus municipaux ne vont pas jusqu'au bout dans leur application de l'urbanisme. Plus fondamentalement, l'intervention de Laporte montre que si le vocable « urbanisme » est rapidement entré dans le langage politique au début des années 1960, il a été immédiatement galvaudé et évidé, car aucun principe substantiel et uniforme n'en accompagne l'usage. Et, en l'absence d'une définition qui fasse autorité, chaque municipalité pratique l'urbanisme à sa guise. Si certains élus refusent d'agir dans ce domaine, d'autres profitent de la polysémie pour faire comme bon leur semble, ce qui produit, à l'échelle provinciale, des résultats pour le moins insatisfaisants aux yeux de La Haye.

Devant cette situation, il apparaît urgent, aux yeux des rationalistes La Haye et Laporte, de préciser et uniformiser la définition de l'urbanisme. En fait, c'est comme si ces derniers avaient reçu la mise en garde de van Ginkel comme un argument de plus en faveur de la CPU. Tout comme elle, ils croient que la polysémie des concepts utilisés par les urbanistes est un obstacle à la mise en place de politiques d'urbanisme uniformes et efficaces et croient, précisément pour cette raison, qu'il est essentiel que la CPU offre des définitions claires des concepts importants comme ceux de « métropole », de « région » et d'« urbanisme ». Or, pour van Ginkel, il n'est

⁵¹ Cité dans Jean-Charles Panneton, *Pierre Laporte*, Québec, Éditions du Septentrion, 2012, p. 254.

pas du tout évident que la CPU, ou, pour le coup, n'importe quelle organisation dédiée à l'urbanisme, ait ce pouvoir d'imposer un langage univoque et policé.

La Haye, quant à lui, considère cette entreprise comme étant l'extension inévitable de l'urbanisme : toute tentative de réforme de l'organisation territoriale implique, pense-t-il, l'imposition d'un nouveau langage. Pourtant, le danger, selon van Ginkel, est de créer quelque chose d'incontrôlable, c'est-à-dire des concepts qui peuvent être appropriés et modifiés par différents groupes politiques et sur lesquels les urbanistes n'ont finalement que peu d'emprise. Elle est, en cela, très proche des idées de Reinhart Koselleck. Ce dernier, en effet, a montré que les concepts qui se réfèrent à l'horizon d'attente tendent à souffrir d'une grande polysémie, car leur contenu indexical n'est pas de l'ordre de l'expérience répétée, mais de la projection et de l'aspiration. En conséquence, leur contenu est variable et dépend des prévisions et du crédit qu'on leur accorde. Pour cette raison, selon Koselleck, un langage futuriste est nécessairement polysémique.

Dans l'optique de La Haye, une direction générale du plan et un urbaniste en chef effectuant des recherches prospectives en continu devraient avoir pour tâche de baliser l'horizon d'attente et ainsi garantir une certaine univocité au nouveau langage que les urbanistes proposent pour penser le territoire en mouvement. Et si le risque est que ce langage soit polysémique et galvaudé, cela est pour lui un moindre mal, car l'alternative, qui est de conserver des catégories de pensée archaïques, désuètes et non moins polysémiques, est, à ses yeux, tout à fait intolérable. Selon La Haye, il faut agir maintenant et élaborer de nouveaux concepts permettant d'obtenir une vision uniforme et prospective de l'ensemble du territoire québécois. L'inaction et les petits onguents ne sont plus une solution.

4.3.2 Les fondements langagiers des problèmes d'aménagement du territoire

Afin de démontrer l'urgence de la situation, la CPU dresse, dans la première partie du rapport, une liste des principaux problèmes de politiques publiques posés par l'urbanisation non planifiée du territoire :

1) le déséquilibre dans la distribution des populations urbaines, 2) le coût mal réparti des aménagements non planifiés, 3) le coût mal réparti des logements, 4) la congestion de la circulation, 5) la faible rentabilité des transports en commun, 6) la pollution, 7) la disparition d'excellentes terres agricoles, 8) la destruction des unités de voisinage⁵².

Cependant, le rapport ajoute qu'il n'est guère nécessaire de connaître les finances des administrations municipales pour prendre conscience de l'ampleur des problèmes liés à l'urbanisation. Toute personne qui traverse les villes québécoises fait l'expérience d'une situation qui ne peut plus durer. Pour se convaincre de l'aspect médiocre du développement urbain au Québec, la CPU écrit qu'il suffit de : « parcourir, à l'entrée de Québec, le boulevard Laurier le long duquel de nombreux centres commerciaux se pressent les uns contre les autres sans raison apparente; ou encore d'entrer dans n'importe quelle ville ou bourgade pour y voir d'abord des troupes de taudis⁵³. » Pour la CPU, il y a quelque chose de profondément choquant dans le développement chaotique des villes qui appelle à la prise en charge et au changement. En fait, selon la CPU, l'incohérence du développement des villes québécoises devrait à elle seule constituer une raison suffisante justifiant une intervention centralisée de l'État. Ainsi, loin de faire une apologie du monde techno-industriel, la CPU, comme tout discours urbanistique, se veut une réaction critique face à l'évolution incontrôlée de la civilisation urbaine techno-industrielle. À l'urbanisation qui, paradoxalement, détruit la ville, il faut opposer, affirme-t-elle, une urbanisation rationnelle qui réalise une idée de ville harmonieuse et durable⁵⁴.

Qui plus est, la CPU soutient que si l'on est actuellement incapable de résoudre les problèmes posés par le progrès techno-industriel et l'urbanisation, c'est que les concepts pour penser le territoire urbanisé contemporain comme un ensemble unifié et cohérent font défaut. Attachés aux institutions du passé et aux concepts transmis par l'expérience, c'est-à-dire au langage juridique et à la catégorie de Ville, les décideurs publics sont incapables de saisir ce qui advient de la ville et du territoire et donc de résoudre les nouveaux problèmes qui se posent à eux. Dans le troisième chapitre de cette thèse, nous avons évoqué ce passage clé dans lequel la

⁵² CPU, chap. 10, p. 4.

⁵³ CPU, chap. 1, p. 10.

⁵⁴ Comme nous l'avons mentionné dans le troisième chapitre, la CPU reprend le vocabulaire de Gaston Bardet et oppose « l'urbanification », c'est-à-dire un développement rationnel qui correspond aux principes de l'urbanisme à l'urbanisation désordonnée. Voir CPU, chap. 1 p. 25.

CPU écrit que la rapidité de l'urbanisation « a eu pour effet de gruger les anciennes catégories et de les vider de leur contenu effectif⁵⁵ » et que « à la notion de ville tend de plus en plus à se substituer celle d'espace urbain dont les limites sont fluctuantes⁵⁶ ». L'idée essentielle de la CPU est que la municipalité, la Ville au sens juridique, ne correspond plus au territoire réel et n'est plus un concept adéquat pour guider l'aménagement du territoire. Pour la CPU, cette déconnexion entre les concepts et le territoire réel empêche une prise en charge efficace des problèmes d'aménagement du territoire. Pour cette raison, on peut voir dans ce rapport une certaine forme de conceptualisme, car il considère que le langage et les idées structurent la capacité d'aménager le territoire. En fait, tout comme Hans Vaihinger, la CPU laisse entendre que la valeur des idées de la raison, ces concepts qui guident l'action humaine, est liés aux actions qu'elles rendent possibles ou, autrement dit, aux problèmes qu'elles permettent de saisir et résoudre.

Ainsi, la tâche première de l'urbanisme, pour la CPU, est de forger un langage conceptuel qui puisse répondre aux problèmes posés par l'évolution du territoire réel et d'en imposer l'usage à toutes les institutions publiques. Seul un tel langage, affirme la CPU, peut résoudre le manque flagrant de communication et de coordination entre les ministères et les différents paliers de gouvernement. Le choix de la localisation d'une école ou d'un hôpital, par exemple, est déterminant dans le développement urbain, tout comme ceux qui concernent la construction et l'entretien des infrastructures routières. Or, ces décisions relèvent rarement d'un plan d'ensemble uniforme parce que les différents ministères travaillent en vase clos et ne partagent pas les mêmes idées et objectifs ni le même langage⁵⁷. Selon la CPU, plusieurs moyens existent pour gérer l'urbanisation, mais parce qu'une vision commune fait défaut, ou plus précisément une idée générale du territoire, ils sont utilisés aléatoirement. La CPU veut donc faire de l'ordre dans la structure administrative : « tout est dans tout, mais d'une manière désordonnée⁵⁸ », affirme-t-elle.

⁵⁵ CPU, chap. 2, p. 12.

⁵⁶ CPU, chap. 3, p. 3.

⁵⁷ Encore une fois, cette affirmation fait partie des critiques abondamment répétées par les urbanistes québécois dans les années subséquentes.

⁵⁸ CPU, chap. 4, p. 22.

Pour ce faire, la CPU suppose, comme tout discours urbanistique, que la ville, ou, disons, la concentration de l'habitation et de l'activité économique sur un territoire donné est inévitable, et elle tente de saisir comment les différents pôles de concentration se distribuent et évoluent sur l'ensemble du territoire québécois. La CPU reprend les idées de Blumenfeld sur l'urbanisation et la métropolisation que nous avons exposées dans le troisième chapitre, mais, contrairement au SUVVM, elle ne se place pas du point de vue d'une ville, mais d'une province. Cela dit, si la vision porte sur un territoire beaucoup plus large, les présupposés structurant le regard demeurent les mêmes. En effet, tout comme le SUVVM délaisse l'idée des frontières fixes entre les municipalités au profit d'une vision qui met l'accent sur l'interdépendance des municipalités avoisinantes, la CPU refuse de considérer les villes séparément les unes des autres. Comme le démontre au même moment le sociologue Gérard Fortin, la CPU considère que l'opposition ville-campagne⁵⁹ est désuète et doit être délaissée au profit d'une vision du territoire qui prenne la forme d'un continuum. Ainsi, elle reprend l'idée de la ville en mouvement, mais non pas pour penser seulement l'évolution d'une seule ville, mais pour saisir l'urbanisation de la province de Québec et en offrir une vision uniforme et cohérente.

La vision d'ensemble que propose la CPU prend la forme d'un continuum gradué qui va de la métropole à l'arrière-pays. La CPU soutient que le Québec est un ensemble de lieux dans lequel la grande région de Montréal est le pôle principal d'attraction et de rayonnement économique et culturel. À côté de celle-ci se trouvent des agglomérations industrielles, des conurbations secondaires et des centres traditionnels qui jouent chacun un rôle clé dans une région donnée, et un arrière-pays rural structuré en fonction des activités agricoles, des lieux touristiques, des extractions industrielles et des lignes de transport⁶⁰. Du point de vue provincial, il est donc possible de décrire des dynamiques territoriales structurantes permettant d'offrir une vision cohérente. Or, cette vision demeure virtuelle, car les institutions locales ne lui correspondent pas. En effet, les villes ne sont pas organisées en région et agissent encore comme des entités fixes et indépendantes.

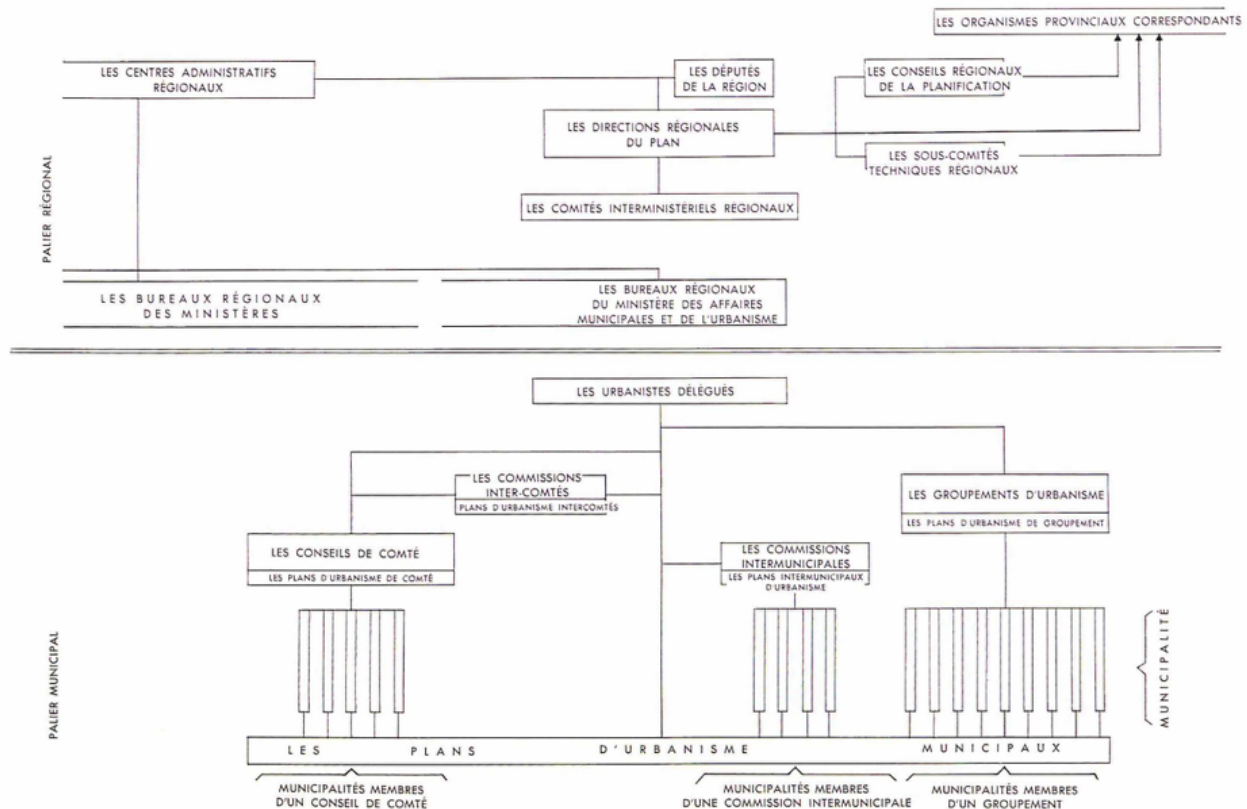
⁵⁹ Cette opposition a été historiquement très importante pour le clergé et l'élite conservatrice canadienne-française, ce qui explique, selon certains, le retard du Québec dans le domaine de l'urbanisme dans les années 1960. Sur ce constat de Fortin, voir la section 2.3.2.

⁶⁰ CPU, chap. 1, p. 20 et 37.

23 Schéma d'une structure de planification au palier municipal

SCHEMA D'UNE STRUCTURE DE PLANIFICATION AU PALIER MUNICIPAL

ORGANIGRAMME 3



Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, chapitre 8, p. 39.

Si le discours du SUVVM met, à la même époque, l'accent sur le processus de métropolisation afin de déconstruire les catégories fixes héritées du passé et penser le Grand Montréal comme un tout en mouvement, la CPU met quant à elle l'accent sur le processus de « régionalisation » afin de décrire ce qui se produit sur l'ensemble du territoire québécois. Le rapport affirme en effet que l'urbanisation se fait à un rythme tel qu'elle « pose le problème de la régionalisation ». Concept de mouvement, la régionalisation permet de penser la croissance du territoire habité et l'interdépendance entre les municipalités secondaires. Or, « ignorante des problèmes posés par l'urbanisme municipal, la loi québécoise l'est encore plus de l'urbanisme

régional⁶¹. » Afin de remédier à cette situation et réaliser la cohérence virtuelle du territoire réel, la CPU affirme qu'il faut créer des entités régionales et les obliger à agir dans le domaine de l'urbanisme. Ces entités devraient à la fois superviser et renforcer l'initiative locale. C'est en quelque sorte le chaînon manquant qui devrait assurer la cohérence du continuum territorial.

Au niveau de l'État, la CPU recommande de créer des comités centraux ministériels et interministériels permanents et, au-dessus de ceux-ci, une direction générale qui aura pour rôle d'assurer une coordination de toutes les actions de l'État. Elle propose ainsi un modèle en poupées russes : à l'intérieur de chaque région administrative devrait se trouver une direction régionale du plan supervisant les activités des municipalités, direction qui devrait elle-même être supervisée, au niveau du gouvernement, par une direction générale du plan dont le mandat est d'élaborer un plan socio-économique national.

Pour les régions de Montréal et de Québec, la CPU recommande de ne pas attendre. Devant l'urgence de la situation, elle conseille de créer immédiatement par décret deux communautés métropolitaines supervisées par le ministère. Elle propose que, dans ces deux régions, le gouvernement prépare un plan régional d'urbanisme qui devrait ensuite être soumis au nouveau conseil métropolitain. À Montréal, le territoire couvert par ce conseil reprend grossièrement les limites du territoire à l'étude dans le cadre d'*Horizon 2000*. Il est donc plutôt surprenant de constater que la CPU recommande que « soit dressé, sous l'autorité de l'urbaniste délégué de la région de Montréal, un plan d'urbanisme pour la région de Montréal couvrant un territoire d'environ 35 miles de rayon du centre de la Métropole⁶² » sans faire aucune référence à l'énorme travail de recherche réalisé simultanément par le SUVM.

Si l'on peut voir ici une mésentente quant au rôle de chacun des paliers de gouvernement dans le cadre de la planification métropolitaine (certains urbanistes du SUVM diront que la planification métropolitaine de la région montréalaise ne devrait pas relever du gouvernement⁶³), il faut surtout noter une ambiguïté importante concernant la séquence entre la réforme des institutions locales et la mise en place d'un plan d'urbanisme. Dans l'optique de la CPU, il faut commencer par une réforme des institutions afin d'ensuite réaliser un plan d'urbanisme efficient.

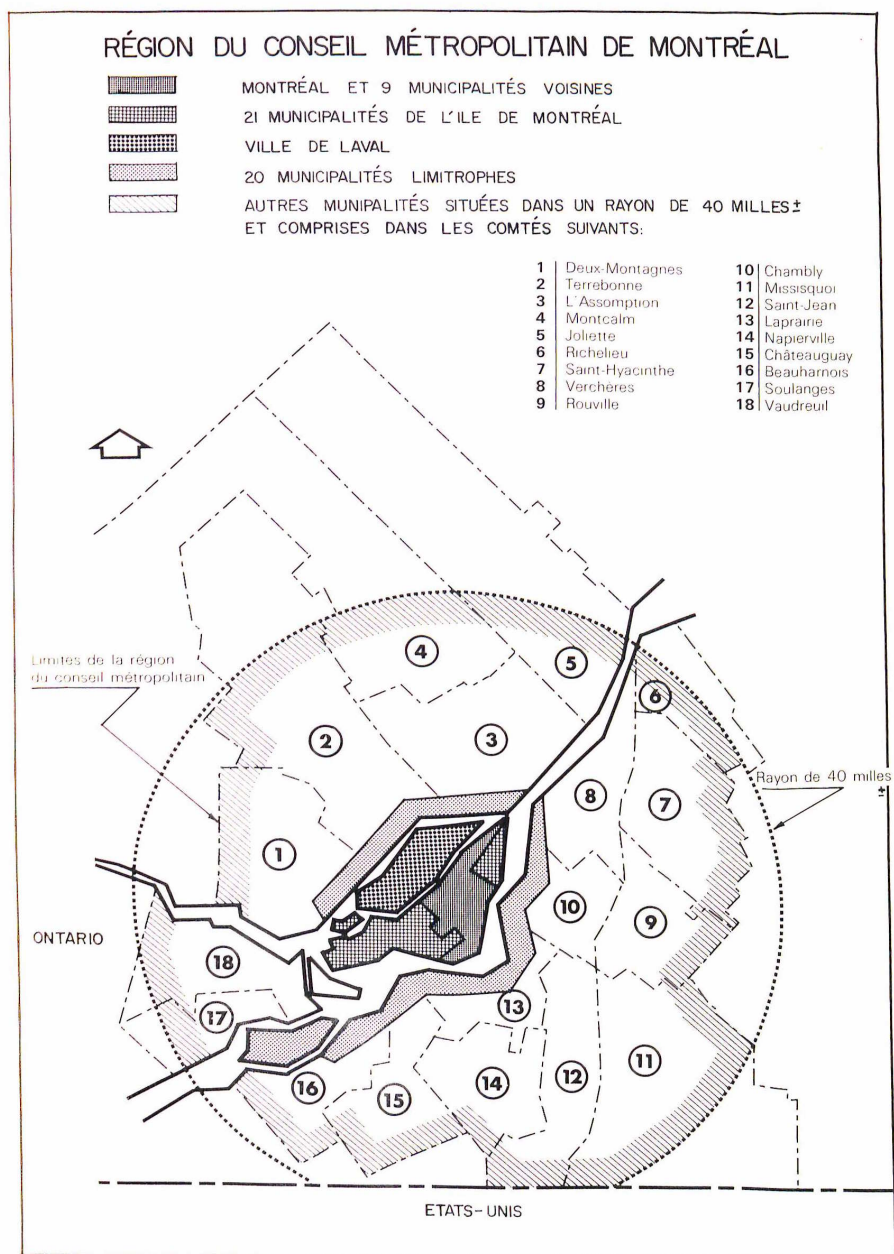
⁶¹ CPU, chap. 1, p. 11 et chap. 4, p. 49.

⁶² CPU, chap. 11, p. 47.

⁶³ C'est notamment la position défendue par Paul Laliberté sur laquelle nous reviendrons dans le prochain chapitre. Voir André Boisvert, *op. cit.*, p. 163.

Elle affirme : « Il faut conclure à l'impossibilité pratique, dans les conditions actuelles, de préparer un plan régional d'urbanisme⁶⁴ ».

24 Région du Conseil métropolitain de Montréal - CPU



Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968, chapitre 7, p. 19.

⁶⁴ CPU, chap. 4, p. 50.

Le plan témoin *Horizon 2000* prend quant à lui le chemin inverse et laisse entendre que, sans vision préliminaire, une réforme municipale ne peut être mise en œuvre. Se voulant l'amorce d'un exercice de planification urbaine proprement dit, *Horizon 2000* énonce, à partir d'un vaste ensemble de recherches prospectives, quelle forme devrait prendre le développement de Montréal et esquisse les frontières de la structure administrative qui devrait être créée à l'échelle de la région métropolitaine. En fait, en comparant ces deux documents d'urbanisme on voit que, paradoxalement, la réforme des institutions locales apparaît à la fois comme le moyen et le résultat de la pratique de l'urbanisme.

Qui plus est, ce qui ressort de notre analyse de ces documents, c'est l'aspect processuel de la planification urbaine et le caractère expérimental et instable des institutions locales aux yeux des urbanistes. Bien plutôt qu'une structure ou un modèle donné une fois pour toutes, tel le plan de Brasilia (là où toute nouvelle construction est interdite), le discours urbanistique de la CPU (tout comme celui d'*Horizon 2000*) mène à un monde en réforme permanente dans lequel les institutions locales doivent constamment être adaptées à un territoire en évolution. En effet, résolument tournée vers le futur, la CPU n'offre pas un modèle clair et précis de ce à quoi les villes québécoises devraient ressembler, mais propose des structures institutionnelles flexibles dans lesquelles les urbanistes pourraient en guider le développement⁶⁵.

4.3.3 La hiérarchie du savoir et la recherche en continu

S'il y a une chose qui est manifeste dans la CPU, tout comme dans *Horizon 2000*, c'est la volonté de faire de l'urbanisation un objet d'enquête permanente. Pour les urbanistes, le territoire doit être gouverné en fonction d'une représentation du territoire réel, représentation qui n'existe que par un ensemble de recherches et de statistiques concernant, par exemple, le navettage, la densité de population et les échanges commerciaux⁶⁶. La CPU propose la mise en

⁶⁵ Gérard Beaudet considère que cette absence d'un « projet de territoire » est une des grandes faiblesses du rapport. Selon nous cette critique est symptomatique de la forme du discours urbanistique qui constamment dénonce l'absence d'une vision d'ensemble. Voir *Les dessous du printemps étudiant, op. cit.*, p. 110-111.

⁶⁶ En 1971, signe d'un changement conceptuel qui se diffuse, Statistique Canada délaisse le critère administratif et adopte une définition de la catégorie de « région métropolitaine de recensement », ou RMR, exclusivement en fonction de critères fonctionnel (navettage) et géographique (contiguïté spatiale). À partir de ce moment, un savoir statistique portant sur la région métropolitaine montréalaise devient accessible pour tous les acteurs politiques. Voir

place d'organismes de recherche et d'une structure hiérarchisée de courroies de transmission du savoir entre les différents paliers de gouvernement et les organismes publics. En fait, elle présente la planification urbaine comme étant d'abord et avant tout un processus d'acquisition et de mise en œuvre des connaissances. Pour la CPU, tout processus de planification commence par une enquête visant à recueillir des données statistiques qui, une fois pondérées en fonction de leur importance relative, permettent la formation d'une vision globale, c'est-à-dire une représentation prospective du territoire réel. Et, parce que la planification est conçue comme un processus continu, chaque enquête est considérée comme un supplément à la précédente et un témoin au service des enquêtes futures. Le rapport de la CPU affirme qu'une politique d'aménagement suppose :

[...] l'approfondissement des recherches sur l'économie urbaine, de manière à procurer aux collectivités les moyens scientifiques leur permettant d'établir leur part de croissance générale, de connaître l'étendue de l'influence que leurs activités exercent sur la région et de délimiter sur cette base chacune des *régions à centre urbain*⁶⁷.

Plus précisément, afin de pallier le manque de connaissance dans le domaine de l'aménagement, la CPU recommande au gouvernement d'offrir des subventions substantielles à l'Institut d'urbanisme, et de mettre en place un système de bourse afin d'accueillir davantage d'étudiants étrangers⁶⁸. De plus, elle propose d'offrir des plans photo-topographiques réalisés par le ministère des Ressources naturelles à toutes les villes qui en auraient besoin afin de réaliser leur plan d'urbanisme, cela bien sûr, dans la perspective que l'ensemble du territoire de la province fasse l'objet d'une représentation surplombante.

Bien sûr, en proposant ainsi des subventions substantielles à l'Institut qu'il a lui-même œuvré à créer, La Haye travaille encore une fois à stimuler l'offre et la demande d'expertise simultanément. Mais plus qu'une simple conséquence d'un acteur intéressé, il faut voir dans ces actions le résultat d'une pensée qui fait de la ville un devenir dont la réalité n'est accessible qu'au moyen d'une recherche en continu. Les urbanistes, parce qu'ils sont les seuls qui

Henry A. Puderer, « Perspectives et mesures de l'urbain », Série de documents de travail de la géographie, Statistique Canada, 2009.

⁶⁷ CPU, chap. 2, p. 36.

⁶⁸ Sur les problèmes liés à la recherche dans le domaine de l'urbanisme, voir CPU, chap. 1, p. 31-32 et sur les propositions concernant les subventions à l'Institut, voir chap. 7, p. 121-126.

embrassent une vision d'ensemble et à long terme sont les seuls à même de proposer des solutions efficaces aux problèmes auxquels feront face les villes.

De plus, cette volonté de soumettre l'ensemble des actions publiques à une vision d'ensemble uniforme implique, pour La Haye, un modèle institutionnel fortement hiérarchisé avec une direction générale du plan qui établit les priorités du gouvernement et un ministère des Affaires municipales *et de l'urbanisme* avec une direction générale de l'urbanisme et un urbaniste en chef qui « met son nez partout ». Si certains ont vu dans ce modèle centralisé une influence française⁶⁹, nous pensons qu'il faut d'abord y voir la conséquence d'une pensée conceptualiste et moderniste qui, à la manière d'Hans Jonas, croit qu'une autorité centralisée guidée par un savoir prévisionnel est une conséquence nécessaire et inévitable des déboires la société techno-industrielle.

En fait, nous souhaitons montrer dans la dernière section de ce chapitre que cette vision hiérarchique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire n'est pas symptomatique d'une rationalité techniciste ou d'une idéologie moderniste-avancée telle que James C. Scott la décrit, mais bien la conséquence d'un discours conceptualiste et progressiste, c'est-à-dire d'un discours selon lequel l'être humain devrait être guidé par une idée générale tournée vers le futur. En fait, nous allons montrer que la problématisation de l'urbanisation élaborée par La Haye est loin de mener à une capture du pouvoir de bâtir par une classe de technocrates, comme l'affirme Choay et les anti-planificateurs⁷⁰. Bien au contraire, et conformément à la mise en garde de van Ginkel, les idées de La Haye – notamment en ce qui a trait à l'Institut d'urbanisme – sont rapidement réinterprétées et ouvrent sur de nouvelles perspectives loin de correspondre à ce qu'il avait initialement imaginé.

4.4 Des contrecoups contrariants

Ralenti par la maladie, La Haye doit mettre en veilleuse son travail à la commission en 1965 au moment où un rapport préliminaire circule déjà dans les officines du gouvernement libéral. Ce

⁶⁹ Il faut mentionner cependant que le rapport affirme qu'un modèle hypercentralisé à la française est impossible à réaliser dans la fédération canadienne. Voir CPU, chap. 2, p. 7.

⁷⁰ Sur cette thèse de Choay voir 1.2.2.

petit délai s'avère important, car, l'année suivante, la surprenante victoire de l'Union nationale change la donne. Même si l'équipe de Daniel Jonhson poursuit une grande partie des réformes politiques engagées par les libéraux, l'aménagement du territoire et la réforme des institutions locales n'apparaissent pas comme des priorités pour le nouveau gouvernement. De plus, La Haye ne partage pas la même proximité avec les unionistes. Ainsi, au moment du dépôt du rapport de la CPU en 1968, le mouvement de réformes qui soufflait sur la province de Québec s'est affaibli et ce document est loin d'avoir les retombées qu'aurait espérées La Haye. À court terme, aucune réforme des institutions locales n'est mise en œuvre et il faut attendre plus de dix ans pour que le Parti Québécois fasse adopter la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, un an après qu'il ait fait adopter la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles. Qui plus est, la critique de l'urbanisme moderniste et technocratique commence alors à faire son chemin dans les mouvements citoyens et même à l'Institut d'urbanisme, ce qui jette un certain discrédit sur les idées de La Haye. Dans ce contexte, La Haye met peu à peu de côté son travail d'entrepreneur politique et se concentre sur sa pratique privée.

4.4.1 Entre routinisation bureaucratique et critique immodérée de la technique

La vision hiérarchique et la priorité accordée aux détenteurs du savoir défendues par La Haye amènent les partisans du tournant participatif à voir en lui un technocrate embrassant le regard de l'État. Or, nous pensons que les idées de La Haye ne se réduisent pas à une confiance démesurée dans le pouvoir de la technique ou à un modernisme-avancé comme James C. Scott le conçoit. Au contraire, La Haye ne croit pas que tout problème politique ait une solution technique ni que l'habitat humain puisse se réduire à des catégories simplifiées et des statistiques ou, pour parler comme Scott, à un ensemble de simplifications étatiques. Au contraire, c'est justement parce qu'il croit fermement que l'aménagement du territoire ne peut se réduire à un ensemble de problèmes techniques pouvant se régler isolément que La Haye soutient qu'il est nécessaire de mettre en place des institutions d'urbanisme hiérarchisées axées sur la recherche et l'innovation. La spécialisation du savoir technique, corollaire de l'avènement du monde techno-industriel, est pour La Haye partie prenante du problème. En effet, il considère que les techniciens spécialisés dans la résolution de problème, comme le sont les ingénieurs, portent

des œillères qui les empêchent d’embrasser une vue d’ensemble et à long terme. La technique, au sens propre, est un moyen, c’est-à-dire une réponse à un problème préexistant. Or, La Haye ne conçoit pas l’urbanisme comme un moyen et refuse de voir en l’urbaniste un simple exécutant. Animé par un humanisme que l’on pourrait qualifier d’élitiste, La Haye pense que l’urbaniste doit anticiper les problèmes et faire preuve de créativité. S’il doit être au-dessus de la mêlée et embrasser une vue surplombante, c’est justement parce que les différents savoirs techniques, pris isolément, sont insuffisants et ne peuvent à eux seuls produire un environnement urbain sain et durable.

Tout le discours de La Haye suppose en effet la finitude du savoir technique et la nécessité corollaire d’en dépasser les limites dans une mise en commun synthétique. Dans sa perspective, l’urbanisme offre un supplément aux différents savoirs techniques, sans se substituer à ceux-ci. Pour réaliser un plan et construire une ville cohérente, il faut bien sûr des connaissances techniques qui permettront la construction d’infrastructures complexes. Mais pour produire un plan de ville ou une idée de ville, il faut plus que des connaissances techniques, il faut être visionnaire et créatif; il faut littéralement se faire idéateur ou concepteur. Ainsi, le plan est conçu comme le fruit d’un acte de synthèse qui échappe au sens commun tout autant qu’à la raison technicienne.

En outre, La Haye, comme Blumenfeld, considère que ce travail de synthèse ne peut jamais être achevé et doit toujours être revu, corrigé et amélioré. Les institutions hiérarchisées permettent, par un mouvement de va-et-vient entre l’en bas et l’en haut, la diffusion d’une vue d’ensemble. Ultiment, la synthèse doit se faire d’en haut, à partir d’une vision surplombante. Néanmoins, dans le discours de La Haye, toute image de la future demeure incomplète et, pourrait-on dire avec Vaihinger, fictive. Par conséquent, la planification se présente comme un processus ouvert et continu. Telle une idée directrice kantienne, le plan est une fiction qui coordonne et guide l’ensemble des travaux techniques produisant la ville. En somme, la position de surplomb est, dans le discours de La Haye, un moyen d’ajouter une cohérence conceptuelle qui fait défaut aux savoirs techniques spécialisés et fragmentés, et le plan un moyen d’ajouter un supplément d’humanité à une ville qui se complexifie sans cesse.

Pour cette raison, il voit d’un mauvais œil la routinisation et la bureaucratisation du travail des urbanistes dans les années 1970. L’augmentation de la demande, notamment à la suite de

l'adoption de la LAU, a ouvert la voie à une formation de premier cycle en urbanisme. Rapidement, les ambitions réformistes de la première génération de professionnels se sont estompées et les urbanistes bacheliers ont tout bonnement pris leur place dans la fonction publique municipale, sans obtenir le statut particulier imaginé par La Haye. Des services d'urbanisme ont été mis en place à côté et non au-dessus des autres divisions administratives, et les urbanistes se sont vus confier des tâches prosaïques comme l'émission de permis de construction et l'élaboration de plans de lotissement parcellaires, voire même la vérification de plans faits par d'autres. De plus, la coordination entre les différents paliers de gouvernement est demeurée difficile. Malgré tout, La Haye demeure attaché à la pratique et continue, tout au long de sa vie, à croire en la possibilité que les villes se dotent de politiques d'urbanisme ambitieuses et robustes. En fait, au-delà de la bureaucratisation de la profession, La Haye s'indigne surtout de la dérive de la recherche universitaire, qui s'est peu à peu détournée de la pratique et du travail de terrain. Suite à l'avènement des approches critiques, le monde académique s'est replié sur lui-même et a, selon La Haye, cessé de nourrir l'innovation professionnelle et le dialogue entre experts spécialistes. Conséquemment, La Haye a rapidement perdu tout contact avec l'Institut qu'il a participé à créer.

Les actions réformistes de La Haye n'ont donc pas eu les résultats escomptés. Bien que l'urbanisme soit devenu une profession, une discipline universitaire et un domaine d'action publique reconnu, force est d'admettre que les urbanistes ne sont pas devenus ce que La Haye espérait, c'est-à-dire un groupe d'experts généralistes et créatifs ayant pour rôle de jouer les chefs d'orchestre de la fonction publique. Au contraire, la situation de l'urbanisme au Québec à la fin des années 1970 ressemble beaucoup à ce que Peter Hall décrit dans le fameux chapitre « City of Theory ». Selon lui, à la fin des Trente Glorieuses, un peu partout en Occident, l'urbanisme est devenu, en raison d'une multiplication des discours critiques et d'une diversification des approches, un domaine d'action et de recherche hyper fragmenté. Une fois le moment des grandes réformes passé, le travail des employés de l'État s'est routinisé et bureaucratisé. Or, parallèlement à ce phénomène s'est développée, à l'intérieur même des institutions de l'urbanisme, une critique radicale de l'urbanisme d'après-guerre, ce qui a produit deux nouvelles classes d'acteurs. Tout d'abord, des théoriciens critiques déconnectés de la pratique vivant essentiellement dans le cercle fermé du monde universitaire et, de l'autre, des

praticiens-animateurs sociaux proches des organismes communautaires et des mouvements sociaux qui, tout en demeurant loin des tables à dessin, ont peu à peu trouvé du travail à l'intérieur des institutions publiques et parapubliques. Bref, en suivant Hall, on peut affirmer que, loin d'avoir mené à des institutions et des pratiques coordonnées et uniformes, les réformes mises en place par les urbanistes modernistes d'après-guerre ont produit une nouvelle discipline qui a involontairement reproduit la fragmentation qu'elle voulait combattre. Notre analyse des actions et idées de Jean-Claude La Haye confirme ce constat.

4.4.2 Le tournant participatif et le « dérapage » de l'Institut

En entrevue en 1997, La Haye affirme que son principal regret est la déroute de l'Institut d'urbanisme. Au moment de lancer l'Institut, La Haye et ses collègues Benoît Bégin et Blanche Lemco van Ginkel ont proposé un enseignement axé sur la forme urbaine et la planification physico-spatiale, cela au détriment d'une approche faisant davantage de places aux sciences sociales et à l'aspect administratif de la planification. Or, rapidement, ce paradigme proche de l'architecture a laissé place à une approche quantitative et statistique issue des sciences régionales. Mis en place au milieu des années 1960 par Michel Chevalier, qui avait été formé à Philadelphie, ce paradigme n'a cependant pas fait long feu et a été lui aussi remplacé, au tournant des années 1970, dans le contexte de la critique de la rénovation urbaine, par une approche tournée vers la participation publique issue de la sociologie et de l'animation sociale. C'est à ce moment, selon La Haye, que l'Institut s'est détourné de la pratique professionnelle et « a dérapé complètement »⁷¹.

Si La Haye s'indigne que chaque nouvelle cohorte d'étudiants et de professeurs ait voulu redéfinir entièrement le corpus d'enseignement, force est d'admettre que sa vision de l'Institut comme un lieu de rencontre entre professionnels tournée vers l'innovation a favorisé cette culture de la réforme permanente. En fait, dès le départ, le statut disciplinaire de l'urbanisme semble incertain et laisse place à l'interprétation. La Haye défend une approche axée sur la

⁷¹ André Boisvert, *op. cit.*, p. 90. Ce constat semble partagé en partie par le collègue et ami de La Haye Benoît Bégin, voir André Boisvert, *op. cit.*, p. 46. À ce propos, voir aussi le récit que fait Gérard Beudet des événements dans *L'Institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. op. cit.*, p. 30-32.

forme urbaine dans laquelle le travail à la table à dessin est primordial. Néanmoins, il soutient que l'urbanisme devrait simultanément favoriser la multidisciplinarité et l'intégration des savoirs. De même, lors du fameux colloque de 1967 de l'Institut canadien des affaires publiques sur l'habitat urbain dont nous avons parlé à la fin du chapitre précédent, La Haye soutient que l'urbanisme doit à la fois demeurer attaché à la forme matérielle et à l'aménagement des fonctions dans la ville tout en s'ouvrant aux nouveaux savoirs venus des sciences sociales. S'inscrivant dans la longue tradition de l'humanisme occidental, il déclare :

Les valeurs humanistes s'étant peu à peu dissoutes dans le fouillis morne et sale des métropoles industrielles du début du siècle, nous cherchons aujourd'hui à créer l'harmonie entre l'homme et le cadre urbain. Les tenants de nombreuses disciplines y travaillent, chacun sur le plan qui lui est le plus familier. Ma discipline c'est l'urbanisme. Je donne une primauté au cadre, à l'environnement, au site. Je suis, en somme, un technicien préoccupé de l'arrangement des pierres. Mon action porte sur la nécessité incontestée de structurer la ville, en ordonnant ses composantes de façon harmonieuse⁷².

Si, contrairement à ce que l'on vient d'exposer, La Haye laisse ici entendre que l'urbanisme est de l'ordre de la technique, c'est selon nous une figure rhétorique qui a deux objectifs. Tout d'abord, il cherche, comme le fait Blumenfeld au même moment, à rabaisser les attentes envers les urbanistes afin de montrer que ceux-ci ne peuvent être tenus entièrement responsables des ratés des premières actions de rénovation urbaine. Mais plus fondamentalement encore, il cherche à réaffirmer quel devrait être le premier problème des urbanistes et exprime son opposition au tournant participatif qui commence à frapper sa discipline. Revenant sur les ambitions de l'urbanisme, il affirme : « Je le répète, je suis un technicien préoccupé par l'aménagement des pierres, mais je voudrais qu'il me soit donné de leur infuser une âme⁷³. » Par cette simple formule, on voit bien que l'urbanisme n'est pas une technique comme les autres, car elle vise à humaniser la ville et non simplement à résoudre des problèmes isolés et précis. Or, la dernière partie de l'intervention de La Haye montre que ce n'est que par une étroite collaboration avec les autres professionnels et au moyen d'échanges multidisciplinaires que l'urbanisme peut parvenir à ses fins, c'est-à-dire à insuffler une âme à la ville. Afin de mieux

⁷² Jean-Claude La Haye, « Réflexions sur l'unité de voisinage », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1967, p. 158

⁷³ *Ibid.*, p. 160.

comprendre ce qui fait d'une ville un lieu de vie agréable dans lequel les habitants se sentent bien ou encore ce qui fait l'attachement à un quartier – deux questionnements essentiels pour Jane Jacobs –, l'urbanisme a bien sûr besoin de l'apport des sciences sociales et de la psychologie. C'est pourquoi La Haye termine son allocution en disant : « À ceux de vous, messieurs, qui avez réfléchi à cet aspect psychosociologique de la ville contemporaine de faire connaître votre pensée⁷⁴. »

Or, si La Haye se montre ouvert à une plus grande collaboration avec les sciences sociales, il croit que l'objectif de l'urbanisme doit demeurer la conception d'un plan de ville et, pour cette raison, il s'oppose fermement à l'approche participative. Dans une entrevue en 1986, il affirme : « Vous ne pouvez pas être designer en groupe ou sculpteur en comité⁷⁵ ». Selon La Haye, le tournant participatif nie l'acte idéationnel dans la planification et risque de resoumettre l'aménagement du territoire à la lutte des intérêts, ce que l'urbanisme vise précisément à éviter. La planification est un acte créatif qui devrait être guidé par le savoir et non la négociation. En somme, La Haye considère que la multidisciplinarité doit être un élément essentiel de l'urbanisme, mais il est contre l'idée de soumettre la planification à la négociation entre parties prenantes, car il croit, tout comme Blumenfeld, que le savoir (et non le marchandage des intérêts) doit présider aux décisions dans le domaine de l'aménagement du territoire.

4.5 Conclusion : conceptualisme et dialectique de la planification

Contrairement à Hans Blumenfeld, qui tenait mordicus à distinguer l'urbanisme de l'architecture, Jean-Claude La Haye défend une position dans laquelle l'urbaniste, à la manière de l'architecte, se spécialise dans la conception des formes. Les deux cependant se rejoignent sur un point essentiel : pour être efficace, l'urbanisme doit agir sur le plan des idées et du langage. Dans ce chapitre, nous avons exposé comment, animé par une forme de conceptualisme moderniste, Jean-Claude La Haye a tenté de réaliser au tournant des années 1960 une réforme en profondeur des institutions dédiées à l'aménagement des villes et du territoire au Québec. Or,

⁷⁴ *Ibid.*, p. 163.

⁷⁵ Émission *Questions de notre temps*, 1986, Archives de Radio-Canada, ruban audio 861203-20.

s'il s'est présenté comme un urbaniste-sauveur et a agi « tel Mickey Mouse jouant au tennis », notre analyse a démontré que La Haye s'est rapidement transformé en prophète désarmé.

En effet, nous avons montré qu'en refusant le statut de techniciens qui exécutent une demande publique au profit de celui de généralistes qui résolvent des problèmes qu'ils ont eux-mêmes élaborés, les urbanistes participent à l'incertitude de leur statut. De plus, en accentuant la nouveauté, l'ampleur et l'urgence des problèmes qu'ils veulent résoudre, ils produisent une demande d'expertise instable et à laquelle ils ne peuvent que difficilement répondre. Si l'urbanisme est une pratique moderniste et réformiste qui tend à dramatiser les erreurs du passé et l'état désordonné des villes, on remarque avec La Haye que le discours urbanistique s'attarde aussi à mettre en lumière les carences et les insuffisances des institutions en place, cela afin de proposer des solutions en rupture avec le passé. Plutôt que de s'appuyer sur une tradition ou des pratiques conventionnelles, l'urbanisme est tourné vers le futur et appelle à des réformes et des innovations importantes. En ce sens, il n'est pas surprenant que pour la génération actuelle des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, le travail de La Haye – et plus généralement l'urbanisme des années 1960 – ne soit pas tenu en haute estime. La Haye est en quelque sorte un héros sans tradition. Il a fondé une pratique qui affirme sa légitimité au moyen d'une dévalorisation du passé et, conséquemment, ses idées (notamment son approche physico-spatiale et sa conception formelle moderniste) ont été dénoncées par ses successeurs.

Nous pensons cependant avoir réussi à montrer que ceux qui cherchent à faire de La Haye un technocrate réduisant l'aménagement de l'espace à un problème technique gomme une partie importante de ses idées et offrent une caricature partisane du discours urbanistique des Trente Glorieuses. La Haye avait une vision beaucoup plus élevée et exigeante du travail de l'urbaniste et justifiait la nécessité d'embrasser une vision surplombante en affirmant la finitude des différents savoirs techniques qui participent à la production de la ville. En outre, tout comme Hans Jonas et Hans Blumenfeld, La Haye doute que la négociation et le marchandage permettent d'obtenir une vision synthétique de la ville qui puisse améliorer l'aménagement urbain. Selon lui, l'acte de la synthèse constitutif de tout processus de planification doit être réalisé par des experts généralistes. Selon lui, c'est la seule manière de dépendre le développement du territoire de la lutte des intérêts.

Finalement, l'analyse des idées et des actions de La Haye nous a permis d'illustrer notre hypothèse selon laquelle le discours urbanistique se caractérise par une stratégie de dissolution et de reconstitution de l'objet urbain. En effet, l'argumentation de La Haye en faveur de réformes radicales est fondée sur l'idée selon laquelle les institutions municipales ne correspondent plus à l'urbanisation et à l'évolution du territoire réel. Selon lui, le langage et les formes hérités du passé sont désuets. Il propose en conséquence une réinvention de la ville à partir de recherches prospectives et une vision évolutive du territoire dans laquelle on retrouve le concept de mouvement de « régionalisation ». En assumant ainsi le caractère évolutif du territoire habité, la perspective de La Haye ouvre un mouvement dialectique dans lequel les institutions territoriales doivent constamment être remises en question. Si la ville est en mouvement, la critique et la réforme des institutions territoriales ne peuvent être qu'inachevées. Le discours urbanistique instaure donc une critique permanente des institutions.

En faisant de l'écart entre le territoire réel et les institutions locales un problème, La Haye n'avait probablement pas conscience de la profondeur du casse-tête qu'il posait. Ainsi, Blanche Lemco van Ginkel avait probablement un peu raison. En orchestrant une redéfinition des concepts utilisés pour décrire le territoire, l'urbanisme produit un langage polysémique. Une fois la conception intuitive et traditionnelle de la ville délaissée, une multitude d'approches se sont développées pour étudier les phénomènes urbains, et les experts se sont montrés, en somme, beaucoup moins en contrôle des processus de redéfinition du territoire qu'ils l'auraient espéré.

CHAPITRE VI

ÉLABORATION ET DIFFUSION D'UNE IDÉE DU GRAND MONTRÉAL. L'IMPROBABLE AVENTURE DE *HORIZON 2000*

Si Jean-Claude La Haye représente l'urbaniste moderniste par excellence dans le Québec des années 1960, le plan témoin *Montréal Horizon 2000* est sans contredit la représentation la plus élaborée d'un Grand Montréal moderne et en expansion produite par les urbanistes de l'époque¹. De la même façon, s'il est difficile d'analyser les idées et actions de La Haye sans entrer dans des débats idéologiques sur les ratés du mode de développement urbain caractéristique de cette période, il est tout aussi difficile de déprendre *Horizon 2000* des débats actuels sur la nécessité de changer notre manière de concevoir la mobilité et l'urbanisation. Associé à un moment d'exaltation de la croissance et de foi naïve dans l'automobile, *Horizon 2000* est très souvent discrédité et utilisé comme repoussoir afin de justifier un renouvellement de l'imaginaire urbain. Ainsi, malgré la richesse et la diversité des 75 rapports techniques préparatoires et malgré le caractère novateur du médium utilisé pour diffuser le plan témoin, on en retient surtout la prévision démographique erronée sur laquelle il s'est basé. Les urbanistes du SUVM prévoient alors que la grande région de Montréal serait peuplée de 7 millions d'habitants en l'an 2000, ce qui s'est avéré être deux fois plus que la croissance réelle. Pour plusieurs, une prévision aussi démesurée, proposée à un moment où la ville subit de profondes transformations et où le Québec commence à être rapidement recouvert d'un vaste réseau d'autoroutes, constitue

¹ Une partie des idées contenues dans ce chapitre ont fait l'objet d'une publication : Frédéric Mercure-Jolette, « La planification de l'urbanisation ou le Montréal en devenir des premiers urbanistes professionnels », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 161-196.

le signe d'une compromission avec la ravageuse idéologie de la croissance qui régnait alors sans partage².

Par exemple, l'historien Laurent Turcot a écrit que *Horizon 2000* est symptomatique d'une pensée du tout-à-l'automobile et a été réalisé « pour légitimer l'ampleur des travaux » alors en cours dans la métropole³. Appelé à formuler des idées pour améliorer la mobilité au Québec, Turcot utilise *Horizon 2000* comme un contre-exemple et soutient qu'il est nécessaire pour le Québec de se doter d'une nouvelle vision d'ensemble des transports. D'une manière typique de la méthode des anti-planificateurs, Turcot réduit ce document du passé à quelques idées phares qui seraient la cause des maux du présent, et propose ensuite un renouvellement de la manière de penser la ville et la mobilité. Or, faisant cela, non seulement il reproduit un discours dont la forme ressemble étrangement à celui des planificateurs qu'il critique – ce qu'il reconnaît à demi-mot –, mais, surtout, il surévalue l'importance politique des idées portées par *Horizon 2000* et il en réduit considérablement la complexité.

Pourtant, pour peu qu'on s'y attarde, *Horizon 2000* est un document touffu et pour le moins surprenant. La nature hétérodoxe de ce plan ne fait en effet aucun doute. Contrairement aux 300 pages du plan officiel du Metropolitan Toronto Planning Board de 1959 ou aux 247 pages du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP) de 1965, *Horizon 2000* est un document audiovisuel de vingt minutes utilisant la technique de l'écran divisé et dont la narration, seule synthèse des nombreuses études réalisées par le SUVM entre 1963 et 1967, tient sur moins de dix pages. En fait, toute l'aventure dans laquelle se sont lancés les urbanistes du SUVM apparaît improbable, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, les urbanistes n'avaient pas l'appui explicite du maire ni du gouvernement provincial pour entreprendre un tel exercice de planification métropolitaine. Ensuite, ils ont proposé une vision métropolitaine qui ne correspondait pas aux attentes des élus et dont la réception politique fut plutôt faible. Et, finalement, afin de représenter le devenir de la région montréalaise et d'amener

² Sur les transformations que subit Montréal et l'idéologie de la croissance voir section 3.1. Sur la construction du réseau d'autoroutes au Québec voir Samuel Venière, « Les autoroutes : véritable épine dorsale du système routier québécois », *Cap-aux-Diamants. La revue d'histoire du Québec*, n° 111, 2012, p. 39-43.

³ La citation exacte est : « Pour légitimer l'ampleur des travaux, le service d'urbanisme de Montréal rédige un rapport entre 1963 et 1967 qui donne un horizon d'attente de ce que serait la ville en l'an 2000. » Laurent Turcot, « Le tout-à-l'automobile des années 1960 », *La Presse +*, 4 février 2018. Voir aussi Alexandre Wolford, « Le choix du tout-à-l'automobile à Montréal (1953-1967) : un contexte propice à l'aménagement de l'échangeur Turcot », *Mémoire, Histoire, Université de Montréal*, 2015.

les élus et la population à se doter d'une vision métropolitaine, ils ont synthétisé leurs idées dans un diaporama dont la simplicité et la vulgarisation apparaissent à une distance incommensurable du niveau d'élaboration et de spécialisation des études techniques réalisées en amont.

En nous attardant sur ces trois aspects, et plus particulièrement sur le dernier, nous souhaitons montrer que *Horizon 2000* est un objet complexe et singulier qui ne cadre que très difficilement dans le récit des anti-planificateurs. Comme nous l'avons exposé dans le premier chapitre, nous pensons avec Foucault que le travail de la critique et de l'étude historique n'est pas de procéder à un procès en légitimité, mais de nous amener à une remise en question des normes et des cadres d'analyse du présent⁴. Ainsi, nous pensons qu'il est plus fertile de reconstituer le caractère improbable et intrigant de *Horizon 2000* que d'en faire l'incarnation de tous les torts d'une époque. Autrement dit, nous pensons pouvoir en apprendre davantage sur la planification métropolitaine en reconstruisant les problèmes que se sont posés les urbanistes du SUVM et les solutions qu'ils ont proposées, les difficultés auxquelles ils ont fait face et les moyens qu'ils ont utilisés pour se faire entendre, qu'en dépeignant *Horizon 2000* comme un anti-modèle.

Au moyen d'une analyse détaillée du diaporama synthétisant les recherches du SUVM, nous allons démontrer que l'objectif de ce Service est de redéfinir la ville à l'aune de la révolution métropolitaine alors en cours. Pour ce faire, il décompose la ville en différents éléments – qui sont analysés dans les 75 rapports techniques – et il les recompose ensuite dans une nouvelle synthèse qu'incarne le diaporama. Le SUVM fait ainsi preuve de la même stratégie de décomposition et de recomposition de l'objet urbain que nous avons mise en lumière dans les chapitres précédents. D'abord, il affirme que les idées du sens commun sont désuètes, car elles ne permettent pas d'agir à l'échelle où se posent maintenant les problèmes urbains, c'est-à-dire à l'échelle métropolitaine. Ensuite, il entreprend des recherches qui déconstruisent l'idée traditionnelle de ville et défont le rapport immédiat à la ville. Puis, grâce à ces recherches, il introduit une série de nouvelles médiations conceptuelles dans le rapport au territoire – *Horizon 2000* parle de noyau, de cellules urbaines et de villes satellites, des termes totalement absents du discours du sens commun – dans l'objectif explicite de recréer une unité et une communauté dans l'expérience urbaine, ou, autrement dit, d'offrir à tous les citoyens une idée commune du

⁴ Voir section 1.5.1.

Grand Montréal. De plus, loin de réduire cette entreprise à un problème exclusivement technique, le SUVVM se montre très sensible aux dimensions symbolique et narrative de la ville. Ainsi, le diaporama qu'il produit inclut de nombreuses références aux spécificités géographiques et historiques de Montréal et comporte une dimension que l'on pourrait qualifier de lyrique ou de fantaisiste. En somme, nous pensons que *Horizon 2000* doit être considéré comme une entreprise d'élaboration et de diffusion d'une idée du Grand Montréal.

Notre analyse de *Horizon 2000* suit trois étapes. Premièrement, nous présentons les personnes au cœur de cette aventure et le contexte dans lequel le diaporama a été réalisé. Nous exposons alors le rôle central joué par Claude Robillard, un ingénieur artiste qui s'est donné pour mission de conjurer la déshumanisation de la grande ville et qui a su entraîner dans son élan un ensemble de jeunes professionnels enthousiastes. Deuxièmement, nous analysons en détail le contenu du plan et l'usage particulier qu'il fait du médium audiovisuel. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, *Horizon 2000* propose une vision intégrée des différents modes de transport. Finalement, nous terminons par une étude de sa réception, étude que nous découpons en scènes discursives, c'est-à-dire que nous examinons successivement la réception du plan par les élus, par la société civile et par les professionnels de l'urbain. Cette dernière analyse montre que, si l'époque fut marquée par un enthousiasme pour la modernisation des infrastructures urbaines, les enjeux techniques de la planification métropolitaine n'ont cependant pas eu beaucoup de résonance dans le débat public. De surcroît, elle démontre aussi que la problématisation de l'espace urbain par les experts de l'urbanisme ne mène pas à une capture ou une raréfaction des discours, mais à une multiplication de ceux-ci. La mise en lumière du dialogue échoué autour de *Horizon 2000* nous amènera en conclusion à évoquer des difficultés et des paradoxes entourant la planification à l'échelle métropolitaine.

5.1 Claude Robillard et la modernisation du SUVVM

Se présentant comme un ingénieur artiste, Claude Robillard est une figure clé de la fonction publique montréalaise des années 1950 et 1960. Né en 1911, rentier et diplômé de génie électrique de l'Université McGill en 1935, il entre au Service des travaux publics de la Ville en 1945 après avoir travaillé chez Bell (1935-1942) et Québec Power (1942-1944) et devient le

premier directeur du Service des parcs en 1953. Parallèlement à ce travail, il devient en 1957 le premier directeur général de la corporation de la Place des Arts, le plus grand complexe de production culturelle au Québec inauguré en 1963. Puis, au début de l'année 1961, Robillard est nommé directeur du Service d'urbanisme de Montréal. Il espère alors appliquer ses idéaux humanistes et modernistes à l'ensemble de la ville, c'est-à-dire qu'il veut ni plus ni moins que repenser Montréal en fonction d'une vision globale des besoins humains. Cependant, des désaccords avec l'administration Drapeau, notamment concernant le choix du site de l'Exposition universelle dont il avait été nommé directeur de l'aménagement, et une santé affaiblie – il meure en 1968 des suites d'une longue maladie – l'amènent à se retirer prématurément de la fonction publique municipale à la fin de l'année 1964. Robillard aura donc été à la tête du SUVVM seulement quatre ans, mais sa présence fut déterminante pour la modernisation du Service et la mise en branle de *Horizon 2000*.

En 1967, un an avant de mourir, Robillard livre un important plaidoyer en faveur d'une conception artistique de l'ingénierie dans la revue *Science Affairs*⁵. Contrairement aux opinions reçues, Robillard soutient que la pratique de l'ingénierie ne s'oppose pas à l'art, mais qu'elle doit, au contraire, être conçue comme forme d'art, car, tout comme l'art, l'ingénierie a des fins pratiques et vise la réalisation d'idéaux et l'application de connaissances abstraites dans le monde matériel. En conséquence, Robillard enjoint aux ingénieurs de faire preuve de sensibilité artistique afin de bâtir des habitats qui respectent l'ensemble des besoins humains et plus particulièrement le besoin de beauté. Selon lui, ce dernier est trop souvent laissé de côté par les ingénieurs. Utilisant l'exemple d'un pont, il écrit :

A bridge built in the wrong place or in such a way as to spoil a precious landscape is not the work of a true engineer, even though all the calculations were right, the materials were of good quality and the workmanship was rigorously correct. Such a bridge is more of a disservice than a service. The engineer has forgotten to be an artist doing the best possible job of serving his fellow men⁶.

Ainsi, contrairement à Jean-Claude La Haye, qui affirme que la vue de l'ingénieur est limitée et doit être complétée par la vue surplombante de l'urbaniste, Robillard laisse entendre que

⁵ Claude Robillard, « The Art of Engineering », *Science Affairs*, 1967, p. 58-59.

⁶ *Ibid.*, p. 58.

l'ingénierie contient en elle-même des éléments de planification et devrait, lorsque pratiquée dans les meilleures conditions, inclure une vision d'ensemble et une sensibilité esthétique. Énoncée à la fin de sa vie, cette leçon reflète la façon dont Robillard a conçu l'ensemble de son travail dans la fonction publique municipale. En effet, tout au long de sa carrière, il s'est efforcé de penser l'aménagement et la construction des infrastructures urbaines à l'aide d'une vision artistique et humaniste de la ville. Pour Robillard, la ville est une œuvre globale qui devrait exprimer l'ensemble des talents et capacités de l'être humain.

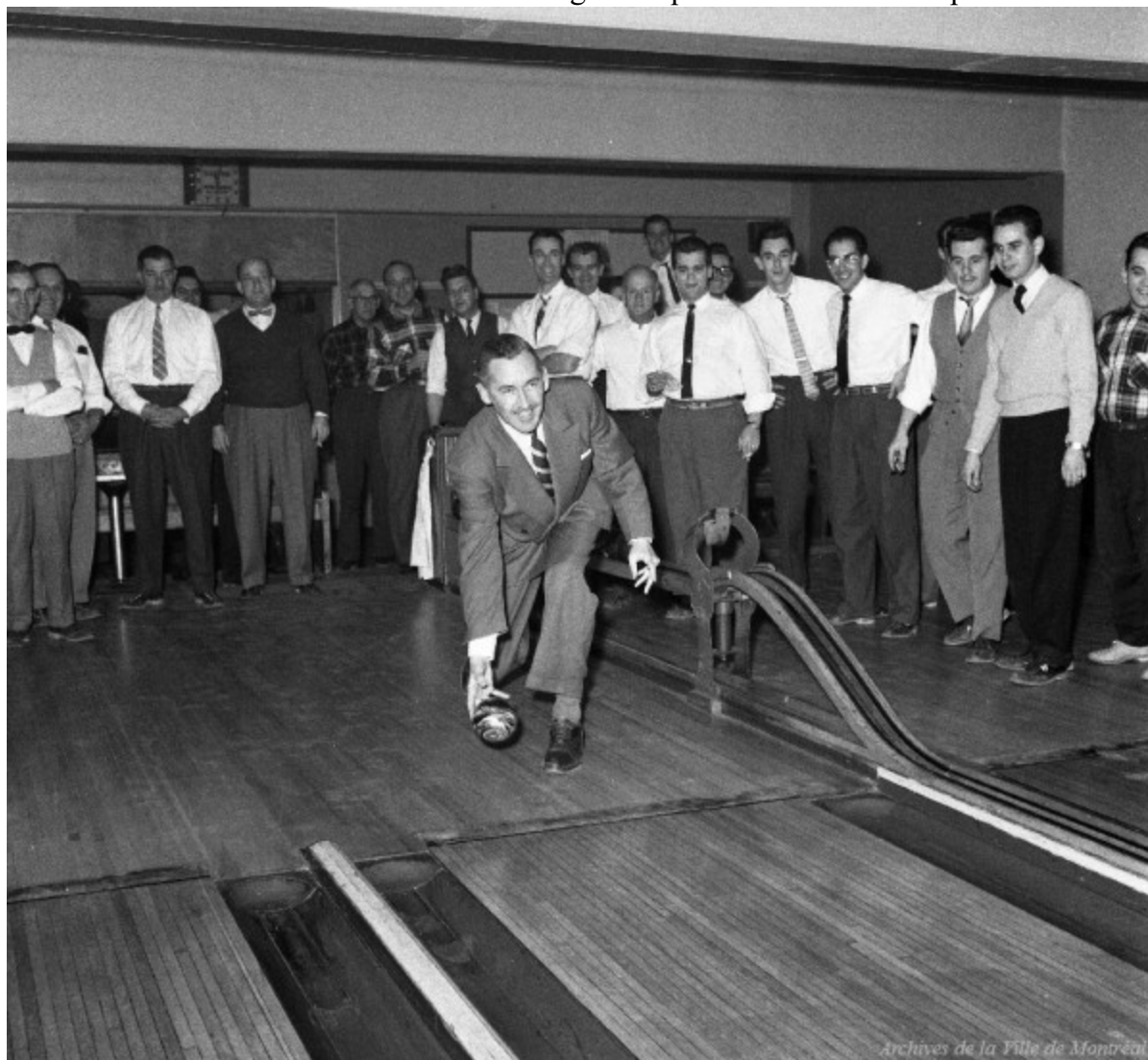
Dès 1948, trois ans à peine après son arrivée à la Ville, Robillard manifeste déjà sa préférence pour l'innovation et le travail de conception. Considérant que les termes administratifs et techniques sont insuffisants pour décrire les travaux publics, Robillard écrit : « comme on le voit, celui qui est en charge des parcs d'une grande ville doit songer à plus qu'à faire ramasser les feuilles et couper le gazon⁷. » En disant cela, Robillard veut exposer au grand public la complexité de l'aménagement et de l'entretien d'une ville que l'on veut vivante et accueillante, et éveiller ses collègues à la profondeur de la tâche qui leur incombe. Qui plus est, dans ce même article, Robillard se montre en faveur du fonctionnalisme moderne alors en vogue. Ayant grandi pendant la guerre aux taudis, Robillard partage l'évaluation négative de la ville industrielle mise de l'avant par les réformistes de la première moitié du XX^e siècle. Constatant le potentiel de déshumanisation de la ville crasseuse et désordonnée héritée de la révolution industrielle, il soutient que l'habitat humain doit contenir davantage d'espaces verts et que les quartiers résidentiels doivent être isolés des zones industrielles et entourés d'une ceinture verte. De plus, sensible aux conditions de vie des enfants, il espère voir l'administration municipale aménager davantage de parcs et de terrains de jeu afin de leur offrir un lieu « plus intéressant, plus sûr, plus hygiénique, plus éducatif que la rue et la ruelle⁸ ». Bref, dès la fin des années 1940, Robillard chérit le rêve de réaménager la ville pour la rendre plus humaine et plus propice à l'éducation, aux loisirs et à la culture, et il considère que la séparation des fonctions proposée par l'urbanisme moderniste est le meilleur moyen d'atteindre cette fin. Aussi, il croit que les pouvoirs publics doivent baser leurs actions sur des études scientifiques et les inscrire dans une

⁷ Claude Robillard, « Les parcs de la ville de Montréal », *Architecture, bâtiment, construction*, vol. 1, n° 26, 1948, p. 25.

⁸ *Ibid.*, p. 26.

vision à long terme. Pour cette raison, en 1954, le Service des parcs qu'il dirige réalise en partenariat avec le SUVM un grand plan basé sur une étude exhaustive du territoire de la ville et qui établit l'ensemble des besoins de Montréal en la matière⁹.

25 Claude Robillard et la Ligue de quilles du Service des parcs



15 janvier 1957, Archives de la Ville de Montréal, AVM 105-Y-3-202-04.

⁹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Plan directeur des espaces libres*, 1954. Ce plan sera une référence pour toute la décennie suivante. Voir section 3.2.3.

Cependant, quelques années plus tard, les grands plans d'ensemble fondés sur une vision négative de la rue et une division fonctionnelle de la ville sont l'objet de la virulente critique de Jane Jacobs¹⁰. Quoique Robillard ait été sous le charme du fonctionnalisme moderne, ses idées et ses actions sont loin de correspondre au portrait du planificateur contrôlant dépeint par Jacobs ou à l'idéologie moderniste-avancée décrite par Scott. Troublé par l'état de délabrement des quartiers ouvriers et inquiet de la croissance désordonnée de la banlieue, Robillard manifeste tout au long de sa vie une importante volonté de réforme. Toutefois, on ne peut pas dire qu'il agisse en démiurge qui veut reconstruire la ville *ex nihilo* ni qu'il réduise le monde humain et physique à des simplifications étatiques. En fait, avec Robillard, on est plutôt face à une forme de fonctionnalisme souple valorisant la créativité humaine. Proche du milieu des arts, et plus particulièrement du milieu théâtral, Robillard manifeste une grande sensibilité aux différentes facettes de la vie humaine et il attache une importance particulière au développement de la créativité chez l'enfant¹¹. Par exemple, après avoir participé dès la fin des années 1930 aux Fridolinades de Gratien Gélinas, il crée en 1952 avec son ami comédien et metteur en scène Paul Buissonneau le théâtre ambulant La Roulotte afin d'animer les parcs de Montréal et initier les jeunes enfants aux arts de la scène. Au Service des parcs, il dirige aussi la création du Jardin des merveilles et du théâtre de Verdure au parc Lafontaine. Ainsi, loin de réduire la ville à des simplifications étatiques, Robillard désire y voir fleurir des lieux d'animation culturelle et espère que, au moyen de l'art, les Montréalais pourront développer un sentiment d'appartenance et s'approprier leur environnement. Or, pour ce faire, il croit nécessaire de penser la ville comme un tout cohérent, c'est-à-dire comme un ensemble de fonctions aménagées de façon harmonieuse. La représentation de la ville comme un tout cohérent est pour lui une condition essentielle de son appropriation par les habitants, c'est pourquoi il travaille activement à la représentation et à la mise en récit de l'expérience urbaine.

Robillard constate cependant, comme la plupart des urbanistes d'après-guerre, que la ville est en expansion et qu'il est en conséquence de plus en plus difficile d'en offrir une représentation synthétique ou une image claire et commune. En côtoyant Sandy Van Ginkel et Blanche Lemco van Ginkel, qui jouent pour lui le rôle de conseillers personnels, Robillard

¹⁰ Voir section 1.2.1.

¹¹ Robillard écrit notamment de nombreux livres pour enfants.

s'initie aux plus récents écrits dans le domaine de l'urbanisme et acquiert la certitude que la ville industrielle doit être repensée et l'urbanisation désordonnée du territoire tenue en bride au moyen d'une planification métropolitaine. L'exercice de planification qu'il propose – lequel culminera avec le plan témoin *Horizon 2000* – est cependant bien loin de correspondre à un réaménagement *tabula rasa*. Au contraire, au moment de lancer cet exercice, Robillard rappelle à quel point il considère essentiel d'être sensible à l'histoire et à la géographie particulière de Montréal. Il tient ainsi à distinguer sa vision de la ville et de la planification de celle qui a présidé à la réalisation des projets hypermodernes comme ceux de Brasilia :

Like every other great city, Montreal has its problems. The town planner cannot tackle them by wiping the slate clean of the past. Even if he could, he surely would not want to do so. The past is an essential element in the harmonious design of a city, and Brasilia's stumbling block may well turn out to be its lack of history¹².

De même, quelques mois avant sa nomination à la tête du SUVM, un article du *Montrealer* notait à quel point Robillard faisait preuve de modestie et de discrétion : « Unlike New York's colorful Robert Moses who never lets an opportunity go by to make the daily headlines, Mr. Robillard says that he is merely implementing plans made years ago¹³. »

En somme, quoique résolument en faveur de l'urbanisme moderniste, Robillard ne se présente pas comme un planificateur démiurge et il se distancie explicitement des exemples – tel Brasilia – qui sont utilisés par les anti-planificateurs pour discréditer l'urbanisme moderniste. Loin de réduire son travail à ce que l'on appelle des considérations techniques, Robillard espère que le SUVM pourra produire une vision globale de la ville respectueuse du passé et favorisant un développement harmonieux. Cependant, il se bute rapidement à l'inertie du monde administratif et politique. Et s'il réussit, grâce à sa prestance et à sa réputation, à convaincre l'administration en place d'augmenter les ressources du SUVM, cela ne se traduit pas par une augmentation durable de son pouvoir.

¹² Claude Robillard, « Town Planning in Montreal », *La revue française*, 1963, p. 45.

¹³ Lawrence Sabbath, « Claude Robillard and the Changing Face of Montreal, *The Montrealer*, mai 1960, p. 27-30.

5.1.1 Un Service qui a « meilleure odeur »

Nous avons donc pu constater que le Service d'urbanisme de la Cité de
Montréal est bien en pleine expansion et que bientôt il pourra servir
adéquatement les intérêts de la ville.

Pierre Bourgault, *La presse*, 17 février 1962¹⁴

À son arrivée à la tête du SUVM en 1961, Robillard trouve un Service peu innovant, principalement tourné vers l'inspection des bâtiments, l'octroi de permis et les tâches administratives. Malgré les nombreuses revendications des réformistes et les différentes esquisses de plan directeur que nous avons présentées dans le troisième chapitre, le SUVM n'a pas reçu une très grande visibilité durant les années 1940 et 1950 et n'a pas su obtenir beaucoup de ressources ni de reconnaissance. Par conséquent, un an à peine après son arrivée au SUVM, Robillard est désillusionné. Il fait alors part de son état d'esprit aux élus et plus particulièrement à Lucien Saulnier, bras droit du maire Jean Drapeau et président du comité exécutif de la Ville. Robillard considère que la Ville n'accorde pas assez d'importance à l'urbanisme. Inexpérimenté, il affirme avoir besoin de l'aide d'experts reconnus dans le domaine et d'une plus grande écoute de la part des élus. Après avoir obtenu l'embauche de Hans Blumenfeld à la fin de l'année 1961 afin que ce dernier, dit-il, puisse « nous donner des conseils précieux et critiquer en toute connaissance de cause les projets que nous préparons¹⁵ », Robillard veut tourner son service vers la recherche et l'innovation.

Reconnaissant le talent et les compétences de cet homme à peine quelques années plus vieux qu'eux, Drapeau et Saulnier montrent alors une certaine ouverture face aux demandes de Robillard. Dans une lettre du 19 janvier 1962, Saulnier le prie de ne pas se décourager, même si les résultats concrets tardent à se faire sentir : « Vous avez [écrit Saulnier], je crois, par votre présence et votre action lavé la réputation de ce service d'où, depuis plusieurs années, vous le savez, se dégageait une odeur. Il jouit déjà d'une meilleure réputation appuyée qu'il est sur votre

¹⁴ Dans Gérard Beaudet, (dir.), *L'institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. Un urbanisme ouvert sur le monde*, Montréal, Éditions Trames, 2004, p. 122.

¹⁵ Dans une lettre adressée au Directeur des Services, Lucien Héту, du 11 octobre 1961. AVM Dossier d'employé Hans Blumenfeld.

prestige et votre intégrité¹⁶. » Dans une réponse empreinte de poésie, Robillard demande à Saulnier de l'aider à garder allumés les quelques feux sacrés qui brûlent dans son Service. Puis, conseiller par le couple Lemco van Ginkel, il démontre à Saulnier, au moyen d'une comparaison avec ce qui se fait dans les autres grandes villes occidentales et notamment à Toronto, la nécessité pour Montréal de se doter d'un programme de planification métropolitaine. Alors au cœur de querelles intermunicipales, le tandem Drapeau-Saulnier accepte certaines demandes de Robillard, pensant probablement que les recherches du SUVM allaient les aider à étoffer leurs revendications annexionnistes auprès du gouvernement provincial. Robillard obtient à ce moment l'embauche de Harry Lash, un expert qui lui a vraisemblablement été recommandé par les van Ginkel, à la direction de la Division des recherches et il entreprend une transformation du SUVM en modifiant la distribution des tâches et l'allocation des ressources. Cette transformation débouche sur l'adoption d'une nouvelle charte du Service en 1964 qui met l'accent sur le travail de recherche et qui donne comme mandat au SUVM de produire un plan d'aménagement régional¹⁷.

Qui plus est, le SUVM profite aussi de la désignation, en novembre 1962, de Montréal comme ville hôte de l'Exposition universelle de 1967 pour obtenir davantage de ressources et de responsabilités. À partir de ce moment, les projets municipaux s'emballent et Drapeau espère épater la galerie à tous les niveaux. Il accepte alors que son Service d'urbanisme se lance dans une vaste entreprise de recherche et de planification métropolitaine. Cependant, comme nous le verrons plus loin, Drapeau ne se laisse pas facilement convaincre des bienfaits de la planification métropolitaine et il se montre plus intéressé à augmenter le pouvoir de son administration qu'à redéfinir la manière de concevoir la ville, comme le propose *Horizon 2000*.

Le contexte dans lequel est rédigé *Horizon 2000* est donc tout à fait particulier. Loin de correspondre à une commande politique, ce plan témoin est le fruit d'un travail de fonctionnaires ayant pu profiter d'une grande autonomie en raison de la réputation de Claude Robillard et de l'enthousiasme produit par l'annonce de la tenue de l'Exposition universelle¹⁸. Pour cette raison,

¹⁶ AVM P137-S3-D004.

¹⁷ Ville de Montréal, *La charte du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal*, 1964.

¹⁸ Sur le lien entre autonomie bureaucratique et réputation voir Daniel P. Carpenter, *The forging of bureaucratic autonomy. Reputations, networks, and policy innovation in executive agencies, 1862-1928*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

Horizon 2000 peut être considéré comme l'idée de Montréal que se font les experts de l'urbanisme des années 1960. En contrepartie, comme nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre, une fois Robillard parti et l'Expo 67 terminée, la puissance de persuasion du plan témoin s'avèrera bien faible.

5.1.2 *Horizon 2000* : une véritable pratique de l'urbanisme

Au moment de *Horizon 2000*, le Service d'urbanisme a un peu plus de 20 ans et il est formé d'une centaine d'employés, principalement des jeunes professionnels, parmi lesquels les Canadiens français comptent pour plus de 75 %¹⁹. Dans les années 1940, à la suite de leur syndicalisation, les fonctionnaires de la Ville de Montréal font plusieurs gains qui se confirment avec l'entrée en vigueur d'une convention collective en 1944²⁰. Ces emplois offrent alors une grande stabilité et sont enviables tant en ce qui concerne les conditions de travail que le salaire. Le SUVVM est particulièrement fier de son faible taux de remplacement annuel qui illustre la continuité du travail et la fidélité des employés²¹.

Auparavant dominé par les architectes et les ingénieurs, la refonte de la carte en 1964 appelle à faire une plus grande place aux « néoprofessionnels » dans le Service, c'est-à-dire aux urbanistes nouvellement formés et surtout aux différents diplômés des départements de sciences sociales récemment fondés au Québec et n'ayant pas de titre professionnel reconnu²². Tout comme Jean-Claude La Haye, le SUVVM considère la ville comme une entité complexe qui ne peut être comprise qu'au moyen d'une synthèse multidisciplinaire. Qui plus est, les réformes mises de l'avant par Robillard au début des années 1960 favorisent l'introduction de nouvelles technologies informatiques dans l'arsenal du SUVVM. Ainsi, pour plusieurs jeunes

¹⁹ Jean-François Léonard, *L'évolution du rôle du service d'urbanisme de la ville de Montréal dans l'orientation de la politique d'aménagement de la ville de Montréal, 1941-1971*. Thèse M.A. Science politique, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1973; Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques*, Montréal, Service d'urbanisme, 1967.

²⁰ Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes : l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000.

²¹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques en 5 volumes*, 1967.

²² Ville de Montréal, *La charte du Service d'urbanisme*, *op. cit.*

professionnels, *Horizon 2000* est une première expérience de travail avec des ordinateurs. L'époque en est donc une d'expérimentations, d'apprentissage et d'échanges au sein du SUVM.

26 Réception du SUVM 1963



Archives de la Ville de Montréal

À noter la formule fonctionnaliste des CIAM en arrière-plan, Archives de la Ville de Montréal, VM94-U0109-032.

Mais plus important encore, le projet *Horizon 2000* donne l'impression à Robillard et à ses employés de pratiquer réellement l'urbanisme. Pendant plus de quatre ans, Harry Lash dirige une équipe qui se consacre à effectuer des recherches sur les besoins et l'évolution de la métropole. Entre janvier 1963 et février 1968, le SUVM produit de nombreuses recherches et publications, notamment des *Cahiers d'urbanisme* intitulés *Métropole*. Ces cahiers richement illustrés et au graphisme soigné donnent un portrait général des recherches en cours, expliquent la démarche du SUVM et argumentent en faveur de la mise en place d'une planification métropolitaine. Complétées par des bulletins d'information et des bulletins techniques, ces publications visent autant à informer la population et les élus du travail en cours qu'à favoriser l'échange d'idées entre les experts au sein du SUVM et à l'étranger²³.

Pour Paul Laliberté et Guy Legault, deux urbanistes ayant pris part à l'aventure *Horizon 2000* et qui ont travaillé plus de trente ans à la Ville de Montréal, *Horizon 2000* demeure encore à ce jour le plus important exercice de planification urbaine réalisé par le SUVM²⁴. Alors au début de leur carrière professionnelle, Laliberté et Legault profitent grandement de la présence mensuelle de Hans Blumenfeld pour affiner leur conception de la ville et de l'urbanisme²⁵. Comme nous l'avons présenté dans le troisième chapitre, Blumenfeld s'intéresse aux transformations récentes de la ville industrielle et développe un nouveau langage conceptuel pour traiter de l'urbanisation du territoire. Son influence sur *Horizon 2000* est déterminante. Il peut être considéré comme le maître à penser de toute l'entreprise de réinvention de la ville à laquelle le SUVM procède alors²⁶.

²³ Les bulletins d'information sont publiés, affirme le directeur du SUVM, Aimé Désautels, « dans le but de porter à la connaissance du grand public des renseignements d'intérêt général tels : les noms de rues, leur origine, etc. » tandis que les bulletins techniques « n'ont d'intérêt réel qu'au niveau du public bien informé et, en particulier, des spécialistes en la matière. » Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n° 1. La vague d'expansion métropolitaine. Étude sur les variations de la densité dans la région de Montréal*, janvier 1964, Préface.

²⁴ Voir les entrevues réalisées avec ces derniers dans André Boisvert, *Aménagement et urbanisme au Québec*, Québec, Éditions GID, 2014.

²⁵ Au moment de l'embauche de ce dernier, Robillard mentionne que « la plus grande difficulté n'est pas de trouver des jeunes qui veulent apprendre, mais plutôt de nous assurer les services d'un certain nombre d'urbanistes de grande expérience ». Dans une lettre adressée au Directeur des Services, Lucien Héту, du 11 octobre 1961. AVM Dossier d'employé Hans Blumenfeld.

²⁶ À titre d'exemple, le premier bulletin technique publié par le SUVM intitulé *La vague d'expansion métropolitaine* est une application à Montréal des idées développées dix ans plus tôt par Blumenfeld dans « The Tidal Wave of Metropolitan Expansion », *Journal of American Institute of Planners*, vol. 20, n° 1, 1954, p. 3-14.

Il est aussi important de rappeler que, même si produire un plan d'urbanisme fait partie du mandat du SUVM depuis sa fondation en 1941, au moment de lancer *Horizon 2000*, la Ville ne possède toujours aucun plan officiel²⁷. Or, plutôt que de se consacrer à cette tâche relativement circonspecte, le SUVM fait le pari osé d'entreprendre une étude portant sur toute la région métropolitaine, et cela sans même impliquer directement l'ensemble des Villes environnantes dans l'exercice. Dans le premier numéro des *Cahiers d'urbanisme* publié en janvier 1963, le SUVM justifie son choix en affirmant : « une étude régionale devrait précéder l'élaboration d'un plan directeur de la ville de Montréal. [...] la planification de la ville n'a plus de valeur si elle fait fi de l'influence du développement hors de ses limites²⁸. » Bref, pour le SUVM, le véritable urbanisme doit étudier la ville en elle-même, c'est-à-dire indépendamment des frontières municipales et de l'idée juridico-administrative de Ville²⁹.

De surcroît, le contexte particulier d'un Grand Montréal en croissance et en transformation des années 1960 stimule grandement l'imaginaire des urbanistes. La croissance représente pour eux autant un danger de dissolution de l'objet urbain – danger qu'ils mettent abondamment en scène – qu'un point d'appui pour réaliser un réaménagement de la ville industrielle. Autrement dit, dans les documents du SUVM, la croissance est présentée comme étant à la fois ce qui dissout l'objet urbain que ce qui en permet la recomposition. Aussi problématique que soit l'extension suburbaine non planifiée, sans elle, difficile d'imaginer comment résoudre le problème des taudis. En fait, sans les nouvelles habitations modernes, difficile même de percevoir le caractère problématique des habitations ouvrières délabrées. À la source d'une série de problèmes et de solutions, la croissance urbaine est l'objet par excellence du discours urbanistique.

À propos du travail des urbanistes, André Lortie écrit : « l'enjeu montréalais est de profiter du dynamisme de croissance pressenti, en l'inscrivant dans un projet prémédité, susceptible de guider aussi bien les développements que la rénovation des quartiers anciens³⁰. » Selon Lortie, les recherches du SUVM des années 1960 montrent que Montréal, considérée jusque-là comme

²⁷ Il faut attendre en 1992 pour que la Ville de Montréal se dote d'un plan d'urbanisme officiel.

²⁸ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme* n° 1, janvier 1963, p. 1-2.

²⁹ Sur la différence entre ville et Ville voir section 3.4.

³⁰ André Lortie, « Montréal 1960 : les singularités d'un archétype métropolitain » dans *Les années 1960, Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, 2004, p. 86.

une « métropole de taille relativement modeste et maîtrisée³¹ », est maintenant conçue par les experts de l'urbanisme comme une région urbaine en expansion rapide, dont les frontières vont bien au-delà de l'île. En conséquence, *Horizon 2000* se différencie des esquisses de plan directeur produites auparavant par le SUVM de deux manières : même si le territoire de la municipalité n'a pas changé, l'espace géographique à l'étude est considérablement élargi – il couvre plus de 50 km de rayon à partir du centre et environ 300 municipalités – et les études techniques réalisées sont d'une diversité et d'une ampleur inégalées.

Les études techniques réalisées dans le cadre d'*Horizon 2000* reflètent en fait la complexité des déterminants qui pèsent sur le développement de l'urbanisation : la géomorphologie, l'utilisation du sol, les types d'agriculture, la composition des familles, les moyens de transport, le commerce, les écoles, l'emploi, les types d'industrie, etc. Plusieurs innovations sont à noter. Par exemple, dans le dernier et le plus étoffé de ses bulletins techniques, le SUVM établit une mesure comparative du taux d'urbanisation afin de situer Montréal dans le contexte international. Le nombre d'acres utilisés pour chaque augmentation de 1000 habitants est l'unité statistique utilisée pour mesurer le taux d'urbanisation et prévoir le déclin de la densité de population³².

Par ailleurs, il est aussi important de noter que le travail du SUVM entre en résonance avec celui effectué par Statistique Canada, ce qui facilite grandement sa cueillette de données. À compter du recensement de 1951, Statistique Canada introduit la catégorie de « région métropolitaine de recensement » et est progressivement amené, en affinant cette catégorie à l'aide de critères liés à la densité de population et aux relations économiques, à évaluer le fait urbain indépendamment des frontières administratives traditionnelles. Dans un document de travail retraçant l'histoire des mesures de l'urbain au Canada, Henry Puderer écrit : « À compter des années 1970, Statistique Canada n'incorporait plus de considérations administratives à la définition du concept d'« urbain ». C'est à cette époque que l'on a mis de l'avant une approche statistique fondée exclusivement sur la forme³³. » De même, *Horizon 2000* procède à une redéfinition de l'urbain à partir d'une approche fondée sur la forme et utilise, pour s'aider dans

³¹ *Ibid.*, p. 87.

³² Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n°5. Urbanisation. Étude de l'expansion urbaine dans la région de Montréal*, février 1968 [1^{ère} édition novembre 1966].

³³ Henry Puderer, « Perspectives et mesures de l'urbain », Série de documents de la géographie, Statistique Canada, Division de la géographie, 2009, p. 6.

ses recherches, les données produites par le recensement de 1961 et les résultats préliminaires de celui de 1966.

En résumé, la coïncidence particulière entre une croissance réelle et pressentie, une administration municipale modernisatrice ayant réussi à obtenir la tenue de l'Exposition universelle et un directeur de service reconnu et ambitieux amènent le SUVM à se lancer dans ce qui demeure l'un des plus importants exercices de prospective et de planification de l'histoire de Montréal.

5.2 L'idée de Montréal : mécanique et contenu de la synthèse des travaux du SUVM

Présenté pour la première fois en grande pompe à la Place des Arts en août 1967³⁴, c'est-à-dire en pleine Exposition universelle, le plan témoin *Montréal Horizon 2000* est synthétisé dans un diaporama utilisant la technique, alors récente, de l'écran divisé, le tout accompagné d'une narration emphatique et d'un arrangement sonore lui donnant des allures parfois psychédéliques. Revêtant un caractère expérimental, la présentation fonctionne par juxtaposition d'images : un dépotoir, un pont congestionné, un taudis, un stationnement étendu, une foule entassée ou une berge sale représentent les problèmes et introduisent le propos; des images d'archives illustrent l'histoire des villes; des graphiques et de nombreuses cartes comparatives exposent les résultats des recherches; des images de plaisanciers joyeux, d'espaces verts ou de terrasses animées représentent la réalité souhaitée de la ville, tandis que plusieurs dessins de l'illustrateur Vittorio viennent appuyer le propos et suggérer des émotions au spectateur. La narration utilise des procédés tout aussi suggestifs. Tout d'abord, il y a des énoncés de faits, apparemment implacables, formulés au présent et au futur, puis des énoncés formulés au conditionnel qui présentent les différents futurs possibles pour Montréal. Le conditionnel est principalement utilisé pour exposer ce que pourrait faire un plan régional : réduction des distances de déplacement, économie d'espace, augmentation des espaces de récréation, transport en commun plus efficace, meilleure organisation des infrastructures scolaires, diminution du coût des

³⁴ Le plan avait fait l'objet d'une présentation préliminaire au Conseil de Ville quelques mois plus tôt. Cela dit, depuis 2011, le diaporama est disponible en accès libre en ligne grâce au travail des archives de la Ville de Montréal. AVM VM005-5-D01. De plus, il semble que les diapositives originales ont été récupérées par les urbanistes et donc dispersées entre plusieurs mains.

services publics, etc. Ce futur conditionnel est comparé avec ce qui résulterait d'un développement désordonné : augmentation des distances de déplacement, coûts prohibitifs des transports en commun, autoroutes désordonnées, rareté des habitations, mainmise des spéculateurs sur le territoire en développement, etc.

27 Capture d'écran – *Horizon 2000*

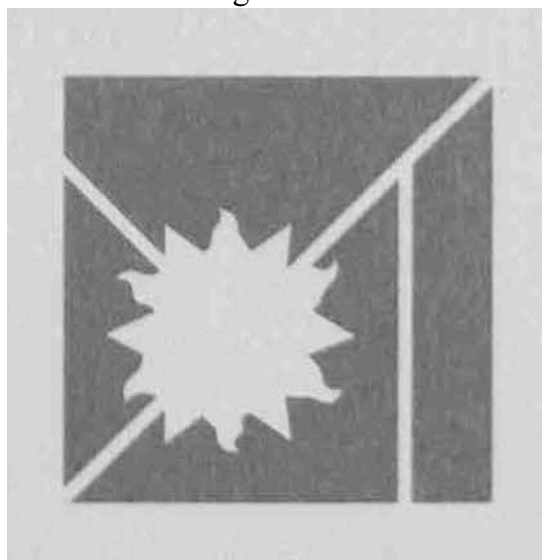


Archives de la Ville de Montréal, VM005-5-D01.

Pour le spectateur d'aujourd'hui, cette présentation surprend et semble porter les marques d'une autre époque. Difficile, en effet, d'accorder autant de sérieux à ces images projetées que les urbanistes de l'époque l'ont fait. Ces derniers, il est important de le rappeler, accordent une importance cruciale à la représentation de l'espace au moyen d'images et de symboles. Par exemple, dans *Les Cahiers d'urbanisme n° 3*, publié en octobre 1965, le SUVM présente son nouveau symbole, un soleil dans un carré traversé de trois lignes, et explique que celui-ci représente l'archipel d'Hochelaga, lieu d'établissement de Ville-Marie, devenu Montréal.

Ensuite, il expose les différents objectifs du plan directeur qu'il prépare – l'adéquation, l'accessibilité, la variété, la perceptibilité, la particularité, l'animation, l'identification, l'hygiène, la sécurité, le confort et la résilience – et les représente chacun par un symbole. Par exemple, la variété est représentée par une empreinte digitale, la perceptibilité par un clocher d'église, la particularité par un bonhomme de neige à la ceinture fléchée et le confort par un chat endormi.

28 Logo du SUVM



Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme*, n° 3, octobre 1965, p. 2.

Deux raisons expliquent cette importance accordée aux symboles et aux images. Tout d'abord, il y a bien sûr un enjeu de communication publique. Le SUVM cherche à diffuser ses idées et à convaincre les élus, c'est-à-dire, comme nous l'avons présenté avec La Haye, à créer une demande publique pour l'urbanisme. N'ayant aucun pouvoir de coercition, le SUVM sait qu'il doit persuader l'ensemble des parties prenantes de se lancer dans la planification métropolitaine, c'est-à-dire autant les Villes environnantes et le gouvernement du Québec que son employeur, la Ville de Montréal, qu'il sait peu enclin à partager son pouvoir. Ainsi, cette abondance d'images a certainement une vocation externe, c'est-à-dire qu'elle vise à augmenter le caractère persuasif du discours du SUVM.

Cependant, ce travail sur les images et les symboles est aussi motivé par une réflexion plus fondamentale sur l'importance et le fonctionnement de la représentation de l'espace dans la

production de la ville. Tout comme La Haye, les urbanistes du SUVM croient que les idées et les représentations guident l'action humaine et plus spécifiquement l'action publique. Conséquemment, ils pensent que plusieurs problèmes d'aménagement urbain résultent de représentations erronées, tandis que d'autres ne peuvent se régler, car ils se posent à une échelle pour laquelle il n'existe aucune représentation. Ainsi, l'objectif explicite de *Horizon 2000* est de formuler une nouvelle idée synthétique de la ville qui permette d'agir à une nouvelle échelle, celle de la région. Pour le dire simplement, ce qui manque à la région selon le SUVM, c'est l'idée de la région. Aimé Désautels, le remplaçant de Claude Robillard à la tête du SUVM, affirme : « L'objet premier du plan témoin est de faire prendre conscience à la région de son existence, d'une part, et des problèmes qui se poseront à elle dans les années à venir, d'autre part³⁵ ». *Horizon 2000* vise donc à inventer un nouveau vocabulaire et une nouvelle iconographie afin de faire exister dans les consciences l'idée d'une Montréal ville-région.

Pour ce faire, le SUVM utilise la théorie de Kevin Lynch sur la formation de l'image de la ville, théorie qui se diffuse rapidement dans les années 1960³⁶. Pionnier du *urban design* américain et proche de Blumenfeld avec lequel il entretient une correspondance, Lynch a développé avec son collègue Gyorgy Kepes une théorie et une méthode d'analyse de l'environnement urbain basées sur le critère de la lisibilité (« *legibility* »). À partir d'enquêtes qualitatives, Lynch a montré les mérites d'un environnement lisible ou facilement représentable pour les citoyens et il a conclu que l'image que les gens se font de leur milieu urbain se décompose en cinq éléments : les chemins, les bordures, les quartiers, les noyaux et les points de repère. Reprenant cette théorie en lui ajoutant une macroanalyse des données socio-économiques de la région montréalaise, *Horizon 2000* essaie de former une image d'un Grand Montréal qui intègre les qualités uniques du site et ses principaux points de repère (le fleuve, le Mont-Royal, l'oratoire, etc.).

La technique du diaporama n'est donc pas anodine, car elle permet de produire une synthèse d'images. L'historien de la photographie Olivier Lugon rappelle à quel point la diapositive est omniprésente lors d'Expo 67. Obnubilés par la transformation des moyens de communication et par l'automation, les exposants utilisent l'image projetée pour des raisons didactiques, c'est-

³⁵ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques Vol 1.*, 1967.

³⁶ Kevin Lynch, *The Image of the City*, Cambridge, MIT Press, 1960.

à-dire pour rendre compte de l'état du monde social. Davantage que le cinéma, la diapositive permet selon lui de « rendre perceptible, par sa nature cumulative, le principe d'une communication moderne fondée sur le montage d'informations nombreuses et hétérogènes » et de donner une forme visible « au règne de l'automatisme et d'une nouvelle vie interconnectée des machines³⁷. »

De même, on peut penser que le SUVM considère le diaporama comme une technique par laquelle la région métropolitaine peut prendre conscience d'elle-même. Le diaporama permet d'ordonner un ensemble d'images apparemment diverses à l'intérieur d'un même récit. Ainsi, il est la meilleure technique pour exposer comment une synthèse cohérente peut être réalisée à partir des éléments multiples, fragmentés et hétérogènes qui constituent une grande ville moderne comme Montréal. En fait, le diaporama donne à voir non seulement une nouvelle idée de Montréal, mais aussi la mécanique et la finitude de la synthèse orchestrée par le SUVM. Il représente à la fois une image synthétique de Montréal, tout en donnant à voir les différents fragments d'expérience et les différentes connaissances qui ont été colligés afin d'arriver à cette représentation synthétique. On voit ainsi, sous nos yeux, le processus de décomposition et recomposition de Montréal auquel se livre le SUVM.

Le diaporama contient une représentation en mouvement, dans laquelle différents scénarios d'avenir sont évoqués. À l'aide du montage et de la narration, le diaporama fait le tri entre des phénomènes inévitables et des phénomènes évitables et, ensuite, entre des tendances délétères qui mèneront la région à la catastrophe et des tendances bénéfiques qui correspondent aux besoins et aux désirs de la population. Loin d'être fixe, l'idée de ville proposée par *Horizon 2000* est une synthèse en mouvement porteuse à la fois de craintes et d'espoirs. Fidèle aux idéaux de Robillard, *Horizon 2000* est une mise en récit de Montréal à la fois scientifiquement rigoureuse et artistiquement soignée. Aux yeux des urbanistes, c'est une image d'une Montréal du futur à la fois crédible et attrayante pour l'ensemble de la population.

³⁷ Olivier Lugon, « Exposer/projeter : la diapositive et les écrans multiples dans les années 1960 », dans Anne Lacoste et al. (dir.), *Diapositive : histoire de la photographie projetée*, Lausanne, Les Éditions noir sur blanc, Musée de L'Élysée, 2017, p. 190.

5.2.1 La révolution métropolitaine et les dangers de l'urbanisation non planifiée

Employant un ton péremptoire, le diaporama s'ouvre avec cet énoncé qui fait office de pierre angulaire : « Montréal, aujourd'hui, c'est non seulement la ville, mais c'est également la région qui l'entoure. Ses véritables limites sont marquées par un rayon qui va depuis le centre jusqu'à 35 milles à la ronde. À l'intérieur de ces limites vivent près de trois millions de personnes³⁸. » Si le SUVVM peut affirmer une telle chose, c'est que ses recherches montrent que les données de l'expérience ne correspondent plus à une ville impliquant un pôle unique et concentré voué aux services et des limites extérieures clairement établies. En effet, les recherches du SUVVM montrent que les transformations dans le monde du travail ainsi que dans les moyens de transport et de communication produisent un espace d'échange et de navettage étendu et aux frontières floues et le mènent à penser que la population, le nombre d'automobiles et le territoire urbanisé vont croître significativement au cours des trente prochaines années. Pour cette raison, la première représentation de la région que l'on voit apparaître dans le diaporama est une carte recouverte d'amas de couleurs ressemblant autant à des cellules en expansion qu'à des feux d'artifice. Avec cette image, le SUVVM veut montrer que les franges de la ville explosent en zones d'habitations et d'industries éparpillées au point où il devient difficile d'établir avec précision où elle commence et où elle se termine et veut ainsi redéfinir la représentation des bordures de la ville.

Par le fait même, les urbanistes du SUVVM illustrent ce que l'historien américain Jon Teaford a appelé la « révolution métropolitaine »³⁹. Selon ce dernier, la ville nord-américaine se transforme radicalement dans les deux décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale. Un ensemble de facteurs interreliés – principalement la désindustrialisation, la décentralisation des secteurs résidentiels corollaire de l'accroissement du transport automobile, la diversification de l'immigration et l'embourgeoisement de la classe moyenne – participent à affaiblir le centre des villes et à produire un espace métropolitain étalé et fragmenté. Quoique Montréal soit moins durement touchée par cette dynamique que plusieurs autres villes américaines – ce que reconnaît explicitement le diaporama –, les urbanistes du SUVVM sont inquiets et voient d'un mauvais œil

³⁸ La narration est retranscrite dans Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques Vol 1.*, 1967, p. 1.

³⁹ Jon C. Teaford, *The Metropolitan Revolution*, New York, Columbia University Press, 2006.

une dispersion à outrance de l'espace urbain. Pour le SUVVM, la ville doit ni plus ni moins être sauvée de l'implosion qui la guette.

Si la réaction de plusieurs urbanistes durant les deux premiers tiers du XX^e siècle fut de tenter de freiner la croissance urbaine afin de protéger la ville compacte et monocentrée, le SUVVM présente quant à lui la métropolisation comme un phénomène irréversible et soutient que les politiques de lutte à la croissance sont inefficaces et contre-productives. Appuyée, par plusieurs images en plongée montrant un territoire urbanisé à perte de vue, la narration reprend les arguments que Blumenfeld développe contre les villes nouvelles et les politiques de lutte à la croissance dès la fin des années 1940⁴⁰. *Horizon 2000* affirme que toutes les tentatives de contenir la croissance des grandes villes furent un échec, du grand projet de ceinture verte à Londres dans les années 1930 au plus récent plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne (PADOG) de 1961, en passant par les expériences socialistes. La première partie du diaporama présente donc une ville qui se transforme irréversiblement sous le poids de la croissance.

De cette manière, le SUVVM cherche à montrer que ce qui est à sauver, ce n'est pas la ville telle qu'on la concevait par le passé (la ville dense et monocentrée), mais la possibilité d'un habitat durable dans lequel chaque habitant peut se sentir chez soi. Le plan témoin affirme, images d'archive à l'appui, la persistance de la concentration humaine dans des villes, mais aussi la différenciation historique des formes urbaines. Tout l'enjeu est alors de trouver la forme qui correspond au stade de développement de la civilisation d'après-guerre et qui répond aux problèmes spécifiques de ce moment historique. Pour ce faire, le SUVVM pose la croissance comme inévitable et imagine en fonction les différents futurs possibles. Afin de représenter le devenir de la ville, le diaporama utilise une cartographie diachronique. Grâce à des études prospectives – réalisées selon deux années de références, 1981 et 2000, d'où le nom *Horizon 2000* – le plan témoin délimite le champ des possibles. *Horizon 2000* est ainsi un impressionnant exercice de prospective réalisé dans l'esprit de la philosophie de Hans Jonas. En effet, la projection d'un avenir catastrophique est utilisée afin de proposer une planification dont l'utilité première est d'éviter qu'un tel futur advienne. Autrement dit, *Horizon 2000* anticipe les problèmes auxquels il tente de répondre.

⁴⁰ Voir section 3.3.2.

Se basant sur des prévisions démographiques établies en fonction du taux de natalité, de l'immigration et de l'augmentation de l'espérance de vie, le SUVVM évalue que la région métropolitaine comptera 4 millions d'habitants en 1981 et 7 millions en 2000 et illustre ces résultats à l'aide de nombreux graphiques. Ensuite, il montre à quel point, en l'absence d'une planification, cette croissance entraînera un irrépressible et dangereux enchaînement de gaspillage de ressources et d'énergie. Évocateur, le diaporama commence avec des bruits de klaxon, une sirène de police et des images de congestion routière. La congestion routière est présentée comme étant la première conséquence de l'urbanisation non planifiée, et les modifications liées au transport le principal facteur modifiant la forme urbaine. En conséquence, *Horizon 2000* soutient qu'il est nécessaire de mieux planifier le transport et d'en intégrer les différentes formes – collectif et individuel – dans un même plan d'ensemble. Sinon, la congestion ne fera qu'augmenter, au grand déplaisir des citoyens. La narration énonce un scénario catastrophe afin de mieux justifier la mise en place de la planification métropolitaine :

Si cette répartition de la population se fait de façon désordonnée, les activités de toutes sortes – commerce, enseignement, culte – s'éparpillent et un espace considérable se trouve ainsi gaspillé. Tout s'enchaîne : il faut se déplacer sur des distances beaucoup plus grandes pour satisfaire ses besoins de loisirs. Il faut construire plus d'autoroutes pour permettre ces déplacements. Le coût des transports en commun devient alors prohibitif; des autoroutes sillonnent la région en tous sens, et la formation de cellules urbaines bien structurées se trouve compromise⁴¹.

Horizon 2000 soutient que le principal obstacle à la mise en place d'un plan directeur est l'appât du gain qui guide les spéculateurs. Ces derniers profitent de l'absence de planification pour mettre en place un jeu de spéculation qui fait monter artificiellement le prix des terrains et leurs caprices obligent les résidents et les entreprises à se disperser. Le diaporama représente les spéculateurs en rapaces qui mangent la ville et soutient que leurs actions risquent de déposséder les habitants, d'émietter la ville et de faire exploser les dépenses publiques⁴². Il déclare : « les spéculateurs ont la main mise sur une superficie trois fois plus grande que le terrain déjà englobé par la ville [...] le développement anarchique de la ville menace de la défigurer à jamais [car]

⁴¹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000, op. cit.*, p. 7

⁴² Dix ans après la réalisation de *Horizon 2000*, Henry Aubin, journaliste à la Gazette, publie une fascinante enquête dans laquelle il montre que dans les années 1960 le marché immobilier montréalais devient la proie des grands capitaux européens qui cherchent à se reconverter suite à la fin de l'économie coloniale et au ralentissement économique en Europe. Henry Aubin, *Les vrais propriétaires de Montréal*, Montréal, Éditions l'étincelle, 1977.

le seul appât du gain règle l'aménagement du territoire non encore urbanisé⁴³. » Ainsi, du point de vue des urbanistes, l'action des spéculateurs rend la planification nécessaire. Cette dernière est ainsi conçue comme un contrepoids au pouvoir indu qu'ils exercent sur le développement du territoire. En définitive, on pourrait dire que la spéculation foncière et immobilière fait de la prospective et du contrôle du futur un enjeu politique.

29 Capture d'écran – *Horizon 2000*



Archives de la Ville de Montréal, VM005-5-D01.

Afin d'imaginer ce à quoi pourrait ressembler un avenir sans planification, le SUVM utilise dans ses études préparatoires l'exemple des grandes villes américaines s'étant développées rapidement au milieu du XX^e siècle, telles Los Angeles et San Antonio. Décentralisées et éparpillées à outrance, elles représentent la ville entièrement altérée, c'est-à-dire la ville éclatée

⁴³ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*, p. 1.

en une multitude de morceaux qui coûtent toujours plus cher à rappeler⁴⁴. La comparaison interurbaine permet au SUVVM d'évaluer sa capacité d'action et d'établir différents scénarios d'avenir. Montréal, par chance, n'en est pas encore là, mais l'inaction des pouvoirs publics menace de la plonger dans un étalement irrécupérable, ce que cherche à éviter *Horizon 2000*. En somme, la transformation de la conception de la ville proposée par *Horizon 2000* ne vise pas à exalter la croissance, mais bien à répondre à des problématiques qui animent encore aujourd'hui le discours urbanistique, soit la spéculation foncière, l'extension suburbaine non planifiée et l'explosion des dépenses publiques.

5.2.2 Décrire la croissance et lui suggérer une forme

Après avoir établi les transformations qu'a subies et que subira Montréal et évoqué les dangers inhérents à ces transformations, le diaporama suggère, en utilisant le conditionnel, la forme que devrait prendre la région montréalaise en l'an 2000. *Horizon 2000* développe alors un vocabulaire descriptif et suggestif concernant la morphologie urbaine. Il décrit où peut aller l'urbanisation tout en suggérant où elle doit aller. Suivant la pensée de Blumenfeld, l'objectif est non pas d'imposer un idéal au développement urbain, mais d'imaginer comment la ville peut continuer à se développer d'elle-même de manière harmonieuse. Plutôt que de ramer à contre-courant, l'idée est de tabler sur les caractéristiques géohistoriques du site montréalais et sur les tendances existantes afin de favoriser l'avènement d'une forme urbaine cohérente. En bref, la description empirique délimite et guide le travail de planification et de mise en forme.

Tout d'abord, *Horizon 2000* établit qu'il existe deux axes en forme d'étoile qui traversent la région montréalaise : le long du fleuve, d'est en ouest, de Sorel à Valleyfield, se trouve un axe de développement économique et industriel favorisé par le transport maritime, tandis que perpendiculairement à celui-ci, se trouve un axe de développement démographique qui va de la rive sud du fleuve vers les Laurentides. L'objectif est de penser le développement en fonction de ces axes et, surtout, de planifier l'extension et l'amélioration des infrastructures de transport le long ces axes de manière à favoriser une croissance harmonieuse. *Horizon 2000* propose ainsi

⁴⁴ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n°5, op. cit.*

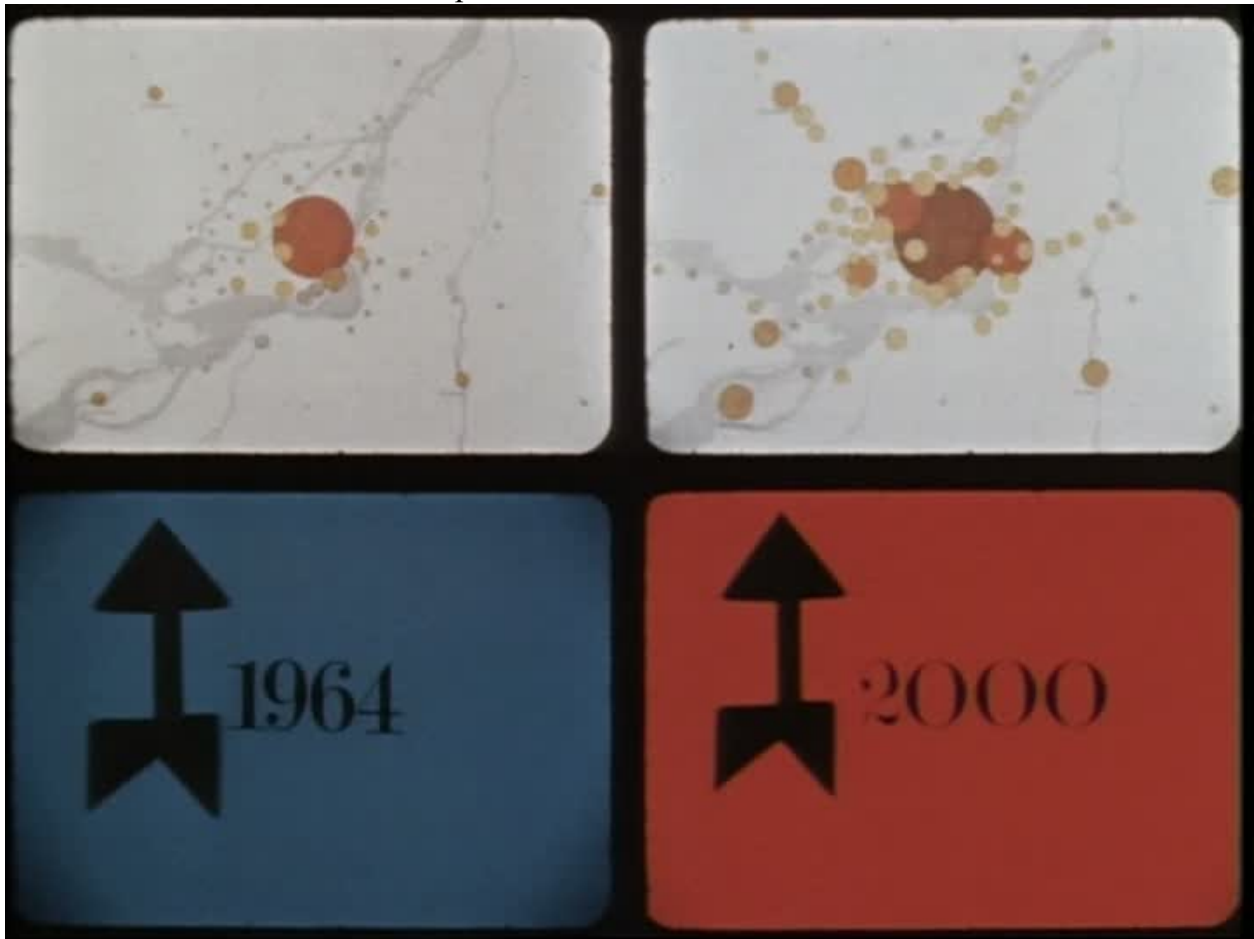
de consolider les infrastructures de transport maritime et ferroviaire afin de faciliter la concentration et le développement des activités industrielles dans les zones déjà existantes. Ensuite, il suggère de poursuivre l'extension des espaces résidentiels vers le nord, en agrandissant le réseau routier et en augmentant l'offre de transport en commun. Anticipant les problèmes de congestion, d'entretien et de remplacement des différentes traversées du fleuve, *Horizon 2000* soutient que la rive sud devrait, quant à elle, être tournée vers les activités agricoles. Malgré que certains y voient un potentiel de développement immobilier intéressant, le plan témoin met en valeur le fait que le sol y est le plus fertile de toute la région et rappelle l'importance de l'activité agricole pour la survie de la grande région montréalaise⁴⁵.

Ensuite, afin de décrire le développement résidentiel et lui suggérer une forme, *Horizon 2000* utilise trois concepts inconnus du grand public. Tout d'abord, le *noyau* représente le centre-ville. Indépendamment de l'éclatement relatif de la périphérie, ce dernier demeure inévitablement un espace de concentration des activités humaines et son pouvoir d'attraction sera, affirme-t-on, toujours largement supérieur aux autres secteurs de la ville-région⁴⁶. Ensuite, en s'éloignant du noyau on retrouve des *cellules urbaines*, qui, plutôt que des entités administratives, sont des modes de regroupement des infrastructures et des services. Finalement, il existe en périphérie éloignée des *villes satellites* qui agissent comme des pôles attractifs secondaires. Bien que ce concept soit une reprise de l'idée britannique de « *New Town* », l'objectif du SUVM n'est pas de créer des « villes nouvelles ». Bien au contraire, l'idée est de sélectionner des petites villes périphériques, c'est-à-dire des espaces où il existe déjà une certaine centralisation des emplois, des infrastructures et des services, afin d'y canaliser la croissance et de faire contrepoids à la force attractive du noyau. Le plan témoin en détermine six – Joliette, Sorel, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Valleyfield et Lachute – et prévoit que la population pourrait y croître d'environ 30 000 à 125 000, voire 300 000, habitants⁴⁷.

⁴⁵ « Peut-être faudrait-il limiter la croissance de la population sur la rive sud en raison du coût des travaux nécessaires pour franchir le fleuve. Le seul pont-tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine a coûté 100 millions de dollars. Sans compter que le territoire de la rive sud peut avantageusement servir à l'agriculture. » Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000, op. cit.*, p. 4

⁴⁶ On peut penser que l'existence du noyau est ce qui fait que la ville est encore une ville et non pas seulement un territoire bâti indéfini.

⁴⁷ Ce qui est très loin d'avoir été le cas. Ces villes ont connu des développements très variables. En 2016 aucune ne comptait plus de 100 000 habitants. Cela dit, l'absence de Saint-Jérôme est difficilement explicable, d'autant plus que cette ville fait partie de celles qui ont été étudiées dans les recherches préparatoires. Voir Pierre Aubry,



Archives de la Ville de Montréal, VM005-5-D01.

Par le fait même, le SUVVM appelle à faire le deuil de la ville compacte et monocentrée et propose de voir Montréal comme une galaxie polycentrique en croissance : « Noyau, cellules urbaines, villes satellites, voilà un portrait de la région passablement différent de celui que fournissent les quelque 300 municipalités existantes⁴⁸. » Cette vision en rupture avec le sens commun et le langage juridico-administratif correspond à ce qui advient de Montréal et elle permet, selon le SUVVM, de penser de manière cohérente les infrastructures urbaines et surtout les infrastructures de transport. Si *Horizon 2000* propose des mesures pour augmenter la rentabilité agricole et suggère la création de parcs, de zones protégées et d'une réserve foncière,

« Rôle potentiel des villes satellites », Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, Division des études d'ensemble, 1966.

⁴⁸ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*, p. 4.

on sent bien que le transport est l'enjeu fondamental, car c'est lui qui, en premier lieu, conditionne l'urbanisation du territoire. Le SUVVM veut voir dans le développement du réseau autoroutier québécois et le prolongement possible du métro des occasions pour mieux planifier l'urbanisation. *Horizon 2000* affirme : « La réalisation d'un plan d'aménagement exigerait la mise en place d'un réseau de transport qui coordonnerait route, chemin de fer, métro⁴⁹. »

Conséquemment, le diaporama esquisse une vision intégrée des différents modes de transport en se basant sur les échanges entre noyau, cellules et villes satellites. Tout d'abord, il suggère d'agrandir le réseau d'autoroutes, voire de le multiplier par cinq d'ici l'an 2000. Mais, en même temps, il affirme que Montréal doit utiliser le développement du métro afin d'être moins dépendante de l'automobile que les grandes villes états-uniennes éparpillées et congestionnées. *Horizon 2000* contient ainsi une série de propositions ambitieuses concernant le transport en commun. Pour le centre, il suggère le prolongement du métro inauguré un an plus tôt. De 16 milles, il pourrait, dit-on, passer à 100 milles en l'an 2000⁵⁰. Pour la périphérie, il propose de construire un train express, inspiré du modèle parisien, avec des arrêts aux différentes cellules urbaines. Le métro et l'express métropolitain sont en fait les clés pour consolider et créer les cellules urbaines : « Le métro et l'express régional vont favoriser la formation de collectivités bien organisées par rapport au travail et au logement. La population n'y sera ni trop concentrée ni trop dispersée⁵¹ », affirme le diaporama.

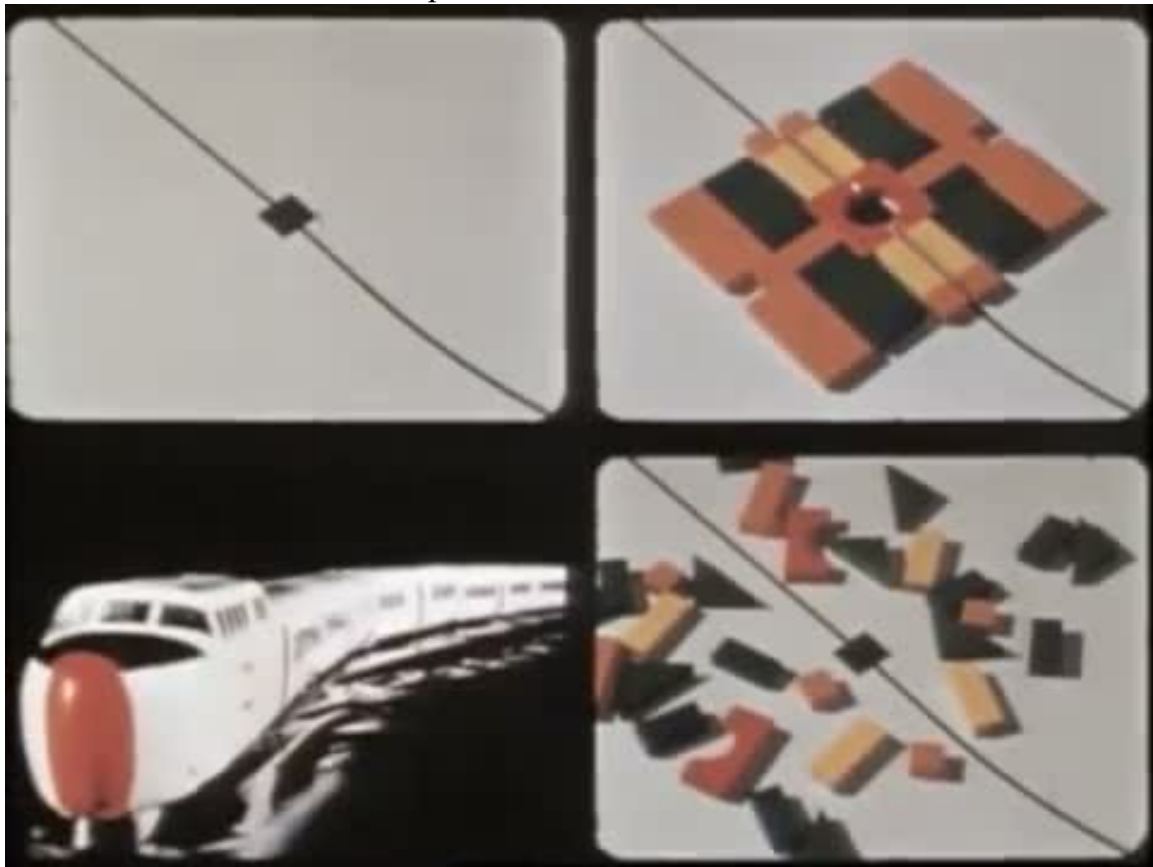
Afin d'illustrer les cellules urbaines, le diaporama utilise des images de blocs placés le long d'une ligne, qui, elle, représente une voie de transport. D'un côté de l'écran, des blocs sont éparpillés et désordonnés, tandis que, de l'autre, des blocs sont bien ordonnés et concentrés autour de ce qui apparaît être une station de transport en commun. Ces représentations visent à montrer l'aspect positif et attrayant de l'ordre et de l'harmonie des fonctions et elles ajoutent une dimension à la fois didactique et fantaisiste au diaporama. En outre, on peut voir que *Horizon 2000* anticipe l'importance que prendra le concept de « *transit-oriented development* » dans l'urbanisme de la fin du XX^e siècle⁵².

⁴⁹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000, op. cit.*, p. 5.

⁵⁰ En 2018, le métro de Montréal parcourt une distance 71 km, soit environ 44 milles.

⁵¹ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000, op. cit.*, p. 7

⁵² Le concept de TOD ou « *transit-oriented development* » est au cœur du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) adopté par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) fin 2011. Ce plan est le premier à couvrir l'ensemble du Grand Montréal.



Archives de la Ville de Montréal, VM005-5-D01.

Finalement, il est important de noter qu'*Horizon 2000* se montre en faveur d'un plan flexible. Conformément à la pensée de Blumenfeld, le plan témoin affirme être un point de départ, une première image de la métropole et non pas une image définitive. Parce que son objectif est de tenir en bride l'urbanisation du territoire et que l'urbanisation évolue constamment, la planification urbaine est présentée comme un processus infini : le plan doit constamment être revu et les études qui le précèdent renouvelées. Ultimement, les urbanistes se présentent comme des alliés des élus qui cherchent à offrir, dans le présent et le futur, des services efficaces et abordables et qui, pour ce faire, doivent affronter les spéculateurs. Dédiés à la connaissance prospective de l'urbanisation, les urbanistes vivent de l'espoir que le contenu de leur plan témoin, c'est-à-dire l'idée de Montréal qu'ils proposent, réussira à rallier la population et les élus pour les amener à penser leurs actions dans un schéma plus large, c'est-à-dire un schéma régional.

5.3 Les différents publics du plan d'urbanisme : diffusion et réception de *Horizon 2000*

Dans les documents liés à *Horizon 2000*, le SUVM explique pourquoi il a choisi de présenter son plan témoin sous forme de diaporama : « Les urbanistes de Montréal ont choisi la méthode audiovisuelle parce qu'ils ont besoin de la réaction publique pour s'assurer d'être dans la vérité avant de passer aux études détaillées⁵³. » La diffusion du diaporama viserait donc à vérifier que l'idée de Montréal proposée par le SUVM a une emprise ou une résonance dans les esprits des Montréalais. Défendant une conception humaniste de la légitimité, le SUVM affirme qu'il ne pouvait consulter tout le monde, mais assure avoir été sensible aux différentes réalités des habitants et espère que chacun pourra se reconnaître dans son projet.

À des fins d'analyse, on peut distinguer trois publics différents dans aux documents produits par le SUVM : les élus, la population au sens large ou la société civile et les experts de l'urbain. Ces trois publics forment trois scènes discursives différentes, et nous souhaitons maintenant étudier comment la réception de *Horizon 2000* s'est effectuée sur chacune de ces scènes. D'un côté, on sent, au milieu des années 1960, une prolifération et une effervescence des discours sur chacune de ces scènes, ce qui favorise l'enthousiasme des urbanistes du SUVM et leur permet de croire en la réalisation de leurs projets, même si, disent-ils, elle « nécessitait une sorte de révolution⁵⁴. » Or, chacune de ces scènes se structure en fonction de questions et de débats qui s'expriment dans un langage assez différent de celui du SUVM. En effet, la majeure partie des acteurs concernés par le plan témoin ne comprennent pas le nouveau langage proposé pour ce qu'il est, c'est-à-dire une tentative de recadrage complet de l'action publique locale, mais le retraduisent dans des termes connus. C'est le cas exemplaire des maires de banlieue, qui, plutôt que de porter attention au contenu du plan témoin, le replacent dans le débat de structure auxquels ils participent et affirment qu'il est symptomatique de la volonté annexionniste et mégalomane de la Ville-centre.

⁵³ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*

⁵⁴ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*, p. 5.

5.3.1 Des élus attachés à leurs institutions : le débat de structure

Les Montréalais et les administrateurs municipaux qui prépareront le Montréal de l'an 2000 marchent dans les pas de ceux qui il y a cent ans, se portaient acquéreurs du Mont-Royal et de l'île Sainte-Hélène, qui comptent parmi les plus beaux joyaux du Montréal d'aujourd'hui.

*Montréal Horizon 2000*⁵⁵

Horizon 2000 cherche évidemment à convaincre les élus locaux de mettre en place une forme de planification métropolitaine afin de réaliser un Grand Montréal et n'hésite pas, pour ce faire, à faire référence au passé et à en appeler aux convictions des élus. Or, comme la Ville de Montréal n'a pas les compétences nécessaires pour entreprendre des actions à l'échelle métropolitaine, il leur faut persuader un ensemble beaucoup plus large de politiciens. La scène politique locale montréalaise est structurée en fonction de trois forces politiques ayant des intérêts et des capacités d'action fort différentes. D'abord il y a la Ville-centre qui, depuis le début du 20^e siècle, chérit sporadiquement des visées annexionnistes; ensuite, les Villes de banlieue qui revendiquent une culture politique et un mode de vie distinct; et, finalement, un gouvernement provincial qui, pour des raisons souvent électoralistes, est amené à ménager la chèvre et le chou⁵⁶.

Or, plutôt que de prendre directement position dans ces désaccords, l'objectif du SUVMM est de reprendre la réflexion sur l'urbanisation des débats de structure. Ainsi, en ce qui a trait à la forme des institutions politico-administratives qui devraient correspondre à l'idée de ville qu'il présente, *Horizon 2000* est bien peu bavard. D'un côté, le diaporama soutient que « l'autonomie municipale n'est pas incompatible avec l'aménagement d'une région » tandis que, dans les études préparatoires, on affirme que « la plupart des problèmes ont leur racine dans la multitude des administrations locales, l'absence d'un organisme de coordination régionale et l'abstention

⁵⁵ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁶ Au Canada, bien que le gouvernement fédéral tienne en partie les cordons de la bourse, les affaires municipales sont de compétence provinciale. Créatures des provinces pour certains, les Villes ont malgré tout une certaine autonomie décisionnelle et une légitimité politique propre héritées de leur action historique. À propos de la tripartition Ville-centre, Villes de banlieue et gouvernement provincial, voir Stéphane Pineault, « Rapport de pouvoir et enjeux métropolitains, 1920-1961: Les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes », Thèse Ph. D. Études urbaines, Montréal, INRS, 2000 et Jean-Pierre Collin, *La gestion métropolitaine et les relations ville-banlieue à Montréal depuis 1980*, Montréal, INRS, 2001.

des gouvernements supérieurs⁵⁷. » Une réforme administrative est donc nécessaire, mais les urbanistes du SUVVM refusent de dire quel devrait en être le résultat précis. Ils se contentent de laisser entendre qu'une meilleure coopération intermunicipale serait souhaitable et que celle-ci pourrait être stimulée par la mise en place d'un organisme de type fédéral.

Pourtant, leur patron, Jean Drapeau, ne semble pas du tout prêt à partager son pouvoir dans un gouvernement régional de type fédéral. S'étant d'abord fait connaître en tant qu'avocat combattant la corruption morale et politique au début des années 1950, il devient rapidement un des politiciens les plus actifs et reconnus de son époque. Récitant le discours de la modernisation, Drapeau est un promoteur de grands projets, dont l'Exposition universelle de 1967 et les Jeux olympiques de 1976. Sur le plan des structures politiques, son objectif principal est d'accroître la capacité d'action de sa municipalité. À plusieurs reprises, son administration refuse de collaborer avec les maires de banlieue. Drapeau obstrue sporadiquement le fonctionnement de la Corporation du Montréal métropolitain qui réunit les élus municipaux de l'île de Montréal – soit un territoire beaucoup plus petit que celui d'*Horizon 2000* – et fait la promotion du projet annexionniste « une île, une Ville »⁵⁸. Par exemple, dans le dossier de la construction et de la gestion du métro débattu au début des années 1960, l'administration Drapeau a préféré assumer la majeure partie du financement afin de ne pas avoir à négocier avec les Villes de banlieue, alors que le SUVVM voulait plutôt profiter de cette occasion pour repenser l'aménagement du territoire montréalais. Contrairement à ce qu'espérait le SUVVM, le tracé a donc dû être restreint aux limites de la Ville-centre⁵⁹.

Exaspéré par la politicaillerie montréalaise, Pierre Prézeau exprime dans *Parti Pris* en décembre 1964 une opinion largement partagée : « [...] rien de dynamique ne sera réalisé sur l'île de Montréal tant que la législature provinciale ne mettra pas un terme à ces luttes politiques⁶⁰. » Or, au même moment, la Commission Blier sur les problèmes intermunicipaux dans l'île de Montréal, lancée quelques mois plus tôt par le ministre Pierre Laporte, dépose un rapport en demi-teinte dans lequel on affirme que des fusions seraient l'idéal, mais, parce que

⁵⁷ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*, p. 5.

⁵⁸ Il obtient notamment l'annexion de la Ville de Rivière-des-Prairies en 1963, du village de Saraguay en 1964 et de Saint-Michel en 1968.

⁵⁹ Dale Gilbert, « Penser la mobilité, penser Montréal. La planification du tracé du réseau initial de métro, 1960-1966 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 68, n° 1-2, 2014, p. 57-83.

⁶⁰ Pierre Prézeau, « Politique et annexions », *Parti Pris*, vol. 2, n° 4, décembre 1964, p. 44.

cela est trop difficile à réaliser (on fait ici clairement allusion à l'opposition des maires de banlieue), on propose plutôt la création d'un conseil général de Montréal, ce qui ne sera fait que cinq ans plus tard⁶¹. Central pour les élus locaux, le débat sur les fusions apparaît peu intéressant aux yeux des urbanistes du SUVVM parce qu'il concerne exclusivement les formes administratives et parce qu'il demeure cloisonné aux limites de l'île de Montréal. Ce qui importe aux urbanistes, c'est de réfléchir à la ville au sens de la forme générale que prend l'urbanisation du territoire et non à la Ville au sens des structures administratives qui devraient gouverner l'île de Montréal. Le dialogue avec les élus, obnubilés par la question des structures administratives, prend ainsi la forme d'un dialogue de sourds.

Dans ce contexte, la réception peu favorable que les maires de banlieue réservent à *Horizon 2000* s'explique moins par le contenu du plan témoin que par les revendications annexionnistes de l'administration municipale dont relève le SUVVM. Si les documents produits à l'époque sur la gouvernance métropolitaine sont habituellement le reflet de la vision du gouvernement qui les commande, *Horizon 2000* fait bande à part et est, pour cette raison, d'autant plus difficile à entendre. La vision métropolitaine qu'il propose est en effet plus près de l'idée d'un gouvernement fédéral évoqué sporadiquement par certaines Villes de banlieue, que du projet « une île, une Ville » porté par Drapeau⁶². Le SUVVM doit donc non seulement faire entendre raison à son maire, mais aussi, tenter de détacher son projet du discours de l'administration de laquelle il relève; deux choses pour le moins difficiles.

En avril 1967, la présentation préliminaire du plan témoin devant les élus de la Ville de Montréal est relativement bien accueillie. Drapeau y voit un argument de plus en faveur de l'agrandissement de sa municipalité, tandis que son bras droit, Lucien Saulnier, une personne plus pragmatique et plus proche des fonctionnaires, y voit un moyen de sensibilisation adressé au gouvernement provincial afin que celui-ci augmente les ressources et compétences de la Ville. Or, lorsque la diffusion s'élargit aux élus des Villes de banlieue et de la province, la réception se refroidit. Lors de la présentation officielle du diaporama à la Place des Arts en août,

⁶¹ Commission d'étude des problèmes intermunicipaux sur l'Île de Montréal, *Rapport*, Québec, 1964

⁶² Harold Bérubé, « Historiciser la révolution métropolitaine à Montréal (1960-2010) », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La Gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, Éditions Multimondes, 2014, p. 135-145; Jean-Pierre Collin, « La création de la CUM en 1969 : circonstances et antécédents », *Political Science*, vol. 17, n° 1, 1984, p. 109-131 ; Jean-Pierre Collin, *La gestion métropolitaine, op. cit.*

bien que plusieurs en reconnaissent la qualité graphique, peu se montrent favorables à ses propositions. Les maires de banlieue soutiennent qu'une telle planification métropolitaine ne relève pas de la Ville de Montréal, une idée à laquelle fait écho le ministre des Affaires municipales, Paul Dozois, absent lors de la présentation, lorsqu'il affirme quelques jours plus tard que celle-ci revient au gouvernement provincial⁶³. Bref, loin d'apaiser les tensions, ce plan témoin, qui était pourtant aux yeux de ses artisans une invitation à la collaboration, est reçu comme un affront par les élus à l'extérieur de la Ville et ajoute de l'eau au moulin des débats de structure.

En 1968, Lucien Saulnier offre trois options au gouvernement provincial : se charger lui-même de la planification régionale, confier cette tâche à une municipalité ou créer une autorité régionale chargée de cette mission⁶⁴. Le gouvernement provincial est finalement amené à bouger quelques mois plus tard, suite à une importante grève des policiers municipaux. Il procède alors à une refonte de la Corporation du Montréal métropolitain et crée la Communauté urbaine de Montréal, un organisme confédéral aux pouvoirs élargis essentiellement voué aux services comme la protection policière, le transport en commun et l'assainissement des eaux, mais dont les limites territoriales ne sont pas différentes de l'entité précédente, c'est-à-dire qu'elles sont restreintes à l'île de Montréal. Ainsi, rien n'est fait en ce qui concerne la planification régionale. Devant le peu de cas qui a été fait de *Horizon 2000*, Paul Laliberté affirme : « Il est sans doute vrai que ce n'était pas au service d'urbanisme de faire ça. Mais une autre chose est tout aussi vraie, c'est que ce n'était pas non plus le rôle du gouvernement du Québec de le faire⁶⁵. » Bref, parce qu'aucune institution publique n'incarne l'idée de Montréal proposée par le SUVM, réaliser celle-ci n'apparaît être la tâche de personne en particulier. Et si le SUVM avait voulu que tout le monde s'y mette de manière collaborative, il a vite été rattrapé par la joute politique et son plan témoin a été l'occasion pour tout un chacun de réaffirmer sa position.

⁶³ André Boisvert, *Aménagement et urbanisme, op. cit.*, 162

⁶⁴ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n°5, op. cit.*, Préface.

⁶⁵ André Boisvert, *Aménagement et urbanisme, op. cit.*, p. 163.

5.3.2 Une société civile dissipée et dépassée : la polysémie de la ville

Nous avons pu constater que les problèmes qu'il [le SUVVM] a à résoudre sont gigantesques et qu'il faut beaucoup de compréhension et de coopération de la part des citoyens si l'on veut que le Service serve à autre chose qu'à produire des petits dessins charmants, mais qui ne s'incarnent jamais dans la réalité.

Pierre Bourgault *La presse*, 17 février 1962⁶⁶.

L'idéal du plan à notre avis, serait que chacun perçoive la ville comme un tout cohérent, harmonieux. Foyers et carrefours permettraient de réunir capitaux et équipement, clients et vendeurs, ruraux et citoyens, gouvernants et gouvernés. Chacun pourrait se sentir faire partie non seulement d'un quartier ou d'une municipalité, mais d'une région.

*Montréal Horizon 2000*⁶⁷

Malgré tous ses efforts, le SUVVM n'a pas non plus la réception voulue dans la société civile. La vision métropolitaine de *Horizon 2000* n'a pas réussi à répondre aux problèmes sociaux de l'époque ni à modifier significativement les représentations de la ville de la société québécoise ou montréalaise. Les citoyens ne partagent pas les inquiétudes des urbanistes quant à l'émiettement de l'espace urbain. À cette époque, la banlieue est en pleine croissance. Le mode de vie pavillonnaire à l'américaine est mis en valeur dans les médias par un ensemble de publicités et est promu par les prêteurs hypothécaires et par certaines Villes de banlieue qui cherchent à se développer⁶⁸. Loin de s'inquiéter des problèmes potentiels de l'étalement urbain, une grande partie de la population chérit alors le rêve du pavillon et de son jardin.

D'autant plus qu'en l'absence d'institutions métropolitaines, il est difficile pour les citoyens de développer un sentiment d'appartenance pour la grande région montréalaise. Dans ses recherches réalisées dans le cadre de son travail à la Commission provinciale d'urbanisme, Guy Beaugrand-Champagne montre qu'une des grandes difficultés pour les urbanistes est de faire exister la région aux yeux de la population. Sans centre de décision ou représentants, ni même de lieu de participation, le sentiment d'appartenance à la région peut difficilement se développer. Lors d'une conférence au congrès annuel de l'UMQ en 1964, Beaugrand-Champagne affirme :

⁶⁶ Dans Gérard Beaudet, (dir.), *L'institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002*, op. cit. p. 122.

⁶⁷ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, op. cit., p. 2.

⁶⁸ Harold Bérubé, « Vendre la banlieue aux Montréalais : discours et stratégies publicitaires, 1950-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, n 3° 1-2, 2017, p. 83-112.

« Si on a la sensation qu'on appartient à toute la grande région de Montréal, on n'a rien en face de nous⁶⁹. » Conséquemment, la région demeure une entité largement imaginaire et, en pareilles circonstances, on peut penser que le concept de région ne peut qu'être hautement polysémique.

De plus, les problèmes mis en lumière dans *Horizon 2000* sont largement anticipés (explosion du coût des services, raréfaction du territoire agricole, destruction progressive du patrimoine, etc.) et non dans l'urgence du moment, ce qui diminue la force de persuasion du plan. Le discours social des années 1960 est axé sur la modernisation et le progrès : la protection du territoire et du patrimoine n'est pas encore un enjeu prépondérant⁷⁰. Après que la guerre aux taudis et la lutte à la corruption morale et politique aient été des thèmes mobilisateurs dans les années 1950, la modernisation du centre-ville, la prise en charge de la question ouvrière et la montée du nationalisme canadien-français accaparent la sphère publique montréalaise dans les années 1960 et 1970⁷¹. La question métropolitaine n'a pas la même saillance.

Ainsi, malgré qu'il ait fait les manchettes lors de son dévoilement, *Horizon 2000* tombe rapidement dans l'oubli. Par exemple, trois ans plus tard, le Front d'action politique (FRAP), la seule force d'opposition au Parti civique du maire Drapeau, écrit dans son programme politique : « L'administration actuelle ne planifie pas à long terme le développement de Montréal. Elle s'est contentée de dévoiler il y a plusieurs mois un plan guide "Horizon 2000" dont on n'a plus entendu parler⁷². » Or, le FRAP lui-même ne semble pas particulièrement intéressé par la planification métropolitaine. Proche des mouvements communautaires et ouvriers, le FRAP s'intéresse d'abord à l'action communautaire, aux luttes sociales et à l'affirmation nationale des Canadiens français. Les préoccupations du FRAP correspondent ainsi à celles de plusieurs intellectuels francophones de l'époque qui voient en Montréal une ville clivée, dans laquelle une bourgeoisie anglophone domine un prolétariat francophone. Ce constat est partagé par plusieurs, notamment par la plupart des contributeurs au numéro spécial de la revue *Liberté* sur Montréal réalisé en 1963 et par la grande majorité des collaborateurs de la revue *Parti Pris*⁷³. Cette

⁶⁹ Guy Beaugrand-Champagne, « Sentiments d'appartenance régionale », conférence dans le cadre du congrès de l'Union des municipalités, septembre 1964, p. 5.

⁷⁰ Martin Drouin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 22-36.

⁷¹ André Lortie, « Montréal 1960, les ressorts d'une réidentification », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, vol. 13, 2007.

⁷² Front d'Action Politique, *Les salariés au pouvoir!*, Montréal, 1970, p. 101.

⁷³ *Liberté*, vol. 5, n° 4, 1963.

effervescence militante et cette volonté des francophones de se réappropriier Montréal mènent à la crise d'octobre en 1970, c'est-à-dire à la déclaration de la loi des mesures de guerre par le gouvernement fédéral en réaction à l'enlèvement de l'attaché commercial britannique James Cross et du ministre provincial Pierre Laporte par deux cellules du Front de libération du Québec (FLQ)⁷⁴. Dans un ce contexte, la planification métropolitaine est reléguée au second plan.

Si Montréal est considérée comme un problème par plusieurs intellectuels francophones de gauche de l'époque, la problématisation qu'ils développent – axée sur la question de la langue et la lutte des travailleurs – ne correspond pas à celle qui est proposée par le SUVMM. Pour les nationalistes, Montréal doit être conçue comme la métropole d'un territoire francophone, soit le Québec. Expo 67, par exemple, correspond en partie à cette ambition. Loin d'avoir été l'occasion d'améliorer les infrastructures régionales et de réaliser un Grand Montréal, cette Exposition a plutôt été utilisée par l'administration municipale pour accélérer la modernisation du centre-ville et faire de Montréal une ville moderne et mondialisée à laquelle tous les Québécois peuvent s'attacher. Expérimentations culturelles, ouverture sur le monde, découvertes gastronomiques, innovations technologiques, l'Expo 67 fut marquante à de nombreux égards. Cependant, ses activités s'étant concentrées dans les îles devant le centre-ville, il ressort de cet événement une image d'un Montréal futuriste et hyperconcentré, assez loin de l'idée du Grand Montréal élaborée par *Horizon 2000*.

Plus fondamentalement, nous pensons que la faible réception de *Horizon 2000* montre que le discours des urbanistes n'a pas d'emprise dans la société civile s'il n'est pas accroché à des considérations morales ou sociales explicites. Le discours réformateur de *Horizon 2000*, contrairement à celui portant sur la moralité publique et la guerre au taudis, n'a pas la même teneur morale et sociale. Comme nous l'avons montré dans le troisième chapitre, le plan Dozois était porté par un discours fortement moraliste. Les habitations à loyer modique qui allaient être construites pour remplacer les taudis devaient permettre de diminuer la délinquance juvénile et

⁷⁴ L'élection municipale qui se tient durant cette crise sera cependant difficile pour le FRAP. Suite à une déclaration du ministre fédéral Jean Marchand soupçonnant le FRAP d'être un groupe affilié au FLQ, plusieurs des membres de ce parti sont arrêtés et ses bureaux font l'objet d'une perquisition sans mandat. Dans ce contexte, malgré des sondages qui, quelques mois plus tôt, laissaient entrevoir des percées pour le FRAP, Drapeau obtient 92 % des voix et son Parti civique remporte tous les sièges au Conseil de Ville. Sur l'histoire du FRAP voir Marc Comby, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal 1970-1974 », Bulletin d'histoire politique, vol. 19, no 2, 2011, p. 118-133 et Paul Cliche, « La violence faite au FRAP », À bâbord!, n°36, 2010.

améliorer les conditions de vie des plus démunis. Même les opposants au projet, comme Drapeau et Saulnier, traitaient la question sur le plan moral en arguant que les tours d'habitations encourageaient la promiscuité et n'étaient pas favorables à l'épanouissement familial.

32 « Ville d'Anjou... où l'urbanisme protège votre placement »

Ville d'Anjou
 ... ou l'urbanisme
 protège votre placement

1-CENTRE D'ACHATS CATHOLIQUE
 2-ÉCOLE SUPPLÉMENTAIRE SAINT-JACQUES
 3-PARC PUBLIC
 4-PARC BOULANGER
 5-ÉCOLE ERNEST CÉPHÉAULT
 6-ÉCOLE FÉLIX CARPENTIER
 7-ÉCOLE DOMINIQUE
 8-ÉCOLE PROTESTANTE
 9-ÉCOLE PROTESTANTE
 10-ÉCOLE PROTESTANTE
 11-ÉCOLE PROTESTANTE
 12-ÉCOLE PROTESTANTE
 13-ÉCOLE PROTESTANTE
 14-ÉCOLE PROTESTANTE
 15-ÉCOLE PROTESTANTE
 16-ÉCOLE PROTESTANTE
 17-ÉCOLE PROTESTANTE
 18-ÉCOLE PROTESTANTE
 19-ÉCOLE PROTESTANTE
 20-ÉCOLE PROTESTANTE

PARADE DES MAISONS!

Ce plan qui a rapporté un prix de l'Association d'Urbanisme du Canada ne montre qu'une partie de la dynamique Ville d'Anjou où toutes les commodités en vue de votre bien-être sont à votre portée. Facilités d'emplottes... digites et écoles catholiques et protestantes... parcs et centre de golf... accès facile... tout ceci n'est que quelques-uns des avantages que vous trouverez en visitant la Parade des Maisons dans la magnifique ville d'Anjou.

VENEZ CETTE FIN DE SEMAINE !

PUBLIÉ SOUS L'AUTORISATION DU MAIRE ERNEST CÉPHÉAULT

Publicité produite par la Ville d'Anjou, *La Presse*, 14 mars 1959, p. 13. Reproduite dans Harold Bérubé, « Vendre la banlieue aux Montréalais : discours et stratégies publicitaires, 1950-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, n° 1-2, 2017, p. 112.

Or, en arrachant la question urbaine à la question sociale et aux débats moraux, il semble que les urbanistes d'*Horizon 2000* se soient coupés de leur public. Qui, en effet, parle de la ville non pas en termes de municipalités ou de communautés, mais de noyau, de cellules et de villes satellites? Mis à part chez les spécialistes, ce vocabulaire ne sera jamais repris dans la société civile. En fait, sur le plan des représentations, l'intégration des villes satellites dans une image cohérente et harmonieuse de la ville-région de Montréal apparaît invraisemblable. La vision métropolitaine d'*Horizon 2000* est tellement en décalage par rapport aux représentations traditionnelles de la ville qu'elle ne peut être entièrement audible. Cette vision de Montréal n'a pas de référents dans les représentations populaires, qu'elles soient littéraires, cinématographiques ou autres. En somme, *Horizon 2000* a inventé un nouveau langage pour parler de la ville, mais, n'ayant pas su rattacher celui-ci aux considérations morales de l'époque et aux représentations conventionnelles de la ville, ce dernier n'a eu aucun pouvoir de persuasion à l'extérieur de la sphère des experts.

5.3.3 Des experts enthousiastes : l'impossible décloisonnement

Malgré ce que ses auteurs en disent, on peut penser que le premier public du plan d'urbanisme est formé par les experts de l'urbanisme eux-même. Afin d'asseoir leur autorité, les urbanistes du SUVM recherchent la reconnaissance de leurs pairs. La revendication d'autorité de *Horizon 2000* est en effet fondée sur une connaissance qui dépasse largement le cadre montréalais. Le plan témoin se revendique d'une connaissance des villes à l'échelle occidentale et plusieurs études contiennent une dimension comparative. Harry Lash, coordonnateur des recherches, dresse une liste de plus de cinquante métropoles comparables à Montréal en fonction du nombre d'habitants, entre un et quatre millions, et en fonction de la proximité culturelle⁷⁵. Visant l'avancement des connaissances, les études techniques s'adressent aux spécialistes autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du SUVM. Les urbanistes du SUVM, qui étaient bien au fait des expériences de planification métropolitaine à Londres et à Paris, et qui recevaient avec enthousiasme des copies des recherches réalisées par le Hudson Institute, traduisent plusieurs

⁷⁵ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000*, *op. cit.*

idées étrangères dans la réalité montréalaise, comme les « *New Town* » anglaises, l'express régional parisien ou les cellules urbaines de Baltimore. Il est cependant difficile de mesurer précisément l'incidence de ces échanges au niveau international et la position qu'occupe le SUVM dans les réseaux transnationaux.

Au Québec, il est évident le SUVM a profité de nombreux échanges avec le milieu des urbanistes francophones structuré autour de l'Institut d'urbanisme et des quelques bureaux de consultation privée existant depuis quelques années. Cependant, si on peut voir des traces d'échanges sur le plan des idées, il existait une certaine concurrence sur le plan de l'offre d'expertise. Parallèlement aux recherches d'*Horizon 2000*, la Commission provinciale d'urbanisme présidée par Jean-Claude La Haye prépare un ambitieux rapport afin d'établir le rôle de l'État en matière d'urbanisme et de présenter un projet de législation adapté au Québec. Bien que plusieurs propositions de ce volumineux rapport fassent écho au contenu d'*Horizon 2000*, notamment en ce qui a trait à la création d'un Conseil métropolitain à Montréal, aucune mention n'est faite du plan témoin du SUVM. Le milieu des urbanistes québécois se montre donc moins uni qu'on pourrait le penser. Dans les années 1950, des urbanistes comme Benoît Bégin et Jean-Claude La Haye ont préféré la pratique privée aux instances institutionnelles en partie parce qu'ils avaient une perception négative de l'urbanisme au niveau municipal. Ils ont alors œuvré à renforcer les assises de la profession urbaniste sur le plan de la formation et des institutions provinciales sans rechercher à s'allier au SUVM. Ainsi, bien que le milieu des urbanistes soit en pleine effervescence dans les années 1960, le plan témoin *Horizon 2000* n'est pas défendu à l'unisson. Non pas parce que certains sont opposés aux idées de celui-ci – bien au contraire, la réception du contenu est généralement favorable –, mais plutôt parce que cette scène est morcelée; malgré que le SUVM soit le premier Service d'urbanisme au niveau municipal au Québec, son expertise n'est pas reconnue d'emblée. Cette fragmentation manifeste une certaine faiblesse du mouvement pour la reconnaissance de l'urbanisme dans les années 1960. Comme nous l'avons montré précédemment, si, à l'époque, la profession se consolide et s'autonomise, aucune institution précise n'acquiert une véritable autorité.

Ainsi, après avoir réalisé *Horizon 2000*, le travail du SUVM est redevenu plus prosaïque – « alors on a continué à la petite semaine... » raconte Paul Laliberté⁷⁶. Selon Gérard Beaudet,

⁷⁶ André Boisvert, *Aménagement et urbanisme au Québec*, Québec, Éditions GID, 2014, p. 163.

cette situation est loin d'être particulière à Montréal. Si, à leurs débuts dans les années 1960 et 1970, les services d'urbanisme municipaux ont laissé croire à de grandes réformes, dans les années 1980, ils deviennent pour la plupart des faire-valoir soumis à la volonté des élus et des promoteurs⁷⁷. *A posteriori*, les années 1960 apparaissent comme une période d'occasions manquées pour les urbanistes.

Malgré tout, *Horizon 2000* demeure une expérience formatrice pour les experts et elle a, on peut penser, convaincu la majorité des spécialistes montréalais que la planification urbaine devait dorénavant s'effectuer à l'échelle métropolitaine. Dans les années subséquentes, le débat s'est déplacé vers la manière de mettre en œuvre cette planification métropolitaine. Harry Lash, par exemple, déçu par la réception de *Horizon 2000*, quitte le SUVM et va travailler à Vancouver où, pour réussir à mettre sur pied un plan d'aménagement régional, il fait davantage de place à la consultation publique⁷⁸. Dans la même veine, dans les années 1970 et 1980, plusieurs urbanistes québécois se montrent en faveur du tournant participatif en planification. Ces nouveaux débats, qui portent sur le processus de la planification, structurent la réception d'*Horizon 2000* chez les spécialistes. De nos jours, plusieurs urbanistes, tels Gérard Beudet et Jean-Claude Marsan, critiquent l'aspect technocratique du plan témoin, sans remettre en question l'idée de Montréal qu'on y retrouve, bien au contraire⁷⁹. En ce sens, on pourrait dire que, si les plusieurs urbanistes comme Lash, Beudet et Marsan ont voulu et veulent encore faire rupture avec l'approche technocratique des années 1960, ce n'est pas parce que le savoir technique a été trop écouté, mais parce qu'il fut instrumentalisé et trop peu écouté. En effet, bien plutôt qu'une dénonciation de l'idée de Montréal que l'on retrouve dans *Horizon 2000*, l'approche participative qu'ils promeuvent vise en fait à en réaliser une forme actualisée.

De fait, malgré ses erreurs concernant les prévisions de croissance, plusieurs spécialistes d'aujourd'hui s'entendent pour dire que *Horizon 2000* avait vu juste et que Montréal est devenue une région urbaine polycentrée⁸⁰. Axes de croissance, tertiarisation de l'économie,

⁷⁷ Gérard Beudet, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2000, p. 78, 95 et 276.

⁷⁸ Harry Lash, *Planning in a Human Way*, Canada, Macmillan Ministry of State for Urban Affairs, 1976.

⁷⁹ Gérard Beudet, *Le pays réel sacrifié*, *op. cit.*; Jean-Claude Marsan, *Montréal et son aménagement : vivre la ville : textes choisis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012.

⁸⁰ Par exemple, Gérard Beudet, dans *Le pays réel sacrifié*, *op. cit.* p. 250, réaffirme le besoin de faire le deuil de la ville compacte. Sénécal, Gilles et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine : Vers une polycentricité

augmentation du transport automobile, étalement urbain et développement polynucléaire de la banlieue, le développement de Montréal s'est déroulé tel qu'il avait été anticipé par *Horizon 2000*, et une grande partie des problèmes liés à la congestion routière, à la protection des terres agricoles et à la spéculation immobilière qui affligent actuellement la région montréalaise a aussi été anticipée par les urbanistes des années 1960. En ce sens, difficile de dire que l'urbanisme serait passé à une nouvelle forme de problématisation de l'espace urbain.

33 Représentation de Montréal en galaxie polycentrique



Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Étude de la forme, région de Montréal*, 1966, plan n° 28.

assumée », dans Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région, Tome II 1930 à nos jours*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 867-898.

Par exemple, la prise de position de nombreux urbanistes montréalais contre les fusions municipales au début des années 2000 montre bien l'actualité de l'idée de Montréal de *Horizon 2000*. À ce moment, plusieurs urbanistes ont affirmé que les fusions correspondaient à un idéal désuet de la ville compacte et monocentrée et que les fusions allaient en fait déséquilibrer la région. À l'opposé, ces urbanistes ont proposé une entité régionale plus forte dans laquelle le pouvoir serait mieux distribué. Or, tout comme les urbanistes des années 1960, force est d'admettre que leur appel n'a pas été entendu.

5.4 Conclusion

Plusieurs ont montré que l'urbanisme prend naissance à la fin du XIX^e siècle corollairement à une technicisation du discours sur la réforme urbaine portée par une nébuleuse d'acteurs plus ou moins organisés⁸¹. Or, peu se sont intéressés aux conséquences de l'autonomisation de la question urbaine dans le discours des professionnels employés par des agences bureaucratiques. Dans les années 1960 à Montréal, les professionnels du SUVM se sont affranchis des questions morales et des représentations traditionnelles de la ville afin d'analyser l'urbanisation et la métropolisation en elle-même. Avec *Horizon 2000*, la « question urbaine » – entendons ici l'ensemble des problèmes relatifs à l'aménagement de l'espace, à l'utilisation du sol, à l'allocation et à l'efficacité des services publics ainsi qu'aux économies d'échelle – se détache de la « question sociale », c'est-à-dire des problèmes liés à l'hygiène, à la pauvreté, au civisme, à la moralité publique, à la délinquance ou à l'équité. En résulte une conception de la ville comme forme historique et l'invention d'une nouvelle idée synthétique d'un Grand Montréal formé d'un noyau, de cellules urbaines et de villes satellites, idée qui, selon les urbanistes, peut permettre de régler les problèmes actuels et futurs de l'aménagement du territoire.

⁸¹ Christian Topalov, « De la “question sociale” aux “problèmes urbains” : les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du XX^e siècle », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. 125, 1990, p. 359-75; Jean-Pierre Gaudin, « La genèse de l'urbanisme de plan et la question de la modernisation politique », *Revue française de science politique*, vol. 3, n°39, 1989, p. 296-313; Viviane Claude et Pierre-Yves Saulnier, « L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 64, 1999, p. 25-40; Gabriel Rioux, « Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941). Histoire d'une refondation », Thèse Ph. D. Histoire, Montréal, UQAM-Sorbonne, 2013.

De plus, bien qu'une série de considérations soient en germe, *Horizon 2000* ne contient pas de revendications environnementalistes proprement dites. Au contraire, ce plan suppose que, d'ici à l'an 2000, grâce au progrès scientifique, les problèmes de pollution de l'air et de l'eau seront réglés. *Horizon 2000* est donc produit dans ce moment bien précis de l'histoire où le progrès continu de la science moderne et l'amélioration notoire des conditions de vie après la Seconde Guerre mondiale ont amené des urbanistes à penser qu'il était possible de traiter les problèmes de l'urbanisation indépendamment des problèmes sociaux et environnementaux. Le résultat de cette vaste entreprise de recherche est un plan témoin qui se revendique d'une autorité fondée uniquement sur la prospective et le savoir, et une idée de ville qui prend la forme d'un collage d'images. L'étude de cette synthèse futuriste et expérimentale nous a permis de montrer que l'urbanisme repose sur une mise en scène de la croissance urbaine et se caractérise par une stratégie qui mène à une décomposition et une recomposition de l'objet urbain. S'exprimant dans un langage fortement suggestif, *Horizon 2000* fait le tri entre ce qui est à stimuler et ce qui est à endiguer dans le développement urbain et offre, après avoir décortiqué tous les facteurs déterminant l'évolution d'une ville, un récit de la recomposition de Montréal en région urbaine cohérente. Et si certains pensent que ce récit vise à exalter la croissance, nous avons montré que la croissance y est plutôt présentée comme une source de problèmes tout autant que de solutions. D'un côté, la croissance non planifiée soumise au jeu de la spéculation risque d'émietter la ville jusqu'à la détruire, tandis que la croissance planifiée et soumise à un plan d'ensemble permet d'entrevoir des solutions aux différents problèmes qui affligent la ville (taudis, manque d'espace vert, voies de transport inadéquates, etc.) et une amélioration continue des conditions de vie des citoyens.

Or, *Horizon 2000* n'a pas su créer un nouveau sentiment d'appartenance à la région et ultimement n'a pas eu les effets escomptés. En se détachant du sens commun et des représentations habituelles de la ville, ce plan a réussi à élaborer une nouvelle idée de Montréal, mais celle-ci a été ignorée ou mal comprise. Qui plus est, contrairement aux proto-urbanistes du début du siècle ou à Jean-Claude La Haye, les urbanistes du SUVM n'ont pas pris le temps de négocier avec les différents groupes organisés de la société civile et n'ont pas su coaliser une série d'acteurs derrière leur plan. Profitant d'une sécurité d'emploi nouvellement acquise, ils ont plutôt tenté de faire fi des luttes d'intérêts et des institutions politiques existantes et de penser

le phénomène urbain indépendamment des frontières municipales. Selon eux, se maintenir dans les limites des compétences de la Ville les aurait empêchés de saisir la ville en elle-même et d'agir sur l'urbanisation du territoire; or, dépasser ces limites a considérablement diminué leur légitimité et leur capacité. Il y a là, nous pensons, une aporie de la planification métropolitaine et du langage urbanistique en général. Fondé sur une critique des formes héritées du passé et du langage juridico-administratif, l'urbanisme ne cesse de vouloir réinventer la ville. Or, en se faisant l'apôtre de la rupture, il produit un langage aux référents futuristes que chaque interlocuteur est appelé à réinterpréter, ce qui favorise les malentendus et les mécompréhensions. Le diaporama produit par le SUVVM en est le parfait exemple. À la fois rigoureux et fantaisiste, ce dernier vise à stimuler l'imaginaire régional. Or, faisant cela, il laisse énormément de place à l'interprétation et s'expose à ce que son message se perde dans des débats qui ne sont pas les siens.

Finalement, *Horizon 2000* peut être considéré comme une tentative ratée d'arracher la question urbaine aux considérations morales et hygiénistes, considérations qui, du point de vue d'un urbaniste comme Hans Blumenfeld, ont miné la guerre aux taudis. Cependant, l'interprète qui porte son attention exclusivement sur l'aspect inaccompli des propositions aura tendance à occulter un ensemble de phénomènes, par exemple, le fait que *Horizon 2000* demeure une référence importante pour l'étude spécialisée de l'espace métropolitain montréalais⁸². Qui plus est, l'échec relatif de *Horizon 2000* ne marque pas la fin de l'étude du phénomène urbain et des discours réformateurs. Au contraire, et heureusement pour les professionnels de l'urbain, dans les décennies subséquentes, la question environnementale relance les débats et redonne une teneur morale à la prospective et à la planification métropolitaine.

⁸² Gilles Sénécal et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine : Vers une polycentricité assumée », *op. cit.*

CONCLUSION

Sois sage, ô ma douleur, et tiens-toi plus tranquille.
Tu voulais la retraite, elle est là, la voici.
Un urbanisme obscur enveloppe la ville,
Aux uns portant la paix, aux autres le souci.

Claude Robillard

La pensée était bonne
Autant que les projets
Les idées, à la tonne
Crevaient tous les budgets.

Jean Drapeau¹

Cette thèse provient d'une fascination pour les monumentales et problématiques infrastructures que nous ont léguées les Trente Glorieuses. Les gigantesques viaducs de béton, les tentaculaires autoroutes, les tours de bureaux brutalistes et les mièvres bungalows construits durant cette période nous apparaissent aujourd'hui être le résultat d'un génie humain disloqué et hors de ses gonds, dont la crise environnementale actuelle serait l'ultime et désastreuse conséquence. Ainsi, nombreux sont ceux qui dénoncent les idées ayant présidé à la transformation de l'espace urbain d'après-guerre et qui cherchent à rompre avec ces dernières. En effet, plusieurs voient dans l'héritage laissé par les Trente Glorieuses le signe de l'*hubris* de la raison, *hubris* qu'il faudrait à tout prix réprimer afin de sauver l'humanité. Notre recherche nous a cependant conduit à emprunter un chemin différent. Nous avons été amené, en relisant certains textes clés de Michel Foucault, à prendre nos distances par rapport aux idées reçues provenant du tournant critique en

¹ Le premier passage est extrait de la lettre de démission de Claude Robillard écrite en vers, adressée à Jean Drapeau et datée du 30 décembre 1963. Le second est extrait de la réponse que lui envoie Drapeau une semaine plus tard. AVM P100-02-2-D011.

urbanisme, cela afin de réinterroger l'actualité de la pensée des urbanistes des Trente Glorieuses. Nous avons cherché à comprendre comment les urbanistes d'alors ont pensé les transformations de la ville et parlé de celles-ci. En nous penchant sur le cas de Montréal, une ville qui subit d'importantes et irréversibles transformations durant les années 1960, nous avons trouvé un discours expert fort différent de ce que décrivent les adeptes de Jane Jacobs que nous avons appelés, à la suite de Robert Fishman, les anti-planificateurs². Loin de faire preuve d'une démesure techniciste ou de considérer la croissance urbaine comme un bien en soi, nous avons montré que le discours urbanistique de l'époque se caractérise par une réflexion sur les limites du pouvoir de connaître et fait du devenir de la ville techno-industrielle un problème.

Cette démonstration s'est ancrée dans une réflexion sur le rôle de la critique guidée par les écrits de Michel Foucault. Si une grande partie des travaux de Foucault visent à remettre en question l'image lénifiante d'une modernité politique porteuse de progrès et d'émancipation, en mettant en lumière la marginalisation de la folie et de la différence ou la prépondérance du paradigme carcéral dans les institutions modernes, il a aussi montré les limites d'une enquête historique qui analyse ces institutions exclusivement en termes de répression et d'asservissement. Soucieux de la réception de ses écrits, Foucault a cherché à plusieurs reprises à expliquer sa démarche et tenté de corriger certaines mésinterprétations. Dans les dernières années de sa vie, son œuvre est même marquée par un retour de balancier qui a pris la forme d'écrits plus sobres portant sur le souci de soi en Grèce antique, écrits qui se sont accompagnés d'un questionnement sur l'attitude critique³. Reprenant les idées que développe alors Foucault, nous avons montré que les anti-planificateurs demeurent prisonniers d'une conception de la critique comme procès en légitimité, c'est-à-dire qu'ils accusent l'urbanisme moderniste d'une démesure illégitime. À l'opposé, nous avons offert un portrait nuancé qui remet en question la manière habituelle de se représenter le discours expert de cette période.

² Robert Fishman, « The Anti-Planners : the Contemporary Revolt against Planning and its Significance for the Modern World », dans Gordon Cherry (dir.), *Shaping an Urban World*, London, Mansell, 1980, p. 243-252.

³ Soulevant des enjeux plus biographiques, Richard Sennett écrit dans *Flesh and Stone* : « In the book for which he is most well known, such as *Discipline and Punish*, Foucault imagined the human body almost choked by the knot of power in society. As his own body weakened, he sought to loosen this knot [...] A certain paranoia about control which had marked much of his life left him as he began to die. » Richard Sennett, *Flesh and stone : The body and the city in western civilization*, New York, WW Norton & Company, 1996, p. 26.

Avant de mettre en lumière les principales contributions et les limites de notre recherche, nous souhaitons d'abord faire un retour sur la conception de la critique que nous avons empruntée à Michel Foucault, et expliciter comment elle nous a mené à décrire, au moyen d'une relecture de Kant, la structure et le fonctionnement du discours urbanistique.

Retour sur la critique et les présupposés anthropologiques de la planification moderniste

Dans « Qu'est-ce que la critique?⁴ », Foucault présente deux formes d'attitude critique. La première vise à traquer la démesure et les errances de la raison et à dénoncer les effets de la pensée scientifique et technocratique, c'est-à-dire à montrer ce qu'il ne faut pas faire, tandis que la seconde, celle qu'il privilégie, vise plutôt à défaire des certitudes et à destituer les autorités en complexifiant et en recomposant différemment les récits historiques habituels. Dans le premier chapitre de la thèse, nous avons montré que le courant critique en urbanisme, courant qui va de Jane Jacobs à James C. Scott, en passant par Françoise Choay et les partisans de « *l'advocacy planning* », correspond à la première compréhension de l'attitude critique. Se consacrant à l'étude des erreurs du passé, les chercheurs critiques soutiennent que les urbanistes modernistes ont outrepassé les limites de leur faculté de connaître et ont cru démesurément en leur pouvoir de réaménager la ville. Selon ces anti-planificateurs, l'urbanisme moderniste se caractérise par l'*hubris*, c'est-à-dire par une ambition démiurgique de réaménager la ville *tabula rasa*. Corollairement, ils considèrent que le rôle de la critique est de réfréner pareille ambition. Ils établissent alors une norme, que ce soit celle du respect du vernaculaire ou celle de la participation publique, ce qui leur permet ensuite de faire ce que Foucault appelle un procès en légitimité aux projets et modèles du passé. Ce procès est fondé sur ce que nous avons appelé une hypothèse du surplomb, c'est-à-dire sur la supposition que les urbanistes modernistes regardent la ville de haut, ce qui les amènerait inéluctablement à en réduire la complexité et à surévaluer leur pouvoir de la transformer. Plongée dans l'en bas, les anti-planificateurs visent à rompre avec cette position en montrant les effets délétères, sur les plans cognitif et politique.

⁴ Michel Foucault, « Qu'est-ce que la critique? », *Bulletin de la Société Française de Philosophie*, n° 84, 1990, p. 35-63.

Cette forme de critique mène donc, par la bande, à instituer une nouvelle conception de la légitimité et, incidemment, à revendiquer une nouvelle forme d'autorité dans le domaine de l'urbanisme. Partisan d'un scepticisme radical, Foucault met de l'avant une autre attitude critique, qui procède quant à elle à une remise en question de tous les présupposés anthropologiques et à une mise en lumière des problèmes qui animent le présent. En nous inscrivant dans ce projet, nous avons été amené à prendre une distance par rapport à l'histoire critique écrite par les anti-planificateurs.

Plus précisément, notre recherche a montré que la critique conçue comme un procès en légitimité ne permet pas de saisir le caractère constructiviste et conceptualiste de la planification moderniste. L'objectif de cette critique étant de démontrer que les planificateurs s'illusionnent sur leur pouvoir de connaître, elle en vient systématiquement à la conclusion que ces derniers prennent des fictions pour des réalités. Or, à l'inverse, nous avons soutenu que l'urbanisme moderne naît au moment où la ville cesse d'être prise pour une réalité évidente et devient une idée à reconstruire, ou, autrement dit, une fiction. Contrairement à ce qu'affirment les anti-planificateurs, nous avons montré que l'urbanisme moderniste ne se caractérise pas par une confiance démesurée dans le réalisme des plans qu'il élabore, mais par le présupposé anthropologique selon lequel l'être humain planifie inévitablement ses actions en se représentant le territoire à l'aide de fictions. Par exemple, dans le premier numéro de ses *Cahiers d'urbanisme*, le SUVM affirme que tout être humain planifie et se représente son habitat à l'aide d'un plan⁵. Il ajoute ensuite que ces plans n'ont pas tous la même valeur parce qu'ils conditionnent des actions fort différentes. L'objectif du SUVM est d'élaborer une représentation de la ville permettant d'aménager un habitat harmonieux et fonctionnel pour l'ensemble des habitants. Le résultat est le plan témoin *Horizon 2000*. Loin de considérer ce plan comme un modèle fixe qu'il faudrait réaliser dans les moindres détails, les urbanistes affirment avoir synthétisé une idée directrice permettant de coordonner et guider les actions futures. La valeur de ce plan est donc moins liée à sa vérité, au sens de sa correspondance avec la réalité, qu'à ce qu'il rend possible tant sur le plan des actes cognitifs que des actions pratiques.

Pour bien comprendre cette caractérisation du plan comme idée directrice, nous avons effectué un détour par l'histoire de la philosophie et sommes revenu sur la pensée d'Emmanuel

⁵ Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme* n° 1, janvier 1963, p. 1.

Kant et l'interprétation qu'en offre Hans Vaihinger. Selon Vaihinger, Kant est le premier à avoir mis en lumière la nécessité (ou, autrement dit, le caractère transcendantal) des fictions pour la pensée et l'action humaine. Loin d'affirmer que l'humain peut se débarrasser de toutes les fictions qui conditionnent sa pensée, Kant soutient que l'humain a une capacité finie de connaître et que certaines idées – comme celle de Dieu, de libre arbitre, ou d'univers organisé – sont à la fois invérifiables et nécessaires pour organiser la pensée et diriger l'action. Dans ses écrits sur l'histoire et la géographie, Kant va même jusqu'à affirmer que les philosophes doivent faire *comme si* l'histoire humaine *menait* à la paix perpétuelle et *comme si* la Terre *était* un ensemble de lieux organisés, afin de stimuler l'avènement du monde pacifié et harmonieux auquel aspire l'humanité. Par le fait même, pour la première fois dans l'histoire de la pensée selon Vaihinger, Kant a montré que les idées fondamentales qui guident l'existence humaine sont des fictions.

Qui plus est, Kant est aussi, du moins selon Reinhart Koselleck, « l'inventeur de l'expression "progrès"⁶ ». En soutenant qu'imaginer un avenir meilleur est nécessaire pour en faciliter l'avènement, il a ouvert la voie à une temporalisation des concepts politiques et donné une importance cruciale aux pronostics. Pour Koselleck, la théorie kantienne de l'histoire, élaborée à l'aube de la révolution industrielle, a consacré la séparation du champ de l'expérience et de l'horizon d'attente, c'est-à-dire qu'elle s'est basée sur l'hypothèse selon laquelle les conditions de vie du futur seront différentes des conditions de vie du passé. Reprenant Koselleck, notre thèse a supposé que, sans cette séparation, la planification est impensable. En effet, c'est seulement une fois que l'avenir est conçu comme étant radicalement différent du passé et porteur de possibles inédits que sa planification peut être envisageable et considérée nécessaire. Notre analyse a ensuite établi que le discours de l'urbanisme moderniste se caractérise par une stratégie ou une dramaturgie qui fait apparaître l'expérience et les idées du passé comme étant révolues et par le présupposé kantien selon lequel un pronostic sur le futur possible est inévitable et nécessaire.

Cependant, si, chez Kant, le pronostic concerne essentiellement l'amélioration des conditions de vie, nous avons montré, avec Hans Jonas, comment la planification moderne prend

⁶ Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions des EHESS, 1990, p. 319.

la forme d'un discours dans lesquels des scénarios catastrophes sont opposés à des futurs heureux. Selon Jonas, la civilisation techno-industrielle pousse l'être humain à la planification parce qu'elle est porteuse de dangers. Dans cet esprit, la planification sert non pas à réaliser un avenir meilleur, mais aussi et surtout à conjurer les catastrophes possibles. Qui plus est, si cette manière de penser est habituellement accolée au discours environnemental qui prolifère depuis les années 1970, nous avons exposé que l'urbanisme moderniste s'appuie sur ce type de scénarios catastrophes dès la fin du XIX^e siècle. Notre analyse a en effet démontré que la technique et la croissance ont un statut ambigu dans le discours urbanistique. Posées comme étant inévitables, la technicisation et la croissance de l'espace urbain amènent une série de problèmes graves pouvant mener la ville à une forme d'auto-destruction tout autant qu'elles permettent d'envisager une amélioration continue des conditions de vie. D'une grande fertilité, le discours urbanistique fait ainsi se côtoyer les pires scénarios catastrophes et les images d'avenir radieux et essaie, par un ensemble d'études prospectives, d'en montrer la vraisemblance.

En résumé, nous avons montré que la dénonciation du caractère fictionnel du discours urbanistique comme le font les anti-planificateurs mène à une image tronquée de l'urbanisme moderniste. En effet, notre analyse a plutôt montré que l'urbanisme moderniste fonctionne parfaitement avec l'idée selon laquelle les plans sont des fictions. Faisant un pas de plus, nous avons soutenu qu'il tire en fait sa genèse de cette expérience proprement moderne de la dissolution des catégories du passé, c'est-à-dire d'une certaine prise de conscience du caractère fictionnel des idées directrices. Reprenant la définition de Marshall Berman, nous pensons qu'être moderne c'est vivre dans un univers en changement dans lequel « all that is solid melts in air⁷. » Conformément à cette idée, notre thèse a exposé que le discours urbanistique met en scène une ville qui se transforme et se dissout en objet d'attente susceptible d'être planifié. Ainsi, il se caractérise par un dispositif rhétorique qui mène à la décomposition et à la recomposition de l'objet urbain, dispositif dans lequel la ville se présente comme une fiction nécessaire, ou autrement dit comme une idée directrice qui organise la pensée et l'action.

⁷ Cette phrase qui sert de titre au livre de Marshall Berman est tirée du premier chapitre du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels. Voir Berman, *All That Is Solid Melts Into Air*, New York, Penguin Books, 1988, p. 345.

En définitive, suivant Michel Foucault, nous pensons que si le rôle de la critique est de montrer que les discours revendiquant l'autorité – comme l'urbanisme – reposent sur des fictions, c'est non pas pour leur opposer un savoir ou une expérience vraie, mais pour exposer leur caractère inévitable et faire ressortir des rivalités entre fictions antagonistes. Pour Foucault, tout comme pour Vaihinger, dire que le savoir est fondé sur des fictions n'implique pas de dire qu'il est faux ou invalide. La fiction ne s'oppose pas au savoir. Les fictions sont des formes inévitables d'organisation de la pensée et, en ce sens, constitutive du savoir. Contre la phénoménologie, avec laquelle l'anti-planification a souvent été associée, Foucault demeure kantien et soutient que la fiction et la pensée conceptuelle sont spontanées et indépassables. L'objectif de la critique foucauldienne n'est donc pas d'opposer une limite à la pensée ou à la rationalisation, mais d'élaborer un récit qui défait les certitudes, montre des lignes de faille et ouvre de nouvelles formes de problématisation, ce que nous avons tenté de faire en nous attaquant à la manière habituelle de concevoir l'urbanisme des Trente Glorieuses. Et si certains trouvent dans notre travail une défense des urbanistes modernistes, comme plusieurs ont vu dans le cours de Foucault sur la biopolitique une défense du néolibéralisme⁸, nous leur répondrons que, plutôt que de chercher des coupables, nous avons tenté de montrer, pour reprendre la formule du pionnier de la sociologie urbaine québécoise Gérard Fortin, que la modernité techno-industrielle nous condamne à être créateurs⁹.

Contributions principales : dramaturgie, prolifération et polyphonie de l'urbanisme moderniste

La principale contribution de cette thèse se trouve dans le récit historique qui y est développé, lequel permet de dépasser l'alternative entre l'histoire héroïsante des premiers urbanistes et celle de la chute anthropologique défendue par les anti-planificateurs et ainsi de nuancer l'image habituelle de la planification d'après-guerre que l'on trouve en théorie politique. Dans un premier temps, nous avons analysé comment l'histoire de l'urbanisme, entendue comme un

⁸ Pour un résumé des critiques, voir Daniel Zamora et Michael C. Behrent (dir.), *Foucault and Neoliberalism*, John Wiley & Sons, Polity Press, 2016.

⁹ Gérard Fortin, « Québec : une ville à inventer », dans Marc André Lessard et Jean Paul Montminy, *L'urbanisation de la société canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1967, p. 21.

domaine d'étude séparé de l'histoire des villes, apparaît dans les années 1960 conjointement à la critique de l'urbanisme inaugurée par Jane Jacobs. Cela nous a permis d'apprécier l'ampleur du tournant critique qui a mis en lumière l'importance des idées et des représentations dans l'urbanisme et son contexte d'émergence, mais aussi et surtout ses limites, c'est-à-dire la réduction de l'urbanisme moderniste à une rationalité techniciste asservissant l'expérience humaine à des simplifications étatiques. Contre cette interprétation largement reprise en théorie politique contemporaine, notre thèse a montré : 1) que l'urbanisme moderniste ne peut être réduit à une démesure techniciste ou scientiste; 2) qu'il n'aboutit pas à une capture ou une raréfaction des discours; et 3) qu'il est essentiellement polyphonique.

Tout d'abord, contre la thèse de l'*hubris*, nous avons montré que le discours urbanistique des Trente Glorieuses contient une dramaturgie fondée sur l'idée de finitude et vise à contenir le développement de la ville techno-industrielle dans des limites acceptables. Loin de considérer que la position de surplomb qu'ils embrassent leur permet de connaître entièrement l'environnement urbain, les urbanistes que nous avons étudiés la présentent plutôt comme un moyen imparfait permettant de recréer du sens et de la cohérence dans un espace urbain éclaté. Selon eux, les taudis et l'expansion suburbaine produite par le développement technique incontrôlé risquent de détruire la ville et de la transformer en espace déshumanisant. Pour appuyer cette affirmation, ils établissent à l'aide de la prospective une série de scénarios catastrophes. Conséquemment, leur problème est de recomposer une ville cohérente où il fait bon vivre à partir d'un espace urbain techno-industriel fragmenté, en croissance et potentiellement déshumanisant. Pour ce faire, ils étudient les tendances qui animent le développement urbain et tentent de le réorienter afin que la ville prenne une forme cohérente et compréhensible. Ces études pointues et la position de surplomb qui les sous-tend ne se fondent donc pas sur l'idée selon laquelle l'espace urbain serait entièrement connaissable et planifiable. Au contraire, la plupart des urbanistes que nous avons étudiés sont conscients que leur pouvoir est limité, et s'ils se consacrent à l'étude du développement urbain, c'est justement pour adapter leurs plans et leurs idées à l'évolution réelle de la ville qui, telle une chose en soi kantienne, est posée comme insaisissable dans sa totalité. En somme, notre thèse a montré que, contrairement à ce qu'affirment les anti-planificateurs, l'urbanisme moderniste peut être compris comme

dispositif discursif qui vise non pas à imposer une forme fixe à la ville¹⁰, mais à en accompagner le développement, cela en révisant constamment les idées avec lesquelles le territoire est appréhendé et mis en forme. Cette démonstration nous a permis d'expliquer l'importance des études empiriques dans l'urbanisme moderniste, mais aussi comment les urbanistes québécois ont pu, au tournant des années 1960, revendiquer la mise en place d'institutions permanentes dédiées à l'urbanisme.

En effet, nous avons montré que la reconnaissance des limites et de l'imperfection du savoir et des idées permet aux urbanistes de présenter la planification comme une activité continue et leur expertise comme étant nécessaire non pas seulement de manière occasionnelle, mais de façon permanente. Contrairement à ce que laissent entendre les anti-planificateurs, les urbanistes québécois des Trente Glorieuses ne se sont pas comportés tel un législateur rousseauiste qui, de l'extérieur, vient offrir une forme au corps politique puis se retire. Au contraire, reconnaissant qu'il est impossible de donner une forme aux villes une fois pour toutes, ils ont œuvré à la mise en place d'une série d'institutions – services municipaux, écoles, comités provinciaux – chargées d'effectuer une étude constante du développement urbain et une mise à jour récurrente des plans d'urbanisme.

Dans un deuxième temps, nous avons exposé que la problématisation de la ville par l'urbanisme moderniste ne produit pas une raréfaction des discours, mais mène au contraire à une prolifération de ceux-ci. En nous appuyant sur les idées de Reihart Koselleck, nous avons montré qu'en faisant de la ville un concept d'attente, les urbanistes ont produit un discours polysémique dont la réception fut multiple et incontrôlable. Nous avons même souligné que Blanche Lemco Van Ginkel s'est montrée d'une lucidité particulière quand, au moment de lancer la Commission provinciale d'urbanisme, elle a remis en question la pertinence de celle-ci en laissant entendre que le discours des urbanistes risquait d'être mal compris et instrumentalisé par les décideurs publics. Notre analyse lui a donné raison. En effet, nous avons montré qu'en faisant de la ville un problème, c'est-à-dire une réalité non immédiatement reconnaissable, le discours urbanistique produit de la mésentente. Tout d'abord, en analysant

¹⁰ En suivant Marshall Berman, nous pensons que si les expériences de planification extrême des villes de Brasilia et Chandigarh peuvent servir d'exemples, c'est parce qu'elles donnent à voir une version tronquée et pathologique du modernisme, c'est-à-dire un modernisme amputé de sa dimension réflexive.

les discours entourant la guerre aux taudis et plus particulièrement la réception du Plan Dozois, le plus important projet de rénovation urbaine jamais réalisé à Montréal, nous avons vu que, même parmi les personnes qui acceptent l'idée que les quartiers ouvriers sont à reconstruire, des désaccords importants existent sur ce qu'est un taudis et sur ce que devrait être la fonction du centre-ville. Ultimement, nous avons montré que la ville elle-même devient un concept polysémique utilisé de différentes manières par les promoteurs et les adversaires du projet. Les analyses subséquentes des grands projets de réforme proposés par Jean-Claude La Haye et par le SUVM nous ont permis de confirmer cette conclusion.

Par le fait même, notre thèse a aussi démontré que le récit habituel des luttes contre la rénovation urbaine des années 1960, dans lequel on voit des militants réhabilitant un langage vernaculaire s'opposer frontalement à des experts parlant avec des simplifications étatiques, est simpliste et correspond assez peu à l'action des uns et des autres. Le discours urbanistique n'est pas aussi monologique et hermétique que les critiques le pensent. Au contraire, ce discours s'est avéré plutôt malléable. De surcroît, une grande partie des experts urbanistes étaient ouverts à la critique, ce qui a favorisé différentes réappropriations de leurs idées et de leurs projets. Les nombreux débats et changements de paradigme qui ont ponctué les premières années d'existence de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal illustrent parfaitement ce phénomène. Si l'Institut a été fondé par un groupe d'experts, mené par Jean-Claude La Haye, et qui avait une conception physicaliste de l'urbanisme, l'approche statistique et l'animation sociale ont rapidement changé le visage de l'Institut, au point où La Haye ne s'y est plus reconnu.

Cette démonstration concernant la polysémie du langage de la planification nous a aussi permis de mettre en lumière une aporie fondamentale dans la pratique de l'urbanisme. En effet, celui-ci semble à jamais tendu entre la critique des idées du sens commun et l'incapacité de contrôler la réception du vocabulaire futuriste qu'il élabore. Plus précisément, nous pensons qu'en soutenant que les concepts du sens commun sont désuets et ne permettent pas de penser et d'agir sur les transformations qui affectent l'espace urbain, l'urbanisme se condamne à produire un discours futuriste dont le destin est d'être mal compris et instrumentalisé. Cette aporie affecte spécialement la planification métropolitaine et régionale. Comme l'a montré notre analyse de la réception du plan témoin *Horizon 2000*, le dialogue entre les urbanistes et les élus est particulièrement difficile parce que ces derniers sont peu intéressés ou incapables de se

défaire du langage juridique qui fait de la ville une entité administrative aux frontières clairement définies. Ainsi, ils ne cessent de retraduire le message des urbanistes dans un langage juridique que les urbanistes cherchent précisément à critiquer et dépasser. En résumé, nous avons montré que la ville des urbanistes, cette fiction organisant l'aménagement du territoire, est systématiquement en décalage par rapport à la Ville des politiques, c'est-à-dire la Ville comme administration locale. Ce décalage, quoique constamment dénoncé, inscrit le discours des urbanistes dans un horizon d'attente réformiste et lui assure une portée critique.

Finalement, contre la vision homogénéisante mise de l'avant par les anti-planificateurs, nous avons mis en relief certains contrastes qui traversent l'urbanisme moderniste. En effet, notre étude de cas a fait ressortir trois figures individuelles, Hans Blumenfeld, Jean-Claude La Haye et Claude Robillard, qui, malgré qu'ils soient en accord quant aux bienfaits de la planification moderniste, manifestent des divergences en ce qui concerne la manière d'élaborer et de diffuser une nouvelle idée synthétique de la ville ou, autrement dit, de recomposer Montréal. Certes, tous les trois affirment que la ville subit des transformations irréversibles et doit être repensée et réaménagée. Néanmoins, ils développent des conceptions différentes du geste intellectuel qui doit présider à ce réaménagement. Ainsi, en comparant leurs idées, on voit apparaître trois référentiels du discours sur la ville, soit l'étude sociogéographique, la création plastique et le récit collectif. En grossissant le trait, nous pouvons donc dire que Blumenfeld, La Haye et Robillard représentent trois idéaux-types du planificateur moderniste, soit l'enquêteur, l'architecte et le poète.

S'étant décrit successivement comme un dilettante et un technocrate, Hans Blumenfeld est un personnage de l'ombre à peu près inconnu du grand public. Juif allemand et communiste, il a, après avoir séjourné en URSS dans les années 1930, passé le reste de sa vie en exil en Amérique du Nord où il a œuvré à la mise en place et à la diffusion de l'urbanisme. Formé en architecture en Europe avant la Grande Guerre, il se tourne rapidement vers l'urbanisme parce que, dit-il, il a à la fois peu de talent pour le dessin, peu d'imagination architecturale et un intérêt marqué pour la géographie et les problèmes socioéconomiques¹¹. Contrairement à La Haye, il conçoit l'urbanisme comme une pratique complètement différente de l'architecture. Selon lui,

¹¹ Hans Blumenfeld, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987, p. 118.

l'objectif de l'urbanisme n'est pas de bâtir la ville au sens propre, mais d'en accompagner le développement. Blumenfeld soutient en effet que, contrairement à l'architecte qui imagine et invente des formes, l'urbaniste doit élaborer une idée de ville par le moyen d'une enquête méthodique. L'urbaniste doit tendre l'oreille au monde urbain et en observer scrupuleusement le développement afin de pouvoir en prévoir la forme. Ainsi, pour lui, le référentiel de la ville se trouve dans les études sociogéographiques, c'est-à-dire qu'il conçoit la ville comme une réalité géographique et socioéconomique qui se découvre par l'enquête. Conformément à cette perspective, il critique ses collègues qui voient dans la ville une œuvre d'art et qui manifestent un grand enthousiasme pour les villes nouvelles. De plus, Blumenfeld croit que la crédibilité et la véracité d'un plan d'urbanisme et non sa monumentalité ou sa beauté devraient être ce qui en assure la diffusion et la mise en œuvre.

De même, à l'inverse de Lewis Mumford ou Jane Jacobs, il refuse de jouer au prophète et se montre pragmatique et nuancé. Il croit en effet que l'urbaniste doit conserver une réserve et une distance par rapport à son objet. Sans cette distance propre à l'observation scientifique, il ne peut comprendre les intérêts de tout un chacun ni procéder à une synthèse des déterminants du développement urbain. À plusieurs égards, la posture de Blumenfeld correspond à celle du conseiller externe qui, à partir d'une position de distance, évalue une situation problématique et offre différents scénarios de solution à ceux qui la subissent. Ainsi, s'il fut un spécialiste admiré par tous les experts et professionnels qui l'ont côtoyé, Blumenfeld n'est l'auteur d'aucune réalisation architecturale ni d'aucune politique publique précise, ce qui lui est reproché par certains de ses collaborateurs comme Ed Bacon et Eli Comay qui, tout comme La Haye, sentent l'urgence de rebâtir la ville et ne peuvent se contenter d'enquêtes et de débats spéculatifs.

À l'autre bout du spectre des types d'urbanistes modernistes se trouve alors la figure de l'urbaniste-architecte, représentée dans notre recherche par Jean-Claude La Haye. Contrairement à Blumenfeld, ce dernier demeure attaché à l'imaginaire du bâtisseur. En effet, il a dirigé, grâce à sa firme privée d'urbanisme et d'architecture, la réalisation de plusieurs projets importants à Montréal, notamment la construction du Complexe Desjardins et le réaménagement du campus de l'Université de Montréal. Canadien français d'origines modestes ayant grandi dans un monde en transformation, La Haye se tourne vers l'urbanisme, car cette discipline lui permet de repenser l'aménagement et la coexistence des espaces bâtis et de

travailler à une nouvelle échelle, celle de la ville. Ainsi, pour lui, la ville est d'abord une réalité bâtie et c'est par un geste créatif que l'urbanisme peut lui donner une forme. Pour cette raison, il est, des trois, le plus près du planificateur démiurge décrit par les anti-planificateurs, car, bien qu'il ne croit pas à la toute-puissance de la planification et soit convaincu de la pertinence des études de terrain, il voit dans l'élaboration du plan un acte individuel à la fois technique et artistique. Selon lui, le plan offre un supplément d'âme, c'est-à-dire une forme plastique, à l'espace urbain fragmenté. Par conséquent, il ne partage pas complètement la critique des villes nouvelles de Blumenfeld et aime penser que la ville peut être considérée comme une œuvre d'art.

De plus, chez La Haye, la création de nouvelles formes bâties s'accompagne d'une réflexion sur la nécessité d'une réforme du langage et des institutions. Il est en effet celui des trois qui est le plus conscient de la nécessité de réformer les institutions locales et de se doter d'un nouveau vocabulaire conceptuel qui prenne le relais du sens commun. La Haye croit que, pour être mis en œuvre, un plan d'urbanisme doit s'accompagner d'une stratégie gouvernementale hégémonique, c'est-à-dire qu'il doit être appliqué par l'ensemble des acteurs publics. Pour ce faire, il est essentiel que les différents ministères et organismes publics cessent d'agir en vase clos et utilisent un vocabulaire commun. Tout le projet de la Commission provinciale d'urbanisme est alors d'imaginer comment un gouvernement, au moyen d'une coordination centrale, peut faciliter la mise en place de plans élaborés par des experts en urbanisme. En ressort un modèle d'action publique à la fois fortement hiérarchisé et axé sur l'innovation conceptuelle. La Haye envisage ainsi l'appareil administratif dans la même perspective que la ville, c'est-à-dire en tant qu'architecte ou designer.

Formé en ingénierie et passionné de littérature, Claude Robillard, tout comme La Haye, voit dans la ville une œuvre d'art, mais il en tire une compréhension fort différente de son collègue architecte. Loin d'être un plasticien, Robillard est plutôt un poète et un conteur. Proche du monde du théâtre, il manifeste un intérêt particulier pour la mise en récit et la création collective. Dans son cas, c'est une vision holiste et artistique de la technique qui le conduit de sa formation d'ingénierie à la pratique de l'urbanisme municipal. En marge des débats spécialisés en théorie de la planification, Robillard développe une perspective peu commune. En effet, il conçoit la ville comme une identité métaphorique ou comme une expression

culturelle commune. En ce sens, pour lui, la recomposition de Montréal implique d'abord et avant tout un travail narratif synthétisant les différentes expériences de la ville dans un récit collectif. Contrairement à Blumenfeld, qui s'intéresse aux données sociologiques, ou à La Haye, qui valorise le génie architectural, Robillard met l'accent sur la communion émotive qu'une idée de ville devrait produire. Que son projet de planification métropolitaine intitulé *Horizon 2000* ait culminé dans un plan témoin prenant la forme d'un diaporama richement illustré n'est donc pas surprenant; pour lui, le référentiel du discours urbanistique se trouve dans l'expérience poétique que procure l'espace urbain.

Qui plus est, Robillard se montre particulièrement sensible aux lieux de culture dans la ville. Étroitement associé à la modernisation et à l'embellissement de Montréal durant les deux premières décennies de l'après-guerre, Robillard a participé à la mise en place de plusieurs infrastructures culturelles et sportives et à l'aménagement de plusieurs parcs et espaces publics. Si, des trois, il est le seul vrai fonctionnaire – il a, faut-il le rappeler, travaillé pendant plus de vingt ans dans la fonction publique montréalaise –, il est aussi le plus proche du monde culturel. Membre de la « haute société montréalaise » et actif dans le monde philanthropique, Robillard pratique en quelque sorte l'action civique à l'ancienne, cela en s'impliquant dans une multitude d'organismes comme le conseil d'administration de l'Orchestre Symphonique et du Musée des Beaux-Arts.

En résumé, Blumenfeld, La Haye et Robillard sont trois touche-à-tout versés dans la culture classique ayant été formés avant la spécialisation de l'urbanisme¹². Ils sont ainsi, à leur manière, des représentants de la nébuleuse réformatrice qui a œuvré à la modernisation de Montréal et à la mise en place des institutions dédiées à l'urbanisme. Pourtant, si tous les trois empruntent la même stratégie discursive, caractérisée par la dissolution et la recomposition de l'objet urbain que nous avons analysé tout au long de cette thèse, ils en offrent trois versions contrastées. Pour Blumenfeld, la ville se décompose sous l'effet du développement technologique et des intérêts conflictuels des habitants et se recompose grâce à l'enquête et la mise en commun des connaissances géographiques, économiques et sociologiques. Pour La Haye, la ville est plutôt en désagrégation, car l'ingénierie humaine se spécialise et se fragmente et elle ne peut être

¹² Par exemple, Pierre Bourgault écrit « Claude Robillard est si divers qu'il faudrait des pages pour le décrire adéquatement », *La Presse*, 12 mai 1962.

reconstituée que par l'action d'une nouvelle forme de génie bâtisseur multidisciplinaire et englobant. Finalement, pour Robillard, la ville se délite et se défait en une multitude informe de lieux insignifiants et d'interactions anonymes et froides et ne peut être reformée qu'en recréant un récit collectif et en aménageant des espaces culturels communs. Au sein même des urbanistes modernistes, il n'y a donc pas qu'une manière unique de concevoir l'éclatement de Montréal ni une seule réponse au problème de sa recomposition. Au contraire, il existe une tension, dans le discours urbanistique, entre l'enquête sociogéographique, la création plastique et le récit poétique.

Or, en s'acharnant sur la figure de l'architecte – habituellement représentée par Le Corbusier –, les anti-planificateurs gommant cette polyphonie. Afin de forger une interprétation différente, nous avons choisi, dans cette thèse, de nous pencher dans le détail sur les idées de Hans Blumenfeld et sur la manière dont celles-ci sont reprises à la fois dans les études du SUVVM et dans le rapport de la CPU. De cette manière, nous avons pu mettre l'accent sur la dimension souvent mal comprise de l'enquête dans l'urbanisme moderniste et sur le caractère composite de ce dernier. Bien sûr, exonérer en partie Blumenfeld comme nous avons semblé le faire n'équivaut pas à exonérer tous les urbanistes et à invalider toute critique qui leur serait adressée, puisque Blumenfeld lui-même formule plusieurs critiques à l'endroit de ses collègues. De fait, nous n'avons pas tenté ici de prendre position dans le débat sur la justesse ou la légitimité des projets urbanistiques modernistes. Notre analyse du discours de Blumenfeld visait plutôt à montrer que le discours urbanistique des Trente Glorieuses fut moins homogène qu'on a pu le penser qu'une grande partie des critiques de l'urbanisme sont en fait venues de l'intérieur et ont pris la forme d'auto-critique.

Limites et ouvertures

Si nous avons réussi à faire ressortir des contrastes et des apories dans l'urbanisme moderniste, notre traitement de l'anti-planification est demeuré sommaire et incomplet et n'a pas mis en lumière autant de tensions. Dans le premier chapitre, nous avons présenté un portrait sommaire de l'anti-planification et du tournant critique en urbanisme, mais, parce que nous avons fait le pari qu'il valait mieux commencer par réexaminer le discours urbanistique, nous n'avons pas

étudié dans le détail la stratégie discursive et les représentations de la ville que mobilisent les partisans de Jane Jacobs et du tournant critique. Or, il apparaît maintenant que les conclusions de cet examen peuvent servir de point de départ à une analyse du discours des anti-planificateurs, analyse qui pourrait montrer comment ce discours reprend et transforme la stratégie discursive de l'urbanisme moderniste¹³.

34 Le Vieux-Montréal de Melvin Charney



Photo de Melvin Charney. Élévateur à grain n° 2, port de Montréal, avec le marché Bonsecours en avant-plan, 1969, Collection du Centre canadien d'architecture. © Melvin Charney/SOCRAC.

Par exemple, en 1980, le sculpteur et théoricien de l'architecture montréalaise Melvin Charney écrit à propos du changement de paradigme en cours :

This interest in the form of the historic city arrives, however, at a time when the physical bulk of cities in which most people live exists only since 1950s, as though coherent practices in regard

¹³ Dans une perspective plus sociologique, on pourrait aussi étudier comment la sensibilité anti-technocratique s'est développée au moment de la construction de la technocratie d'État, voire en réaction à celle-ci. Blumenfeld, La Haye et Robillard, faut-il le rappeler, n'étaient pas des technocrates spécialistes, mais des généralistes ayant une grande culture classique. Les questions se posaient donc nécessairement différemment dans ce contexte.

to historic forms can only be articulated once the physical evidence of these forms has been reduced to mere abstract outlines, to ruins of their former selves¹⁴.

Cette réflexion, qui rejoint en partie celle de Françoise Choay sur le patrimoine¹⁵, laisse penser que le discours des anti-planificateurs apparaît au moment où la ville historique et le vernaculaire cessent d'être des réalités évidentes, tout comme le discours urbanistique apparaît au moment où la ville cesse d'être une réalité évidente. De même, le discours des anti-planificateurs reprend une dramaturgie semblable et décrit, lui aussi, un processus de décomposition et de recomposition de l'objet urbain. L'historien Jon C. Teaford a bien montré que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, Jane Jacobs ne promeut pas un retour à la ville concentrique dominée par un centre-ville unique et rayonnant, mais plutôt une recomposition de l'espace urbain à partir de la vie endogène des quartiers : « In fact, Jacobs did not offer a blueprint for a recentered city but a vision of a metropolis whose vitality derived from the vitality of its parts rather than the dynamism of its dominant core¹⁶. »

En somme, nous pensons qu'il serait pertinent d'analyser dans une étude subséquente la mise en scène de la ville planifiée et du vernaculaire dans les discours sur la ville après les années 1970. Cette analyse permettrait de mieux comprendre le fonctionnement dialectique de l'anti-planification, c'est-à-dire la nature de sa dépendance à la planification. L'anti-planificateur à la Jane Jacobs est celui qui pose la planification comme étant la puissance de décomposition de l'objet urbain et, en contraste, la redécouverte du vernaculaire et la participation citoyenne comme étant des forces de recomposition. Ce discours s'accompagne donc de toute une série de représentations dans lesquelles les questions relatives au patrimoine et à l'appropriation de l'espace urbain sont centrales. Pour mettre en lumière la structure et les points de tension de ce discours, il faudrait alors porter une attention particulière aux médias et aux techniques de représentation qui le constituent. Par exemple, nous savons que la redécouverte du vernaculaire passe, chez Melvin Charney, par une activité photographique

¹⁴ Melvin Charney, « The Montrealness of Montreal: Formations and Formalities in Urban Architecture », *The Architectural Review*, vol. 167, n° 999, 1980, p. 299.

¹⁵ Françoise Choay, *L'allégorie du patrimoine*, Éditions du Seuil, Paris, 1992.

¹⁶ Jon C. Teaford, *The Metropolitan Revolution*, New York, Columbia University Press, 2006, p. 124.

intensive et une collecte de coupures de journaux imprimés¹⁷. Pour les anti-planificateurs, la photographie permet d'arrêter le regard sur des aspects de la ville que l'œil affairé ne voit pas. Ainsi, elle peut mettre en lumière des éléments oubliés et faire ressortir la dimension non planifiée et spontanée de la réalité urbaine. Ultimement, une analyse des productions graphiques des opposants à la rénovation urbaine et à l'urbanisme moderniste devrait interroger ce que devient Montréal – ou la ville en général – dans le discours de l'anti-planification, c'est-à-dire ce à quoi réfère le concept de ville utilisé par les anti-planificateurs et les partisans du tournant participatif. Cette analyse pourrait ainsi éclairer les représentations et les usages contemporains du concept de ville et nous amener à réfléchir à ce à quoi on participe lorsqu'on participe à la planification urbaine.

¹⁷ Sur le rôle prépondérant de la photographie journalistique et les images de destructions urbaines dans l'œuvre de Charney, voir Anne Bénichou, « Les usages citoyens des espaces urbains : entre actualités, archives et œuvres », *Archivaria* n° 67, 2009, p. 115-142.

ANNEXE

CARTES DES TRANSFORMATIONS DE MONTRÉAL

35 La transformation du centre-ville de Montréal



André Lortie (dir.), *Les années 1960. Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, Montréal, 2004, p. 25.

FONDS D'ARCHIVES

Archives de la Ville de Montréal

Fonds VM097 – Fonds Service d'urbanisme

Fonds P118 – Fonds Pierre Desmarais

Fonds P137 – Fonds Claude Robilard

UQÀM Services d'archives et de gestion des documents

Fonds d'archives Jean-Claude La Haye (63P)

City of Toronto Archives

Fonds 14 – Hans Blumenfeld Fonds

Archives de Radio-Canada

The Architectural Archives of the University of Pennsylvania

Ed Norwood Bacon Fonds

*** Afin d'alléger les notes en bas de page, les références complètes dans les fonds d'archive sont précisées seulement dans la bibliographie.*

*** Il est important de préciser que de nombreux documents sont disponibles à la Bibliothèque des Lettres et des Sciences Humaines (BLSH) de l'UdeM*

BIBLIOGRAPHIE

Sources principales

Documents d'urbanisme et textes originaux

- Aubry, Pierre, « Rôle potentiel des villes satellites », Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, Division des études d'ensemble, 1966.
- Baudouin, Joseph-Albert, « Hygiène du logement et casier sanitaire des maisons », *L'École sociale populaire*, n° 69-70, 1917, p. 3-55.
- Beaugrand-Champagne, Guy, « Sentiments d'appartenance régionale », conférence dans le cadre du congrès de l'Union des municipalités, septembre 1964. UQÀM Archives 63-P3-10.
- Bélanger, Réal, George S. Mooney, et Pierre Boucher, *Les vieux logements de Montréal. Rapport d'une étude faite pendant l'été 1937*, Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, janvier 1938. AVM CA M001 XCD00-P7450.
- Blumenfeld, Hans, « Est-il possible de loger convenablement tout le monde », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1967, p. 13-25.
- Blumenfeld, Hans, « The Tidal Wave of Metropolitan Expansion », *Journal of American Institute of Planners*, vol. 20, n° 1, 1954, p. 3-14.
- Blumenfeld, Hans, « The Exploding Metropolis », *Monthly Review*, vol. 10, n° 12, 1959, p. 476-486.
- Blumenfeld, Hans, *The Modern Metropolis: Its Origins, Growth, Characteristics, and Planning. Selected Essays*, Cambridge, MIT Press, 1971.
- Blumenfeld, Hans, *Metropolis.... and Beyond*, New York, Wiley, 1979.
- Blumenfeld, Hans, *Life begins at 65. The not entirely candid autobiography of a drifter*, Montreal, Harvest House, 1987.
- Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique, *Projet de rénovation d'une zone d'habitat défectueux et de construction d'habitation à loyer modique*, rapport soumis au comité exécutif de la cité de Montréal, 1954.
- Comité d'habitation et de rénovation urbaine de Montréal, *Programme de Rénovation urbaine*, Montréal, 1959. AVM VM137-SC-DI.
- Commission d'enquête sur le problème du logement, *Rapport de la Commission chargée de faire enquête sur le problème du logement*, Gouvernement du Québec, 1952.

- Commission d'étude des problèmes intermunicipaux sur l'Île de Montréal, *Rapport*, Québec, 1964.
- Commission provinciale d'urbanisme, *Rapport*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1968.
- Corporation de recherches économiques ltée, *Étude générale de rénovation urbaine*, Montréal, juin 1961.
- Cousineau, Aimé, « Le plan directeur de la Ville de Montréal. Ses relations avec l'industrie et les services publics », conférence donnée le 12 septembre 1945 devant la Chambre de commerce du district de Montréal à Laval-sur-le-lac.
- Dozois, Paul, « Un programme pour le logement et la rénovation urbaine » dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1967, p. 239-251.
- Front d'Action Politique, *Les salariés au pouvoir!*, Montréal, 1970.
- Joint Committee of the Montreal Board of Trade and The City Improvement League of Montreal, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935. AVM CA M001 XCD00-P7451.
- La Haye, Jean-Claude, « L'urbanisme et l'administration municipale », *Rapport du 34^e congrès de l'Union des municipalités de la province de Québec*, 29 juin – 4 juin 1955. AVM P118-54-551-D108.
- La Haye, Jean-Claude, « Réflexions sur l'unité de voisinage », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1967, p. 155-163.
- Lalonde, Jean-Paul et Roméo Valois, *Autostrade Est-Ouest en bordure du fleuve Saint-Laurent*, Montréal, Lalonde & Valois ingénieurs conseils, décembre 1958. AVM CA M001 XCD00-P6894.
- Lash, Harry N., « Le vieillissement des villes », dans *Une ville à vivre, un colloque sur l'habitat urbain d'aujourd'hui et de demain*, l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1967, p. 175-191.
- Lash, Harry, *Planning in a Human Way*, Canada, Macmillan, Ministry of State for Urban Affairs, 1976.
- Ministère des Affaires municipales et Habitation, *Guide La prise de décision en urbanisme*, Gouvernement du Québec, 2010. Consulté en ligne, février 2019 : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/avant-propos/>
- Parent, Honoré, « L'urbanisme et la loi », causerie dans le cadre du congrès annuel de l'Union des municipalités de la province de Québec, Montebello, 5 octobre 1943. AVM XCD00-P5467-001-005.
- Parizeau, Marcel, « Urbanisme », dans Esdras Minville (dir.), *Montréal économique*, Montréal, Éditions Fides, HEC, 1943, p. 377-397.

- Prézeau, Pierre, « Politique et annexions », *Parti Pris*, vol. 2, n° 4, décembre 1964, p. 33-45.
- Poitras, Claire, *La ville en mouvement : les formes urbaines et architecturales du système automobile, 1900-1960*, Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), 2015.
- Rollieu, Jean (nom de plume de Gonzalve Poulin), *Le taudis*, Montréal, Coll. La Croisade nationale, n° 2, 1936.
- Robillard, Claude, « Les parcs de la ville de Montréal », *Architecture, bâtiment, construction*, vol. 1, n° 26, 1948, p. 21-28.
- Robillard, Claude, « Town Planning in Montreal », *La revue française*, 1963, p. 45-62. AVM CA M001 P137-5-D007.
- Robillard, Claude, « The Art of Engeeniering », *Science Affairs*, 1967, p. 58-59. AVM P137-4-D001.
- Sabbath, Lawrence, « Claude Robillard and the Changing Face of Montreal, *The Montrealer*, mai 1960, p. 28. AVM CA M001 P137-5-D007.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Urbanisation de Montréal*, Plan directeur (rapport préliminaire), novembre 1944.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Une autostrade Est-Ouest*, janvier 1948. AVM CA M001 XCD00-P6892
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Plan directeur des espaces libres*, 1954. AVM CA M001-XCD00-P7380.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Le projet de réaménagement urbain: secteur borné par la rue Wolfe, le boulevard Dorchester, l'avenue Papineau et la rue Craig*, 21 novembre 1961. AVM VM97-S2-D13.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme*, n° 1, janvier 1963.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n° 1. La vague d'expansion métropolitaine. Étude sur les variations de la densité dans la région de Montréal*, janvier 1964.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n° 2. Familles et ménages 1951-1961*, février 1964.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme* n° 2, avril 1964.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme préliminaire de rénovation urbaine, Bulletin spécial n° 1*, mars 1965. AVM CA M001 VM097-Z-D025.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Métropole. Les Cahiers d'urbanisme*, n° 3, octobre 1965.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Étude de la forme, région de Montréal*, 1966.
- Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *La Petite Bourgogne. Programme de rénovation urbaine, Rapport général*, septembre 1966. AVM CA M001 VM097-Z-D026.

Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Montréal Horizon 2000. Rapports techniques en 5 volumes*, 1967.

Service d'urbanisme de la Ville de Montréal, *Bulletin technique n°5. Urbanisation. Étude de l'expansion urbaine dans la région de Montréal*, février 1968 [1^{ère} édition novembre 1966].

Simard, Jacques, et H. P. Daniel & Blanche van Ginkel Associates, *Étude Préliminaire du Port*, Montréal, Conseil du Port de Montréal, décembre 1960. AVM CA M001 XCD00-P6009.

Ville de Montréal, *La charte du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal*, 1964.

Ville de Montréal, *Plan d'urbanisme de Montréal*, novembre 2004.

Témoignage littéraire

Aquin, Hubert, « Essai cruciforme » [1963], dans *Blocs erratiques*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1977, p. 179-181.

L'équipe de Liberté, « L'équipe de Liberté devant Montréal : (essai de situation) », *Liberté*, vol. 5, n° 4, 1963, p. 278 et 281.

Richler, Mordecai, *The street* [1969], Toronto, New Canadian Library, 2002.

Gravel, Pierre, *À perte de temps*, Montréal, Éditions parti pris/Anansi, 1969.

Articles de journaux

Dewey, Martin, « Experts say Metro can't limit growth », *Toronto Daily Star*, 26 octobre 1971.

« Fan of old City Hall planning consultant lands in fee hassle », *Globe and Mail*, 26 mars 1966.

« Il ne faut pas remplacer les taudis par des super-taudis », *La Patrie*, 24 février 1957.

Sources secondaires

- Allen, Judith, « Our Town : Foucault and Knowledge-based Politics in London », dans S. Mandelbaum, L. Mazza et R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996. p. 328-344.
- Ammon, Francesca Russello, *Bulldozer. Demolition and Clearance of the Postwar Landscape*, New Haven & London, Yale University Press, 2016.
- Aubin, Henry, *Les vrais propriétaires de Montréal*, Montréal, Éditions l'étincelle, 1977.
- Augoyard, Jean-François, *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Éditions du Seuil, Paris, 1979.
- Ballon, Hillary et Kenneth T. Jackson (dir.), *Robert Moses and the Modern City. The Transformation of New York*, New York, W. W. Norton & Company, 2008.
- Barcelo, Michel, « Urban Development Policies in Montreal, 1960-1978: An Authoritarian Quiet Revolution », *Quebec Studies* n° 6, 1988, p. 26-40.
- Beudet, Gérard, *Le pays réel sacrifié. La mise en tutelle de l'urbanisme au Québec*, Québec, Éditions Nota bene, 2000.
- Beudet, Gérard (dir.), *L'institut d'urbanisme 1961-1962/2001-2002. Un urbanisme ouvert sur le monde*, Montréal, Éditions Trames, 2004.
- Beudet, Gérard et Pauline Wolff, « La circulation, la ville et l'urbanisme : de la technicisation des transports au concept de mobilité », *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 11, 2012.
- Beudet, Gérard, *Les dessous du printemps étudiant. La relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*, Québec, Éditions Nota Bene, 2013.
- Beauregard, Robert, *Voices of Decline: The Postwar Fate of US Cities*, New Jersey, Wiley-Blackwell, 1993.
- Bénichou, Anne, « Les usages citoyens des espaces urbains: entre actualités, archives et œuvres », *Archivaria* n° 67, 2009, p. 115-142.
- Berman, Marshall, *All That Is Solid Melts Into Air*, New York, Penguin Books, 1988.
- Bérubé, Harold, *Des sociétés distinctes: gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2015.
- Bérubé, Harold, « Historiciser la révolution métropolitaine à Montréal (1960-2010) », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La Gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, Éditions Multimondes, 2014, p. 135-145.
- Bérubé, Harold, « Vendre la banlieue aux Montréalais : discours et stratégies publicitaires, 1950-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, n° 1-2, 2017, p. 83-112.
- Bérubé, Harold, *Unité, autonomie, démocratie. Une histoire de l'Union des municipalités du Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2019.
- Boisvert, André, *Aménagement et urbanisme au Québec*, Québec, Éditions GID, 2014.

- Bourbeau, Amélie, *Tuer le taudis qui nous tuera: crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*, Mémoire de maîtrise, Histoire, Université de Montréal, 2002.
- Bourdin, Alain, « La ville se dit par évaluations », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 128-129, 2010, p. 117-134.
- Bourgeois, Léon, *La politique de la prévoyance sociale I. La doctrine et la méthode*, Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1914.
- Bouriau, Christophe, *Le « comme si ». Kant, Vaihinger et le fictionalisme*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2013.
- Boyer, Christine, *Dreaming the Rational City. The Myth of American City Planning*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1983.
- Boyer, Christine, *Smart City and Instrumental Rationality in the 21st Century*, Conférence donnée le 18 décembre 2015 à l'Université Européenne de St-Petersburg. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=rX34HiGVGvA>
- Brown, Wendy, « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », *Political Theory*, vol. 34, n° 6, 2006, p. 690-714.
- Bunting, Trudi E. et Pierre Filion (dir.) *Canadian Cities in Transition*, Don Mills, Oxford University Press, 2000.
- Campanella, Thomas J., « Jane Jacobs and the Death and Life of American Planning », dans Max Page et Timothy Mennel (dir.), *Reconsidering Jane Jacobs*, Chicago, American Planning Association, 2011, p. 141-160.
- Carpenter, Daniel P., *The forging of bureaucratic autonomy. Reputations, networks, and policy innovation in executive agencies, 1862-1928*, Princeton, Princeton University Press, 2001.
- Caro, Robert A., *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Vintage, 1975.
- de Certeau, Michel, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- de Certeau, Michel, « Microtechniques et discours panoptique : un quiproquo », *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, 1987, p. 203-218.
- Charlebois, Catherine et Paul André Linteau (dir.), *Quartiers disparus : Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village*, Montréal, Éditions Cardinal, 2014.
- Charles, Réjane, *Le zonage au Québec: un mort en sursis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.
- Charney, Melvin, « The Montrealness of Montreal: Formations and Formalities in Urban Architecture », *The Architectural Review*, vol. 167, n° 999, 1980, p. 299-302.
- Charney, Melvin et al., *Ville métaphore projet: architecture urbaine à Montréal, 1980-1990*, Éditions du Méridien, Montréal, 1992.

- Choay, Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1979.
- Choay, Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Éditions du Seuil, Paris, 1992.
- Choay, Françoise, *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.
- Choay, Françoise, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
- Choko, Marc H., Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960. Première partie », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 15, n° 2, 1986, p. 127-136.
- Choko, Marc H., Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960. Deuxième partie », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 15, n° 3, 1987, p. 243-253.
- Choko, Marc H., « Le "boom" des immeubles d'appartements à Montréal de 1921 à 1951 », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 23, n° 1, 1994, p. 3-18.
- Choko, Marc H., *Les Habitations Jeanne-Mance : un projet social au centre-ville, Montréal*, Éditions Saint-Martin, 1995.
- Chombart de Lauwe, Paul (dir.), *La découverte aérienne du monde*, Paris, Horizon de France, 1948.
- Claude, Viviane et Pierre-Yves Saunier, « L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 64, 1999, p. 25-39.
- Claude, Viviane, *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle*, Paris, Parenthèses, 2006.
- Cliche, Paul, « La violence faite au FRAP », *À bâbord!*, n°36, 2010.
- Collin, Jean-Pierre, « La création de la CUM en 1969: circonstances et antécédents », *Political Science*, vol. 17, n° 1, 1984, p. 109-131.
- Collin, Jean-Pierre, « Crise du logement et action catholique à Montréal, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 2, 1987, p. 179-203.
- Collin, Jean-Pierre et Mongeau, Jaël, « Quelques aspects démographiques de l'étalement urbain à Montréal de 1971 à 1991 et leurs implications pour la gestion de l'agglomération », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 21, n° 2, p. 5-30, 1992.
- Collin, Jean-Pierre, « Les stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine: le cas de la Ville de Montréal entre 1910 et 1965 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 23, n° 1, 1994, p. 19-31.
- Collin, Jean-Pierre, *La gestion métropolitaine et les relations ville-banlieue à Montréal depuis 1980*, Montréal, INRS, 2001.

- Comby, Marc, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal 1970-1974 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, 2011, p. 118-133.
- Corboz, André, « L'urbanisme du XX^e siècle : esquisse d'un profil », dans *De la ville au patrimoine urbain: histoires de forme et de sens*. Montréal, PUQ, 2009, p. 245-255.
- Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*, Paris, Éditions de Minuit, 1957.
- Le Corbusier, *Sur les 4 routes*, Paris, Éditions Denoël, 1970.
- Dagenais, Michèle, *La démocratie à Montréal de 1830 à nos jours*, Montréal, Ville de Montréal, 1992.
- Dagenais, Michèle, *Des pouvoirs et des hommes : l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000.
- Damisch, Hubert, *Skyline. La ville narcissse*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.
- Davies, William, « How statistics lost their power – and why we should fear what comes next », *The Guardian*, 19 janvier 2017.
- Davidoff, Paul, « Advocacy and Pluralism in Planning », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 31, n° 4, 1965, p. 331- 338.
- Davis, Mike, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles (New Edition)*, New York, Verso Books, 2006.
- Deleuze, Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », dans *Pourparlers*, Paris, Éditions de Minuit, 1990, p. 240-247.
- Didi-Huberman, Georges, « Penser perché », dans Angela Lampe (dir.), *Vues d'en haut*, Paris, Centre Pompidou-Metz, 2013, p. 196-205.
- Divay, Gérard et Jean-Pierre Collin. *La Communauté urbaine de Montréal: de la ville centrale à l'île centrale*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, INRS-Urbanisation, 1977.
- Dosse, François, *Michel de Certeau. Le marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002.
- Dreyfus, Hubert L. et Paul Rabinow, *Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics*, New York, Routledge, 1982.
- Drouin, Martin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 22-36.
- Dufresne, Martin, « Ville et prison : discours d'hygiénistes réformateurs à Montréal au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Criminologie*, vol. 28, n° 2, 1995, p. 109-130.
- Dupuy, Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.
- Engels, Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions Sociales, 1975.
- Eribon, Didier, *Michel Foucault 1926-1984*, Paris, Flammarion, 1989.

- Fainstein, Susan S., « Planning Theory and the City », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 25, n° 2, 2005, p. 121-130.
- Favretti, Éveline, *Montréal fait la guerre au taudis : démolitions et expropriations 1950-1966*, Rapport de recherche, Histoire, UQAM, 2014.
- Fijalkow, Yankel, *La constructions des îlots insalubres Paris 1850-1945*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- Fijalkow, Yankel, « Taudis, habitat insalubre, logement indigne : évolution et enjeux des stratégies de désignation, 19^e-20^e siècle », dans Depaule, J.-C. (dir.), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éditions UNESCO/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006, p. 20-40.
- Fine, Arthur, « Fictionalisme », *Midwest Studies in Philosophy*, vol. 18, n° 1, 1993, p. 1-18.
- Fischer, Frank et John Forester (dir.), *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, Durham, Duke University Press, 1993.
- Fischler, Raphael, « Pasteurized and Homogenized : Modern Urbanism and Human Needs », *Berkeley Planning Journal*, vol. 5, n° 1, 1990.
- Fischler, Raphael, « Toward a Genealogy of Planning: Zoning and the Welfare State », *Planning Perspectives*, vol. 13, n° 4, 1998, p. 389-410
- Fischler, Raphael, « Communicative Planning Theory: a Foucauldian Assessment », *Journal of planning education and research* vol. 19, n° 4, 2000, p. 358-368.
- Fischler, Raphaël, « Reflective Practice » dans Bishwapriya Sanyal et al. (dir.) *Planning Ideas That Matter: Livability, Territoriality, Governance, and Reflective Practice*, Cambridge, MIT Press, 2012, p. 315.
- Fischler, Raphaël, « Émergence du zonage à Montréal, 1840-1914 », dans Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson (dir.), *La gouvernance montréalaise: de la ville-frontière à la métropole*, Montréal, Éditions MultiMondes, 2014, p. 71-84.
- Fishman, Robert, « The Mumford-Jacobs Debates », *Planning History Studies*, vol. 10, n° 1-2, 1980, p. 3-11.
- Fishman, Robert, « The Anti-Planners: the Contemporary Revolt against Planning and its Significance for the Modern World », dans Gordon Cherry (dir.), *Shaping an Urban World*, London, Mansell, 1980, p. 243-252.
- Flyvberg, Bent, « The Dark Side of Planning: Rationality and “Realrationalität” », dans S. Mandelbaum, L. Mazza et R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996. p. 383-394.
- Flyvbjerg, Bent, *Making Social Science Matter: Why Social Inquiry Fails and How It Can Succeed Again*, Cambridge University Press, 2001.
- Ford, Geo B., *L'urbanisme en pratique*, Paris, Éditions Ernest Leroux, 1920.
- Forester, John, « Planning in the Face of Conflict », *Journal of American Planning Association*, vol. 53, n° 3, 1987, p. 303-314.

- Fortin, Berthe, *Le problème du logement à Montréal. Le taudis, facteur de délinquance et de tuberculose*, Maîtrise en Service social, Université de Montréal, 1946.
- Fortin, Gérald, « Québec : une ville à inventer », dans Marc André Lessard et Jean Paul Montminy, *L'urbanisation de la société canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1967, p. 265-275.
- Foucault, Michel, *Naissance de la clinique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1963.
- Foucault, Michel, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966.
- Foucault, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- Foucault, Michel, *Histoire de la folie à l'âge classique* [1961], Paris, Gallimard, 1972.
- Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
- Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.
- Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1994.
- Foucault, Michel, « Qu'est-ce que la critique? », *Bulletin de la Société Française de Philosophie*, n° 84, 1990, p. 35-63.
- Foucault, Michel, *Dits et écrits I (1954-1979)*, Paris, Gallimard, 2001.
- Foucault, Michel, *Dits et écrits II (1976-1988)*, Paris, Gallimard, 2001.
- Foucault, Michel, *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 2004.
- Foucault, Michel, *La société punitive. Cours au Collège de France 1972-1973*. Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 2013.
- Fougères, Dany (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région, 2 vol.*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.
- Freitag, Michel, « De la ville-société à la ville-milieu. L'unité du processus social de constitution et de dissolution et l'objet urbain », *Sociologie et sociétés*, vol. 3, n° 1, 1971, p. 25-57.
- Frey, Jean-Pierre, « Généalogie du mot "urbanisme" », *Urbanisme*, n° 304, 1999, p. 63-71.
- Gauvin, Michel, « The Reformer and the Machine: Montréal Civic Politics from Raymond Préfontaine to Médéric Martin », *Revue d'études canadienne*, vol. 13, n° 2, 1978.
- Gans, Herbert J., « Urban Vitality and the Fallacy of Physical Determinism », dans *People, Plans, and Policies*, Chichester, Columbia University Press, 1993, p. 33-43.
- Germain, Annick, « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvement de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983.

- Gilbert, Dale, « Penser la mobilité, penser Montréal. La planification du tracé du réseau initial de métro, 1960-1966 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 68, n° 1-2, 2014, p. 57-83.
- Godbout, Jacques T., *La participation contre la démocratie*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983.
- Gaudin, Jean-Pierre, *L'avenir en plan: technique et politique dans la prévision urbaine, 1900-1930*, Paris, Éditions Champ Vallon, 1985.
- Gaudin, Jean-Pierre, « La genèse de l'urbanisme de plan et la question de la modernisation politique », *Revue française de science politique*, vol. 39, n° 3, 1989, p. 296-313.
- Grant, Jill, « Rethinking the Public Interest as a Planning Concept », *Plan Canada*, été 2005.
- Gignac, Benoit, *Le maire qui rêvait sa ville : Jean Drapeau*. Montréal, Éditions La Presse 2009.
- Ginzburg, Carlo, *Le fromage et les vers*, Paris, Flammarion, 2019.
- Grant, Jill, « On Some Public Uses of Planning “theory”: Rhetoric and Expertise in Community Planning Disputes », *Town Planning Review*, vol. 65, n° 1, 1994, p. 59-76.
- Grant, Jill, *The Drama of Democracy: Contention and Dispute in Community Planning*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.
- Grant, Jill, « The Dark Side of the Grid: Power and Urban Design », *Planning Perspectives*, vol. 16, n° 3, 2001, p. 219-241.
- du Guay, Paul, *In praise of Bureaucracy Weber. Organization. Ethic*, Denmark, Copenhagen Business School, Sage, 2000.
- Guay, Pierre-Yves, « La dérive technocratique de l'urbanisme québécois », dans Pierre Delorme (dir.), *La ville autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 211-244.
- Gunnell, John G., « Theory of Technocracy » dans *The Controls of Technocracy*, Brésil, Conjunto Universitario Candido Mendes, 1979, p. 106-151.
- Habermas, Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973, p. 1.
- Habermas, Jürgen, « La crise de l'État-providence et l'épuisement des énergies utopiques » dans *Écrits politiques*, Paris, Flammarion/Cerf, 1990 p. 144.
- Hacking, Ian, *Historical Ontology*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.
- Haffner, Jeanne, *The View From Above. The Science of Social Space*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2013.
- Hall, Peter, *Cities of Tomorrow. An Intellectual History of Urban Planning and Design in the Twentieth Century*, third ed., Oxford, Blackwell Publishing, 2002.
- Hall, Peter, *Urban Studies*, vol.18, n° 1, 1981, p. 130.
- Han, Béatrice, *L'ontologie manquée de Michel Foucault. Entre l'historique et le transcendantal*, Grenoble, Éditions Jérôme Millon, 1998.

- Hancock, John L., « Planners in the Changing American City, 1900-1940 », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 33, n° 5, 1967, p. 290-304.
- Harrow, Dennis, « Jacobin Revival », dans Max Allen (dir.), *Ideas That Matter. The Worlds of Jane Jacobs*, Owen Sound, Ginger Press, 1997, p. 9-10.
- Harvey, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.
- Hayek, Friedrich A., *La route de la servitude*, Paris, PUF, 1993 [1946].
- Hayek, Friedrich A., « The Use of Knowledge in Society » dans *Individualism and Economic Order*, Chicago, University of Chicago Press, 1948, p. 77-91.
- Hayek, Friedrich A., « The intellectuals and socialism », *The University of Chicago Law Review*, vol. 16, n° 3, 1949, p. 417-433.
- Healey, Patsy. « Planning Through Debate: The Communicative Turn in Planning Theory », dans Frank Fisher et John Forester (dir.), *The Argumentative Turn*, Durham, Duke University Press, 1993, p. 233-253.
- Hein, Carolina, « The Exchange of Planning Ideas From Europe to the USA After the Second World War: Introductory Thoughts and a Call for Further Research », *Planning Perspectives*, vol. 9, n° 2, 2014, p. 143-151.
- Hein, Carola, « The What, Why, and How of Planning History », dans *The Routledge Handbook of Planning History*, New York, Routledge, 2017, p. 1-10.
- Heller, Gregory L., *Ed Bacon. Planning, Politics, and the Building of Modern Philadelphia*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.
- Hitchcock, John R. (dir.), *The Metropolis. Proceeding of a Conference in Honour of Hans Blumenfeld*, Toronto, University of Toronto, 1985.
- Hobsbawm, Éric J., *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle 1914-1991*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999.
- Hoch, Charles, « A Pragmatic Inquiry About Planning and Power », dans S. Mandelbaum, L. Mazza et R. Burchell (dir.), *Explorations in Planning Theory*, Rutgers, New Jersey, 1996. p. 30-44.
- Husserl, Edmund, *Méditations cartésiennes: introduction à la phénoménologie*, Paris, Vrin, 1966.
- Imbroscio, David « The Perils of Rationalism in American Urban Policy », *Urban Affairs Review*, vol. 55, n° 1, 2019, p. 74-107.
- Jacobs, Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.
- Jacobs, Jane, *The Economy of Cities*, New York, Random House, 1968.
- Jacobs, Jane, *Dark Age Ahead*, Toronto, Vintage Canada, 2005.
- Jacobs, Jane, *Vital Little Plans. The Short Works of Jane Jacobs*, New York, Random House, 2016.

- Jay, Martin, « In the Empire of the Gaze: Foucault and the Denigration of Vision in Twentieth-Century French Thought », dans David Couzens Hoy (dir.), *Foucault: A Critical Reader*, Cambridge, Blackwell, 1986, p. 175-204.
- Jonas, Stéphane, « La Métropole européenne dans la sociologie des pères fondateurs allemands », dans Jean Rémy (dir.), *Georg Simmel : Ville et modernité*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Jonas, Hans, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion Éditions du Cerf, 1990.
- Jonas, Hans, « De la gnose au *Principe responsabilité* (Entretien avec Hans Jonas) », *Esprit*, n° 5, mai 1991, p. 5-21.
- Jonas, Hans, *Pour une éthique du futur*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1998.
- Joyce, Patrick, *The Rule of Freedom : Liberalism and the Modern City*, New York, Verso, 2003.
- Kanigel, Robert, *Eyes on the Street. The Life of Jane Jacobs*, New York, Alfred A. Knopf, 2016.
- Kant, Emmanuel, « Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique » dans *La philosophie de l'histoire*, Aubier Éditions Montaigne, 1947, p. 57-79.
- Kant, Emmanuel, *Géographie*, Paris, Aubier, 1999.
- Kant, Emmanuel, *Critique de la raison pure*, Paris, Flammarion, 2001.
- Kaplan, Harold, *Reform, Planning and City Politics. Montréal, Winnipeg, Toronto*, Toronto, University of Toronto Press, 1982.
- Kingdon, John W., *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.
- Klemek, Christopher, *The Transatlantic Collapse of Urban Renewal. Postwar Urbanism from New York to Berlin*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.
- Koselleck, Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.
- Lafortune, Marie-Ève et Jean-Pierre Collin, « Building Metropolitan Governance Capacity: The Case of the Communauté métropolitaine de Montréal », *Canadian Public Administration*, vol. 54, n° 3, 2011, p. 399-420.
- Lapointe, Mathieu, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014.
- Laurence, Peter L., *Becoming Jane Jacobs*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.
- Lees, Andrew, *Cities Perceived : Urban Society in European and American Thought, 1820-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1985.
- Lefebvre, Henri, *Le droit à la ville suivi de Espace et politique*, Éditions Anthropos, 1972

- Legault, Guy R., *La ville qu'on a bâtie. Trente ans au service de l'urbanisme et de l'habitation à Montréal 1956-1986*, Montréal, Liber, 2002.
- Léonard, Jacques, « L'historien et le philosophe », dans Michelle Perrot, *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle*, Éditions du Seuil, 1980, p. 9-28.
- Léonard, Jean-François, *L'évolution du rôle du service d'urbanisme de la ville de Montréal dans l'orientation de la politique d'aménagement de la ville de Montréal, 1941-1971*, Mémoire M.A., Science politique, Université du Québec à Montréal, 1973.
- Letellier, Marie, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Éditions Parti-pris, 1971.
- Linteau, Paul-André *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992.
- Lortie, André (dir.), *Les années 1960 : Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, Montréal, 2004.
- Lortie, André, « Montréal 1960 : les singularités d'un archétype métropolitain » dans *Les années 1960 : Montréal voit grand*, Centre canadien d'architecture, Montréal, 2004, p. 75-147.
- Lortie, André, « Montréal 1960, les ressorts d'une réidentification », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, vol. 13, 2007.
- Lugon, Olivier, « Exposer/projeter: la diapositive et les écrans multiples dans les années 1960 », dans Anne Lacoste et al. (dir.), *Diapositive: histoire de la photographie projetée*, Lausanne, Les Éditions noir sur blanc, Musée de L'Élysée, 2017, p. 188-201.
- Lynch, Kevin, *The Image of the City*, Cambridge, MIT Press, 1960.
- Lynch, Kevin, *Good City Form*, Cambridge, MIT Press, 1985.
- Magnusson, Warren, *Politics of Urbanism: Seeing like a City*, New York, Routledge, 2013.
- Marsan, Jean-Claude, *Sauver Montréal : chroniques d'architecture et d'urbanisme*. Montréal, Boréal, 1990.
- Marsan, Jean-Claude, *Montréal et son aménagement. Vivre la ville*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012.
- Mercier, Guy, « Géographie (Emmanuel Kant). La question Kantienne un lieu ou le passage d'une Géographie à l'autre », *J-Reading Journal of Research and Didactics in Geography* vol. 4, n° 1, 2015, p. 99-113.
- Mercure-Jollette, Frédéric, « La planification de l'urbanisation ou le Montréal en devenir des premiers urbanistes professionnels », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 161-196.
- Mercure-Jollette, Frédéric, « Hans Blumenfeld : a moderate defence of expertise in the controversial 1960s », *Planning Perspectives*, vol. 34, n° 4, 2019, p. 667-691.
- Mumford, Lewis, « Home Remedies for Cancer », dans Donald Miller (dir.), *The Lewis Mumford Reader*, New York, Pantheon, 1986, p. 184-200.

- Nerbas, Don, « William Zeckendorf, Place Ville-Marie, and the Making of Modern Montreal », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 2, 2015, p. 5-25.
- Nettling, Pierson Christopher, *It Took a Tenants' Movement: Tenants and the Making of Habitations Jeanne-Mance (1959-1994)*, Thèse de doctorat, Geography, Planning and Environment, Concordia University, 2017.
- Neuman, Michael, « Communicate this! Does consensus lead to advocacy and pluralism? », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 19, n° 4, 2000, p. 343-350.
- Nicolaides, Becky, « How Hell Moved From the City to the Suburbs », dans Kevin M. Kruse, et Thomas J. Sugrue (dir.), *The new suburban history*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, p. 80-98.
- Osborne, Thomas et Nikolas Rose, « Governing Cities : Notes on the Spatialisation of Virtue », *Environment and planning D: society and space*, vol. 17, n° 6, 1999, p. 737-760.
- Page, Max et Timothy Mennel (dir.), *Reconsidering Jane Jacobs*, Chicago, American Planning Association, 2011.
- Paltrinieri, Luca, *L'expérience du concept. Michel Foucault entre épistémologie et histoire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- Panneton, Jean-Charles, *Pierre Laporte*, Québec, Éditions du Septentrion, 2012.
- Perreault, Louis, « L'habitation et l'évolution de l'urbanisme à Montréal: de la grande dépression à la création de la société d'habitation du Québec, 1935-1968 », Maîtrise, Université Laval, 1979.
- Platon, *La République*, Paris, Flammarion, 2004.
- Pineault, Stéphane, *Rapports de pouvoir et enjeux métropolitains dans l'agglomération montréalaise, 1920-1961: les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes*, Thèse de doctorat, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, 2000.
- Puderer, Henry, « Perspectives et mesures de l'urbain », Série de documents de la géographie, Statistique Canada, Division de la géographie, 2009.
- Rabinow, Paul, *French Modern: Norms and Forms of the Social Environment*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.
- Rioux, Gabriel, 2005, « Émergence d'une réflexion moderne en planification urbaine : apports de la Ligue du progrès civique pour la métropole montréalaise », Thèse de Maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal.
- Rioux, Gabriel, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941), histoire d'une « refondation »*, Thèse de doctorat, Études urbaines et histoire, UQAM/Paris Sorbonne, 2013.
- Rioux, Marcel, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 1, 1968, p. 95-124.

- Robinson, Danielle. « Modernism at a Crossroad. The Spadina Expressway Controversy in Toronto, Ontario ca. 1960-1971 » *The Canadian Historical Review*, vol. 92, n° 2, p. 295-322, 2011.
- Robitaille, Antoine, « Platon un taliban avant la lettre? », *Le Devoir*, 17 août 2002.
- Rodgers, Daniel T., *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap/Harvard University Press, 1998.
- Rodgers, Daniel T., *Age of Fracture*, Cambridge, Belknap/Harvard University Press, 2011.
- Rodwin, Lloyd, « Neighbors are Needed », *New York Times*, November 5, 1961.
- Rorty, Richard, « The Historiography of Philosophy: Four Genres » dans Richard Rorty, Jerome B. Schneewind et Quentin Skinner (dir.), *Philosophy in History: Essays on the Historiography of Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 49-75.
- Rose, Albert. *Governing Metropolitan Toronto: A Social and Political Analysis 1953-1971*. Los Angeles: University of California Press, 1972.
- Roseau, Nathalie, *Aerocity. Quand l'avion fait la ville*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2012.
- Sancton, Andrew, *Governing Canada's City-Regions: Adapting Form to Function*, Ottawa, Institute for Research on Public Policy, 1994.
- Sancton, Andrew, *The limits of boundaries: Why city-regions cannot be self-governing*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008.
- Saunier, Pierre-Yves, « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995, p. 33-46.
- Saunier, Pierre-Yves, « "Tel Mickey Mouse jouant au tennis..." Note de recherche : Charles S. Ascher et l'internationalisation de la *public administration* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1-2, n° 151-152, 2004, p. 49-56.
- Scott, James C., *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977.
- Scott James, C., *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.
- Scott, James C., *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.
- Scott, James C., *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998.
- Scott, James C., Gilles Chantraine et Olivier Ruchet, « Dans le dos du pouvoir. Entretien avec James C. Scott », *Vacarme*, n° 42, 2008, p. 4-12.
- Scott, James C., *Two Cheers for Anarchism. Six Easy Pieces on Autonomy, Dignity, and Meaningful Work and Play*, Princeton, Princeton University Press, 2014.
- Scott, James C., *Against the Grain. A Deep History of the Earliest States*, New Haven, Yale University Press, 2017.
- Sénécal, Gilles, et Claude Manzagol, « Montréal ou la métamorphose des territoires », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, n° 101, 1993, p. 351-370.

- Sénécal, Gilles et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine : Vers une polycentricité assumée », dans Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région, Tome II 1930 à nos jours*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 867-898.
- Sennett, Richard, *The Uses of Disorder: Personal Identity and City Life*, New York, WW Norton & Company, 1970.
- Sennett, Richard, *The Conscience of the Eye: The Design and Social Life of Cities*, New York, WW Norton & Company, 1990.
- Sennett, Richard, *Flesh and stone: The body and the city in western civilization*, New York, WW Norton & Company, 1996.
- Sewell, John, *The Shape of the City. Toronto Struggles with Modern Planning*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.
- Simard, Jean François, « L'influence du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec dans le développement de l'administration publique québécoise », *Administration publique du Canada*, vol. 52, n° 3, septembre 2009, p. 457-483.
- Simard, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Laval, Les Éditions coopératives Saint-Martin, 1979.
- Simmel, Georg, « Métropoles et mentalité », dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1984, p. 61-78.
- Skinner, Quentin, « Meaning and Understanding in the History of Ideas », *History and theory*, vol. 8, n° 1, 1969, p. 3-53.
- Skinner, Quentin, *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.
- Sutcliffe, Anthony (dir.), *The Rise of Modern Urban Planning 1800-1914*, London, Mansell, 1980.
- Sutcliffe, Anthony, « Why Planning History? », *Built Environment*, vol. 7, n° 2, 1981, p. 65-67.
- Taylor, Charles, *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin/Les Éditions Fides, 1997.
- Teaford, Jon C., *The Metropolitan Revolution*, New York, Columbia University Press, 2006.
- Tétrault-St-Onge, Lou-Anne, Eva Novoa et Mira Haidar, « La terrasse du Complexe Desjardins », Université de Montréal, 2015.
- Theulier-Cohen, Lorainne, et Patrick G. Déoux, « Rencontre avec Hans Blumenfeld », *Urbanité*, vol. 2, n° 3, novembre 2003, p. 44-46.
- Thompson, Edward P., « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past & Present*, vol. 38, 1967, p. 56-97.
- Tochterman, Brian, « Theorizing Neoliberal Urban development: A Genealogy From Richard Florida to Jane », *Radical History Review*, vol. 112, 2012, p. 65-87.
- Tochterman, Brian, *The Dying City: Postwar New York and the Ideology of Fear*, Chapel Hill: University of North Carolina Press Books, 2017.

- Tomàs, Mariona, *Penser métropolitain? La bataille politique du Grand Montréal*, Montréal, PUQ, 2012.
- Christian Topalov, « L'urbanisme comme mouvement social : Militants et professionnels du city planning aux États-Unis (1909-1917) ». *Annales de la recherche urbaine*, n° 44-45, 1989, p. 139-154.
- Topalov, Christian, « De la “question sociale” aux “problèmes urbains”: les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du XXème siècle », *Revue Internationale de Sciences Sociales*, vol. 125, 1990, p. 359-75.
- Topalov, Christian, « La ville “congestionnée”. Acteurs et langage de la réforme urbaine à New York au début du XX^e siècle », *Genèses*, n° 1, 1990, p. 86-111.
- Topalov, Christian, « La ville, “terre inconnue”. L'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891 », *Genèses*, vol. 5, n° 1, 1991, p. 4-34.
- Topalov, Christian, « “Traditional Working-Class Neighborhoods”: An Inquiry into the Emergence of a Sociological Model in the 1950s and 1960s », *Osiris*, vol. 18, n° 1, 2003, 212-33.
- Topalov, Christian, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule et Brigitte Marin (dir.), *L'aventure des mots de la ville*. Paris, Robert Laffont, 2010.
- Tribillon, Jean-François, *L'urbanisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2009.
- Turcot, Laurent, « Le tout-à-l'automobile des années 1960 », *La Presse +*, 4 février 2018.
- Vaihinger, Hans, *La philosophie du comme si*, Paris, Éditions Kimé, 2008.
- Vale, Lawrence J., *Purging the Poorest : Public Housing and the Design Politics of Twice-Cleared Communities*, Chicago, University of Chicago Press, 2013.
- Valois, Nicole, « L'architecture de paysage moderne du campus de l'Université de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n° 158, 2012, p. 343-372.
- Valverde, Mariana, « Seeing like a city: the dialectic of modern and premodern ways of seeing in urban governance », *Law & Society Review*, vol. 45, n° 2, 2011, p. 277-312.
- Valverde, Mariana, *Everyday law on the street: city governance in an age of diversity*, Chicago, University of Chicago Press, 2012.
- Venière, Samuel, « Les autoroutes: véritable épine dorsale du système routier québécois », *Cap-aux-Diamants. La revue d'histoire du Québec*, n° 111, 2012, p. 39-43.
- Veyne, Paul, *Michel Foucault, sa pensée, sa personne*, Paris, Éditions Albin Michel, 2008
- Ward, Stephen V., « The international diffusion of planning: a review and a Canadian case study », *International Planning Studies*, vol. 4 n°1, 1999, p. 53-77.
- Ward, Stephen V., *Planning the Twentieth-Century City. The Advanced Capitalist World*, Chichester, John Wiley & Sons, 2002.
- Wakeman, Rosemary, *Practicing Utopia. An Intellectual History of the New Town Movement*, Chicago, The University of Chicago Press, 2016.

- Weber, Max, *La ville*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.
- White, Morton G. et Lucia White, *The Intellectual Vs. the City: From Thomas Jefferson to Frank Lloyd Wright*, Joint Center for Urban Studies of the MIT and Harvard University, Toronto, Mentor Book, 1964.
- White, Richard, « Jane Jacobs and Toronto, 1968-1978 », *Journal of Planning History*, vol. 10, n° 2, 2011, p. 114-138.
- White, Richard, *Planning Toronto*, Vancouver, UBC Press, 2016.
- White, Richard, « Urban Renewal Revisited: Toronto, 1950 to 1970 », *The Canadian Historical Review*, vol. 97, n° 1, 2016, p. 1-33.
- White, Richard, « Eli Comay and Toronto Planning », *Toronto Planning Historian*, Consulté en ligne juin 2017 : <https://torontoplanninghistorian.com/2016/03/16/eli-comay-and-toronto-planning/>
- Wolfe, Jeanne M., « Retour sur le passé : un survol historique de l'urbanisme canadien », *Plan Canada* 6, 1994, p. 2-36.
- Wolford, Alexandre, « Le choix du tout-à-l'automobile à Montréal (1953-1967): un contexte propice à l'aménagement de l'échangeur Turcot », Mémoire, Histoire, Université de Montréal, 2015.
- Wright, Gwendolyn, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, University of Chicago Press, 1991.
- Yiftachel, Oren, « Planning and Social Control: Exploring the Dark Side », *Journal of planning literature*, vol. 12, n° 4, 1998, p. 395-406.
- Zamora, Daniel et Michael C. Behrent (dir.), *Foucault and Neoliberalism*, John Wiley & Sons, Polity Press, 2016.

Autres

- Centre-ville, l'âge des lumières*, documentaire réalisé par Paul Carvalho, Les Films Perception, 2015. Consulté en ligne, mai 2019 : <https://ici.tou.tv/centre-ville-l-age-des-lumieres/S01E01>
- Citizen Jane. Battle for the City*, documentaire réalisé par Matt Tyrnauer, Altimeter Films, 2016.